



---

## Partie 2

# LOIS ET RÈGLEMENTS

---

29 juin 2022 / 154<sup>e</sup> année

### Sommaire

Table des matières  
Lois 2022  
Entrée en vigueur de lois  
Règlements et autres actes  
Projets de règlement  
Conseil du trésor  
Décrets administratifs  
Arrêtés ministériels

Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 1968  
Bibliothèque nationale du Québec  
© Éditeur officiel du Québec, 2022

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.  
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,  
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

# AVIS AUX USAGERS

---

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre M-15.001, r. 0.1).

La Partie 1, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant.

La Partie 2 «Lois et règlements» et sa version anglaise Part 2 «Laws and Regulations» sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

## Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

### Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible gratuitement et chaque numéro est diffusé le mercredi à 0h01 à l'adresse suivante:

[www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca](http://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca)

### Contenu

Règlement sur la *Gazette officielle du Québec*, article 3

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées;
- 2° les proclamations et les décrets d'entrée en vigueur des lois;
- 3° les règlements et les autres actes de nature législative dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 5° les règlements adoptés par les tribunaux judiciaires et administratifs;
- 6° les projets des textes mentionnés aux paragraphes 3° et 5° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant qu'ils soient pris, adoptés ou délivrés par l'autorité compétente ou avant leur approbation par le gouvernement, un ministre, un groupe de ministres ou par un organisme du gouvernement;
- 7° tout autre document non visé à l'article 2 ou au présent article et dont la publication est requise par le gouvernement.

### Tarif\*

1. Abonnement annuel à la version imprimée

Partie 1 «Avis juridiques»:	555 \$
Partie 2 «Lois et règlements»:	761 \$
Part 2 «Laws and Regulations»:	761 \$
2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 11,88 \$.
3. Publication d'un document dans la Partie 1 :  
1,91 \$ la ligne agate.
4. Publication d'un document dans la Partie 2 :  
1,27 \$ la ligne agate.  
Un tarif minimum de 278 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

\* **Les taxes ne sont pas comprises.**

### Conditions générales

Les fichiers électroniques du document à publier, une version Word et un PDF avec signature d'une personne en autorité, doivent être transmis par courriel ([gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca](mailto:gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca)) et être reçus **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les documents reçus après la date de tombée sont publiés dans l'édition subséquente.

Le calendrier des dates de tombée est disponible sur le site Internet des Publications du Québec.

Dans son message, l'annonceur doit clairement indiquer les coordonnées de la personne à qui la facture doit être acheminée (nom, adresse, téléphone et courriel).

Pour toute demande de renseignements, veuillez communiquer avec :

#### Gazette officielle du Québec

Courriel : [gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca](mailto:gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca)

425, rue Jacques-Parizeau, 5<sup>e</sup> étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

### Abonnements

Pour un abonnement à la version imprimée de la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec :

#### Les Publications du Québec

Service à la clientèle – abonnements

425, rue Jacques-Parizeau, 5<sup>e</sup> étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone: 418 643-5150

Sans frais: 1 800 463-2100

Télécopieur: 418 643-6177

Sans frais: 1 800 561-3479

**Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.**

## Table des matières

Page

### Lois 2022

203	Loi concernant la Ville de Laval. . . . .	3561
	Liste des projets de loi sanctionnés (8 juin 2022) . . . . .	3559

### Entrée en vigueur de lois

1123-2022	Charte de la langue française, Loi modifiant la... — Entrée en vigueur de l'article 1 . . . . .	3565
-----------	---	------

### Règlements et autres actes

1011-2022	Diffusion de l'information et protection des renseignements personnels (Mod.) . . . . .	3567
1014-2022	Modifications aux Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement . . . . .	3568
1015-2022	Modifications aux Dispositions sur la détermination de prestations supplémentaires à l'égard de certaines catégories d'employés en vertu de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement . . . . .	3572
1016-2022	Partage et cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (Mod.) . . . . .	3574
1019-2022	Signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (Mod.) . . . . .	3575
1064-2022	Code des professions — Activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des hygiénistes dentaires . . . . .	3577
1070-2022	Mise en réserve du territoire de la Rivière-Pérignon, situé dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. . . . .	3579
1071-2022	Mise en réserve du territoire des Sept-Chutes, situé dans la région de Lanaudière . . . . .	3582
1072-2022	Mise en réserve du territoire Chicobi, situé dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. . . . .	3585
1073-2022	Mise en réserve du territoire du Domaine-la-Vérendrye, situé dans la région de l'Outaouais . . . . .	3588
1074-2022	Mise en réserve du territoire de l'Archipel-des-Sept-Îles, situé dans la région de la Côte-Nord. . . . .	3591
1075-2022	Mise en réserve du territoire Raimbault-Piton, situé dans la région de Lanaudière . . . . .	3594
1076-2022	Mise en réserve du territoire du Mont-Sainte-Marie, situé dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides . . . . .	3597
1077-2022	Mise en réserve du territoire du Mont-O'Brien, situé dans la région de l'Outaouais . . . . .	3600
1078-2022	Mise en réserve du territoire de la Montagne-du-Diable, autorisation de modifier le plan et le plan de conservation de la réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable, situés dans la région des Laurentides . . . . .	3603
1079-2022	Mise en réserve du territoire des Buttes-du-Lac-Montjoie, situé dans la région des Laurentides . . . . .	3607
1080-2022	Mise en réserve du territoire Basilières-Kaël, situé dans la région de Lanaudière. . . . .	3610
1100-2022	Activités de chasse (Mod.) . . . . .	3613
1101-2022	Activités de piégeage et commerce des fourrures (Mod.) . . . . .	3614
1102-2022	Animaux en captivité (Mod.) . . . . .	3615
1211-2022	Récupération et valorisation de produits par les entreprises — Corrections au texte français et au texte anglais (Mod.) . . . . .	3619
	Opérations à divulgation obligatoire (Mod.) . . . . .	3620

### Projets de règlement

Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Financement. . . . .		3625
--	--	------

Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations pour l'année 2023 . . . .	3873
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu payables pour l'année 2023 — Accidents du travail, Loi sur les... — Indemnités payables pour l'année 2023 . . . . .	3874
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2023 . . . . .	3934
Incidents de confidentialité. . . . .	3935
Médiation des demandes relatives à des petites créances . . . . .	3938
Projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice. . . . .	3939
Santé et sécurité du travail dans les mines . . . . .	3941
Tarif judiciaire en matière civile . . . . .	3946

## Conseil du trésor

226429 Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, Loi sur le... — Règlement d'application (Mod.). . . . .	3947
226430 Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, Loi sur le... — Application du titre IV.2 (Mod.) . . . . .	3950
226431 Régime de retraite du personnel d'encadrement, Loi sur le... — Règlement d'application (Mod.). . . . .	3953
226432 Régime de retraite des fonctionnaires, Loi sur le... — Règlement d'application (Mod.) . . . . .	3956
226433 Régime de retraite des enseignants, Loi sur le... — Règlement d'application (Mod.) . . . . .	3958
226434 Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, Loi sur le... — Règlement d'application (Mod.). . . . .	3960
226436 Partage et cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (Mod.) . . . . .	3962
226437 Partage et cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges (Mod.). . . . .	3964
226438 Partage et cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (Mod.). . . . .	3966
226439 Certaines dispositions applicables au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite du personnel d'encadrement (Mod.). . . . .	3967
226440 Partage et cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants (Mod.) . . .	3969
226441 Régime de retraite des fonctionnaires, Loi sur le... — Partage et cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite (Mod.) . . . . .	3971
226442 Partage et cession des droits accumulés au titre du régime de retraite de certains enseignants (Mod.) . . . . .	3973
226443 Partage et cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (Mod.). . . . .	3975
226675 Désignation de l'Association des cadres des collèges du Québec en vertu de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (congé sabbatique à traitement différé). . . . .	3977
226676 Désignation d'Investissement Québec en vertu de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (congé sabbatique à traitement différé). . . . .	3978

## Décrets administratifs

1538-2021 Octroi par Investissement Québec d'un prêt d'un montant maximal de 3 000 000 \$ à Plateforme Agora inc. pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises . . . . .	3979
--	------

833-2022	Participation du gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, au Fonds Triptyq Capital I, S.E.C. et avance du ministre des Finances au Fonds du développement économique. . . . .	3980
918-2022	Octroi par Investissement Québec d'une contribution financière sous forme d'une souscription à des billets convertibles de DalCor Pharmaceutiques Canada Inc. d'un montant maximal de 1 500 000 \$ US, pour la réalisation des activités de préparation d'une étude clinique de confirmation pour un médicament dans le domaine cardiovasculaire . . . . .	3981
951-2022	Exercice des fonctions de certains ministres . . . . .	3982
953-2022	Approbation de l'Entente sur la consultation et l'accommodement entre les Abénakis et le gouvernement du Québec . . . . .	3982
957-2022	Octroi d'une subvention d'un montant maximal de 3 240 000 \$ à C.A.RE Montréal (centre d'aide et de réinsertion), pour l'exercice financier 2022-2023, afin de permettre la réalisation d'un projet d'habitation pour une clientèle d'itinérants . . . . .	3983
958-2022	Constitution du conseil de règlement des différends entre la Ville de Saint-Hyacinthe et l'Association des pompiers et pompières de Saint-Hyacinthe . . . . .	3983
959-2022	Constitution du conseil de règlement des différends entre la Ville de Vaudreuil-Dorion et l'Association des pompiers de Vaudreuil-Dorion . . . . .	3984
960-2022	Versement à la Commission de la capitale nationale du Québec d'une seconde tranche d'un montant maximal de 19 602 800 \$ de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2022-2023 ainsi que d'une avance d'un montant maximal de 6 287 300 \$ sur la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2023-2024. . . . .	3984
961-2022	Octroi d'une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 3 350 000 \$, sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, à la Ville de Sherbrooke pour la réalisation du projet intitulé Lieu de diffusion spécialisée danse-théâtre Enfance-jeunesse de Sherbrooke . . . . .	3985
962-2022	Octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 10 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts, pour l'exercice financier 2022-2023, pour le Programme visant la requalification des lieux de culte excédentaires patrimoniaux . . . . .	3986
963-2022	Octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 15 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts et frais de financement, pour l'exercice financier 2022-2023, pour le Programme visant la protection, la transmission et la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux . . . . .	3987
964-2022	Modification du décret numéro 738-2016 du 17 août 2016 concernant l'insaisissabilité d'œuvres d'art et autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec . . . . .	3988
966-2022	Modification du décret numéro 1538-2021 du 8 décembre 2021 concernant l'octroi par Investissement Québec d'un prêt d'un montant maximal de 3 000 000 \$ à Plateforme Agora inc. pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises. . . . .	3988
967-2022	Octroi par Investissement Québec d'une contribution financière sous forme d'une souscription à des actions de Plateforme Agora inc. d'un montant maximal de 9 000 000 \$ pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises. . . . .	3989
969-2022	Renouvellement du mandat de madame Lise Duquette comme régisseuse de la Régie de l'énergie . . . . .	3990
970-2022	Nomination de membres du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec . . . . .	3991
971-2022	Nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Institut national de la recherche scientifique . . . . .	3992
974-2022	Modification au décret numéro 1173-2002 du 2 octobre 2002 relatif à la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de la Ville de Sept-Îles pour la réalisation du projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire sur le territoire de la ville de Sept-Îles . . . . .	3993
975-2022	Octroi à Jour de la Terre Canada d'une subvention maximale de 4 500 000 \$, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour la recherche et la mise en œuvre de projets pilotes de recherche-action au Québec permettant d'approfondir la compréhension du rôle de plusieurs infrastructures vertes et de pratiques en milieu agricole sur l'atténuation des changements climatiques et sur l'adaptation à leurs impacts . . . . .	3995

976-2022	Nomination de monsieur Guy Lavallée comme vice-président de Retraite Québec . . . . .	3996
977-2022	Modification des conditions de travail de madame Sonia Potvin comme vice-présidente de Retraite Québec . . . . .	3997
978-2022	Nomination de membres du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec . . . . .	3998
979-2022	Nomination des firmes KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. et Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L. à titre d'auditeurs externes des livres et comptes d'Hydro-Québec, pour les exercices financiers se terminant les 31 décembre 2023, 2024 et 2025 . . . . .	3999
980-2022	Institution d'un régime d'emprunts par la Société du Palais des congrès de Montréal . . . . .	3999
982-2022	Nomination de madame Véronique Crête comme juge de la Cour du Québec . . . . .	4000
983-2022	Rémunération des membres du Forum de consultation constitué en application de la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être et le remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions . . . . .	4000
984-2022	Renouvellement du mandat de madame Caroline Roy comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue . . . . .	4001
985-2022	Renouvellement du mandat de madame Rosemonde Landry comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides . . . . .	4002
986-2022	Nomination de monsieur Patrick Duchesne comme président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale . . . . .	4002
987-2022	Nomination de monsieur Vincent Lehouillier comme membre du conseil d'administration et président-directeur général du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal . . . . .	4003
988-2022	Nomination de monsieur Jonathan Brière comme président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal . . . . .	4004
989-2022	Renouvellement du mandat de madame Najia Hachimi-Idrissi comme présidente-directrice générale adjointe du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal . . . . .	4005
990-2022	Renouvellement du mandat de madame Isabelle Demers comme présidente-directrice générale adjointe du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine . . . . .	4006
991-2022	Rémunération des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés . . . . .	4006
992-2022	Détermination du nombre de places dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral pour des étudiants de l'extérieur du Québec pour 2022-2023 . . . . .	4008
993-2022	Approbation de l'Entente sur le financement complémentaire à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028 entre le Conseil de bande de Timiskaming et le gouvernement du Québec . . . . .	4008
994-2022	Approbation de l'Entente sur le financement complémentaire à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Kebaowek pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023 entre le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek et le gouvernement du Québec . . . . .	4009
995-2022	Approbation de l'Entente de collaboration visant à assurer une présence policière autochtone dans la communauté de Winneway entre le Conseil de la Première Nation de Long Point, le Conseil de bande de Timiskaming, le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek et le gouvernement du Québec . . . . .	4010
1000-2022	Renouvellement du mandat de membres du Tribunal administratif du travail . . . . .	4011

## Arrêtés ministériels

Constitution d'un comité d'experts afin de conseiller le ministre de la Cybersécurité et du Numérique . . . . .	4015
Élargissement du territoire d'application du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 <sup>er</sup> décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec . . . . .	4016

**PROVINCE DE QUÉBEC**42<sup>e</sup> LÉGISLATURE2<sup>e</sup> SESSION

QUÉBEC, LE 8 JUIN 2022

---

**CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR***Québec, le 8 juin 2022*

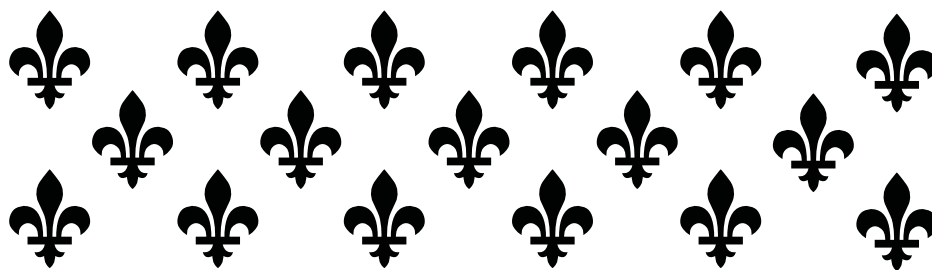
Aujourd'hui, à quatorze heures trente-cinq, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant :

n<sup>o</sup> 203 Loi concernant la Ville de Laval

La sanction royale est apposée sur ce projet de loi par Son Excellence le Lieutenant-gouverneur.







---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n<sup>o</sup> 203  
(Privé)

**Loi concernant la Ville de Laval**

---

**Présenté le 10 mai 2022**  
**Principe adopté le 7 juin 2022**  
**Adopté le 7 juin 2022**  
**Sanctionné le 8 juin 2022**

---

**Éditeur officiel du Québec**  
**2022**



## Projet de loi n<sup>o</sup> 203

(Privé)

### LOI CONCERNANT LA VILLE DE LAVAL

ATTENDU que la Ville de Laval souhaite que soient modifiées certaines dispositions législatives qui lui sont spécifiques et qui concernent les règlements d'urbanisme de la Ville, son fonds d'autoassurance et les devoirs de son directeur général;

Que la Ville demande un délai supplémentaire pour remplacer ses règlements de zonage et de lotissement à la suite de la révision de son schéma d'aménagement et de développement;

Que la Ville souhaite que la procédure de remplacement s'applique également à l'adoption d'un règlement sur les usages conditionnels;

Que la Ville souhaite verser dans son fonds d'autoassurance les sommes qu'elle estime nécessaires afin de se protéger adéquatement;

Qu'il est souhaitable que le directeur général de la Ville doive, comme les directeurs généraux des autres municipalités, transmettre aux autorités concernées les renseignements susceptibles de démontrer qu'un acte répréhensible a été commis;

Qu'il est opportun d'apporter les modifications législatives requises à ces fins;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

**1.** Malgré l'article 110.10.1 et le deuxième alinéa de l'article 264.0.9 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), la Ville de Laval peut, à tout moment avant le 8 juin 2023, remplacer ses règlements de zonage et de lotissement aux conditions et selon la procédure décrites aux deuxième et troisième alinéas de l'article 160 de la Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2019, chapitre 28).

La Ville peut également, lors de l'exercice des pouvoirs visés au premier alinéa, adopter un règlement sur les usages conditionnels, aux mêmes conditions et selon la même procédure.

**2.** L'article 109 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicté pour la Ville de Laval par l'article 18 de la Charte de la Ville de Laval (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 89) et modifié par l'article 5 du chapitre 112 des lois de 1978 et par l'article 168 du chapitre 57 des lois de 1983, est de nouveau modifié par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

« *u*) transmettre à la Commission municipale du Québec ou au Protecteur du citoyen, selon le cas, les renseignements portés à son attention susceptibles de démontrer qu'un acte répréhensible, au sens de l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (chapitre D-11.1), a été commis ou est sur le point de l'être, à l'égard de la ville. ».

**3.** L'article 465.19 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19), édicté pour la Ville de Laval par l'article 12 du chapitre 57 des lois de 1994, est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, de « d'un maximum de dix millions de dollars ».

**4.** La présente loi entre en vigueur le 8 juin 2022.

## Entrée en vigueur de lois

Gouvernement du Québec

### Décret 1123-2022, 15 juin 2022

#### Loi modifiant la Charte de la langue française (2002, chapitre 28)

##### — Entrée en vigueur de l'article 1

CONCERNANT l'entrée en vigueur de l'article 1 de la Loi modifiant la Charte de la langue française

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Charte de la langue française (2002, chapitre 28) a été sanctionnée le 13 juin 2002;

ATTENDU QUE l'article 49 de cette loi prévoit que les dispositions de celle-ci entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002, à l'exception de celles des articles 1 à 10, 18 à 24 et 43 à 48 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1015-2002 du 4 septembre 2002, la date de l'entrée en vigueur des articles 2 à 10, 18 à 24 et 43 à 48 de cette loi a été fixée au 1<sup>er</sup> octobre 2002;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 654-2021 du 5 mai 2021, la date de l'entrée en vigueur de l'article 1 de cette loi a été fixée au 5 mai 2022;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 724-2022 du 27 avril 2022, le décret numéro 654-2021 du 5 mai 2021 a été abrogé et la date de l'entrée en vigueur de l'article 1 de cette loi a été fixée au 20 juin 2022;

ATTENDU QU'il y a lieu d'abroger le décret numéro 724-2022 du 27 avril 2022 et de fixer au 1<sup>er</sup> juin 2023 la date de l'entrée en vigueur de l'article 1 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Langue française :

QUE le décret numéro 724-2022 du 27 avril 2022 soit abrogé;

QUE soit fixée au 1<sup>er</sup> juin 2023 la date de l'entrée en vigueur de l'article 1 de la Loi modifiant la Charte de la langue française (2002, chapitre 28).

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77713



## Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

### Décret 1011-2022, 15 juin 2022

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1)

Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, chapitre 25)

#### Diffusion de l'information et protection des renseignements personnels — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3.1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 155 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), tel que modifié par le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 67 de la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, chapitre 25), le gouvernement peut adopter des règlements pour, aux fins des articles 16.1 et 63.2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, prévoir des règles de diffusion de l'information et de protection des renseignements personnels, comportant, notamment, des mesures destinées à favoriser l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels; ces règles peuvent identifier les types de documents ou de renseignements accessibles en vertu de la loi qu'un organisme public doit diffuser compte tenu, notamment, de l'intérêt qu'ils présentent pour l'information du public; ces règles peuvent varier selon qu'elles sont applicables à un organisme visé à l'un ou l'autre des articles 3 à 7 de cette loi;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 408-2008 du 23 avril 2008, le gouvernement a édicté le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1, r. 2);

ATTENDU QUE, conformément à l'article 156 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le

ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels a pris l'avis de la Commission d'accès à l'information le 15 février 2022;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 23 mars 2022, avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels :

QUE soit édicté le Règlement modifiant le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, annexé au présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

### Règlement modifiant le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1, a. 16.1, 63.2 et 155)

Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, chapitre 25, a. 67, par. 1<sup>o</sup>)

1. L'article 2 du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1, r. 2) est remplacé par le suivant :

« 2. Le sous-ministre ou le dirigeant d'un organisme public doit s'assurer de la mise en œuvre des responsabilités et des obligations attribuées par le présent règlement à l'organisme public qu'il dirige.

Il doit veiller à la sensibilisation et à la formation des membres du personnel et des membres du personnel de direction ou d'encadrement de l'organisme public sur les obligations et les pratiques en matière d'accès à l'information.

Il doit également insérer dans le rapport annuel de gestion ou d'activités un bilan qui atteste la diffusion des documents visés à la section III et qui rend compte :

1° du nombre de demandes d'accès, de demandes de communication ou de demandes de rectification reçues, du délai pris pour les traiter, des dispositions de la Loi justifiant que certaines d'entre elles ont été refusées, du nombre de demandes acceptées, partiellement acceptées ou refusées, du nombre de demandes ayant fait l'objet de mesures d'accommodement raisonnables et du nombre de demandes ayant fait l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information;

2° des activités relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels réalisées au sein de l'organisme public. ».

**2.** L'article 4 de ce règlement est modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de «6 à 10 visés par la Directive concernant la classification et la gestion des emplois de cadres et de leurs titulaires (630) adoptée par le (C.T. 198195, 2002-04-30) et modifiée par les (C.T. 200154, 2003-09-09), (C.T. 203042, 2005-11-29), (C.T. 203658, 2006-05-01), (C.T. 210771, 2011-11-08), (C.T. 211151, 2012-03-13), (C.T. 211453, 2012-05-15) et (C.T. 213307, 2013-10-29)» par «6 à 9 visés par la Directive concernant la classification et la gestion des emplois de cadres et de leurs titulaires (630), adoptée par le (C.T. 219127, 2018-04-10) et modifiée par les (C.T. 222925, 2020-09-29) et (C.T. 223583, 2021-02-23)»;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 14°, de «et (C.T. 212782, 2013-06-18) (Recueil des politiques de gestion 9-2-4-2)» par «, (C.T. 212782, 2013-06-18) et (C.T. 215535, 2015-10-06) (Recueil des politiques de gestion 9-2-4-2)».

**3.** La section IV de ce règlement est abrogée.

**4.** Le présent règlement entre en vigueur le 22 septembre 2023.

77599

Gouvernement du Québec

## Décret 1014-2022, 15 juin 2022

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)

### Modifications aux Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

CONCERNANT des modifications aux Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1), le gouvernement peut déterminer, malgré toute disposition inconciliable de cette loi mais à l'exception de celles prévues au chapitre VIII, des dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés qu'il désigne;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté les Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 2);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ces dispositions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor :

QUE les modifications aux Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1), ci-annexées, soit édictées;

QUE ces modifications entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET



## Modifications aux Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, a. 23, 1<sup>er</sup> al.)

**1.** L'annexe IV des Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 2) est modifiée :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

*b)* par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

3<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.».

**2.** L'annexe V de ces dispositions est modifiée :

1<sup>o</sup> dans la section «Hypothèses actuarielles» :

*a)* par le remplacement des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> par les suivants :

1<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 1<sup>o</sup> par le suivant :

«1<sup>o</sup> Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la section 3500 des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires concernant les valeurs actualisées des rentes en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022, ci-après nommée «norme de l'ICA». Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2<sup>o</sup> :

*a)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b*, du tableau par le suivant :

«1<sup>o</sup> Taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux de la table de mortalité promulguée par le Conseil des normes actuarielles de l'Institut canadien des actuaires, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

«2<sup>o</sup> Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la norme de l'ICA. Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

*b)* dans le paragraphe 3<sup>o</sup> :

*i.* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b*, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

ii. par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près. »;

c) par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° Taux de fin d'emploi :

49 ans et moins : 0,04

50 ans et plus : 0,00 »;

d) par le remplacement, dans le paragraphe 7°, du tableau par le suivant :

«

Âge	Taux annuel de majoration
18-39 ans	3,0 %
40-44 ans	2,9 %
45-49 ans	2,5 %
50-54 ans	2,1 %
55-59 ans	1,7 %
60-64 ans	1,3 %
65 ans et plus	1,0 %

»;

e) par le remplacement des paragraphes 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> par les suivants :

«8<sup>o</sup> Taux de départ à la retraite :

Employé dont l'âge et les années de service totalisent ou totaliseraient 85 ou plus (critère 85) à 50 ans ou plus mais avant 60 ans :	— 35 % de probabilité lors de l'atteinte du critère 85 — 100 % de probabilité (du solde de 65 %) lors de l'atteinte de 35 années de service ou à 65 ans s'il atteint cet âge sans avoir atteint 35 années de service
Employé qui accumulerait moins de 25 années de service à 60 ans ou plus :	— 40 % de probabilité à 60 ans — 100 % de probabilité (du solde de 60 %) lors de l'atteinte de 65 ans
Employé qui a au moins 35 années de service au moment du transfert :	— 75 % de probabilité 6 mois après le transfert — 100 % de probabilité (du solde de 25 %) lors de l'atteinte de 40 années de service
Employé qui a 60 ans ou plus au moment du transfert :	— 40 % de probabilité 6 mois après le transfert — 100 % de probabilité (du solde de 60 %) lors de l'atteinte de 35 années de service ou à 65 ans s'il atteint cet âge sans avoir atteint 35 années de service

Si les 2 derniers critères s'appliquent, l'hypothèse retenue est celle du critère de 35 années de service.

9<sup>o</sup> Proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	80 %	60 %
60-64 ans	80 %	55 %
65-69 ans	75 %	50 %
70-74 ans	75 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	65 %	20 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

»;

f) par le remplacement, dans le paragraphe 10<sup>o</sup>, de «moment de la retraite» par «décès»;

g) par le remplacement de «de la partie D de la section 3» par «du paragraphe 3530.06 de la sous-section 3530»;

2<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent. ».

**3.** L'annexe VI de ces dispositions est modifiée par le remplacement du paragraphe 2<sup>o</sup> par le suivant :

«2<sup>o</sup> Taux de départ à la retraite

Employé dont l'âge et les années de service totalisent ou totaliseraient 85 ou plus (critère 85) à 50 ans ou plus mais avant 60 ans :	— 35 % de probabilité lors de l'atteinte du critère 85 — 100 % de probabilité (du solde de 65 %) lors de l'atteinte de 35 années de service ou à 65 ans s'il atteint cet âge sans avoir atteint 35 années de service
Employé qui accumulerait moins de 25 années de service à 60 ans ou plus :	— 40 % de probabilité à 60 ans — 100 % de probabilité (du solde de 60 %) lors de l'atteinte de 65 ans
Employé qui a au moins 35 années de service au moment du transfert :	— 75 % de probabilité 6 mois après le transfert — 100 % de probabilité (du solde de 25 %) lors de l'atteinte de 40 années de service
Employé qui a 60 ans ou plus au moment du transfert :	— 40 % de probabilité 6 mois après le transfert — 100 % de probabilité (du solde de 60 %) lors de l'atteinte de 35 années de service ou à 65 ans s'il atteint cet âge sans avoir atteint 35 années de service

Si les 2 derniers critères s'appliquent, l'hypothèse retenue est celle du critère de 35 années de service.»

77603

Gouvernement du Québec

## Décret 1015-2022, 15 juin 2022

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)

### Modifications aux Dispositions sur la détermination de prestations supplémentaires à l'égard de certaines catégories d'employés en vertu de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

CONCERNANT des modifications aux Dispositions sur la détermination de prestations supplémentaires à l'égard de certaines catégories d'employés en vertu de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1), le gouvernement peut établir, à l'égard des catégories d'employés désignées en application du premier alinéa de l'article 23 de cette loi, un régime prévoyant des prestations supplémentaires

payables à compter de la date de la prise de la retraite et qu'il peut également prévoir dans ce régime le paiement de prestation au conjoint d'un tel employé;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté les Dispositions sur la détermination de prestations supplémentaires à l'égard de certaines catégories d'employés en vertu de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 3);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ces dispositions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor :

QUE les modifications aux Dispositions sur la détermination de prestations supplémentaires à l'égard de certaines catégories d'employés en vertu de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 3), ci annexées, soient édictées;

QUE ces modifications entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

## Modifications aux Dispositions sur la détermination de prestations supplémentaires à l'égard de certaines catégories d'employés en vertu de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, a. 208, 1<sup>er</sup> al.)

**1.** L'annexe II des Dispositions sur la détermination de prestations supplémentaires à l'égard de certaines catégories d'employés en vertu de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 3) est modifiée :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

1<sup>o</sup> dans la section «Hypothèses actuarielles» :

a) par le remplacement des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> par les suivants :

«1<sup>o</sup> Taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux de la table de mortalité promulguée par le Conseil des normes actuarielles de l'Institut canadien des actuaires, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

«2<sup>o</sup> Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la section 3500 des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires concernant les valeurs actualisées des rentes en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022, ci-après nommée «norme de l'ICA». Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

b) dans le paragraphe 3<sup>o</sup> :

i. par le remplacement, dans le sous-paragraphe b, du tableau par le suivant :

ii. par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

c) par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

«6° Proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	80 %	60 %
60-64 ans	80 %	55 %
65-69 ans	75 %	50 %
70-74 ans	75 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	65 %	20 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

»;

d) par le remplacement, dans le paragraphe 7°, de «les âges des conjoints au moment de la retraite» par «l'âge des conjoints au décès»;

2° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.».

77604

Gouvernement du Québec

## Décret 1016-2022, 15 juin 2022

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)

### Partage et cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté, conformément à l'article 52 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite (1990, chapitre 5), le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (chapitre R-10, r. 9);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 74 de la Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives (2018, chapitre 4), malgré toute disposition inconciliable, le gouvernement peut, par règlement, établir au régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (C.T. n° 181151 du 18 août 1992) les mesures particulières prévues au chapitre VII.1 du titre I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et à son règlement d'application aux fins du partage et de la cession de droits entre conjoints visés à l'article 122.1.1 de cette loi, ainsi qu'à l'article 75 de la Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de cet article 74, le gouvernement peut également prévoir dans ce règlement des dispositions particulières pour l'établissement et l'évaluation des droits accumulés au titre de ce régime de retraite de même que pour la réduction, en raison de l'acquittement des sommes attribuées au conjoint, des sommes payables en vertu de ce régime de même que des critères pour que des personnes soient considérées comme des conjoints ayant droit au partage et à la cession des droits concernés;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 2 mars 2022, avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor suppléant :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

---

## **Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec**

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10; 1990, chapitre 5, a. 52; 2018, chapitre 4, a. 74)

**1.** Le paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 28 du Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (chapitre R-10, r. 9) est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement de «3800» par «3500»;

2<sup>o</sup> par la suppression de «, Document 206036, avril 2006, révisé le 1<sup>er</sup> mai 2006 et avec ses modifications futures».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77605

Gouvernement du Québec

## **Décret 1019-2022, 15 juin 2022**

Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1)

### **Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire**

— **Signature de certains documents**

— **Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 18 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1) la signature d'un document par un fonctionnaire n'engage la ministre et ne peut être attribuée à la ministre que dans les cas déterminés par règlement du gouvernement publié à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1, r. 3);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

Que le Règlement modifiant le Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

---

## Règlement modifiant le Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1, a. 18)

**1.** L'article 1 du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1, r. 3) est modifié par l'insertion, à la fin, de «et, dans les cas prévus, par ceux relevant d'un autre ministère».

**2.** L'article 5 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Pour l'application du premier alinéa, un sous-ministre adjoint ou associé est également autorisé à signer un document comportant une dépense n'excédant pas 100 000 \$ même si l'autorisation accordée au fonctionnaire de signer ce document est assortie d'une limite monétaire inférieure à ce montant.»

**3.** L'article 6 de ce règlement est modifié par la suppression, à la fin, de «ou le directeur de la direction compétente en matière de traitement des divulgations d'actes répréhensibles à l'égard des organismes municipaux».

**4.** La sous-section 2 de la section II de ce règlement est abrogée.

**5.** L'article 12 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1<sup>o</sup>, de «d'administration» par «de finances»;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le paragraphe 5<sup>o</sup>, de « , le Conseil des ministres».

**6.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 12, du suivant :

«**12.1.** Le directeur général de la direction compétente en matière de ressources informationnelles est autorisé à signer, outre les documents énumérés à l'article 11, les suivants s'ils comportent une dépense n'excédant pas 100 000 \$ :

1<sup>o</sup> tout avis d'appel d'offres public ou d'appel d'offres sur invitation de même que tout document relatif à ces appels d'offres;

2<sup>o</sup> tout contrat de services;

3<sup>o</sup> tout contrat d'approvisionnement;

4<sup>o</sup> toute entente de services avec un organisme public.»

**7.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après la sous-section 4 de la section II, de ce qui suit :

«**§4.1.** *Directeur général adjoint*

**14.1.** Un directeur général adjoint est autorisé à signer, en lien avec les responsabilités de sa direction générale :

1<sup>o</sup> tout document qui porte sur la promesse ou l'octroi d'une subvention qui découle de l'application d'un programme dont les normes sont approuvées par le gouvernement ou le Conseil du trésor;

2<sup>o</sup> s'il comporte une dépense n'excédant pas 25 000 \$;

a) tout avis d'appel d'offres public ou d'appel d'offres sur invitation de même que tout document relatif à ces appels d'offres;

b) tout contrat de services;

c) tout contrat d'approvisionnement;

d) toute entente de services avec un organisme public;

e) toute convention de subvention qui ne découle pas de l'application d'un programme dont les normes sont approuvées par le gouvernement ou le Conseil du trésor.»

**8.** L'article 16 de ce règlement est abrogé.

**9.** Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 20, des suivants :

«**20.1.** Le directeur des communications qui relève du ministère du Conseil exécutif est autorisé à signer, en lien avec les responsabilités de sa direction :

1<sup>o</sup> tout document qui porte sur la promesse ou l'octroi d'une subvention qui découle de l'application d'un programme dont les normes sont approuvées par le gouvernement ou le Conseil du trésor;

2<sup>o</sup> s'il comporte une dépense n'excédant pas 50 000 \$ :

a) tout avis d'appel d'offres public ou d'appel d'offres sur invitation de même que tout document relatif à ces appels d'offres;



- b) tout contrat de services;
- c) tout contrat d'approvisionnement;
- d) toute entente de services avec un organisme public;
- e) toute convention de subvention qui ne découle pas de l'application d'un programme dont les normes sont approuvées par le gouvernement ou le Conseil du trésor.

«**20.2.** Le directeur de la direction compétente en matière d'analyse en habitation est autorisé à signer, en outre des documents énumérés à l'article 15, les approbations prévues par l'article 133 du chapitre 31 des lois de 2021.

«**20.3.** Le directeur de la direction compétente en matière de ressources financières est autorisé à signer, outre les documents énumérés à l'article 15, les suivants s'ils comportent une dépense n'excédant pas 100 000 \$ :

1<sup>o</sup> tout avis d'appel d'offres public ou d'appel d'offres sur invitation de même que tout document relatif à ces appels d'offres;

2<sup>o</sup> tout contrat de services;

3<sup>o</sup> tout contrat d'approvisionnement;

4<sup>o</sup> tout contrat de construction;

5<sup>o</sup> toute demande à la Société québécoise des infrastructures ou tout engagement envers celle-ci;

6<sup>o</sup> toute entente de services avec un organisme public;

7<sup>o</sup> toute convention de subvention qui ne découle pas de l'application d'un programme dont les normes sont approuvées par le gouvernement ou le Conseil du trésor. »

**10.** L'article 22 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par la suppression, dans ce qui précède le paragraphe 1<sup>o</sup>, de « de sa direction générale, »;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le paragraphe 5<sup>o</sup>, de « , le Conseil des ministres ».

**11.** L'article 23 de ce règlement est remplacé par les suivants :

«**23.** Un directeur adjoint de la direction des communications qui relève du ministère du Conseil exécutif est autorisé à signer, en lien avec la responsabilité de sa direction, tout document énuméré à l'article 22 s'il comporte une dépense n'excédant pas 25 000 \$.

«**23.1.** Un directeur adjoint de la direction compétente en matière de finances municipales est autorisé à signer, outre les documents énumérés à l'article 22, les approbations et les autorisations visées aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> de l'article 19. »

**12.** L'article 25 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1<sup>o</sup>, de « l'approvisionnement » par « la gestion contractuelle ».

**13.** Ce règlement est modifié par la suppression, partout où cela se trouve, de « , le Conseil des ministres ».

**14.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77608

Gouvernement du Québec

## Décret 1064-2022, 15 juin 2022

Code des professions  
(chapitre C-26)

### Activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des hygiénistes dentaires

CONCERNANT le Règlement sur les activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des hygiénistes dentaires

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *h* du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions (chapitre C-26), le Conseil d'administration d'un ordre professionnel peut, par règlement, déterminer, parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les membres de l'ordre, celles qui peuvent être exercées par les personnes ou les catégories de personnes que le règlement indique ainsi que les conditions et modalités suivant lesquelles elles peuvent les exercer;

ATTENDU QUE, conformément à ce paragraphe, le Conseil d'administration de l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec a adopté, le 21 juin 2021, le Règlement sur les activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des hygiénistes dentaires;

ATTENDU QUE, aux termes de l'article 95 du Code des professions, sous réserve des articles 95.0.1 et 95.2 de ce code, tout règlement adopté par le Conseil d'administration d'un ordre professionnel en vertu de ce code ou d'une loi constituant un tel ordre est transmis à l'Office

des professions du Québec pour examen et soumis, avec la recommandation de l'Office, au gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), le Règlement sur les activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des hygiénistes dentaires a été publié, à titre de projet, à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 29 septembre 2021, avec avis qu'il pourra être examiné par l'Office puis soumis au gouvernement qui pourra l'approuver, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 95 du Code des professions, l'Office a examiné ce règlement le 18 mars 2022 et l'a ensuite soumis au gouvernement avec sa recommandation;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Enseignement supérieur :

QUE soit approuvé le Règlement sur les activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des hygiénistes dentaires, annexé au présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET

## **Règlement sur les activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des hygiénistes dentaires**

Code des professions  
(chapitre C-26, a. 94, 1<sup>er</sup> al., par. h)

### **SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.** Le présent règlement a pour objet de déterminer, parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les hygiénistes dentaires, celles qui, suivant les conditions et modalités qui y sont déterminées, peuvent l'être par les personnes suivantes :

1<sup>o</sup> la personne inscrite à un programme d'études qui conduit à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture au permis délivré par l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec;

2<sup>o</sup> la personne qui suit une formation ou effectue un stage dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'équivalence de diplôme ou de la formation prévue par règlement de l'Ordre pris en vertu des paragraphes c et c.1 de l'article 93 du Code des professions (chapitre C-26).

**2.** Toute personne exerçant des activités professionnelles en vertu du présent règlement doit les exercer dans le respect des normes réglementaires applicables aux hygiénistes dentaires, notamment celles relatives à la déontologie ainsi que celles relatives à la tenue de leurs cabinets et de leurs effets.

### **SECTION II CONDITIONS ET MODALITÉS D'EXERCICE DES ACTIVITÉS**

**3.** Une personne visée à l'article 1 peut exercer les activités professionnelles que peuvent exercer les hygiénistes dentaires, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> l'exercice de ces activités est requis, selon le cas :

a) dans le cadre d'un programme d'études qui conduit à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture au permis délivré par l'Ordre;

b) dans le cadre d'une formation ou d'un stage qu'elle suit aux fins de la reconnaissance d'une équivalence de diplôme ou de la formation;

2<sup>o</sup> elle les exerce dans un établissement d'enseignement qui offre le programme d'études qui conduit à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture au permis délivré par l'Ordre ou dans un milieu approprié à ses besoins de formation et approuvé par l'Ordre;

3<sup>o</sup> elle les exerce sous la supervision d'un hygiéniste dentaire qui encadre la formation, le stage ou le cours et qui :

a) est présent à l'endroit où les activités professionnelles sont exercées afin d'être disponible en vue d'une intervention rapide;

b) n'a fait l'objet d'aucune sanction du conseil de discipline de l'Ordre ou du Tribunal des professions au cours des 5 années précédant la supervision;

c) ne s'est pas fait imposer un stage ou un cours de perfectionnement, une limitation ou une suspension de son droit d'exercer des activités professionnelles, une radiation du tableau de l'Ordre ou une révocation de son permis au cours des 5 années précédant la supervision.

**4.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77652

Gouvernement du Québec

## Décret 1070-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire de la Rivière-Pérignon, situé dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean

CONCERNANT la mise en réserve du territoire de la Rivière-Pérignon, situé dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;

2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;

6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;

7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire de la Rivière-Pérignon fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire de la Rivière-Pérignon, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant la protection à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire de la Rivière-Pérignon des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve de la Rivière-Pérignon, situé dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité, dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

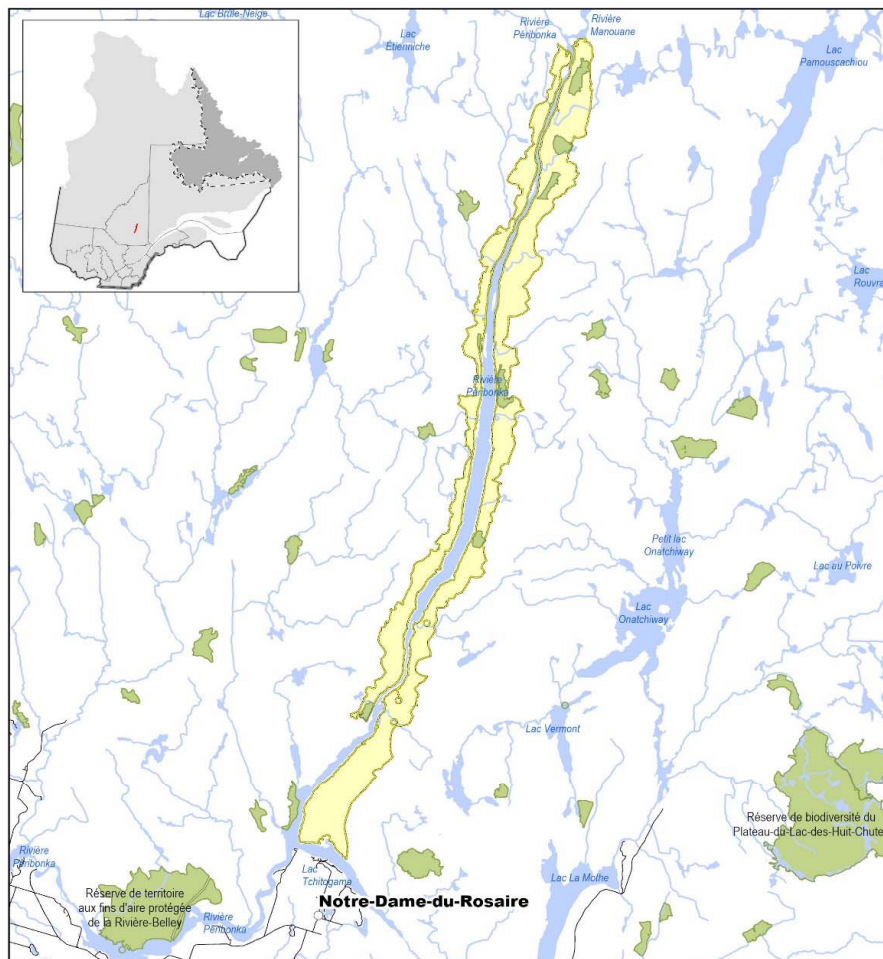
6° la réalisation d'une activité agricole.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET



---

## ANNEXE

### Territoire mis en réserve de la Rivière-Pérignonka



### Territoire mis en réserve de la Rivière-Pérignonka

-  Registre des aires protégées
-  Territoire mis en réserve

0 10 km

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques

Québec 

77658



Gouvernement du Québec

## Décret 1071-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire des Sept-Chutes, situé dans la région de Lanaudière

CONCERNANT la mise en réserve du territoire des Sept-Chutes, situé dans la région de Lanaudière

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;

2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;

6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;

7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire des Sept-Chutes fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire des Sept-Chutes, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région de Lanaudière, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant la protection à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire des Sept-Chutes des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve des Sept-Chutes, situé dans la région de Lanaudière;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

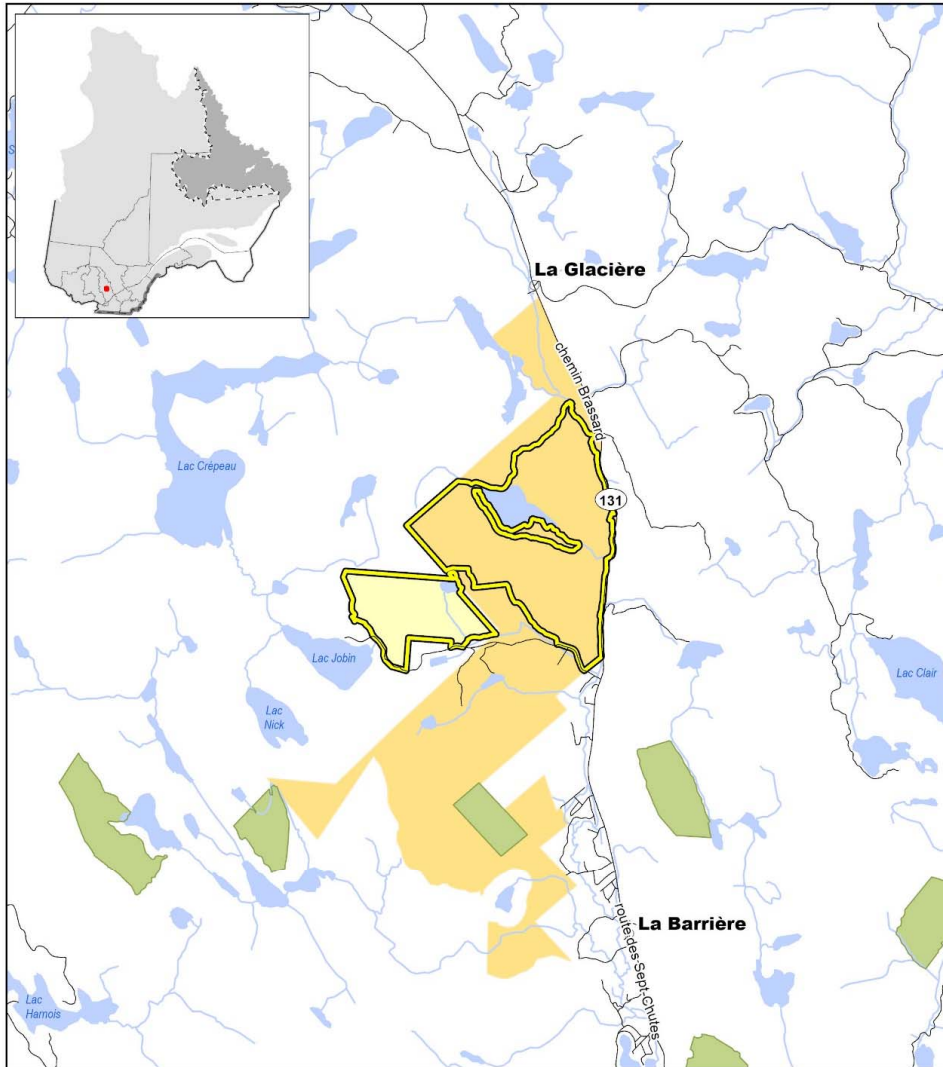
*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET




---

## ANNEXE

### Territoire mis en réserve des Sept-Chutes



### Territoire mis en réserve des Sept-Chutes

-  Territoire mis en réserve
-  Registre des aires protégées
-  Parc régional des Sept-Chutes

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques

Québec 

0 3 km



Gouvernement du Québec

## Décret 1072-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire Chicobi, situé dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec

CONCERNANT la mise en réserve du territoire Chicobi, situé dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- 1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;
- 2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;
- 3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;
- 4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;
- 5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;
- 6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;
- 7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire Chicobi fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire Chicobi, cartographié en annexe du présent décret et situé dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant la protection à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire Chicobi des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve Chicobi, situé dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

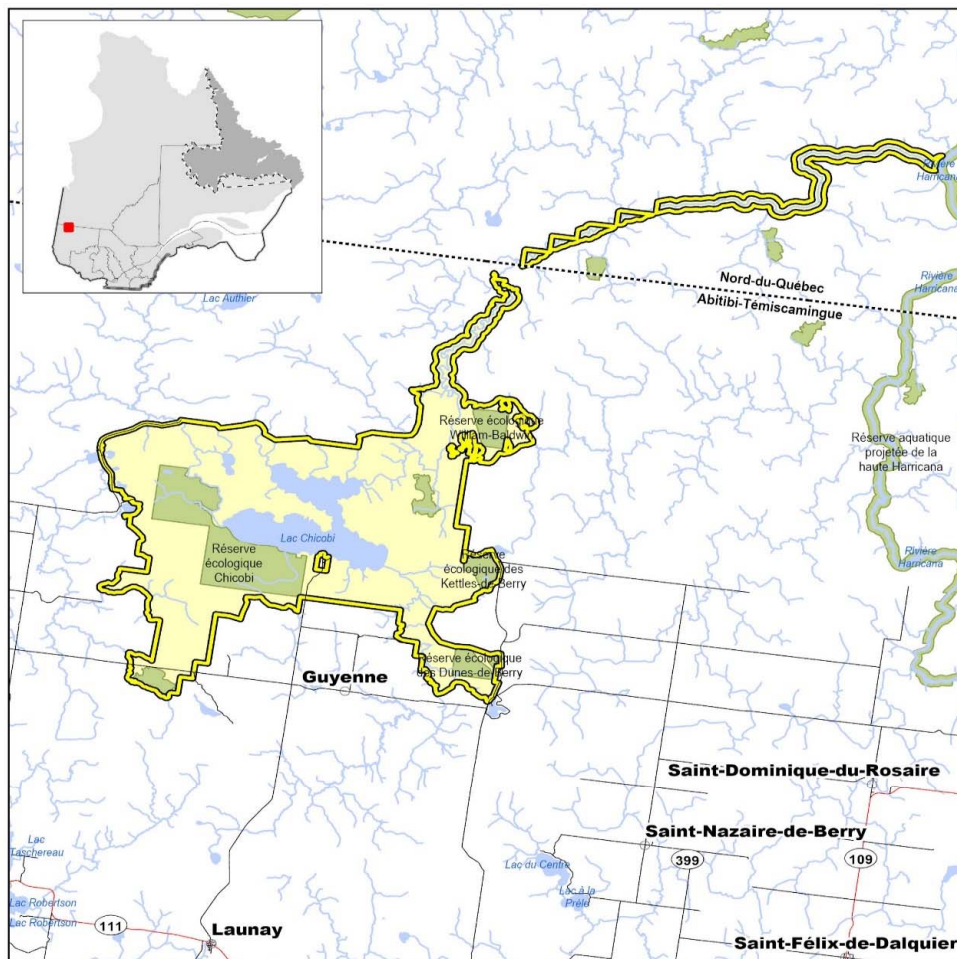
*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET

---

## ANNEXE

### Territoire mis en réserve Chicobi



### Territoire mis en réserve Chicobi

- Territoire mis en réserve
- Registre des aires protégées

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques

Québec 

0 5 km

77660

Gouvernement du Québec

## Décret 1073-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire du Domaine-la-Vérendrye, situé dans la région de l'Outaouais

CONCERNANT la mise en réserve du territoire du Domaine-la-Vérendrye, situé dans la région de l'Outaouais

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- 1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;
- 2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;
- 3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;
- 4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;
- 5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;
- 6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;
- 7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire du Domaine-la-Vérendrye fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire du Domaine-la-Vérendrye, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région de l'Outaouais, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant à améliorer la configuration de la réserve de biodiversité projetée adjacente et à protéger à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec, de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire du Domaine-la-Vérendrye des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve du Domaine-la-Vérendrye, situé dans la région de l'Outaouais;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

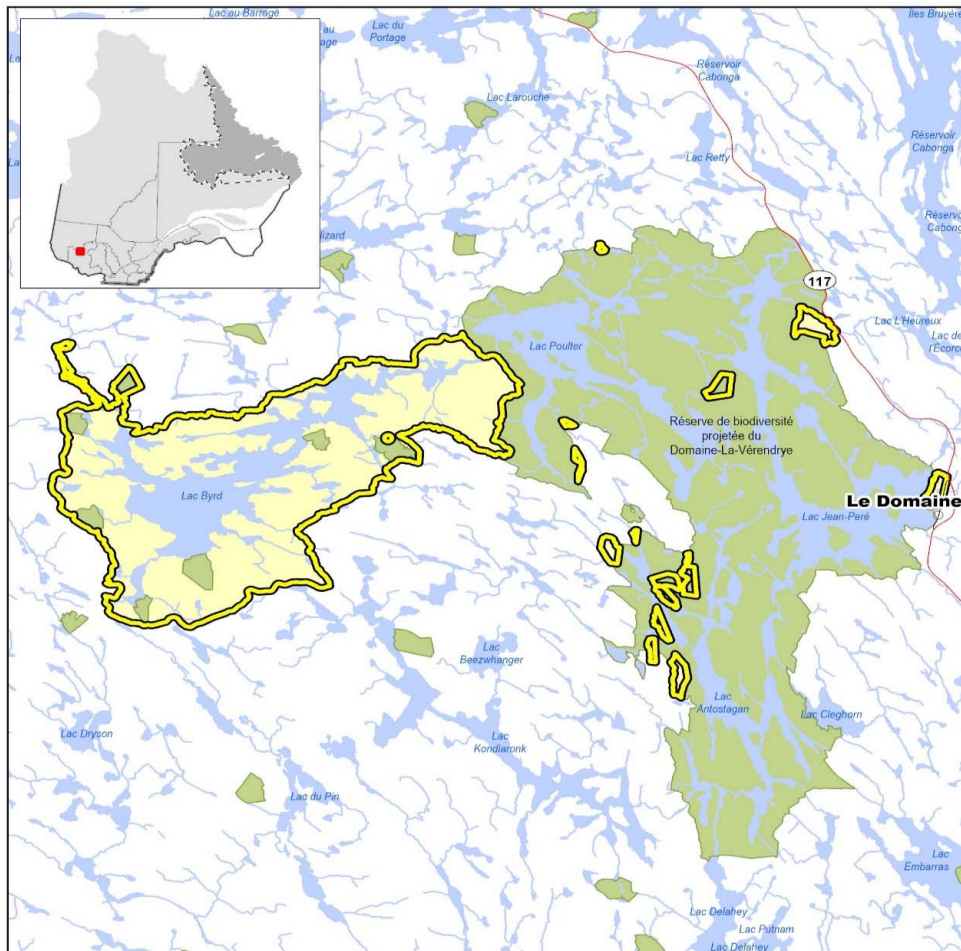
YVES OUELLET

---



## ANNEXE

### Territoire mis en réserve du Domaine-la-Vérendrye



### Territoire mis en réserve du Domaine-la-Vérendrye

- Territoire mis en réserve
- Registre des aires protégées

0 5 km

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques

Québec

77661

Gouvernement du Québec

## Décret 1074-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire de l'Archipel-des-Sept-Îles, situé dans la région de la Côte-Nord

CONCERNANT la mise en réserve du territoire de l'Archipel-des-Sept-Îles, situé dans la région de la Côte-Nord

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- 1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;
- 2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;
- 3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;
- 4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;
- 5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;
- 6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;
- 7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire de l'Archipel-des-Sept-Îles fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire de l'Archipel-des-Sept-Îles, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région de la Côte-Nord, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant la protection à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire de l'Archipel-des-Sept-Îles des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve de l'Archipel-des-Sept-Îles, situé dans la région de la Côte-Nord;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception de :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

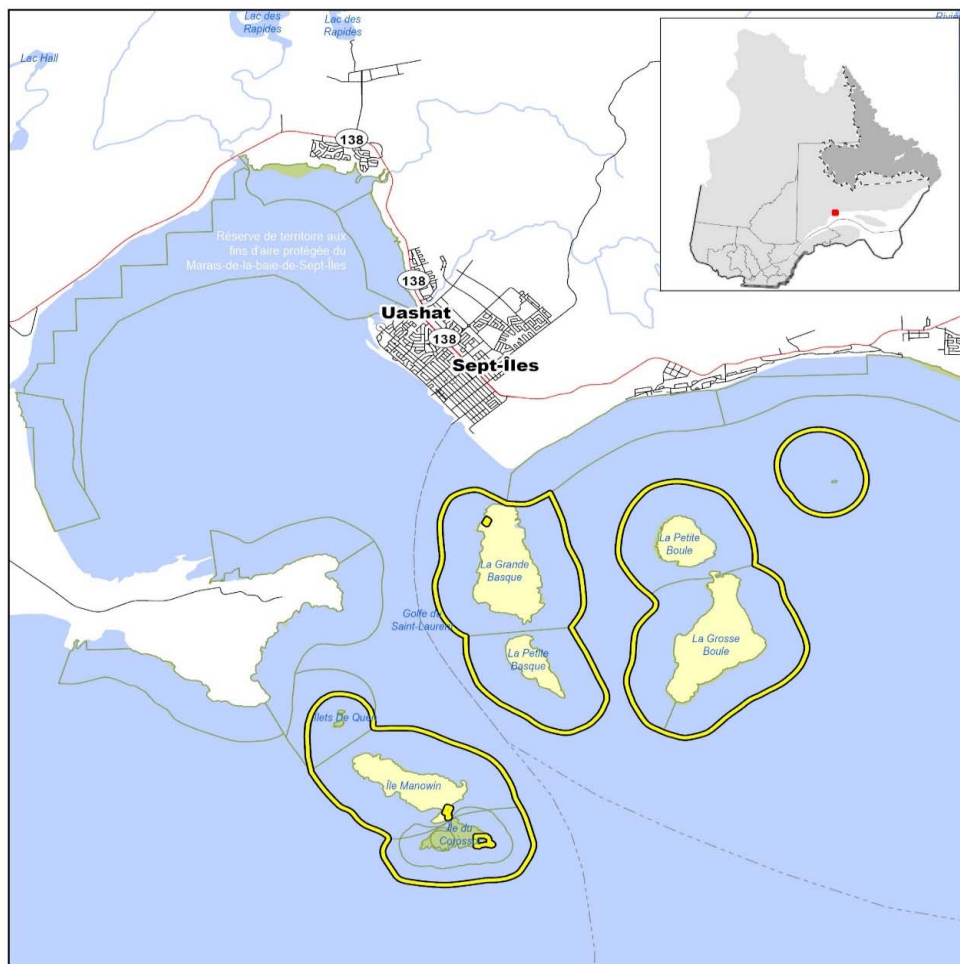
YVES OUELLET



---



## ANNEXE

## Territoire mis en réserve de l'Archipel-des-Sept-Îles

**Territoire mis en réserve  
de l'Archipel-des-Sept-Îles**

-  Territoire mis en réserve
-  Registre des aires protégées

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques

Québec 

0 5 km

77662

Gouvernement du Québec

## Décret 1075-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire Raimbault-Piton, situé dans la région de Lanaudière

CONCERNANT la mise en réserve du territoire Raimbault-Piton, situé dans la région de Lanaudière

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;

2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;

6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;

7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire Raimbault-Piton fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire Raimbault-Piton, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région de Lanaudière, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant la protection à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire Raimbault-Piton des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve Raimbault-Piton, situé dans la région de Lanaudière;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

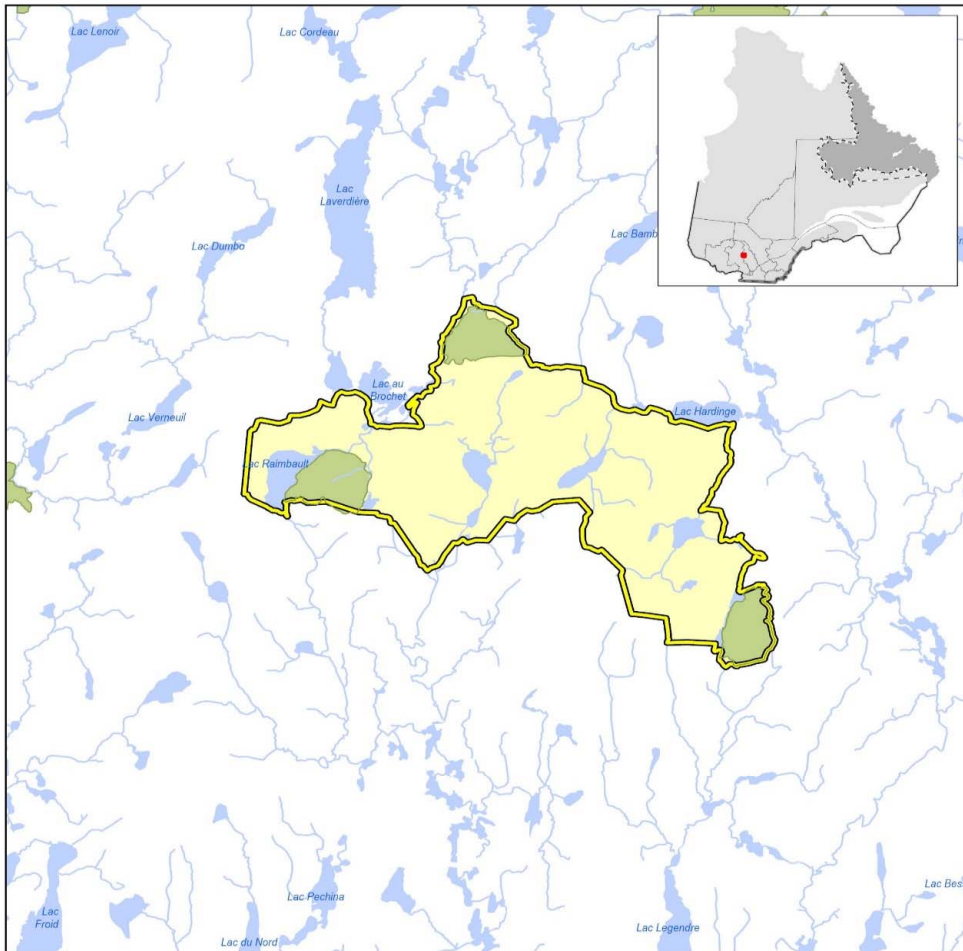
*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET

---

## ANNEXE

### Territoire mis en réserve Raimbault-Piton



### Territoire mis en réserve Raimbault-Piton

- Territoire mis en réserve
- Registre des aires protégées

0 5 km

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques

Québec 

Gouvernement du Québec

## Décret 1076-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire du Mont-Sainte-Marie, situé dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides

CONCERNANT la mise en réserve du territoire du Mont-Sainte-Marie, situé dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- 1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;
- 2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;
- 3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;
- 4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;
- 5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;
- 6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;
- 7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire du Mont-Sainte-Marie fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire du Mont-Sainte-Marie, cartographié en annexe du présent décret et situé dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant à améliorer la configuration de la réserve de biodiversité projetée adjacente et à protéger à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec, de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire du Mont-Sainte-Marie des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

- 1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :
  - a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;
  - b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;
  - c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve du Mont-Sainte-Marie, situé dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

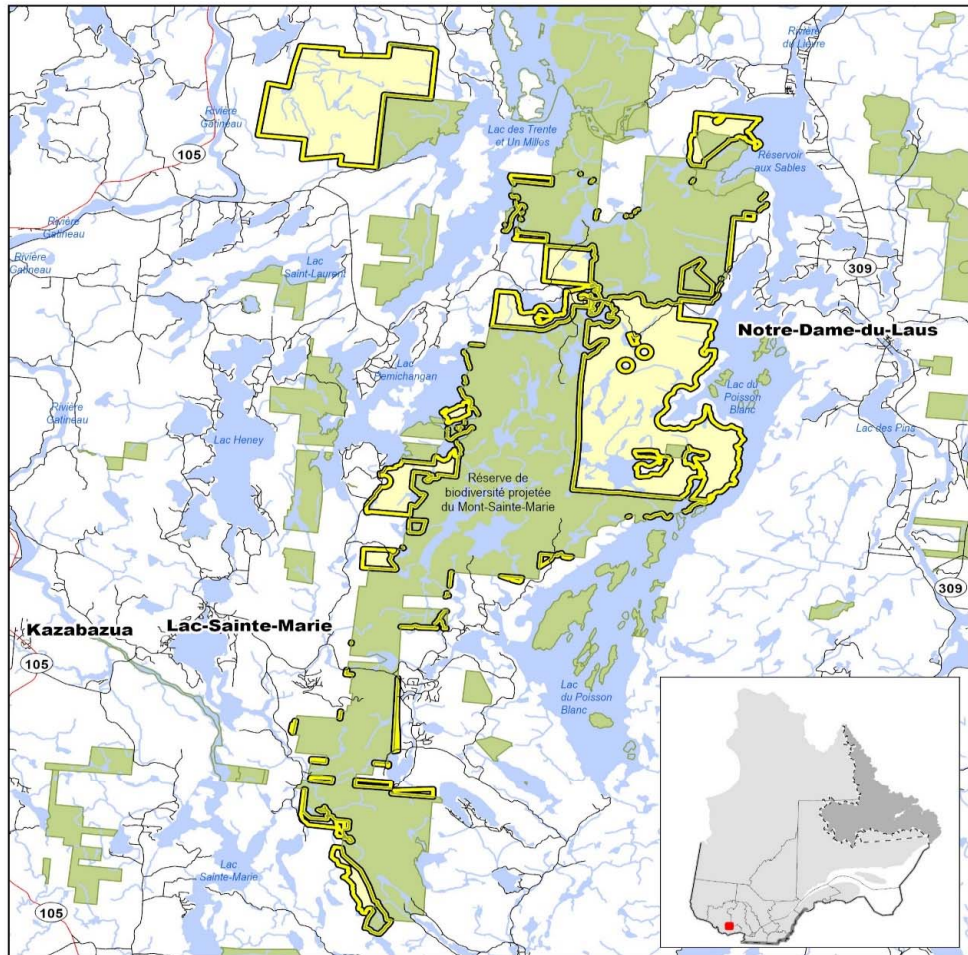
YVES OUELLET

---





# ANNEXE

## Territoire mis en réserve du Mont-Sainte-Marie



### Territoire mis en réserve du Mont-Sainte-Marie

-  Territoire mis en réserve
-  Registre des aires protégées

0 5 km

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques  
**Québec** 

Gouvernement du Québec

## Décret 1077-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire du Mont-O'Brien, situé dans la région de l'Outaouais

CONCERNANT la mise en réserve du territoire du Mont-O'Brien, situé dans la région de l'Outaouais

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;

2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;

6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;

7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire du Mont-O'Brien fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire du Mont-O'Brien, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région de l'Outaouais, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant à améliorer la configuration de la réserve de biodiversité projetée adjacente et à protéger à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec, de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire du Mont-O'Brien des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :



a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve du Mont-O'Brien, situé dans la région de l'Outaouais;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

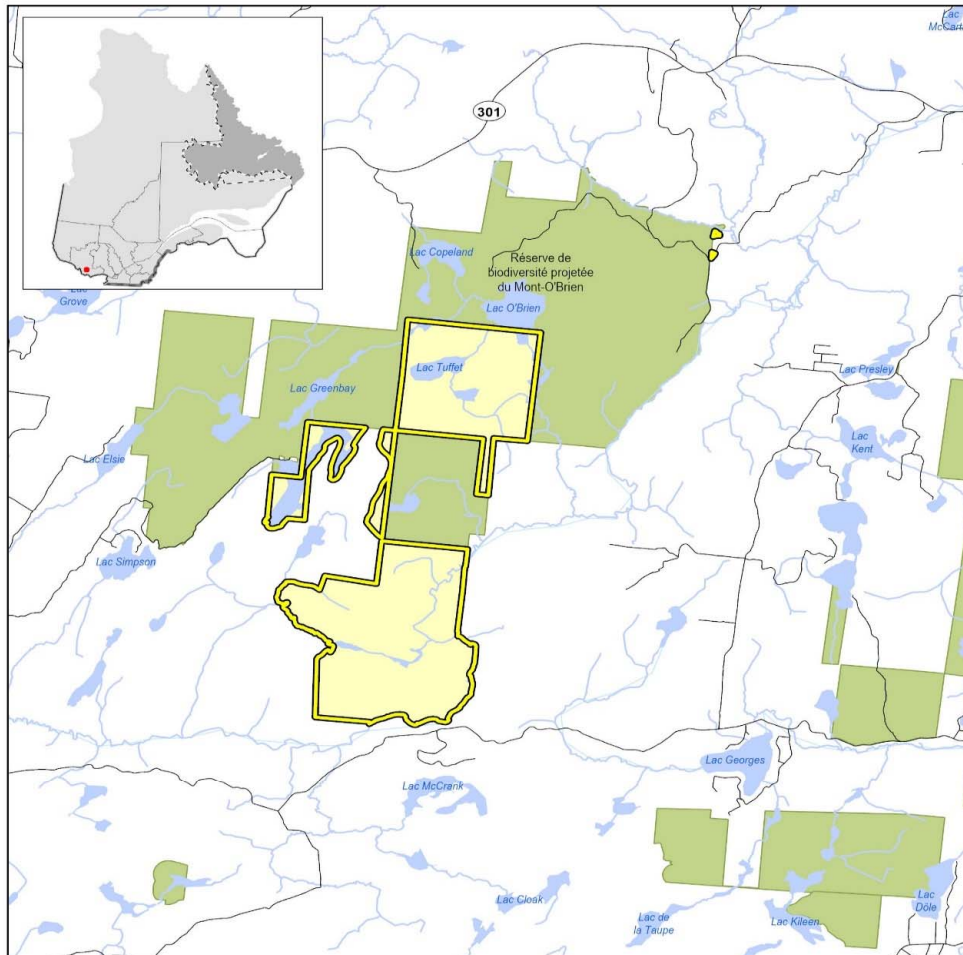
*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET

---

## ANNEXE

### Territoire mis en réserve du Mont-O'Brien



### Territoire mis en réserve du Mont-O'Brien

- Territoire mis en réserve
- Registre des aires protégées

0 2 km

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques  
Québec

77665

Gouvernement du Québec

## Décret 1078-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### **Mise en réserve du territoire de la Montagne-du-Diable, et l'autorisation de modifier le plan et le plan de conservation de la réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable, situés dans la région des Laurentides**

CONCERNANT la mise en réserve du territoire de la Montagne-du-Diable, et l'autorisation de modifier le plan et le plan de conservation de la réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable, situés dans la région des Laurentides

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- 1<sup>o</sup> la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;
- 2<sup>o</sup> la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;
- 3<sup>o</sup> l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;
- 4<sup>o</sup> la construction d'oléoducs et de gazoducs;
- 5<sup>o</sup> la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;
- 6<sup>o</sup> la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;
- 7<sup>o</sup> la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire de la Montagne-du-Diable fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire de la Montagne-du-Diable, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région des Laurentides, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant à améliorer la configuration de la réserve de biodiversité projetée adjacente et à protéger à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec, de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire de la Montagne-du-Diable des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

- 1<sup>o</sup> une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :
  - a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;
  - b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;
  - c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE, par l'arrêté ministériel du 29 mai 2008 (2008, G.O. 2, 3028), la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, autorisée par le décret numéro 445-2008 du 7 mai 2008, a notamment conféré, pour une durée de quatre ans débutant le 11 juin 2008, le statut de réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable;

ATTENDU QUE, par l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 (2008, G.O. 2, 6551), la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, autorisée par le décret numéro 940-2008 du 1<sup>er</sup> octobre 2008, a modifié le plan et le plan de conservation de la réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable, les plans modifiés prenant effet le 1<sup>er</sup> octobre 2008;

ATTENDU QUE, par l'arrêté ministériel du 11 mai 2012 (2012, G.O. 2, 2551), le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, autorisé par le décret numéro 107-2012 du 22 février 2012, a notamment prolongé, pour une durée de huit ans débutant le 11 juin 2012, le statut de réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable;

ATTENDU QUE, par l'arrêté ministériel du 21 mai 2020 (2020, G.O. 2, 2516), le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, autorisé par le décret numéro 95-2020 du 12 février 2020, a notamment prolongé, pour une durée de huit ans débutant le 11 juin 2020, le statut de réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 64 de la Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions (2021, chapitre 1), les articles 34 et 36 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, tels qu'ils se lisent le 18 mars 2021, continuent de s'appliquer notamment aux réserves de biodiversité projetées constituées à cette date en vertu de cette loi et qu'il en est de même des plans de conservation adoptés pour chacune des réserves concernées, tels qu'ils se lisent le 18 mars 2021;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 64 de la Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions, ces réserves sont prolongées sans autre formalité et prennent fin dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° par la désignation du territoire concerné à titre d'aire protégée en vertu de la section III du chapitre II de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, telle qu'édictee par l'article 35 de la Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions, ou en vertu d'une autre loi;

2° par la publication à la *Gazette officielle du Québec*, par le gouvernement, d'un avis à cet effet;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 6 du Règlement concernant certaines mesures transitoires et nécessaires à l'application de la Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions, édicté par le décret numéro 198-2022 du 23 février 2022, le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques peut modifier notamment les réserves de biodiversité projetées visées par l'article 64 de la Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions aux conditions prévues aux articles 27, 29 et 30 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, tels qu'ils se lisent le 18 mars 2021;

ATTENDU QUE la réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable couvre une partie du territoire du parc régional Montagne du Diable;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques désire modifier le plan de la réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable pour exclure trois secteurs de petites dimensions afin de permettre le développement de zones de développement intensif au parc régional Montagne du Diable;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques doit par conséquent modifier le plan de conservation de la réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable pour tenir compte des changements apportés au plan de la réserve;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve de la Montagne-du-Diable, situé dans la région des Laurentides;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1<sup>o</sup> une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2<sup>o</sup> une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3<sup>o</sup> l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4<sup>o</sup> la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5<sup>o</sup> une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6<sup>o</sup> la réalisation d'une activité agricole;

QUE le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques soit autorisé à modifier le plan et le plan de conservation de la réserve de biodiversité projetée de la Montagne-du-Diable.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

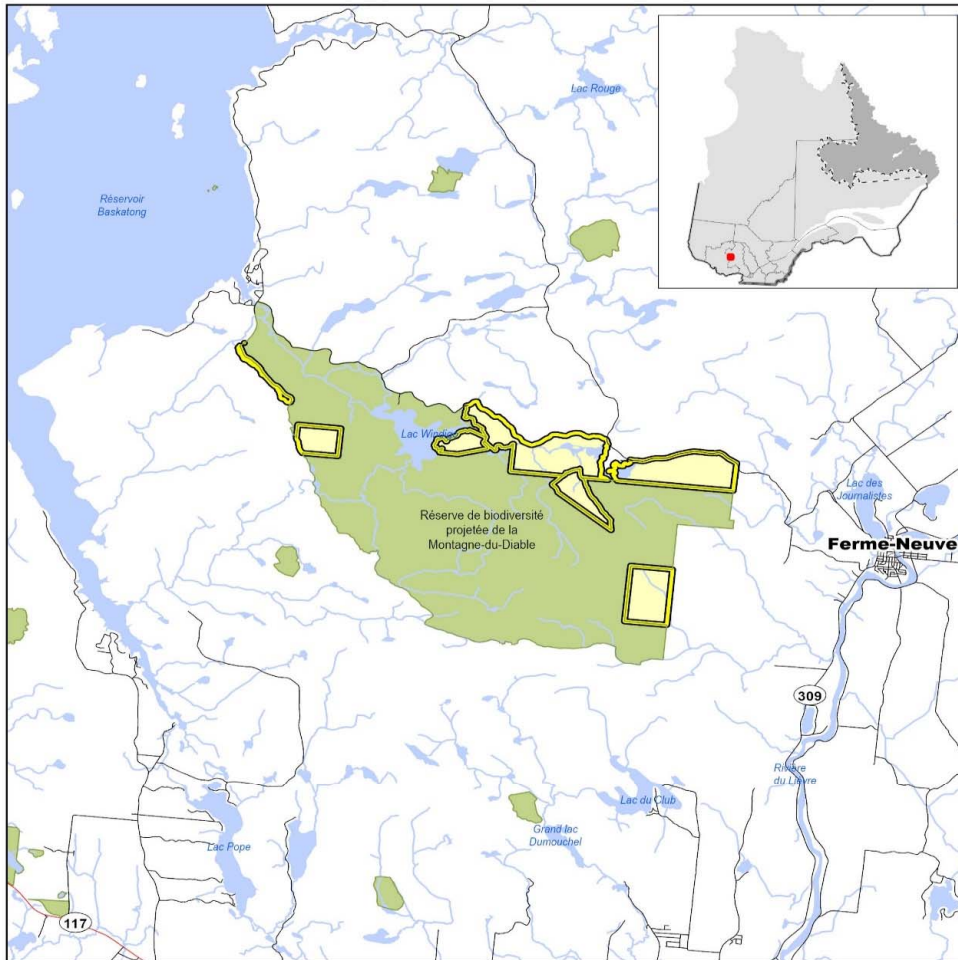
YVES OUELLET

---



## ANNEXE

### Territoire mis en réserve de la Montagne-du-Diable



### Territoire mis en réserve de la Montagne-du-Diable

- Territoire mis en réserve
- Registre des aires protégées

0 5 km

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques  
**Québec**



77666

Gouvernement du Québec

## Décret 1079-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire des Buttes-du-Lac-Montjoie, situé dans la région des Laurentides

CONCERNANT la mise en réserve du territoire des Buttes-du-Lac-Montjoie, situé dans la région des Laurentides

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- 1<sup>o</sup> la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;
- 2<sup>o</sup> la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;
- 3<sup>o</sup> l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;
- 4<sup>o</sup> la construction d'oléoducs et de gazoducs;
- 5<sup>o</sup> la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;
- 6<sup>o</sup> la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;
- 7<sup>o</sup> la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire des Buttes-du-Lac-Montjoie fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire des Buttes-du-Lac-Montjoie, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région des Laurentides, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant à améliorer la configuration de la réserve de biodiversité projetée adjacente et à protéger à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec, de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire des Buttes-du-Lac-Montjoie des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

- 1<sup>o</sup> une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :
  - a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;
  - b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;
  - c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2<sup>o</sup> une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3<sup>o</sup> l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4<sup>o</sup> la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve des Buttes-du-Lac-Montjoie, situé dans la région des Laurentides;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception de :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

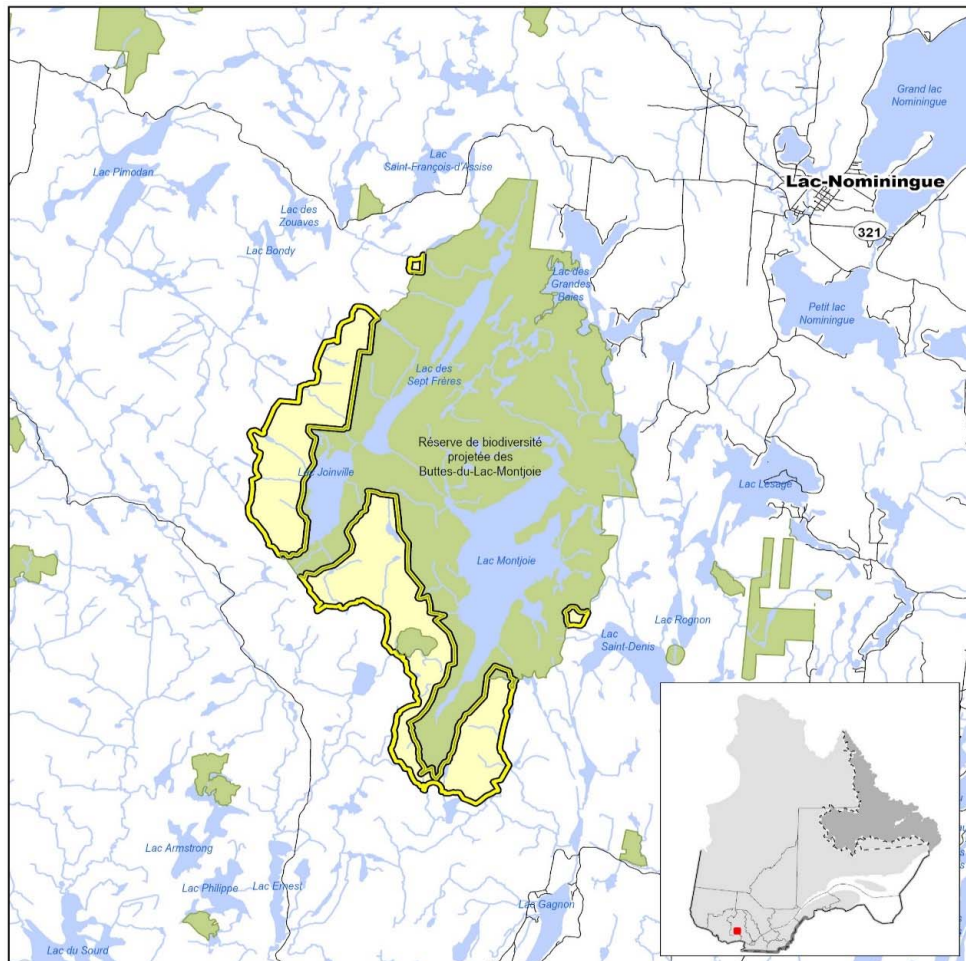
YVES OUELLET

---



## ANNEXE

### Territoire mis en réserve des Buttes-du-Lac-Montjoie



### Territoire mis en réserve des Buttes-du-Lac-Montjoie

- Territoire mis en réserve
- Registre des aires protégées

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques

Québec 

0 5 km

77667

Gouvernement du Québec

## Décret 1080-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation du patrimoine naturel  
(chapitre C-61.01)

### Mise en réserve du territoire Basilières-Kaël, situé dans la région de Lanaudière

CONCERNANT la mise en réserve du territoire Basilières-Kaël, situé dans la région de Lanaudière

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), le gouvernement peut, par décret, mettre en réserve toute terre faisant partie du domaine de l'État dans le but de constituer une nouvelle aire protégée;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.3 de cette loi, pendant cette mise en réserve, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré pour la réalisation de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- 1° la réalisation d'une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales;
- 2° la recherche, l'exploitation et le transport de substances minérales;
- 3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;
- 4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;
- 5° la production, la transformation, la distribution et le transport d'électricité à des fins commerciales;
- 6° la réalisation d'une activité d'exploitation de la faune ou d'une activité agricole;
- 7° la construction de toute infrastructure assujettie à une autorisation du ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12.4 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement précise les motifs qui justifient la mise en réserve du territoire concerné ainsi que les activités qui, parmi celles énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3, sont visées par celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 12.4 de cette loi, la décision du gouvernement est accompagnée d'une carte géographique du territoire ainsi réservé;

ATTENDU QUE le territoire Basilières-Kaël fait partie du domaine de l'État;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en réserve le territoire Basilières-Kaël, cartographié en annexe du présent décret et situé dans la région de Lanaudière, dans le but de constituer une nouvelle aire protégée visant la protection à perpétuité des éléments représentatifs de la biodiversité et des écosystèmes du Québec de même que les valeurs culturelles associées;

ATTENDU QUE, dans le but de protéger le territoire Basilières-Kaël des activités pouvant avoir des impacts sur la biodiversité, il y a lieu de prévoir que, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne peut être octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.5 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, la décision du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le territoire cartographié en annexe du présent décret soit mis en réserve à titre de territoire mis en réserve Basilières-Kaël, situé dans la région de Lanaudière;

QUE, parmi les activités énumérées au deuxième alinéa de l'article 12.3 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01), aucun nouveau droit, bail, permis ou autorisation ne soit octroyé ou délivré, pendant cette mise en réserve, pour la réalisation des activités suivantes :

1° une activité d'aménagement forestier à des fins commerciales, à l'exception :

a) d'une activité réalisée pour la protection des forêts contre les incendies, les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

b) d'une activité réalisée pour l'exploitation, l'amélioration, la réfection, l'entretien et la fermeture des infrastructures existantes, y compris les chemins;

c) d'une activité nécessaire à la construction de chemins, ou au dégagement du terrain pour la construction d'infrastructures ou pour une autre activité dont la réalisation n'est pas interdite par le présent décret lorsque le ministre autorisant l'activité a consulté le ministre responsable de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et que ce dernier a pris en considération les éléments prévus aux articles 22, 22.0.1 et 22.1 de cette loi, avec les adaptations nécessaires, pour formuler son avis;

2° une activité réalisée à des fins de recherche ou d'exploitation de substances minérales et la construction d'infrastructures servant au transport de telles substances, à l'exception du sable, du gravier et de la pierre concassée;

3° l'exploration, la production et le stockage d'hydrocarbures, de saumure ou de réservoirs souterrains;

4° la construction d'oléoducs et de gazoducs;

5° une activité réalisée à des fins de production, de transformation, de distribution et de transport d'électricité à des fins commerciales, sauf pour :

a) celle qui concerne les lignes de distribution d'énergie électrique d'une tension de moins de 44 kV;

b) les activités et interventions préliminaires nécessaires pour documenter une demande de nouveau droit, bail, permis ou autorisation;

6° la réalisation d'une activité agricole.

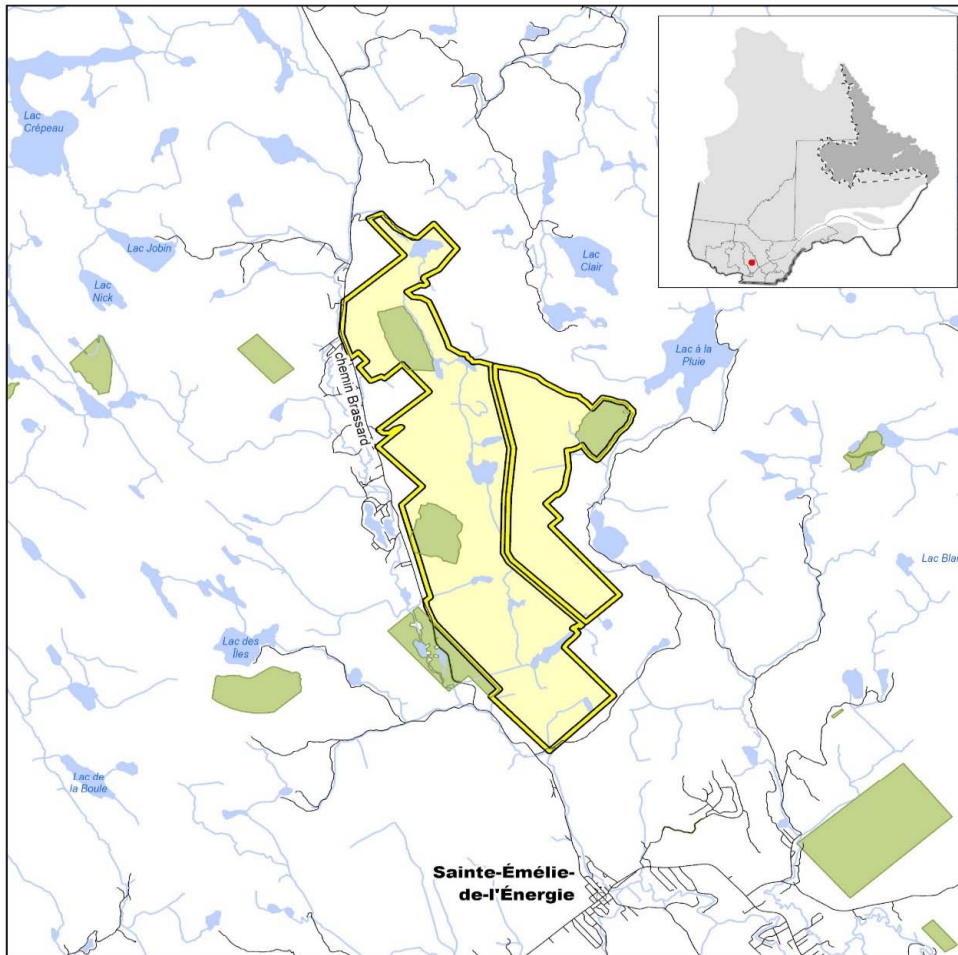
*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET



---

## ANNEXE

### Territoire mis en réserve Basilières-Kaël



### Territoire mis en réserve Basilières-Kaël

-  Territoire mis en réserve
-  Registre des aires protégées

Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques

Québec 

0 3 km

77668

Gouvernement du Québec

## Décret 1100-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1)

### Activités de chasse — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 55 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), le gouvernement peut, par règlement, déterminer les conditions suivant lesquelles une personne déterminée par règlement peut utiliser le permis délivré à une autre personne;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 16<sup>o</sup> de l'article 162 de cette loi, le gouvernement peut adopter des règlements pour édicter des normes et des obligations relatives au transport, à la possession, à l'enregistrement et à la disposition d'animaux ou de poissons;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 18<sup>o</sup> de l'article 162 de cette loi, le gouvernement peut adopter des règlements pour déterminer pour une zone, un territoire ou un endroit, les conditions de sécurité requises pour pratiquer la chasse, la pêche ou le piégeage;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur les activités de chasse (chapitre C-61.1, r. 1);

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 mars 2022 avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

## Règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1, a. 55, 2<sup>o</sup> al. et a. 162, par. 16<sup>o</sup> et 18<sup>o</sup>)

**1.** L'article 7.2.0.2 du Règlement sur les activités de chasse (chapitre C-61.1, r. 1) est modifié par le remplacement de « de chasse pour la même espèce » par « de la même catégorie pour la même zone ».

**2.** L'article 15 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après « zones 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, », de « dans la zone 15 excluant la partie ouest et la partie nord de cette zone dont les plans apparaissent respectivement aux annexes CXXXIII et CCII du Règlement sur la chasse, »;

2<sup>o</sup> par l'insertion, dans le troisième alinéa et après « zones 3, 4, 7, 9, 10, 11, », de « dans la zone 15 excluant la partie ouest et la partie nord de cette zone dont les plans apparaissent respectivement aux annexes CXXXIII et CCII du Règlement sur la chasse, ».

**3.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 19.1, du suivant :

« **19.1.1.** Une personne visée à l'article 7.2.0.1 qui tue un cerf de Virginie, femelle ou mâle, dont les bois mesurent moins de 7 cm doit, aussitôt que l'animal est mort, perforer à l'endroit prévu à cette fin le permis utilisé ou veiller à ce qu'il soit perforé par le détenteur au plus tard à minuit le jour de la mort de l'animal. ».

**4.** L'article 21 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **21.** Le chasseur qui tue un cerf de Virginie, un orignal, un ours noir ou un dindon sauvage, ou le titulaire d'un permis de chasse visé au deuxième alinéa de l'article 19.1, doit enregistrer l'animal auprès du ministre ou de la personne, de la société ou de l'association qu'il autorise en vertu de l'article 56.1 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), en communiquant les renseignements suivants dans les 48 heures de sa sortie du lieu de chasse, par l'entremise du formulaire que le ministre prévoit à cette fin :

1<sup>o</sup> ses noms, son adresse et son numéro de téléphone;

2<sup>o</sup> l'espèce, le sexe et la classe d'âge de l'animal abattu;

3<sup>o</sup> la date et l'heure de l'abattage et, de façon suffisamment détaillée pour en permettre le repérage, l'endroit où il a eu lieu;



4<sup>o</sup> le type d'engin de chasse et, le cas échéant, le calibre de l'arme à feu utilisée pour l'abattage;

5<sup>o</sup> le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule utilisé pour le transport de l'animal;

6<sup>o</sup> son numéro de certificat du chasseur;

7<sup>o</sup> son numéro de permis de chasse et le numéro des permis de chasse des autres chasseurs dont les coupons ont été apposés sur l'animal, le cas échéant.

Malgré le premier alinéa, le chasseur qui a tué un cerf de Virginie à l'intérieur d'une zone ou d'une sous-zone de chasse visée à l'article 3.2 du Règlement sur la possession et la vente d'un animal (chapitre C-61.1, r. 23) ou le titulaire d'un permis de chasse visé au deuxième alinéa de l'article 19.1, dont le coupon de transport a été apposé sur un cerf de Virginie qui a été tué à l'intérieur d'une telle zone ou sous-zone, doit l'enregistrer auprès d'une personne, d'une société ou d'une association autorisée par le ministre en vertu de l'article 56.1 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, à l'intérieur de cette zone ou sous-zone.

Malgré toute disposition contraire, le chasseur qui a tué l'un des animaux visés au premier alinéa ou le titulaire d'un permis de chasse visé au deuxième alinéa de l'article 19.1 doit, à la demande d'un agent de protection de la faune, laisser celui-ci l'enregistrer immédiatement et le chasseur non résident qui a tué l'un de ces animaux doit le faire enregistrer avant de quitter le Québec.

Jusqu'à ce que l'animal soit enregistré, le chasseur doit, dans le cas d'un orignal, conserver à l'état entier ou en quartiers l'animal mort; dans le cas d'un orignal conservé en quartiers, il doit aussi conserver la tête entière, à défaut de quoi il doit conserver la mâchoire inférieure complète et, s'il s'agit d'un mâle, les bois attachés à la calotte crânienne ou à une partie de celle-ci; dans le cas d'un cerf de Virginie, le chasseur ou le titulaire d'un permis de chasse visé au deuxième alinéa de l'article 19.1 doit conserver à l'état entier ou en 2 parties relativement égales coupées transversalement sans toutefois que la tête et les parties génitales externes ne soient détachées de l'une des parties de l'animal.

Jusqu'à l'enregistrement, le chasseur doit, dans le cas du dindon sauvage, conserver l'animal au complet, éviscéré ou non, et dans le cas de l'ours noir, la carcasse ou la fourrure de l'animal. ».

**5.** L'article 21.1 de ce règlement est abrogé.

**6.** L'article 22 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement de « Lors de » et de « sur demande de la personne qui procède à l'enregistrement, afin qu'elle fasse un » par, respectivement, « Lorsque cela est demandé pour » et « afin qu'un »;

2<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, de « soit fait ».

**7.** L'article 23 de ce règlement est modifié par le remplacement de « poinçonnés » par « et la preuve de son enregistrement ».

**8.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77688

Gouvernement du Québec

## **Décret 1101-2022, 15 juin 2022**

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1)

### **Activités de piégeage et commerce des fourrures — Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les activités de piégeage et le commerce des fourrures

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 16<sup>o</sup> de l'article 162 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), le gouvernement peut adopter des règlements pour édicter des normes et des obligations relatives au transport, à la possession, à l'enregistrement et à la disposition d'animaux ou de poissons;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur les activités de piégeage et le commerce des fourrures (chapitre C-61.1, r. 3);

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur les activités de piégeage et le commerce des fourrures a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 mars 2022 avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les activités de piégeage et le commerce des fourrures, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

## Règlement modifiant le Règlement sur les activités de piégeage et le commerce des fourrures

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1, a. 162, par. 16°)

**1.** L'article 13 du Règlement sur les activités de piégeage et le commerce des fourrures (chapitre C-61.1, r. 3) est remplacé par le suivant :

« **13.** Le titulaire d'un permis de piégeage qui capture un ours noir doit l'enregistrer auprès du ministre ou d'une personne, d'une société ou d'une association qu'il autorise en vertu de l'article 56.1 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), en communiquant les renseignements suivants dans les 15 jours de sa sortie du lieu de piégeage, par l'entremise du formulaire que le ministre prévoit à cette fin :

- 1° ses noms, son adresse et son numéro de téléphone;
- 2° son numéro de certificat du chasseur ou du piéreur;
- 3° son numéro de permis de piégeage.

Malgré le premier alinéa, le titulaire d'un permis de piégeage qui capture un ours noir doit, à la demande d'un agent de protection de la faune, le faire enregistrer immédiatement auprès de celui-ci. ».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77689

Gouvernement du Québec

## Décret 1102-2022, 15 juin 2022

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1)

### Animaux en captivité — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les animaux en captivité

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 69 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), le gouvernement peut, par règlement, autoriser la vente d'un animal, d'un invertébré ou d'un sous-produit de la faune selon les normes et conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 7° de l'article 162 de cette loi, le gouvernement peut adopter des règlements pour déterminer les animaux pour lesquels un permis n'est pas requis pour les garder en captivité, pour les capturer dans le but de les garder en captivité et pour en disposer;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 14° de l'article 162 de cette loi, le gouvernement peut adopter des règlements pour déterminer toute disposition d'un règlement dont la contravention constitue une infraction;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 16° de l'article 162 de cette loi, le gouvernement peut adopter des règlements pour édicter des normes et des obligations relatives au transport, à la possession, à l'enregistrement et à la disposition d'animaux ou de poissons;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 22° de l'article 162 de cette loi, le gouvernement peut adopter des règlements pour fixer les normes, les conditions et les quantités d'animaux relatives à la capture pour la garde en captivité, à la garde en captivité, à l'abattage et, le cas échéant, la disposition d'animaux;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 23° de l'article 162 de cette loi, le gouvernement peut adopter des règlements pour déterminer les conditions requises en vue d'importer au Québec ou d'exporter hors du Québec un animal, du poisson, un invertébré, un sous-produit de la faune ou de la fourrure ou interdire cette importation pour les animaux, pour les invertébrés et pour les sous-produits de la faune qu'il indique;



ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur les animaux en captivité (chapitre C-61.1, r. 5.1);

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur les animaux en captivité a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 8 décembre 2021 avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les animaux en captivité, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

## Règlement modifiant le Règlement sur les animaux en captivité

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1, a. 69, 2<sup>e</sup> al. et a. 162, par. 7<sup>o</sup>, 14<sup>o</sup>, 16<sup>o</sup>, 22<sup>o</sup> et 23<sup>o</sup>)

**1.** L'article 8 du Règlement sur les animaux en captivité (chapitre C-61.1, r. 5.1) est modifié par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

«4<sup>o</sup> à l'aide d'un piège de type nasse, trébuchet ou corbeautière conçu pour la capture vivante d'oiseaux.»

**2.** L'article 10 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1<sup>o</sup>, de «septembre» par «août».

**3.** Les articles 12 et 15 de ce règlement sont abrogés.

**4.** L'article 16 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**16.** Un animal est gardé en captivité lorsque ses déplacements sont généralement limités ou dirigés par un gardien, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une installation de garde.

Pour l'application du présent règlement, est un gardien :

1<sup>o</sup> toute personne qui exerce un contrôle sur les conditions de garde de l'animal;

2<sup>o</sup> dans le cas où l'animal est gardé par une entreprise, la personne morale ou le propriétaire de l'entreprise ainsi que tout administrateur, tout dirigeant, tout représentant, tout employé ou tout bénévole de l'entreprise qui, dans l'exercice de ses fonctions, exerce un contrôle sur les conditions de garde de l'animal;

3<sup>o</sup> toute personne qui confie la garde d'un animal à une entreprise ou à une personne et qui conserve un contrôle sur ses conditions de garde.»

**5.** L'article 17 de ce règlement est modifié par le remplacement de «aux» par «à l'un des», de «52» par «51» et de «à 98 et 106 à 109» par «, 97 et 106 à 108».

**6.** L'article 19 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement de «Seuls les articles 53 à 56, 62, 65 et 86 à 95 s'appliquent» par «La partie III ne s'applique pas»;

2<sup>o</sup> par l'insertion, à la fin, de «, à l'exception des articles 53 à 56, 61.1 à 62 et 86 à 94».

**7.** L'article 20 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**20.** La partie III ne s'applique pas à un animal en cours de déplacement dans une cage de transport, à l'exception des articles 46 à 50, 53 à 56, 62, 63, 71, 72, 82 à 84, 86, 91 à 94, 99, 100, 110, 116, 117, 119, 120, 124 et 125.»

**8.** L'article 22 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> dans le premier alinéa :

a) par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1<sup>o</sup>, de «109» par «108»;

b) par l'insertion, après le sous-paragraphe *f* du paragraphe 1<sup>o</sup>, du suivant :

«*f*.1) au moment où il est utilisé comme appelant vivant;»;

2<sup>o</sup> par l'insertion, à la fin du deuxième alinéa, de «ou lorsque, avant sa confiscation, un animal est gardé à la suite d'une saisie».

**9.** L'article 26 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Les besoins en eau d'un animal appartenant à une espèce dont l'aire de répartition naturelle hivernale est typiquement située dans une région où il y a régulièrement des accumulations de neige peuvent aussi être satisfaits par l'accès à de la neige dans l'installation de garde, dans la mesure où la neige à laquelle l'animal a accès est abondante, majoritairement non compactée et n'est pas contaminée, notamment par des excréments, de l'urine, de la litière ou des substances toxiques. »;

2<sup>o</sup> par la suppression de la dernière phrase du troisième alinéa.

**10.** L'article 28 de ce règlement est abrogé.

**11.** L'article 31 de ce règlement est modifié par la suppression, dans ce qui précède le paragraphe 1<sup>o</sup>, de « être aménagée pour ».

**12.** L'article 45 de ce règlement est abrogé.**13.** L'article 46 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par la suppression de « de santé »;

2<sup>o</sup> par le remplacement de « est blessé ou malade » par « a un problème de santé physique »;

3<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Lorsque, malgré les soins reçus, un problème de santé physique compromet sérieusement le bien-être de l'animal et ne lui permet pas d'avoir les comportements habituels des animaux de son espèce, l'animal doit être euthanasié. ».

**14.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 46, des suivants :

« **46.1.** Lorsqu'un animal présente un problème de santé physique chronique ou récurrent lié à des conditions de garde, celles-ci doivent être modifiées sans délai.

**46.2.** Un animal doit être gardé dans des conditions qui empêchent sa reproduction si son mauvais état de santé peut être aggravé par une gestation ou une ponte, de même que si son mauvais état de santé ne lui permet pas de s'occuper de ses petits à la suite de leur naissance. ».

**15.** L'article 52 de ce règlement est abrogé.**16.** L'article 53 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par l'insertion, après « transport », de « conçue pour empêcher son évasion, »;

2<sup>o</sup> par la suppression de « et à empêcher son évasion ».

**17.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 61, des suivants :

« **61.1.** L'animal ou le groupe d'animaux qui présente un mauvais état de santé général ou des signes de maigrreur, doit être gardé dans une installation de garde qui permet de suivre facilement son état de santé sur une base quotidienne.

**61.2.** L'animal ou le groupe d'animaux contagieux ou suspecté de l'être doit être isolé des autres animaux de manière à éviter leur contamination. ».

**18.** L'article 65 de ce règlement est abrogé.

**19.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'intitulé de la section I du chapitre III de la partie III, des articles suivants :

« **65.1.** Une femelle mammifère en fin de gestation doit avoir accès à un endroit calme et propice à sa mise bas.

**65.2.** À la suite d'une mise bas, une femelle mammifère doit être gardée dans des conditions adaptées à l'élevage de ses petits, notamment être isolée des autres animaux s'il s'agit d'un comportement habituel des animaux de son espèce en milieu naturel. ».

**20.** L'article 69 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après « animal », de « visé au premier alinéa ».

**21.** L'article 70 de ce règlement est abrogé.

**22.** L'article 75 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe 2<sup>o</sup> du quatrième alinéa :

1<sup>o</sup> par l'insertion, après « la zone », de « délimitée par l'arc d'ellipse tracé à partir de l'extrémité de la longueur de dégagement opposée du haut de l'élément de périmètre jusqu'à la base de l'élément de périmètre et »;

2<sup>o</sup> par l'insertion, dans le sous-paragraphe *c* et après « d'accumulation », de « de terre, »;

3<sup>o</sup> par la suppression du sous-paragraphe *d*.

**23.** L'article 81 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après «trouve et», de «, à l'exception des portes de transfert, doivent».

**24.** L'article 83 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«L'identification, dans ce délai, des animaux appartenant à la famille des Hippopotamidés (*Hippopotamidae*) ou des Éléphantidés (*Elephantidae*) peut également être réalisée à l'aide de marques distinctives mises en évidence par le gardien sur une photo de l'animal qu'il conserve avec le registre du titulaire du permis de garde en captivité prévu à l'article 44 du Règlement sur les permis de garde d'animaux en captivité (chapitre C-61.1, r. 20.1.1).».

**25.** L'article 85 de ce règlement est abrogé.

**26.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 90, du suivant :

«**90.1.** Un grand cervidé ne peut être gardé en captivité dans un site de garde dont une portion faisait partie d'un site où, au cours des 20 dernières années, un grand cervidé atteint de la maladie débilitante chronique des cervidés a été gardé.».

**27.** L'article 91 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**91.** Un grand cervidé peut uniquement être déplacé vers un site de garde situé au Québec si l'installation de garde du site d'origine remplit l'ensemble de ces conditions :

1<sup>o</sup> aucun grand cervidé qui y a été gardé en captivité n'a fait l'objet d'un diagnostic de maladie débilitante chronique des cervidés au cours des 20 dernières années;

2<sup>o</sup> il n'y a pas de motif raisonnable de croire qu'un grand cervidé qui y est gardé est porteur de cette maladie;

3<sup>o</sup> depuis au moins 6 ans, les analyses prévues à l'article 134.2 ont été réalisées;

4<sup>o</sup> au moins une des conditions suivantes est remplie :

a) au cours des 6 dernières années, la maladie débilitante chronique des cervidés n'a pas été diagnostiquée chez un grand cervidé gardé en captivité dans un rayon de 45 km de celle-ci et chez un grand cervidé vivant à l'état naturel dans un rayon de 100 km;

b) ses éléments de périmètre empêchent tout contact avec un cervidé vivant à l'état naturel;

5<sup>o</sup> les installations d'où provenaient les grands cervidés qui, le cas échéant, ont été introduits dans l'installation de garde au cours des 6 années précédant le déplacement, remplissaient les critères des paragraphes 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>.

Dans le cas d'un grand cervidé importé, une attestation d'un fonctionnaire de l'institution compétente de la juridiction d'origine indiquant que les conditions prévues au présent article sont remplies doit être jointe à l'avis prévu au premier alinéa de l'article 13. Le cas échéant, pour que la condition prévue au paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa soit remplie, la méthode et le laboratoire peuvent également être approuvés par une autorité compétente de la juridiction d'origine.».

**28.** Les articles 95, 98, 105, 109, 118 et 126 de ce règlement sont abrogés.

**29.** L'article 127 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa, du suivant :

«2.1<sup>o</sup> un animal libéré dans le cadre d'un programme établi en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 7 de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (chapitre E-12.01);».

**30.** L'article 128 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le troisième alinéa et après «animal», de «visé au deuxième alinéa».

**31.** L'article 130 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par la suppression du paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa;

2<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa, du paragraphe suivant :

«3<sup>o</sup> l'animal est gardé en captivité en vue de sa réhabilitation.».

**32.** L'article 131 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa, de «, de blessures ou de malformations congénitales limitantes» par «physique».

**33.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 134, des suivants :

«**134.1.** Le gardien de grands cervidés doit prendre les mesures nécessaires afin de repérer le cadavre d'un spécimen dans les plus brefs délais suivant sa mort afin que les échantillons visés à l'article 134.2 puissent être envoyés pour analyse avant que leur état de dégradation ne soit trop avancé.».

**134.2.** La tête, l'obex ou les ganglions rétropharyngiens d'un grand cervidé mort, qui était âgé de plus de 12 mois, doivent être envoyés par son gardien, la personne qui l'abat ou celle qui l'euthanasie, avec le numéro d'identification individuelle de l'animal, à un laboratoire approuvé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, selon une méthode approuvée par cette dernière, afin qu'une analyse pour la détection de la maladie débilitante chronique des cervidés soit réalisée. ».

**34.** L'article 135 de ce règlement est abrogé.

**35.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 135, de la partie suivante :

**«PARTIE IV.1  
DISPOSITIONS PÉNALES**

**135.1.** Commet une infraction et est passible des amendes prévues à l'article 171 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1) ou à l'article 171.1 de cette loi, si l'infraction est commise à l'égard d'un animal d'une espèce menacée ou vulnérable, le gardien qui contrevient aux articles 25 à 27, 29, 31 à 44, 46 à 51, 53 à 55, au premier alinéa de l'article 56, aux articles 57 à 61.2, aux premier et deuxième alinéas de l'article 62, aux articles 63, 64, 65.1 à 68, 72 à 84, 87 à 94, 96, 97, 101 à 104, 106 à 108, 111 à 117, 120 à 125 et 134.1.

Commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 171 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1) ou de l'amende prévue à l'article 171.1 de cette loi, si l'infraction est commise à l'égard d'un animal d'une espèce menacée ou vulnérable, le gardien ou toute autre personne qui contrevient aux articles 7 à 11, 13 et 14, au deuxième alinéa de l'article 56, aux articles 69, 100, 127 à 134 et 134.2. ».

**36.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 138, des suivants :

«**138.1.** Pour l'application du paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 91, les analyses prévues à l'article 134.2 ont été réalisées au cours des 6 dernières années ou à partir du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*).

**138.2.** Jusqu'au 15 septembre 2024, un grand cervidé qui provient d'un site de garde situé au Québec peut être déplacé vers le site de garde d'un titulaire de permis professionnel de garde d'animaux en ferme cynégétique ou en ferme d'élevage délivré conformément au Règlement sur les permis de garde d'animaux en captivité (chapitre C-61.1, r. 20.1.1) pour y être abattu même s'il ne remplit pas les conditions du paragraphe 4<sup>o</sup> du

premier alinéa de l'article 91, dans la mesure où il provient d'un troupeau certifié par un programme de certification des troupeaux pour la maladie débilitante chronique reconnue par l'Agence canadienne d'inspection des aliments. ».

**37.** L'annexe 3 de ce règlement est modifiée par l'insertion, dans la rubrique «4) Virus» et selon l'ordre alphabétique, de «Asfvirus : African swine fever virus (Peste porcine africaine)».

**38.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77690

Gouvernement du Québec

## **Décret 1211-2022, 22 juin 2022**

CONCERNANT des corrections au texte français et au texte anglais du Règlement modifiant le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises

ATTENDU QUE, par le décret numéro 933-2022 du 1<sup>er</sup> juin 2022, le gouvernement a édicté le Règlement modifiant le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises;

ATTENDU QUE des erreurs se sont glissées dans le texte français et dans le texte anglais de ce règlement et qu'il y a lieu d'y remédier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le texte français du Règlement modifiant le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises, édicté par le décret numéro 933-2022 du 1<sup>er</sup> juin 2022, soit modifié par l'insertion, dans le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 17 de ce règlement, avant «Les mesures contenues dans le plan de redressement doivent :», des alinéas suivants :

«L'entreprise visée à l'article 2 ou 3 ou, selon le cas, l'organisme visé à l'article 4 doit déterminer annuellement, pour chaque sous-catégorie de produits, les résultats de récupération et de valorisation de l'année en cours, le cas échéant après compensation effectuée conformément au troisième ou au quatrième alinéa de l'article 13 ou à l'article 59.3.

Lorsque les résultats pour cette année indiquent un écart résiduel négatif, l'entreprise ou, selon le cas, l'organisme doit, au plus tard le 30 juillet après la date limite fixée pour la transmission du rapport annuel, transmettre au ministre un plan de redressement détaillant les mesures qui seront mises en place afin d'augmenter le taux de récupération.»;

QUE le texte anglais du Règlement modifiant le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises, édicté par le décret numéro 933-2022 du 1<sup>er</sup> juin 2022, soit modifié par l'insertion, dans le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 17 de ce règlement, avant «The measures contained in the remediation plan must», des alinéas suivants :

«An enterprise referred to in section 2 or 3 or, if applicable, an organization referred to in section 4 must determine each year, for each subcategory of products, the recovery and reclamation results for the current year, if applicable, after compensation made under the third or fourth paragraph of section 13 or under section 59.3.

Where the results for that year indicate a negative residual difference, the enterprise or, if applicable, the organization must, not later than 30 July after the deadline determined for providing the annual report, submit to the Minister a remediation plan detailing the measures that will be implemented to increase the recovery rate.».

*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET

77735

## **A.M., 2022**

### **Arrêté du ministre des Finances en date du 15 juin 2022**

Loi sur les impôts  
(chapitre I-3)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement concernant les opérations à divulgation obligatoire

LE MINISTRE DES FINANCES,

VU le premier alinéa de l'article 1079.8.1 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) qui prévoit notamment que l'expression «opération désignée» réalisée par un contribuable ou une société de personnes signifie une opération dont la forme et la substance des faits propres au contribuable ou à la société de personnes s'apparentent de façon significative à la forme et à la substance des faits d'une opération déterminée par le ministre;

VU le quatrième alinéa de l'article 1079.8.1 de la Loi sur les impôts qui prévoit que pour l'application du livre X.2 de la partie I de cette loi, sont également déterminés par le ministre, relativement à une opération qu'il détermine en vertu de la définition de l'expression «opération désignée» prévue au premier alinéa de cet article 1079.8.1, d'une part, les contribuables qui auront l'obligation, conformément à l'article 1079.8.6.2 de cette loi, de divulguer une opération désignée et les sociétés de personnes dont les membres seront visés par cette obligation, le cas échéant, et, d'autre part, le jour à compter duquel s'appliquera l'obligation de divulguer l'opération désignée;

VU l'article 1079.8.6.3 de la Loi sur les impôts qui prévoit qu'une déclaration de renseignements doit être produite à l'égard d'une opération qu'un conseiller ou un promoteur commercialise ou dont il fait la promotion, lorsque la forme et la substance des faits de cette opération s'apparentent de façon significative à celles d'une opération déterminée par le ministre;

VU le paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 12 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) qui prévoit qu'un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication préalable prévue à l'article 8 de cette loi, lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que le projet vise à établir, modifier ou abroger des normes de nature fiscale;

VU l'article 13 de cette loi qui prévoit que le motif justifiant l'absence d'une telle publication doit être publié avec le règlement;

Vu l'article 18 de cette loi qui prévoit qu'un règlement peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, lorsque l'autorité qui l'a édicté est d'avis que le règlement établit, modifie ou abroge des normes de nature fiscale, et que le motif justifiant une telle entrée en vigueur doit être publié avec le règlement;

Vu l'avis du ministre selon lequel le règlement annexé au présent arrêté établit et modifie des normes de nature fiscale;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier le Règlement concernant les opérations à divulgation obligatoire (chapitre I-3, r. 2) afin d'apporter des modifications de nature technique;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'édicter le Règlement modifiant le Règlement concernant les opérations à divulgation obligatoire;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

EST édicté le Règlement modifiant le Règlement concernant les opérations à divulgation obligatoire, dont le texte est joint en annexe.

Québec, le 15 juin 2022

*Le ministre des Finances,*  
ERIC GIRARD

---



## Règlement modifiant le Règlement concernant les opérations à divulgation obligatoire

Loi sur les impôts

(chapitre I-3, a. 1079.8.1, 1<sup>er</sup> al., « opération désignée » et 4<sup>e</sup> al. et a. 1079.8.6.3)

**L.** L'article 1 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par la suppression, dans le premier alinéa, des définitions des expressions « action admissible d'une société qui exploite une petite entreprise » et « bien exonéré »;

2<sup>o</sup> par l'insertion, après la définition de l'expression « bien exonéré » prévue au premier alinéa, de la définition suivante :

« « groupe associé » dont est membre une personne donnée dans une année d'imposition de celle-ci ou une société de personnes donnée dans un exercice financier de celle-ci désigne l'ensemble des personnes et des sociétés de personnes qui sont associées entre elles dans l'année d'imposition de la personne donnée ou dans l'exercice financier de la société de personnes donnée, selon le cas; »;

3<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le paragraphe suivant :

« *b*) les dispositions de la Loi, notamment les titres I et II du livre I de la partie I de celle-ci, s'appliquent aux fins de déterminer, d'une part, si une opération réalisée par une personne ou une société de personnes est une opération désignée réalisée par la personne ou la société de personnes et, d'autre part, si une déclaration de renseignements doit être produite par un conseiller ou un promoteur, aux termes de l'article 1079.8.6.3 de la Loi, à l'égard d'une opération qu'il commercialise ou dont il fait la promotion. »;

4<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

« Aux fins de déterminer si une personne ou une société de personnes est membre d'un groupe associé dans une année d'imposition d'une personne donnée ou dans un exercice financier d'une société de personnes donnée, les règles suivantes s'appliquent :

*a*) une entreprise exploitée par un particulier, autre qu'une fiducie, est réputée exploitée par une société dont l'ensemble des actions du capital-actions comportant un droit de vote appartient au particulier au moment visé à l'article 21.20 de la Loi, appelé « moment donné » dans le présent alinéa;

*b*) une société de personnes est réputée une société dont l'année d'imposition correspond à son exercice financier et dont l'ensemble des actions du capital-actions comportant un droit de vote appartient à chaque membre de la société de personnes, au moment donné, dans une proportion égale à la proportion convenue à l'égard du membre pour l'exercice financier de la société de personnes qui comprend le moment donné;

*c*) une fiducie est réputée une société dont l'ensemble des actions du capital-actions comportant un droit de vote :

*i.* dans le cas d'une fiducie testamentaire en vertu de laquelle un ou plusieurs bénéficiaires sont en droit de recevoir la totalité du revenu qui provient de la fiducie avant la date du décès de l'un d'entre eux ou du dernier survivant de ceux-ci, appelée « date de l'attribution » dans le présent paragraphe, et en vertu de laquelle aucune autre personne ne peut, avant la date de l'attribution, recevoir ou autrement obtenir la jouissance du revenu ou du capital de la fiducie :

1<sup>o</sup> sont la propriété d'un tel bénéficiaire au moment donné, lorsque sa part dans le revenu ou le capital de la fiducie dépend de l'exercice par toute personne, ou de l'absence d'exercice par toute personne, d'une faculté d'élire et que le moment donné survient avant la date de l'attribution;

2<sup>o</sup> sont la propriété d'un tel bénéficiaire au moment donné dans une proportion représentée par le rapport entre la juste valeur marchande du droit à titre bénéficiaire de ce bénéficiaire dans la fiducie et la juste valeur marchande des droits à titre bénéficiaire de tous les bénéficiaires dans la fiducie, lorsque le sous-paragraphe 1<sup>o</sup> ne s'applique pas et que le moment donné survient avant la date de l'attribution;

*ii.* dans le cas où la part d'un bénéficiaire dans le revenu accumulé ou dans le capital de la fiducie dépend de l'exercice par toute personne, ou de l'absence d'exercice par toute personne, d'une faculté d'élire, sont la propriété du bénéficiaire au moment donné, sauf si le sous-paragraphe *i* s'applique et que le moment donné survient avant la date de l'attribution;

*iii.* dans tous les cas où le sous-paragraphe *ii* ne s'applique pas, sont la propriété du bénéficiaire au moment donné dans une proportion représentée par le rapport entre la juste valeur marchande de son droit à titre bénéficiaire dans la fiducie et la juste valeur marchande de tous les droits à titre bénéficiaire dans la fiducie, sauf si le sous-paragraphe *i* s'applique et que le moment donné survient avant la date de l'attribution;

*iv.* dans le cas d'une fiducie visée à l'article 467 de la Loi, sont la propriété, au moment donné, de la personne visée à cet article de qui un bien de la fiducie ou un bien pour lequel il a été substitué a été reçu, directement ou indirectement.

Pour l'application de la définition de l'expression « groupe associé » prévue au premier alinéa, lorsque l'on peut raisonnablement considérer que l'une des principales raisons de l'existence distincte de deux ou plusieurs entités, chacune étant une société, une fiducie ou une société de personnes, dans une année d'imposition ou un exercice financier, selon le cas, est de soustraire une telle entité à une obligation de divulguer une opération désignée, ces entités sont réputées associées entre elles dans l'année ou l'exercice financier, selon le cas. ».

**2.** L'opération 2 de l'annexe A de ce règlement est modifiée :

1<sup>o</sup> par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe a du premier alinéa par le sous-paragraphe suivant :

« i. dans le cas d'une personne, elle est assujettie à l'impôt en vertu de la partie I de la Loi pour une année d'imposition donnée au cours de laquelle a lieu l'opération; »;

2<sup>o</sup> par la suppression du sous-paragraphe ii du paragraphe a du premier alinéa;

3<sup>o</sup> par la suppression du paragraphe b du premier alinéa;

4<sup>o</sup> par le remplacement des sous-paragraphe i et ii du paragraphe c du premier alinéa par les sous-paragraphe suivants :

« i. l'autre personne réside à un moment quelconque de l'année d'imposition donnée ou de l'exercice financier donné, selon le cas, dans un pays avec lequel le gouvernement du Québec ou du Canada n'a pas conclu un accord fiscal à ce moment;

« ii. l'autre société de personnes exploite une entreprise à un moment quelconque de l'année d'imposition donnée ou de l'exercice financier donné, selon le cas, dans un pays avec lequel le gouvernement du Québec ou du Canada n'a pas conclu un accord fiscal à ce moment; »;

5<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe d du premier alinéa par le paragraphe suivant :

« d) la personne donnée ou la société de personnes donnée déduit dans le calcul de son revenu en vertu de la partie I de la Loi pour l'année d'imposition donnée ou l'exercice financier donné, selon le cas, un montant donné payé ou à payer à une autre personne ou à une autre société de personnes visée au paragraphe c, autre qu'un montant payé ou à payer en contrepartie de l'acquisition d'un bien corporel. »;

6<sup>o</sup> par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

« La personne donnée ou les membres de la société de personnes donnée doivent divulguer une opération désignée relative à une opération visée au premier alinéa lorsque l'ensemble des montants dont chacun est un montant qui remplit les conditions suivantes est au moins égal à 1 000 000 \$ :

a) il est un montant donné visé au paragraphe d du premier alinéa;

b) il est déduit :

i. soit par la personne donnée ou la société de personnes donnée dans le calcul de son revenu pour

l'année d'imposition donnée ou l'exercice financier donné, selon le cas;

ii. soit, dans le cas où la personne donnée ou la société de personnes donnée est membre d'un groupe associé dans l'année d'imposition donnée ou l'exercice financier donné, selon le cas, par un autre membre de ce groupe associé dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition ou son exercice financier qui se termine dans l'année d'imposition donnée ou l'exercice financier donné. ».

**3.** 1. L'opération 3 de l'annexe A de ce règlement est modifiée :

1<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe a du premier alinéa par le paragraphe suivant :

« a) un particulier qui est assujetti à l'impôt en vertu de la partie I de la Loi, une fiducie ou une société de personnes aliène une action du capital-actions d'une société privée sous contrôle canadien; »;

2<sup>o</sup> par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le particulier visé au paragraphe c du premier alinéa doit divulguer une opération désignée qui est relative à une opération visée au premier alinéa. »;

3<sup>o</sup> par le remplacement des paragraphes a et b du quatrième alinéa par les paragraphes suivants :

« a) dans le cas où le sous-paragraphe i du paragraphe d du premier alinéa s'applique et que, selon le cas :

i. le jour du transfert ou du prêt est antérieur au jour de l'aliénation de l'action visée au paragraphe a de cet alinéa, le jour de cette aliénation;

ii. le jour du transfert ou du prêt est celui de l'aliénation de l'action visée au paragraphe a de cet alinéa ou est postérieur au jour de cette aliénation, le jour du transfert ou du prêt;

« b) dans le cas où le sous-paragraphe ii du paragraphe d du premier alinéa s'applique, le jour de l'acquisition de l'action visée à ce sous-paragraphe ii. ».

2. Lorsqu'une action est acquise, après le 16 mars 2021 et avant la date de la publication du présent règlement à la *Gazette officielle du Québec*, par un particulier dans les circonstances visées au sous-paragraphe ii du paragraphe d du premier alinéa de l'opération 3 de l'Annexe A du Règlement concernant les opérations à divulgation obligatoire et que l'opération dans le cadre de laquelle cette acquisition est faite n'a pas été divulguée par ce particulier conformément à l'article 1079.8.6.2 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) avant la date de cette publication, la déclaration de renseignements visée à cet article à l'égard de l'opération est réputée avoir été transmise au ministre du Revenu dans le délai prévu à l'article 1079.8.10.1 de cette loi, si cette opération est divulguée par le particulier conformément au premier

alinéa de l'article 1079.8.9 de cette loi dans les 120 jours qui suivent la date de cette publication.

**4.** Les opérations 4 de l'annexe A de ce règlement sont modifiées :

1<sup>o</sup> par le remplacement de la partie du sous-paragraphe i du paragraphe b du premier alinéa qui précède le sous-paragraphe 1<sup>o</sup> par ce qui suit :

« i. une personne ou une société de personnes, appelée « acquéreur » dans le présent alinéa et le quatrième alinéa, acquiert, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit : »;

2<sup>o</sup> par le remplacement des sous-paragraphe iv et v du paragraphe b du premier alinéa par les sous-paragraphe suivants :

« iv. dans le cas où le contribuable visé exploitait une entreprise avant le début de l'opération, l'une des conditions suivantes est remplie :

1<sup>o</sup> le contribuable visé cesse d'exploiter l'entreprise ou commence à exploiter une nouvelle entreprise dans le cadre de l'opération;

2<sup>o</sup> le contribuable visé tire, au cours de l'opération, un revenu provenant d'un bien soit qu'il a acquis dans le cadre de l'opération, soit qu'il détenait immédiatement avant le début de l'opération et qu'il n'utilisait pas en vue d'en tirer un revenu provenant d'un bien à ce moment;

3<sup>o</sup> le contribuable visé réalise un gain en capital provenant de l'aliénation d'un bien acquis dans le cadre de l'opération;

« v. l'utilisation de l'attribut fiscal à laquelle le sous-paragraphe iii fait référence est l'un des résultats qui découle, directement ou indirectement, soit de l'acquisition par l'acquéreur de l'action, du droit relatif à une action, d'une participation ou du droit à une participation visé au sous-paragraphe i, soit du transfert ou du prêt d'un bien effectué en faveur du contribuable visé, dans le cadre de l'opération, par l'acquéreur ou par une personne ou une société de personnes avec qui l'acquéreur a un lien de dépendance au moment du transfert ou du prêt. »;

3<sup>o</sup> par le remplacement des paragraphes a et b du troisième alinéa par les paragraphes suivants :

« a) un contribuable à l'égard duquel s'applique l'article 21.0.6 de la Loi au cours de l'opération relativement à l'attribut fiscal visé à ce paragraphe a;

« b) un contribuable avec lequel le contribuable donné est affilié tout au long de la période qui commence immédiatement avant le début de l'opération et qui se termine au moment de la dernière utilisation de l'attribut fiscal dans le cadre de l'opération. »;

4<sup>o</sup> par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

« Pour l'application du paragraphe b du premier alinéa, l'expression « contribuable exclu » désigne :

a) un contribuable à l'égard duquel s'applique l'article 21.0.6 de la Loi au cours de l'opération relativement à l'attribut fiscal visé à ce paragraphe b;

b) un contribuable avec lequel chacun des acquéreurs est affilié tout au long de la période qui commence immédiatement avant le début de l'opération et qui se termine au moment de la dernière utilisation de l'attribut fiscal dans le cadre de l'opération. »;

5<sup>o</sup> par l'insertion, après le quatrième alinéa, du suivant :

« Pour l'application du paragraphe b des troisième et quatrième alinéas, les règles suivantes s'appliquent :

a) une société, une fiducie ou une société de personnes qui est constituée ou commence à exister, autrement qu'en raison d'une fusion ou d'une unification, à un moment donné dans le cadre de l'opération est réputée avoir existé tout au long de la période qui commence immédiatement avant le début de l'opération et qui se termine au moment qui précède immédiatement le moment donné et avoir eu tout au long de cette période les mêmes actionnaires, bénéficiaires ou membres, selon le cas, que ceux qu'elle a au moment donné, ces actionnaires, bénéficiaires ou membres étant réputés détenir, tout au long de cette période, les actions du capital-actions de la société, les participations dans la fiducie ou les intérêts dans la société de personnes, selon le cas, qu'ils détiennent au moment donné;

b) lorsque, à un moment donné, il y a fusion ou unification de plusieurs sociétés données pour former une nouvelle société et que cette dernière et les sociétés données auraient été affiliées les unes aux autres tout au long de la période qui commence immédiatement avant le début de l'opération et qui se termine au moment qui précède immédiatement le moment donné, si, tout au long de cette période, la nouvelle société avait existé et avait eu les mêmes actionnaires que ceux qu'elle a au moment donné, la nouvelle société est réputée, d'une part, avoir existé tout au long de cette période et, d'autre part, avoir eu, tout au long de cette période, les mêmes actionnaires que ceux qu'elle a au moment donné, ces actionnaires étant réputés détenir, tout au long de cette période, les actions de son capital-actions qu'ils détiennent au moment donné;

c) l'article 21.0.4 de la Loi ne s'applique pas. ».

**5.** Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77728

## Projets de règlement

### Avis

Loi sur les accidents du travail  
et les maladies professionnelles  
(chapitre A-3.001)

### Financement

#### — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement modifiant le Règlement sur le financement, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement détermine pour l'année 2023 :

— les unités de classification ainsi que les taux de cotisation qui leur sont applicables;

— les ratios d'expérience de chacune des unités de classification pour les années 2018, 2019, 2020 et 2021 qui serviront à fixer la cotisation des employeurs assujettis à un taux personnalisé;

— la mise à jour du seuil d'assujettissement d'un employeur à un taux personnalisé ainsi que de certains paramètres utilisés dans le calcul de ce taux;

— les primes d'assurance qui serviront à calculer l'ajustement rétrospectif de la cotisation annuelle des employeurs assujettis à un tel ajustement pour cette année.

Ce projet de règlement prévoit également une modification concernant le coût d'indemnisation d'une atteinte auditive causée par le bruit qui ne résulte pas d'un accident du travail aux fins de fixer la cotisation de l'employeur assujetti à un taux personnalisé et de calculer l'ajustement rétrospectif de la cotisation annuelle de l'employeur assujetti à un tel ajustement.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Marc-Étienne Gagnon, 1600, avenue D'Estimauville, Québec (Québec), G1J 0H7, téléphone (418) 266-4949 poste 2796, courriel: marc-etienne.gagnon@cnesst.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée qui désire formuler des commentaires sur ce projet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Bruno Labrecque, vice-président aux finances, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, 1600, avenue D'Estimauville, Québec (Québec), G1J 0H7.

*La présidente du conseil d'administration  
de la Commission des normes, de l'équité,  
de la santé et de la sécurité du travail,*  
LOUISE OTIS

### Règlement modifiant le Règlement sur le financement

Loi sur les accidents du travail  
et les maladies professionnelles  
(chapitre A-3.001, a. 454, 1<sup>er</sup> al., par. 4.4<sup>o</sup> à 10<sup>o</sup>)

**1.** Les annexes 1, 2, 3, 4 et 7 du Règlement sur le financement (chapitre A-3.001, r. 7) sont respectivement remplacées par les annexes 1, 2, 3, 4 et 7 jointes au présent règlement.

**2.** L'annexe 5 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par l'ajout, avant le dernier alinéa de l'article 2, du paragraphe suivant :

« 4<sup>o</sup> catégorie atteinte auditive : atteinte auditive causée par le bruit qui ne résulte pas d'un accident du travail :

$1 + (4,000 \times A); »;$

2<sup>o</sup> par l'ajout, avant le dernier alinéa de l'article 3, du paragraphe suivant :

« 4<sup>o</sup> catégorie atteinte auditive : atteinte auditive causée par le bruit qui ne résulte pas d'un accident du travail :

$1 + (3,500 \times B); »;$

3<sup>o</sup> par l'ajout, avant le dernier alinéa de l'article 4, du paragraphe suivant :

« 4<sup>o</sup> catégorie atteinte auditive : atteinte auditive causée par le bruit qui ne résulte pas d'un accident du travail :

$1 + (3,000 \times C); »;$

**3.** L'annexe 6 de ce règlement est modifié :

1° par l'ajout, avant le dernier alinéa de l'article 1, du paragraphe suivant :

«4° catégorie atteinte auditive : atteinte auditive causée par le bruit qui ne résulte pas d'un accident du travail :

$1 + (4,000 \times A)$ ; »;

2° par l'ajout, avant le dernier alinéa de l'article 2, du paragraphe suivant :

«4° catégorie atteinte auditive : atteinte auditive causée par le bruit qui ne résulte pas d'un accident du travail :

$1 + (3,500 \times B)$ ; »;

3° par l'ajout, avant le dernier alinéa de l'article 3, du paragraphe suivant :

«4° catégorie atteinte auditive : atteinte auditive causée par le bruit qui ne résulte pas d'un accident du travail :

$1 + (3,000 \times C)$ ; ».

**4.** L'article 1 du présent règlement est applicable à l'année de cotisation 2023.

**5.** Les articles 2 et 3 du présent règlement s'appliquent à la détermination du coût d'indemnisation de toute atteinte auditive causée par le bruit qui ne résulte pas d'un accident du travail, déclarée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ANNEXE 1**  
(a. 4, 5, 20, 37, 45 et 53)

UNITÉ DE CLASSIFICATION, TAUX DE COTISATION ET RATIOS D'EXPÉRIENCE  
POUR L'ANNÉE 2023

**Règles particulières de classification**

1. La Commission ne tient pas compte de la condition énoncée au paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 9 aux fins de classer un employeur dans plus d'une des unités 80030 à 80250.

2. Un employeur qui remplit les conditions prévues au titre IV du livre II lui permettant d'être classé dans les unités 90020 et 80020 est classé dans cette dernière unité.

3. L'employeur qui ne remplit pas les conditions énoncées aux articles 11 et 12 est classé dans l'unité 90020 si au moins un de ses travailleurs effectue un travail visé par cette unité pendant l'année de cotisation, s'il est classé dans au moins une unité qui prévoit expressément sa classification dans cette unité d'exception et s'il remplit les conditions énoncées à l'un ou l'autre des paragraphes suivants :

1<sup>o</sup> la somme des salaires assurables de ses travailleurs déclarés pour l'année antérieure à celle qui précède l'année de cotisation au regard d'unités donnant droit à l'unité 80020 et de ceux déclarés pour cette même année au regard d'unités donnant droit à l'unité 90020 est égale ou supérieure à 45 % des salaires assurables de ses travailleurs pour cette même année;

2<sup>o</sup> il n'avait aucun travailleur à son emploi au cours de l'année antérieure à celle qui précède l'année de cotisation et il est uniquement classé dans des unités donnant droit à l'unité 80020 et dans des unités donnant droit à l'unité 90020 pour l'année de cotisation;

3<sup>o</sup> il était classé dans l'une des unités d'exception 80020 ou 90020 pour l'année qui précède l'année de cotisation et la somme des salaires assurables de ses travailleurs déclarés pour l'année antérieure à celle qui précède l'année de cotisation au regard d'unités donnant droit à l'unité 80020 et des salaires assurables déclarés pour cette même année au regard d'unités donnant droit à l'unité 90020 est égale ou supérieure à 40 % des salaires assurables de ses travailleurs pour cette même année;

Aux fins du calcul des pourcentages prévus au présent article, doit être exclu le salaire assurable d'un travailleur auxiliaire. Par ailleurs, le montant de la protection dont bénéficie, en vertu de l'article 18 de la Loi, l'employeur ou un de ses dirigeants qui, en plus de siéger à son



conseil d'administration, exécute pour lui un travail, est considéré comme un salaire assurable déclaré au regard de l'unité qui correspond aux activités auxquelles participe cette personne.

4. La Commission ne tient pas compte de la classification d'un employeur dans l'unité 65150 ni des salaires déclarés au regard de cette unité aux fins de déterminer le droit d'un employeur aux unités d'exception en application des articles 11 et 12 et des articles 2 et 3 des présentes Règles particulières de classification.

5. L'employeur classé dans une unité qui vise la fabrication d'un bien ne peut être classé dans une unité qui vise le commerce de ce bien ou d'un bien qu'il ne fabrique pas sauf s'il exploite au moins un magasin situé ailleurs que sur le site de production du bien qu'il fabrique.

6. L'employeur qui loue les services de travailleurs à son emploi est classé, pour cette activité, dans les unités qui visent les activités de ces travailleurs lorsque cette location n'est pas visée expressément par une unité de classification.

#### **Règles particulières de déclaration des salaires**

1. Le deuxième alinéa de l'article 24 ne s'applique pas à l'employeur aux fins de déclarer le salaire assurable versé au cours de l'année civile précédente à un travailleur qui, sans être un travailleur auxiliaire, participe à plusieurs activités visées par plus d'une des unités 80030 à 80250.

2. La Commission ne tient pas compte des salaires assurables déclarés au regard de l'unité 65150 aux fins de répartir le salaire d'un travailleur auxiliaire en vertu du paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 26.

3. Un employeur classé à la fois dans une unité qui vise la fabrication d'un bien et dans une unité qui vise le commerce de ce bien ou d'un bien qu'il ne fabrique pas déclare le salaire d'un travailleur qui œuvre à ce commerce au regard de l'unité qui vise la fabrication du bien sauf si ce travailleur œuvre à ce commerce dans un magasin que l'employeur exploite ailleurs que sur le site de production du bien qu'il fabrique. L'employeur déclare alors le salaire du travailleur qui œuvre à ce commerce dans ce magasin au regard de l'unité qui vise le commerce de ce bien.

#### **Les secteurs**

1. Conformément à l'article 297 de la Loi, les unités de classification sont regroupées en secteurs.

2. Le secteur primaire regroupe les unités 10110 à 14030.

3. Le secteur manufacturier regroupe les unités 15010 à 36350, incluant l'unité d'exception 34410.
4. Le secteur transport et entreposage regroupe les unités 55010 à 55090.
5. Le secteur des services regroupe les unités 54010 à 54440, 57010 à 77040 et les unités d'exception 90010 et 90020.
6. Le secteur de la construction regroupe les unités 80020 à 80250.

## Unités de classification, taux de cotisation et ratios d'expérience pour l'année 2023

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
10110	Élevage de bovins; exploitation d'un troupeau de vaches laitières; élevage de chevaux; service de pension ou de dressage de chevaux; exploitation d'un centre équestre, d'une école hippique ou d'une écurie de course; exploitation d'un site d'encan d'animaux de ferme; élevage d'animaux domestiques	3,31	2,99	0,2801	0,2528	0,1998	1,1615	1,1615	1,1615
	Cette unité vise :								
	· l'élevage de bovins;								
	· l'exploitation d'un troupeau de vaches laitières;								
	· l'élevage de chevaux;								
	· le service de pension ou de dressage de chevaux;								
	· l'exploitation d'un centre équestre, d'une école hippique ou d'une écurie de course;								
	· l'exploitation d'un site d'encan d'animaux de ferme;								
	· l'élevage d'animaux domestiques tels que chiens, chats, perruches ou perroquets.								
	Cette unité vise également :								
	· l'élevage de bisons;								
	· l'élevage de cervidés tels que cerfs ou wapitis;								
	· l'élevage d'autruches, d'émeus ou de nandous;								
	· la production d'œufs d'autruches, d'émeus ou de nandous;								
	· l'élevage de sangliers;								
	· l'élevage de lamas ou d'alpacas;								
	· l'élevage de yakcs;								
	· l'élevage d'animaux visés par la présente unité pour la reproduction ou l'insémination;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la production d'urine de jument gravide;</li> <li>. le service de transport ou de randonnées en calèches, à cheval, en carrioles ou en traîneaux à chiens;</li> <li>. le service de taille de sabots;</li> <li>. le service de dressage ou de pension d'animaux domestiques;</li> <li>. le service de protection ou de fourrières pour animaux;</li> <li>. les services relatifs aux activités d'élevage visées par la présente unité tels que traire les vaches ou nourrir les animaux.</li> </ul>								
	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'insémination artificielle d'animaux.</li> </ul>								
	<p>L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et de l'acériculture ne peut également être classé dans l'unité 10150 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées à l'activité d'acériculture.</p>								
	<p>L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 15030, 15040, 15070, 16070 et 68010 à 68030 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.</p>								
	<p>L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 sauf s'il exerce des activités visées par ces unités en tout ou en partie ailleurs qu'à la</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
10120	<p>ferme et si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches liées aux activités visées par ces dernières unités. L'employeur ainsi classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 déclare le salaire d'un travailleur qui œuvre à la ferme aux activités visées par ces unités au regard de la présente unité.</p> <p>Élevage de porcs; élevage d'ovins; élevage de chèvres</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'élevage de porcs;</li> <li>. l'élevage d'ovins;</li> <li>. l'élevage de chèvres.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'élevage d'animaux visés par la présente unité pour la reproduction ou l'insémination;</li> <li>. le service de pesage de porcs;</li> <li>. le service de tonte de moutons;</li> <li>. les services relatifs aux activités d'élevage visées par la présente unité tel que nourrir les animaux.</li> </ul> <p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'insémination artificielle d'animaux.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois l'exploitation d'un troupeau de</p>	3,69	3,35	0,3540	0,3125	0,2334	1,3112	1,3112	1,3112

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	vaches laitières ou l'élevage d'animaux visés par l'unité 10110 et une activité visée par la présente unité ne peut être classé dans la présente unité pour cette activité sauf si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées à cette activité. Dans le cas contraire, il est classé dans l'unité 10110 pour l'ensemble de ces activités.								
	L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et de l'acériculture ne peut également être classé dans l'unité 10150 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées à l'activité d'acériculture.								
	L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 15030, 15040, 15070, 16070 et 68010 à 68030 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.								
	L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 sauf s'il exerce des activités visées par ces unités en tout ou en partie ailleurs qu'à la ferme et si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités. L'employeur ainsi classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 déclare le salaire d'un travailleur qui œuvre à la ferme aux activités visées par ces unités au regard de la présente unité.								
10130	Élevage de volailles; production d'œufs de volaille ou de gibier à plumes; exploitation d'un couvoir; service d'attrapage et de mise en cage de volailles; mirage et classification des œufs; élevage de lapins; pisciculture; apiculture	2,62	2,31	0,3132	0,2313	0,2001	0,9427	0,9427	0,9427



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'élevage de volailles;</li> <li>· la production d'œufs de volaille ou de gibier à plumes;</li> <li>· l'exploitation d'un couvoir;</li> <li>· le service d'attrapage et de mise en cage de volailles;</li> <li>· le mirage et la classification des œufs;</li> <li>· l'élevage de lapins;</li> <li>· la pisciculture;</li> <li>· l'apiculture.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'élevage de petits animaux à fourrure tels que visons, rats musqués, chinchillas ou renards;</li> <li>· l'élevage de petits animaux de laboratoire tels que souris ou rats;</li> <li>· l'élevage de petits gibiers à plumes tels que faisans, caillies ou pintades;</li> <li>· l'élevage de vers de terre et la production de fumier de vers de terre;</li> <li>· l'élevage d'escargots;</li> <li>· l'élevage d'insectes tels que grillons;</li> <li>· l'élevage de grenouilles;</li> <li>· les services relatifs aux activités d'élevage visées par la présente unité tel que nourrir les animaux.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'insémination artificielle d'animaux;</li> <li>· le traitement du miel.</li> </ul> <p>L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 15030, 15070, 16070 et 68010 à 68030 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.</p> <p>L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 sauf s'il exerce des activités visées par ces unités en tout ou en partie ailleurs qu'à la ferme et si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.</p> <p>L'employeur ainsi classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 déclare le salaire d'un travailleur qui œuvre à la ferme aux activités visées par ces unités au regard de la présente unité.</p>								
10140	<p>Culture de céréales; culture de graines ou de légumineuses; culture de plantes fourragères; culture de fruits, de légumes ou de fines herbes en champ; culture de champignons; culture de gazon; culture du tabac; récolte de la tourbe</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la culture de céréales telles que maïs, avoine, orge ou blé;</li> <li>· la culture de graines ou de légumineuses telles que canola, tournesol, soya, fèves ou pois à sécher;</li> <li>· la culture de plantes fourragères telles que luzerne, mil ou</li> </ul>	2,29	1,99	0,1776	0,1676	0,1553	0,7335	0,7335	0,7335

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	trèfle; la culture de fruits en champ tels que fraises, bleuets, canneberges ou framboises; la culture de légumes en champ tels que pommes de terre, choux, carottes, concombres, oignons ou laitues; la culture de fines herbes en champ; la culture de champignons; la culture de gazon; la culture du tabac; la récolte de la tourbe.								
	Cette unité vise également :								
.	la culture en serre de plants de fruits, de légumes ou de fines herbes destinés à être transplantés par l'employeur dans son champ;								
.	les activités relatives à la fermentation du compost dans un champ;								
.	la cueillette en terrain sauvage de végétaux tels que fêtes de violon, champignons, branches d'ifs ou algues;								
.	la cueillette de myes;								
.	les services relatifs à la culture tels que :								
.	le labourage;								
.	la plantation de semis;								
.	l'épandage de fumier;								
.	l'épandage de pesticides;								
.	le moissonnage-battage;								
.	la récolte de cultures.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>le service d'enlèvement de matières compostables.</li> </ul> <p>L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 15030 à 15080, 16070 et 68010 à 68030 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.</p> <p>L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 sauf s'il exerce des activités visées par ces unités en tout ou en partie ailleurs qu'à la ferme et si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.</p> <p>L'employeur ainsi classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 déclare le salaire d'un travailleur qui œuvre à la ferme aux activités visées par ces unités au regard de la présente unité.</p>								
10150	Culture de fruits, de légumes ou de fines herbes en serre; culture de plantes ornementales; culture d'arbres ou d'arbustes; exploitation d'un verger; acériculture	2,47	2,17	0,2445	0,2251	0,1936	1,0256	1,0256	1,0256
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>la culture de fruits, de légumes ou de fines herbes en serre;</li> <li>la culture de plantes ornementales telles que plantes vertes ou fleurs;</li> <li>la culture d'arbres ou d'arbustes;</li> <li>l'exploitation d'un verger de pommes, de poires, de prunes ou de cerises;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
.	l'acériculture.							
	Cette unité vise également :							
.	la culture de plants de reboisement;							
.	la culture de raisins.							
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'acériculture :							
.	la transformation de l'eau d'érable en produits tels que :							
.	beurre;							
.	sirop;							
.	sucré;							
.	tière.							
	L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 15040 à 15080, 16070 et 68010 à 68030 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.							
	L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 sauf s'il exerce des activités visées par ces unités en tout ou en partie ailleurs qu'à la ferme et si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.							
	L'employeur ainsi classé dans les unités 54420, 54430 ou 54440 déclare le salaire d'un travailleur qui œuvre à la ferme aux activités visées par ces unités au regard de la présente unité.							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
11110	Pêche hauturière; pêche semi-hauturière; pêche côtière; pêche en eau douce	4,27	3,91	0,1517	0,1616	0,1084	1,1742	1,1742	1,1742
	Cette unité vise :								
	· la pêche hauturière;								
	· la pêche semi-hauturière;								
	· la pêche côtière;								
	· la pêche en eau douce.								
	Cette unité vise également :								
	· la pêche en plongée sous-marine;								
	· la chasse aux phoques;								
	· la récolte d'algues marines par bateau;								
	· l'élevage de poissons, de moules, de pétoncles ou de myes en lagune ou en mer;								
	· la transformation de poissons ou de fruits de mer à bord d'un bateau.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· l'installation et l'inspection de filets et de câbles d'ancrage effectuées en plongée sous-marine.								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
13110	Exploitation d'une mine de métaux ferreux  Cette unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation de mines de métaux ferreux.</li> </ul>	1,52	1,25	0,1578	0,1513	0,1060	0,4094	0,4094	0,4094
	Cette unité vise également : <ul style="list-style-type: none"> <li>. le bouletage de minerai de fer;</li> <li>. la concentration de minerais visés par cette unité.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas : <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'affinage ou la production primaire de métaux.</li> </ul>								
13120	Exploitation d'une mine de métaux non ferreux; exploitation d'une mine de sel ou de diamants  Cette unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation de mines de métaux non ferreux tels que l'or, l'argent, le cuivre, le nickel, le niobium, le zinc ou le platine;</li> <li>. l'exploitation de mines des minéraux suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>. le sel;</li> <li>. le diamant.</li> </ul> </li> </ul>	3,27	2,95	0,1800	0,2026	0,1058	1,0634	1,0634	1,0634
	Cette unité vise également : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la concentration de minerais visés par cette unité.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la production de lingots d'or ou d'argent.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fusion et l'affinage de métaux non ferreux.</li> </ul>								
13140	<p>Exploitation d'une carrière de pierre concassée ou de taille; exploitation d'une sablière ou d'une gravière; exploitation d'une mine de minéraux industriels ou de construction</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une carrière de pierre concassée ou de taille telles que le calcaire, le schiste, le granit ou l'ardoise;</li> <li>. l'exploitation d'une sablière ou d'une gravière;</li> <li>. l'exploitation d'une mine de minéraux industriels ou de construction tels que le talc, le quartz, la perlite, la vermiculite ou le mica.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les carrières d'argile;</li> <li>. le concassage et le broyage de la pierre;</li> <li>. le concassage de carbone;</li> <li>. la fabrication de pierre à chaux agricole.</li> </ul>	3,67	3,33	0,3055	0,2603	0,1891	1,1330	1,1330	1,1330

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience						
				pour le premier niveau	pour le deuxième niveau	2018	2019	2020	2021	
	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les travaux de forage et de dynamitage.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de produits en pierre de taille.</li> </ul>									
13150	Forage de carottes pour la prospection minière	4,24	3,88	0,2357	0,1598	0,1617	1,0925	1,0925	1,0925	1,0925
	<p>Cette unité vise le forage de carottes pour la prospection minière lorsqu'il est réalisé par un employeur autre que l'exploitant de la mine.</p>									
13160	Fonçage de puits miniers; percement de rampes, galeries ou monteries; extraction de minerais	2,46	2,16	0,1642	0,1483	0,1060	0,6992	0,6992	0,6992	0,6992
	<p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le fonçage de puits miniers.</li> </ul> <p>Cette unité vise les activités suivantes lorsque réalisées par un employeur autre que l'exploitant de la mine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le percement de rampes, galeries ou monteries;</li> <li>· l'extraction de minerais.</li> </ul>									

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	· le forage de puits de pétrole ou de gaz naturel.								
14010	Opérations forestières	4,45	4,08	0,2979	0,2380	0,2430	1,2840	1,2840	1,2840
	Cette unité vise :								
	· la récolte de la matière ligneuse, incluant notamment l'abattage, le débardage et le débusquage, par procédés manuels ou mécanisés;								
	· le façonnage en forêt incluant notamment l'ébranchage, l'écimage ou le tronçonnage;								
	· la fabrication de copeaux de bois en forêt;								
	· le chargement du bois en forêt;								
	· l'éclaircie avec récupération d'arbres à des fins commerciales.								
	Cette unité vise également :								
	· le commerce de bois de chauffage lorsque l'employeur effectue également la récolte, la coupe ou la fente de ce bois.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· les travaux de voirie forestière;								
	· la construction d'un camp forestier.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas :								
	· le mesurage du bois;								
	· le marquage ou le martelage des arbres en forêt;								
	· l'inventaire forestier.								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 34410, 90010 et 90020.</b>								
14020	Aménagement forestier	4,94	4,56	0,4961	0,4158	0,3989	2,0311	2,0311	2,0311
	Cette unité vise :								
	· les travaux de préparation de terrain forestier tels que le scarifiage, le brûlage, le débroussaillage, le déblaiement, la mise en andains, le déchiquetage, le labourage, le hersage, le broyage et l'application de phytocides;								
	· la plantation ou l'ensemencement d'arbres en forêt;								
	· le dégagement mécanique ou chimique de plantation en forêt;								
	· l'éclaircie sans récupération d'arbres à des fins commerciales;								
	· l'aménagement d'une bleuetière;								
	· la maîtrise de la végétation des emprises de réseaux de transport d'énergie;								
	· la protection des forêts contre le feu par des combattants forestiers.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	· la coupe de ligne.								
	Cette unité ne vise pas :								
	· l'aménagement d'une bleuetière par la personne qui l'exploite;								
	· la récolte de la matière ligneuse dans l'aménagement d'une bleuetière;								
	· le marquage ou le martelage des arbres en forêt;								
	· l'inventaire forestier.								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 34410, 90010 et 90020.</b>								
14030	Travaux arboricoles	10,82	10,25	1,0892	0,7661	0,6642	3,6384	3,6384	3,6384
	Cette unité vise :								
	· la maîtrise de la végétation des emprises des réseaux de distribution d'énergie ou des réseaux de télécommunications;								
	· l'élagage, l'émondage ou la taille d'arbres et d'arbustes;								
	· l'abattage hors-forêt d'arbres prédéterminés;								
	· l'essouchement;								
	· le déchiquetage hors-forêt;								
	· la chirurgie des arbres et arbustes;								
	· le haubanage.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la répression des maladies et des insectes affectant les arbres et arbustes;</li> <li>. la fertilisation et le traitement d'arbres et d'arbustes;</li> <li>. la plantation et la transplantation d'arbres et d'arbustes.</li> </ul>								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 34410, 90010 et 90020.</b>								
15010	Abattage d'animaux; service de coupe de viandes; dépeçage de viandes	3,50	3,17	0,5184	0,4783	0,4138	1,3465	1,3465	1,3465
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'abattage d'animaux;</li> <li>. le service de coupe de viandes;</li> <li>. le dépeçage de viandes.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le tannage ou la salaison de peaux ou de fourrures;</li> <li>. le commerce de gros de viandes dans un bâtiment où s'effectue également la coupe ou le dépeçage.</li> </ul>								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le traitement de sous-produits d'origine animale autres que pour l'alimentation humaine tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les gras;</li> <li>. les os;</li> <li>. les plumes;</li> <li>. le sang;</li> <li>. les viscères.</li> </ul> </li> </ul> <p>Par commerce de gros, on entend le commerce de biens pour la revente ou en vue d'un usage commercial, industriel, institutionnel ou professionnel.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'élevage d'animaux;</li> <li>. la teinture du cuir ou de la fourrure.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois l'abattage d'animaux ou le dépeçage de viandes et une activité visée par l'unité 15020 est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>								
15020	Fabrication de viandes froides; transformation de viandes, de poissons ou de fruits de mer; fabrication de plats cuisinés	3,21	2,89	0,4011	0,3669	0,3309	1,2789	1,2789	1,2789
	<p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de viandes froides telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. dinde cuite;</li> <li>. jambon cuit;</li> <li>. pepperoni;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. salami;</li> <li>. smoked meat;</li> <li>. la transformation de viandes, de poissons ou de fruits de mer par des opérations telles que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'assaisonnement;</li> <li>. la fumaison;</li> <li>. la mise en conserve;</li> <li>. la salaison;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication de plats cuisinés frais, congelés ou en conserve tels que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. hors-d'œuvre;</li> <li>. lasagnes;</li> <li>. mousses de poissons ou de fruits de mer;</li> <li>. pâtés à la viande ou au poisson;</li> <li>. pizzas;</li> <li>. plats végétariens;</li> <li>. salades-repas;</li> <li>. sandwiches.</li> </ul> </li> </ul>								
.	Cette unité vise également :								
.	la fabrication de sushis;								
.	la fabrication de saucisses;								
.	la préparation de boyaux naturels à des fins de charcuterie;								
.	la fabrication de pâtés de campagne, de cretons, de terrines ou d'autres produits de même nature;								
.	le traitement de graisses animales pour l'alimentation humaine;								
.	le commerce de gros de poissons dans un bâtiment où s'effectue également la coupe.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux			Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	Taux	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de soupes ou de potages;</li> <li>. la fabrication de sauces pour pâtes alimentaires ou pour pizzas;</li> <li>. la fabrication de pains ou de pâtes à pizzas.</li> </ul> <p>Par commerce de gros, on entend le commerce de biens pour la vente ou en vue d'un usage commercial, industriel, institutionnel ou professionnel.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une boucherie;</li> <li>. l'exploitation d'une poissonnerie;</li> <li>. les activités visées par les unités 68010 et 68020.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois de la pêche et de la transformation de poissons ou de fruits de mer est classé, pour cette transformation, dans la présente unité si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées à cette transformation ailleurs que sur un bateau. Cet employeur déclare alors le salaire d'un travailleur qui effectue des tâches reliées à cette transformation sur un bateau au regard de l'unité 11110.</p>									

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
15030	Fabrication de nourriture pour animaux; mélange ou traitement de grains	2,52	2,22	0,2735	0,2300	0,1725	1,1172	1,1172	1,1172
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de nourriture pour animaux;</li> <li>· le mélange ou le traitement de grains par des opérations telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· le criblage;</li> <li>· la mouture;</li> <li>· le nettoyage;</li> <li>· le séchage.</li> </ul> </li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· le traitement de sous-produits d'origine animale autres que pour l'alimentation humaine tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· les gras;</li> <li>· les os;</li> <li>· les plumes;</li> <li>· le sang;</li> <li>· les viscères;</li> <li>· l'équarrissage.</li> </ul> </li> </ul>								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication d'aliments d'allaitement pour jeunes animaux.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas :								
	· la culture de grains;								
	· la fabrication de vitamines et de minéraux alimentaires pour animaux.								
15040	Fabrication de boissons, alcoolisées ou non; fabrication de jus de fruits ou de légumes	1,80	1,52	0,2131	0,1988	0,1826	0,6367	0,6367	0,6367
	Cette unité vise :								
	· la fabrication de boissons, alcoolisées ou non;								
	· la fabrication de jus de fruits ou de légumes.								
	Cette unité vise également :								
	· la fabrication de glace naturelle;								
	· la fabrication de bâtonnets ou de sucettes glacés à base de boissons ou de jus de fruits;								
	· le traitement ou l'embouteillage d'eau;								
	· le service de conditionnement de produits alimentaires liquides;								
	· la fabrication de concentrés de jus de fruits ou de légumes;								
	· la fabrication de concentrés de boissons, alcoolisées ou non;								
	· la fabrication de levures de bières;								
	· la fabrication de vinaigres.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
	unité :							
	. la fabrication de sirops pour boissons;							
	. la fabrication de boissons, de bâtonnets ou de sucettes glacés à base de jus de fruits et de produits laitiers;							
	. la fabrication de cristaux de saveur;							
	. le commerce ou la location de refroidisseurs d'eau.							
	Cette unité ne vise pas :							
	. la culture;							
	. l'apiculture.							
15050	Préparation de fruits ou de légumes; fabrication de grignotines	2,81	2,50	0,3368	0,2391	0,2425	0,9657	0,9657
	Cette unité vise :							
	. la préparation de fruits ou de légumes par des opérations telles que :							
	. la congélation;							
	. la coupe;							
	. la déshydratation;							
	. la macération;							
	. le mélange;							
	. la mise en conserve;							
	. la fabrication de grignotines telles que :							
	. bâtonnets à saveur de fromage;							
	. bretzels;							
	. croustilles;							
	. croustilles de maïs;							



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	gallettes de riz;								
.	mais éclaté.								
	Cette unité vise également :								
.	la fabrication de produits à base de fruits ou de légumes tels que :								
.	compotes;								
.	confitures;								
.	coulis;								
.	salades de fruits;								
.	la fabrication de condiments à base de fruits ou de légumes tels que :								
.	chutneys;								
.	ketchups;								
.	relishs;								
.	salsas;								
.	saucés aux prunes ou aux cerises;								
.	la fabrication de produits à base de soya tels que :								
.	desserts glacés;								
.	boissons;								
.	miso;								
.	sauce;								
.	tofu;								
.	le service d'emballage ou de classement de fruits ou de légumes;								
.	le service de conditionnement de produits alimentaires autres que liquides.								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· la fabrication d'arômes ou de colorants à base de fruits ou de légumes.								
	Cette unité ne vise pas :								
	· la culture de fruits ou de légumes;								
	· la fabrication de plats cuisinés;								
	· le rôissage de fèves de soya;								
	· la fabrication de farine de soya;								
	· la fabrication de margarine de soya;								
	· la fabrication d'huile de soya.								
15060	Fabrication de produits de pâtisserie; fabrication de produits de boulangerie; fabrication de farine; fabrication de confiseries	2,37	2,07	0,2599	0,2228	0,1986	0,9054	0,9054	0,9054
	Cette unité vise :								
	· la fabrication de produits de pâtisserie tels que :								
	· beignes;								
	· biscuits;								
	· brioches;								
	· croissants;								
	· gâteaux;								
	· tartes;								
	· la fabrication de produits de boulangerie tels que :								
	· baguels;								
	· biscottes;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	chapelure;								
.	pains;								
.	la fabrication de farine pour l'alimentation humaine;								
.	la fabrication de confiseries telles que :								
.	beurre de cacao;								
.	bonbons;								
.	chocolats;								
.	gommes à mâcher;								
.	produits du miel.								
	Cette unité vise également :								
.	la fabrication de produits de l'érable tels que :								
.	beurre;								
.	sirop;								
.	sucre;								
.	tire;								
.	le traitement du miel;								
.	la fabrication de sucre;								
.	la fabrication de sirops pour boissons telles que :								
.	boissons gazeuses;								
.	barbotines;								
.	la fabrication de cristaux de saveur;								
.	la fabrication de pâtes alimentaires;								
.	la fabrication de céréales prêtes à consommer;								
.	la fabrication de pâtes pour produits de pâtisserie ou de boulangerie;								
.	la préparation de mélanges à base de farine pour des produits tels que :								
.	biscuits;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. crêpes;</li> <li>. gâteaux;</li> <li>. muffins;</li> <li>. la fabrication de tablettes granola ou d'aliments diététiques en tablette ou en poudre.</li> </ul>								
	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de détail de plats cuisinés.</li> </ul>								
	<p>Par commerce de détail, on entend le commerce qui consiste à vendre principalement des biens à des consommateurs pour un usage personnel ou domestique.</p>								
	<p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'apiculture;</li> <li>. l'acériculture;</li> <li>. la fabrication de boissons, alcoolisées ou non;</li> <li>. la fabrication de plats cuisinés.</li> </ul>								
	<p>L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans les unités 68010 et 68020 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par ces dernières unités.</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
15070	Traitement du café; traitement du thé, d'épices, d'assaisonnements ou de fines herbes; fabrication de tisanes; rôissage de noix, d'amandes ou de légumineuses	1,86	1,58	0,2676	0,1972	0,1883	0,7611	0,7611	0,7611
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le traitement du café par des opérations telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'extraction de la caféine;</li> <li>. le mélange;</li> <li>. la mouture;</li> <li>. la torréfaction;</li> </ul> </li> <li>. le traitement du thé, d'épices, d'assaisonnements ou de fines herbes par des opérations telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. le broyage;</li> <li>. le mélange;</li> <li>. le séchage;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication de tisanes, à usage thérapeutique ou non;</li> <li>. le rôissage de noix, d'amandes ou de légumineuses.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication du malt;</li> <li>. la fabrication de beurres d'arachide;</li> <li>. la fabrication de margarines;</li> <li>. la fabrication d'huiles ou de graisses végétales;</li> <li>. la fabrication de levures;</li> <li>. la fabrication de condiments tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. mayonnaises;</li> <li>. moutardes;</li> <li>. sauces à marinier;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. sauces raifort;</li> <li>. vinaigrettes;</li> <li>. la fabrication de sauces pour pâtes alimentaires ou pour pizzas;</li> <li>. la fabrication de bases pour soupes ou pour sauces;</li> <li>. la fabrication de sauces telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. sauces barbecue;</li> <li>. sauces pour fondue;</li> <li>. sauces à crudités;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication de soupes ou de potages;</li> <li>. la fabrication de bouillons ou de consommés;</li> <li>. la préparation de mélanges pour produits alimentaires assaisonnés ou destinés à assaisonner des produits alimentaires tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. pâtes alimentaires;</li> <li>. riz;</li> <li>. pommes de terre.</li> </ul> </li> </ul>								
.	Cette unité ne vise pas :								
.	la culture.								
.	L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois la fabrication de vinaigres ou la déshydratation de fruits ou de légumes et une activité visée par la présente unité est classé dans la présente unité pour ces activités.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
15080	Traitement du lait; fabrication de produits laitiers	1,25	0,99	0,1297	0,1449	0,1359	0,4004	0,4004	0,4004
	Cette unité vise :								
	. le traitement du lait;								
	. la fabrication de produits laitiers tels que :								
	. bâtonnets ou sucettes glacés;								
	. beurre;								
	. boissons au lait;								
	. crème;								
	. crème glacée;								
	. fromage;								
	. yogourt.								
	Cette unité vise également :								
	. la fabrication de boissons, de bâtonnets ou de sucettes glacés								
	à base de jus de fruits et de produits laitiers;								
	. la fabrication de sorbets.								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	. la fabrication de margarines.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. l'élevage d'animaux;								
	. les activités visées par les unités 68010 et 68020.								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
16010	Fabrication de pneus en caoutchouc; vulcanisation de pneus en caoutchouc  Cette unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de pneus en caoutchouc;</li> <li>. la vulcanisation de pneus en caoutchouc.</li> </ul> Cette unité ne vise pas : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la pose de pneus.</li> </ul>	2,14	1,85	0,2841	0,2927	0,3538	0,8362	0,8362	0,8362
16020	Fabrication de produits en caoutchouc  Cette unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de produits en caoutchouc.</li> </ul> Cette unité vise également : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la composition du caoutchouc;</li> <li>. la pose en atelier de revêtement en caoutchouc sur des produits tels que rouleaux, réservoirs ou autres pièces industrielles ou commerciales.</li> </ul> Cette unité ne vise pas : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de vêtements en caoutchouc cousus;</li> <li>. le dégarnissage de pneus ou d'autres matières recyclables;</li> <li>. le tri de matières ou d'objets recyclables;</li> </ul>	2,36	2,06	0,2712	0,2991	0,1598	0,8582	0,8582	0,8582

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
16040	<p>. l'installation des produits fabriqués.</p> <p>Fabrication de produits en plastique</p> <p>Cette unité vise :</p> <p>. la fabrication de produits en plastique.</p> <p>Cette unité vise également :</p> <p>. la fabrication de produits en plastique renforcé lorsque l'employeur n'effectue pas le renforcement du plastique;</p> <p>. la fabrication de sacs en plastique lorsque l'employeur effectue la fabrication de la pellicule en plastique;</p> <p>. la fabrication de produits en marbre synthétique;</p> <p>. la fabrication de produits en résine expansée;</p> <p>. la composition de plastique.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <p>. la fabrication de vêtements en plastique cousus;</p> <p>. le tri de matières ou d'objets recyclables;</p> <p>. la fabrication de sacs tissés ou cousus en plastique;</p> <p>. l'installation des produits fabriqués.</p>	2,23	1,94	0,2665	0,2375	0,2308	0,7839	0,7839	0,7839
16050	<p>Fabrication de produits en plastique renforcé</p> <p>Cette unité vise :</p> <p>. la fabrication de produits en plastique combinée au</p>	2,83	2,52	0,3251	0,2669	0,3045	1,1048	1,1048	1,1048

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	renforcement du plastique à l'aide de matériaux tels que verre, carbone, amiante, jute, coton ou kevlar sous forme de fibre, filament ou treillis.								
	Cette unité vise également :								
	· la fabrication hors chantier naval d'embarcations à coques en plastique renforcé telles que kayaks, yachts, voiliers ou canots;								
	· la réparation, à l'exclusion de la réparation mécanique, de produits visés par la présente unité.								
	Cette unité ne vise pas :								
	· l'installation des produits fabriqués.								
16070	Fabrication de produits de soins et d'hygiène corporelle; fabrication de médicaments	1,27	1,01	0,1286	0,1001	0,1033	0,3882	0,3882	0,3882
	Cette unité vise :								
	· la fabrication de produits de soins et d'hygiène corporelle, à usage humain ou animal, tels que savons, cosmétiques, parfums, lotions, dentifrices ou produits capillaires;								
	· la fabrication de médicaments sous ordonnance ou en vente libre, à usage humain ou animal, tels qu'analgésiques, anesthésiques, antibiotiques, anti-inflammatoires, antiseptiques ou hormones.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau				
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	. la fabrication de vaccins;								
	. la fabrication de produits diagnostiques médicaux;								
	. la fabrication de produits de santé naturels tels que vitamines ou minéraux alimentaires;								
	. la fabrication de remèdes homéopathiques;								
	. la fabrication d'huiles essentielles;								
	. le conditionnement ou l'embouteillage des produits visés dans la présente unité;								
	. la fabrication d'additifs alimentaires tels qu'arômes, colorants ou agents de conservation;								
	. la fabrication de produits du tabac.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. la fabrication de produits de soins et d'hygiène corporelle en matière textile;								
	. la fabrication d'aliments fonctionnels tels que boissons de soya ou margarines enrichies de phytostérols;								
	. la cueillette des matières premières qui servent à la fabrication des produits visés par la présente unité;								
	. l'élevage d'espèces animales ou la culture d'espèces végétales qui servent à la fabrication de produits visés par la présente unité.								
16080	Fabrication de produits de nettoyage ou d'entretien; fabrication d'adhésifs; fabrication d'encre; fabrication de produits de revêtement; fabrication d'engrais	1,74	1,47	0,1556	0,1406	0,1184	0,5397	0,5397	0,5397

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise :								
.	la fabrication de produits de nettoyage ou d'entretien, domestiques ou industriels, tels que nettoyeurs, décapants, désinfectants, poudres pour lessive ou assouplisseurs de tissus;								
.	la fabrication d'adhésifs;								
.	la fabrication d'encre;								
.	la fabrication de produits de revêtement tels que peintures, vernis, teintures ou laques;								
.	la fabrication d'engrais.								
	Cette unité vise également :								
.	la fabrication de peintures pour artiste;								
.	la fabrication de composants de produits de revêtement tels que diluants, siccatifs ou liants;								
.	la fabrication de produits de calfeutrage tels que mastics, enduits ou bouche-pores;								
.	la fabrication de produits pour les véhicules automobiles ou pour la machinerie industrielle, tels que graisses lubrifiantes, huiles lubrifiantes, lave-glace, antigel ou fluide de coupe;								
.	la fabrication de produits à base de tourbe ou de compost;								
.	la fabrication de produits antiparasitaires tels que pesticides, insecticides, fongicides ou rodenticides;								
.	la fabrication de chandelles ou de bougies;								
.	le recyclage de cartouches d'encre;								
.	le conditionnement ou l'embouteillage des produits visés dans la présente unité.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la cueillette de matières premières qui servent à la fabrication des produits visés par la présente unité;</li> <li>· le service d'enlèvement de matières compostables.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois la fabrication et le traitement d'huiles ou de graisses lubrifiantes est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>								
16090	<p>Fabrication de résines synthétiques; raffinage de pétrole brut; fabrication de produits pétrochimiques; fabrication de produits chimiques; fabrication de munitions; fabrication d'explosifs</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de résines synthétiques telles que résines de mélamine, de polypropylène, d'urée-formaldéhyde ou de polyéthylène à partir de matières premières gazeuses ou liquides qui ne proviennent pas de matière récupérée;</li> <li>· le raffinage de pétrole brut;</li> <li>· la fabrication de produits pétrochimiques tels qu'éthylène, propylène, benzène, toluène ou xylène;</li> <li>· la fabrication de produits chimiques tels que chlorate de sodium, peroxyde d'hydrogène, chlorure ferrique, huile de naphthalène, styrène, catalyseurs, sels d'iode ou plastifiant, à l'aide de procédés tels que le craquage, l'électrolyse ou la distillation;</li> <li>· la fabrication de munitions;</li> <li>· la fabrication d'explosifs.</li> </ul>	1,02	0,76	0,0790	0,0717	0,0842	0,2284	0,2284	0,2284

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de pigments synthétiques;</li> <li>. la fabrication d'alcalis tels que potasse, ammoniac ou soude caustique;</li> <li>. la fabrication d'halogènes tels que fluor, chlore, brome ou iode;</li> <li>. la fabrication d'acides tels qu'acide sulfurique, chlorhydrique ou nitrique;</li> <li>. la fabrication de mousse plastique soufflée;</li> <li>. la fabrication de gaz tels que gaz carbonique, hydrogène, oxygène, azote ou argon;</li> <li>. l'embouteillage de gaz tels que gaz carbonique, hydrogène, oxygène, azote ou argon;</li> <li>. la composition de mousse de polyuréthane;</li> <li>. la fabrication de dispositifs permettant l'utilisation d'explosifs tels que des mèches ou des détonateurs;</li> <li>. la fabrication de pièces pyrotechniques telles que des fusées de signalisation ou des feux d'artifices;</li> <li>. la fabrication de poudre propulsive pour coussins gonflables;</li> <li>. la présentation de spectacles pyrotechniques.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication, sur le chantier ou à pied d'œuvre, d'explosifs ou de dispositifs permettant l'utilisation d'explosifs lorsque réalisée dans le cadre de travaux visés par l'unité 80040.</li> </ul>								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau			
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
17010	Fabrication de fils; fabrication de tissus tissés, tricotés ou aiguilletés; finition de fils, de tissus ou de vêtements	2,43	2,13	0,2815	0,1896	0,1915	0,9092	0,9092	0,9092
	Cette unité vise :								
	. la fabrication de fils composés de fibres;								
	. la fabrication de tissus tissés, tricotés ou aiguilletés;								
	. la finition de fils composés de fibres telle que teinture ou encollage;								
	. la finition de tissus telle que teinture, calandrage, décatissage ou flocage;								
	. la finition de vêtements telle que teinture ou délavage.								
	Cette unité vise également :								
	. la fabrication de tapis en matières textiles;								
	. le tordage, le retordage ou le bobinage de fils composés de fibres;								
	. la texturation de fils composés de fibres telle que la torsion, l'écrasement ou la compression;								
	. la fabrication de cordes ou de ficelles;								
	. la fabrication de feutre tissé ou aiguilleté;								
	. la fabrication de perruques ou de postiches;								
	. la fabrication de rubans, bandes élastiques, dentelles, cordons, lacets ou courroies-sangles par tissage, tressage ou tricotage;								
	. la fabrication de pièces de vêtements tricotées telles que manches, cols ou poignets, ne nécessitant pas d'activités de couture;								
	. la fabrication de boyaux à incendie;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	la fabrication de filets en matières textiles par tressage, tricotage ou nouage;								
.	la broderie de tissus;								
.	le revêtement ou l'enduction de tissus avec des matières telles que polyuréthane, éthylène-acétate, plastique, colle, uréthane ou vinyle;								
.	la teinture du cuir ou de la fourrure;								
.	la fabrication de soie dentaire à partir de fils en matières textiles.								
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la découpe et le galonnage de tapis en carpettes ou en paillasons;</li> <li>. la fabrication d'accessoires de décoration et d'ameublement en matières textiles de type coupé-cousu;</li> <li>. la fabrication par extrusion de fibres ou de fils synthétiques;</li> <li>. l'impression sur tissus ou sur vêtements.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de fibres minérales;</li> <li>. l'exploitation d'une buanderie;</li> <li>. le service d'inspection de vêtements incluant les activités de coupe de fils, de couture d'étiquettes ou de pose de boutons.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois la fabrication d'écussons ou de</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
17030	pièces décoratives brodées et de la broderie de tissus est classé dans la présente unité pour ces activités. Fabrication de vêtements; fabrication de chaussures; exploitation d'une cordonnerie; fabrication d'articles en cuir ou en imitation de cuir	1,30	1,04	0,1232	0,1078	0,1037	0,4962	0,4962	0,4962
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de vêtements de type coupé-cousu ou tricotés;</li> <li>. la fabrication de chaussures de type coupé-cousu telles que bottes, souliers, pantoufles ou mocassins;</li> <li>. l'exploitation d'une cordonnerie incluant la réparation et la teinture d'articles en cuir ou en imitation de cuir;</li> <li>. la fabrication d'articles en cuir ou en imitation de cuir.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication d'échantillons de vêtements;</li> <li>. la fabrication de pièces de vêtements tricotées telles que manches, cols ou poignets, si elle nécessite des activités de couture;</li> <li>. la fabrication d'articles tricotés tels que sacs ou étuis;</li> <li>. le remodelage de vêtements ou d'articles en fourrure;</li> <li>. le service de coupe ou de tailage de tissus en vue de la fabrication de vêtements;</li> <li>. le service de retouches ou de réparations de vêtements;</li> <li>. le service d'inspection de vêtements incluant les activités de coupe de fils, de couture d'étiquettes ou de pose de boutons;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de bagages ou de maroquinerie de type coupé-cousu en matières textiles, en cuir ou en imitation de cuir tels que valises, sacs à dos, sacs à main, portefeuilles ou étuis;</li> <li>. la fabrication de patins, de type coupé-cousu, à lame ou à roulettes;</li> <li>. la fabrication d'équipements de protection corporelle en cuir, en imitation de cuir ou en matières textiles tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. gilets de sauvetage;</li> <li>. gilets pare-balles;</li> <li>. coudières, épaulières, jambières, genouillères;</li> <li>. protège-gorge;</li> <li>. culottes de hockey;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication ou la réparation de prothèses ou d'orthèses.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la broderie sur les produits fabriqués;</li> <li>. la finition des produits fabriqués;</li> <li>. la fabrication de pièces afférentes pour chaussures telles que semelles, œillets ou doublures;</li> <li>. la fabrication de sacs en toile ou en matières textiles de type coupé-cousu.</li> </ul> <p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de la fabrication de chaussures de type coupé-cousu :</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de produits en caoutchouc ou en plastique par moulage.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exploitation d'une cordonnerie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'aiguillage de patins, de couteaux ou d'outils;</li> <li>. la réparation d'articles en toile de type coupé-cousu.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de béquilles.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois la réparation de vêtements et la fabrication d'accessoires de décoration et d'ameublement en matières textiles visée par l'unité 17040 est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>	2,50	2,20	0,2684	0,2343	0,1412	0,9467	0,9467	0,9467
17040	<p>Fabrication ou réparation d'articles en toile; fabrication d'accessoires de décoration et d'ameublement en matières textiles</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication ou la réparation d'articles en toile de type coupé-cousu tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. voiles pour bateaux;</li> <li>. toiles pour abris, auvents ou parasols;</li> <li>. dômes pour fosses à purin;</li> <li>. bâches;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. jouets gonflables;</li> <li>. la fabrication d'accessoires de décoration et d'ameublement en matières textiles de type coupé-cousu tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. coussins;</li> <li>. oreillers;</li> <li>. draperie;</li> <li>. literie;</li> <li>. rideaux;</li> <li>. serviettes.</li> </ul> </li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de filtres en matières textiles de type coupé-cousu;</li> <li>. la fabrication de jouets en tissus tels que poupées, oursours ou balles;</li> <li>. la fabrication de couches ou de chiffons en tissus;</li> <li>. la fabrication de sacs en toile ou en matières textiles de type coupé-cousu;</li> <li>. la fabrication de fermetures à glissière sur support en matières textiles;</li> <li>. la découpe et le galonnage de tapis en carpettes ou en paillasons.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la broderie sur les produits fabriqués;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la finition des produits fabriqués.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de cadrage pour les filtres;</li> <li>. la fabrication des structures métalliques des produits visés par la présente unité;</li> <li>. l'installation des produits fabriqués lorsqu'elle est visée par les unités 54080 ou 80150.</li> </ul>								
18010	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Fabrication de portes et de fenêtres, en bois ou en plastique</li> </ul> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de portes et de fenêtres, en bois ou en plastique.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de portes et de fenêtres, en bois ou en plastique, recouvertes de matériaux tels que bois, métal ou plastique;</li> <li>. la fabrication de fenêtres hybrides en matériaux tels que bois, métal ou plastique;</li> <li>. la fabrication de portes de garage en bois;</li> <li>. la fabrication de portes en métal lorsqu'elle est effectuée dans le même bâtiment que les portes et fenêtres visées par la présente unité;</li> <li>. la fabrication et l'assemblage de stores.</li> </ul>	2,47	2,17	0,3125	0,3076	0,3187	0,9939	0,9939	0,9939



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication des produits suivants, ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre, lorsqu'ils sont en bois : seuils, cadres, moulures ou garnitures de portes et de fenêtres;</li> <li>· la coupe du verre;</li> <li>· le séchage du bois.</li> </ul> <p>Cette unité vise également la fabrication d'unités de verre scellé destinées à être intégrées aux portes et fenêtres lorsque leur fabrication est effectuée dans le bâtiment où est effectuée la fabrication de ces portes et fenêtres.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication par moulage de formes telles que profilés;</li> <li>· l'installation des produits fabriqués.</li> </ul>								
18020	<p>Fabrication de panneaux de bois massif; fabrication de planchers de bois; fabrication de moulures en bois; fabrication de composants de meubles en bois; fabrication de composants d'escaliers en bois; fabrication de portes d'armoires en bois</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de panneaux de bois massif;</li> <li>· la fabrication de planchers de bois;</li> </ul>	3,41	3,08	0,4311	0,3781	0,3503	1,2190	1,2190	1,2190

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de moulures en bois;</li> <li>. la fabrication de composants de meubles en bois;</li> <li>. la fabrication de composants d'escaliers en bois;</li> <li>. la fabrication de portes d'armoires en bois.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication des produits suivants ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre lorsqu'ils sont en bois : seuils, cadres, moulures ou garnitures de portes et de fenêtres;</li> <li>. la fabrication de produits en bois par tournage, jointage, aboutage, pliage ou cintrage sauf si la fabrication de ce produit est visée par une autre unité.</li> </ul>								
	Cette unité vise également le séchage du bois lorsqu'il est effectué par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité.								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation des produits fabriqués.</li> </ul>								
18030	Fabrication en usine ou en atelier de bâtiments à charpente en bois; fabrication en usine ou en atelier de maisons mobiles ou de roulottes de chantier à charpente en bois; fabrication en usine ou en atelier de panneaux de maisons à charpente en bois	5,46	5,06	0,5937	0,5076	0,6856	2,2695	2,2695	2,2695
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication en usine ou en atelier de bâtiments à charpente</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· en bois tels que maisons, chalets, remises ou garages;</li> <li>· la fabrication en usine ou en atelier de maisons mobiles ou de roulottes de chantier à charpente en bois;</li> <li>· la fabrication en usine ou en atelier de panneaux de maisons à charpente en bois.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication en usine ou en atelier de pavillons de jardin à charpente en bois.</li> </ul> <p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le séchage du bois.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'installation des produits fabriqués.</li> </ul> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans l'unité d'exception 90010.</b></p>								
18040	Fabrication de cercueils en bois; fabrication ou restauration d'instruments de musique à structure de bois; fabrication de meubles, d'armoires, de comptoirs ou d'ameublement intégré en bois ou à structure de bois dans un atelier d'ébénisterie	2,57	2,27	0,2725	0,2738	0,2563	0,9594	0,9594	0,9594

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau				
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de cercueils en bois;</li> <li>. la fabrication ou la restauration d'instruments de musique à structure de bois tels que pianos, orgues, guitares, tambours ou flûtes;</li> <li>. la fabrication de meubles, d'armoires, de comptoirs ou d'ameublement intégré en bois ou à structure de bois dans un atelier d'ébénisterie où l'organisation du travail n'est pas standardisée et où la production est faite à petite échelle par des travailleurs qui ne sont pas affectés spécifiquement à un poste de travail.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de tables de jeux à structure de bois telles que tables de billard, tables de mississippi ou tables à cartes;</li> <li>. la fabrication de produits en bois ou à structure de bois nécessitant des opérations d'assemblage tels que boîtes à bijoux, boîtes aux lettres, cadres, jouets, mangeoires pour oiseaux, bâtons de hockey, planches à neige, raquettes, skis ou trophées;</li> <li>. l'exploitation d'un atelier de rembourrage;</li> <li>. l'exploitation d'un atelier de décapage ou de restauration de meubles;</li> <li>. l'application en usine ou en atelier de produits tels que peinture, teinture ou vernis, sur du bois ou des produits en bois;</li> <li>. la fabrication ou la réparation, à l'exclusion de la réparation mécanique, d'embarcations en bois telles que canots ou</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>chaloupes;</li> <li>la fabrication de quais à structure de bois;</li> <li>la fabrication de meubles de jardin en bois ou à structure de bois tels que balançoires, bancs ou tables de pique-nique.</li> </ul> <p>Cette unité vise également le séchage du bois lorsqu'il est effectué par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le service d'encadrement;</li> <li>l'installation des produits fabriqués.</li> </ul>								
18050	<p>Fabrication de meubles ou d'armoires à structure en métal; fabrication de cercueils en métal; fabrication hors chantier naval d'embarcations en métal</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la fabrication de meubles ou d'armoires à structure en métal;</li> <li>la fabrication de cercueils en métal;</li> <li>la fabrication hors chantier naval d'embarcations en métal telles que canots, pédalos, pontons de plaisance, voiliers ou yachts.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la fabrication de comptoirs en métal;</li> <li>la fabrication de cloisons de bureau à structure en métal;</li> </ul>	2,20	1,91	0,2360	0,2051	0,1856	0,7785	0,7785	0,7785

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
.	la fabrication de tables de jeux à structure en métal telles que tables de tennis de table ou tables à cartes;							
.	la fabrication de cadres en métal;							
.	la fabrication de quais à structure en métal;							
.	la fabrication de passerelles de marina ou d'embarquement en métal pour bateaux;							
.	la fabrication de civières en métal;							
.	la fabrication de présentoirs en métal;							
.	la fabrication d'espaces de rangement en métal tels que casiers, classeurs, étagères, coffres à outils ou coffrets de sûreté;							
.	la fabrication de boîtes ou de casiers postaux en métal;							
.	la fabrication de bicyclettes;							
.	la fabrication de fauteuils roulants;							
.	la fabrication de raquettes à neige à base de métal;							
.	la fabrication d'équipements de loisir à structure de métal pour garderies ou terrains de jeux tels que balançoires, glissoires, blocs psychomoteurs;							
.	la fabrication d'équipements de conditionnement physique à structure de métal.							
	Cette unité ne vise pas :							
.	la fabrication en fonderie de produits visés par la présente unité;							
.	la fabrication de meubles en fer forgé;							
.	le service d'encadrement;							
.	l'installation des produits fabriqués.							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
18060	Fabrication d'armoires à structure de bois destinées à être fixées à une construction; fabrication de comptoirs à structure de bois; fabrication d'ameublement intégré à structure de bois	2,90	2,59	0,2856	0,2596	0,2775	1,1072	1,1072	1,1072
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication d'armoires à structure de bois destinées à être fixées à une construction telles qu'armoires de cuisine, armoires de salle de bain, armoires de rangement;</li> <li>· la fabrication de comptoirs à structure de bois;</li> <li>· la fabrication d'ameublement intégré à structure de bois.</li> </ul>								
	Par ameublement intégré, on entend un ensemble de produits généralement installés à demeure et agencés pour s'intégrer ou pour créer un décor tels qu'armoires, comptoirs, meubles de rangement ou présentoirs, ainsi que les moulures ou autres éléments décoratifs en bois qui les accompagnent.								
	L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et la fabrication de meubles en bois ou à structure de bois est classé dans la présente unité pour ces activités.								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'installation des produits fabriqués.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
18070	Fabrication en série de meubles ou de bâtis de meubles en bois ou à structure de bois; fabrication de matelas ou de sommiers  Cette unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication en série de meubles ou de bâtis de meubles en bois ou à structure de bois;</li> <li>. la fabrication de matelas ou de sommiers.</li> </ul>	2,12	1,83	0,2817	0,1520	0,1991	0,8112	0,8112	0,8112
19010	Fabrication, installation d'enseignes commerciales ou de stands d'exposition  Cette unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication ou l'installation d'enseignes commerciales;</li> <li>. la fabrication ou l'installation de stands d'exposition.</li> </ul> Cette unité vise également : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication ou l'installation de panneaux-réclames;</li> <li>. l'installation d'affiches sur panneaux-réclames;</li> <li>. la fabrication ou l'installation permanente de panneaux de signalisation routière;</li> <li>. la fabrication ou l'installation de décors;</li> <li>. la fabrication de chars allégoriques;</li> <li>. l'aménagement de bureaux, y compris l'assemblage de mobilier de bureau.</li> </ul> Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de	3,67	3,33	0,3147	0,2204	0,2818	1,3234	1,3234	1,3234



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité:								
	. le lettrage sur véhicules automobiles;								
	. la fabrication ou l'installation d'auvents;								
	. la fabrication ou l'installation de panneaux d'affichage électronique;								
	. la fabrication de présentoirs ou d'étalages;								
	. la fabrication d'accessoires publicitaires;								
	. l'impression sur banderoles, affiches et posters;								
	. la fabrication de panneaux de signalisation intérieure.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. le déplacement de mobilier institutionnel ou commercial, y compris le démontage ou le remontage de ce mobilier.								
26050	Impression; reprographie; reliure; fabrication de fournitures de bureau en papier ou en carton	1,46	1,19	0,1451	0,1214	0,1192	0,4664	0,4664	0,4664
	Cette unité vise :								
	. l'impression, artisanale ou commerciale, par tous les types de procédés, tels que offset, numérique, sérigraphie, flexographie, à jet d'encre, lithographie, héliogravure, rotogravure ou estampage à chaud et sur tout support, notamment le papier, le carton, le plastique ou les ballons;								
	. la reprographie;								
	. la reliure, artisanale ou commerciale, et les autres opérations de finition telles que dorure ou embossage;								
	. la fabrication de fournitures de bureau, en papier ou en								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	carton, telles que calepins, tablettes à écrire, formulaires, chemises, livrets de commande, cartes d'index, étiquettes, enveloppes, formulés en continu, cahiers d'exercice, rouleaux de papier imprimés pour caisse enregistreuse, séparateurs de feuillets mobiles, agendas ou feuilles de cahier à anneaux.								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de reliures à anneaux ou d'albums photos en carton ou en carton recouvert de vinyle;</li> <li>· l'assemblage de catalogues d'échantillons tels que papier peint, tapis ou nuancier de cheveux ou de peinture;</li> <li>· la restauration de livres;</li> <li>· la fabrication de boîtes pliantes en carton non ondulé;</li> <li>· la transformation de papier en papier d'emballage-cadeau ou en papier peint;</li> <li>· la fabrication d'articles en broderie tels qu'écussons et pièces décoratives;</li> <li>· la broderie sur vêtements;</li> <li>· la duplication de CD ou de DVD;</li> <li>· le laminage de documents;</li> <li>· la fabrication de tampon en caoutchouc pour le bureau;</li> <li>· les services de préparation d'envois postaux;</li> <li>· le service d'encartage;</li> <li>· l'ensachage de documents publicitaires;</li> <li>· la fabrication de sacs en plastique lorsque l'employeur n'effectue pas la fabrication de la pellicule en plastique.</li> </ul>								

Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· la conception graphique lorsque cet employeur n'édite pas le produit imprimé;								
	· le service de préparation de plaques pour l'impression.								
	Cette unité ne vise pas :								
	· la fabrication de sacs tissés ou cousus en plastique;								
	· l'impression effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de la fabrication d'un produit visée par une autre unité.								
34010	Scierie; séchage du bois; traitement du bois	3,29	2,96	0,3520	0,3482	0,3079	1,1621	1,1621	1,1621
	Cette unité vise :								
	· l'opération d'une scierie fixe ou mobile;								
	· le séchage du bois;								
	· le traitement du bois, sous pression ou non, à l'aide de substances chimiques telles que le pentachlorophénol (PCP), la créosote, le chrome-cuivre-arsenic (CCA) ou l'ammoniaque-cuivre-arsenic (ACA).								
	Cette unité vise également :								
	· la fabrication de maisons pièces sur pièces, en bois rond ou équarri, ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de bardeaux, de lattes ou de panneaux de contre-plaqué;</li> <li>. la fabrication de placage de bois par tranchage ou déroulage;</li> <li>. la fabrication de copeaux de bois hors forêt;</li> <li>. le service de rabotage du bois ou de coupe de pièces de bois;</li> <li>. l'application en usine ou en atelier de produits tels que peinture, teinture ou vernis, sur du bois ou des produits en bois lorsque l'employeur effectue le traitement du bois, sous pression ou non.</li> </ul>								
	L'employeur qui fait le commerce du bois dont il effectue également le séchage est classé dans la présente unité pour le commerce de ce bois.								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 34410, 90010 et 90020.</b>								
34030	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Fabrication ou assemblage de palettes ou de contenants en bois servant à la manutention ou au transport de marchandises;</li> <li>. fabrication de clôtures en bois; fabrication de fermes de toit, de poutrelles ou de chevrons en bois</li> </ul> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication ou l'assemblage de palettes ou de contenants en bois servant à la manutention ou au transport de marchandises;</li> <li>. la fabrication de clôtures en bois;</li> <li>. la fabrication de fermes de toit, de poutrelles ou de chevrons en bois.</li> </ul>	4,03	3,68	0,4825	0,4088	0,3522	1,3279	1,3279	1,3279

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de composants de palettes, de contenants ou de clôtures en bois;</li> <li>· la réparation ou le recyclage de palettes ou de contenants en bois;</li> <li>· la fabrication de dévidoirs en bois;</li> <li>· la fabrication de piscines en bois;</li> <li>· la fabrication en usine ou en atelier de panneaux de maisons à charpente en bois lorsque l'employeur effectue la fabrication de fermes de toit, de poutrelles ou de chevrons en bois.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'installation des produits fabriqués.</li> </ul>								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 34410, 90010 et 90020.</b>								
34200	Fabrication de pâte à papier; fabrication de papier et de carton; fabrication de panneaux de fibre de bois	1,53	1,26	0,1338	0,1086	0,0844	0,4271	0,4271	0,4271
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de la pâte à papier;</li> <li>· la fabrication de papier, de carton ou de papier feutre;</li> <li>· la fabrication de panneaux de fibre de bois.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de mandrins pour rouleaux de papier pour ses propres fins;</li> <li>. la production d'électricité pour ses propres fins;</li> <li>. la fabrication de produits chimiques pour ses propres fins.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le débobinage et le rebobinage du papier et du carton.</li> </ul>								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 34410, 90010 et 90020.</b>								
34210	Transformation du papier et du carton; traitement du papier et du carton; fabrication de panneaux de particules agglomérées; revêtement de panneaux	1,96	1,68	0,2489	0,1951	0,1820	0,6547	0,6547	0,6547
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la transformation du papier ou du carton en produits tels que papier hygiénique, essuie-tout, assiettes, serviettes de table, mouchoirs, couches, verres, pailles, tubes, mandrins, papier à cigarette, papier médical, sacs, papier sablé, stratifié, isolants en fibre cellulosique, produits d'emballage ou opercules;</li> <li>. le débobinage et le rebobinage du papier et du carton;</li> <li>. la taille du papier ou du carton en feuilles;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux			Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	Taux	2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	l'ondulation du carton;									
.	la transformation de carton ondulé en produits tels que présentoirs, coins protecteurs, séparateurs ou boîtes;									
.	la transformation de stratifié en tout type de produits;									
.	le traitement du papier ou du carton par l'application de produits tels que résine mélaminique, paraffine, cire ou silicone ou par superposition de feuilles de matériaux tels que le plastique, l'aluminium, le papier ou le carton;									
.	la transformation de papier feutre en produits tels que papier saturé d'asphalte ou bardeaux d'asphalte;									
.	la transformation de panneaux de fibre de bois en produits tels que panneaux isolants ou tuiles acoustiques ou décoratives;									
.	l'imprégnation de membranes avec un enduit;									
.	la fabrication de panneaux de particules agglomérées tels que panneaux de particules de bois, panneaux de gaufres ou panneaux de particules orientées;									
.	le revêtement de panneaux avec des matériaux ou produits tels que plastique, thermoplastique, mélamine, stratifié ou peinture;									
.	l'impression de panneaux.									
	Cette unité vise également :									
.	le découpage de plus d'une des matières premières suivantes :									
.	le caoutchouc;									
.	le liège;									
.	le papier;									
.	le plastique;									

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le carton;</li> <li>. le feutre;</li> <li>. la fabrication de rubans adhésifs;</li> <li>. la fabrication de planchers de bois flottant;</li> <li>. la fabrication de dessus de comptoir en stratifié;</li> <li>. la fabrication de granules ou de bûchettes de brin de seie;</li> <li>. la fabrication de ouate pour soins et hygiène corporelle, de cotons-tiges, de tampons démaquillants, de compresses d'allaitement, de serpentins pharmaceutiques, de diachylons et de tampons ou de serviettes hygiéniques.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de papier peint;</li> <li>. la fabrication de boîtes pliantes en carton non ondulé;</li> <li>. l'installation des produits fabriqués.</li> </ul>								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 34410, 90010 et 90020.</b>								
Unité d'exception 34410	Transport	3,24	2,92	0,2391	0,2783	0,2604	0,8593	0,8593	0,8593
	Cette unité vise l'employeur qui utilise les services de travailleurs qui effectuent, à titre de camionneur, du transport d'écorce, de copeaux, de billes de bois, de bois en longueur, de bois d'œuvre, de gravier, de papier ou d'autres matériaux similaires.								
	Cette unité vise également le chargement du bois effectué par le camionneur lorsqu'il l'effectue dans le cadre de ses activités de								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
35010	<p>Fabrication de produits en pierre de taille transport.</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de produits en pierre de taille tels que monuments funéraires, meubles, dalles ou bordures de rues.</li> </ul> <p>On entend par pierre de taille des pierres telles que granit, marbre ou ardoise.</p> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la coupe, le meulage, le façonnage ou la finition de pierre de taille.</li> </ul> <p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la gravure sur pierre.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'installation visée par les unités 80030 à 80250.</li> </ul>	2,77	2,46	0,3226	0,2409	0,2367	1,1135	1,1135

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
35020	Fabrication de béton préparé; fabrication d'asphalte	3,72	3,38	0,3535	0,3157	0,2420	1,3161	1,3161
	Cette unité vise :							
	· l'opération d'une usine fixe ou mobile de fabrication de béton préparé;							
	· l'opération d'une usine fixe ou mobile de fabrication d'asphalte.							
	Cette unité vise également :							
	· la livraison du béton préparé;							
	· le mélange et l'ensachage de ciment-sable, d'asphalte froid ou de béton sec;							
	· la fabrication de produits réfractaires monolithiques.							
	Cette unité ne vise pas :							
	· le pompage de béton;							
	· l'exploitation d'une carrière;							
	· les travaux de ciment, de bétonnage, de pavage ainsi que l'installation des produits fabriqués.							
35030	Fabrication de produits en béton	2,73	2,42	0,4011	0,3297	0,3275	1,1159	1,1159
	Cette unité vise :							
	· la fabrication de produits en béton, quelle que soit sa composition, tels que tuyaux, briques ou blocs;							
	· la fabrication d'éléments de structure ou d'architecture en							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	béton.								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· la fabrication de béton préparé.								
	Cette unité ne vise pas :								
	· l'installation des produits fabriqués.								
35040	Transformation et finition du verre	2,14	1,85	0,3237	0,2251	0,2350	0,9546	0,9546	0,9546
	Cette unité vise :								
	· la transformation du verre plat notamment en verre trempé, courbé ou laminé;								
	· la fabrication de produits en verre taillé tels qu'aquariums, portes en verre sans cadrage ou tables;								
	· la fabrication de produits en verre décoratif;								
	· la fabrication de vitraux;								
	· la fabrication de miroirs;								
	· le travail du verre ou des miroirs tel que la taille, le polissage, le biseautage, le perçage, le gravage, le sablage ou la gravure;								
	· la fabrication d'unités de verre scellé.								
	Cette unité vise également :								
	· la fabrication de verre soufflé à la canne.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la sérigraphie sur verre.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'installation visée par les unités 80110 ou 80150;</li> <li>· la récupération et le recyclage du verre.</li> </ul>								
35050	<p>Fabrication de produits à base d'argile; fabrication du verre; fabrication de ciment; fabrication de chaux; fabrication de produits réfractaires; fabrication de panneaux de gypse</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de produits tels que la poterie, les appareils sanitaires, les tuiles, les articles de table, ou les isolateurs électriques à base d'argile ou de matériaux similaires tels que porcelaine, terre cuite, céramique ou faïence;</li> <li>· la fabrication du verre tel que verre plat, verre creux ou microbilles de verre à partir de sable de silice ou de verre recyclé;</li> <li>· la fabrication de ciment;</li> <li>· la fabrication de chaux;</li> <li>· la fabrication de produits réfractaires tels que briques, tuiles ou blocs;</li> <li>· la fabrication de panneaux de gypse.</li> </ul>	1,78	1,50	0,1602	0,1446	0,1564	0,5007	0,5007	0,5007

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de charbon de bois ou de charbon activé;</li> <li>. la fabrication d'olivines synthétiques;</li> <li>. la fabrication de perlite expansée ou de vermiculite exfoliée;</li> <li>. la fabrication de poudre de mica;</li> <li>. la fabrication de meules en abrasifs agglomérés;</li> <li>. la fabrication de fibre minérale telle que fibre de verre ou fibre de roche;</li> <li>. la fabrication de produits en plâtre.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de produits réfractaires monolithiques;</li> <li>. la transformation de fibres minérales en produits tels qu'isolant en vrac ou matelas;</li> <li>. la fabrication de pâte à joints.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de béton préparé;</li> <li>. la fabrication de pierre à chaux agricole;</li> <li>. l'exploitation de cafés-poteries;</li> <li>. l'exploitation d'une carrière;</li> <li>. la fabrication de fils et tissus en fibre minérale;</li> <li>. l'installation des produits fabriqués.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
36050	Fabrication de produits métalliques par découpage, par pliage, par usinage ou par forgeage; fabrication d'éléments de charpentes métalliques; fabrication de métaux ouvrés ou de produits en fer ornemental; exploitation d'un atelier fixe de soudure; fabrication d'échafaudages	2,39	2,09	0,2854	0,2390	0,2160	0,8078	0,8078	0,8078
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· le travail du métal, autre qu'en fil ou en tige, par procédés mécaniques tels que le découpage, le pliage, le cintrage et le roulage pour fabriquer des produits autres que des machines ou des équipements;</li> <li>· l'utilisation de matrices pour transformer une pièce de métal, notamment pour l'allonger, l'écraser ou la percer;</li> <li>· le forgeage assisté à chaud de pièces de métal autres que des machines ou des équipements;</li> <li>· la fabrication par usinage de pièces de métal autres que des machines ou des équipements;</li> <li>· la fabrication d'éléments de charpentes métalliques, à partir de plaques et profilés d'acier de structure qui ne sont pas fabriqués par l'employeur;</li> <li>· la fabrication de sections autoportantes de bâtiments en acier et l'assemblage de ces dernières en atelier;</li> <li>· la fabrication de produits en fer ornemental;</li> <li>· la fabrication de métaux ouvrés tels que des escaliers, des rampes, des balcons, des garde-corps ou des passerelles;</li> <li>· l'exploitation d'un atelier fixe de soudure incluant l'assemblage de pièces de métal par soudure pour fabriquer des produits autres que des machines ou des équipements;</li> <li>· la fabrication d'échafaudages.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
	Cette unité vise également :							
	la fabrication de vis, d'écrous, de boulons et de rivets;							
	la fabrication de produits en poudre métallique incluant les opérations de frittage;							
	la fabrication par usinage de pièces d'aéronefs;							
	la fabrication et la remise à neuf de vérins;							
	la fabrication de moules et de matrices industriels par usinage;							
	la fabrication de roulements à billes, à rouleaux et à aiguilles;							
	la remise à neuf de pièces pour véhicules automobiles telles que freins, transmissions ou pièces de direction lorsque celles-ci ne sont pas démontées ou montées sur le véhicule par les mêmes travailleurs, notamment par les opérations suivantes :							
	le démontage de pièces usagées et leur remise à neuf, notamment par usinage;							
	l'assemblage des composantes pour obtenir une pièce réusinée;							
	la remise à neuf de moteurs diesels ou de moteurs de véhicules automobiles lorsque ceux-ci ne sont pas démontés ou montés sur le véhicule par les mêmes travailleurs;							
	la fabrication de freins et de leurs composantes;							
	la fabrication d'outils à main non mécanisés, l'affûtage d'outils;							
	le reconditionnement par métallisation au pistolet;							
	la fabrication par usinage de pièces de plastique autres que des machines ou des équipements;							
	la fabrication de parties de silos en métal;							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	le forgeage artisanal;								
.	la soudure aluminothermique;								
.	la fabrication de ressorts à lames;								
.	la fabrication de lampadaires en métal avec ou sans assemblage de composants;								
.	la fabrication de parties de navires, de bateaux et de barges en métal ailleurs que dans un chantier naval.								
	Cette unité ne vise pas :								
.	la fabrication de moules industriels en fonte;								
.	la fabrication de produits sur le chantier ou à pied d'œuvre;								
.	l'installation visée par les unités 69960, 80030, 80060, 80080, 80110, 80130, 80160, 80180 et 80250;								
.	la fabrication des cages synthétiques de roulement par moulage;								
.	la fabrication de boîtiers, de cabinets et de cuves en métal lorsque cette fabrication est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de la fabrication par cet employeur de produits visés par une autre unité;								
.	la fabrication de composants de freins par moulage;								
.	la fabrication en fonderie de produits visés par la présente unité;								
.	l'exploitation d'une unité mobile de soudure;								
.	la fabrication de lampadaires en métal moulé.								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
36060	Fabrication de produits en fil métallique	2,74	2,43	0,3584	0,3360	0,2735	1,0490	1,0490	1,0490
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication par étrépage à froid de fil métallique à partir de fil machine qui n'est pas produit dans le même bâtiment, que l'employeur lui fasse ou non subir ensuite d'autres opérations, par exemple pour l'isoler;</li> <li>· l'isolation de fils et de câbles électriques ou de communication lorsque le fil métallique ou la fibre optique n'est pas produit dans le même bâtiment;</li> <li>· la fabrication de produits tels que câbles, ressorts, clous, clôtures faits de fil ou de tiges métalliques qui ne sont pas produits dans le même bâtiment;</li> <li>· la fabrication de meubles en fil métallique.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de treillis d'armature;</li> <li>· l'exploitation d'un atelier de ferrailage ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de produits en fil ou tiges métalliques par usinage ou par forgeage;</li> <li>· l'installation visée par les unités 80030, 80100 et 80170.</li> </ul>								
	L'employeur qui fabrique des meubles ou articles d'ameublement qui sont à la fois composés de fil métallique et d'autres matériaux et								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	l'employeur qui fabrique à la fois des meubles ou des articles d'ameublement en fil métallique et des meubles ou des articles d'ameublement en d'autres matériaux sont classés dans l'unité 18050 pour ces activités.								
36070	Fabrication de portes et de fenêtres en métal, de devantures commerciales, de serres en métal, de portes de garage en métal; fabrication de produits architecturaux par coupe et assemblage de profilés de métal et métal tubulaire; fabrication de portes et de panneaux de chambres réfrigérées; fabrication de rampes, de clôtures et de balustrades en aluminium	2,49	2,19	0,2922	0,2367	0,2099	0,9513	0,9513	0,9513
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de portes vitrées ou non et de fenêtres en métal telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. portes et fenêtres résidentielles;</li> <li>. portes et fenêtres pour édifices à bureaux, établissements commerciaux, industriels ou institutionnels;</li> <li>. portes-fenêtres;</li> <li>. grilles et portes repliables pour édifices commerciaux et publics;</li> <li>. portes et fenêtres d'équipements de transport;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication des produits suivants lorsqu'ils sont en métal : <ul style="list-style-type: none"> <li>seuils, cadres de portes et de fenêtres, moustiquaires, moulures et garnitures;</li> </ul> </li> <li>. l'assemblage de moustiquaires;</li> <li>. la fabrication de devantures commerciales, de murs-rideaux, de verrières, de lanterneaux, de solariums, d'atriums, d'abribus et de guérites;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	la fabrication de serres en métal;								
.	la fabrication de portes de garage en métal, de portes de hangar en métal, de portes à enroulement en métal et de rideaux métalliques constitués de lames courbées ou plates embossées;								
.	la fabrication de produits architecturaux par coupe et assemblage de profilés de métal et métal tubulaire avec ou sans incorporation de verre, toile ou feuille de plastique renforcé, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. auvents;</li> <li>. abris;</li> <li>. portiques résidentiels ou commerciaux;</li> </ul>								
.	la fabrication de portes et de panneaux de chambres réfrigérées;								
.	la fabrication de rampes, avec ou sans verre, de clôtures et de balustrades en aluminium.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
.	la coupe du verre;								
.	la fabrication de panneaux de recouvrement en métal;								
.	la fabrication de seuils, de cadres de portes ou de cadres de fenêtres en bois;								
.	l'installation d'abris ou d'auvents en toile.								
	Cette unité vise également la fabrication d'unités de verre scellé destinées à être intégrées aux portes et fenêtres lorsque leur								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	fabrication est effectuée dans le bâtiment où est effectuée la fabrication de ces portes et fenêtres.								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation visée par les unités 80110, 80130, 80150 et 80160;</li> <li>. la fabrication de toiles et les travaux de couture;</li> <li>. la fabrication de revêtement extérieur en déclin métallique;</li> <li>. la fabrication de produits en fer ornemental;</li> <li>. la fabrication en fonderie de produits visés par la présente unité;</li> <li>. la fabrication par extrusion de formes telles que profilés.</li> </ul>								
36080	Peinture en atelier de produits métalliques; placage et traitement thermique des métaux en atelier	3,75	3,41	0,4276	0,3690	0,2944	1,2309	1,2309	1,2309
	Cette unité vise les travaux suivants lorsqu'ils sont exécutés en atelier, ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'application sur des produits métalliques de peinture sèche ou liquide par projection ou autres procédés, incluant la peinture par procédé électrostatique;</li> <li>. le trempage et le placage de produits métalliques, incluant le placage de métaux précieux;</li> <li>. le traitement thermique des métaux et de produits métalliques.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les travaux suivants lorsqu'ils sont exécutés en atelier, ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre :								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le revêtement de protection par métallisation au pistolet;</li> <li>. l'émaillage de produits métalliques;</li> <li>. le polissage du métal;</li> <li>. le sablage au jet d'abrasif du métal;</li> <li>. le placage et le traitement thermique de pièces d'aéronefs.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les activités de réparation et de peinture de carrosseries de véhicules;</li> <li>. l'application de traitement contre la rouille et de scellant de peinture sur les véhicules.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue la pose en atelier de revêtement en caoutchouc sur des produits et la pose en atelier de revêtement en d'autres matières sur ces produits ou sur d'autres produits est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>	3,27	2,94	0,4231	0,3504	0,2589	1,1782	1,1782	1,1782
36100	<p>Fabrication de machines et d'équipements agricoles; fabrication d'engins lourds; fabrication de camions sans assemblage du groupe motopulseur; fabrication de remorques</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de machines et d'équipements agricoles;</li> <li>. la fabrication d'engins lourds pour la construction, pour l'extraction minière, pour l'exploitation pétrolière et gazière, pour l'exploitation forestière et pour l'entretien des routes;</li> <li>. la fabrication ou l'installation de bennes, de caisses, de citernes ou d'autres équipements, sans assemblage du</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· groupe motopropulseur sur des véhicules tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· camions à ordures;</li> <li>· camions à benne;</li> <li>· camions-incendies;</li> <li>· camions utilitaires;</li> <li>· épandeurs de fondants et d'abrasifs;</li> <li>· camions-citernes;</li> <li>· dépanneuses;</li> <li>· camions blindés;</li> </ul> </li> <li>· la fabrication de remorques telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· remorques à fond plat couvertes ou non;</li> <li>· remorques pour le transport d'automobiles;</li> <li>· remorques à benne basculante;</li> <li>· remorques-citernes;</li> <li>· remorques utilitaires;</li> <li>· fardiers.</li> </ul> </li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de souffleuses à neige non domestiques;</li> <li>· la fabrication de lames de niveleuses et de chasse-neige;</li> <li>· la fabrication de godets de pelles mécaniques, de chargeuses, de rétrochargeuses;</li> <li>· la fabrication de grappins et de pinces mécanisés;</li> <li>· la fabrication et la réparation de locomotives et de wagons de marchandises;</li> <li>· l'adaptation de véhicules routiers en vue d'un usage sur les rails;</li> <li>· la fabrication de véhicules lourds hors route;</li> <li>· la fabrication de conteneurs en métal, y compris les</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	systèmes dits « Roll off »;								
.	la fabrication de compacteurs à déchets;								
.	la fabrication d'élevateurs à nacelles, avec ou sans la fabrication de la nacelle;								
.	la fabrication de stalles, cages et enclos en métal tubulaire;								
.	la fabrication de chariots élévateurs;								
.	l'adaptation de véhicules pour personnes handicapées;								
.	la transformation d'autobus ou de camionnettes;								
.	l'aménagement intérieur de camions et de fourgonnettes.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
.	la fabrication de fourches, de pics et d'attaches pour les engins lourds;								
.	la fabrication de systèmes de ventilation agricole.								
	Cette unité ne vise pas :								
.	la fabrication en fonderie de produits visés par la présente unité;								
.	la fabrication de bâtiments de ferme;								
.	la fabrication d'un plancher de remorque en bois, par un employeur qui ne fabrique pas la remorque;								
.	la fabrication de remorques en plastique renforcé;								
.	la fabrication de nacelles en plastique renforcé, par un employeur qui ne fabrique pas l'élevateur à nacelle;								
.	le rebobinage de moteurs électriques de locomotives;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
36110	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de caisses de camionnettes en plastique renforcé;</li> <li>. la fabrication de silos;</li> <li>. la fabrication de conteneurs en treillis métallique;</li> <li>. l'installation d'éléments d'aménagement intérieur de camionnettes faite par un commerçant.</li> </ul> <p>Fabrication de chaudières et de réservoirs en métal; fabrication de machines et d'équipements industriels lourds</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de chaudières et de réservoirs en métal.</li> </ul> <p>Cette unité vise la fabrication des machines et des équipements industriels lourds suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. dépoussiéreurs, cyclones et échangeurs de chaleur industriels;</li> <li>. machines et équipements pour l'industrie papetière;</li> <li>. machines et équipements pour l'industrie des scieries;</li> <li>. machines et équipements pour l'industrie minière;</li> <li>. machines et équipements pour l'industrie métallurgique primaire.</li> </ul> <p>Cette unité vise également la fabrication de machines et des équipements lourds suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. cheminées industrielles en métal;</li> <li>. machines et équipements industriels pour le traitement des</li> </ul>	2,14	1,85	0,2338	0,2021	0,1930	0,6739	0,6739	0,6739



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· eaux usées et de l'eau potable;</li> <li>· ponts roulants, palans, monorails et treuils;</li> <li>· grues sur portique ou à potence;</li> <li>· turbines.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de ventilateurs et soufflantes centrifuges industriels;</li> <li>· la fabrication et l'assemblage de tuyauterie industrielle ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de chaudières en fonte;</li> <li>· l'installation visée par les unités 80080, 80140 et 80250;</li> <li>· la fabrication de produits sur le chantier ou à pied d'œuvre;</li> <li>· la fabrication en fonderie de produits visés par la présente unité.</li> </ul>								
36120	Fabrication d'équipements de chauffage, de ventilation, de climatisation et de réfrigération; fabrication d'électroménagers; fabrication ou assemblage d'appareils d'éclairage électriques; fabrication de pompes et de compresseurs	1,40	1,14	0,1867	0,1287	0,1515	0,4239	0,4239	0,4239

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication d'équipements de chauffage, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. aérothermes;</li> <li>. appareils de chauffage à l'énergie solaire;</li> <li>. brûleurs;</li> <li>. chauffe-eau;</li> <li>. fournaises;</li> <li>. radiateurs électriques;</li> <li>. thermopompes;</li> <li>. foyers en métal;</li> <li>. poêles à bois;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication d'équipements de ventilation, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. ventilateurs d'évacuation commerciaux et industriels;</li> <li>. aérateurs domestiques;</li> <li>. échangeurs de chaleur air-air;</li> <li>. appareils d'apport d'air;</li> <li>. filtres électroniques;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication d'équipements de climatisation, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. climatiseurs;</li> <li>. humidificateurs;</li> <li>. déshumidificateurs;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication d'équipements de réfrigération, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. comptoirs et armoires réfrigérés;</li> <li>. équipements de réfrigération pour chambres froides ou entrepôts frigorifiques;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication d'électroménagers, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. réfrigérateurs et congélateurs domestiques;</li> <li>. fours domestiques;</li> <li>. lave-vaisselle domestiques;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau			
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. laveuses et sècheuses domestiques;</li> <li>. aspirateurs;</li> <li>. hottes pour cuisines domestiques;</li> <li>. machines à laver les tapis;</li> <li>. machines à laver les planchers;</li> <li>. la fabrication d'appareils d'éclairage électriques, autres que les lampadaires à usage non résidentiel;</li> <li>. l'assemblage d'appareils d'éclairage électriques, incluant les lampadaires électriques et à l'énergie solaire;</li> <li>. la fabrication de pompes et de compresseurs.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de distributeurs automatiques;</li> <li>. la fabrication de fontaines réfrigérées et de refroidisseurs d'eau;</li> <li>. la fabrication d'équipements domestiques servant au traitement de l'eau potable;</li> <li>. la fabrication ou la réparation de radiateurs d'automobiles lorsque ceux-ci ne sont pas démontés ou montés sur le véhicule par les mêmes travailleurs;</li> <li>. la fabrication de pulvérisateurs;</li> <li>. la fabrication d'équipements de lavage à pression;</li> <li>. la fabrication de lits de bronzage.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication d'équipements ne nécessitant que le travail du métal en feuille sans l'assemblage de composantes électriques ou mécaniques, tels que ventilateurs de toit et</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	tuyaux de cheminée;								
	la fabrication d'équipements industriels lourds de réfrigération nécessitant l'assemblage de tuyauterie;								
	la fabrication en fonderie de produits visés par la présente unité;								
	la fabrication d'appareils d'éclairage non électriques;								
	le travail du verre dans la fabrication d'appareils d'éclairage électriques;								
	le moulage du métal dans la fabrication d'appareils d'éclairage électriques;								
	la fabrication d'abat-jour;								
	l'installation visée par les unités 69960, 80030 à 80250;								
	la fabrication d'équipements pour la vaporisation et le poudrage agricole;								
	la fabrication de thermostats.								
36130	Fabrication de machines et d'équipements de cuisine commerciale; fabrication de machines et d'équipements pour l'industrie alimentaire, pharmaceutique et cosmétique; fabrication de machines et d'équipements pour l'industrie de l'acériculture; fabrication de machines-outils pour le travail du métal ou du bois; fabrication de machines et d'équipements pour l'industrie du caoutchouc, du plastique, du meuble et du bois ouvré	1,47	1,20	0,1413	0,1113	0,0842	0,4716	0,4716	0,4716
	Cette unité vise :								
	la fabrication de machines et d'équipements de cuisine commerciale, tels que :								
	· appareils de cuisson, cuisinières et fourneaux;								
	· appareils pour réchauffer les aliments;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· lave-vaisselle;</li> <li>· la fabrication de machines et d'équipements pour l'industrie alimentaire, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· machines et équipements pour la boulangerie et la pâtisserie;</li> <li>· machines et équipements pour l'emboûteillage;</li> <li>· machines et équipements d'abattoirs;</li> <li>· machines et équipements de brasserie;</li> </ul> </li> <li>· la fabrication de machines et d'équipements pour l'industrie pharmaceutique et cosmétique;</li> <li>· la fabrication de machines et d'équipements pour l'industrie de l'acériculture;</li> <li>· la fabrication de machines-outils pour le travail du métal ou du bois;</li> <li>· la fabrication de machines et d'équipements pour l'industrie du caoutchouc, du plastique, du meuble et du bois ouvré.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de machines et d'équipements pour les scieries mobiles;</li> <li>· la fabrication de chaînes de montage;</li> <li>· la fabrication de machines d'emballage;</li> <li>· la fabrication d'outils à main mécanisés;</li> <li>· la fabrication de souffleuses domestiques.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de matrices;</li> <li>. la fabrication et l'assemblage de tuyauterie industrielle ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre;</li> <li>. la fabrication de comptoirs en métal.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de réservoirs;</li> <li>. l'installation visée par les unités 80080 et 80250;</li> <li>. la fabrication de produits sur le chantier ou à pied d'œuvre;</li> <li>. la fabrication en fonderie de produits visés par la présente unité.</li> </ul>								
36140	Fabrication ou remise à neuf de transformateurs; fabrication de moteurs électriques, de génératrices, d'alternateurs et de groupes électrogènes; rebobinage de moteurs électriques, d'alternateurs et de démarreurs	1,55	1,28	0,1262	0,1060	0,0720	0,4272	0,4272	0,4272
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication ou la remise à neuf de transformateurs de puissance, de distribution et de tension;</li> <li>. la fabrication de moteurs électriques;</li> <li>. la fabrication de génératrices;</li> <li>. la fabrication d'alternateurs;</li> <li>. la fabrication de groupes électrogènes;</li> <li>. le rebobinage de moteurs électriques, d'alternateurs et de démarreurs.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de condensateurs de haute puissance;</li> <li>. la fabrication de bobines d'allumage;</li> <li>. la fabrication de démarreurs;</li> <li>. la fabrication d'électro-aimants;</li> <li>. la fabrication de barres omnibus;</li> <li>. la fabrication d'accumulateurs, de piles et de batteries.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le rebobinage de moteurs électriques, d'alternateurs et de démarreurs sur le chantier ou à pied d'œuvre;</li> <li>. l'installation visée par l'unité 80060.</li> </ul>								
36150	Fabrication de matériel informatique et périphérique, de matériel téléphonique et de communication, de matériel audio-vidéo, de dispositifs de connexion et de commutation électrique, de pièces et de composants électriques et électroniques, de panneaux de contrôle et d'instruments de mesure et de commande électriques et électroniques	0,71	0,47	0,0569	0,0477	0,0375	0,1796	0,1796	0,1796
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de matériel informatique et périphérique, tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les ordinateurs;</li> <li>. les périphériques installés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'ordinateur tels que les écrans, les claviers, les souris, les manettes, les dispositifs de stockage, les</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	lecteurs de disque et les imprimantes;								
	les guichets automatiques bancaires;								
	les terminaux de point de vente;								
	les dispositifs de balayage de codes à barres;								
	les terminaux de saisie de données;								
	les appareils de loterie-vidéo;								
	la fabrication de matériel téléphonique et de communication, tel que :								
	· les appareils téléphoniques;								
	· les consoles et les centraux téléphoniques;								
	· le matériel de radiodiffusion et de télédiffusion;								
	· le matériel et les systèmes de communication avec ou sans fil;								
	· les systèmes d'alarme et d'intercommunication;								
	· le matériel de communication par satellite;								
	· les antennes de télécommunication;								
	· la fabrication du matériel audio et vidéo, tel que :								
	· les enceintes acoustiques;								
	· les amplificateurs;								
	· les téléviseurs;								
	· la fabrication et l'assemblage de composants électroniques, tels que :								
	· les connecteurs ou autres éléments de connexion;								
	· la fabrication de puces et de micro-processeurs;								
	· la fabrication de stratifiés pour circuits imprimés;								
	· la fabrication de plaquettes de circuits imprimés;								
	· la fabrication de semi-conducteurs;								
	· la fabrication de dispositifs de connexion et de commutation, tels que :								
	· les disjoncteurs;								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>les interrupteurs;</li> <li>la fabrication de pièces et de composants électriques auxiliaires pour transformateurs et dispositifs de connexion tels que parafoudres, coupe-circuit, relais, fusibles électriques;</li> <li>la fabrication de transformateurs d'application;</li> <li>la fabrication de ballasts de lampes et de fluorescents;</li> <li>la fabrication de condensateurs d'application;</li> <li>la fabrication de dispositifs électriques de distribution, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>les connecteurs électriques;</li> <li>les interrupteurs;</li> <li>les commutateurs;</li> <li>les commutateurs;</li> </ul> </li> <li>la fabrication d'ampoules électriques;</li> <li>la fabrication de phares à bloc optique étanche et d'autres ampoules pour véhicules automobiles;</li> <li>la fabrication d'instruments de navigation et de guidage, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>les instruments de navigation aérienne;</li> <li>les instruments de navigation maritime;</li> </ul> </li> <li>la fabrication d'appareils médicaux électriques ou électroniques;</li> <li>la fabrication d'appareils et de matériel comportant des ordinateurs électroniques pour des fins de contrôle ou de commande intégrée;</li> <li>la fabrication de contrôleurs électroniques industriels;</li> <li>la fabrication de panneaux de contrôle;</li> <li>la fabrication de systèmes d'automatisation ou de robotisation de procédés industriels;</li> <li>la fabrication d'instruments et d'appareils d'analyse et de</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	mesure.								
	Cette unité vise également :								
	. la fabrication de chargeurs de batteries;								
	. l'assemblage de feux de circulation;								
	. la fabrication de prothèses auditives;								
	. la fabrication de fibre optique.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. l'installation visée par les unités 69960 et 80030 à 80250;								
	. la fabrication de machines, d'appareils ou d'équipements contrôlés par un appareil ou un système dont la fabrication est visée par la présente unité;								
	. la fabrication en fonderie de produits visés par la présente unité.								
36160	Fabrication d'aéronefs	1,04	0,78	0,0852	0,0734	0,0748	0,3108	0,3108	0,3108
	Cette unité vise :								
	. la fabrication d'aéronefs.								
	Cette unité vise également :								
	. la fabrication des pièces suivantes pour aéronefs : ailerons, ailes, trains d'atterrissage, fuselage, turbines à gaz;								
	. la fabrication et la révision de moteurs d'aéronefs;								
	. la modification majeure au système ou à l'équipement								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
36170	<p>d'aéronefs;</p> <p>l'entretien mécanique et la remise à neuf d'aéronefs lorsque réalisés par un employeur autre qu'un transporteur aérien.</p> <p>Construction de navires en chantier naval</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la construction, la réfection, la transformation et la modification dans un chantier naval de navires tels que : chalands, bateaux de pêche commerciaux, paquebots, traversiers, brise-glace;</li> <li>· la fabrication de parties de navires et de barges en chantier naval;</li> <li>· la réparation de navires tels que : chalands, bateaux de pêche commerciaux, paquebots, traversiers, brise-glace.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les services de carénage et de décalaminage de navires en chantier naval;</li> <li>· la construction, la réfection, la transformation et la modification de plates-formes de forage.</li> </ul>	4,42	4,05	0,3486	0,3095	0,2545	1,4322	1,4322	1,4322
36190	<p>Fabrication de motoneiges, de motomarines, de véhicules tout-terrains récréatifs, de motocyclettes et de voitures de golf motorisées; fabrication de triporteurs; fabrication et remise à neuf de voitures de passagers pour le transport ferroviaire et le métro</p>	0,82	0,58	0,0843	0,0608	0,0561	0,1858	0,1858	0,1858

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
36200	Fabrication d'autobus, d'ambulances, de camions avec assemblage du groupe motopropulseur, de roulottes de tourisme, de tentes-remorques de camping, de caravanes et de roulottes motorisées	1,80	1,52	0,3008	0,2152	0,1714	0,7270	0,7270	0,7270
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication des véhicules suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les autobus et les autocars;</li> <li>. les ambulances;</li> <li>. les camions avec assemblage du groupe motopropulseur;</li> </ul> </li> <li>. la fabrication de roulottes de tourisme;</li> <li>. la fabrication de tentes-remorques de camping;</li> <li>. la fabrication de caravanes et de roulottes motorisées.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de limousines à carrosserie allongée;</li> <li>. la fabrication de maisons motorisées.</li> </ul>								
36300	Fabrication de fonte en gueuse ou d'acier; fabrication de ferro-alliages; laminage, extrusion ou étirage à chaud de métaux ferreux	1,68	1,40	0,1662	0,1763	0,1346	0,5271	0,5271	0,5271
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de fonte en gueuse ou d'acier par la fusion du minerai de fer ou de ferraille;</li> <li>. la fabrication de ferro-alliages;</li> <li>. le laminage ou l'extrusion de métaux ferreux pour fabriquer des formes simples telles que feuilles, plaques, barres, tiges</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	ou profilés; l'étréage à chaud, au travers d'une filière, de métaux ferreux pour fabriquer du fil machine.								
	Cette unité vise également :								
	· le forgeage à partir de métaux ferreux fabriqués dans le même bâtiment;								
	· l'étréage à froid, au travers d'une filière, de métaux ferreux fabriqués dans le même bâtiment;								
	· la fabrication de scories de titane;								
	· la fabrication de poudre métallique;								
	· la fabrication d'électrodes de soudure, de fils de soudage ou de poudres de soudage;								
	· la fabrication de silicium;								
	· la fabrication de produits en fil métallique ferreux lorsque le fil machine est fabriqué dans le même bâtiment;								
	· la fabrication de produits à partir de tiges métalliques ferreuses fabriquées dans le même bâtiment.								
36310	Fabrication ou laminage de l'aluminium	0,93	0,68	0,1095	0,1277	0,1032	0,2524	0,2524	0,2524
	Cette unité vise :								
	· l'extraction de l'alumine du minerai de bauxite;								
	· la fabrication de l'aluminium par l'électrolyse de l'alumine;								
	· le laminage à chaud ou à froid d'aluminium pour fabriquer des formes simples telles que barres, feuilles, plaques ou rubans.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le recyclage de scories d'aluminium et la refonte en lingots;</li> <li>. la fabrication de magnésium à partir de composés minéraux;</li> <li>. l'extrusion ou l'étréage à chaud ou à froid d'aluminium ou de magnésium fabriqué dans le même bâtiment.</li> </ul>								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication d'alliage de métaux non ferreux.</li> </ul>								
36320	Affinage de métaux non ferreux; laminage, extrusion ou étréage à chaud de métaux non ferreux	1,31	1,05	0,1395	0,1270	0,0923	0,4632	0,4632	0,4632
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'affinage électrolytique de métaux non ferreux;</li> <li>. le laminage à chaud ou à froid de métaux non ferreux pour fabriquer des formes simples telles que barres, feuilles, plaques ou rubans;</li> <li>. l'extrusion de formes simples en métaux non ferreux, telles que tiges, tubes ou profilés;</li> <li>. l'étréage à chaud, au travers d'une filière, de métaux non ferreux pour fabriquer du fil machine.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la refonte de rebuts métalliques non ferreux;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
36330	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le raffinage avancé de métaux non ferreux par distillation ou fusion zonale;</li> <li>. la fabrication d'alliage de métaux non ferreux;</li> <li>. le forgeage de métaux non ferreux fabriqués dans le même bâtiment;</li> <li>. l'étréage à froid, au travers d'une filière, de métaux non ferreux fabriqués ou extrudés dans le même bâtiment;</li> <li>. l'aluminage par coextrusion de fils ou de câbles métalliques;</li> <li>. l'étréage à froid de tubes d'aluminium lorsque l'aluminium n'est pas fabriqué dans le même bâtiment;</li> <li>. la fabrication de produits en fil métallique non ferreux à partir de fil machine fabriqué dans le même bâtiment;</li> <li>. la fabrication de produits à partir de tiges métalliques non ferreuses fabriquées dans le même bâtiment.</li> </ul>	3,79	3,45	0,5729	0,4247	0,4712	1,2395	1,2395	1,2395
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. les activités visées par l'unité 54260.</li> </ul>								
	Fonderie de métaux ferreux								
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication par moulage de pièces en fonte, en fonte alliée, en acier ou en acier allié, y compris leur usinage et leur finition.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication des modèles, des moules ou des matrices;</li> <li>· la fabrication des noyaux.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication par moulage de pièces selon le procédé de la cire perdue.</li> </ul>								
	L'employeur qui effectue à la fois la fabrication par moulage de pièces en fonte, en fonte alliée, en acier ou en acier allié et une activité visée par l'unité 36300 est classé dans la présente unité pour ces activités.								
36350	Fonderie de métaux non ferreux; fabrication par moulage de pièces selon le procédé de la cire perdue	2,11	1,82	0,2542	0,2079	0,2066	0,7144	0,7144	0,7144
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la fabrication de pièces en métaux non ferreux par des procédés tels que le moulage par gravité, le moulage sous pression, le moulage au sable ou le moulage au plâtre, y compris leur usinage et leur finition;</li> <li>· la fabrication par moulage de pièces selon le procédé de la cire perdue, y compris leur finition.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
54010	<p>l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication des modèles, des moules ou des matrices;</li> <li>. la fabrication des noyaux.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois, dans un même bâtiment, la fabrication par moulage de pièces en métaux non ferreux et une activité visée par l'unité 36310 ou l'unité 36320 est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>Commerce ou location de meubles intérieurs ou extérieurs de maison, de bureau ou d'établissement commercial, industriel ou institutionnel; commerce de meubles antiques; commerce ou location de gros électroménagers; commerce, location ou réparation de matériel audio et vidéo; réparation de petits ou de gros électroménagers</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce ou la location de meubles intérieurs ou extérieurs de maison, de bureau ou d'établissements commerciaux, industriels ou institutionnels;</li> <li>. le commerce de meubles antiques;</li> <li>. le commerce ou la location de gros électroménagers, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. congélateurs;</li> <li>. cuisinières;</li> <li>. lave-vaisselle;</li> <li>. laveuses et sècheuses;</li> </ul> </li> </ul>	1,78	1,50	0,1565	0,1384	0,1315	0,6036	0,6036	0,6036

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	réfrigérateurs;								
.	le commerce, la location ou la réparation de matériel audio et vidéo;								
.	la réparation de petits ou de gros électroménagers.								
	Cette unité vise également :								
.	le commerce, la location ou la réparation d'appareils d'éclairage et de sonorisation de scène;								
.	le commerce, la location ou la réparation de distributeurs automatiques de produits alimentaires, de jouets ou de cigarettes;								
.	le commerce, la location ou la réparation d'appareils de récupération de canettes ou de bouteilles;								
.	le commerce d'armoires ou de comptoirs réfrigérés;								
.	le commerce de cercueils ou d'urnes;								
.	le commerce, la location ou la réparation de jeux d'arcades;								
.	la réparation d'appareils de loterie vidéo;								
.	le commerce d'antennes paraboliques;								
.	la location de stands d'exposition;								
.	le commerce ou la réparation de machines et d'équipements de cuisine commerciale, tels que :								
.	· appareils de cuisson, cuisinières et fourneaux;								
.	· appareils pour réchauffer les aliments;								
.	· lave-vaisselle;								
.	le commerce ou la location de guichets automatiques bancaires;								
.	la réparation ou l'entretien de systèmes autres que centraux, de réfrigération ou de climatisation.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités de commerce ou de location visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce ou la location d'accessoires de décoration intérieure, d'aspirateurs, de petits électroménagers, de revêtements de sol, d'appareils d'éclairage ou de climatiseurs;</li> <li>. le commerce d'objets antiques;</li> <li>. le commerce de disques compacts, de logiciels ou de DVD;</li> <li>. le commerce d'accessoires de cuisine commerciale, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. vaisselle;</li> <li>. batteries de cuisine;</li> <li>. ustensiles.</li> </ul> </li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la restauration de meubles, telle que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. décapage;</li> <li>. rembourrage;</li> <li>. peinture, teinture ou vernis;</li> </ul> </li> <li>. l'installation d'antennes paraboliques;</li> <li>. l'installation des produits vendus ou loués lorsqu'elle est visée par les unités 80030 à 80250;</li> <li>. l'installation de systèmes audio ou vidéo pour véhicules automobiles.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois le</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
54020	<p>commerce ou la location d'un produit visé par la présente unité et d'un produit visé par l'unité 54020 est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>Commerce ou location de machines et d'équipements de bureau; commerce de petits électroménagers; commerce, location ou réparation de matériel informatique et périphérique; commerce ou location d'appareils médicaux ou de laboratoire, électriques ou électroniques; commerce d'instruments ou de fournitures médicales, dentaires ou chirurgicales; commerce ou location de matériel téléphonique ou de communication; commerce, location ou réparation de matériel et d'équipements photographiques; service de photographie; service de développement et de tirage de films</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce ou la location de machines et d'équipements de bureau, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. photocopieurs;</li> <li>. télécopieurs;</li> <li>. calculatrices;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de petits électroménagers, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. bouilloires;</li> <li>. percolateurs;</li> <li>. grille-pain;</li> <li>. robots culinaires;</li> <li>. fours à micro-ondes;</li> </ul> </li> <li>. le commerce, la location ou la réparation de matériel informatique et périphérique, tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. ordinateurs;</li> </ul> </li> </ul>	0,87	0,62	0,0530	0,0417	0,0365	0,2386	0,2386	0,2386

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. périphériques installés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'ordinateur tels que les écrans, les claviers, les souris, les manettes, les dispositifs de stockage, les lecteurs de disque ou les imprimantes;</li> <li>. terminaux de points de vente;</li> <li>. dispositifs de balayage de codes à barres;</li> <li>. terminaux de saisie de données;</li> </ul>								
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce ou la location d'appareils, médicaux ou de laboratoire, électriques ou électroniques, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. appareils mesurant la tension artérielle;</li> <li>. électrocardiographes;</li> <li>. microscopes;</li> </ul> </li> </ul>								
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce d'instruments ou de fournitures médicales, dentaires ou chirurgicales, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. scalpels;</li> <li>. stéthoscopes;</li> </ul> </li> </ul>								
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce ou la location de matériel téléphonique ou de communication, tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. appareils téléphoniques;</li> </ul> </li> <li>. matériel et systèmes de communication avec ou sans fil;</li> </ul>								
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. systèmes d'intercommunication;</li> <li>. le commerce, la location ou la réparation de matériel et d'équipements photographiques, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. appareils de photographie;</li> <li>. lentilles;</li> <li>. pellicules;</li> <li>. trépieds;</li> </ul> </li> </ul>								
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le service de photographie;</li> <li>. le service de développement et de tirage de films.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce, la location ou la réparation de machines à coudre;</li> <li>. le commerce d'appareils de soins personnels, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. fers à friser;</li> <li>. rasoirs;</li> <li>. sècheurs à cheveux;</li> </ul> </li> <li>. le commerce d'appareils d'éclairage, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. lampes;</li> <li>. luminaires;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de consoles de jeux vidéo;</li> <li>. le commerce de systèmes d'alarme sans installation;</li> <li>. le commerce ou la location de refroidisseurs d'eau;</li> <li>. le commerce ou la location d'équipements domestiques servant au traitement de l'eau potable;</li> <li>. la location d'appareils d'oxygène médical;</li> <li>. le commerce d'équipements pour la fabrication maison de boissons, telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. jus;</li> <li>. vin;</li> <li>. bière.</li> </ul> </li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de disques compacts, de logiciels ou de DVD;</li> <li>. le commerce de fournitures de bureau, telles que :</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. papiers;</li> <li>. rouleaux de caisses enregistreuses;</li> <li>. crayons;</li> <li>. la réparation de machines et d'équipements de bureau;</li> <li>. le commerce d'aspirateurs;</li> <li>. le commerce d'orthèses;</li> <li>. le commerce d'antennes paraboliques;</li> <li>. l'assemblage d'ordinateurs;</li> <li>. la réparation de petits électroménagers ou d'appareils de soins personnels;</li> <li>. le commerce de fournitures d'éclairage, telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. ampoules;</li> <li>. tubes fluorescents;</li> </ul> </li> <li>. la réparation d'appareils d'éclairage;</li> <li>. le commerce d'accessoires de jeux vidéo, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. manettes;</li> <li>. câbles;</li> <li>. cartes mémoires;</li> </ul> </li> <li>. la réparation de consoles de jeux vidéo;</li> <li>. la réparation de refroidisseurs d'eau ou d'équipements domestiques servant au traitement de l'eau potable;</li> <li>. le commerce de concentrés pour la fabrication maison de boissons;</li> <li>. le commerce d'eau.</li> </ul>							
	Cette unité ne vise pas :							
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation d'antennes paraboliques;</li> <li>. l'installation des produits vendus ou loués lorsqu'elle est visée par les unités 80030 à 80250;</li> </ul>							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
54030	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le laminage de photos;</li> <li>. l'installation de systèmes de communication pour véhicules automobiles.</li> </ul> <p>Commerce de revêtements de sol; commerce de tissus; commerce d'articles de mercerie; commerce d'accessoires de décoration et d'ameublement en textile; commerce de stores; commerce de peinture ou de papier peint; commerce de fournitures d'emballage en papier, en plastique, en carton ou en polystyrène; commerce de vaisselle ou d'ustensiles jetables en papier, en plastique, en carton ou en polystyrène; commerce de pellicules et de feuilles en plastique; commerce de fournitures sanitaires; commerce de produits d'entretien ou de nettoyage</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de revêtements de sol, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. ardoise;</li> <li>. céramique;</li> <li>. carreaux et linoléum en vinyle;</li> <li>. marbre;</li> <li>. parqueterie;</li> <li>. plancher de bois franc;</li> <li>. tapis;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de tissus;</li> <li>. le commerce d'articles de mercerie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. agrafes;</li> <li>. aiguilles;</li> <li>. boutons;</li> <li>. fermetures à glissière;</li> </ul> </li> </ul>	1,61	1,34	0,1461	0,1133	0,1034	0,5846	0,5846	0,5846



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau												
				2019	2020	2021	2018	2019	2020										
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. patrons;</li> <li>. le commerce d'accessoires de décoration et d'ameublement en textile, tels que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. coussins;</li> <li>. draperie;</li> <li>. literie;</li> <li>. rideaux;</li> <li>. serviettes;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de stores;</li> <li>. le commerce de peinture ou de papier peint;</li> <li>. le commerce de fournitures d'emballage en papier, en plastique, en carton ou en polystyrène, telles que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. boîtes ou contenants;</li> <li>. sacs;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de vaisselle ou d'ustensiles jetables en papier, en plastique, en carton ou en polystyrène;</li> <li>. le commerce de pellicules et de feuilles en plastique;</li> <li>. le commerce de fournitures sanitaires, telles que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. papiers hygiéniques;</li> <li>. papiers à mains;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de produits d'entretien ou de nettoyage, tels que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. savons ou détergents;</li> <li>. cires;</li> <li>. désinfectants.</li> </ul> </li> </ul>																		
.	Cette unité vise également :																		
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de vitres ou de miroirs;</li> <li>. le service de décoration de vitrines de magasins;</li> </ul>																		

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	le commerce ou la location d'aspirateurs, de polisseuses ou de machines pour laver les planchers ou les tapis;								
.	le commerce de produits de nettoyage pour véhicules, tels que :								
.	cires;								
.	savons;								
.	le commerce d'appareils manuels d'emballage;								
.	le commerce d'articles pour le nettoyage, tels que :								
.	balais;								
.	vadrouilles;								
.	plumeaux;								
.	lavettes.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
.	le commerce d'accessoires de décoration intérieure, tels que :								
.	appareils d'éclairage;								
.	bibelots;								
.	accessoires de salle de bain;								
.	le commerce de savons à mains;								
.	le commerce de rubans adhésifs pour l'emballage;								
.	la réparation d'aspirateurs, de polisseuses ou de machines pour laver les planchers ou les tapis;								
.	le service de conception en décoration intérieure.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de stores;</li> <li>. la transformation et la finition du verre;</li> <li>. l'installation lorsqu'elle est visée par les unités 80030 à 80250;</li> <li>. le commerce de machines et d'équipements pour l'emballage et l'embouteillage;</li> <li>. le commerce de produits de soins ou d'hygiène corporelle;</li> <li>. la récupération, le tri et la revente de carton.</li> </ul>								
54040	Commerce de vêtements ou d'accessoires vestimentaires; commerce de chaussures; commerce de bagages ou de maroquinerie	1,00	0,75	0,0813	0,0671	0,0527	0,3304	0,3304	0,3304
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de vêtements ou d'accessoires vestimentaires;</li> <li>. le commerce de chaussures;</li> <li>. le commerce de bagages ou de maroquinerie.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de vêtements ou de chaussures de sports, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. maillots;</li> <li>. costumes de patinage artistique;</li> <li>. chandails de hockey;</li> <li>. pointes pour le ballet;</li> </ul> </li> <li>. le service de location de vêtements de cérémonie ou de costumes;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le service d'entreposage de vêtements ou d'accessoires vestimentaires en fourrure;</li> <li>. le commerce de perruques ou de postiches.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les retouches et les réparations mineures de vêtements;</li> <li>. l'impression par décalque ou à l'aide d'imprimantes spécialisées;</li> <li>. le commerce de bijoux.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la confection d'échantillons de vêtements.</li> </ul>	2,01	1,73	0,2924	0,2557	0,2262	0,8258	0,8258	0,8258
54050	<p>Grands magasins; commerce de détail de fournitures pour la maison et pour l'automobile; magasins de type à prix unique</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les grands magasins ou les sites d'encans fixes effectuant dans un même bâtiment le commerce d'une gamme variée de marchandises, telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. meubles, électroménagers ou matériel audio et vidéo;</li> <li>. vaisselle, verrerie ou coutellerie;</li> <li>. vêtements ou chaussures;</li> <li>. livres, fournitures de bureau, fournitures d'emballa-</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	ges-cadeaux ou cartes de souhaits; articles saisonniers ou outils; jeux ou jouets; denrées alimentaires; maquillage ou parfum; le commerce de détail de fournitures pour la maison et pour l'automobile effectué dans un même bâtiment, telles que : petits électroménagers ou matériel audio et vidéo; vaisselle, verrerie ou coutellerie; articles de sport ou de jardinage; articles saisonniers ou outils; pièces, fournitures et accessoires pour l'automobile; les magasins de type à prix unique effectuant dans un même bâtiment le commerce d'une gamme variée de marchandises à prix modique, telles que : vaisselle, verrerie ou coutellerie; jeux, jouets ou fournitures d'artisanat; fournitures de bureau, fournitures d'emballages-cadeaux ou cartes de souhaits; articles saisonniers; denrées alimentaires.								
.	Cette unité vise également :								
.	le commerce de détail de nourriture, d'équipements ou de fournitures pour animaux domestiques tels que chiens, chats ou perruches;								
.	le service de mise en rayonage de marchandises;								
.	l'exploitation de stands ou les services d'escouades pour des activités promotionnelles telles que :								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la dégustation de produits alimentaires;</li> <li>. la distribution d'échantillons, d'affiches ou de documents;</li> <li>. la démonstration de produits;</li> </ul>								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce d'une gamme variée d'articles promotionnels, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. agendas;</li> <li>. calendriers;</li> <li>. vêtements;</li> <li>. porte-clés;</li> <li>. tasses.</li> </ul> </li> </ul>								
	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce d'arbres, d'arbustes, de plantes vertes ou de fleurs.</li> </ul>								
	<p>Par commerce de détail, on entend le commerce qui consiste à vendre principalement des biens à des consommateurs pour un usage personnel ou domestique.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le service de photographie ou le service de développement et de tirage de films;</li> <li>. le service de toilette ou de pension d'animaux domestiques;</li> <li>. les activités visées par l'unité 54350;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de détail d'essence ou de diesel;</li> <li>. la coupe, la confection, la réparation ou la transformation de denrées alimentaires destinées à la vente.</li> </ul> <p>Cette unité vise également l'impression par décalque ou à l'aide d'imprimantes spécialisées lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur du commerce d'une gamme variée d'articles promotionnels.</p>								
54060	<p>Commerce de vaisselle, de poterie, de bibelots, de verrerie, de coutellerie, d'ustensiles ou de batteries de cuisine; commerce ou prêt de jeux ou de jouets; commerce ou réparation de bijoux; exploitation d'une bijouterie; commerce d'affiches, de tableaux, de cadres ou de matériel pour artistes; service d'encadrement de toiles, de documents ou d'affiches; commerce de disques, de cassettes, de disques compacts, de DVD ou de logiciels informatiques; exploitation d'un club vidéo; commerce ou distribution de documents; commerce de fournitures de bureau, de fournitures d'emballages-cadeaux ou de cartes de souhaits</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de vaisselle, de poterie, de bibelots, de verrerie, de coutellerie, d'ustensiles ou de batteries de cuisine;</li> <li>. le commerce ou le prêt de jeux ou de jouets;</li> <li>. le commerce ou la réparation de bijoux;</li> <li>. l'exploitation d'une bijouterie;</li> <li>. le commerce d'affiches, de tableaux, de cadres ou de</li> </ul>	1,17	0,92	0,0868	0,0648	0,0551	0,3870	0,3870	0,3870

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau				
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	matériel pour artistes, tel que :								
	. pinceaux;								
	. toiles;								
	. tubes de peinture;								
	. le service d'encadrement de toiles, de documents ou d'affiches;								
	. le commerce de disques, de cassettes, de disques compacts, de DVD ou de logiciels informatiques;								
	. l'exploitation d'un club vidéo;								
	. le commerce ou la distribution de documents tels que livres, journaux, revues ou dépliant publicitaires;								
	. le commerce de fournitures de bureau, de fournitures d'emballages-cadeaux ou de cartes de souhaits.								
	Cette unité vise également :								
	. l'assemblage, le sertissage ou la gravure de bijoux;								
	. le commerce de montres ou d'horloges;								
	. le commerce de lunettes;								
	. le commerce de petits articles de collection, tels que :								
	. timbres;								
	. monnaies;								
	. figurines;								
	. cartes;								
	. les galeries d'art;								
	. le commerce d'objets d'artisanat ou de souvenirs;								
	. le commerce d'articles de religion, tels que :								
	. médailles;								
	. statuettes;								
	. chapelets;								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de chandelles et de chandeliers;</li> <li>. le commerce d'articles et de vêtements érotiques;</li> <li>. le commerce de billets de loterie;</li> <li>. le commerce de trophées et de plaques commémoratives.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la réparation de montres ou d'horloges;</li> <li>. le service de laminage.</li> </ul> <p>Cette unité vise également la fabrication de bijoux lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exploitation d'une bijouterie.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de lunettes effectué par un opticien d'ordonnance ou un optométriste;</li> <li>. la fabrication de moules pour cadres.</li> </ul>	1,97	1,69	0,2557	0,2222	0,2048	0,7440	0,7440	0,7440
54070	<p>Commerce dans un même bâtiment d'une gamme variée de produits principalement destinés à la construction, à la rénovation et à la décoration; commerce du bois; commerce de matériaux de construction; commerce de menuiserie préfabriquée; commerce de clôtures ou de balustrades; commerce de portes, de fenêtres ou de revêtements extérieurs; commerce d'armoires ou de comptoirs de cuisine ou de salle de bain; commerce d'arbres, d'arbustes, de</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	plantes vertes ou de fleurs, incluant les fleuristes; commerce de monuments funéraires								
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce dans un même bâtiment d'une gamme variée de produits principalement destinés à la construction, à la rénovation et à la décoration, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. bois ou autres matériaux de construction;</li> <li>. fournitures électriques;</li> <li>. outils;</li> <li>. peinture et papier peint;</li> <li>. plomberie;</li> <li>. portes et fenêtres;</li> <li>. articles de quincaillerie;</li> <li>. revêtements de sol;</li> <li>. appareils sanitaires;</li> <li>. équipements de chauffage et de climatisation;</li> </ul> </li> <li>. le commerce du bois, tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. bois d'œuvre brut ou raboté;</li> <li>. contreplaqués;</li> <li>. panneaux de bois ou de fibre de bois;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de matériaux de construction, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. briques;</li> <li>. dalles;</li> <li>. gravier;</li> <li>. isolants;</li> <li>. tuyaux;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de menuiserie préfabriquée, telle que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. escaliers;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
.	rampes;							
.	moultures;							
.	le commerce de clôtures ou de balustrades;							
.	le commerce de portes, de fenêtres ou de revêtements extérieurs;							
.	le commerce d'armoires ou de comptoirs de cuisine ou de salle de bain;							
.	le commerce d'arbres, d'arbustes, de plantes vertes ou de fleurs, incluant les fleuristes;							
.	le commerce de monuments funéraires.							
	Cette unité vise également :							
.	la gravure de monuments funéraires;							
.	le commerce de fontaines et de statues;							
.	le commerce ou la location de palettes de bois;							
.	la fabrication d'arrangements floraux ou végétaux.							
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur des activités visées par la présente unité :							
.	la location d'outils;							
.	le commerce de fournitures de jardinage, telles que :							
.	engrais;							
.	semences;							
.	herbicides;							
.	pelles;							
.	râteaux;							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· sérateurs;</li> <li>· le service de conception en décoration intérieure.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le commerce de ripe, de copeaux ou de sciures de bois;</li> <li>· l'installation des produits vendus lorsqu'elle est visée par les unités 80030 à 80250;</li> <li>· les travaux paysagers;</li> <li>· la réparation de palettes de bois.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois le commerce d'arbres, d'arbustes, de plantes vertes ou de fleurs, incluant les fleuristes, et le commerce d'articles cadeaux visés par l'unité 54060 est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>								
54080	<p>Commerce, location ou réparation de motoneiges, de motomarines, de véhicules tout-terrains récréatifs, de motocyclettes, de voitures de golf motorisées ou de triporteurs; commerce ou location de roulottes de tourisme, de tentes-remorques de camping, de roulottes de parc, de chantier, à selle ou de cellules habitables d'autocaravanes; commerce, location ou réparation mécanique d'embarcations à moteur; commerce, location ou réparation de machines et d'équipements à usage domestique pour l'entretien extérieur ou les travaux paysagers; commerce, location ou réparation d'outils mécanisés; centre de location de machines et d'équipements à usage domestique pour l'entretien extérieur ou les travaux paysagers ou d'outils</p>	2,02	1,73	0,1807	0,1323	0,0897	0,7535	0,7535	0,7535

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· le commerce, la location ou la réparation de motoneiges, de motomarines, de véhicules tout-terrains récréatifs, de motocyclettes, de voiturettes de golf motorisées ou de triporteurs;</li> <li>· le commerce ou la location de roulettes de tourisme, de tentes-remorques de camping, de roulettes de parc, de chantier, à sellette ou de cellules habitables d'autocaravanes;</li> <li>· le commerce, la location ou la réparation mécanique d'embarcations à moteur, telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· yachts;</li> <li>· pontons de plaisance;</li> </ul> </li> <li>· le commerce, la location ou la réparation de machines et d'équipements à usage domestique pour l'entretien extérieur ou les travaux paysagers, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· bêcheuses;</li> <li>· rotoculteurs;</li> <li>· scies mécaniques;</li> <li>· souffleuses à neige;</li> <li>· taille-haies ou taille-bordures;</li> <li>· tracteurs ou tondeuses à gazon;</li> </ul> </li> <li>· le commerce, la location ou la réparation d'outils mécanisés, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· perceuses;</li> <li>· sableuses;</li> <li>· scies;</li> <li>· affûteuses;</li> <li>· perceuses à colonne;</li> <li>· scies sur table;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la location d'une gamme variée de machines et d'équipements à usage domestique pour l'entretien extérieur ou les travaux paysagers ou d'outils.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce, la location ou la réparation de moteurs hors-bord;</li> <li>. le commerce ou la location de voiliers;</li> <li>. le centre de location d'une gamme variée d'articles ou d'équipements pour les réceptions et les fêtes, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. tentes ou chapiteaux;</li> <li>. tables ou chaises;</li> <li>. systèmes d'éclairage ou matériel audio et vidéo;</li> <li>. vaisselle, verrerie ou coutellerie;</li> <li>. équipements de cuisine;</li> </ul> </li> <li>. la location de tentes ou de chapiteaux;</li> <li>. le commerce, la location ou l'installation d'abris d'autos temporaires en bois;</li> <li>. le commerce ou la location d'équipements et de matériel pour la sécurité routière, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. panneaux de signalisation;</li> <li>. cônes;</li> <li>. barrières de sécurité;</li> </ul> </li> <li>. le commerce, la location ou l'installation d'abris ou d'auvents en toile.</li> </ul>								

Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le commerce ou la location d'embarcations non motorisées, telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· kayaks;</li> <li>· canots;</li> <li>· pédalos;</li> <li>· planches à voiles;</li> </ul> </li> <li>· le commerce ou la location d'accessoires d'embarcations;</li> <li>· le commerce de remorques utilitaires;</li> <li>· la réparation mécanique de voiliers;</li> <li>· la réparation de roulottes de tourisme, de tentes-remorques de camping, de roulottes de parc, de chantier, à sellette ou de cellules habitables d'autocaravanes;</li> <li>· le commerce de gaz propane;</li> <li>· le commerce d'accessoires pour outils mécanisés, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· meules;</li> <li>· abrasifs;</li> <li>· lames;</li> <li>· mèches.</li> </ul> </li> </ul> <p>Cette unité vise également la location des équipements suivants lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'activité de location d'une gamme variée de machines et d'équipements à usage domestique pour l'entretien extérieur ou les travaux paysagers ou d'outils :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· appareils de soudure;</li> <li>· génératrices ou compresseurs;</li> <li>· mini-excavatrices;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. échafaudages;</li> <li>. plates-formes élévatrices mobiles.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation d'échafaudages ou de chapiteaux;</li> <li>. la location d'embarcations à moteur ou de voiliers avec services de capitaines;</li> <li>. la location de motoneiges, de motomarines, de véhicules tout-terrains récréatifs, de motocyclettes ou d'embarcations non motorisées avec services de guides;</li> <li>. l'exploitation d'un parc de roulottes;</li> <li>. l'installation d'équipements ou de matériel pour la sécurité routière.</li> </ul>	0,83	0,58	0,0643	0,0740	0,0720	0,2343	0,2343	0,2343
54090	<p>Commerce de dispositifs de connexion ou de communication, de pièces ou de composants électriques ou électroniques; commerce d'instruments de jaugeage, de calibrage ou de contrôle; commerce d'appareils sanitaires; commerce d'équipements de chauffage; commerce de poêles à bois ou de foyers préfabriqués; commerce d'équipements de climatisation</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de dispositifs de connexion ou de communication, de pièces ou de composants électriques ou électroniques, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. interrupteurs;</li> <li>. puces ou microprocesseurs;</li> <li>. plaquettes de circuits imprimés;</li> </ul> </li> </ul>								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	connecteurs ou autres éléments de connexion;								
.	semi-conducteurs;								
.	fusibles électriques;								
.	dijoncteurs;								
.	ampoules électriques;								
.	le commerce d'instruments de jaugeage, de calibrage ou de contrôle, tels que :								
.	compteurs d'eau;								
.	jauges;								
.	thermostats;								
.	le commerce d'appareils sanitaires, tels que :								
.	baignoires;								
.	cuvettes et réservoirs de toilette;								
.	évier;								
.	urinoirs;								
.	le commerce d'équipements de chauffage, tels que :								
.	chaufferettes;								
.	foumaises;								
.	thermopompes;								
.	plinthes électriques;								
.	le commerce de poêles à bois ou de foyers préfabriqués;								
.	le commerce d'équipements de climatisation, tels que :								
.	climatiseurs;								
.	déshumidificateurs;								
.	humidificateurs.								
	Cette unité vise également :								
.	le commerce d'articles de quincaillerie, tels que :								
.	boulons;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. charnières;</li> <li>. clous;</li> <li>. écrous;</li> <li>. rivets;</li> <li>. vis;</li> </ul>								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de coffres-forts;</li> <li>. le commerce d'équipements de ventilation domestique, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. appareils d'apport d'air;</li> <li>. échangeurs de chaleur air-air.</li> </ul> </li> </ul>								
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation, la réparation ou l'entretien d'équipements de chauffage ou de climatisation;</li> <li>. le commerce de fournitures de plomberie.</li> </ul>								
	<p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'entretien d'instruments de jaugeage, de calibrage ou de contrôle;</li> <li>. l'installation, la réparation ou l'entretien des produits vendus lorsqu'elle est visée par les unités 80110, 80170 à 80200 et 80250;</li> <li>. les travaux relatifs à la plomberie, à la tuyauterie et à la chaudronnerie;</li> <li>. le commerce de serrures de sécurité.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
54100	Commerce ou location d'articles ou d'équipements de sport; commerce ou location d'instruments et d'accessoires de musique; commerce de piscines ou de spas; commerce, location ou réparation de bicyclettes	0,80	0,56	0,0621	0,0591	0,0557	0,1911	0,1911	0,1911
	Cette unité vise :								
	. le commerce ou la location d'articles ou d'équipements de sport, tels que :								
	. le ski;								
	. la pêche;								
	. le golf;								
	. les sports de raquettes;								
	. la plongée;								
	. les quilles;								
	. le hockey;								
	. le commerce ou la location d'instruments et d'accessoires de musique;								
	. le commerce de piscines ou de spas;								
	. le commerce, la location ou la réparation de bicyclettes.								
	Cette unité vise également :								
	. le commerce ou la location d'équipements de conditionnement physique, tels que :								
	. appareils d'exercices;								
	. poids et haltères;								
	. le commerce ou la location d'équipements pour le tir, tels que :								
	. armes à feu;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	arcs;								
.	arbalètes;								
.	munitions;								
.	flèches;								
.	cibles;								
.	le commerce ou la location d'équipements pour le camping ou le plein-air, tels que :								
.	tentes;								
.	sacs de couchage;								
.	réchauds;								
.	gamelles;								
.	matelas pneumatiques;								
.	le commerce de tables de jeux et d'accessoires, tels que :								
.	billard;								
.	hockey sur table;								
.	tennis de table;								
.	la réparation et l'ajustement d'instruments de musique;								
.	le commerce d'équipements pour terrains de jeux, tels que :								
.	balançoires;								
.	glissades;								
.	grimpeurs;								
.	le commerce ou la location d'embarcations non motorisées, telles que :								
.	kayaks;								
.	canots;								
.	pédalos;								
.	planches à voile;								
.	le commerce ou la location d'accessoires d'embarcations, tels que :								
.	pagates;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	gilets de sauvetage;								
.	l'aiguillage de skis ou de patins;								
.	l'exploitation d'un commerce de prêts sur gages.								
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p>								
.	la réparation d'articles et d'équipements de sport;								
.	le commerce de meubles d'extérieur;								
.	le remplissage de bombes d'air comprimé;								
.	l'ouverture, la fermeture ou le nettoyage de piscines ou de spas;								
.	le commerce, la location ou l'installation d'abris ou d'auvents en toile;								
.	le commerce de cassettes, de disques compacts ou de DVD;								
.	le commerce d'accessoires ou de produits d'entretien de piscines ou de spas.								
	<p>Cette unité ne vise pas :</p>								
.	l'installation, la construction ou la réparation de piscines ou de spas;								
.	l'installation des produits vendus ou loués lorsqu'elle est visée par les unités 80030 à 80250;								
.	la réparation d'orgues d'église.								
	<p>L'employeur qui effectue à la fois le commerce ou la location d'articles ou d'équipements de sport, de camping, de plein-air ou de</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
542.10	bicyclettes et le commerce de vêtements ou de chaussures de sport, de camping, de plein-air ou de bicyclettes est classé dans la présente unité pour ces activités. Commerce de métaux ou d'alliages en formes primaires ou laminées; exploitation d'un atelier de découpage de métaux ou d'alliages Cette unité vise : . le commerce de métaux ou d'alliages en formes primaires ou laminées, tels que : . guesues; . lingots; . billettes; . tôles; . l'exploitation d'un atelier de découpage de métaux ou d'alliages. Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur du commerce de métaux ou d'alliages : . le découpage de métaux ou d'alliages. Cette unité ne vise pas : . l'exploitation d'un atelier de soudure; . la fabrication de treillis d'armature; . l'exploitation d'un atelier de ferrailage; . la fabrication d'éléments de charpente métallique.	2,58	2,27	0,2475	0,2619	0,1918	0,9116	0,9116	0,9116

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
54220	<p>L'employeur qui effectue à la fois le découpage de feuilles métalliques visé par l'unité 36050 et d'autres formes primaires ou laminées de métaux ou d'alliages est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>Commerce, location ou réparation de tracteurs de ferme; commerce, location ou réparation de machines et d'équipements agricoles pour le travail de la terre et les cultures; commerce, location ou réparation d'engins lourds pour la construction, pour l'extraction minière, pour l'exploitation pétrolière ou gazière, pour l'exploitation forestière ou pour l'entretien des routes; commerce, location ou réparation de chariots élévateurs; commerce, location ou réparation d'appareils de lavage mobiles</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce, la location ou la réparation de tracteurs de ferme;</li> <li>. le commerce, la location ou la réparation de machines et d'équipements agricoles pour le travail de la terre et les cultures, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. semoirs;</li> <li>. pulvérisateurs;</li> <li>. moissonneuses-batteuses;</li> <li>. planteuses;</li> <li>. faucheuses;</li> <li>. presses à balles;</li> </ul> </li> <li>. le commerce, la location ou la réparation d'engins lourds pour la construction, pour l'extraction minière, pour l'exploitation pétrolière ou gazière, pour l'exploitation</li> </ul>	1,95	1,67	0,1904	0,1741	0,1444	0,6120	0,6120	0,6120

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau			
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	forestière ou pour l'entretien des routes, tels que :								
	. excavatrices;								
	. chargeuses;								
	. niveleuses;								
	. camions lourds hors route;								
	. rouleaux vibrants;								
	. balayeuses de rues;								
	. le commerce, la location ou la réparation de chariots élévateurs;								
	. le commerce, la location ou la réparation d'appareils de levage mobiles, tels que :								
	. élévateurs à nacelle;								
	. plates-formes élévatrices mobiles.								
	Cette unité vise également :								
	. la location d'échafaudages ou de gradins;								
	. le commerce ou la location d'équipements se rattachant aux tracteurs de ferme, aux engins lourds, aux chariots élévateurs ou aux appareils de levage mobiles, tels que :								
	. godets;								
	. grappins ou pinces mécanisés;								
	. souffleuses à neige non domestiques;								
	. lames de niveleuses ou de chasse-neige;								
	. le commerce de pièces de tracteurs de ferme, d'engins lourds, de chariots élévateurs ou d'appareils de levage mobiles;								
	. le commerce ou la location de locomotives ou de wagons de marchandises;								
	. le commerce ou la location de conteneurs.								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce, la location ou la réparation de machines et d'équipements à usage domestique pour l'entretien ou les travaux paysagers, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. bêcheuses;</li> <li>. rotoculteurs;</li> <li>. scies mécaniques;</li> <li>. souffleuses à neige;</li> <li>. taille-haies ou taille-bordures;</li> <li>. tracteurs à gazon;</li> </ul> </li> <li>. la location d'outils;</li> <li>. le commerce ou la location de remorques;</li> <li>. le commerce de palans ou d'étagères;</li> <li>. la réparation de conteneurs;</li> <li>. le commerce ou la location de palettes de bois.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation d'échafaudages ou de gradins;</li> <li>. la location avec opérateur de tracteurs de ferme, d'engins lourds, de chariots élévateurs ou d'appareils de levage mobiles;</li> <li>. la location avec installation de grues fixes;</li> <li>. l'exploitation d'une unité mobile de soudure;</li> <li>. la réparation de locomotives ou de wagons de marchandises;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la réparation de palettes de bois;</li> <li>. l'exploitation d'un atelier de carrosserie.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois une activité visée par la présente unité et une activité visée par l'unité 54080 est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>								
54230	<p>Commerce ou location de machines et d'équipements industriels lourds; commerce ou location de machines et d'équipements pour l'industrie manufacturière; commerce ou location de machines et d'équipements agricoles autres que pour le travail de la terre et les cultures; commerce ou location d'appareils de levage ou de manutention fixes</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce ou la location de machines et d'équipements industriels lourds suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>. dépoussiéreurs, cyclones ou échangeurs de chaleur industriels;</li> <li>. machines et équipements pour l'industrie papetière;</li> <li>. machines et équipements pour l'industrie des scieries;</li> <li>. machines et équipements pour l'industrie minière;</li> <li>. machines et équipements pour l'industrie métallurgique primaire;</li> </ul> </li> <li>. le commerce ou la location de machines et d'équipements pour l'industrie manufacturière, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. machines et équipements pour la boulangerie et la pâtisserie;</li> <li>. machines et équipements pour l'emouteillage ou</li> </ul> </li> </ul>	0,99	0,74	0,0843	0,0664	0,0595	0,2630	0,2630	0,2630

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau							
				2019	2020	2021	2018	2019	2020					
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'emballage;</li> <li>· machines et équipements d'abattoirs;</li> <li>· machines et équipements de brasserie;</li> <li>· machines et équipements pour l'industrie pharmaceutique et cosmétique;</li> <li>· machines-outils pour le travail du métal ou du bois;</li> <li>· machines et équipements pour l'industrie du caoutchouc, du plastique, du meuble ou du bois ouvré;</li> <li>· machines et équipements pour les scieries mobiles;</li> <li>· le commerce ou la location de machines et d'équipements agricoles autres que pour le travail de la terre et les cultures, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· attaches à vaches;</li> <li>· silos à grain;</li> <li>· équipements d'acériculture;</li> <li>· équipements pour la production laitière, porcine, avicole ou bovine;</li> </ul> </li> <li>· le commerce ou la location d'appareils de lavage ou de manutention fixes, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· convoyeurs;</li> <li>· palans;</li> <li>· poulies;</li> <li>· courroies ou pièces de convoyeurs.</li> </ul> </li> </ul>													
	Cette unité vise également :													
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· le commerce ou la location de compresseurs;</li> <li>· le commerce ou la location de machines et d'équipements industriels pour le traitement des eaux usées et de l'eau potable;</li> </ul>													

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<p>le commerce d'équipements pour la réparation mécanique ou de carrosserie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. machines à pneus;</li> <li>. machines pour effectuer le réglage du parallélisme ou l'équilibrage des roues;</li> <li>. ponts élévateurs;</li> </ul> <p>le commerce de pompes ou de réservoirs à essence;</p> <p>le commerce d'appareils de lavage à pression;</p> <p>le commerce de balances industrielles ou commerciales;</p> <p>le commerce ou la location de pompes, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. pompes à eau;</li> <li>. pompes à piscines;</li> <li>. pompes d'égout;</li> <li>. pompes industrielles;</li> </ul> <p>le commerce d'équipements pour la culture hydroponique ou en serre;</p> <p>le commerce ou la location de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. groupes électrogènes;</li> <li>. transformateurs;</li> <li>. générateurs d'électricité;</li> <li>. moteurs électriques ou diesels;</li> </ul> <p>le commerce ou la location de fours, de fourneaux ou d'étuves industriels;</p> <p>le commerce ou la location d'appareils ou d'équipements de soudure sans le commerce de gaz afférents.</p>								
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce ou la location d'outils;</li> <li>. le commerce de pièces destinées aux machines et équipements visés par la présente unité;</li> <li>. la réparation lorsqu'elle est effectuée ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la construction de silos à grain ou de serres;</li> <li>. la remise à neuf de moteurs électriques ou diesels;</li> <li>. la réparation d'une pompe lorsque l'employeur effectue également le rebobinage du moteur de cette pompe;</li> <li>. le rebobinage de moteurs électriques.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas l'installation, l'entretien et la réparation de machines et d'équipements visés par les unités 69960 ou 80030 à 80250.								
54240	Commerce de mazout, de gaz propane, d'huiles et de graisses lubrifiantes ou de butane; commerce de produits chimiques; commerce ou entretien d'extincteurs	1,97	1,69	0,1676	0,1334	0,1298	0,6189	0,6189	0,6189
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de : <ul style="list-style-type: none"> <li>. mazout;</li> <li>. gaz propane;</li> <li>. huiles et graisses lubrifiantes;</li> <li>. butane;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de produits chimiques, tels que :</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. acétylène;</li> <li>. oxygène;</li> <li>. le commerce ou l'entretien d'extincteurs.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce d'essence ou de diesel qui n'est pas effectué à la pompe;</li> <li>. le commerce ou la location d'appareils ou d'équipements de soudure avec le commerce de gaz afférents;</li> <li>. l'approvisionnement par camion de produits pétroliers à des personnes qui n'effectuent pas le commerce de ces produits;</li> <li>. le commerce de teintures, de colorants ou d'encre;</li> <li>. le commerce de préparations chimiques pour l'industrie manufacturière;</li> <li>. le commerce d'explosifs;</li> <li>. le commerce de pièces pyrotechniques telles que des fusées de signalisation ou des feux d'artifices.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce, la location, l'entretien ou l'installation d'équipements, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. brûleurs;</li> <li>. fournaises ou poêles;</li> <li>. barbecues ou cuisinières;</li> <li>. chauffe-eau ou thermopompes;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. réservoirs ou bombes;</li> <li>. le commerce d'équipements de protection contre les incendies, tels que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. boîtiers d'éclairage d'urgence;</li> <li>. boyaux;</li> <li>. alarmes;</li> </ul> </li> <li>. l'embouteillage des produits vendus.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois le commerce de pièces pyrotechniques ou d'explosifs et la présentation de spectacles pyrotechniques est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le service de ramonage;</li> <li>. le commerce de produits d'entretien ou de nettoyage;</li> <li>. le commerce de produits antiparasitaires;</li> <li>. les travaux relatifs à la tuyauterie, à la plomberie, à la ferblanterie, à l'électricité ou à l'électronique;</li> <li>. l'installation de réservoirs souterrains;</li> <li>. le commerce de produits de revêtements.</li> </ul>								
54250	<p>Commerce de nourriture pour animaux de ferme; commerce de grains, de graines de semence ou de céréales mélangées ou non; commerce de produits antiparasitaires; commerce d'animaux domestiques; service de toilettage d'animaux domestiques</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de nourriture pour animaux de ferme tels que</li> </ul>	1,88	1,60	0,1583	0,1612	0,1061	0,6233	0,6233	0,6233

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau				
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	bovins, porcs, chevaux ou volailles; le commerce de grains, de graines de semences ou de céréales mélangées ou non, tels que : blé; . maïs; . orge; . haricots ou pois secs; le commerce de produits antiparasitaires, tels que : . insecticides; . rodenticides; . pesticides; . fongicides; le commerce d'animaux domestiques; le service de toilettage d'animaux domestiques.								
	Cette unité vise également :								
.	le service d'élevateurs à grain;								
.	le commerce de ripe, de copeaux ou de sciures de bois;								
.	le service d'ensilage de ripe, de copeaux ou de sciures de bois;								
.	le commerce de fertilisants;								
.	le commerce de gros de nourriture, d'équipements ou de fournitures pour animaux domestiques;								
.	le commerce de terreau.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de produits de soins et d'hygiène corporelle, à usage animal;</li> <li>. le pressage de ripe, de copeaux ou de sciures de bois;</li> <li>. le criblage de grains;</li> <li>. le service de pension pour animaux domestiques.</li> </ul> <p>Par commerce de gros, on entend le commerce de biens pour la revente ou en vue d'un usage commercial, industriel, institutionnel ou professionnel.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le mélange ou le traitement de grains.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois, dans un même bâtiment, le commerce de nourriture pour animaux de ferme et le commerce de détail de nourriture ou d'équipements et de fournitures pour animaux domestiques est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>L'employeur qui effectue à la fois, dans un même bâtiment, le commerce de détail de nourriture ou d'équipements et de fournitures pour animaux domestiques et le commerce d'animaux domestiques est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>	4,56	4,19	0,4904	0,3744	0,3726	1,5182	1,5182	1,5182
54260	Récupération de matières ou d'objets recyclables								
	<p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le tri, le nettoyage ou le lavage, le déchetage, le broyage, la mise en ballot ou la granulation de matières ou d'objets</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	recyclables, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· vêtements ou textile;</li> <li>· verre;</li> <li>· pneus;</li> <li>· plastique;</li> <li>· papier;</li> <li>· carton;</li> <li>· métal;</li> <li>· caoutchouc.</li> </ul>								
	Cette unité vise également : <ul style="list-style-type: none"> <li>· la démolition par compression de véhicules automobiles.</li> </ul>								
	L'employeur qui effectue à la fois la récupération de vêtements ou de matières textiles et la fabrication de couches ou de chiffons en tissu est classé dans la présente unité pour ces activités.								
	Cette unité ne vise pas : <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'enlèvement de matières ou d'objets recyclables sauf lorsqu'il est effectué par le système de conteneurs dits « Roll off » par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur de la récupération de matières ou d'objets recyclables. Cette unité vise alors la location des conteneurs afférents;</li> <li>· la démolition ou le dégamissage visé par les unités 80080 à 80110;</li> <li>· la récupération avec le commerce de pièces ou d'accessoires de véhicules automobiles;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
54320	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de vêtements;</li> <li>. la récupération pour la remise en état et la revente d'objets, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. meubles;</li> <li>. électroménagers;</li> <li>. articles de sports.</li> </ul> </li> <li>. Commerce de véhicules automobiles neufs ou d'occasion; commerce de caravanes ou de roulottes motorisées neuves ou d'occasion;</li> <li>. location de véhicules automobiles; location de caravanes ou de roulottes motorisées; commerce ou location de remorques</li> </ul> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce d'automobiles, de camions, d'autobus ou d'autocars neufs ou d'occasion;</li> <li>. le commerce de caravanes ou de roulottes motorisées neuves ou d'occasion;</li> <li>. la location d'automobiles, de camions, d'autobus ou d'autocars;</li> <li>. la location de caravanes ou de roulottes motorisées;</li> <li>. le commerce ou la location de remorques, telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. remorques à fond plat couvertes ou non;</li> <li>. remorques pour le transport d'automobiles;</li> <li>. remorques à benne basculante;</li> <li>. remorques-citernes;</li> <li>. fardiers;</li> <li>. remorques utilitaires.</li> </ul> </li> </ul>	1,47	1,20	0,1266	0,1022	0,0744	0,4661	0,4661	0,4661
	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le commerce de roulottes de tourisme, de tentes-remorques de camping, de roulottes de parcs, de chantier, à sellette ou de cellules habitables d'autocaravanes.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les activités visées par les unités 54340, 54350 et 54360.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et le lavage ou le nettoyage à la main de véhicules automobiles, de caravanes et de roulottes motorisées est classé dans la présente unité pour l'ensemble de ces activités.</p> <p>L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et des activités visées par les unités 54340, 54350 ou 54360 peut être classé dans la présente unité si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par la présente unité.</p>	2,12	1,83	0,2155	0,1630	0,1328	0,7707	0,7707	0,7707
54330	<p>Commerce avec installation ou réparation sur des véhicules automobiles de vitres, de pellicules teintées, de systèmes audio ou vidéo, de systèmes antivol, d'antidémarrateurs, de régulateurs de vitesse, de démarreurs à distance, de toits ouvrants, de systèmes de climatisation ou de systèmes de repérage; exploitation d'un atelier d'application du traitement contre la rouille ou de scellant de peinture sur les véhicules automobiles; service de lavage ou de nettoyage à la main de véhicules automobiles</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· le commerce avec l'installation ou la réparation sur des véhicules automobiles de vitres, de pellicules teintées, de systèmes audio ou vidéo, de systèmes antivol, d'antidémarrateurs, de régulateurs de vitesse, de démarreurs à distance, de toits ouvrants, de systèmes de climatisation ou de systèmes de repérage;</li> <li>· l'exploitation d'un atelier d'application de traitement contre la rouille ou de scellant de peinture sur les véhicules automobiles;</li> <li>· le service de lavage ou de nettoyage à la main de véhicules automobiles.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'un atelier de vidange d'huiles et de lubrification de véhicules automobiles;</li> <li>· l'exploitation d'un atelier d'installation de bandes décoratives, de moulures ou de lettrage sur véhicules automobiles;</li> <li>· l'exploitation d'un atelier de réparation de carrosserie de véhicules automobiles où est utilisée uniquement la technique dite de « débosselage sans peinture »;</li> <li>· l'installation et la conversion d'odomètres;</li> <li>· les services d'inspection mécanique de véhicules.</li> </ul>								
	L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et le rembourrage de sièges de véhicules automobiles est classé dans la présente unité pour ces activités.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas :								
	· le service mobile de lavage de véhicules automobiles.								
54340	Commerce de pièces ou d'accessoires de véhicules automobiles, de caravanes ou de roulettes motorisées	1,99	1,71	0,2036	0,1770	0,1463	0,7421	0,7421	0,7421
	Cette unité vise :								
	· le commerce de pièces ou d'accessoires de véhicules automobiles, de caravanes ou de roulettes motorisées, tels que :								
	· pièces de mécanique ou de carrosserie;								
	· enjoliveurs de roues.								
	Cette unité vise également :								
	· le commerce de pièces de matériel de transport;								
	· le service de fourniture de pièces ou d'accessoires d'un employeur qui effectue le commerce de véhicules automobiles, de caravanes ou de roulettes motorisées neufs aux fins de la réalisation par cet employeur d'une activité visée par les unités 54350 ou 54360.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· le commerce de produits d'entretien pour véhicules								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	automobiles, tels que :								
	. cires;								
	. savons;								
	. additifs;								
	. antigels;								
	. huiles;								
	. lubrifiants;								
	. le commerce de pneus;								
	. le commerce de peinture de véhicules automobiles.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. la réparation ou l'installation des produits vendus.								
54350	Commerce ou installation de pneus ou de chambres à air; exploitation d'un atelier de réparation de véhicules automobiles; service de dépannage ou de remorquage de véhicules automobiles; récupération avec le commerce de pièces et d'accessoires d'occasion de véhicules automobiles; exploitation d'un atelier d'installation de pièces du système d'échappement de véhicules automobiles; exploitation d'un atelier de réparation de suspension de véhicules automobiles	2,71	2,40	0,2750	0,2309	0,2072	0,9492	0,9492	0,9492
	Cette unité vise :								
	. le commerce ou l'installation de pneus ou de chambres à air;								
	. l'exploitation d'un atelier de réparation de véhicules automobiles;								
	. le service de dépannage ou de remorquage de véhicules automobiles;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau				
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<p>automobiles;</p> <p>la récupération avec le commerce de pièces et d'accessoires d'occasion de véhicules automobiles;</p> <p>l'exploitation d'un atelier d'installation de pièces du système d'échappement de véhicules automobiles;</p> <p>l'exploitation d'un atelier de réparation de suspension de véhicules automobiles.</p>								
	Cette unité vise également :								
.	le service de réparation, sur la route, de pneus de camions ou de remorques;								
.	le service de réparation de pompes à injection;								
.	le service de réglage du parallélisme ou de l'équilibrage des roues;								
.	le commerce, la réparation ou l'installation de pièces et d'équipements de remorques, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. unités réfrigérantes;</li> <li>. attaches remorques;</li> <li>. élingues;</li> </ul>								
.	la réparation de pneus, de freins, de suspension ou d'autres pièces de remorques.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
.	l'exploitation d'un lave-auto automatique;								
.	l'application de traitement contre la rouille ou de scellant de								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>peinture sur les véhicules automobiles;</p> <p>l'installation ou la réparation de systèmes de climatisation ou de toits ouvrants de véhicules automobiles.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· la réparation de carrosserie de véhicules automobiles ou de remorques;</li> <li>· la vulcanisation de pneus;</li> <li>· le service mobile de lavage de véhicules automobiles.</li> </ul> <p>L'employeur qui, dans un même bâtiment, exploite à la fois un atelier de réparation de véhicules automobiles et effectue le commerce de détail de l'essence ou de diesel est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>L'employeur qui effectue, dans un même bâtiment, à la fois l'inspection mécanique et la réparation mécanique de véhicules automobiles est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>	2,98	2,66	0,2396	0,1855	0,1752	1,0342	1,0342	1,0342
54360	<p>Exploitation d'un atelier de réparation de carrosserie de véhicules automobiles ou de remorques</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'un atelier de réparation de carrosserie de véhicules automobiles ou de remorques.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux		Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		général	particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>la peinture de carrosserie de véhicules automobiles.</p> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'utilisation de la technique dite de « débosselage sans peinture »;</li> <li>· l'application de traitement contre la rouille ou de scellant de peinture.</li> </ul> <p>Un employeur qui effectue la réparation de carrosserie de véhicules automobiles ne peut être classé dans l'unité 54350 sauf si un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par cette unité.</p> <p>L'employeur qui effectue à la fois l'évaluation des dommages sur les véhicules et la réparation de carrosserie est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>								
54410	<p>Commerce de gros de denrées alimentaires; commerce de gros de boissons, alcoolisées ou non; transport de lait cru</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le commerce de gros de denrées alimentaires, telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· cafés;</li> <li>· céréales ou noix;</li> <li>· condiments ou sauces;</li> </ul> </li> </ul>	2,74	2,43	0,3668	0,2941	0,2769	1,0365	1,0365	1,0365

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau			
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	confiseries;								
.	épices ou assaisonnements;								
.	fruits ou légumes;								
.	jus de fruits ou de légumes;								
.	plats cuisinés;								
.	produits laitiers;								
.	œufs;								
.	produits de boulangerie ou de pâtisserie;								
.	soupes;								
.	viandes, poissons ou fruits de mer;								
.	le commerce de gros de boissons, alcoolisées ou non;								
.	le transport de lait cru.								
	Cette unité vise également :								
.	le commerce de détail ambulant de denrées alimentaires;								
.	le commerce de gros de glace naturelle;								
.	le commerce de gros de produits du tabac;								
.	le commerce de gros d'eau.								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
.	le commerce de gros de produits non alimentaires, tels que :								
.	produits de soins ou d'hygiène corporelle;								
.	médicaments en vente libre;								
.	produits d'entretien ou de nettoyage;								
.	fournitures d'emballage;								
.	fournitures sanitaires.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Par commerce de gros, on entend le commerce de biens pour la revente ou en vue d'un usage commercial, industriel, institutionnel ou professionnel.								
	Par commerce de détail, on entend le commerce qui consiste à vendre principalement des biens à des consommateurs pour un usage personnel ou domestique.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. l'embouteillage d'eau.								
54420	Épicerie; boucherie; poissonnerie; commerce de détail de fruits ou de légumes	1,66	1,39	0,2085	0,1950	0,1756	0,6267	0,6267	0,6267
	Cette unité vise :								
	. l'exploitation d'une épicerie ou d'un supermarché;								
	. l'exploitation d'une boucherie;								
	. l'exploitation d'une poissonnerie;								
	. le commerce de détail de fruits ou de légumes.								
	Cette unité vise également :								
	. le commerce de détail de viandes froides, de pâtés de campagne, de cretons, de terrines ou d'autres produits de même nature;								
	. le commerce de détail de plats cuisinés;								
	. l'exploitation d'une banque alimentaire.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exploitation par cet employeur d'une épicerie, d'un supermarché, d'une boucherie, d'une poissonnerie ou d'un commerce de détail de fruits ou de légumes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le développement et le tirage de films;</li> <li>. la fabrication de plats cuisinés;</li> <li>. la fabrication de produits de boulangerie ou de pâtisserie.</li> </ul> <p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exploitation par cet employeur d'un commerce de détail de plats cuisinés ou d'un commerce de détail de viandes froides, de pâtés de campagne, de cretons, de terrines ou d'autres produits de même nature :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la cuisson de pâtes pour produits de pâtisserie ou de boulangerie.</li> </ul> <p>Par commerce de détail, on entend le commerce qui consiste à vendre principalement des biens à des consommateurs pour un usage personnel ou domestique.</p> <p>L'employeur qui effectue dans un même bâtiment le commerce de détail de viandes froides, de pâtés de campagne, de cretons, de terrines ou d'autres produits de même nature et le commerce de détail de fromages est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>L'employeur qui exploite un dépanneur et qui y effectue le commerce de détail de viandes fraîches est classé dans la présente</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
54430	Dépanneur; commerce de détail de boissons, alcoolisées ou non; commerce d'essence ou de diesel effectué à la pompe  Cetle unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'un dépanneur;</li> <li>. le commerce de détail de boissons, alcoolisées ou non;</li> <li>. le commerce d'essence ou de diesel effectué à la pompe.</li> </ul> Cetle unité vise également : <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce de détail d'eau;</li> <li>. le commerce de détail de produits du tabac;</li> <li>. le commerce de détail de cafés, de thés ou de tisanes;</li> <li>. le commerce de détail d'épices;</li> <li>. le commerce de détail de produits de pâtisserie;</li> <li>. le commerce de détail de produits de boulangerie;</li> <li>. le commerce de détail de confiseries;</li> <li>. le commerce de détail de noix;</li> <li>. le commerce de détail de fromages;</li> <li>. l'exploitation d'un lave-auto automatique.</li> </ul> Cetle unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la cuisson de pâtes pour produits de pâtisserie ou de</li> </ul>	1,22	0,96	0,1259	0,1112	0,1098	0,4188	0,4188	0,4188

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>boulangerie;</li> <li>la location de films ou de logiciels de jeux vidéo;</li> <li>le commerce de détail de plats cuisinés;</li> <li>le commerce de détail de produits pour véhicules automobiles, tels que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>huiles;</li> <li>lave-glaces;</li> <li>produits d'entretien ou de nettoyage.</li> </ul> </li> </ul>								
	<p>Par commerce de détail, on entend le commerce qui consiste à vendre principalement des biens à des consommateurs pour un usage personnel ou domestique.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la torréfaction du café;</li> <li>la fabrication de plats cuisinés à l'exception des sandwichs lorsqu'ils sont fabriqués dans le cadre de l'exécution par l'employeur d'activités visées par la présente unité;</li> <li>les activités visées par les unités 68010 et 68020.</li> </ul>								
54440	<p>Commerce de produits de soins et d'hygiène corporelle; commerce de médicaments</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le commerce de produits de soins et d'hygiène corporelle, à usage humain ou animal, tels que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>cosmétiques;</li> <li>dentifrices;</li> </ul> </li> </ul>	0,74	0,50	0,0537	0,0549	0,0601	0,1930	0,1930	0,1930

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau				
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	lotions;								
.	parfums;								
.	produits capillaires;								
.	savons;								
.	le commerce de gros de médicaments sous ordonnance ou en vente libre, à usage humain ou animal, tels que :								
.	analgésiques;								
.	anesthésiques;								
.	antibiotiques;								
.	anti-inflammatoires;								
.	antiseptiques;								
.	hormones;								
.	l'exploitation d'une pharmacie.								
.	Cette unité vise également :								
.	le commerce de produits nutraceutiques, tels que :								
.	ampoules de radis noir;								
.	capsules de yogourt probiotique;								
.	capsules de lycopène;								
.	le commerce de vitamines et de minéraux alimentaires;								
.	le commerce de substances thérapeutiques, telles que :								
.	remèdes homéopathiques;								
.	produits de phytothérapie;								
.	le commerce ou la location d'orthèses tels que :								
.	béquilles;								
.	collets cervicaux;								
.	fauteuils roulants;								
.	supports lombaires;								
.	l'exploitation d'un comptoir postal;								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le service de dépôt de linge;</li> <li>. le commerce de billets d'autobus ou d'autocars.</li> </ul> <p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce d'aliments fonctionnels, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. boissons de soya;</li> <li>. margarines enrichies de phytostérols;</li> </ul> </li> <li>. le commerce de chaussures;</li> <li>. la réparation d'orthèses.</li> </ul> <p>Par commerce de gros, on entend le commerce de biens pour la vente ou en vue d'un usage commercial, industriel, institutionnel ou professionnel.</p> <p>L'employeur qui exploite un comptoir postal ou un service de dépôt de linge ou qui effectue le commerce de billets d'autobus ou d'autocars et une autre activité est classé pour ces activités dans l'unité qui vise cette autre activité.</p>	1,52	1,25	0,1633	0,0990	0,0883	0,5130	0,5130	0,5130
55010	<p>Transport aérien; services relatifs au transport aérien</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le transport aérien de personnes ou de marchandises, tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. le transport aérien à horaire fixe ou non;</li> <li>. le transport aérien de lettres, de documents ou de co-</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>lis;</li> <li>· le transport aérien de tourisme ou récréatif;</li> <li>· les ambulances aériennes;</li> <li>· les services relatifs au transport aérien, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'un aéroport;</li> <li>· la location d'aéronefs;</li> <li>· le chargement et le déchargement d'aéronefs;</li> <li>· la vérification et l'entretien autre que mécanique d'aéronefs;</li> <li>· l'entretien mécanique et la remise à neuf d'aéronefs lorsque réalisés par un transporteur aérien;</li> <li>· le service de transbordement de passagers;</li> <li>· l'avitaillement;</li> <li>· le service d'accueil et de transfert de bagages;</li> <li>· le service de contrôleurs aériens;</li> <li>· le dégivrage d'avions.</li> </ul> </li> </ul>								
	<p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'épandage ou la dispersion de produits par voies aériennes;</li> <li>· la surveillance aérienne;</li> <li>· l'arpentage aérien;</li> <li>· la photographie et la cartographie aériennes;</li> <li>· la publicité aérienne;</li> <li>· la cueillette aérienne de données géophysiques;</li> <li>· les écoles de pilotage aérien;</li> <li>· les écoles de parachutisme.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	. les services d'entreposage;								
	. l'entretien des pistes.								
55020	Transport maritime et ferroviaire; services relatifs au transport maritime et ferroviaire	2,42	2,12	0,2224	0,1815	0,1757	0,7624	0,7624	0,7624
	Cette unité vise :								
	. le transport maritime de passagers ou de marchandises, tel que :								
	. le transport maritime à horaire fixe ou non;								
	. le transport maritime de tourisme ou récréatif;								
	. les services relatifs au transport maritime, tels que :								
	. le remorquage et l'amarrage de bateaux;								
	. les services de remorquage de barges ou de plates-formes;								
	. l'installation et l'entretien de bornes maritimes;								
	. les services de pilotage maritime;								
	. l'exploitation d'installations portuaires;								
	. le transport ferroviaire de passagers ou de marchandises, tel que :								
	. le transport ferroviaire à horaire fixe ou non;								
	. le transport ferroviaire de tourisme ou récréatif;								
	. les services relatifs au transport ferroviaire, tels que :								
	. le débroussaillage et le déneigement de voies ferrées;								
	. le nettoyage de wagons;								
	. le chargement et le déchargement de wagons;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	le service d'arrimage de marchandises relatif au transport ferroviaire; l'exploitation d'une gare.								
	Cette unité vise également :								
.	les services de remorquage et de récupération de bois sur l'eau au moyen d'embarcations;								
.	les services de location de bateaux avec équipage;								
.	l'exploitation d'une écluse.								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur de l'activité de transport maritime ou de services relatifs à l'exploitation d'installations portuaires :								
.	le chargement et le déchargement de bateaux ou de camions.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
.	les services d'entreposage;								
.	l'entretien mécanique.								
	Cette unité ne vise pas :								
.	les services offerts dans une marina;								
.	la construction et la réparation de voies ferrées;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
55030	<ul style="list-style-type: none"> <li>. les services touristiques de descente de rapides.</li> <li>Chargement ou déchargement de bateaux</li> </ul> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le chargement de bateaux;</li> <li>. le déchargement de bateaux.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le chargement et le déchargement de wagons ou de camions;</li> <li>. l'arrimage maritime.</li> </ul>	2,60	2,29	0,1630	0,1775	0,1838	0,7448	0,7448
55040	<p>Transport routier de passagers</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le transport de passagers en autocar ou en autobus à horaire fixe ou non;</li> <li>. le transport scolaire;</li> <li>. le transport adapté;</li> <li>. le transport touristique ou récréatif en autocar ou en autobus;</li> <li>. le transport rémunéré de personnes par automobile;</li> <li>. le transport de passagers en limousine;</li> </ul>	2,59	2,29	0,2777	0,2687	0,2590	1,0456	1,0456

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le transport en minibus.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le transport par métro;</li> <li>. les services de navette;</li> <li>. les cours de conduite de véhicules automobiles, de motocyclettes ou d'engins lourds.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'opération d'un centre téléphonique;</li> <li>. l'entretien mécanique;</li> <li>. l'exploitation d'un terminus d'autobus.</li> </ul>	4,71	4,33	0,3385	0,2902	0,2301	1,5025	1,5025
55050	<p>Transport routier de marchandises</p> <p>Cette unité vise le transport routier de marchandises effectué à l'aide de tout type de camions, à l'exception des camions à benne basculante.</p> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'entretien mécanique;</li> </ul>							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. les services d'entreposage.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois le service de courtage en transport et le transport de marchandises visé par la présente unité est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>								
55060	<p>Services de déménagement</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le déménagement de biens usagés par camion.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le transport d'objets d'art par camion;</li> <li>. le déménagement de matériel institutionnel ou commercial usagé par camion;</li> <li>. le déplacement de mobilier institutionnel ou commercial, y compris le démontage ou le remontage de ce mobilier;</li> <li>. la location de services de déménageurs ou de manutentionnaires dans le cadre d'activités visées par la présente unité.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'entretien mécanique;</li> <li>. les services d'entreposage;</li> </ul>	9,63	9,10	0,8772	0,6233	0,5740	3,6908	3,6908	3,6908

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
55070	<p>l'emballage et le déballage.</p> <p>Transport par camion à benne basculante; enlèvement de la neige</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le transport par camion à benne basculante;</li> <li>· l'enlèvement de la neige au moyen d'un véhicule.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'épandage de fondants ou d'abrasifs;</li> <li>· le transport par le système de conteneurs dit « Roll off », avec ou sans la location des conteneurs afférents.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'entretien mécanique;</li> <li>· les services d'entreposage.</li> </ul> <p>L'employeur classé dans la présente unité pour l'activité de transport par camion à benne basculante ne peut également être classé dans l'unité 13140 sauf lorsqu'il a au moins un de ses travailleurs effectués uniquement des tâches reliées aux activités visées par cette dernière unité.</p>	3,58	3,24	0,2408	0,2012	0,1581	1,1285	1,1285	1,1285



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
55080	Services d'entreposage; services d'emballage, d'empaquetage, de mise en boîtes, d'étiquetage et de changement d'étiquettes de produits	2,75	2,44	0,3051	0,2530	0,2353	0,9425	0,9425	0,9425
	Cette unité vise :								
	· l'entreposage de marchandises diverses;								
	· l'entreposage frigorifique;								
	· les services d'emballage, d'empaquetage, de mise en boîtes, d'étiquetage et de changement d'étiquettes de produits.								
	Cette unité vise également :								
	· les services d'archivage de documents;								
	· les services mobiles de déchetage de documents confidentiels;								
	· les services de prise d'inventaire.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles ne sont pas effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par une autre unité :								
	· le chargement ou le déchargement de camions;								
	· la manutention de bois dans une cour à bois.								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· les services logistiques, notamment la rupture de charge, le								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	contrôle et la gestion des stocks.								
	Cette unité ne vise pas :								
	· la location d'espaces d'entreposage sans manutention.								
55090	Services de messagerie ou de livraison	3,86	3,51	0,5650	0,4420	0,4575	1,5401	1,5401	1,5401
	Cette unité vise :								
	· les services de messagerie ou de livraison de lettres, de documents, de petits colis ou d'objets de moins de 40 kilogrammes.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· le transport aérien de lettres, de documents ou de petits colis;								
	· le transport de lettres, de documents ou de petits colis entre des entrepôts, des centres de tri ou de distribution;								
	· l'entretien mécanique;								
	· les services d'entreposage.								
57010	Réseau ou station de télévision; production de films, de films publicitaires, de vidéoclips ou d'émissions de télévision; production de spectacles de musique, de chant, de théâtre, de danse ou de spectacles de même nature; salle de cinéma; ciné-parc; salle de	1,09	0,84	0,0936	0,0552	0,0601	0,3498	0,3498	0,3498

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>spectacles; organisation d'événements périodiques de nature culturelle, sportive ou commerciale; musée; site historique</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'un réseau ou d'une station de télévision;</li> <li>. la production de films, de films publicitaires, de vidéoclips ou d'émissions de télévision;</li> <li>. la production de spectacles de musique, de chant, de théâtre, de danse ou de spectacles de même nature;</li> <li>. l'exploitation d'une salle de cinéma ou d'un ciné-parc;</li> <li>. l'exploitation d'une salle de spectacles;</li> <li>. l'organisation d'événements périodiques de nature culturelle, sportive ou commerciale tels que festival, marathon, salon du livre ou foire commerciale;</li> <li>. l'exploitation d'un musée;</li> <li>. l'exploitation d'un site historique.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'enregistrement audiovisuel d'événements tels que conférence, mariage, spectacle ou discours;</li> <li>. l'exploitation d'une discomobile;</li> <li>. l'exploitation d'un centre d'exposition.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le commerce d'articles de souvenirs;</li> <li>. le service de restauration;</li> <li>. le service d'information touristique.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	. l'exploitation d'un aréna qui sert également de salle de spectacles.								
57020	Centre récréatif; salle de quilles; salle de billard; centre de conditionnement physique; centre de sports de raquette; parc d'attractions fixe; parc aquatique	1,28	1,01	0,1394	0,1139	0,0983	0,4428	0,4428	0,4428
	Cette unité vise :								
	. l'exploitation d'un centre récréatif;								
	. l'exploitation d'une salle de quilles;								
	. l'exploitation d'une salle de billard;								
	. l'exploitation d'un centre de conditionnement physique;								
	. l'exploitation d'un centre de sports de raquette tels que tennis, squash, raquetball;								
	. l'exploitation d'un parc d'attractions fixe;								
	. l'exploitation d'un parc aquatique.								
	Cette unité vise également :								
	. l'exploitation d'une piste de course pour chevaux ou pour véhicules;								
	. l'exploitation d'un mini-golf;								
	. l'exploitation d'un centre de curling;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	l'exploitation d'un terrain d'exercice pour le golf;								
.	l'exploitation d'un club de tir au fusil ou à l'arc;								
.	l'exploitation d'un centre d'amusement tel que salle de jeux électroniques ou d'un site de jeux de combats;								
.	l'exploitation d'une marina;								
.	l'exploitation d'un club nautique;								
.	l'exploitation d'un camp de jour;								
.	l'exploitation d'un club de sport professionnel ou amateur;								
.	l'exploitation d'un jardin zoologique ou d'un aquarium;								
.	l'exploitation d'un casino;								
.	l'exploitation d'un bingo;								
.	l'exploitation d'un stade;								
.	l'exploitation d'un aréna;								
.	le service d'enseignement de la danse ou des arts du cirque;								
.	le service d'enseignement de sports ou de loisirs à caractère sportif tels que :								
.	le golf;								
.	le hockey;								
.	le karaté;								
.	la plongée sous-marine;								
.	le tai chi;								
.	le tennis;								
.	le yoga;								
.	les organismes dont les activités consistent à organiser des activités sociales, sportives ou de loisirs tels que :								
.	les clubs de l'âge d'or;								
.	les clubs sociaux;								
.	les scouts;								
.	les associations ou les fédérations de sports ou de loisirs lorsque ces organismes organisent des activités sportives ou								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau		Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018
	de loisirs, affectent des officiels ou des entraîneurs à de telles activités ou offrent de la formation pratique.						
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :						
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le service de restauration ou de bar;</li> <li>. les services d'alphabetisation;</li> <li>. les services d'aide aux devoirs;</li> <li>. l'organisation d'événements périodiques de nature culturelle, sportive ou commerciale tels que festival, marathon, salon du livre ou foire commerciale;</li> <li>. la vente, la location, l'entretien ou la réparation d'équipements de sports;</li> <li>. la location de salles;</li> <li>. le service d'information touristique;</li> <li>. le service de massothérapie.</li> </ul>						
	L'employeur qui offre à la fois des services d'enseignement visés par la présente unité et :						
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. des services d'enseignement des langues; ou</li> <li>. des services d'enseignement des arts ou de loisirs autres qu'à caractère sportif</li> </ul>						
	est classé dans la présente unité pour ces activités.						
	L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente						

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	unité et la promotion d'activités sociales, de sports ou de loisirs est classé dans la présente unité pour ces activités.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. les services d'hébergement.								
57030	Club de golf	1,92	1,64	0,1456	0,1326	0,0924	0,6782	0,6782	0,6782
	Cette unité vise :								
	. l'exploitation d'un club de golf.								
	Cette unité vise également :								
	. l'exploitation d'un jardin botanique.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	. l'exploitation d'un terrain d'exercice pour le golf;								
	. le service de restauration ou de bar;								
	. le service d'enseignement;								
	. la vente, la location, l'entretien ou la réparation d'équipements de sports;								
	. la location de salles.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
	Cette unité ne vise pas :							
	· les services d'hébergement.							
57040	Centre de ski alpin ou de ski de fond	3,48	3,15	0,5130	0,2972	0,3233	1,4437	1,4437
	Cette unité vise :							
	· l'exploitation d'un centre de ski alpin;							
	· l'exploitation d'un centre de ski de fond.							
	Cette unité vise également :							
	· l'exploitation d'un club de motoneigistes;							
	· l'exploitation d'un club de VTT;							
	· l'exploitation de glissades sur neige;							
	· l'exploitation d'un cirque ambulant avec chapiteau;							
	· l'exploitation d'un parc d'attractions ambulant.							
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :							
	· le service de restauration ou de bar;							
	· le service d'enseignement;							
	· la vente, la location, l'entretien ou la réparation d'équipements de sports;							
	· la location de salles.							



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas :								
	· les services d'hébergement.								
58010	Services relatifs à l'environnement	3,21	2,89	0,2618	0,2424	0,2009	1,1495	1,1495	1,1495
	Cette unité vise :								
	· l'exploitation d'un site d'enfouissement sanitaire;								
	· l'exploitation d'un incinérateur à déchets;								
	· le service de pompage effectué au moyen d'un camion vacuum tel que la vidange de fosses septiques, de puisards ou de réservoirs;								
	· le service de nettoyage de réseaux d'égout;								
	· le service de nettoyage de surfaces contaminées par des matières dangereuses;								
	· la récupération, le traitement ou l'élimination de matières dangereuses ou de rebus liquides ou semi-liquides tels que graisses, savons, cires, colorants, acides, cyanures, huiles ou boues industrielles;								
	· le service de nettoyage effectué en espaces clos au sens du Règlement sur la santé et la sécurité du travail édicté par le décret 885-2001 (2001, G.O. 2, 5020);								
	· le service de décontamination des sols;								
	· le service de location avec entretien de toilettes chimiques portatives.								
	Par matière dangereuse, on entend toute matière qui, en raison de ses propriétés, présente un danger pour la santé ou l'environnement et qui est explosive, gazeuse, inflammable, toxique, radioactive,								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	corrosive, comburante ou lixiviable.								
	Cette unité vise également :								
	· l'exploitation d'un dépotoir à neige.								
58020	Services d'enlèvement des ordures; services d'enlèvement des objets et des matières recyclables; service de ramonage de cheminées	5,22	4,83	0,5704	0,4650	0,3585	2,0149	2,0149	2,0149
	Cette unité vise :								
	· le service d'enlèvement des ordures;								
	· le service d'enlèvement de matières recyclables telles que papier, plastique, verre, carton, vêtements, textile ou métal;								
	· le service d'enlèvement de matières compostables telles que gazon ou feuilles mortes;								
	· le service d'enlèvement de pneus hors d'usage;								
	· le service d'enlèvement de matières grasses ou de viandes impropres à la consommation humaine telles que carcasses d'animaux, os, moelle ou graisse;								
	· le service de ramonage de cheminées.								
	Cette unité vise également :								
	· la location des services de personnel réalisée dans le cadre d'activités visées par la présente unité.								
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
58030	<p>la location des conteneurs utilisés pour l'enlèvement des objets et des matières recyclables ou des ordures.</p> <p>Services provinciaux de détention</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les activités réalisées par les établissements provinciaux de détention.</li> </ul>	3,01	2,69	0,2420	0,2621	0,2701	1,2314	1,2314	1,2314
58040	<p>Services de l'Administration provinciale non autrement spécifiés dans les autres unités</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les activités réalisées par les services de l'Administration provinciale tels que les ministères, les organismes ou la Sûreté du Québec.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les activités réalisées par une communauté métropolitaine ou une municipalité régionale de comté lorsque l'employeur exerce uniquement des activités de nature administrative;</li> <li>les activités réalisées par les personnes visées par le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 11 de la Loi.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les activités visées par une autre unité lorsqu'elles sont</li> </ul>	0,48	0,24	0,0249	0,0174	0,0154	0,0704	0,0704	0,0704

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
58050	<p>réalisées par les services de l'Administration provinciale.</p> <p>Programmes d'aide à la création d'emplois</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les activités réalisées par les personnes qui effectuent un travail dans le cadre d'une entente conclue conformément à l'article 16 de la Loi;</li> <li>· les activités réalisées par les personnes visées par le paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article 11 de la Loi.</li> </ul>	0,68	0,44	0,0259	0,0160	0,0530	0,2189	0,2189	0,2189
58060	<p>Ministère des Transports du Québec</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les activités réalisées par le ministère des Transports du Québec.</li> </ul>	1,23	0,97	0,1076	0,1052	0,0694	0,4277	0,4277	0,4277
58070	<p>Services de l'administration municipale ou d'une bande indienne</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les activités réalisées par les municipalités;</li> <li>· les activités réalisées par les régies intermunicipales;</li> <li>· les activités réalisées par les bandes indiennes.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les activités réalisées par une communauté métropolitaine ou</li> </ul>	1,51	1,24	0,1817	0,1527	0,1304	0,5098	0,5098	0,5098

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>une municipalité régionale de comté lorsque l'employeur réalise à la fois des activités de nature administrative et d'autres activités telles que l'exploitation d'un site d'enfouissement sanitaire, l'opération d'un service de police, l'opération d'un service de protection contre les incendies ou l'exploitation d'une usine de traitement des eaux usées; l'exploitation d'une usine de filtration d'eau ou de traitement des eaux usées.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les travaux de construction réalisés dans le cadre de la construction d'un bâtiment;</li> <li>. les autres travaux de construction lorsqu'ils ne sont pas réalisés sur les biens immobiliers d'un employeur visé par la présente unité;</li> <li>. les activités visées par les unités 11110, 14010 ou 14020;</li> <li>. la plongée sous-marine, incluant l'inspection sous-marine de câbles, de quais, l'installation de câbles sous-marins, le nettoyage de prises d'eau, la récupération de bois sous l'eau, les travaux de construction sous-marins et autres activités de services exercées sous l'eau.</li> </ul>	2,41	2,11	0,3040	0,2173	0,3785	1,2175	1,2175	1,2175
58080	Fonds de soutien à la réinsertion sociale								
	<p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les activités réalisées par un fonds de soutien à la réinsertion sociale constitué en vertu de l'article 74 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (chapitre S-40.1).</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
58090	Production d'électricité; réseau de transport ou de distribution d'énergie	0,53	0,29	0,0393	0,0309	0,0310	0,0946	0,0946	0,0946
	Cette unité vise :								
	. la production d'électricité;								
	. l'exploitation d'un réseau de transport ou de distribution d'énergie telle qu'électricité ou gaz naturel.								
	Cette unité vise également								
	. la production et la distribution de vapeur;								
	. l'exploitation d'un réseau d'aqueduc.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	. le raccordement des clients au réseau de distribution d'énergie;								
	. l'entretien et la réparation du réseau de transport ou de distribution d'énergie;								
	. le commerce ou la location d'équipements de chauffage.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. l'exploitation d'une usine de filtration d'eau.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
59010	Salon de coiffure; salon d'esthétique; clinique d'épilation; exploitation d'un salon funéraire; exploitation d'un crématorium; exploitation d'un columbarium	1,18	0,92	0,0918	0,0672	0,0607	0,3867	0,3867
	Cette unité vise :							
	. l'exploitation d'un salon de coiffure;							
	. l'exploitation d'un salon d'esthétique;							
	. l'exploitation d'une clinique d'épilation;							
	. l'exploitation d'un salon funéraire;							
	. l'exploitation d'un crématorium;							
	. l'exploitation d'un columbarium.							
	Cette unité vise également :							
	. les services de thanatologie;							
	. l'exploitation d'un centre de relaxation offrant un ou plusieurs services tels que massothérapie, thalassothérapie, spa ou sauna et n'offrant pas l'hébergement;							
	. l'exploitation d'un salon de bronzage;							
	. le service de tatouage.							
	Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exploitation d'un salon funéraire :							
	. le commerce de monuments funéraires, d'urnes ou de cercueils.							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
59020	Centre hospitalier de soins généraux et spécialisés; centre hospitalier de soins psychiatriques; centre local de services communautaires; centre de réadaptation pour personnes ayant des déficiences physiques	1,27	1,01	0,1378	0,1269	0,1035	0,4372	0,4372
	Cette unité vise :							
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés;</li> <li>· l'exploitation d'un centre hospitalier de soins psychiatriques;</li> <li>· l'exploitation d'un centre local de services communautaires;</li> <li>· l'exploitation d'un centre de réadaptation pour personnes ayant des déficiences physiques.</li> </ul>							
	Cette unité vise également :							
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· les services de soins infirmiers;</li> <li>· la location de services de personnel infirmier;</li> <li>· les services de premiers répondants en intervention préhospitalière;</li> <li>· l'exploitation d'une maison de naissances;</li> <li>· l'exploitation d'une clinique médicale lorsque l'employeur peut héberger sa clientèle.</li> </ul>							
	Cette unité vise également les services de conseils téléphoniques de nature médicale lorsqu'ils sont effectués par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité.							



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas :								
	. l'exploitation d'un centre de soins palliatifs.								
	L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et qui exploite une clinique ou pratique la médecine, activités visées par l'unité 59070, est classé dans la présente unité pour ces activités.								
	L'employeur qui exploite dans une même installation à la fois un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et des lits en vertu d'un permis de centre d'hébergement et de soins de longue durée est classé dans la présente unité pour ces activités.								
	L'employeur qui exploite à la fois un centre hospitalier de soins psychiatriques et des lits en vertu d'un permis de centre d'hébergement et de soins de longue durée est classé dans la présente unité pour ces activités.								
59030	Centre d'hébergement et de soins de longue durée	3,57	3,23	0,5140	0,4122	0,4407	1,5876	1,5876	1,5876
	Cette unité vise :								
	. l'exploitation d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée.								
	Cette unité vise également :								
	. l'exploitation d'un centre de soins palliatifs;								
	. l'exploitation d'un centre de convalescence.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
59040	Résidence pour personnes âgées offrant de l'aide personnelle; location de services de préposés aux bénéficiaires	4,04	3,69	0,4471	0,3248	0,2897	1,6792	1,6792	1,6792
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'une résidence pour personnes âgées offrant de l'aide personnelle telle que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'aide à l'alimentation;</li> <li>· l'aide au déplacement;</li> <li>· l'aide à l'habillement;</li> <li>· l'aide à l'hygiène;</li> </ul> </li> <li>· les services d'aide personnelle;</li> <li>· la location de services de préposés aux bénéficiaires.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'une ressource intermédiaire pour les personnes âgées, quelle que soit la condition mentale ou physique de ces personnes;</li> <li>· l'exploitation d'une ressource intermédiaire pour les personnes ayant des déficiences physiques, quelle que soit la condition mentale de ces personnes;</li> <li>· l'exploitation d'une maison d'hébergement pour les personnes ayant des déficiences physiques.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les services suivants lorsqu'ils sont fournis à un bénéficiaire par un employeur qui lui offre également, à domicile, des services d'aide personnelle :								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'accompagnement à l'occasion de déplacements;</li> <li>. les courses dans les épiceries ou les autres magasins;</li> <li>. la préparation de repas;</li> <li>. les visites d'amitié.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue, dans un même bâtiment, à la fois une activité visée par la présente unité et une ou plusieurs des activités suivantes est classé dans la présente unité pour ces activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'hébergement de personnes bénéficiant de soins palliatifs;</li> <li>. l'hébergement de personnes en convalescence;</li> <li>. l'hébergement de personnes ayant des problèmes de santé mentale;</li> <li>. l'hébergement de personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement;</li> <li>. l'hébergement de personnes âgées sans service d'aide personnelle;</li> <li>. l'exploitation de lits en vertu d'un permis de centre d'hébergement et de soins de longue durée.</li> </ul>	1,86	1,58	0,1815	0,1387	0,1139	0,6739	0,6739	0,6739
59050	<p>Maison d'hébergement pour les personnes en difficulté; centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation; centre de réadaptation pour les mères en difficulté d'adaptation</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une maison d'hébergement pour les personnes en difficulté telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les jeunes en difficulté d'adaptation;</li> <li>. les joueurs compulsifs;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau				
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. les mères en difficulté d'adaptation;</li> <li>. les personnes ayant des problèmes de santé mentale;</li> <li>. les personnes alcooliques ou les autres personnes toxicomanes;</li> <li>. les sans-abri;</li> <li>. les victimes de violence;</li> <li>. l'exploitation d'un centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation;</li> <li>. l'exploitation d'un centre de réadaptation pour les mères en difficulté d'adaptation.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une ressource intermédiaire pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale ou pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement;</li> <li>. l'exploitation d'une ressource intermédiaire pour les jeunes en difficulté;</li> <li>. l'exploitation d'une ressource intermédiaire pour les personnes alcooliques et les autres personnes toxicomanes;</li> <li>. l'exploitation d'un centre de transition pour les ex-détenus.</li> </ul>								
	L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois l'hébergement pour les personnes en difficulté et une activité visée par l'unité 59110 est classé dans la présente unité pour ces activités.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
59060	Service d'ambulance  Cette unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'un service d'ambulance.</li> </ul>	3,37	3,04	0,3913	0,3302	0,3212	1,0475	1,0475	1,0475
59070	Pratique de la médecine; services de consultation dans les domaines de la santé ou des services sociaux; services de traitements physiques; services d'optométrie; services d'un opticien d'ordonnances  Cette unité vise : <ul style="list-style-type: none"> <li>· la pratique de la médecine par des professionnels tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· les dermatologues;</li> <li>· les gynécologues;</li> <li>· les omnipraticiens;</li> <li>· les ophtalmologistes;</li> <li>· les orthopédistes;</li> <li>· les pédiatres;</li> <li>· les psychiatres;</li> </ul> </li> <li>· les services de consultation dans les domaines de la santé ou des services sociaux par des professionnels tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· les homéopathes;</li> <li>· les nutritionnistes;</li> <li>· les psychologues;</li> <li>· les travailleurs sociaux;</li> </ul> </li> </ul>	0,80	0,55	0,0450	0,0417	0,0377	0,2134	0,2134	0,2134

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<p>les services de traitements physiques par des professionnels tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les acupuncteurs;</li> <li>. les chiropraticiens;</li> <li>. les ostéopaticiens;</li> <li>. les physiothérapeutes;</li> <li>. les services d'optométrie;</li> <li>. les services d'un opticien d'ordonnances.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la fabrication de verres correcteurs ou de verres de contact;</li> <li>. les services d'un audioprothésiste;</li> <li>. les services d'une sage-femme;</li> <li>. les services de collecte de sang;</li> <li>. les services de prélèvements biologiques;</li> <li>. les services d'analyse de prélèvements biologiques;</li> <li>. les services d'orientation professionnelle;</li> <li>. la formation en secourisme;</li> <li>. l'exploitation d'un stand de secourisme;</li> <li>. l'exploitation d'une clinique offrant les services de professionnels visés par la présente unité;</li> <li>. l'exploitation d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse;</li> <li>. les organismes de justice alternative;</li> <li>. l'exploitation d'un groupe de médecine familiale;</li> <li>. l'exploitation d'un laboratoire de radiologie.</li> </ul>								

L'employeur qui effectue à la fois la formation en secourisme et le commerce de trousses de premiers soins est classé dans la présente

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
59080	<p>Pratique de la médecine dentaire; pratique de la médecine vétérinaire</p> <p>unité pour ces activités.</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la pratique de la médecine dentaire par des professionnels tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les chirurgiens dentistes;</li> <li>. les dentistes;</li> <li>. les orthodontistes;</li> <li>. les parodontistes;</li> </ul> </li> <li>. la pratique de la médecine vétérinaire.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une clinique offrant les services de professionnels visés par la présente unité;</li> <li>. les services d'insémination artificielle d'animaux;</li> <li>. la fabrication de prothèses dentaires;</li> <li>. la fabrication d'appareils orthodontiques;</li> <li>. la fabrication de prothèses oculaires.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les services de toilettage d'animaux domestiques;</li> <li>. les services de pension pour animaux;</li> </ul>	1,43	1,16	0,0759	0,0716	0,0627	0,4248	0,4248	0,4248

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	. le commerce de nourriture pour animaux.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. l'élevage d'animaux.								
59090	Centre de la petite enfance; garderie; jardin d'enfants	2,93	2,61	0,3509	0,2928	0,2958	1,2131	1,2131	1,2131
	Cette unité vise :								
	. l'exploitation d'un centre de la petite enfance;								
	. l'exploitation d'une garderie;								
	. l'exploitation d'un jardin d'enfants.								
	Cette unité vise également :								
	. l'exploitation d'une halte-garderie;								
	. l'exploitation d'un service de garde en milieu familial;								
	. la supervision de services de garde en milieu familial;								
	. les services d'enseignement de la maternelle.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. le transport scolaire.								
59100	Entreprise d'économie sociale en aide domestique	6,26	5,84	0,9340	0,7593	0,5948	3,3336	3,3336	3,3336
	Cette unité vise :								
	. les activités effectuées par une entreprise d'économie								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
59110	<p>sociale en aide domestique dans le cadre ou non du programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique.</p> <p>Centre d'aide pour les personnes en difficulté; centre d'aide à l'emploi; centre d'aide pour les familles; centre d'aide aux consommateurs</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'un centre d'aide pour les personnes en difficulté telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· les aînés;</li> <li>· les handicapés;</li> <li>· les immigrants;</li> <li>· les toxicomanes;</li> <li>· les victimes de violence;</li> </ul> </li> <li>· l'exploitation d'un centre d'aide à l'emploi offrant des services tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'aide à la recherche d'emploi;</li> <li>· la formation préparatoire à l'emploi;</li> <li>· la supervision de stages en entreprise;</li> </ul> </li> <li>· l'exploitation d'un centre d'aide pour les familles;</li> <li>· l'exploitation d'un centre d'aide aux consommateurs.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les services d'accompagnement de personnes vivant des situations telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'adoption;</li> </ul> </li> </ul>	1,02	0,76	0,0896	0,0567	0,0584	0,3354	0,3354	0,3354

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le décès;</li> <li>. les difficultés financières;</li> <li>. le divorce;</li> <li>. la grossesse ou l'allaitement;</li> <li>. la maladie;</li> <li>. l'exploitation d'une maison de jeunes;</li> <li>. l'exploitation d'une cuisine collective;</li> <li>. les organismes offrant des services de soutien à la vie quotidienne tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'accompagnement à l'occasion de déplacements;</li> <li>. les courses dans les épiceries ou les autres magasins;</li> <li>. les visites d'amitié;</li> </ul> </li> <li>. les organismes de recrutement, de formation ou de recommandation de bénévoles;</li> <li>. les organismes de mentorat destiné à soutenir la jeunesse;</li> <li>. les services de travailleurs de rue;</li> <li>. la gestion d'une fondation;</li> <li>. la recherche de personnes disparues sauf lorsqu'elle s'effectue en hauteur, dans des lieux difficiles d'accès ou en plongée sous-marine;</li> <li>. les organismes d'aide internationale ou humanitaire.</li> </ul>								
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les services d'alphabétisation;</li> <li>. les services d'enseignement des langues;</li> <li>. les services d'aide aux devoirs;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	l'exploitation d'une popote roulante;								
.	l'exploitation d'une soupe populaire;								
.	l'exploitation d'une banque alimentaire;								
.	l'exploitation d'un service d'aide téléphonique;								
.	l'exploitation d'un bureau d'immatriculation;								
.	l'exploitation d'un comptoir vestimentaire ou d'articles d'occasion;								
.	l'organisation d'événements périodiques de nature culturelle, sportive ou commerciale;								
.	le commerce de fleurs;								
.	les activités visées par l'unité 54060;								
.	les activités de promotion, de prévention ou de défense visées par l'unité 67100.								
	Cette unité ne vise pas :								
.	les services de déménagement;								
.	les activités visées par l'unité 77020;								
.	les activités de restauration;								
.	les activités visées par les unités 80030 à 80250;								
.	les activités visées par les unités 14010 à 14030;								
.	le transport adapté.								
	L'employeur qui gère une fondation et qui effectue également une activité visée par une autre unité ne peut être classé dans la présente unité sauf si au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par la présente unité.								
	L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et le service de consultation par des professionnels dans le								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
59120	<p>domaine des services sociaux est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>Entreprise adaptée; entreprise d'insertion</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'une « entreprise adaptée »;</li> <li>· l'exploitation d'une entreprise d'insertion employant des travailleurs en difficulté d'intégration au marché du travail en vertu d'un contrat à durée déterminée.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les activités réalisées par les personnes qui effectuent un travail dans le cadre d'une entente conclue conformément à l'article 16 de la Loi entre la Société de l'assurance automobile du Québec et la Commission;</li> <li>· les activités réalisées par les personnes visées par les paragraphes 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 2.1<sup>o</sup> de l'article 11 de la Loi;</li> <li>· l'exploitation d'un « centre de formation en entreprise et récupération »;</li> <li>· l'exploitation d'un atelier de travail occupationnel.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'aide à la recherche d'emploi;</li> </ul>	2,95	2,64	0,3506	0,3026	0,2915	1,1740	1,1740	1,1740

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
59130	<p>la formation préparatoire à l'emploi.</p> <p>Hébergement réalisé par un centre de réadaptation pour les personnes alcooliques et les autres personnes toxicomanes; hébergement réalisé par un centre de réadaptation pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'hébergement de personnes réalisé par un centre de réadaptation pour les personnes alcooliques et les autres personnes toxicomanes;</li> <li>· l'hébergement de personnes réalisé par un centre de réadaptation pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement.</li> </ul>	3,94	3,59	0,4780	0,4883	0,4159	1,7443	1,7443	1,7443
59140	<p>Centre de réadaptation pour les personnes alcooliques et les autres personnes toxicomanes; centre de réadaptation pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les activités réalisées par un centre de réadaptation pour les personnes alcooliques et les autres personnes toxicomanes;</li> <li>· les activités réalisées par un centre de réadaptation pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement.</li> </ul>	1,21	0,95	0,1436	0,1315	0,0901	0,3922	0,3922	0,3922

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas l'hébergement de personnes réalisé par un employeur visé par la présente unité.								
59150	Résidence pour personnes âgées n'offrant pas d'aide personnelle Cette unité vise : . l'exploitation d'une résidence pour personnes âgées n'offrant pas d'aide personnelle.	2,65	2,34	0,2615	0,1700	0,1579	1,0511	1,0511	1,0511
60100	Enseignement primaire, secondaire ou professionnel Cette unité vise : . les services d'enseignement primaire, secondaire ou professionnel. Par enseignement professionnel, on entend l'enseignement qui mène à l'obtention d'un diplôme professionnel reconnu par les autorités gouvernementales compétentes.	0,81	0,56	0,0860	0,0589	0,0657	0,2449	0,2449	0,2449
	Cette unité vise également : . les services d'alphabetisation; . les services d'aide aux devoirs; . les services d'orthopédagogie; . les services d'enseignement des langues; . les services d'enseignement des arts ou de loisirs autres qu'à caractère sportif tels que : . la musique;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la peinture;</li> <li>. le théâtre;</li> <li>. les échecs;</li> <li>. les services de formation continue;</li> <li>. les cours du soir offerts par un établissement d'enseignement primaire, secondaire ou professionnel;</li> <li>. l'exploitation d'un centre de formation dans des domaines tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. la joaillerie;</li> <li>. l'ostéopathie;</li> <li>. la carrosserie;</li> <li>. le cinéma;</li> <li>. les métiers d'art;</li> <li>. l'esthétique;</li> <li>. la massothérapie.</li> </ul> </li> </ul>							
	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une résidence pour étudiants qui peut ou non être utilisée comme hôtel-résidence pendant les périodes autres que l'année scolaire.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le transport scolaire.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue à la fois une activité visée par la présente unité et une activité visée par l'unité 59090 est classé dans la</p>							

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	présente unité pour ces activités.								
	L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois les services d'enseignement collégial et les services d'enseignement secondaire est classé dans la présente unité pour ces activités.								
60110	Enseignement collégial ou universitaire; bibliothèque; laboratoire ou centre de recherche	0,51	0,28	0,0287	0,0197	0,0179	0,0868	0,0868	0,0868
	Cette unité vise :								
	. les services d'enseignement collégial ou universitaire;								
	. l'exploitation d'une bibliothèque;								
	. l'exploitation d'un laboratoire ou d'un centre de recherche dans des domaines tels que :								
	. les sciences pures;								
	. les sciences appliquées;								
	. les sciences humaines.								
	Cette unité vise également :								
	. l'exploitation d'un conservatoire de musique ou de théâtre;								
	. l'exploitation d'un centre régional de services aux bibliothèques publiques;								
	. l'exploitation d'un centre de documentation ou d'archives;								
	. l'exploitation d'une cinémathèque ou d'une médiathèque;								
	. les services d'enseignement universitaire de la théologie;								
	. les cours du soir offerts par un établissement d'enseignement collégial ou universitaire.								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
61100	<p>Cette unité vise également l'activité suivante lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'une résidence pour étudiants qui peut ou non être utilisée comme hôtel-résidence pendant les périodes autres que l'année scolaire.</li> </ul> <p>Services du culte; cimetière</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les services du culte;</li> <li>· l'exploitation d'un cimetière.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'exploitation d'un lieu de culte;</li> <li>· l'administration d'un diocèse;</li> <li>· les services de pastorale;</li> <li>· la formation religieuse.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le commerce d'articles de religion;</li> <li>· le commerce d'urnes ou de monuments funéraires;</li> <li>· l'exploitation d'un crématorium ou d'un columbarium.</li> </ul>	1,26	1,00	0,1022	0,0460	0,0381	0,4474	0,4474	0,4474

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas :								
	les activités visées par les unités 80030 à 80250.								
61110	Maison d'hébergement pour les membres de communautés religieuses ou pour les prêtres séculiers	2,49	2,19	0,2535	0,2294	0,1881	1,0078	1,0078	1,0078
	Cette unité vise :								
	l'exploitation d'une maison d'hébergement pour les membres de communautés religieuses ou pour les prêtres séculiers.								
	Cette unité vise également l'hébergement de laïcs effectué dans le cadre de la réalisation par cet employeur d'une des activités suivantes :								
	l'exploitation d'une maison d'hébergement pour les membres de communautés religieuses ou pour les prêtres séculiers;								
	les services de pastorale;								
	la formation religieuse.								
65100	Banque, coopérative d'épargne et de crédit; société d'assurance; organisme public d'assurance ou de retraite	0,43	0,19	0,0146	0,0094	0,0055	0,0532	0,0532	0,0532
	Cette unité vise :								
	l'exploitation d'une banque;								
	l'exploitation d'une coopérative d'épargne et de crédit;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une société d'assurance;</li> <li>. l'exploitation d'un organisme public d'assurance ou de retraite.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une société de prêt ou de financement;</li> <li>. l'exploitation d'une société de fiduciaire;</li> <li>. l'exploitation d'un régime de retraite par des activités telles que l'établissement d'une prime et le versement de rentes.</li> </ul>								
65110	Bureau de courtage; bureau de services professionnels; bureau offrant des services de soutien administratif	0,41	0,18	0,0094	0,0065	0,0048	0,0381	0,0381	0,0381
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'un bureau de courtage dans des domaines tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'immobilier;</li> <li>. l'assurance;</li> <li>. les hypothèques;</li> <li>. les valeurs mobilières;</li> <li>. le transport;</li> <li>. les douanes;</li> <li>. les marchandises;</li> </ul> </li> <li>. l'exploitation d'un bureau de services professionnels de nature administrative, financière, juridique ou informatique tels qu' : <ul style="list-style-type: none"> <li>. un cabinet d'avocats ou une étude de notaires;</li> <li>. un bureau de comptables;</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. un bureau de conseillers en services financiers;</li> <li>. un bureau de consultants en informatique;</li> <li>. un bureau de consultants en ressources humaines;</li> <li>. un bureau de consultants en gestion d'entreprises;</li> </ul>								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'un bureau offrant des services de soutien administratif tels que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. le secrétariat;</li> <li>. le traitement de texte;</li> <li>. la comptabilité ou tenue de livres;</li> <li>. le service de paie;</li> <li>. le recouvrement de créances.</li> </ul> </li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une agence maritime;</li> <li>. l'exploitation d'une agence de voyage;</li> <li>. l'exploitation d'un bureau de syndic de faillite;</li> <li>. l'exploitation d'un bureau d'huissier de justice;</li> <li>. l'exploitation d'un bureau d'agent de vente;</li> <li>. l'exploitation d'un bureau de franchisage;</li> <li>. l'exploitation d'une entreprise de gestion de placements tels que :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. fonds commun de placement;</li> <li>. caisses de retraite;</li> </ul> </li> <li>. l'exploitation d'un bureau de change;</li> <li>. l'exploitation d'un bureau de crédit ou d'un service d'enquêtes de crédit;</li> <li>. l'exploitation d'une agence d'encaissement de chèques;</li> <li>. l'exploitation d'une entreprise de développement ou de conception de logiciels ou de progiciels;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	l'exploitation d'un bureau privé délivrant des plaques d'immatriculation.								
	L'employeur qui exploite un bureau d'agent de vente ou de courtage de marchandises et qui effectue également le transport ou l'entreposage de ces marchandises est classé dans l'unité qui vise le commerce de ces marchandises pour l'ensemble de ces activités.								
	Cette unité ne vise pas :								
.	le transport ou l'entreposage de marchandises.								
65120	Réseau de télécommunication avec ou sans fil; station de radio; agence de publicité; maison de sondage; agence de marketing; agence de relations publiques; entreprise d'édition de documents; centre d'appels téléphoniques	0,45	0,22	0,0139	0,0093	0,0052	0,0528	0,0528	0,0528
	Cette unité vise :								
.	l'exploitation d'un réseau de télécommunication avec ou sans fil;								
.	l'exploitation d'une station de radio;								
.	l'exploitation d'une agence de publicité;								
.	l'exploitation d'une maison de sondage;								
.	l'exploitation d'une agence de marketing;								
.	l'exploitation d'une agence de relations publiques;								
.	l'exploitation d'une entreprise d'édition de documents tels que journaux, périodiques livres ou disques;								
.	l'exploitation d'un centre d'appels téléphoniques.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité vise également :								
	. les services téléphoniques interurbains;								
	. les services d'un fournisseur d'accès Internet;								
	. l'exploitation d'un studio d'enregistrement audio ou de postsynchronisation;								
	. l'exploitation d'une agence de traduction;								
	. l'exploitation d'une agence de télémarketing;								
	. l'exploitation d'une agence de presse;								
	. l'exploitation d'une agence de location d'espaces publicitaires sur panneaux ou autres supports;								
	. l'exploitation d'une entreprise de graphisme, d'infographie ou de multimédia;								
	. l'exploitation d'une agence d'artistes ou de distribution artistique.								
	Cette unité vise également le commerce ou la location d'appareils de télécommunication lorsqu'il est effectué par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. la distribution de documents tels que livres, journaux, périodiques ou disques;								
	. les activités visées par les unités 19010, 26050, 54050, 57010, 80030 à 80250.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
65130	Bureau de services professionnels en ingénierie; bureau de services-conseils scientifiques	0,55	0,31	0,0250	0,0219	0,0175	0,0966	0,0966	0,0966
	Cette unité vise :								
	· l'exploitation d'un bureau de services professionnels en ingénierie;								
	· l'exploitation d'un bureau de services-conseils scientifiques dans des domaines tels que :								
	· la géologie;								
	· la géophysique;								
	· l'agronomie.								
	Cette unité vise également :								
	· l'exploitation d'un bureau d'arpentage ou de relevés géophysiques;								
	· l'exploitation d'un laboratoire d'essais industriels ou de recherche et développement pour l'industrie manufacturière;								
	· le service d'analyse en laboratoire pour matériaux de construction;								
	· l'exploitation d'un bureau de services professionnels en architecture ou en urbanisme;								
	· le service de conception en décoration intérieure;								
	· l'exploitation d'un bureau de dessin industriel;								
	· l'exploitation d'un bureau d'expertise en sinistre;								
	· l'exploitation d'un bureau d'inspection d'immeubles;								
	· l'exploitation d'un bureau d'évaluation d'immeubles ou de biens mobiliers;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	le service d'un commissaire-priseur exercé chez le client;								
.	le service de protection des forêts contre le feu, les insectes ou les maladies;								
.	les services d'ingénieurs-conseils exécutés par les travailleurs d'un employeur reconnu par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune conformément à l'article 132 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (chapitre A-18.1), même si ces services sont rendus dans le cadre des activités visées par les unités 14010, 14020 ou 68040.								
	<p>Cette unité vise également la conception et la vente de logiciels ou de logiciels lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les activités de forage;</li> <li>. les activités visées par les unités 14010 à 14030 et 80030 à 80250.</li> </ul> <p>L'employeur classé dans la présente unité est également classé dans l'unité 68040 s'il effectue le mesurage du bois, le marquage ou le martelage des arbres en forêts ou l'inventaire forestier. L'employeur ainsi classé déclare au regard de la présente unité le salaire d'un travailleur qui contribue directement aux activités visées par cette unité et indirectement aux activités visées par l'unité 68040. S'il est classé uniquement dans les unités 65130 et 68040, cet employeur déclare également au regard de la présente unité le salaire d'un</p>								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	travailleur auxiliaire.								
	L'employeur classé dans une unité qui vise la fabrication d'un bien est classé dans la présente unité pour ses activités de recherche et de développement réalisées en soutien de son activité de fabrication si au moins un de ses travailleurs affecté uniquement à des tâches professionnelles, techniques ou administratives reliées à ces activités de recherche et de développement œuvre exclusivement ailleurs que dans un bâtiment où s'effectue de la fabrication. Seul le salaire d'un tel travailleur peut alors être déclaré par l'employeur au regard de la présente unité.								
65140	Agence de sécurité ou d'investigation; transport de valeurs par véhicules blindés	1,82	1,54	0,1961	0,1379	0,1272	0,6720	0,6720	0,6720
	Cette unité vise :								
	· l'exploitation d'une agence de sécurité ou d'investigation;								
	· le transport de valeurs par véhicules blindés.								
	Cette unité ne vise pas :								
	· les services de signaleurs routiers.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
65150	Administration des opérations de filiales ou de succursales situées à l'extérieur du Québec	0,41	0,18	0,0094	0,0065	0,0048	0,0381	0,0381	0,0381
	Cette unité vise :								
	· l'administration des opérations de filiales ou de succursales situées à l'extérieur du Québec.								
	Par administration on entend des activités telles que la planification, l'organisation, la direction et la coordination.								
65160	Services de signaleurs routiers; installation d'équipements ou de matériel pour la sécurité routière	5,58	5,17	0,4991	0,3541	0,3642	2,4362	2,4362	2,4362
	Cette unité vise :								
	· les services de signaleurs routiers;								
	· l'installation temporaire d'équipements ou de matériel pour la sécurité routière.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	· la fabrication d'équipements ou de matériel pour la sécurité routière;								
	· le transport, l'entreposage et la manutention d'équipements ou de matériel pour la sécurité routière.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
67100	<p>L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé à l'unité 54080 sauf lorsqu'au moins un de ses travailleurs effectue uniquement des tâches reliées aux activités visées par cette dernière unité.</p> <p>Associations d'entreprises, d'institutions ou d'organismes; organisations syndicales; location de services de travailleurs de bureau</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les associations d'entreprises, d'institutions ou d'organismes telles que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les chambres de commerce;</li> <li>. les associations d'institutions publiques ou parapubliques;</li> <li>. les associations de fabricants;</li> <li>. les organisations syndicales;</li> </ul> </li> <li>. la location de services de travailleurs de bureau tels que réceptionniste, secrétaire, adjoint administratif, comptable, technicien en administration, technicien en informatique.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la location de services de personnel col blanc effectuant le commerce de biens ou de services tels que vendeur, représentant ou caissier;</li> <li>. la location de services de personnel scientifique ou technique tels que technicien de laboratoire, dessinateur,</li> </ul>	0,62	0,38	0,0275	0,0181	0,0168	0,1091	0,1091	0,1091

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	ingénieur;								
.	les partis ou les associations politiques;								
.	les consulats;								
.	les organismes évaluateurs accrédités en enregistrement qualité;								
.	les associations ou les ordres professionnels;								
.	les comités paritaires;								
.	les comités de négociation;								
.	les tables de concertation;								
.	les associations étudiantes à l'exception des activités visées par les unités 26050, 54020, 54060, 54430, 68010 et 68020;								
.	les organismes d'échange interculturel;								
.	les organismes de promotion, de prévention ou de défense dans des domaines tels que :								
.	la culture ou l'histoire;								
.	le développement économique;								
.	l'environnement;								
.	l'enseignement;								
.	la santé et les services sociaux;								
.	les sports ou les loisirs;								
.	le tourisme;								
.	les associations sectorielles paritaires en santé et sécurité du travail;								
.	les services d'information touristique;								
.	les services de programme d'aide aux employés;								
.	la coordination de transport adapté.								

Cette unité ne vise pas :

- les activités visées par les unités 14010 à 14030, 68010,

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
671 10	<p>68030, 77020 et 80030 à 80250.</p> <p>Location de services de personnel d'entrepôt, d'atelier ou d'usine</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la location de services de personnel d'entrepôt, d'atelier ou d'usine tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. les conducteurs de chariots élévateurs;</li> <li>. les manutentionnaires;</li> <li>. les journaliers;</li> <li>. les manoeuvres;</li> <li>. les assembleurs;</li> <li>. les opérateurs de machineries fixes;</li> <li>. les soudeurs;</li> <li>. les machinistes ou les mécaniciens d'entretien.</li> </ul> </li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la location de services de conducteurs de chariots élévateurs, de manutentionnaires, d'emballeurs et de préposés à l'inventaire;</li> <li>. la location de services de bouchers;</li> <li>. la location de services de personnel en atelier de réparation mécanique tels que des mécaniciens ou des débosseleurs;</li> <li>. la location de services de concierges ou de personnel d'entretien ménager;</li> <li>. la location de services de personnel agricole.</li> </ul>	3,62	3,28	0,4003	0,2892	0,2644	1,3815	1,3815	1,3815

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
67120	Location de services de camionneurs, de chauffeurs-livreurs ou d'aides-livreurs	5,94	5,53	0,5074	0,4224	0,2796	2,2914	2,2914	2,2914
68010	Restaurant; comptoir de restauration rapide; débit de boissons alcoolisées	1,42	1,15	0,1396	0,1149	0,0927	0,4978	0,4978	0,4978
	Cette unité vise :								
	· l'exploitation d'un restaurant où le service de boissons alcoolisées est autorisé seulement à l'occasion d'un repas ou n'est pas autorisé;								
	· l'exploitation d'un comptoir de restauration rapide;								
	· l'exploitation d'un débit de boissons alcoolisées.								
	Cette unité vise également :								
	· l'exploitation d'une discothèque;								
	· l'exploitation d'une cabane à sucre;								
	· l'exploitation d'un bar laitier fixe;								
	· les services de location de salles avec services de restauration ou de boissons alcoolisées;								
	· la fabrication de bière par l'exploitant d'un débit de boissons alcoolisées visé par la présente unité lorsque la totalité de la production est destinée à être consommée dans ce débit.								
	Cette unité vise également les services de voiturier lorsqu'ils sont effectués par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'acériculture et la fabrication de produits de l'érable.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois les services traiteurs et l'exploitation d'un restaurant, d'un comptoir de restauration rapide, d'un débit de boissons alcoolisées, d'une discothèque ou d'une cabane à sucre est classé dans la présente unité pour ces activités.</p> <p>L'employeur qui effectue à la fois les services de location de salles avec services de restauration ou de boissons alcoolisées et les services de location de salles sans services de restauration ou de boissons alcoolisées est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>	2,34	2,05	0,2051	0,1580	0,1359	0,8424	0,8424	0,8424
68020	<p>Cafétéria; services traiteurs; cantine mobile; exploitation de machines distributrices</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une cafétéria;</li> <li>. les services traiteurs;</li> <li>. l'exploitation d'une cantine mobile;</li> <li>. l'exploitation de machines distributrices.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les services de pause-café;</li> <li>. l'exploitation d'un bar laitier motorisé;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	l'exploitation d'une popote roulante;								
.	l'exploitation d'une soupe populaire;								
.	la location de services de cuisiniers.								
	Cette unité vise également la location de vaisselle, de verrerie, de chaises, de tables, de nappes, de tentes ou de chapiteaux lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur de services traiteurs.								
	Cette unité vise également le commerce, la location ou la réparation de machines distributrices effectués par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exploitation par cet employeur de tels appareils.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur de l'exploitation d'une popote roulante ou d'une soupe populaire :								
.	l'exploitation d'un comptoir vestimentaire ou d'articles d'occasion;								
.	l'exploitation d'une banque alimentaire;								
.	l'exploitation d'une cuisine collective.								
	Cette unité ne vise pas :								
.	l'installation de chapiteaux.								
	L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois les services traiteurs et les services de location de salles est classé dans								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau	
				2019	2020	2021	2018	2019
68030	<p>la présente unité pour ces activités.</p> <p>Établissement hôtelier; auberge de jeunesse; hôtel-résidence; centre de relaxation offrant l'hébergement; gîte touristique</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'un établissement hôtelier tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. hôtel;</li> <li>. motel;</li> </ul> </li> <li>. l'exploitation d'une auberge de jeunesse;</li> <li>. l'exploitation d'un hôtel-résidence;</li> <li>. l'exploitation d'un centre de relaxation offrant l'hébergement;</li> <li>. l'exploitation d'un gîte touristique.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une maison de chambres;</li> <li>. la location de chalets.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les services qui, sans être des activités de soutien, sont offerts dans un établissement visé par la présente unité par l'employeur qui exploite cet établissement.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la production de spectacles;</li> <li>. l'exploitation d'une salle de spectacles.</li> </ul>	2,30	2,00	0,2640	0,1715	0,1492	0,8892	0,8892

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
68040	<p>L'employeur qui effectue, sur un même site, à la fois une activité visée par l'unité 68010 et une activité visée par la présente unité est classé dans la présente unité pour l'ensemble de ces activités.</p> <p>Pourvoire; terrain de camping; parc de maisons mobiles; camp avec hébergement; gestion et entretien des parcs de l'Administration provinciale</p> <p>Cette unité vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une pourvoirie;</li> <li>. l'exploitation d'un terrain de camping;</li> <li>. l'exploitation d'un parc de maisons mobiles;</li> <li>. l'exploitation d'un camp avec hébergement tel que camp de vacances ou camp de nature;</li> <li>. la gestion et l'entretien des parcs de l'Administration provinciale.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'une base de plein air;</li> <li>. l'exploitation d'un centre de découverte de la nature;</li> <li>. l'exploitation d'une plage lorsque l'employeur offre également sur le site le service d'hébergement;</li> <li>. l'exploitation d'une zone d'exploitation contrôlée;</li> <li>. les services de descentes de rivières ou de rapides;</li> <li>. les services d'excursions en plein air;</li> <li>. les services de guides de plein air;</li> <li>. le mesurage du bois;</li> <li>. le marquage ou le martelage des arbres en forêt;</li> </ul>	2,29	1,99	0,2088	0,1902	0,1797	0,8331	0,8331	0,8331

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	. l'inventaire forestier.								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								
	. les services tels que la restauration, l'hébergement, le ravitaillement, le transport aérien et les guides;								
	. l'exploitation d'un dépanneur et la location d'équipements tels que chaloupes, voiliers ou pédalos;								
	. la location de chalets;								
	. l'exploitation d'un camp de jour;								
	. l'aménagement de sentiers.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. les activités visées par les unités 14010 à 14030, 80030 à 80200 et 80250.								
68050	Exploitation d'immeubles; gestion d'immeubles; résidence pour étudiants; parcs de stationnement; location d'espaces d'entreposage sans manutention	1,82	1,54	0,1237	0,0931	0,0773	0,5771	0,5771	0,5771
	Cette unité vise :								
	. l'exploitation d'immeubles;								
	Par exploitation d'immeubles, on entend la gestion d'immeubles lorsque l'employeur en effectue également l'entretien.								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau			
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la gestion d'immeubles;</li> </ul> <p>Par gestion d'immeubles, on entend l'exercice de tâches uniquement administratives telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la location et la mise en marché de logements;</li> <li>. la négociation et le renouvellement des baux;</li> <li>. le recrutement de sous-traitants;</li> <li>. l'achat d'immeubles pour la revente ;</li> <li>. l'exploitation d'une résidence pour étudiants;</li> <li>. l'exploitation de parcs de stationnement;</li> <li>. la location d'espaces d'entreposage sans manutention.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les services de location de salles sans services de restauration ou de boissons alcoolisées;</li> <li>. la location de locaux dans le cadre de laquelle sont offerts des services de soutien administratif tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>. secrétariat;</li> <li>. téléphoniste;</li> <li>. comptabilité;</li> </ul> </li> <li>. la gestion des programmes d'habitation ou de construction de logements pour personnes âgées ou à faibles revenus effectuée par un office municipal d'habitation;</li> <li>. la gestion ou l'exploitation de logements pour personnes âgées ou à faibles revenus effectuée par un office municipal d'habitation;</li> <li>. les syndicats de copropriétaires.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les services de sécurité;</li> <li>. les services de voirurier;</li> <li>. les services de lavage ou de nettoyage à la main de véhicules automobiles.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les activités visées par les unités 14010 à 14030, 59040, 59070, 59080, 59150 et 80030 à 80250.</li> </ul> <p>L'employeur qui effectue dans un même bâtiment à la fois l'exploitation d'une résidence pour étudiants et l'exploitation d'un hôtel-résidence est classé dans la présente unité pour ces activités.</p>	3,36	3,03	0,2622	0,2474	0,2175	1,0151	1,0151	1,0151
69960	<p>Réparation, installation ou entretien de machinerie de production; exploitation d'une unité mobile de soudure</p> <p>Cette unité vise les travaux relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. à la mécanique de chantier tels que l'installation, la réparation, l'entretien, le réglage, le montage, le démontage et la manutention de la machinerie de production;</li> <li>. à la fabrication des gabarits pour cette machinerie;</li> <li>. à l'exploitation d'une unité mobile de soudure.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	Cette unité ne vise pas les travaux relatifs :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· à la mécanique de chantier tels que l'installation, la réparation, l'entretien, le réglage, le montage, le démontage et la manutention de machinerie autre que la machinerie de production;</li> <li>· à la fabrication des gabarits pour cette machinerie.</li> </ul>								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b>								
77010	Services de buanderie; services de nettoyage à sec; services de fourniture de linge avec lavage	4,21	3,85	0,3956	0,3436	0,2663	1,4894	1,4894	1,4894
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· le service de buanderie;</li> <li>· le service de nettoyage à sec;</li> <li>· le service de fourniture avec lavage de linge tel que nappes, draps, serviettes, tabliers, essuie-mains ou couches.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· le service de fourniture avec lavage d'uniformes de travail.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le service de teinture ou de délavage de vêtements;</li> <li>. le service de réparation de vêtements;</li> <li>. le service de dépôt de linge;</li> <li>. le lavoir libre-service;</li> <li>. le commerce de linge ou d'uniformes de travail.</li> </ul>								
77020	Services d'entretien d'immeubles	3,11	2,79	0,3147	0,2342	0,2126	1,1719	1,1719	1,1719
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le service d'entretien ménager;</li> <li>. le service de nettoyage après sinistre;</li> <li>. le service de nettoyage de tapis, de moquettes, de mobiliers en tissus;</li> <li>. le service de nettoyage de systèmes de ventilation;</li> <li>. le service de nettoyage de stores au moyen d'ultrasons;</li> <li>. le service d'entretien de la pelouse ou d'espaces verts tel que tonte, aération, déchaumage, fertilisation, contrôle des mauvaises herbes, contrôle des insectes, taille de haies, plantation de fleurs ou protection hivernale;</li> <li>. le service de lavage de vitres;</li> <li>. le service de lavage à jets d'eau effectué au moyen d'une laveuse à pression portative à usage domestique.</li> </ul>								
	Cette unité vise également :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le service mobile de lavage de véhicules automobiles;</li> <li>. le service de nettoyage, d'ouverture ou de fermeture de piscines ou de spas;</li> <li>. le service d'enlèvement manuel de la neige;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau			
				2019	2020	2021	2018	2019	2020	2021	
77040	<ul style="list-style-type: none"> <li>. les services d'extermination et de fumigation;</li> <li>. les services de désinfection de bâtiments;</li> <li>. les activités de services à domicile réalisées par les personnes visées par l'entente conclue conformément à l'article 16 de la Loi entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Commission.</li> </ul> Services d'aide domestique aux particuliers	2,74	2,43	0,1856	0,1664	0,0836	1,2109	1,2109	1,2109	1,2109	
	Cette unité vise :										
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. les services d'aide domestique réalisés pour des particuliers par des travailleurs domestiques au sens de l'article 2 de la Loi.</li> </ul>										
Unité d'exception 80020	Travail effectué à la fois dans les bureaux et à l'extérieur des bureaux	0,55	0,31	0,0204	0,0184	0,0325	0,0715	0,0715	0,0715	0,0715	
	Cette unité vise :										
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'employeur qui utilise des travailleurs qui effectuent uniquement des tâches de nature administrative, commerciale, technique ou professionnelle et qui sont appelés, dans le cadre de leurs fonctions, à exécuter une partie de leur travail à l'extérieur des bureaux de leur employeur. Sont notamment visés par la présente unité, les travailleurs occupant des fonctions de vendeur, agent immobilier, agent de vente, courtier immobilier, représentant, directeur de projet, gérant de projet, surintendant, chargé de projet, directeur de la sécurité et</li> </ul>										



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	ingénieur. Cette unité ne vise pas :								
	· les personnes qui supervisent directement des travailleurs, tel un contremaître;								
	· le commissionnaire, le livreur ou l'ouvrier.								
	L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans l'unité 65150 ou dans l'unité 90020.								
80030	Travaux d'excavation; travaux de pavage; montage de clôtures; installation de garde-fous; location de grues avec opérateurs	3,99	3,64	0,2636	0,2341	0,2169	1,2358	1,2358	1,2358
	Cette unité vise les travaux relatifs :								
	· au creusage, au déplacement, au remblayage, au compactage, au nivelage de terre ou de matériaux granulaires, y compris les travaux relatifs aux ponceaux;								
	· à l'excavation et au terrassement tant pour la construction de bâtiments et d'ouvrages de génie civil que pour les travaux d'irrigation, de drainage et de dragage;								
	· à l'excavation et à l'installation d'aqueducs et d'égouts;								
	· à l'excavation et à l'installation des conduites souterraines pour le gaz et les usines d'assainissement des eaux;								
	· à l'excavation et à l'installation de conduites souterraines de distribution d'énergie ou de réseaux de télécommunication, avec ou sans le passage des fils;								
	· à la location d'engins de constructions avec opérateurs;								
	· au déboisement effectué à l'aide d'engins de construction;								
	· à l'installation de fosses septiques;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	à la construction et à la réparation de bordures et de trottoirs;								
.	au revêtement en asphalte de routes, de rues, de trottoirs, de bordures, de pistes cyclables, de voies privées et de stationnements;								
.	au revêtement en béton de routes, de rues, de trottoirs, de bordures, de pistes cyclables, de voies privées et de stationnements effectué à l'aide d'une épandeuse-profileuse;								
.	à la scarification des surfaces pavées;								
.	à la pulvérisation des surfaces pavées;								
.	à l'imperméabilisation des surfaces pavées, des fossés de voie de circulation, des sites d'enfouissements sanitaires, des sites d'entreposage de neige usée, des aires de compostage et des cellules pour terres contaminées;								
.	à l'imperméabilisation des ouvrages construits en terre, en enrochement ou en remblai tels que des barrages, des canaux, des digues, des batardeaux, des bassins de traitement des eaux usées, des bassins de rétention et des étangs aérés;								
.	au marquage de lignes sur les surfaces pavées;								
.	à l'installation de clôtures;								
.	à l'installation de glissières de sécurité et de garde-fous.								
	Cette unité vise également :								
.	les travaux de démolition d'ouvrages de génie civil ou de bâtiments y compris les opérations nécessaires à la réalisation de ces travaux, tels que le sciage ou le cassage de béton et l'érection de murs de protection si ces opérations sont exécutées par l'employeur chargé des travaux de démolition;								
.	la location, avec opérateurs, de grues, de camions-grues, de camions à flèche, de tout camion de type conventionnel								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· muni d'un bras télescopique, hydraulique ou équipé d'un treuil pouvant être utilisé comme grue et autres engins du même genre;</li> <li>· l'opération d'une grue dans le cadre de travaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>· de démolition;</li> <li>· de démontage lorsque ce démontage est effectué dans le cadre de travaux de démolition;</li> </ul> </li> <li>· la prospection minière exécutée à l'aide de tracteurs sur chemilles.</li> </ul>								
	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le nettoyage à l'aide d'un jet d'abrasifs, combiné ou non à de l'eau, tel que sable de silice, olivine synthétique, microbilles de verre, grenailles d'acier ou billettes de plastique;</li> <li>· le nettoyage ou la préparation à l'aide d'un jet d'eau ou de vapeur afin d'effriter ou d'altérer la couche superficielle des surfaces.</li> </ul>								
	<p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· le déboisement manuel de même que le déboisement effectué à l'aide de machinerie spécialisée telles la débuseuse, l'abatteuse et l'ébrancheuse;</li> <li>· les plongeurs participant à des travaux visés par la présente unité;</li> <li>· la location de foreuses avec opérateurs;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	le démontage de structures métalliques et de machinerie;								
.	les travaux préparatoires à l'installation de clôtures exécutés en atelier ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre;								
.	l'exploitation d'une carrière, d'une sablière ou d'une gravière;								
.	l'enlèvement de la neige;								
.	les travaux de ciment et de bétonnage autres que ceux relatifs aux petits ouvrages d'art et aux trottoirs et bordures;								
.	les travaux de dynamitage, de forage pour dynamitage, de pieux, de fondations spéciales, de creusage de tunnels et de forage souterrain, de caissons, de soutènement des excavations, de tirants d'ancrage, de reprise en sous-œuvre et d'injection dans les sols et le roc;								
.	la fabrication de béton préparé;								
.	l'installation de réseaux d'éclairage routier et des feux de signalisation routière, de même que l'installation de lampadaires;								
.	les travaux de construction de lignes souterraines de distribution d'énergie avec installation de la machinerie et des équipements en plus de l'excavation et de l'installation de conduites;								
.	l'opération d'une usine d'asphalte;								
.	les travaux paysagers;								
.	la pose de blocs imbriqués.								

**L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.**

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
80040	Dynamitage; forage; mécanique des sols, pieux et fondations spéciales	5,44	5,04	0,3508	0,3043	0,2700	1,5445	1,5445	1,5445
	<p>Cette unité vise les travaux relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· au forage, au chargement des trous et à la mise à feu des produits explosifs;</li> <li>· au dynamitage, incluant celui effectué lors de travaux de démolition d'ouvrages de génie civil ou de bâtiments;</li> <li>· au creusage de tunnels et au forage souterrain;</li> <li>· au forage de puits artésiens avec ou sans l'installation de pompes;</li> <li>· à la mécanique des sols telles la mise en place de soutènement des excavations, la pose des tirants d'ancrage, la reprise en sous-œuvre et l'injection dans les sols et le roc;</li> <li>· au forage géothermique et au forage de puits d'ascenseurs;</li> <li>· au forage préliminaire aux travaux de construction;</li> <li>· à l'enfoncement de pilotis;</li> <li>· aux pieux, incluant les pieux vissés, et aux fondations spéciales tels que la mise en place, le levage et la manutention des pièces suivantes : palplanches en acier, pieux d'étanchéement, moises, entretoises, étrésoillons, pieux de support et étais temporaires en acier ou en bois de charpente lourd enfoncés dans le sol;</li> <li>· à la location de foreuses avec opérateurs.</li> </ul> <p>Cette unité vise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les travaux effectués en caisson et en batardeau;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. la construction, l'entretien, l'enlèvement et la démolition des caissons et des batardeaux;</li> <li>. la plongée sous-marine, incluant l'inspection sous-marine de câbles, de quais, l'installation de câbles sous-marins, le nettoyage de prises d'eau, la récupération de bois sous l'eau, les travaux de construction sous-marins et autres activités de services exercées sous l'eau;</li> <li>. les travaux préliminaires en sous-œuvre de déplacement de bâtiments, y compris l'excavation, le forage de béton et le fonçage de pieux;</li> <li>. la mise en place, le redressement et le levage de bâtiments;</li> <li>. la reprise en sous-œuvre du bâtiment;</li> <li>. le déplacement de bâtiments sur un fardier effectué par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur des travaux visés par la présente unité.</li> </ul>								
	Cette unité ne vise pas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le forage du minerai pour le prélèvement de carottes;</li> <li>. le forage de puits de pétrole ou de gaz naturel.</li> </ul>								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b>								
80060	Construction de lignes de transport ou de distribution d'énergie; construction de postes de transformation d'énergie	3,07	2,75	0,2135	0,2198	0,1612	0,8928	0,8928	0,8928
	Cette unité vise les travaux de construction, d'entretien et de réparation :								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux			Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
		Taux général	Taux particulier	Taux	2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	de sous-stations de centrales électriques;									
.	de lignes aériennes ou souterraines de transport et de distribution d'énergie;									
.	de lignes ou de réseaux de télécommunication;									
.	de réseaux d'éclairage routier et de feux de signalisation routière;									
.	de tours à micro-ondes et de télécommunications;									
.	de puits d'accès pour les réseaux souterrains de télécommunication ou de distribution d'énergie;									
.	d'éoliennes.									
	Cette unité vise également :									
.	l'installation de lampadaires;									
.	l'installation des transformateurs reliés au réseau de transport et de distribution d'énergie;									
.	l'installation d'antennes dans les tours de télécommunications;									
.	le plantage de poteaux.									
	Cette unité vise également l'épissure de câbles de télécommunications lorsqu'elle est effectuée par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité.									
	Cette unité ne vise pas :									
.	la construction de bâtiments;									
.	le creusage de tunnels;									
.	les contrats spécifiques d'excavation et d'installation des									

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
80080	<p>conduites souterraines de distribution d'énergie ou de réseaux de télécommunications, avec ou sans passage de fils.</p> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p> <p>Montage de charpentes métalliques et de réservoirs</p> <p>Cette unité vise les travaux relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. au montage, à l'assemblage et au démontage des éléments architecturaux et des charpentes métalliques entrant dans la construction de bâtiments, d'ouvrages de génie civil, de réservoirs extérieurs, de cheminées, de silos, de trémies à charbon, à pierres, à coke, à sable et à minerai, de châteaux d'eau et de machinerie;</li> <li>. à l'installation de cheminées industrielles préfabriquées en métal;</li> <li>. à l'installation des panneaux en acier qui servent à la fois de structure, de revêtement et de toiture;</li> <li>. à l'installation d'éléments d'architecture ou de structure en béton préfabriqué.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les travaux préparatoires exécutés en atelier ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre;</li> <li>. les travaux de revêtement extérieur en feuilles métalliques;</li> <li>. l'installation des antennes de postes émetteurs de radio, de</li> </ul>	9,11	8,59	0,4894	0,4429	0,3628	2,2206	2,2206	2,2206



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· télévision et de téléphone cellulaire;</li> <li>· l'érection des pylônes et des tours à micro-ondes;</li> <li>· l'érection de silos, de châteaux d'eau ou de réservoirs en bois;</li> <li>· l'installation de réservoirs autres que des réservoirs extérieurs;</li> <li>· les travaux de chaudronnerie liés à l'installation de réservoirs extérieurs.</li> </ul>								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b>								
80100	Travaux de ciment; travaux de bétonnage; travaux de coffrage	5,55	5,15	0,4393	0,4249	0,3435	1,8460	1,8460	1,8460
	Cette unité vise les travaux relatifs :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· au ferrailage tels que la coupe, le façonnage, l'assemblage par divers procédés, de même que la pose de tiges ou de treillis métalliques entrant dans la construction d'ouvrages de béton;</li> <li>· au coffrage à béton pour la charpente de bâtiments, d'ouvrages de génie civil et de machinerie;</li> <li>· à la préparation et à la finition des surfaces de béton et de ciment;</li> <li>· au coulage et à la mise en place du béton;</li> <li>· au coupage, au sciage, au pompage et au forage de béton;</li> <li>· au pavage de béton sans l'utilisation d'une épandeuse-profondeuse;</li> <li>· à l'injection et gunitage du béton;</li> <li>· au sciage de l'asphalte;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. au cassage du béton lors de travaux de réfection;</li> <li>. à l'imperméabilisation de planchers de béton ou de surfaces en béton.</li> </ul>								
.	<p>Cette unité vise également les activités suivantes lorsqu'elles sont effectuées par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur d'activités visées par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. le nettoyage à l'aide d'un jet d'abrasifs, combiné ou non à de l'eau, tel que sable de silice, olivine synthétique, microbilles de verre, grenailles d'acier ou billettes de plastique;</li> <li>. le nettoyage ou la préparation à l'aide d'un jet d'eau ou de vapeur afin d'effriter ou d'altérer la couche superficielle des surfaces.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'exploitation d'un atelier de ferrailage ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre;</li> <li>. l'installation d'éléments de structure ou d'architecture en béton préfabriqué;</li> <li>. la livraison et le déversement de béton par bétonnière;</li> <li>. la construction et la réparation de bordures et de trottoirs.</li> </ul> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
80110	Travaux de charpenterie; travaux de menuiserie; travaux de revêtement extérieur de bâtiments; travaux de systèmes intérieurs; travaux de peinture; pose de revêtements souples; pose du marbre, du granit, de la céramique ou du terrazzo; travaux de plâtrage ou de tirage de joints; travaux d'isolation; installation d'échafaudages ou de gradins	5,85	5,44	0,3655	0,3477	0,3139	1,7756	1,7756	1,7756
	Cette unité vise les travaux relatifs :								
	· à l'érection d'une structure de bois d'un bâtiment, d'un silo, d'un château d'eau et d'un réservoir;								
	· à la menuiserie;								
	· à la pose de revêtement extérieur de bâtiments en feuilles métalliques et en déclin de tout genre;								
	· à la pose de pièces de maçonnerie sans l'aide de mortier, de ciment ou d'un autre adhésif quelconque;								
	· au parquetage y compris le ponçage et la finition;								
	· à la charpenterie tels que l'installation de chevrons et l'érection de divisions en bois;								
	· à la charpenterie et à la menuiserie dans l'installation de bâtiments préfabriqués à structure de bois;								
	· à la construction sur place d'équipements de loisirs en bois pour parcs d'amusement, garderies, terrains de jeux ou autres endroits du même genre;								
	· à l'installation de portes et fenêtres sur un bâtiment à structure de bois;								
	· à l'installation de portes et fenêtres prévitrées sur un bâtiment dont la structure n'est pas en bois lorsqu'elle est effectuée dans le cadre de travaux de charpenterie-								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	menuiséric;								
.	à la construction de patios en bois ou en substitut du bois;								
.	aux systèmes intérieurs tels que la pose des montants métalliques, de coins de fer, de moulures métalliques, de gypse, de lattis, de plafonds acoustiques et de plafonds suspendus;								
.	au plâtrage et au tirage de joints;								
.	à la pose de peinture, de revêtement de surface et d'enduits de protection;								
.	à la pose de revêtements souples tels que les revêtements en vinyle, en asphalte, en caoutchouc, en liège, en linoléum et les moquettes, les sous-tapis et les thibaudes;								
.	à la pose et au polissage du marbre, du granit, du granito, de l'ardoise, de la céramique et du terrazzo et autres matériaux similaires;								
.	à l'installation de panneaux de chambres froides;								
.	à l'isolation thermique de bâtiments, à l'insonorisation et au contrôle acoustique;								
.	à l'installation et au démontage de tout types d'échafaudages ou de gradins.								
	Cette unité vise également les travaux relatifs :								
.	à l'enlèvement de l'amiante;								
.	au dégarnissage;								
.	à l'installation et à la réparation de foyers préfabriqués.								
	Par dégarnissage, on entend toute opération de démolition sélective, minutieuse et raisonnée, des adjonctions parasites, des parties ruinées ou sans intérêt des immeubles, qui ne porte pas atteinte à la								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	structure, aux murs de soutènement ou aux murs porteurs. Cette unité vise les travaux suivants lorsque effectués sur le chantier ou à pied d'œuvre :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. le nettoyage à l'aide d'un jet d'abrasifs, combiné ou non à de l'eau, tel que sable de silice, olivine synthétique, microbilles de verre, grenailles d'acier ou billettes de plastique;</li> <li>. le nettoyage ou la préparation à l'aide d'un jet d'eau ou de vapeur afin d'effriter ou d'alléger la couche superficielle des surfaces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>. surfaces d'ouvrages de génie civil tels que viaducs, ponts ou murs de soutènement;</li> <li>. surfaces de bâtiments tels que surfaces de maçonnerie, de béton ou d'acier;</li> <li>. surfaces extérieures de réservoirs tels que châteaux d'eau ou réservoirs pétroliers;</li> <li>. surfaces d'équipement industriel ou de machinerie.</li> </ul> </li> </ul>								
	Cette unité vise également les travaux suivants lorsqu'ils sont effectués par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur des travaux d'érection d'une structure de bois d'un bâtiment :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation de gouttières;</li> <li>. les travaux de couverture en bardeaux d'asphalte, de cède, en tôle non soudée ou non agrafée ou en tuiles de grès;</li> <li>. l'installation de solariums;</li> <li>. le coffrage de la fondation;</li> <li>. l'installation de portes de garage.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité vise également les travaux suivants lorsqu'ils sont effectués par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur des travaux d'installation et de réparation de foyers préfabriqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation et la réparation de cheminées préfabriquées.</li> </ul> <p>Cette unité vise également les travaux suivants lorsqu'ils sont effectués par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur de travaux de nettoyage visés par la présente unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la récupération de matières dangereuses.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les travaux relatifs aux pieux et aux fondations spéciales tels que la mise en place, le levage et la manutention des pièces suivantes : palplanches en acier, pieux d'étaonnement, moises, entretoises, étrésoillons, pieux de support et étais temporaires en acier ou en bois de charpente lourd enfoncés dans le sol;</li> <li>. les travaux d'installation de murs-rideaux en marbre, granit ou autres matériaux similaires;</li> <li>. les travaux d'imperméabilisation de planchers de béton, de surfaces de béton ou de surfaces pavées;</li> <li>. les travaux de dégarnissage lorsqu'une seule opération de reconstruction visée par une autre unité est effectuée conjointement au dégarnissage de ce qui est reconstruit.</li> </ul> <p>Dans un tel cas, les travaux de dégarnissage sont visés par</p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>l'unité qui vise cette opération de reconstruction. À titre d'exemple, lorsque les seuls travaux effectués par l'employeur sont l'installation d'une couverture après dégamissage de l'ancienne, l'ensemble de ces travaux sont visés par l'unité 80130;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la gravure à l'aide d'un jet;</li> <li>. l'installation d'un monte-charge;</li> <li>. les travaux d'installation, de démontage et d'entretien des échafaudages volants permanents;</li> <li>. les travaux préparatoires et la fabrication effectués en atelier ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre lorsqu'ils sont visés par l'unité 36050.</li> </ul>								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b>								
80130	Travaux de couverture; installation de gouttières	7,97	7,49	0,4521	0,3562	0,3393	2,1156	2,1156	2,1156
	Cette unité vise les travaux relatifs :								
	. à l'installation, au dégamissage et à la réparation de tous types de couvertures, y compris l'imperméabilisation;								
	. à l'installation de gouttières;								
	. au déneigement de toitures.								
	Cette unité ne vise pas :								
	. l'installation des panneaux en acier qui servent à la fois de structure, de revêtement et de toiture;								
	. les travaux préparatoires et la fabrication effectués en atelier								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre lorsqu'ils sont visés par l'unité 36050.</p> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p>								
80140	<p>Travaux de maçonnerie</p> <p>Cette unité vise les travaux relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. à la taille, au sciage, à la pose avec du mortier, du ciment ou un autre adhésif quelconque, ainsi qu'au tirage des joints de pièces de maçonnerie, telles les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>. briques, pierres naturelles ou artificielles;</li> <li>. briques acides, briques à feu, de plastique, de ciment ou de tout autre matériau réfractaire posé à la main ou par méthode pneumatique ou mécanique;</li> <li>. carreaux de matériaux réfractaires;</li> <li>. terre cuite;</li> <li>. blocs de gypse, de béton ou de verre, blocs de matériaux composites, blocs d'agrégats légers pour murs ou cloisons, tuiles anticorrosives;</li> </ul> </li> <li>. à l'installation de silos formés de douves de béton.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les travaux de tirage des joints, d'alignement, d'ancrage et de gobetage (gobeter) effectués par les fabricants des éléments structuraux ou architecturaux en béton préfabriqué;</li> </ul>	6,72	6,28	0,2657	0,3347	0,2763	1,4640	1,4640	1,4640



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· les travaux de nettoyage à l'aide d'un jet sous pression visés par l'unité 80110;</li> <li>· les travaux de pose de blocs imbriqués (interblocs);</li> <li>· les travaux de pose de carrelage en marbre ou en granit;</li> <li>· l'installation de murs-rideaux en pièces de maçonnerie;</li> <li>· les travaux de coffrage préalables à l'installation de silos formés de douves de béton.</li> </ul>								
	<p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p>								
80150	Travaux de verrerie; travaux de viterie	6,62	6,19	0,3762	0,3657	0,3483	1,9352	1,9352	1,9352
	Cette unité vise les travaux relatifs :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· à la préparation et à l'installation de la verrerie et de la viterie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· la coupe et le polissage du verre;</li> <li>· la coupe et l'assemblage de l'aluminium;</li> <li>· l'installation de portes, de fenêtres et de vitres;</li> <li>· l'installation d'entrées ou de devantures fabriquées à partir de pièces métalliques et de verre;</li> <li>· l'installation des murs-rideaux;</li> <li>· l'installation d'atriums, de lanterneaux et d'autres ouvrages similaires.</li> </ul> </li> </ul>								
	Cette unité vise également les travaux relatifs à :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· la construction de serres;</li> <li>· l'installation de solariums;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>. l'installation de chapiteaux ;</li> <li>. l'installation de dômes pour fosse à purin.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les travaux préparatoires et la fabrication effectués en atelier ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre.</li> </ul> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p>								
80160	<p>Travaux de mécanique de chantier; travaux de chaudronnerie; travaux de plomberie et tuyauterie; travaux de calorifugeage; travaux relatifs aux systèmes de déplacement mécanisé</p> <p>Cette unité vise les travaux relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. à la mécanique de chantier telle que l'installation, la réparation, l'entretien, le réglage, le montage, le démontage et la manutention de machinerie autre que la machinerie de production;</li> <li>. à la fabrication des gabarits pour cette machinerie;</li> <li>. à l'installation, la réparation et l'entretien de portes de garage, mécanisées ou non;</li> <li>. à la chaudronnerie reliée à la machinerie autre que la machinerie de production, à la construction, à l'entretien et à la réparation de générateurs de vapeur, de chaudières ou de réservoirs ou autres équipements similaires;</li> <li>. à l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien de :</li> </ul>	3,36	3,03	0,2622	0,2474	0,2175	1,0151	1,0151	1,0151

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· systèmes de plomberie, tels que notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>· la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à l'alimentation en fluide de ces systèmes;</li> <li>· la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages utilisés pour le drainage, l'égouttement et l'arrière ventilation des siphons dans ces systèmes;</li> </ul> </li> <li>· systèmes de chauffage et de combustion, tels que notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>· la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à la distribution des fluides ou de la chaleur;</li> </ul> </li> <li>· systèmes de protection incendie et de protection incendie localisée, tels que notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>· la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages utilisés pour prévenir et combattre les incendies;</li> </ul> </li> <li>· au calorifugeage, qu'il soit exécuté par aspersion ou toute autre méthode, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· l'isolation thermique de tout système de tuyauterie nouveau ou existant;</li> <li>· l'isolation thermique de calorifères, de fournaises, de chaudières, de réservoirs et de tout autre appareil similaire;</li> </ul> </li> <li>· à l'installation, à la réfection, à la modification, à la réparation et à l'entretien d'un système de déplacement mécanisé, composé d'appareils, d'accessoires et autres appareillages, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques,</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau				
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>échafaudages volants permanents, monte-pente, monte-plats, plateaux amovibles sur scènes de théâtre, trottoirs mouvants et autres appareils similaires généralement utilisés pour le transport de personnes, d'objets ou de matériaux.</p> <p>Cette unité vise également l'opération d'un système temporaire ou non terminé ainsi que l'opération d'un système terminé lorsque celui-ci est utilisé pour le déplacement des salariés de la construction et des matériaux.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la construction de réservoirs extérieurs ou de réservoirs en métal autres que pour les systèmes de chaudronnerie;</li> <li>. l'installation des conduites en métal pour les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation, y compris la pose de l'isolant intérieur des conduites;</li> <li>. les travaux de montage en briques des parois de chaudières;</li> <li>. les travaux d'installation de conduites de ventilation préisolées;</li> <li>. le nettoyage au jet de sable;</li> <li>. les travaux relatifs à la mécanique de chantier tels que l'installation, la réparation, l'entretien, le réglage, le montage, le démontage et la manutention de la machinerie de production ainsi que la fabrication des gabarits pour cette machinerie;</li> <li>. l'installation et l'opération par un employeur d'un monte-charge temporaire dans le cadre de l'exécution par cet employeur de travaux non visés par la présente unité;</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	· l'installation des échafaudages volants non permanents.								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b>								
80170	Travaux d'électricité	2,49	2,19	0,1954	0,1936	0,1805	0,7408	0,7408	0,7408
	Cette unité vise les travaux relatifs :								
	· à l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien des installations électriques à des fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, y compris dans tous les cas les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques faisant partie de l'installation elle-même et, étant reliés au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point du raccordement est au mur de l'édifice ou de la bâtisse la plus rapprochée de la ligne du service public;								
	· à l'installation des parafoudres et des unités aérothermes;								
	· au branchement électrique d'un bâtiment.								
	Cette unité ne vise pas :								
	· les travaux de construction de postes de distribution ou de transformation d'énergie effectués par des entrepreneurs en électricité;								
	· les travaux d'électricité effectués par les entrepreneurs en construction de postes de transformation ou de distribution d'énergie;								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
80180	<p>les travaux d'installation des systèmes d'alarmes, de sécurité, de contrôle ou d'équipements électroniques;</p> <p>les travaux d'installation des lampadaires en bordure des routes ainsi que les travaux d'installation des feux de signalisation routière.</p> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p> <p>Travaux de ferblanterie</p>	4,99	4,61	0,3690	0,3034	0,2532	1,5812	1,5812	1,5812
	<p>Cette unité vise les travaux relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à la ferblanterie impliquant le travail de la tôle d'une épaisseur maximale de 10 jauges (fer, cuivre, aluminium, acier inoxydable) et toute matière de composition métallique ou électrometallurgique, vinyle et autres matériaux à base de métal ou de plastique, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le tracage, la fabrication et la pose, sur les chantiers et à pied d'œuvre, de toutes sortes d'objets en métal ou en feuilles;</li> <li>• le montage et la réparation de systèmes ou conduites de ventilation, de climatisation, de chauffage à air chaud et de tout système ou conduite pour l'évacuation de matières diverses telles que copeaux, vapeurs, fumées ou poussières, la pose des isolants intérieurs en rapport avec ces systèmes et la mise en place des appareils préfabriqués;</li> <li>• l'installation d'objets métalliques préfabriqués tels que tablettes, casters, écrans, plafonds, coupe-feu et</li> </ul> </li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>revêtements de plafond et muraux;  la pose et l'installation des appareils préfabriqués tels que climatiseurs, ventilateurs, thermopompes et échangeurs d'air ainsi que l'installation d'éléments mécanisés propres à ces systèmes, lorsqu'elle est exécutée conjointement à l'installation et à la pose de conduites.</p> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· les travaux relatifs au revêtement extérieur de bâtiments en feuilles métalliques et en déclin de tout genre, à l'installation et à la réparation de tout type de couverture;</li> <li>· les travaux préparatoires et la fabrication effectués en atelier ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre;</li> <li>· les travaux relatifs à l'installation de gouttières.</li> </ul> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p>	1,97	1,69	0,2204	0,1869	0,1952	0,6420	0,6420	0,6420
80190	<p>Installation d'équipement électronique, de systèmes d'alarme ou de contrôle</p> <p>Cette unité vise les travaux relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· à l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien des systèmes d'intercommunication, de cablodistribution, de sonorisation, d'horloge synchronisée, de signalisation visuelle, sonore ou vocale, de téléphonie, de télévision en circuit fermé, de cartes d'accès et de</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
.	surveillance ou du câblage relatif à ces systèmes; à l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien du câblage informatique;								
.	à l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien des systèmes électriques ou pneumatiques de contrôle, d'instrumentation et de régulation relatifs au chauffage, à la climatisation, à la ventilation et à l'évacuation de l'air;								
.	à l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien des systèmes électriques ou pneumatiques de contrôle, de jaugeage et de calibrage sur les différentes machineries de production industrielle;								
.	à l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien des systèmes d'alarme contre le vol et l'incendie;								
.	à la vente, à l'installation et à la réparation de serrures de sécurité;								
.	à l'essai, au réglage et à l'équilibrage des systèmes de circulation ou de distribution de l'air;								
.	à l'épissure de câbles de télécommunications.								
	Cette unité vise également les travaux relatifs :								
.	à l'installation d'antennes paraboliques.								
	L'employeur qui effectue à la fois l'installation des systèmes d'alarme contre le vol et l'incendie et le commerce de ces systèmes est classé dans la présente unité pour ces activités.								
	<b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b>								



Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020

80200	Travaux de réfrigération; travaux de climatisation	3,34	3,01	0,3372	0,3039	0,2564	1,1362	1,1362	1,1362
-------	--	------	------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Cette unité vise les travaux relatifs :

- . à l'installation, à la réfection, à la modification, à la réparation ou à l'entretien des systèmes centraux de réfrigération ou de climatisation, comprenant la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à la distribution des fluides et à la production du froid par ces systèmes;
- . à l'installation de machinerie pour les systèmes centraux de climatisation et de réfrigération.

Cette unité ne vise pas les travaux relatifs :

- . au calorifugeage des systèmes de réfrigération et de climatisation;
- . à l'essai, au réglage et à l'équilibrage des systèmes de circulation ou de distribution de l'air;
- . à l'installation des conduites en métal pour les systèmes de climatisation;
- . à l'installation, la réfection, la modification, la réparation ou l'entretien de systèmes d'instrumentation et de régulation relatifs au chauffage, à la climatisation et à la ventilation.

**L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.**

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau			
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
80230	Travaux paysagers; installation de piscines ou de spas	3,04	2,72	0,2970	0,2298	0,2176	1,1506	1,1506	1,1506
	Cette unité vise :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· les travaux paysagers tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>· la pose d'interblochs ou de pavés de béton;</li> <li>· la pose de tourbe gazonnée;</li> <li>· la préparation du terrain;</li> <li>· la plantation d'arbres et d'arbustes;</li> <li>· l'érection de murets, d'escaliers, etc.;</li> <li>· l'entretien de talus le long des routes;</li> <li>· la pose de tuyaux extérieurs souterrains pour l'arrosage des pelouses ou pour les systèmes d'éclairage décoratifs;</li> </ul> </li> <li>· l'installation, la construction ou la réparation de piscines;</li> <li>· l'installation ou la réparation de spas.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les travaux suivants lorsqu'ils sont effectués par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur des travaux paysagers :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· l'installation de clôtures.</li> </ul>								
	Cette unité vise également les travaux suivants lorsqu'ils sont effectués par les travailleurs d'un employeur dans le cadre de l'exécution par cet employeur de l'activité d'installation, de construction ou de réparation de piscines ou de spas :								
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· les travaux de ciment ou de bétonnage.</li> </ul>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020
	<p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les travaux de pavage;</li> <li>. le déneigement;</li> <li>. l'installation de fosses septiques et de champs d'épuration.</li> </ul> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p>								
80250	Travaux de serrurerie de bâtiments	8,49	8,00	0,1992	0,2140	0,1545	1,0346	1,0346	1,0346
	<p>Cette unité vise les travaux relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. à la serrurerie de bâtiments, tels le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage de toute pièce de métal dont notamment les escaliers extérieurs et intérieurs, les garde-corps, les clôtures, les barrières, les marquises, les trappes de cave et d'inspection, les grillages de tous genres, les chutes à charbon, les portes de voûtes, les portes coupe-feu, les portes industrielles, les cloisons, les rampes et les balcons.</li> </ul> <p>Cette unité ne vise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les travaux préparatoires et la fabrication effectués en atelier ailleurs que sur le chantier ou à pied d'œuvre;</li> <li>. l'installation de tous les autres types de clôtures.</li> </ul> <p><b>L'employeur classé dans la présente unité peut être également classé dans les unités d'exception 80020 et 90010.</b></p>								

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Ratios d'expérience pour le premier niveau				Ratios d'expérience pour le deuxième niveau			
		Taux général	Taux particulier	2019	2020	2021	2018	2019	2020
Unité d'exception 90010	Travail effectué exclusivement dans les bureaux Cette unité vise : . l'employeur qui utilise les services de travailleurs qui effectuent uniquement des tâches de nature administrative, commerciale, technique ou professionnelle et qui, par opposition aux travailleurs visés par les unités 90020 ou 80020, ne travaillent que dans les bureaux. Sont notamment visés par la présente unité, le personnel de bureau et les personnes occupant des fonctions de comptable, contrôleur, directeur administratif, dessinateur, acheteur, soumissionnaire, informaticien et directeurs des ventes.	0,40	0,16	0,0082	0,0067	0,0079	0,0306	0,0306	0,0306
Unité d'exception 90020	L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans l'unité 65150. Vendeurs ou représentants des ventes Cette unité vise : . l'employeur qui utilise les services de travailleurs qui effectuent uniquement la vente de biens ou de services et qui sont appelés, dans le cadre de leurs fonctions, à exécuter une partie de leur travail à l'extérieur des bureaux de leur employeur.	0,55	0,31	0,0204	0,0184	0,0325	0,0715	0,0715	0,0715

Numéro de l'unité	Texte de l'unité	Taux général	Taux particulier	Ratios d'expérience pour le premier niveau			Ratios d'expérience pour le deuxième niveau		
				2019	2020	2021	2018	2019	2020

Cette unité ne vise pas :

. les travailleurs qui font la manutention ou la livraison de marchandises autres que des échantillons servant à la vente.

L'employeur classé dans la présente unité ne peut également être classé dans l'unité 65150 ou dans l'unité 80020.

## ANNEXE 2

(a. 39)

TAUX RELATIFS AU FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS SECTORIELLES  
PARITAIRES POUR L'ANNÉE 2023

	<b>Taux</b>
SECTEURS D'ACTIVITÉS	
Le secteur des affaires sociales	0,022
Le secteur d'activités des services automobiles	0,068
Le secteur d'activités des transports et de l'entreposage	0,050
Le secteur d'activités de l'administration provinciale	0,043
Le secteur d'activités de l'imprimerie et de ses activités connexes, de la fabrication de produits en métal, de la fabrication de produits électriques, des industries de l'habillement, du textile et de la bonneterie	0,040
Le secteur de la fabrication d'équipement de transport et de machines	0,050
Le secteur des mines et des services miniers	0,080
Le secteur des affaires municipales	0,039
Le secteur de la construction	0,030

**ANNEXE 3**  
(a. 40 et 41)

MONTANT FORFAITAIRE PRÉVU PAR LE PARAGRAPHE 3<sup>o</sup> DE L'ARTICLE 310 DE LA LOI, MONTANT PRÉVU PAR L'ARTICLE 313 DE LA LOI ET TAUX APPLICABLE À LA PROTECTION D'UN MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR L'ANNÉE 2023

Le montant forfaitaire aux fins d'établir la cotisation de l'employeur d'un étudiant visé par l'article 10 de la Loi conformément au paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 310 de cette loi, est fixé, pour l'année 2023 à 6 \$ par stagiaire.

Le montant prévu par l'article 313 de la Loi est fixé pour l'année 2023 à 65 \$.

Le taux servant à établir le montant payable par la personne qui ne fait que siéger au conseil d'administration d'une personne morale et qui s'inscrit à ce titre ou à titre de dirigeant conformément à l'article 18 de la Loi est celui de l'unité 65110.

**ANNEXE 4**  
(a. 49, 62 et 63)

Le seuil d'assujettissement pour l'année 2023 est de 1 400 \$.

Le montant utilisé aux fins du calcul prévu à l'article 62 pour l'année 2023 est de 4 200 \$.

Le montant utilisé aux fins du calcul prévu à l'article 63 pour l'année 2023 est de 196 000 \$.

**ANNEXE 7**  
(a. 104, 105 et 106)

**TABLEAU DES PRIMES POUR L'ANNÉE 2023**  
(en pourcentage)

Partie de la cotisation en fonction du risque	Limite de prise en charge (multiple du maximum annuel assurable)									
	1½	2	2½	3	4	5	6	7	8	9
12 950 et moins	83,9	83,9	83,9	83,9	83,9	83,9	83,9	83,9	83,9	83,9
17 650	80,5	80,5	80,5	80,5	80,5	80,5	80,5	80,5	80,5	80,5
24 200	76,6	76,6	76,6	76,6	76,6	76,6	76,6	76,6	76,6	76,6
33 300	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3
45 100	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0
61 350	63,3	63,3	63,3	63,3	63,3	63,3	63,3	63,3	63,3	63,3
83 000	58,6	58,6	58,6	58,6	58,6	58,6	58,6	58,6	58,6	58,6
112 500	53,6	53,6	53,6	53,6	53,6	53,6	53,6	53,6	53,6	53,6
152 250	52,7	48,5	48,5	48,5	48,5	48,5	48,5	48,5	48,5	48,5
206 750	50,3	46,3	43,1	43,1	43,1	43,1	43,1	43,1	43,1	43,1
282 950	49,0	44,8	42,0	40,0	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2
392 300	47,0	44,0	41,2	38,7	34,4	30,9	30,9	30,9	30,9	30,9
552 800	45,2	41,9	39,0	36,9	33,0	29,5	27,3	25,8	24,8	24,8
796 950	43,7	40,4	37,4	34,6	29,7	24,8	21,9	20,0	19,2	18,6
1 182 550	42,5	38,7	35,3	32,0	26,2	21,0	17,3	15,2	14,3	14,0
1 818 550	41,6	37,4	33,5	29,9	23,4	17,7	13,7	11,3	10,3	10,1
2 919 300	40,9	36,4	32,2	28,3	21,2	15,2	10,9	8,4	7,3	7,1
4 922 600	40,3	35,6	31,1	27,0	19,5	13,3	9,0	6,4	5,1	4,9
8 928 800	39,8	34,9	30,3	25,9	18,1	11,9	7,6	5,0	3,7	3,2
16 941 500	39,5	34,5	29,7	25,2	17,2	11,0	6,8	4,2	2,8	2,1
32 966 500 et plus	39,3	34,2	29,3	24,7	16,5	10,5	6,3	3,8	2,4	1,5

77495

**Avis**

Loi sur les accidents du travail  
et les maladies professionnelles  
(chapitre A-3.001)

**Pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation  
des employeurs tenus personnellement au paiement  
des prestations pour l'année 2023**

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le Règlement sur les pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations pour l'année 2023, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à déterminer les pourcentages que doit utiliser la Commission afin d'imposer aux employeurs tenus personnellement au paiement des

prestations les frais qu'elle engage pour l'application du chapitre X de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

L'étude de ce dossier ne révèle aucun impact significatif sur les entreprises directement concernées par ce règlement compte tenu que la Commission adopte annuellement de tels pourcentages.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Bruno Labrecque, vice-président aux finances, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, 1600, avenue D'Estimauville, Québec (Québec) G1J 0H7.

*La présidente du conseil d'administration  
de la Commission des normes, de l'équité,  
de la santé et de la sécurité du travail,*

LOUISE OTIS



## Règlement sur les pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations pour l'année 2023

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001, a. 454, al. 1<sup>er</sup>, par. 16<sup>o</sup>)

**1.** Le présent règlement a pour objet de déterminer les pourcentages applicables aux fins de fixer la cotisation des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations pour pourvoir aux frais d'application du chapitre X de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) en vertu de l'article 343 de cette loi.

**2.** Les pourcentages applicables aux employeurs de juridiction fédérale sont de :

1<sup>o</sup> 25,2 % lorsque les prestations sont payées par la Commission;

2<sup>o</sup> 22,3 % lorsque les prestations sont payées par l'employeur.

**3.** Les pourcentages applicables aux employeurs de juridiction provinciale sont de :

1<sup>o</sup> 46,8 % lorsque les prestations sont payées par la Commission;

2<sup>o</sup> 43,9 % lorsque les prestations sont payées par l'employeur.

**4.** Le présent règlement s'applique à l'année de cotisation 2023.

77496

## Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001)

Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3)

## Table des indemnités de remplacement du revenu payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2023

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2023, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster cette table en fonction des changements survenus à l'impôt sur le revenu payable en vertu de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (Statuts révisés du Canada (1985), chapitre I, 5<sup>e</sup> supplément), à la cotisation ouvrière payable en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi (Lois du Canada, 1996, chapitre 23), à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) et à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011).

À ce jour, l'étude du dossier révèle les impacts suivants sur les citoyens et les entreprises concernés directement par ces modifications :

— Comme toute autre personne recevant un salaire en 2023, la personne recevant une indemnité de remplacement du revenu ou une indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail verra son revenu net ajusté en fonction des changements survenus aux Lois de l'impôt, à l'assurance-emploi, au régime de rentes du Québec et à l'assurance parentale.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à madame Brenda Gauthier, 1600, avenue D'Estimauville, à Québec, téléphone (418) 266-4949.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Bruno Labrecque, vice-président aux finances, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, 1600, avenue D'Estimauville, Québec (Québec) G1J 0H7.

*La présidente du conseil d'administration  
de la Commission des normes, de l'équité,  
de la santé et de la sécurité du travail,*  
LOUISE OTIS

## **Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2023**

Loi sur les accidents du travail  
et les maladies professionnelles  
(chapitre A-3.001, a. 63)

Loi sur les accidents du travail  
(chapitre A-3, a. 124, par. d)

**1.** Pour l'année 2023, aux fins du calcul du revenu net retenu d'un travailleur servant à établir l'indemnité de remplacement du revenu payable à compter du quinzième jour suivant le début de son incapacité en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et l'indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante :

1<sup>o</sup> Travailleur célibataire ou famille monoparentale :

a) Travailleur sans personne majeure à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

2<sup>o</sup> Travailleur avec conjoint à charge :

a) Travailleur sans personne majeure à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

3<sup>o</sup> Travailleur avec conjoint non à charge :

a) Travailleur sans personne majeure à charge :

- i. Travailleur sans personne mineure à charge;
- ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

- b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge :
  - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
  - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge :
  - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
  - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge :
  - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
  - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus :
  - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
  - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

**2.** Aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles à un travailleur à compter du quinzième jour suivant le début de son incapacité ou de l'établissement de l'indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail, le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 91 000 \$ pour l'année 2023.

**3.** Pour l'année 2023, l'annexe A prévoit les tranches de revenu brut considérées pour le calcul du revenu net retenu d'un travailleur et, pour chaque situation familiale, les montants représentant l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles à compter du quinzième jour suivant le début de son incapacité ou l'indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail.

**4.** Lorsque le revenu brut d'un travailleur se situe entre deux tranches de revenus, son indemnité est déterminée en fonction de la tranche supérieure.

**5.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**Annexe A**

(a. 3)

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de  
la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2023  
(90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus	0	1 et plus
			0	1 et plus	0	1 et plus				
100	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48
200	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95
300	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43
400	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90
500	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38
600	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85
700	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33
800	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80
900	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28
1 000	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75
1 100	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23
1 200	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70
1 300	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18
1 400	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66
1 500	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13
1 600	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61
1 700	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08
1 800	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56
1 900	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03
2 000	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51
2 100	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98
2 200	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46
2 300	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93
2 400	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41
2 500	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89
2 600	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36
2 700	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84
2 800	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31
2 900	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79
3 000	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26
3 100	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74
3 200	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21
3 300	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69
3 400	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16
3 500	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64
3 600	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35
3 700	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07
3 800	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79
3 900	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50
4 000	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22
4 100	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93
4 200	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65
4 300	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36
4 400	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08
4 500	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79
4 600	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51
4 700	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22
4 800	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94
4 900	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65
5 000	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
5 100	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09
5 200	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80
5 300	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52
5 400	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23
5 500	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95
5 600	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66
5 700	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38
5 800	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09
5 900	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81
6 000	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52
6 100	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24
6 200	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95
6 300	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67
6 400	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39
6 500	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10
6 600	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82
6 700	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53
6 800	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25
6 900	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96
7 000	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68
7 100	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39
7 200	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11
7 300	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82
7 400	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54
7 500	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26
7 600	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97
7 700	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69
7 800	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40
7 900	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12
8 000	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83
8 100	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55
8 200	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26
8 300	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98
8 400	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69
8 500	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41
8 600	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12
8 700	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84
8 800	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56
8 900	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27
9 000	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99
9 100	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70
9 200	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42
9 300	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13
9 400	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85
9 500	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56
9 600	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28
9 700	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99
9 800	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71
9 900	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42
10 000	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
10 100	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86
10 200	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57
10 300	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29
10 400	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00
10 500	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72
10 600	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43
10 700	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15
10 800	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86
10 900	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58
11 000	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29
11 100	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01
11 200	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72
11 300	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44
11 400	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16
11 500	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87
11 600	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59
11 700	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30
11 800	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02
11 900	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73
12 000	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45
12 100	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16
12 200	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88
12 300	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59
12 400	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31
12 500	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03
12 600	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74
12 700	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46
12 800	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17
12 900	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89
13 000	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60
13 100	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32
13 200	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03
13 300	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75
13 400	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46
13 500	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18
13 600	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89
13 700	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61
13 800	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33
13 900	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04
14 000	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76
14 100	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47
14 200	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19
14 300	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90
14 400	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62
14 500	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33
14 600	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05
14 700	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76
14 800	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48
14 900	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19
15 000	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
15 100	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63
15 200	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34
15 300	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06
15 400	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77
15 500	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49
15 600	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20
15 700	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92
15 800	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63
15 900	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35
16 000	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06
16 100	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78
16 200	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49
16 300	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21
16 400	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93
16 500	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64
16 600	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36
16 700	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07
16 800	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79
16 900	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50
17 000	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22
17 100	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93
17 200	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65
17 300	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36
17 400	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08
17 500	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80
17 600	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51
17 700	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23
17 800	14 900,34	14 924,94	14 900,34	14 924,94	14 900,34	14 924,94	14 900,34	14 924,94	14 900,34	14 924,94
17 900	14 972,69	15 007,66	14 972,69	15 007,66	14 972,69	15 007,66	14 972,69	15 007,66	14 972,69	15 007,66
18 000	15 045,05	15 090,37	15 045,05	15 090,37	15 045,05	15 090,37	15 045,05	15 090,37	15 045,05	15 090,37
18 100	15 117,40	15 173,09	15 117,40	15 173,09	15 117,40	15 173,09	15 117,40	15 173,09	15 117,40	15 173,09
18 200	15 189,76	15 255,80	15 189,76	15 255,80	15 189,76	15 255,80	15 189,76	15 255,80	15 189,76	15 255,80
18 300	15 262,11	15 338,52	15 262,11	15 338,52	15 262,11	15 338,52	15 262,11	15 338,52	15 262,11	15 338,52
18 400	15 334,47	15 421,23	15 334,47	15 421,23	15 334,47	15 421,23	15 334,47	15 421,23	15 334,47	15 421,23
18 500	15 406,82	15 503,95	15 406,82	15 503,95	15 406,82	15 503,95	15 406,82	15 503,95	15 406,82	15 503,95
18 600	15 479,18	15 586,66	15 479,18	15 586,66	15 479,18	15 586,66	15 479,18	15 586,66	15 479,18	15 586,66
18 700	15 551,53	15 669,38	15 551,53	15 669,38	15 551,53	15 669,38	15 551,53	15 669,38	15 551,53	15 669,38
18 800	15 623,89	15 752,10	15 623,89	15 752,10	15 623,89	15 752,10	15 623,89	15 752,10	15 623,89	15 752,10
18 900	15 696,25	15 834,81	15 696,25	15 834,81	15 696,25	15 834,81	15 696,25	15 834,81	15 696,25	15 834,81
19 000	15 768,60	15 917,53	15 768,60	15 917,53	15 768,60	15 917,53	15 768,60	15 917,53	15 768,60	15 917,53
19 100	15 840,96	16 000,24	15 840,96	16 000,24	15 840,96	16 000,24	15 840,96	16 000,24	15 840,96	16 000,24
19 200	15 913,31	16 082,96	15 913,31	16 082,96	15 913,31	16 082,96	15 913,31	16 082,96	15 913,31	16 082,96
19 300	15 985,67	16 165,67	15 985,67	16 165,67	15 985,67	16 165,67	15 985,67	16 165,67	15 985,67	16 165,67
19 400	16 058,02	16 248,39	16 058,02	16 248,39	16 058,02	16 248,39	16 058,02	16 248,39	16 058,02	16 248,39
19 500	16 130,38	16 331,10	16 130,38	16 331,10	16 130,38	16 331,10	16 130,38	16 331,10	16 130,38	16 331,10
19 600	16 202,73	16 413,82	16 202,73	16 413,82	16 202,73	16 413,82	16 202,73	16 413,82	16 202,73	16 413,82
19 700	16 275,09	16 496,53	16 275,09	16 496,53	16 275,09	16 496,53	16 275,09	16 496,53	16 275,09	16 496,53
19 800	16 347,44	16 579,25	16 347,44	16 579,25	16 347,44	16 579,25	16 347,44	16 579,25	16 347,44	16 579,25
19 900	16 419,80	16 661,96	16 419,80	16 661,96	16 419,80	16 661,96	16 419,80	16 661,96	16 419,80	16 661,96
20 000	16 492,15	16 744,68	16 492,15	16 744,68	16 492,15	16 744,68	16 492,15	16 744,68	16 492,15	16 744,68



**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus
					0	1 et plus	0	1 et plus		
20 100	16 564,51	16 827,40	16 564,51	16 827,40	16 564,51	16 827,40	16 564,51	16 827,40	16 564,51	16 827,40
20 200	16 636,86	16 910,11	16 636,86	16 910,11	16 636,86	16 910,11	16 636,86	16 910,11	16 636,86	16 910,11
20 300	16 709,22	16 992,83	16 709,22	16 992,83	16 709,22	16 992,83	16 709,22	16 992,83	16 709,22	16 992,83
20 400	16 781,57	17 075,54	16 781,57	17 075,54	16 781,57	17 075,54	16 781,57	17 075,54	16 781,57	17 075,54
20 500	16 850,28	17 154,61	16 850,28	17 154,61	16 850,28	17 154,61	16 850,28	17 154,61	16 850,28	17 154,61
20 600	16 910,09	17 224,77	16 910,09	17 224,77	16 910,09	17 224,77	16 910,09	17 224,77	16 910,09	17 224,77
20 700	16 969,89	17 294,93	16 969,89	17 294,93	16 969,89	17 294,93	16 969,89	17 294,93	16 969,89	17 294,93
20 800	17 029,69	17 365,09	17 029,69	17 365,09	17 029,69	17 365,09	17 029,69	17 365,09	17 029,69	17 365,09
20 900	17 089,49	17 435,25	17 089,49	17 435,25	17 089,49	17 435,25	17 089,49	17 435,25	17 089,49	17 435,25
21 000	17 149,29	17 505,41	17 149,29	17 505,41	17 149,29	17 505,41	17 149,29	17 505,41	17 149,29	17 505,41
21 100	17 209,09	17 575,57	17 209,09	17 575,57	17 209,09	17 575,57	17 209,09	17 575,57	17 209,09	17 575,57
21 200	17 268,89	17 645,73	17 268,89	17 645,73	17 268,89	17 645,73	17 268,89	17 645,73	17 268,89	17 645,73
21 300	17 328,69	17 715,90	17 328,69	17 715,90	17 328,69	17 715,90	17 328,69	17 715,90	17 328,69	17 715,90
21 400	17 388,49	17 786,06	17 388,49	17 786,06	17 388,49	17 786,06	17 388,49	17 786,06	17 388,49	17 786,06
21 500	17 448,29	17 856,22	17 448,29	17 856,22	17 448,29	17 856,22	17 448,29	17 856,22	17 448,29	17 856,22
21 600	17 508,09	17 926,38	17 508,09	17 926,38	17 508,09	17 926,38	17 508,09	17 926,38	17 508,09	17 926,38
21 700	17 567,89	17 996,54	17 567,89	17 996,54	17 567,89	17 996,54	17 567,89	17 996,54	17 567,89	17 996,54
21 800	17 627,69	18 066,70	17 627,69	18 066,70	17 627,69	18 066,70	17 627,69	18 066,70	17 627,69	18 066,70
21 900	17 686,95	18 136,32	17 686,95	18 136,32	17 686,95	18 136,32	17 686,95	18 136,32	17 686,95	18 136,32
22 000	17 745,94	18 205,67	17 745,94	18 205,67	17 745,94	18 205,67	17 745,94	18 205,67	17 745,94	18 205,67
22 100	17 804,93	18 275,02	17 804,93	18 275,02	17 804,93	18 275,02	17 804,93	18 275,02	17 804,93	18 275,02
22 200	17 863,92	18 344,37	17 863,92	18 344,37	17 863,92	18 344,37	17 863,92	18 344,37	17 863,92	18 344,37
22 300	17 922,91	18 413,72	17 922,91	18 413,72	17 922,91	18 413,72	17 922,91	18 413,72	17 922,91	18 413,72
22 400	17 981,90	18 483,07	17 981,90	18 483,07	17 981,90	18 483,07	17 981,90	18 483,07	17 981,90	18 483,07
22 500	18 040,89	18 552,42	18 040,89	18 552,42	18 040,89	18 552,42	18 040,89	18 552,42	18 040,89	18 552,42
22 600	18 099,88	18 621,77	18 099,88	18 621,77	18 099,88	18 621,77	18 099,88	18 621,77	18 099,88	18 621,77
22 700	18 158,87	18 691,12	18 158,87	18 691,12	18 158,87	18 691,12	18 158,87	18 691,12	18 158,87	18 691,12
22 800	18 217,86	18 760,47	18 217,86	18 760,47	18 217,86	18 760,47	18 217,86	18 760,47	18 217,86	18 760,47
22 900	18 276,85	18 829,82	18 276,85	18 829,82	18 276,85	18 829,82	18 276,85	18 829,82	18 276,85	18 829,82
23 000	18 335,84	18 899,17	18 335,84	18 899,17	18 335,84	18 899,17	18 335,84	18 899,17	18 335,84	18 899,17
23 100	18 394,83	18 968,52	18 394,83	18 968,52	18 394,83	18 968,52	18 394,83	18 968,52	18 394,83	18 968,52
23 200	18 453,82	19 037,87	18 453,82	19 037,87	18 453,82	19 037,87	18 453,82	19 037,87	18 453,82	19 037,87
23 300	18 512,81	19 107,22	18 512,81	19 107,22	18 512,81	19 107,22	18 512,81	19 107,22	18 512,81	19 107,22
23 400	18 571,80	19 176,57	18 571,80	19 176,57	18 571,80	19 176,57	18 571,80	19 176,57	18 571,80	19 176,57
23 500	18 630,79	19 245,92	18 630,79	19 245,92	18 630,79	19 245,92	18 630,79	19 245,92	18 630,79	19 245,92
23 600	18 689,78	19 315,27	18 689,78	19 315,27	18 689,78	19 315,27	18 689,78	19 315,27	18 689,78	19 315,27
23 700	18 748,77	19 384,62	18 748,77	19 384,62	18 748,77	19 384,62	18 748,77	19 384,62	18 748,77	19 384,62
23 800	18 807,76	19 453,98	18 807,76	19 453,98	18 807,76	19 453,98	18 807,76	19 453,98	18 807,76	19 453,98
23 900	18 866,76	19 523,33	18 866,76	19 523,33	18 866,76	19 523,33	18 866,76	19 523,33	18 866,76	19 523,33
24 000	18 925,75	19 592,68	18 925,75	19 592,68	18 925,75	19 592,68	18 925,75	19 592,68	18 925,75	19 592,68
24 100	18 984,74	19 662,03	18 984,74	19 662,03	18 984,74	19 662,03	18 984,74	19 662,03	18 984,74	19 662,03
24 200	19 043,73	19 731,38	19 043,73	19 731,38	19 043,73	19 731,38	19 043,73	19 731,38	19 043,73	19 731,38
24 300	19 102,72	19 800,73	19 102,72	19 800,73	19 102,72	19 800,73	19 102,72	19 800,73	19 102,72	19 800,73
24 400	19 161,71	19 870,08	19 161,71	19 870,08	19 161,71	19 870,08	19 161,71	19 870,08	19 161,71	19 870,08
24 500	19 220,70	19 939,43	19 220,70	19 939,43	19 220,70	19 939,43	19 220,70	19 939,43	19 220,70	19 939,43
24 600	19 279,69	20 008,78	19 279,69	20 008,78	19 279,69	20 008,78	19 279,69	20 008,78	19 279,69	20 008,78
24 700	19 338,68	20 078,13	19 338,68	20 078,13	19 338,68	20 078,13	19 338,68	20 078,13	19 338,68	20 078,13
24 800	19 397,67	20 147,48	19 397,67	20 147,48	19 397,67	20 147,48	19 397,67	20 147,48	19 397,67	20 147,48
24 900	19 456,66	20 216,83	19 456,66	20 216,83	19 456,66	20 216,83	19 456,66	20 216,83	19 456,66	20 216,83
25 000	19 515,65	20 286,18	19 515,65	20 286,18	19 515,65	20 286,18	19 515,65	20 286,18	19 515,65	20 286,18

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
25 100	19 574,64	20 355,53	20 182,27	20 767,10	20 182,27	20 963,17	20 182,27	20 963,17	20 182,27	20 963,17
25 200	19 633,63	20 424,88	20 254,63	20 836,45	20 254,63	21 045,88	20 254,63	21 045,88	20 254,63	21 045,88
25 300	19 692,62	20 494,23	20 326,98	20 905,80	20 326,98	21 128,60	20 326,98	21 128,60	20 326,98	21 128,60
25 400	19 751,61	20 563,58	20 399,34	20 975,15	20 399,34	21 211,31	20 399,34	21 211,31	20 399,34	21 211,31
25 500	19 810,60	20 632,93	20 471,69	21 044,50	20 471,69	21 294,03	20 471,69	21 294,03	20 471,69	21 294,03
25 600	19 869,59	20 702,28	20 544,05	21 113,85	20 544,05	21 376,74	20 544,05	21 376,74	20 544,05	21 376,74
25 700	19 928,58	20 771,63	20 616,41	21 183,20	20 616,41	21 459,46	20 616,41	21 459,46	20 616,41	21 459,46
25 800	19 987,57	20 840,98	20 688,76	21 252,55	20 688,76	21 542,17	20 688,76	21 542,17	20 688,76	21 542,17
25 900	20 046,56	20 910,33	20 761,12	21 321,90	20 761,12	21 624,89	20 761,12	21 624,89	20 761,12	21 624,89
26 000	20 105,55	20 979,68	20 833,47	21 391,25	20 833,47	21 707,60	20 833,47	21 707,60	20 833,47	21 707,60
26 100	20 164,54	21 049,03	20 902,95	21 460,60	20 905,83	21 790,32	20 905,83	21 790,32	20 905,83	21 790,32
26 200	20 223,53	21 118,38	20 961,94	21 529,95	20 978,18	21 873,03	20 978,18	21 873,03	20 978,18	21 873,03
26 300	20 282,52	21 187,74	21 020,93	21 599,31	21 050,54	21 955,75	21 050,54	21 955,75	21 050,54	21 955,75
26 400	20 341,51	21 257,09	21 079,92	21 668,66	21 122,89	22 038,47	21 122,89	22 038,47	21 122,89	22 038,47
26 500	20 400,50	21 326,44	21 138,91	21 738,01	21 195,25	22 121,18	21 195,25	22 121,18	21 195,25	22 121,18
26 600	20 459,49	21 395,79	21 197,90	21 807,36	21 267,60	22 203,90	21 267,60	22 203,90	21 267,60	22 203,90
26 700	20 518,48	21 465,14	21 256,89	21 876,71	21 339,96	22 286,61	21 339,96	22 286,61	21 339,96	22 286,61
26 800	20 577,47	21 534,49	21 315,88	21 946,06	21 412,31	22 357,63	21 412,31	22 357,63	21 412,31	22 357,63
26 900	20 636,46	21 603,84	21 374,87	22 015,41	21 484,67	22 426,98	21 484,67	22 426,98	21 484,67	22 426,98
27 000	20 695,45	21 673,19	21 433,86	22 084,76	21 557,02	22 496,33	21 557,02	22 496,33	21 557,02	22 496,33
27 100	20 754,44	21 742,54	21 492,85	22 154,11	21 629,38	22 565,68	21 629,38	22 565,68	21 629,38	22 565,68
27 200	20 813,43	21 811,89	21 551,84	22 223,46	21 701,73	22 635,03	21 701,73	22 635,03	21 701,73	22 635,03
27 300	20 872,43	21 881,24	21 610,83	22 292,81	21 774,09	22 704,38	21 774,09	22 704,38	21 774,09	22 704,38
27 400	20 931,42	21 950,59	21 669,82	22 362,16	21 846,45	22 773,73	21 846,45	22 773,73	21 846,45	22 773,73
27 500	20 990,41	22 019,94	21 728,81	22 431,51	21 918,80	22 843,08	21 918,80	22 843,08	21 918,80	22 843,08
27 600	21 049,40	22 089,29	21 787,80	22 500,86	21 991,16	22 912,43	21 991,16	22 912,43	21 991,16	22 912,43
27 700	21 108,39	22 158,64	21 846,79	22 570,21	22 063,51	22 981,78	22 063,51	22 981,78	21 108,39	22 158,64
27 800	21 167,38	22 227,99	21 905,78	22 639,56	22 135,87	23 051,13	22 135,87	23 051,13	21 167,38	22 227,99
27 900	21 226,37	22 297,34	21 964,77	22 708,91	22 208,22	23 120,48	22 208,22	23 120,48	21 226,37	22 297,34
28 000	21 285,36	22 366,69	22 023,76	22 778,26	22 280,58	23 189,83	22 280,58	23 189,83	21 285,36	22 366,69
28 100	21 344,35	22 436,04	22 082,75	22 847,61	22 352,93	23 259,18	22 352,93	23 259,18	21 344,35	22 436,04
28 200	21 403,34	22 505,39	22 141,74	22 916,96	22 425,29	23 328,53	22 425,29	23 328,53	21 403,34	22 505,39
28 300	21 462,33	22 574,74	22 200,73	22 986,31	22 497,64	23 397,88	22 497,64	23 397,88	21 462,33	22 574,74
28 400	21 521,32	22 644,09	22 259,72	23 055,66	22 570,00	23 467,23	22 570,00	23 467,23	21 521,32	22 644,09
28 500	21 580,31	22 713,44	22 318,71	23 125,01	22 642,35	23 536,58	22 642,35	23 536,58	21 580,31	22 713,44
28 600	21 639,30	22 782,79	22 377,70	23 194,36	22 714,71	23 605,93	22 714,71	23 605,93	21 639,30	22 782,79
28 700	21 698,29	22 852,14	22 436,69	23 263,71	22 787,06	23 675,28	22 787,06	23 675,28	21 698,29	22 852,14
28 800	21 757,28	22 921,50	22 495,68	23 333,07	22 859,42	23 744,64	22 859,42	23 744,64	21 757,28	22 921,50
28 900	21 816,27	22 990,85	22 554,67	23 402,42	22 931,77	23 813,99	22 931,77	23 813,99	21 816,27	22 990,85
29 000	21 875,26	23 060,20	22 613,67	23 471,77	23 004,13	23 883,34	23 004,13	23 883,34	21 875,26	23 060,20
29 100	21 934,25	23 129,55	22 672,66	23 541,12	23 076,49	23 952,69	23 076,49	23 952,69	21 934,25	23 129,55
29 200	21 993,24	23 198,90	22 731,65	23 610,47	23 143,22	24 022,04	23 143,22	24 022,04	21 993,24	23 198,90
29 300	22 052,23	23 268,25	22 790,64	23 679,82	23 202,21	24 091,39	23 202,21	24 091,39	22 052,23	23 268,25
29 400	22 111,22	23 337,60	22 849,63	23 749,17	23 261,20	24 160,74	23 261,20	24 160,74	22 111,22	23 337,60
29 500	22 170,21	23 406,95	22 908,62	23 818,52	23 320,19	24 230,09	23 320,19	24 230,09	22 170,21	23 406,95
29 600	22 229,20	23 476,30	22 967,61	23 887,87	23 379,18	24 299,44	23 379,18	24 299,44	22 229,20	23 476,30
29 700	22 288,19	23 545,65	23 026,60	23 957,22	23 438,17	24 368,79	23 438,17	24 368,79	22 288,19	23 545,65
29 800	22 347,18	23 615,00	23 085,59	24 026,57	23 497,16	24 438,14	23 497,16	24 438,14	22 347,18	23 615,00
29 900	22 406,17	23 684,35	23 144,58	24 095,92	23 556,15	24 507,49	23 556,15	24 507,49	22 406,17	23 684,35
30 000	22 465,16	23 753,70	23 203,57	24 165,27	23 615,14	24 576,84	23 615,14	24 576,84	22 465,16	23 753,70

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus	0	1 et plus
			0	1 et plus	0	1 et plus				
30 100	22 524,15	23 823,05	23 262,56	24 234,62	23 674,13	24 646,19	23 800,04	25 057,76	23 800,04	25 098,94
30 200	22 583,14	23 892,40	23 321,55	24 303,97	23 733,12	24 715,54	23 872,39	25 127,11	23 872,39	25 181,65
30 300	22 642,13	23 961,75	23 380,54	24 373,32	23 792,11	24 784,89	23 944,75	25 196,46	23 944,75	25 264,37
30 400	22 701,12	24 031,10	23 439,53	24 442,67	23 851,10	24 854,24	24 017,10	25 265,81	24 017,10	25 347,08
30 500	22 760,11	24 100,45	23 498,52	24 512,02	23 910,09	24 923,59	24 089,46	25 335,16	24 089,46	25 429,80
30 600	22 819,10	24 169,80	23 557,51	24 581,37	23 969,08	24 992,94	24 161,81	25 404,51	24 161,81	25 512,51
30 700	22 878,10	24 239,15	23 616,50	24 650,72	24 028,07	25 062,29	24 234,17	25 473,86	24 234,17	25 595,23
30 800	22 937,09	24 308,50	23 675,49	24 720,07	24 087,06	25 131,64	24 306,53	25 543,21	24 306,53	25 677,94
30 900	22 996,08	24 377,85	23 734,48	24 789,42	24 146,05	25 200,99	24 378,88	25 612,56	24 378,88	25 760,66
31 000	23 055,07	24 447,20	23 793,47	24 858,77	24 205,04	25 270,34	24 451,24	25 681,91	24 451,24	25 843,37
31 100	23 114,06	24 516,55	23 852,46	24 928,12	24 264,03	25 339,69	24 523,59	25 751,26	24 523,59	25 926,09
31 200	23 173,05	24 585,90	23 911,45	24 997,47	24 323,02	25 409,04	24 595,95	25 820,61	24 595,95	26 008,80
31 300	23 232,04	24 655,26	23 970,44	25 066,83	24 382,01	25 478,40	24 668,30	25 889,97	24 668,30	26 091,52
31 400	23 291,03	24 724,61	24 029,43	25 136,18	24 441,00	25 547,75	24 740,66	25 959,32	24 740,66	26 174,24
31 500	23 350,02	24 793,96	24 088,42	25 205,53	24 499,99	25 617,10	24 813,01	26 028,67	24 813,01	26 256,95
31 600	23 409,01	24 863,31	24 147,41	25 274,88	24 558,98	25 686,45	24 885,37	26 098,02	24 885,37	26 339,67
31 700	23 468,00	24 932,66	24 206,40	25 344,23	24 617,97	25 755,80	24 957,72	26 167,37	24 957,72	26 422,38
31 800	23 526,99	25 002,01	24 265,39	25 413,58	24 676,96	25 825,15	25 030,08	26 236,72	25 030,08	26 505,10
31 900	23 585,98	25 071,36	24 324,38	25 482,93	24 735,95	25 894,50	25 102,43	26 306,07	25 102,43	26 587,81
32 000	23 644,97	25 140,71	24 383,37	25 552,28	24 794,94	25 963,85	25 174,79	26 375,42	25 174,79	26 670,53
32 100	23 703,96	25 210,06	24 442,36	25 621,63	24 853,93	26 033,20	25 247,14	26 444,77	25 247,14	26 753,24
32 200	23 762,95	25 279,41	24 501,35	25 690,98	24 912,92	26 102,55	25 319,50	26 514,12	25 319,50	26 835,96
32 300	23 821,94	25 348,76	24 560,34	25 760,33	24 971,91	26 171,90	25 383,48	26 583,47	25 383,48	26 918,67
32 400	23 880,93	25 418,11	24 619,34	25 829,68	25 030,91	26 241,25	25 442,48	26 652,82	25 442,48	27 001,39
32 500	23 939,92	25 487,46	24 678,33	25 899,03	25 089,90	26 310,60	25 501,47	26 722,17	25 501,47	27 084,11
32 600	23 998,91	25 556,81	24 737,32	25 968,38	25 148,89	26 379,95	25 560,46	26 791,52	25 560,46	27 166,82
32 700	24 057,90	25 626,16	24 796,31	26 037,73	25 207,88	26 449,30	25 619,45	26 860,87	25 619,45	27 249,54
32 800	24 116,89	25 695,51	24 855,30	26 107,08	25 266,87	26 518,65	25 678,44	26 930,22	25 678,44	27 332,25
32 900	24 175,88	25 764,86	24 914,29	26 176,43	25 325,86	26 588,00	25 737,43	26 999,57	25 737,43	27 415,14
33 000	24 234,87	25 834,21	24 973,28	26 245,78	25 384,85	26 657,35	25 796,42	27 068,92	25 796,42	27 480,49
33 100	24 293,86	25 903,56	25 032,27	26 315,13	25 443,84	26 726,70	25 855,41	27 138,27	25 855,41	27 549,84
33 200	24 352,85	25 972,91	25 091,26	26 384,48	25 502,83	26 796,05	25 914,40	27 207,62	25 914,40	27 619,19
33 300	24 411,84	26 042,26	25 150,25	26 453,83	25 561,82	26 865,40	25 973,39	27 276,97	25 973,39	27 688,54
33 400	24 470,83	26 111,61	25 209,24	26 523,18	25 620,81	26 934,75	26 032,38	27 346,32	26 032,38	27 757,89
33 500	24 529,82	26 180,96	25 268,23	26 592,53	25 679,80	27 004,10	26 091,37	27 415,67	26 091,37	27 827,24
33 600	24 588,81	26 250,31	25 327,22	26 661,88	25 738,79	27 073,45	26 150,36	27 485,02	26 150,36	27 896,59
33 700	24 647,80	26 319,66	25 386,21	26 731,23	25 797,78	27 142,80	26 209,35	27 554,37	26 209,35	27 965,94
33 800	24 706,79	26 389,02	25 445,20	26 800,59	25 856,77	27 212,16	26 268,34	27 623,73	26 268,34	28 035,30
33 900	24 765,78	26 458,37	25 504,19	26 868,23	25 915,76	27 279,80	26 327,33	27 693,10	26 327,33	28 104,65
34 000	24 824,77	26 527,72	25 563,18	26 936,87	25 974,75	27 347,89	26 386,32	27 756,47	26 386,32	28 174,00
34 100	24 883,76	26 597,07	25 622,17	27 005,51	26 033,74	27 416,98	26 445,31	27 825,76	26 445,31	28 243,35
34 200	24 942,75	26 666,41	25 681,16	27 074,25	26 092,73	27 486,07	26 504,30	27 895,05	26 504,30	28 312,70
34 300	25 001,74	26 735,76	25 740,15	27 143,00	26 151,72	27 555,16	26 563,29	27 964,34	26 563,29	28 382,05
34 400	25 060,73	26 805,10	25 799,14	27 211,74	26 210,71	27 624,25	26 622,28	28 033,63	26 622,28	28 451,40
34 500	25 119,72	26 874,45	25 858,13	27 280,48	26 269,70	27 693,14	26 681,27	28 102,92	26 681,27	28 520,75
34 600	25 178,71	26 943,80	25 917,12	27 349,22	26 328,69	27 762,03	26 740,26	28 172,21	26 740,26	28 590,10
34 700	25 237,70	27 013,14	25 976,11	27 417,96	26 387,68	27 830,92	26 799,25	28 241,50	26 799,25	28 659,45
34 800	25 296,69	27 082,49	26 035,10	27 486,70	26 446,67	27 899,81	26 858,24	28 310,79	26 858,24	28 728,80
34 900	25 355,68	27 151,83	26 094,09	27 555,44	26 505,66	27 968,70	26 917,23	28 380,08	26 917,23	28 798,15
35 000	25 414,67	27 221,18	26 153,08	27 624,18	26 564,65	28 037,59	26 976,22	28 449,37	26 976,22	28 867,50

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus
					0	1 et plus	0	1 et plus		
35 100	25 473,67	27 164,54	26 212,07	27 576,11	26 623,64	27 987,68	27 035,21	28 399,25	27 417,80	28 810,82
35 200	25 532,66	27 223,53	26 271,06	27 635,10	26 682,63	28 046,67	27 094,20	28 458,24	27 490,16	28 869,81
35 300	25 591,65	27 282,52	26 330,05	27 694,09	26 741,62	28 105,66	27 153,19	28 517,23	27 562,51	28 928,80
35 400	25 650,64	27 341,51	26 389,04	27 753,08	26 800,61	28 164,65	27 212,18	28 576,22	27 623,75	28 987,79
35 500	25 709,63	27 400,50	26 448,03	27 812,07	26 859,60	28 223,64	27 271,17	28 635,21	27 682,74	29 046,78
35 600	25 768,62	27 459,49	26 507,02	27 871,06	26 918,59	28 282,63	27 330,16	28 694,20	27 741,73	29 105,77
35 700	25 827,61	27 518,48	26 566,01	27 930,05	26 977,58	28 341,62	27 389,15	28 753,19	27 800,72	29 164,76
35 800	25 886,60	27 577,48	26 625,01	27 989,05	27 036,58	28 400,62	27 448,15	28 812,19	27 859,72	29 223,76
35 900	25 945,59	27 636,47	26 684,00	28 048,04	27 095,57	28 459,61	27 507,14	28 871,18	27 918,71	29 282,75
36 000	26 004,58	27 695,46	26 742,99	28 107,03	27 154,56	28 518,60	27 566,13	28 930,17	27 977,70	29 341,74
36 100	26 063,57	27 754,45	26 801,98	28 166,02	27 213,55	28 577,59	27 625,12	28 989,16	28 036,69	29 400,73
36 200	26 122,56	27 813,44	26 860,97	28 225,01	27 272,54	28 636,58	27 684,11	29 048,15	28 095,68	29 459,72
36 300	26 181,55	27 872,43	26 919,96	28 284,00	27 331,53	28 695,57	27 743,10	29 107,14	28 154,67	29 518,71
36 400	26 240,54	27 931,42	26 978,95	28 342,99	27 390,52	28 754,56	27 802,09	29 166,13	28 213,66	29 577,70
36 500	26 299,53	27 990,41	27 037,94	28 401,98	27 449,51	28 813,55	27 861,08	29 225,12	28 272,65	29 636,69
36 600	26 358,52	28 049,40	27 096,93	28 460,97	27 508,50	28 872,54	27 920,07	29 284,11	28 331,64	29 695,68
36 700	26 417,51	28 108,39	27 155,92	28 519,96	27 567,49	28 931,53	27 979,06	29 343,10	28 390,63	29 754,67
36 800	26 476,50	28 167,38	27 214,91	28 578,95	27 626,48	28 990,52	28 038,05	29 402,09	28 449,62	29 813,66
36 900	26 535,49	28 226,37	27 273,90	28 637,94	27 685,47	29 049,51	28 097,04	29 461,08	28 508,61	29 872,65
37 000	26 594,48	28 285,36	27 332,89	28 696,93	27 744,46	29 108,50	28 156,03	29 520,07	28 567,60	29 931,64
37 100	26 653,47	28 344,35	27 391,88	28 755,92	27 803,45	29 167,49	28 215,02	29 579,06	28 626,59	29 990,63
37 200	26 712,46	28 403,34	27 450,87	28 814,91	27 862,44	29 226,48	28 274,01	29 638,05	28 685,58	30 049,62
37 300	26 771,45	28 462,33	27 509,86	28 873,90	27 921,43	29 285,47	28 333,00	29 697,04	28 744,57	30 108,61
37 400	26 830,44	28 521,32	27 568,85	28 932,89	27 980,42	29 344,46	28 391,99	29 756,03	28 803,56	30 167,60
37 500	26 889,44	28 580,31	27 627,84	28 991,88	28 039,41	29 403,45	28 450,98	29 815,02	28 862,55	30 226,59
37 600	26 948,43	28 639,30	27 686,83	29 050,87	28 098,40	29 462,44	28 509,97	29 874,01	28 921,54	30 285,58
37 700	27 007,42	28 698,29	27 745,82	29 109,86	28 157,39	29 521,43	28 568,96	29 933,00	28 980,53	30 344,57
37 800	27 066,41	28 757,28	27 804,81	29 168,85	28 216,38	29 580,42	28 627,95	29 991,99	29 039,52	30 403,56
37 900	27 125,40	28 816,27	27 863,80	29 227,84	28 275,37	29 639,41	28 686,94	30 050,98	29 098,51	30 462,55
38 000	27 184,39	28 875,26	27 922,79	29 286,83	28 334,36	29 698,40	28 745,93	30 109,97	29 157,50	30 521,54
38 100	27 243,38	28 934,25	27 981,78	29 345,82	28 393,35	29 757,39	28 804,92	30 168,96	29 216,49	30 580,53
38 200	27 302,37	28 993,24	28 040,77	29 404,81	28 452,34	29 816,38	28 863,91	30 227,95	29 275,48	30 639,52
38 300	27 361,36	29 052,23	28 099,76	29 463,80	28 511,33	29 875,37	28 922,90	30 286,94	29 334,47	30 698,51
38 400	27 420,35	29 111,22	28 158,75	29 522,79	28 570,32	29 934,36	28 981,89	30 345,93	29 393,46	30 757,50
38 500	27 479,34	29 170,21	28 217,74	29 581,78	28 629,31	29 993,35	29 040,88	30 404,92	29 452,45	30 816,49
38 600	27 538,33	29 229,20	28 276,73	29 640,77	28 688,30	30 052,34	29 099,87	30 463,91	29 511,44	30 875,48
38 700	27 597,32	29 288,19	28 335,72	29 699,76	28 747,29	30 111,33	29 158,86	30 522,90	29 570,43	30 934,47
38 800	27 656,31	29 347,18	28 394,71	29 758,75	28 806,28	30 170,32	29 217,85	30 581,89	29 629,42	30 993,46
38 900	27 715,30	29 406,17	28 453,70	29 817,74	28 865,27	30 229,31	29 276,84	30 640,88	29 688,41	31 052,45
39 000	27 774,29	29 465,16	28 512,69	29 876,73	28 924,26	30 288,30	29 335,83	30 699,87	29 747,40	31 111,44
39 100	27 833,28	29 524,16	28 571,69	29 935,73	28 983,26	30 347,30	29 394,83	30 758,87	29 806,40	31 170,44
39 200	27 892,27	29 583,15	28 630,68	29 994,72	29 042,25	30 406,29	29 453,82	30 817,86	29 865,39	31 229,43
39 300	27 951,26	29 642,14	28 689,67	30 053,71	29 101,24	30 465,28	29 512,81	30 876,85	29 924,38	31 288,42
39 400	28 010,25	29 701,13	28 748,66	30 112,70	29 160,23	30 524,27	29 571,80	30 935,84	29 983,37	31 347,41
39 500	28 069,24	29 760,12	28 807,65	30 171,69	29 219,22	30 583,26	29 630,79	30 994,83	30 042,36	31 406,40
39 600	28 128,23	29 819,11	28 866,64	30 230,68	29 278,21	30 642,25	29 689,78	31 053,82	30 101,35	31 465,39
39 700	28 187,22	29 878,10	28 925,63	30 289,67	29 337,20	30 701,24	29 748,77	31 112,81	30 160,34	31 524,38
39 800	28 246,21	29 937,09	28 984,62	30 348,66	29 396,19	30 760,23	29 807,76	31 171,80	30 219,33	31 583,37
39 900	28 305,20	29 996,08	29 043,61	30 407,65	29 455,18	30 819,22	29 866,75	31 230,79	30 278,32	31 642,36
40 000	28 364,19	30 055,07	29 102,60	30 466,64	29 514,17	30 878,21	29 925,74	31 289,78	30 337,31	31 701,35

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
40 100	28 423,18	30 114,06	29 161,59	30 525,63	29 573,16	30 937,20	29 984,73	31 348,77	30 396,30	31 760,34
40 200	28 482,17	30 173,05	29 220,58	30 584,62	29 632,15	30 996,19	30 043,72	31 407,76	30 455,29	31 819,33
40 300	28 541,16	30 232,04	29 279,57	30 643,61	29 691,14	31 055,18	30 102,71	31 466,75	30 514,28	31 878,32
40 400	28 600,15	30 291,03	29 338,56	30 702,60	29 750,13	31 114,17	30 161,70	31 525,74	30 573,27	31 937,31
40 500	28 658,26	30 349,13	29 396,66	30 760,70	29 808,23	31 172,27	30 219,80	31 583,84	30 631,37	31 995,41
40 600	28 714,74	30 405,62	29 453,15	30 817,19	29 864,72	31 228,76	30 276,29	31 640,33	30 687,86	32 051,90
40 700	28 771,23	30 462,10	29 509,63	30 873,67	29 921,20	31 285,24	30 332,77	31 696,81	30 744,34	32 108,38
40 800	28 827,71	30 518,59	29 566,12	30 930,16	29 977,69	31 341,73	30 389,26	31 753,30	30 800,83	32 164,87
40 900	28 884,20	30 575,07	29 622,60	30 986,64	30 034,17	31 398,21	30 445,74	31 809,78	30 857,31	32 221,35
41 000	28 940,68	30 631,56	29 679,09	31 043,13	30 090,66	31 454,70	30 502,23	31 866,27	30 913,80	32 277,84
41 100	28 997,16	30 688,04	29 735,57	31 099,61	30 147,14	31 511,18	30 558,71	31 922,75	30 970,28	32 334,32
41 200	29 053,65	30 744,52	29 792,05	31 156,09	30 203,62	31 567,66	30 615,19	31 979,23	31 026,76	32 390,80
41 300	29 110,13	30 801,01	29 848,54	31 212,58	30 260,11	31 624,15	30 671,68	32 035,72	31 083,25	32 447,29
41 400	29 166,62	30 857,49	29 905,02	31 269,06	30 316,59	31 680,63	30 728,16	32 092,20	31 139,73	32 503,77
41 500	29 223,10	30 913,98	29 961,51	31 325,55	30 373,08	31 737,12	30 784,65	32 148,69	31 196,22	32 560,26
41 600	29 279,59	30 970,46	30 017,99	31 382,03	30 429,56	31 793,60	30 841,13	32 205,17	31 252,70	32 616,74
41 700	29 336,07	31 026,95	30 074,48	31 438,52	30 486,05	31 850,09	30 897,62	32 261,66	31 309,19	32 673,23
41 800	29 392,55	31 083,43	30 130,96	31 495,00	30 542,53	31 906,57	30 954,10	32 318,14	31 365,67	32 729,71
41 900	29 449,04	31 139,91	30 187,44	31 551,48	30 599,01	31 963,05	31 010,58	32 374,62	31 422,15	32 786,19
42 000	29 505,52	31 196,40	30 243,93	31 607,97	30 655,50	32 019,54	31 067,07	32 431,11	31 478,64	32 842,68
42 100	29 562,01	31 252,88	30 300,41	31 664,45	30 711,98	32 076,02	31 123,55	32 487,59	31 535,12	32 899,16
42 200	29 618,49	31 309,37	30 356,90	31 720,94	30 768,47	32 132,51	31 180,04	32 544,08	31 591,61	32 955,65
42 300	29 674,98	31 365,85	30 413,38	31 777,42	30 824,95	32 188,99	31 236,52	32 600,56	31 648,09	33 012,13
42 400	29 731,46	31 422,34	30 469,87	31 833,91	30 881,44	32 245,48	31 293,01	32 657,05	31 704,58	33 068,62
42 500	29 787,95	31 478,82	30 526,35	31 890,39	30 937,92	32 301,96	31 349,49	32 713,53	31 761,06	33 125,10
42 600	29 844,43	31 535,30	30 582,83	31 946,87	30 994,40	32 358,44	31 405,97	32 770,01	31 817,54	33 181,58
42 700	29 900,91	31 591,79	30 639,32	32 003,36	31 050,89	32 414,93	31 462,46	32 826,50	31 874,03	33 238,07
42 800	29 957,40	31 648,27	30 695,80	32 059,84	31 107,37	32 471,41	31 518,94	32 882,98	31 930,51	33 294,55
42 900	30 013,88	31 704,76	30 752,29	32 116,33	31 163,86	32 527,90	31 575,43	32 939,47	31 987,00	33 351,04
43 000	30 070,37	31 761,24	30 808,77	32 172,81	31 220,34	32 584,38	31 631,91	32 995,95	32 043,48	33 407,52
43 100	30 126,85	31 817,73	30 865,26	32 229,30	31 276,83	32 640,87	31 688,40	33 052,44	32 099,97	33 464,01
43 200	30 183,34	31 874,21	30 921,74	32 285,78	31 333,31	32 697,35	31 744,88	33 108,92	32 156,45	33 520,49
43 300	30 239,82	31 930,70	30 978,23	32 342,27	31 389,80	32 753,84	31 801,37	33 165,41	32 212,94	33 576,98
43 400	30 296,30	31 987,18	31 034,71	32 398,75	31 446,28	32 810,32	31 857,85	33 221,89	32 269,42	33 633,46
43 500	30 352,79	32 043,66	31 091,19	32 455,23	31 502,76	32 866,80	31 914,33	33 278,37	32 325,90	33 689,94
43 600	30 409,27	32 100,15	31 147,68	32 511,72	31 559,25	32 923,29	31 970,82	33 334,86	32 382,39	33 746,43
43 700	30 465,76	32 156,63	31 204,16	32 568,20	31 615,73	32 979,77	32 027,30	33 391,34	32 438,87	33 802,91
43 800	30 522,24	32 213,12	31 260,65	32 624,69	31 672,22	33 036,26	32 083,79	33 447,83	32 495,36	33 859,40
43 900	30 578,73	32 269,60	31 317,13	32 681,17	31 728,70	33 092,74	32 140,27	33 504,31	32 551,84	33 915,88
44 000	30 635,21	32 326,09	31 373,62	32 737,66	31 785,19	33 149,23	32 196,76	33 560,80	32 608,33	33 972,37
44 100	30 691,70	32 382,57	31 430,10	32 794,14	31 841,67	33 205,71	32 253,24	33 617,28	32 664,81	34 028,85
44 200	30 748,18	32 439,05	31 486,58	32 850,62	31 898,15	33 262,19	32 309,72	33 673,76	32 721,29	34 085,33
44 300	30 804,66	32 495,54	31 543,07	32 907,11	31 954,64	33 318,68	32 366,21	33 730,25	32 777,78	34 141,82
44 400	30 861,15	32 552,02	31 599,55	32 963,59	32 011,12	33 375,16	32 422,69	33 786,73	32 834,26	34 198,30
44 500	30 917,63	32 608,51	31 656,04	33 020,08	32 067,61	33 431,65	32 479,18	33 843,22	32 890,75	34 254,79
44 600	30 974,12	32 664,99	31 712,52	33 076,56	32 124,09	33 488,13	32 535,66	33 899,70	32 947,23	34 311,27
44 700	31 030,60	32 721,48	31 769,01	33 133,05	32 180,58	33 544,62	32 592,15	33 956,19	33 003,72	34 367,76
44 800	31 087,09	32 777,96	31 825,49	33 189,53	32 237,06	33 601,10	32 648,63	34 012,67	33 060,20	34 424,24
44 900	31 143,57	32 834,45	31 881,98	33 246,02	32 293,55	33 657,59	32 705,12	34 069,16	33 116,69	34 480,73
45 000	31 200,05	32 890,93	31 938,46	33 302,50	32 350,03	33 714,07	32 761,60	34 125,64	33 173,17	34 537,21

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
45 100	31 256,54	32 947,41	31 994,94	33 358,98	32 406,51	33 770,55	32 818,08	34 182,12	33 229,65	34 593,69
45 200	31 313,02	33 003,90	32 051,43	33 415,47	32 463,00	33 827,04	32 874,57	34 238,61	33 286,14	34 650,18
45 300	31 369,51	33 060,38	32 107,91	33 471,95	32 519,48	33 883,52	32 931,05	34 295,09	33 342,62	34 706,66
45 400	31 425,99	33 116,87	32 164,40	33 528,44	32 575,97	33 940,01	32 987,54	34 351,58	33 399,11	34 763,15
45 500	31 482,48	33 173,35	32 220,88	33 584,92	32 632,45	33 996,49	33 044,02	34 408,06	33 455,59	34 819,63
45 600	31 538,96	33 229,84	32 277,37	33 641,41	32 688,94	34 052,98	33 100,51	34 464,55	33 512,08	34 876,12
45 700	31 595,44	33 286,32	32 333,85	33 697,89	32 745,42	34 109,46	33 156,99	34 521,03	33 568,56	34 932,60
45 800	31 651,93	33 342,80	32 390,33	33 754,37	32 801,90	34 165,94	33 213,47	34 577,51	33 625,04	34 989,08
45 900	31 708,41	33 399,29	32 446,82	33 810,86	32 858,39	34 222,43	33 269,96	34 634,00	33 681,53	35 045,57
46 000	31 764,90	33 455,77	32 503,30	33 867,34	32 914,87	34 278,91	33 326,44	34 690,48	33 738,01	35 102,05
46 100	31 821,38	33 512,26	32 559,79	33 923,83	32 971,36	34 335,40	33 382,93	34 746,97	33 794,50	35 158,54
46 200	31 877,87	33 568,74	32 616,27	33 980,31	33 027,84	34 391,88	33 439,41	34 803,45	33 850,98	35 215,02
46 300	31 934,35	33 625,23	32 672,76	34 036,80	33 084,33	34 448,37	33 495,90	34 859,94	33 907,47	35 271,51
46 400	31 990,84	33 681,71	32 729,24	34 093,28	33 140,81	34 504,85	33 552,38	34 916,42	33 963,95	35 327,99
46 500	32 047,32	33 738,19	32 785,72	34 149,76	33 197,29	34 561,33	33 608,86	34 972,90	34 020,43	35 384,47
46 600	32 103,80	33 794,68	32 842,21	34 206,25	33 253,78	34 617,82	33 665,35	35 029,39	34 076,92	35 440,96
46 700	32 160,29	33 851,16	32 898,69	34 262,73	33 310,26	34 674,30	33 721,83	35 085,87	34 133,40	35 497,44
46 800	32 216,77	33 907,65	32 955,18	34 319,22	33 366,75	34 730,79	33 778,32	35 142,36	34 189,89	35 553,93
46 900	32 273,26	33 964,13	33 011,66	34 375,70	33 423,23	34 787,27	33 834,80	35 198,84	34 246,37	35 610,41
47 000	32 329,74	34 020,62	33 068,15	34 432,19	33 479,72	34 843,76	33 891,29	35 255,33	34 302,86	35 666,90
47 100	32 386,23	34 077,10	33 124,63	34 488,67	33 536,20	34 900,24	33 947,77	35 311,81	34 359,34	35 723,38
47 200	32 442,71	34 133,59	33 181,12	34 545,16	33 592,69	34 956,73	34 004,26	35 368,30	34 415,83	35 779,87
47 300	32 499,19	34 190,07	33 237,60	34 601,64	33 649,17	35 013,21	34 060,74	35 424,78	34 472,31	35 836,35
47 400	32 555,68	34 246,55	33 294,08	34 658,12	33 705,65	35 069,69	34 117,22	35 481,26	34 528,79	35 892,83
47 500	32 612,16	34 303,04	33 350,57	34 714,61	33 762,14	35 126,18	34 173,71	35 537,75	34 585,28	35 949,32
47 600	32 668,65	34 359,52	33 407,05	34 771,09	33 818,62	35 182,66	34 230,19	35 594,23	34 641,76	36 005,80
47 700	32 725,13	34 416,01	33 463,54	34 827,58	33 875,11	35 239,15	34 286,68	35 650,72	34 698,25	36 062,29
47 800	32 781,62	34 472,49	33 520,02	34 884,06	33 931,59	35 295,63	34 343,16	35 707,20	34 754,73	36 118,77
47 900	32 838,10	34 528,98	33 576,51	34 940,55	33 988,08	35 352,12	34 399,65	35 763,69	34 811,22	36 175,26
48 000	32 894,59	34 585,46	33 632,99	34 997,03	34 044,56	35 408,60	34 456,13	35 820,17	34 867,70	36 231,74
48 100	32 951,07	34 641,94	33 689,47	35 053,51	34 101,04	35 465,08	34 512,61	35 876,65	34 924,18	36 288,22
48 200	33 007,55	34 698,43	33 745,96	35 110,00	34 157,53	35 521,57	34 569,10	35 933,14	34 980,67	36 344,71
48 300	33 064,04	34 754,91	33 802,44	35 166,48	34 214,01	35 578,05	34 625,58	35 989,62	35 037,15	36 401,19
48 400	33 120,52	34 811,40	33 858,93	35 222,97	34 270,50	35 634,54	34 682,07	36 046,11	35 093,64	36 457,68
48 500	33 177,01	34 867,88	33 915,41	35 279,45	34 326,98	35 691,02	34 738,55	36 102,59	35 150,12	36 514,16
48 600	33 233,49	34 924,37	33 971,90	35 335,94	34 383,47	35 747,51	34 795,04	36 159,08	35 206,61	36 570,65
48 700	33 289,98	34 980,85	34 028,38	35 392,42	34 439,95	35 803,99	34 851,52	36 215,56	35 263,09	36 627,13
48 800	33 346,46	35 037,33	34 084,86	35 448,90	34 496,43	35 860,47	34 908,00	36 272,04	35 319,57	36 683,61
48 900	33 402,94	35 093,82	34 141,35	35 505,39	34 552,92	35 916,96	34 964,49	36 328,53	35 376,06	36 740,10
49 000	33 459,43	35 150,30	34 197,83	35 561,87	34 609,40	35 973,44	35 020,97	36 385,01	35 432,54	36 796,58
49 100	33 515,91	35 206,79	34 254,32	35 618,36	34 665,89	36 029,93	35 077,46	36 441,50	35 489,03	36 853,07
49 200	33 572,40	35 263,27	34 310,80	35 674,84	34 722,37	36 086,41	35 133,94	36 497,98	35 545,51	36 909,55
49 300	33 628,88	35 319,76	34 367,29	35 731,33	34 778,86	36 142,90	35 190,43	36 554,47	35 602,00	36 966,04
49 400	33 685,37	35 376,24	34 423,77	35 787,81	34 835,34	36 199,38	35 246,91	36 610,95	35 658,48	37 022,52
49 500	33 741,85	35 432,73	34 480,26	35 844,30	34 891,83	36 255,87	35 303,40	36 667,44	35 714,97	37 079,01
49 600	33 798,33	35 489,21	34 536,74	35 900,78	34 948,31	36 312,35	35 359,88	36 723,92	35 771,45	37 135,49
49 700	33 854,82	35 545,69	34 593,22	35 957,26	35 004,79	36 368,83	35 416,36	36 780,40	35 827,93	37 191,97
49 800	33 911,30	35 602,18	34 649,71	36 013,75	35 061,28	36 425,32	35 472,85	36 836,89	35 884,42	37 248,46
49 900	33 967,79	35 658,66	34 706,19	36 070,23	35 117,76	36 481,80	35 529,33	36 893,37	35 940,90	37 304,94
50 000	34 024,27	35 715,15	34 762,68	36 126,72	35 174,25	36 538,29	35 585,82	36 949,86	35 997,39	37 361,43

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
50 100	34 080,76	35 771,63	34 819,16	36 183,20	35 230,73	36 594,77	35 642,30	37 006,34	36 053,87	37 417,91
50 200	34 137,24	35 828,12	34 875,65	36 239,69	35 287,22	36 651,26	35 698,79	37 062,83	36 110,36	37 474,40
50 300	34 193,73	35 884,60	34 932,13	36 296,17	35 343,70	36 707,74	35 755,27	37 119,31	36 166,84	37 530,88
50 400	34 250,21	35 941,08	34 988,61	36 352,65	35 400,18	36 764,22	35 811,75	37 175,79	36 223,32	37 587,36
50 500	34 306,69	35 997,57	35 045,10	36 409,14	35 456,67	36 820,71	35 868,24	37 232,28	36 279,81	37 643,85
50 600	34 363,18	36 054,05	35 101,58	36 465,62	35 513,15	36 877,19	35 924,72	37 288,76	36 336,29	37 700,33
50 700	34 419,66	36 110,54	35 158,07	36 522,11	35 569,64	36 933,68	35 981,21	37 345,25	36 392,78	37 756,82
50 800	34 476,15	36 167,02	35 214,55	36 578,59	35 626,12	36 990,16	36 037,69	37 401,73	36 449,26	37 813,30
50 900	34 530,79	36 221,66	35 269,19	36 633,23	35 680,76	37 044,80	36 092,33	37 456,37	36 503,90	37 867,94
51 000	34 582,82	36 273,69	35 321,22	36 685,26	35 732,79	37 096,83	36 144,36	37 508,40	36 555,93	37 919,97
51 100	34 636,63	36 327,50	35 373,25	36 739,07	35 784,82	37 150,64	36 196,39	37 562,21	36 607,96	37 973,78
51 200	34 691,16	36 382,04	35 425,28	36 793,61	35 836,85	37 205,18	36 248,42	37 616,75	36 659,99	38 028,32
51 300	34 745,70	36 436,57	35 477,31	36 848,14	35 888,88	37 259,71	36 300,45	37 671,28	36 712,02	38 082,85
51 400	34 800,23	36 491,11	35 529,34	36 902,68	35 940,91	37 314,25	36 352,48	37 725,82	36 764,05	38 137,39
51 500	34 854,77	36 545,64	35 581,37	36 957,21	35 992,94	37 368,78	36 404,51	37 780,35	36 816,08	38 191,92
51 600	34 909,30	36 600,18	35 633,40	37 011,75	36 044,97	37 423,32	36 456,54	37 834,89	36 868,11	38 246,46
51 700	34 963,84	36 654,71	35 685,43	37 066,28	36 097,00	37 477,85	36 508,57	37 889,42	36 920,14	38 300,99
51 800	35 018,37	36 709,25	35 737,46	37 120,82	36 149,03	37 532,39	36 560,60	37 943,96	36 972,17	38 355,53
51 900	35 072,91	36 763,78	35 789,49	37 175,35	36 201,06	37 586,92	36 612,63	37 998,49	37 024,20	38 410,06
52 000	35 127,44	36 818,32	35 841,51	37 229,89	36 253,08	37 641,46	36 664,65	38 053,03	37 076,22	38 464,60
52 100	35 181,98	36 872,85	35 893,54	37 284,42	36 305,11	37 695,99	36 716,68	38 107,56	37 128,25	38 519,13
52 200	35 236,51	36 927,39	35 945,57	37 338,96	36 357,14	37 750,53	36 768,71	38 162,10	37 180,28	38 573,67
52 300	35 291,05	36 981,92	35 997,60	37 393,49	36 409,17	37 805,06	36 820,74	38 216,63	37 232,31	38 628,20
52 400	35 345,58	37 036,46	36 049,63	37 448,03	36 461,20	37 859,60	36 872,77	38 271,17	37 284,34	38 682,74
52 500	35 400,12	37 090,99	36 101,66	37 502,56	36 513,23	37 914,13	36 924,80	38 325,70	37 336,37	38 737,27
52 600	35 454,65	37 145,53	36 153,69	37 557,10	36 565,26	37 968,67	36 976,83	38 380,24	37 388,40	38 791,81
52 700	35 509,19	37 200,07	36 205,72	37 611,64	36 617,29	38 023,21	37 028,86	38 434,78	37 440,43	38 846,35
52 800	35 563,73	37 254,60	36 257,75	37 666,17	36 669,32	38 077,74	37 080,89	38 489,31	37 492,46	38 900,88
52 900	35 618,26	37 309,14	36 309,78	37 720,71	36 721,35	38 132,28	37 132,92	38 543,85	37 544,49	38 955,42
53 000	35 672,80	37 363,67	36 361,81	37 775,24	36 773,38	38 186,81	37 184,95	38 598,38	37 596,52	39 009,95
53 100	35 727,33	37 418,21	36 413,84	37 829,78	36 825,41	38 241,35	37 236,98	38 652,92	37 648,55	39 064,49
53 200	35 781,87	37 472,74	36 465,87	37 884,31	36 877,44	38 295,88	37 289,01	38 707,45	37 700,58	39 119,02
53 300	35 836,40	37 527,28	36 517,90	37 938,85	36 929,47	38 350,42	37 341,04	38 761,99	37 752,61	39 173,56
53 400	35 890,94	37 581,81	36 569,93	37 993,38	36 981,50	38 404,95	37 393,07	38 816,52	37 804,64	39 228,09
53 500	35 945,47	37 636,35	36 621,95	38 047,92	37 033,52	38 459,49	37 445,09	38 871,06	37 856,66	39 282,63
53 600	36 000,01	37 690,88	36 673,98	38 102,45	37 085,55	38 514,02	37 497,12	38 925,59	37 908,69	39 337,16
53 700	36 054,54	37 745,42	36 726,01	38 156,99	37 137,58	38 568,56	37 549,15	38 980,13	37 960,72	39 391,70
53 800	36 109,07	37 799,95	36 778,04	38 207,89	37 189,61	38 619,46	37 597,55	39 031,03	38 009,12	39 442,60
53 900	36 163,60	37 854,48	36 829,07	38 258,82	37 241,64	38 670,36	37 646,08	39 081,96	38 060,04	39 493,54
54 000	36 218,13	37 908,99	36 880,10	38 309,75	37 293,67	38 721,26	37 697,60	39 132,89	38 110,97	39 544,48
54 100	36 272,66	37 963,52	36 931,13	38 360,68	37 345,70	38 772,16	37 748,12	39 183,82	38 161,89	39 595,42
54 200	36 327,19	38 018,05	36 982,16	38 411,61	37 397,73	38 823,06	37 798,64	39 234,75	38 212,81	39 646,36
54 300	36 381,72	38 072,58	37 033,19	38 462,54	37 449,76	38 873,96	37 849,16	39 285,68	38 263,73	39 697,30
54 400	36 436,25	38 127,11	37 084,22	38 513,47	37 501,79	38 924,86	37 899,68	39 336,61	38 314,65	39 748,24
54 500	36 490,78	38 181,64	37 135,25	38 564,40	37 553,82	38 975,76	37 949,19	39 387,54	38 365,57	39 799,18
54 600	36 545,31	38 236,17	37 186,28	38 615,33	37 605,85	39 026,66	37 999,71	39 438,47	38 416,49	39 850,12
54 700	36 600,84	38 290,70	37 237,31	38 666,26	37 657,88	39 077,56	38 049,22	39 489,39	38 467,41	39 901,06
54 800	36 655,37	38 345,23	37 288,34	38 717,19	37 709,91	39 128,46	38 100,14	39 540,32	38 518,33	39 951,99
54 900	36 710,90	38 400,76	37 339,37	38 768,12	37 761,94	39 179,36	38 151,06	39 591,24	38 569,25	39 999,93
55 000	36 765,43	38 455,29	37 390,40	38 819,05	37 813,97	39 230,26	38 201,98	39 642,17	38 620,17	40 049,87



**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
55 100	36 761,21	38 452,08	37 397,59	38 863,65	37 809,16	39 275,22	38 220,73	39 686,79	38 632,30	40 098,36
55 200	36 811,65	38 502,52	37 445,53	38 914,09	37 857,10	39 325,66	38 268,67	39 737,23	38 680,24	40 148,80
55 300	36 862,09	38 552,97	37 493,47	38 964,54	37 905,04	39 376,11	38 316,61	39 787,68	38 728,18	40 199,25
55 400	36 912,54	38 603,41	37 541,40	39 014,98	37 952,97	39 426,55	38 364,54	39 838,12	38 776,11	40 249,69
55 500	36 962,98	38 653,85	37 589,34	39 065,42	38 000,91	39 476,99	38 412,48	39 888,56	38 824,05	40 300,13
55 600	37 013,42	38 704,30	37 637,28	39 115,87	38 048,85	39 527,44	38 460,42	39 939,01	38 871,99	40 350,58
55 700	37 063,87	38 754,74	37 685,22	39 166,31	38 096,79	39 577,88	38 508,36	39 989,45	38 919,93	40 401,02
55 800	37 114,31	38 805,18	37 733,15	39 216,75	38 144,72	39 628,32	38 556,29	40 039,89	38 967,86	40 451,46
55 900	37 164,75	38 855,63	37 781,09	39 267,20	38 192,66	39 678,77	38 604,23	40 090,34	39 015,80	40 501,91
56 000	37 215,20	38 906,07	37 829,03	39 317,64	38 240,60	39 729,21	38 652,17	40 140,78	39 063,74	40 552,35
56 100	37 265,64	38 956,51	37 876,97	39 368,08	38 288,54	39 779,65	38 700,11	40 191,22	39 111,68	40 602,79
56 200	37 316,08	39 006,96	37 924,90	39 418,53	38 336,47	39 830,10	38 748,04	40 241,67	39 159,61	40 653,24
56 300	37 366,53	39 057,40	37 972,84	39 468,97	38 384,41	39 880,54	38 795,98	40 292,11	39 207,55	40 703,68
56 400	37 416,97	39 107,84	38 020,78	39 519,41	38 432,35	39 930,98	38 843,92	40 342,55	39 255,49	40 754,12
56 500	37 467,41	39 158,29	38 068,72	39 569,86	38 480,29	39 981,43	38 891,86	40 393,00	39 303,43	40 804,57
56 600	37 517,86	39 208,73	38 116,65	39 620,30	38 528,22	40 031,87	38 939,79	40 443,44	39 351,36	40 855,01
56 700	37 568,30	39 259,17	38 164,59	39 670,74	38 576,16	40 082,31	38 987,73	40 493,88	39 399,30	40 905,45
56 800	37 618,74	39 309,62	38 212,53	39 721,19	38 624,10	40 132,76	39 035,67	40 544,33	39 447,24	40 955,90
56 900	37 669,19	39 360,06	38 260,47	39 771,63	38 672,04	40 183,20	39 083,61	40 594,77	39 495,18	41 006,34
57 000	37 719,63	39 410,50	38 308,40	39 822,07	38 719,97	40 233,64	39 131,54	40 645,21	39 543,11	41 056,78
57 100	37 770,07	39 460,95	38 356,34	39 872,52	38 767,91	40 284,09	39 179,48	40 695,66	39 591,05	41 107,23
57 200	37 820,52	39 511,39	38 404,28	39 922,96	38 815,85	40 334,53	39 227,42	40 746,10	39 638,99	41 157,67
57 300	37 870,96	39 561,83	38 452,22	39 973,40	38 863,79	40 384,97	39 275,36	40 796,54	39 686,93	41 208,11
57 400	37 921,40	39 612,28	38 500,15	40 023,85	38 911,72	40 435,42	39 323,29	40 846,99	39 734,86	41 258,56
57 500	37 971,85	39 662,72	38 548,09	40 074,29	38 959,66	40 485,86	39 371,23	40 897,43	39 782,80	41 309,00
57 600	38 022,29	39 713,16	38 596,03	40 124,73	39 007,60	40 536,30	39 419,17	40 947,87	39 830,74	41 359,44
57 700	38 072,73	39 763,61	38 643,97	40 175,18	39 055,54	40 586,75	39 467,11	40 998,32	39 878,68	41 409,89
57 800	38 123,18	39 814,05	38 691,90	40 225,62	39 103,47	40 637,19	39 515,04	41 048,76	39 926,61	41 460,33
57 900	38 173,62	39 864,49	38 739,84	40 276,06	39 151,41	40 687,63	39 562,98	41 099,20	39 974,55	41 510,77
58 000	38 224,06	39 914,94	38 787,78	40 326,51	39 199,35	40 738,08	39 610,92	41 149,65	40 022,49	41 561,22
58 100	38 274,51	39 965,38	38 835,72	40 376,95	39 247,29	40 788,52	39 658,86	41 200,09	40 070,43	41 611,66
58 200	38 324,95	40 015,82	38 883,65	40 427,39	39 295,22	40 838,96	39 706,79	41 250,53	40 118,36	41 662,10
58 300	38 375,39	40 066,27	38 931,59	40 477,84	39 343,16	40 889,41	39 754,73	41 300,98	40 166,30	41 712,55
58 400	38 425,84	40 116,71	38 979,53	40 528,28	39 391,10	40 939,85	39 802,67	41 351,42	40 214,24	41 762,99
58 500	38 476,28	40 167,16	39 027,47	40 578,73	39 439,04	40 990,30	39 850,61	41 401,87	40 262,18	41 813,44
58 600	38 526,72	40 217,60	39 075,40	40 629,17	39 486,97	41 040,74	39 898,54	41 452,31	40 310,11	41 863,88
58 700	38 577,17	40 268,04	39 123,34	40 679,61	39 534,91	41 091,18	39 946,48	41 502,75	40 358,05	41 914,32
58 800	38 627,61	40 318,49	39 171,28	40 730,06	39 582,85	41 141,63	39 994,42	41 553,20	40 405,99	41 964,77
58 900	38 678,05	40 368,93	39 219,22	40 780,50	39 630,79	41 192,07	40 042,36	41 603,64	40 453,93	42 015,21
59 000	38 728,50	40 419,37	39 267,15	40 830,94	39 678,72	41 242,51	40 090,29	41 654,08	40 501,86	42 065,65
59 100	38 778,94	40 469,82	39 315,09	40 881,39	39 726,66	41 292,96	40 138,23	41 704,53	40 549,80	42 116,10
59 200	38 829,38	40 520,26	39 363,03	40 931,83	39 774,60	41 343,40	40 186,17	41 754,97	40 597,74	42 166,54
59 300	38 879,83	40 570,70	39 410,96	40 982,27	39 822,53	41 393,84	40 234,10	41 805,41	40 645,67	42 216,98
59 400	38 930,27	40 621,15	39 458,90	41 032,72	39 870,47	41 444,29	40 282,04	41 855,86	40 693,61	42 267,43
59 500	38 980,71	40 671,59	39 506,84	41 083,16	39 918,41	41 494,73	40 329,98	41 906,30	40 741,55	42 317,87
59 600	39 031,16	40 722,03	39 554,78	41 133,60	39 966,35	41 545,17	40 377,92	41 956,74	40 789,49	42 368,31
59 700	39 081,60	40 772,48	39 602,71	41 184,05	40 014,28	41 595,62	40 425,85	42 007,19	40 837,42	42 418,76
59 800	39 132,04	40 822,92	39 650,65	41 234,49	40 062,22	41 646,06	40 473,79	42 057,63	40 885,36	42 469,20
59 900	39 182,49	40 873,36	39 698,59	41 284,93	40 110,16	41 696,50	40 521,73	42 108,07	40 933,30	42 519,64
60 000	39 232,93	40 923,81	39 746,53	41 335,38	40 158,10	41 746,95	40 569,67	42 158,52	40 981,24	42 570,09



**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
60 100	39 283,37	40 974,25	39 794,46	41 385,82	40 206,03	41 797,39	40 617,60	42 208,96	41 029,17	42 620,53
60 200	39 333,82	41 024,69	39 842,40	41 436,26	40 253,97	41 847,83	40 665,54	42 259,40	41 077,11	42 670,97
60 300	39 384,26	41 075,14	39 890,34	41 486,71	40 301,91	41 898,28	40 713,48	42 309,85	41 125,05	42 721,42
60 400	39 434,70	41 125,58	39 938,28	41 537,15	40 349,85	41 948,72	40 761,42	42 360,29	41 172,99	42 771,86
60 500	39 485,15	41 176,02	39 986,21	41 587,59	40 397,78	41 999,16	40 809,35	42 410,73	41 220,92	42 822,30
60 600	39 535,59	41 226,47	40 034,15	41 638,04	40 445,72	42 049,61	40 857,29	42 461,18	41 268,86	42 872,75
60 700	39 586,03	41 276,91	40 082,09	41 688,48	40 493,66	42 100,05	40 905,23	42 511,62	41 316,80	42 923,19
60 800	39 636,48	41 327,35	40 130,03	41 738,92	40 541,60	42 150,49	40 953,17	42 562,06	41 364,74	42 973,63
60 900	39 686,92	41 377,80	40 177,96	41 789,37	40 589,53	42 200,94	41 001,10	42 612,51	41 412,67	43 024,08
61 000	39 737,36	41 428,24	40 225,90	41 839,81	40 637,47	42 251,38	41 049,04	42 662,95	41 460,61	43 074,52
61 100	39 787,81	41 478,68	40 273,84	41 890,25	40 685,41	42 301,82	41 096,98	42 713,39	41 508,55	43 124,96
61 200	39 838,25	41 529,13	40 321,78	41 940,70	40 733,35	42 352,27	41 144,92	42 763,84	41 556,49	43 175,41
61 300	39 888,69	41 579,57	40 369,71	41 991,14	40 781,28	42 402,71	41 192,85	42 814,28	41 604,42	43 225,85
61 400	39 939,14	41 630,01	40 417,65	42 041,58	40 829,22	42 453,15	41 240,79	42 864,72	41 652,36	43 276,29
61 500	39 989,58	41 680,46	40 465,59	42 092,03	40 877,16	42 503,60	41 288,73	42 915,17	41 700,30	43 326,74
61 600	40 040,97	41 731,84	40 514,47	42 143,41	40 926,04	42 554,98	41 337,61	42 966,55	41 749,18	43 378,12
61 700	40 092,36	41 783,23	40 563,35	42 194,80	40 974,92	42 606,37	41 386,49	43 017,94	41 798,06	43 429,51
61 800	40 143,75	41 834,62	40 612,24	42 246,19	41 023,81	42 657,76	41 435,38	43 069,33	41 846,95	43 480,90
61 900	40 195,13	41 886,01	40 661,12	42 297,58	41 072,69	42 709,15	41 484,26	43 120,72	41 895,83	43 532,29
62 000	40 246,52	41 937,40	40 710,00	42 348,97	41 121,57	42 760,54	41 533,14	43 172,11	41 944,71	43 583,68
62 100	40 297,91	41 988,79	40 758,88	42 400,36	41 170,45	42 811,93	41 582,02	43 223,50	41 993,59	43 635,07
62 200	40 349,30	42 040,17	40 807,76	42 451,74	41 219,33	42 863,31	41 630,90	43 274,88	42 042,47	43 686,45
62 300	40 400,69	42 091,56	40 856,65	42 503,13	41 268,22	42 914,70	41 679,79	43 326,27	42 091,36	43 737,84
62 400	40 452,07	42 142,95	40 905,53	42 554,52	41 317,10	42 966,09	41 728,67	43 377,66	42 140,24	43 789,23
62 500	40 503,46	42 194,34	40 954,41	42 605,91	41 365,98	43 017,48	41 777,55	43 429,05	42 189,12	43 840,62
62 600	40 554,85	42 245,73	41 003,29	42 657,30	41 414,86	43 068,87	41 826,43	43 480,44	42 238,00	43 892,01
62 700	40 606,24	42 297,11	41 052,17	42 708,68	41 463,74	43 120,25	41 875,31	43 531,82	42 286,88	43 943,39
62 800	40 657,63	42 348,50	41 101,06	42 760,07	41 512,63	43 171,64	41 924,20	43 583,21	42 335,77	43 994,78
62 900	40 709,01	42 399,89	41 149,94	42 811,46	41 561,51	43 223,03	41 973,08	43 634,60	42 384,65	44 046,17
63 000	40 760,40	42 451,28	41 198,82	42 862,85	41 610,39	43 274,42	42 021,96	43 685,99	42 433,53	44 097,56
63 100	40 811,79	42 502,67	41 247,70	42 914,24	41 659,27	43 325,81	42 070,84	43 737,38	42 482,41	44 148,95
63 200	40 863,18	42 554,05	41 296,59	42 965,62	41 708,16	43 377,19	42 119,73	43 788,76	42 531,30	44 200,33
63 300	40 914,57	42 605,44	41 345,47	43 017,01	41 757,04	43 428,58	42 168,61	43 840,15	42 580,18	44 251,72
63 400	40 965,96	42 656,83	41 394,35	43 068,40	41 805,92	43 479,97	42 217,49	43 891,54	42 629,06	44 303,11
63 500	41 017,34	42 708,22	41 443,23	43 119,79	41 854,80	43 531,36	42 266,37	43 942,93	42 677,94	44 354,50
63 600	41 068,73	42 759,61	41 492,11	43 171,18	41 903,68	43 582,75	42 315,25	43 994,32	42 726,82	44 405,89
63 700	41 120,12	42 810,99	41 541,00	43 222,56	41 952,57	43 634,13	42 364,14	44 045,70	42 775,71	44 457,27
63 800	41 171,51	42 862,38	41 589,88	43 273,95	42 001,45	43 685,52	42 413,02	44 097,09	42 824,59	44 508,66
63 900	41 222,90	42 913,77	41 638,76	43 325,34	42 050,33	43 736,91	42 461,90	44 148,48	42 873,47	44 560,05
64 000	41 274,28	42 965,16	41 687,64	43 376,73	42 099,21	43 788,30	42 510,78	44 199,87	42 922,35	44 611,44
64 100	41 325,67	43 016,55	41 737,24	43 428,12	42 148,81	43 839,69	42 560,38	44 251,26	42 971,95	44 662,83
64 200	41 377,06	43 067,94	41 788,63	43 479,51	42 200,20	43 891,08	42 611,77	44 302,65	43 023,34	44 714,22
64 300	41 428,45	43 119,32	41 840,02	43 530,89	42 251,59	43 942,46	42 663,16	44 354,03	43 074,73	44 765,60
64 400	41 479,84	43 170,71	41 891,41	43 582,28	42 302,98	43 993,85	42 714,55	44 405,42	43 126,12	44 816,99
64 500	41 531,22	43 222,10	41 942,79	43 633,67	42 354,36	44 045,24	42 765,93	44 456,81	43 177,50	44 868,38
64 600	41 582,61	43 273,49	41 994,18	43 685,06	42 405,75	44 096,63	42 817,32	44 508,20	43 228,89	44 919,77
64 700	41 634,00	43 324,88	42 045,57	43 736,45	42 457,14	44 148,02	42 868,71	44 559,59	43 280,28	44 971,16
64 800	41 685,39	43 376,26	42 096,96	43 787,83	42 508,53	44 199,40	42 920,10	44 610,97	43 331,67	45 022,54
64 900	41 736,78	43 427,65	42 148,35	43 839,22	42 559,92	44 250,79	42 971,49	44 662,36	43 383,06	45 073,93
65 000	41 788,17	43 479,04	42 199,74	43 890,61	42 611,31	44 302,18	43 022,88	44 713,75	43 434,45	45 125,32

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
65 100	41 839,55	43 530,43	42 251,12	43 942,00	42 662,69	44 353,57	43 074,26	44 765,14	43 485,83	45 176,71
65 200	41 890,94	43 581,82	42 302,51	43 993,39	42 714,08	44 404,96	43 125,65	44 816,53	43 537,22	45 228,10
65 300	41 942,33	43 633,20	42 353,90	44 044,77	42 765,47	44 456,34	43 177,04	44 867,91	43 588,61	45 279,48
65 400	41 993,72	43 684,59	42 405,29	44 096,16	42 816,86	44 507,73	43 228,43	44 919,30	43 640,00	45 330,87
65 500	42 045,11	43 735,98	42 456,68	44 147,55	42 868,25	44 559,12	43 279,82	44 970,69	43 691,39	45 382,26
65 600	42 096,49	43 787,37	42 508,06	44 198,94	42 919,63	44 610,51	43 331,20	45 022,08	43 742,77	45 433,65
65 700	42 147,88	43 838,76	42 559,45	44 250,33	42 971,02	44 661,90	43 382,59	45 073,47	43 794,16	45 485,04
65 800	42 199,27	43 890,15	42 610,84	44 301,72	43 022,41	44 713,29	43 433,98	45 124,86	43 845,55	45 536,43
65 900	42 250,66	43 941,53	42 662,23	44 353,10	43 073,80	44 764,67	43 485,37	45 176,24	43 896,94	45 587,81
66 000	42 302,05	43 992,92	42 713,62	44 404,49	43 125,19	44 816,06	43 536,76	45 227,63	43 948,33	45 639,20
66 100	42 358,25	44 049,13	42 769,82	44 460,70	43 181,39	44 872,27	43 592,96	45 283,84	44 004,53	45 695,41
66 200	42 414,46	44 105,33	42 826,03	44 516,90	43 237,60	44 928,47	43 649,17	45 340,04	44 060,74	45 751,61
66 300	42 470,66	44 161,54	42 882,23	44 573,11	43 293,80	44 984,68	43 705,37	45 396,25	44 116,94	45 807,82
66 400	42 526,87	44 217,74	42 938,44	44 629,31	43 350,01	45 040,88	43 761,58	45 452,45	44 173,15	45 864,02
66 500	42 583,07	44 273,95	42 994,64	44 685,52	43 406,21	45 097,09	43 817,78	45 508,66	44 229,35	45 920,23
66 600	42 639,28	44 330,15	43 050,85	44 741,72	43 462,42	45 153,29	43 873,99	45 564,86	44 285,56	45 976,43
66 700	42 695,48	44 386,36	43 107,05	44 797,93	43 518,62	45 209,50	43 930,19	45 621,07	44 341,76	46 032,64
66 800	42 751,69	44 442,56	43 163,26	44 854,13	43 574,83	45 265,70	43 986,40	45 677,27	44 397,97	46 088,84
66 900	42 807,89	44 498,77	43 219,46	44 910,34	43 631,03	45 321,91	44 042,60	45 733,48	44 454,17	46 145,05
67 000	42 864,10	44 554,97	43 275,67	44 966,54	43 687,24	45 378,11	44 098,81	45 789,68	44 510,38	46 201,25
67 100	42 920,31	44 611,18	43 331,88	45 022,75	43 743,45	45 434,32	44 155,02	45 845,89	44 566,59	46 257,46
67 200	42 976,51	44 667,39	43 388,08	45 078,96	43 799,65	45 490,53	44 211,22	45 902,10	44 622,79	46 313,67
67 300	43 032,72	44 723,59	43 444,29	45 135,16	43 855,86	45 546,73	44 267,43	45 958,30	44 679,00	46 369,87
67 400	43 088,92	44 779,80	43 500,49	45 191,37	43 912,06	45 602,94	44 323,63	46 014,51	44 735,20	46 426,08
67 500	43 145,13	44 836,00	43 556,70	45 247,57	43 968,27	45 659,14	44 379,84	46 070,71	44 791,41	46 482,28
67 600	43 201,33	44 892,21	43 612,90	45 303,78	44 024,47	45 715,35	44 436,04	46 126,92	44 847,61	46 538,49
67 700	43 257,54	44 948,41	43 669,11	45 359,98	44 080,68	45 771,55	44 492,25	46 183,12	44 903,82	46 594,69
67 800	43 313,74	45 004,62	43 725,31	45 416,19	44 136,88	45 827,76	44 548,45	46 239,33	44 960,02	46 650,90
67 900	43 369,95	45 060,82	43 781,52	45 472,39	44 193,09	45 883,96	44 604,66	46 295,53	45 016,23	46 707,10
68 000	43 426,15	45 117,03	43 837,72	45 528,60	44 249,29	45 940,17	44 660,86	46 351,74	45 072,43	46 763,31
68 100	43 482,36	45 173,23	43 893,93	45 584,80	44 305,50	45 996,37	44 717,07	46 407,94	45 128,64	46 819,51
68 200	43 538,56	45 229,44	43 950,13	45 641,01	44 361,70	46 052,58	44 773,27	46 464,15	45 184,84	46 875,72
68 300	43 594,77	45 285,64	44 006,34	45 697,21	44 417,91	46 108,78	44 829,48	46 520,35	45 241,05	46 931,92
68 400	43 650,97	45 341,85	44 062,54	45 753,42	44 474,11	46 164,99	44 885,68	46 576,56	45 297,25	46 988,13
68 500	43 707,18	45 398,05	44 118,75	45 809,62	44 530,32	46 221,19	44 941,89	46 632,76	45 353,46	47 044,33
68 600	43 763,39	45 454,26	44 174,96	45 865,83	44 586,53	46 277,40	44 998,10	46 688,97	45 409,67	47 100,54
68 700	43 819,59	45 510,47	44 231,16	45 922,04	44 642,73	46 333,61	45 054,30	46 745,18	45 465,87	47 156,75
68 800	43 875,80	45 566,67	44 287,37	45 978,24	44 698,94	46 389,81	45 110,51	46 801,38	45 522,08	47 212,95
68 900	43 932,00	45 622,88	44 343,57	46 034,45	44 755,14	46 446,02	45 166,71	46 857,59	45 578,28	47 269,16
69 000	43 988,21	45 679,08	44 399,78	46 090,65	44 811,35	46 502,22	45 222,92	46 913,79	45 634,49	47 325,36
69 100	44 044,41	45 735,29	44 455,98	46 146,86	44 867,55	46 558,43	45 279,12	46 970,00	45 690,69	47 381,57
69 200	44 100,62	45 791,49	44 512,19	46 203,06	44 923,76	46 614,63	45 335,33	47 026,20	45 746,90	47 437,77
69 300	44 156,82	45 847,70	44 568,39	46 259,27	44 979,96	46 670,84	45 391,53	47 082,41	45 803,10	47 493,98
69 400	44 213,03	45 903,90	44 624,60	46 315,47	45 036,17	46 727,04	45 447,74	47 138,61	45 859,31	47 550,18
69 500	44 269,23	45 960,11	44 680,80	46 371,68	45 092,37	46 783,25	45 503,94	47 194,82	45 915,51	47 606,39
69 600	44 325,44	46 016,31	44 737,01	46 427,88	45 148,58	46 839,45	45 560,15	47 251,02	45 971,72	47 662,59
69 700	44 381,64	46 072,52	44 793,21	46 484,09	45 204,78	46 895,66	45 616,35	47 307,23	46 027,92	47 718,80
69 800	44 437,85	46 128,72	44 849,42	46 540,29	45 260,99	46 951,86	45 672,56	47 363,43	46 084,13	47 775,00
69 900	44 494,05	46 184,93	44 905,62	46 596,50	45 317,19	47 008,07	45 728,76	47 419,64	46 140,33	47 831,21
70 000	44 550,26	46 241,13	44 961,83	46 652,70	45 373,40	47 064,27	45 784,97	47 475,84	46 196,54	47 887,41

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus	0	1 et plus
			0	1 et plus	0	1 et plus				
70 100	44 606,47	46 297,34	45 018,04	46 708,91	45 429,61	47 120,48	45 841,18	47 532,05	46 252,75	47 943,62
70 200	44 662,67	46 353,55	45 074,24	46 765,12	45 485,81	47 176,69	45 897,38	47 588,26	46 308,95	47 999,83
70 300	44 718,88	46 409,75	45 130,45	46 821,32	45 542,02	47 232,89	45 953,59	47 644,46	46 365,16	48 056,03
70 400	44 775,08	46 465,96	45 186,65	46 877,53	45 598,22	47 289,10	46 009,79	47 700,67	46 421,36	48 112,24
70 500	44 831,29	46 522,16	45 242,86	46 933,73	45 654,43	47 345,30	46 066,00	47 756,87	46 477,57	48 168,44
70 600	44 887,49	46 578,37	45 299,06	46 989,94	45 710,63	47 401,51	46 122,20	47 813,08	46 533,77	48 224,65
70 700	44 943,70	46 634,57	45 355,27	47 046,14	45 766,84	47 457,71	46 178,41	47 869,28	46 589,98	48 280,85
70 800	44 999,90	46 690,78	45 411,47	47 102,35	45 823,04	47 513,92	46 234,61	47 925,49	46 646,18	48 337,06
70 900	45 056,11	46 746,98	45 467,68	47 158,55	45 879,25	47 570,12	46 290,82	47 981,69	46 702,39	48 393,26
71 000	45 112,31	46 803,19	45 523,88	47 214,76	45 935,45	47 626,33	46 347,02	48 037,90	46 758,59	48 449,47
71 100	45 168,52	46 859,39	45 580,09	47 270,96	45 991,66	47 682,53	46 403,23	48 094,10	46 814,80	48 505,67
71 200	45 224,72	46 915,60	45 636,29	47 327,17	46 047,86	47 738,74	46 459,43	48 150,31	46 871,00	48 561,88
71 300	45 280,93	46 971,80	45 692,50	47 383,37	46 104,07	47 794,94	46 515,64	48 206,51	46 927,21	48 618,08
71 400	45 337,13	47 028,01	45 748,70	47 439,58	46 160,27	47 851,15	46 571,84	48 262,72	46 983,41	48 674,29
71 500	45 393,34	47 084,21	45 804,91	47 495,78	46 216,48	47 907,35	46 628,05	48 318,92	47 039,62	48 730,49
71 600	45 449,55	47 140,42	45 861,12	47 551,99	46 272,69	47 963,56	46 684,26	48 375,13	47 095,83	48 786,70
71 700	45 505,75	47 196,63	45 917,32	47 608,20	46 328,89	48 019,77	46 740,46	48 431,34	47 152,03	48 842,91
71 800	45 561,96	47 252,83	45 973,53	47 664,40	46 385,10	48 075,97	46 796,67	48 487,54	47 208,24	48 899,11
71 900	45 618,16	47 309,04	46 029,73	47 720,61	46 441,30	48 132,18	46 852,87	48 543,75	47 264,44	48 955,32
72 000	45 674,37	47 365,24	46 085,94	47 776,81	46 497,51	48 188,38	46 909,08	48 599,95	47 320,65	49 011,52
72 100	45 730,57	47 421,45	46 142,14	47 833,02	46 553,71	48 244,59	46 965,28	48 656,16	47 376,85	49 067,73
72 200	45 786,78	47 477,65	46 198,35	47 889,22	46 609,92	48 300,79	47 021,49	48 712,36	47 433,06	49 123,93
72 300	45 842,98	47 533,86	46 254,55	47 945,43	46 666,12	48 357,00	47 077,69	48 768,57	47 489,26	49 180,14
72 400	45 899,19	47 590,06	46 310,76	48 001,63	46 722,33	48 413,20	47 133,90	48 824,77	47 545,47	49 236,34
72 500	45 955,39	47 646,27	46 366,96	48 057,84	46 778,53	48 469,41	47 190,10	48 880,98	47 601,67	49 292,55
72 600	46 011,60	47 702,47	46 423,17	48 114,04	46 834,74	48 525,61	47 246,31	48 937,18	47 657,88	49 348,75
72 700	46 067,80	47 758,68	46 479,37	48 170,25	46 890,94	48 581,82	47 302,51	48 993,39	47 714,08	49 404,96
72 800	46 124,01	47 814,88	46 535,58	48 226,45	46 947,15	48 638,02	47 358,72	49 049,59	47 770,29	49 461,16
72 900	46 180,21	47 871,09	46 591,78	48 282,66	47 003,35	48 694,23	47 414,92	49 105,80	47 826,49	49 517,37
73 000	46 236,42	47 927,29	46 647,99	48 338,86	47 059,56	48 750,43	47 471,13	49 162,00	47 882,70	49 573,57
73 100	46 292,63	47 983,50	46 704,20	48 395,07	47 115,77	48 806,64	47 527,34	49 218,21	47 938,91	49 629,78
73 200	46 348,83	48 039,71	46 760,40	48 451,28	47 171,97	48 862,85	47 583,54	49 274,42	47 995,11	49 685,99
73 300	46 405,04	48 095,91	46 816,61	48 507,48	47 228,18	48 919,05	47 639,75	49 330,62	48 051,32	49 742,19
73 400	46 461,24	48 152,12	46 872,81	48 563,69	47 284,38	48 975,26	47 695,95	49 386,83	48 107,52	49 798,40
73 500	46 517,45	48 208,32	46 929,02	48 619,89	47 340,59	49 031,46	47 752,16	49 443,03	48 163,73	49 854,60
73 600	46 573,65	48 264,53	46 985,22	48 676,10	47 396,79	49 087,67	47 808,36	49 499,24	48 219,93	49 910,81
73 700	46 629,86	48 320,73	47 041,43	48 732,30	47 453,00	49 143,87	47 864,57	49 555,44	48 276,14	49 967,01
73 800	46 686,06	48 376,94	47 097,63	48 788,51	47 509,20	49 200,08	47 920,77	49 611,65	48 332,34	50 023,22
73 900	46 742,27	48 433,14	47 153,84	48 844,71	47 565,41	49 256,28	47 976,98	49 667,85	48 388,55	50 079,42
74 000	46 798,47	48 489,35	47 210,04	48 900,92	47 621,61	49 312,49	48 033,18	49 724,06	48 444,75	50 135,63
74 100	46 854,68	48 545,55	47 266,25	48 957,12	47 677,82	49 368,69	48 089,39	49 780,26	48 500,96	50 191,83
74 200	46 910,88	48 601,76	47 322,45	49 013,33	47 734,02	49 424,90	48 145,59	49 836,47	48 557,16	50 248,04
74 300	46 967,09	48 657,96	47 378,66	49 069,53	47 790,23	49 481,10	48 201,80	49 892,67	48 613,37	50 304,24
74 400	47 023,29	48 714,17	47 434,86	49 125,74	47 846,43	49 537,31	48 258,00	49 948,88	48 669,57	50 360,45
74 500	47 079,50	48 770,37	47 491,07	49 181,94	47 902,64	49 593,51	48 314,21	50 005,08	48 725,78	50 416,65
74 600	47 135,71	48 826,58	47 547,28	49 238,15	47 958,85	49 649,72	48 370,42	50 061,29	48 781,99	50 472,86
74 700	47 191,91	48 882,79	47 603,48	49 294,36	48 015,05	49 705,93	48 426,62	50 117,50	48 838,19	50 529,07
74 800	47 248,12	48 938,99	47 659,69	49 350,56	48 071,26	49 762,13	48 482,83	50 173,70	48 894,40	50 585,27
74 900	47 304,32	48 995,20	47 715,89	49 406,77	48 127,46	49 818,34	48 539,03	50 229,91	48 950,60	50 641,48
75 000	47 360,53	49 051,40	47 772,10	49 462,97	48 183,67	49 874,54	48 595,24	50 286,11	49 006,81	50 697,68

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
75 100	47 416,73	49 107,61	47 828,30	49 519,18	48 239,87	49 930,75	48 651,44	50 342,32	49 063,01	50 753,89
75 200	47 472,94	49 163,81	47 884,51	49 575,38	48 296,08	49 986,95	48 707,65	50 398,52	49 119,22	50 810,09
75 300	47 529,14	49 220,02	47 940,71	49 631,59	48 352,28	50 043,16	48 763,85	50 454,73	49 175,42	50 866,30
75 400	47 585,35	49 276,22	47 996,92	49 687,79	48 408,49	50 099,36	48 820,06	50 510,93	49 231,63	50 922,50
75 500	47 641,55	49 332,43	48 053,12	49 744,00	48 464,69	50 155,57	48 876,26	50 567,14	49 287,83	50 978,71
75 600	47 697,76	49 388,63	48 109,33	49 800,20	48 520,90	50 211,77	48 932,47	50 623,34	49 344,04	51 034,91
75 700	47 753,96	49 444,84	48 165,53	49 856,41	48 577,10	50 267,98	48 988,67	50 679,55	49 400,24	51 091,12
75 800	47 810,17	49 501,04	48 221,74	49 912,61	48 633,31	50 324,18	49 044,88	50 735,75	49 456,45	51 147,32
75 900	47 866,37	49 557,25	48 277,94	49 968,82	48 689,51	50 380,39	49 101,08	50 791,96	49 512,65	51 203,53
76 000	47 922,58	49 613,45	48 334,15	50 025,02	48 745,72	50 436,59	49 157,29	50 848,16	49 568,86	51 259,73
76 100	47 978,79	49 669,66	48 390,36	50 081,23	48 801,93	50 492,80	49 213,50	50 904,37	49 625,07	51 315,94
76 200	48 034,99	49 725,87	48 446,56	50 137,44	48 858,13	50 549,01	49 269,70	50 960,58	49 681,27	51 372,15
76 300	48 091,20	49 782,07	48 502,77	50 193,64	48 914,34	50 605,21	49 325,91	51 016,78	49 737,48	51 428,35
76 400	48 147,40	49 838,28	48 558,97	50 249,85	48 970,54	50 661,42	49 382,11	51 072,99	49 793,68	51 484,56
76 500	48 203,61	49 894,48	48 615,18	50 306,05	49 026,75	50 717,62	49 438,32	51 129,19	49 849,89	51 540,76
76 600	48 259,81	49 950,69	48 671,38	50 362,26	49 082,95	50 773,83	49 494,52	51 185,40	49 906,09	51 596,97
76 700	48 316,02	50 006,89	48 727,59	50 418,46	49 139,16	50 830,03	49 550,73	51 241,60	49 962,30	51 653,17
76 800	48 372,22	50 063,10	48 783,79	50 474,67	49 195,36	50 886,24	49 606,93	51 297,81	50 018,50	51 709,38
76 900	48 428,43	50 119,30	48 840,00	50 530,87	49 251,57	50 942,44	49 663,14	51 354,01	50 074,71	51 765,58
77 000	48 484,63	50 175,51	48 896,20	50 587,08	49 307,77	50 998,65	49 719,34	51 410,22	50 130,91	51 821,79
77 100	48 540,84	50 231,71	48 952,41	50 643,28	49 363,98	51 054,85	49 775,55	51 466,42	50 187,12	51 877,99
77 200	48 597,04	50 287,92	49 008,61	50 699,49	49 420,18	51 111,06	49 831,75	51 522,63	50 243,32	51 934,20
77 300	48 653,25	50 344,12	49 064,82	50 755,69	49 476,39	51 167,26	49 887,96	51 578,83	50 299,53	51 990,40
77 400	48 709,45	50 400,33	49 121,02	50 811,90	49 532,59	51 223,47	49 944,16	51 635,04	50 355,73	52 046,61
77 500	48 765,66	50 456,53	49 177,23	50 868,10	49 588,80	51 279,67	50 000,37	51 691,24	50 411,94	52 102,81
77 600	48 821,87	50 512,74	49 233,44	50 924,31	49 645,01	51 335,88	50 056,58	51 747,45	50 468,15	52 159,02
77 700	48 878,07	50 568,95	49 289,64	50 980,52	49 701,21	51 392,09	50 112,78	51 803,66	50 524,35	52 215,23
77 800	48 934,28	50 625,15	49 345,85	51 036,72	49 757,42	51 448,29	50 168,99	51 859,86	50 580,56	52 271,43
77 900	48 990,48	50 681,36	49 402,05	51 092,93	49 813,62	51 504,50	50 225,19	51 916,07	50 636,76	52 327,64
78 000	49 046,69	50 737,56	49 458,26	51 149,13	49 869,83	51 560,70	50 281,40	51 972,27	50 692,97	52 383,84
78 100	49 102,89	50 793,77	49 514,46	51 205,34	49 926,03	51 616,91	50 337,60	52 028,48	50 749,17	52 440,05
78 200	49 159,10	50 849,97	49 570,67	51 261,54	49 982,24	51 673,11	50 393,81	52 084,68	50 805,38	52 496,25
78 300	49 215,30	50 906,18	49 626,87	51 317,75	50 038,44	51 729,32	50 450,01	52 140,89	50 861,58	52 552,46
78 400	49 271,51	50 962,38	49 683,08	51 373,95	50 094,65	51 785,52	50 506,22	52 197,09	50 917,79	52 608,66
78 500	49 327,71	51 018,59	49 739,28	51 430,16	50 150,85	51 841,73	50 562,42	52 253,30	50 973,99	52 664,87
78 600	49 383,92	51 074,79	49 795,49	51 486,36	50 207,06	51 897,93	50 618,63	52 309,50	51 030,20	52 721,07
78 700	49 440,12	51 131,00	49 851,69	51 542,57	50 263,26	51 954,14	50 674,83	52 365,71	51 086,40	52 777,28
78 800	49 496,33	51 187,20	49 907,90	51 598,77	50 319,47	52 010,34	50 731,04	52 421,91	51 142,61	52 833,48
78 900	49 552,53	51 243,41	49 964,10	51 654,98	50 375,67	52 066,55	50 787,24	52 478,12	51 198,81	52 889,69
79 000	49 608,74	51 299,62	50 020,31	51 711,19	50 431,88	52 122,76	50 843,45	52 534,33	51 255,02	52 945,90
79 100	49 664,95	51 355,82	50 076,52	51 767,39	50 488,09	52 178,96	50 899,66	52 590,53	51 311,23	53 002,10
79 200	49 721,15	51 412,03	50 132,72	51 823,60	50 544,29	52 235,17	50 955,86	52 646,74	51 367,43	53 058,31
79 300	49 777,36	51 468,23	50 188,93	51 879,80	50 600,50	52 291,37	51 012,07	52 702,94	51 423,64	53 114,51
79 400	49 833,56	51 524,44	50 245,13	51 936,01	50 656,70	52 347,58	51 068,27	52 759,15	51 479,84	53 170,72
79 500	49 889,77	51 580,64	50 301,34	51 992,21	50 712,91	52 403,78	51 124,48	52 815,35	51 536,05	53 226,92
79 600	49 945,97	51 636,85	50 357,54	52 048,42	50 769,11	52 459,99	51 180,68	52 871,56	51 592,25	53 283,13
79 700	50 002,18	51 693,05	50 413,75	52 104,62	50 825,32	52 516,19	51 236,89	52 927,76	51 648,46	53 339,33
79 800	50 058,38	51 749,26	50 469,95	52 160,83	50 881,52	52 572,40	51 293,09	52 983,97	51 704,66	53 395,54
79 900	50 114,59	51 805,46	50 526,16	52 217,03	50 937,73	52 628,60	51 349,30	53 040,17	51 760,87	53 451,74
80 000	50 170,79	51 861,67	50 582,36	52 273,24	50 993,93	52 684,81	51 405,50	53 096,38	51 817,07	53 507,95

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus	0	1 et plus
			0	1 et plus	0	1 et plus				
80 100	50 227,00	51 917,87	50 638,57	52 329,44	51 050,14	52 741,01	51 461,71	53 152,58	51 873,28	53 564,15
80 200	50 283,20	51 974,08	50 694,77	52 385,65	51 106,34	52 797,22	51 517,91	53 208,79	51 929,48	53 620,36
80 300	50 339,41	52 030,28	50 750,98	52 441,85	51 162,55	52 853,42	51 574,12	53 264,99	51 985,69	53 676,56
80 400	50 395,61	52 086,49	50 807,18	52 498,06	51 218,75	52 909,63	51 630,32	53 321,20	52 041,89	53 732,77
80 500	50 451,82	52 142,70	50 863,39	52 554,27	51 274,96	52 965,84	51 686,53	53 377,41	52 098,10	53 788,98
80 600	50 508,03	52 198,90	50 919,60	52 610,47	51 331,17	53 022,04	51 742,74	53 433,61	52 154,31	53 845,18
80 700	50 564,23	52 255,11	50 975,80	52 666,68	51 387,37	53 078,25	51 798,94	53 489,82	52 210,51	53 901,39
80 800	50 620,44	52 311,31	51 032,01	52 722,88	51 443,58	53 134,45	51 855,15	53 546,02	52 266,72	53 957,59
80 900	50 676,64	52 367,52	51 088,21	52 779,09	51 499,78	53 190,66	51 911,35	53 602,23	52 322,92	54 013,80
81 000	50 732,85	52 423,72	51 144,42	52 835,29	51 555,99	53 246,86	51 967,56	53 658,43	52 379,13	54 070,00
81 100	50 789,05	52 479,93	51 200,62	52 891,50	51 612,19	53 303,07	52 023,76	53 714,64	52 435,33	54 126,21
81 200	50 845,26	52 536,13	51 256,83	52 947,70	51 668,40	53 359,27	52 079,97	53 770,84	52 491,54	54 182,41
81 300	50 901,46	52 592,34	51 313,03	53 003,91	51 724,60	53 415,48	52 136,17	53 827,05	52 547,74	54 238,62
81 400	50 957,67	52 648,54	51 369,24	53 060,11	51 780,81	53 471,68	52 192,38	53 883,25	52 603,95	54 294,82
81 500	51 013,87	52 704,75	51 425,44	53 116,32	51 837,01	53 527,89	52 248,58	53 939,46	52 660,15	54 351,03
81 600	51 070,08	52 760,95	51 481,65	53 172,52	51 893,22	53 584,09	52 304,79	53 995,66	52 716,36	54 407,23
81 700	51 126,28	52 817,16	51 537,85	53 228,73	51 949,42	53 640,30	52 360,99	54 051,87	52 772,56	54 463,44
81 800	51 182,49	52 873,36	51 594,06	53 284,93	52 005,63	53 696,50	52 417,20	54 108,07	52 828,77	54 519,64
81 900	51 238,69	52 929,57	51 650,26	53 341,14	52 061,83	53 752,71	52 473,40	54 164,28	52 884,97	54 575,85
82 000	51 294,90	52 985,78	51 706,47	53 397,35	52 118,04	53 808,92	52 529,61	54 220,49	52 941,18	54 632,06
82 100	51 351,11	53 041,98	51 762,68	53 453,55	52 174,25	53 865,12	52 585,82	54 276,69	52 997,39	54 688,26
82 200	51 407,31	53 098,19	51 818,88	53 509,76	52 230,45	53 921,33	52 642,02	54 332,90	53 053,59	54 744,47
82 300	51 463,52	53 154,39	51 875,09	53 565,96	52 286,66	53 977,53	52 698,23	54 389,10	53 109,80	54 800,67
82 400	51 519,72	53 210,60	51 931,29	53 622,17	52 342,86	54 033,74	52 754,43	54 445,31	53 166,00	54 856,88
82 500	51 575,93	53 266,80	51 987,50	53 678,37	52 399,07	54 089,94	52 810,64	54 501,51	53 222,21	54 913,08
82 600	51 632,13	53 323,01	52 043,70	53 734,58	52 455,27	54 146,15	52 866,84	54 557,72	53 278,41	54 969,29
82 700	51 688,34	53 379,21	52 099,91	53 790,78	52 511,48	54 202,35	52 923,05	54 613,92	53 334,62	55 025,49
82 800	51 744,54	53 435,42	52 156,11	53 846,99	52 567,68	54 258,56	52 979,25	54 670,13	53 390,82	55 081,70
82 900	51 800,75	53 491,62	52 212,32	53 903,19	52 623,89	54 314,76	53 035,46	54 726,33	53 447,03	55 137,90
83 000	51 856,95	53 547,83	52 268,52	53 959,40	52 680,09	54 370,97	53 091,66	54 782,54	53 503,23	55 194,11
83 100	51 913,16	53 604,03	52 324,73	54 015,60	52 736,30	54 427,17	53 147,87	54 838,74	53 559,44	55 250,31
83 200	51 969,36	53 660,24	52 380,93	54 071,81	52 792,50	54 483,38	53 204,07	54 894,95	53 615,64	55 306,52
83 300	52 025,57	53 716,44	52 437,14	54 128,01	52 848,71	54 539,58	53 260,28	54 951,15	53 671,85	55 362,72
83 400	52 081,77	53 772,65	52 493,34	54 184,22	52 904,91	54 595,79	53 316,48	55 007,36	53 728,05	55 418,93
83 500	52 137,98	53 828,86	52 549,55	54 240,43	52 961,12	54 652,00	53 372,69	55 063,57	53 784,26	55 475,14
83 600	52 194,19	53 885,06	52 605,76	54 296,63	53 017,33	54 708,20	53 428,90	55 119,77	53 840,47	55 531,34
83 700	52 250,39	53 941,27	52 661,96	54 352,84	53 073,53	54 764,41	53 485,10	55 175,98	53 896,67	55 587,55
83 800	52 306,60	53 997,47	52 718,17	54 409,04	53 129,74	54 820,61	53 541,31	55 232,18	53 952,88	55 643,75
83 900	52 362,80	54 053,68	52 774,37	54 465,25	53 185,94	54 876,82	53 597,51	55 288,39	54 009,08	55 699,96
84 000	52 419,01	54 109,88	52 830,58	54 521,45	53 242,15	54 933,02	53 653,72	55 344,59	54 065,29	55 756,16
84 100	52 475,21	54 166,09	52 886,78	54 577,66	53 298,35	54 989,23	53 709,92	55 400,80	54 121,49	55 812,37
84 200	52 531,42	54 222,29	52 942,99	54 633,86	53 354,56	55 045,43	53 766,13	55 457,00	54 177,70	55 868,57
84 300	52 587,62	54 278,50	52 999,19	54 690,07	53 410,76	55 101,64	53 822,33	55 513,21	54 233,90	55 924,78
84 400	52 643,83	54 334,70	53 055,40	54 746,27	53 466,97	55 157,84	53 878,54	55 569,41	54 290,11	55 980,98
84 500	52 700,03	54 390,91	53 111,60	54 802,48	53 523,17	55 214,05	53 934,74	55 625,62	54 346,31	56 037,19
84 600	52 756,24	54 447,11	53 167,81	54 858,68	53 579,38	55 270,25	53 990,95	55 681,82	54 402,52	56 093,39
84 700	52 812,44	54 503,32	53 224,01	54 914,89	53 635,58	55 326,46	54 047,15	55 738,03	54 458,72	56 149,60
84 800	52 868,65	54 559,52	53 280,22	54 971,09	53 691,79	55 382,66	54 103,36	55 794,23	54 514,93	56 205,80
84 900	52 924,85	54 615,73	53 336,42	55 027,30	53 747,99	55 438,87	54 159,56	55 850,44	54 571,13	56 262,01
85 000	52 981,06	54 671,94	53 392,63	55 083,51	53 804,20	55 495,08	54 215,77	55 906,65	54 627,34	56 318,22

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
85 100	53 037,27	54 728,14	53 448,84	55 139,71	53 860,41	55 551,28	54 271,98	55 962,85	54 683,55	56 374,42
85 200	53 093,47	54 784,35	53 505,04	55 195,92	53 916,61	55 607,49	54 328,18	56 019,06	54 739,75	56 430,63
85 300	53 149,68	54 840,55	53 561,25	55 252,12	53 972,82	55 663,69	54 384,39	56 075,26	54 795,96	56 486,83
85 400	53 205,88	54 896,76	53 617,45	55 308,33	54 029,02	55 719,90	54 440,59	56 131,47	54 852,16	56 543,04
85 500	53 262,09	54 952,96	53 673,66	55 364,53	54 085,23	55 776,10	54 496,80	56 187,67	54 908,37	56 599,24
85 600	53 318,29	55 009,17	53 729,86	55 420,74	54 141,43	55 832,31	54 553,00	56 243,88	54 964,57	56 655,45
85 700	53 374,50	55 065,37	53 786,07	55 476,94	54 197,64	55 888,51	54 609,21	56 300,08	55 020,78	56 711,65
85 800	53 430,70	55 121,58	53 842,27	55 533,15	54 253,84	55 944,72	54 665,41	56 356,29	55 076,98	56 767,86
85 900	53 486,91	55 177,78	53 898,48	55 589,35	54 310,05	56 000,92	54 721,62	56 412,49	55 133,19	56 824,06
86 000	53 543,11	55 233,99	53 954,68	55 645,56	54 366,25	56 057,13	54 777,82	56 468,70	55 189,39	56 880,27
86 100	53 599,32	55 290,19	54 010,89	55 701,76	54 422,46	56 113,33	54 834,03	56 524,90	55 245,60	56 936,47
86 200	53 655,52	55 346,40	54 067,09	55 757,97	54 478,66	56 169,54	54 890,23	56 581,11	55 301,80	56 992,68
86 300	53 711,73	55 402,60	54 123,30	55 814,17	54 534,87	56 225,74	54 946,44	56 637,31	55 358,01	57 048,88
86 400	53 767,93	55 458,81	54 179,50	55 870,38	54 591,07	56 281,95	55 002,64	56 693,52	55 414,21	57 105,09
86 500	53 824,14	55 515,02	54 235,71	55 926,59	54 647,28	56 338,16	55 058,85	56 749,73	55 470,42	57 161,30
86 600	53 880,35	55 571,22	54 291,92	55 982,79	54 703,49	56 394,36	55 115,06	56 805,93	55 526,63	57 217,50
86 700	53 936,55	55 627,43	54 348,12	56 039,00	54 759,69	56 450,57	55 171,26	56 862,14	55 582,83	57 273,71
86 800	53 992,76	55 683,63	54 404,33	56 095,20	54 815,90	56 506,77	55 227,47	56 918,34	55 639,04	57 329,91
86 900	54 048,96	55 739,84	54 460,53	56 151,41	54 872,10	56 562,98	55 283,67	56 974,55	55 695,24	57 386,12
87 000	54 105,17	55 796,04	54 516,74	56 207,61	54 928,31	56 619,18	55 339,88	57 030,75	55 751,45	57 442,32
87 100	54 161,37	55 852,25	54 572,94	56 263,82	54 984,51	56 675,39	55 396,08	57 086,96	55 807,65	57 498,53
87 200	54 217,58	55 908,45	54 629,15	56 320,02	55 040,72	56 731,59	55 452,29	57 143,16	55 863,86	57 554,73
87 300	54 273,78	55 964,66	54 685,35	56 376,23	55 096,92	56 787,80	55 508,49	57 199,37	55 920,06	57 610,94
87 400	54 329,99	56 020,86	54 741,56	56 432,43	55 153,13	56 844,00	55 564,70	57 255,57	55 976,27	57 667,14
87 500	54 386,19	56 077,07	54 797,76	56 488,64	55 209,33	56 900,21	55 620,90	57 311,78	56 032,47	57 723,35
87 600	54 442,40	56 133,27	54 853,97	56 544,84	55 265,54	56 956,41	55 677,11	57 367,98	56 088,68	57 779,55
87 700	54 498,60	56 189,48	54 910,17	56 601,05	55 321,74	57 012,62	55 733,31	57 424,19	56 144,88	57 835,76
87 800	54 554,81	56 245,68	54 966,38	56 657,25	55 377,95	57 068,82	55 789,52	57 480,39	56 201,09	57 891,96
87 900	54 611,01	56 301,89	55 022,58	56 713,46	55 434,15	57 125,03	55 845,72	57 536,60	56 257,29	57 948,17
88 000	54 667,22	56 358,10	55 078,79	56 769,67	55 490,36	57 181,24	55 901,93	57 592,81	56 313,50	58 004,38
88 100	54 723,43	56 414,30	55 135,00	56 825,87	55 546,57	57 237,44	55 958,14	57 649,01	56 369,71	58 060,58
88 200	54 779,63	56 470,51	55 191,20	56 882,08	55 602,77	57 293,65	56 014,34	57 705,22	56 425,91	58 116,79
88 300	54 835,84	56 526,71	55 247,41	56 938,28	55 658,98	57 349,85	56 070,55	57 761,42	56 482,12	58 172,99
88 400	54 892,04	56 582,92	55 303,61	56 994,49	55 715,18	57 406,06	56 126,75	57 817,63	56 538,32	58 229,20
88 500	54 948,25	56 639,12	55 359,82	57 050,69	55 771,39	57 462,26	56 182,96	57 873,83	56 594,53	58 285,40
88 600	55 004,45	56 695,33	55 416,02	57 106,90	55 827,59	57 518,47	56 239,16	57 930,04	56 650,73	58 341,61
88 700	55 060,66	56 751,53	55 472,23	57 163,10	55 883,80	57 574,67	56 295,37	57 986,24	56 706,94	58 397,81
88 800	55 116,86	56 807,74	55 528,43	57 219,31	55 940,00	57 630,88	56 351,57	58 042,45	56 763,14	58 454,02
88 900	55 173,07	56 863,94	55 584,64	57 275,51	55 996,21	57 687,08	56 407,78	58 098,65	56 819,35	58 510,22
89 000	55 229,27	56 920,15	55 640,84	57 331,72	56 052,41	57 743,29	56 463,98	58 154,86	56 875,55	58 566,43
89 100	55 285,48	56 976,35	55 697,05	57 387,92	56 108,62	57 799,49	56 520,19	58 211,06	56 931,76	58 622,63
89 200	55 341,68	57 032,56	55 753,25	57 444,13	56 164,82	57 855,70	56 576,39	58 267,27	56 987,96	58 678,84
89 300	55 397,89	57 088,76	55 809,46	57 500,33	56 221,03	57 911,90	56 632,60	58 323,47	57 044,17	58 735,04
89 400	55 454,09	57 144,97	55 865,66	57 556,54	56 277,23	57 968,11	56 688,80	58 379,68	57 100,37	58 791,25
89 500	55 510,30	57 201,18	55 921,87	57 612,75	56 333,44	58 024,32	56 745,01	58 435,89	57 156,58	58 847,46
89 600	55 566,51	57 257,38	55 978,08	57 668,95	56 389,65	58 080,52	56 801,22	58 492,09	57 212,79	58 903,66
89 700	55 622,71	57 313,59	56 034,28	57 725,16	56 445,85	58 136,73	56 857,42	58 548,30	57 268,99	58 959,87
89 800	55 678,92	57 369,79	56 090,49	57 781,36	56 502,06	58 192,93	56 913,63	58 604,50	57 325,20	59 016,07
89 900	55 735,12	57 426,00	56 146,69	57 837,57	56 558,26	58 249,14	56 969,83	58 660,71	57 381,40	59 072,28
90 000	55 791,33	57 482,20	56 202,90	57 893,77	56 614,47	58 305,34	57 026,04	58 716,91	57 437,61	59 128,48

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur célibataire ou famille monoparentale**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		Nombre de personnes mineures à charge							
			1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
90 100	55 847,53	57 538,41	56 259,10	57 949,98	56 670,67	58 361,55	57 082,24	58 773,12	57 493,81	59 184,69
90 200	55 903,74	57 594,61	56 315,31	58 006,18	56 726,88	58 417,75	57 138,45	58 829,32	57 550,02	59 240,89
90 300	55 959,94	57 650,82	56 371,51	58 062,39	56 783,08	58 473,96	57 194,65	58 885,53	57 606,22	59 297,10
90 400	56 016,15	57 707,02	56 427,72	58 118,59	56 839,29	58 530,16	57 250,86	58 941,73	57 662,43	59 353,30
90 500	56 072,35	57 763,23	56 483,92	58 174,80	56 895,49	58 586,37	57 307,06	58 997,94	57 718,63	59 409,51
90 600	56 128,56	57 819,43	56 540,13	58 231,00	56 951,70	58 642,57	57 363,27	59 054,14	57 774,84	59 465,71
90 700	56 184,76	57 875,64	56 596,33	58 287,21	57 007,90	58 698,78	57 419,47	59 110,35	57 831,04	59 521,92
90 800	56 240,97	57 931,84	56 652,54	58 343,41	57 064,11	58 754,98	57 475,68	59 166,55	57 887,25	59 578,12
90 900	56 297,18	57 988,05	56 708,75	58 399,62	57 120,32	58 811,19	57 531,89	59 222,76	57 943,46	59 634,33
91 000	56 353,38	58 044,26	56 764,95	58 455,83	57 176,52	58 867,40	57 588,09	59 278,97	57 999,66	59 690,54

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
100	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48
200	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95
300	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43
400	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90
500	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38
600	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85
700	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33
800	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80
900	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28
1 000	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75
1 100	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23
1 200	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70
1 300	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18
1 400	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66
1 500	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13
1 600	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61
1 700	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08
1 800	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56
1 900	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03
2 000	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51
2 100	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98
2 200	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46
2 300	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93
2 400	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41
2 500	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89
2 600	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36
2 700	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84
2 800	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31
2 900	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79
3 000	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26
3 100	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74
3 200	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21
3 300	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69
3 400	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16
3 500	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64
3 600	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35
3 700	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07
3 800	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79
3 900	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50
4 000	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22
4 100	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93
4 200	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65
4 300	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36
4 400	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08
4 500	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79
4 600	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51
4 700	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22
4 800	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94
4 900	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65
5 000	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37



**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus		
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus	
					0	1 et plus	0	1 et plus			0
5 100	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09
5 200	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80
5 300	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52
5 400	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23
5 500	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95
5 600	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66
5 700	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38
5 800	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09
5 900	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81
6 000	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52
6 100	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24
6 200	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95
6 300	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67
6 400	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39
6 500	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10
6 600	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82
6 700	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53
6 800	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25
6 900	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96
7 000	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68
7 100	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39
7 200	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11
7 300	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82
7 400	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54
7 500	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26
7 600	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97
7 700	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69
7 800	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40
7 900	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12
8 000	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83
8 100	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55
8 200	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26
8 300	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98
8 400	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69
8 500	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41
8 600	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12
8 700	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84
8 800	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56
8 900	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27
9 000	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99
9 100	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70
9 200	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42
9 300	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13
9 400	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85
9 500	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56
9 600	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28
9 700	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99
9 800	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71
9 900	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42
10 000	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
10 100	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86
10 200	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57
10 300	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29
10 400	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00
10 500	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72
10 600	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43
10 700	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15
10 800	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86
10 900	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58
11 000	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29
11 100	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01
11 200	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72
11 300	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44
11 400	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16
11 500	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87
11 600	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59
11 700	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30
11 800	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02
11 900	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73
12 000	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45
12 100	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16
12 200	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88
12 300	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59
12 400	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31
12 500	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03
12 600	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74
12 700	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46
12 800	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17
12 900	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89
13 000	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60
13 100	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32
13 200	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03
13 300	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75
13 400	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46
13 500	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18
13 600	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89
13 700	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61
13 800	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33
13 900	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04
14 000	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76
14 100	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47
14 200	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19
14 300	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90
14 400	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62
14 500	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33
14 600	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05
14 700	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76
14 800	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48
14 900	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19
15 000	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
15 100	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63
15 200	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34
15 300	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06
15 400	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77
15 500	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49
15 600	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20
15 700	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92
15 800	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63
15 900	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35
16 000	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06
16 100	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78
16 200	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49
16 300	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21
16 400	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93
16 500	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64
16 600	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36
16 700	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07
16 800	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79
16 900	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50
17 000	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22
17 100	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93
17 200	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65
17 300	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36
17 400	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08
17 500	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80
17 600	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51	14 759,51
17 700	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23	14 842,23
17 800	14 924,94	14 924,94	14 924,94	14 924,94	14 924,94	14 924,94	14 924,94	14 924,94	14 924,94	14 924,94
17 900	15 007,66	15 007,66	15 007,66	15 007,66	15 007,66	15 007,66	15 007,66	15 007,66	15 007,66	15 007,66
18 000	15 090,37	15 090,37	15 090,37	15 090,37	15 090,37	15 090,37	15 090,37	15 090,37	15 090,37	15 090,37
18 100	15 173,09	15 173,09	15 173,09	15 173,09	15 173,09	15 173,09	15 173,09	15 173,09	15 173,09	15 173,09
18 200	15 255,80	15 255,80	15 255,80	15 255,80	15 255,80	15 255,80	15 255,80	15 255,80	15 255,80	15 255,80
18 300	15 338,52	15 338,52	15 338,52	15 338,52	15 338,52	15 338,52	15 338,52	15 338,52	15 338,52	15 338,52
18 400	15 421,23	15 421,23	15 421,23	15 421,23	15 421,23	15 421,23	15 421,23	15 421,23	15 421,23	15 421,23
18 500	15 503,95	15 503,95	15 503,95	15 503,95	15 503,95	15 503,95	15 503,95	15 503,95	15 503,95	15 503,95
18 600	15 586,66	15 586,66	15 586,66	15 586,66	15 586,66	15 586,66	15 586,66	15 586,66	15 586,66	15 586,66
18 700	15 669,38	15 669,38	15 669,38	15 669,38	15 669,38	15 669,38	15 669,38	15 669,38	15 669,38	15 669,38
18 800	15 752,10	15 752,10	15 752,10	15 752,10	15 752,10	15 752,10	15 752,10	15 752,10	15 752,10	15 752,10
18 900	15 834,81	15 834,81	15 834,81	15 834,81	15 834,81	15 834,81	15 834,81	15 834,81	15 834,81	15 834,81
19 000	15 917,53	15 917,53	15 917,53	15 917,53	15 917,53	15 917,53	15 917,53	15 917,53	15 917,53	15 917,53
19 100	16 000,24	16 000,24	16 000,24	16 000,24	16 000,24	16 000,24	16 000,24	16 000,24	16 000,24	16 000,24
19 200	16 082,96	16 082,96	16 082,96	16 082,96	16 082,96	16 082,96	16 082,96	16 082,96	16 082,96	16 082,96
19 300	16 165,67	16 165,67	16 165,67	16 165,67	16 165,67	16 165,67	16 165,67	16 165,67	16 165,67	16 165,67
19 400	16 248,39	16 248,39	16 248,39	16 248,39	16 248,39	16 248,39	16 248,39	16 248,39	16 248,39	16 248,39
19 500	16 331,10	16 331,10	16 331,10	16 331,10	16 331,10	16 331,10	16 331,10	16 331,10	16 331,10	16 331,10
19 600	16 413,82	16 413,82	16 413,82	16 413,82	16 413,82	16 413,82	16 413,82	16 413,82	16 413,82	16 413,82
19 700	16 496,53	16 496,53	16 496,53	16 496,53	16 496,53	16 496,53	16 496,53	16 496,53	16 496,53	16 496,53
19 800	16 579,25	16 579,25	16 579,25	16 579,25	16 579,25	16 579,25	16 579,25	16 579,25	16 579,25	16 579,25
19 900	16 661,96	16 661,96	16 661,96	16 661,96	16 661,96	16 661,96	16 661,96	16 661,96	16 661,96	16 661,96
20 000	16 744,68	16 744,68	16 744,68	16 744,68	16 744,68	16 744,68	16 744,68	16 744,68	16 744,68	16 744,68

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
20 100	16 827,40	16 827,40	16 827,40	16 827,40	16 827,40	16 827,40	16 827,40	16 827,40	16 827,40	16 827,40
20 200	16 910,11	16 910,11	16 910,11	16 910,11	16 910,11	16 910,11	16 910,11	16 910,11	16 910,11	16 910,11
20 300	16 992,83	16 992,83	16 992,83	16 992,83	16 992,83	16 992,83	16 992,83	16 992,83	16 992,83	16 992,83
20 400	17 075,54	17 075,54	17 075,54	17 075,54	17 075,54	17 075,54	17 075,54	17 075,54	17 075,54	17 075,54
20 500	17 158,26	17 158,26	17 158,26	17 158,26	17 158,26	17 158,26	17 158,26	17 158,26	17 158,26	17 158,26
20 600	17 240,97	17 240,97	17 240,97	17 240,97	17 240,97	17 240,97	17 240,97	17 240,97	17 240,97	17 240,97
20 700	17 323,69	17 323,69	17 323,69	17 323,69	17 323,69	17 323,69	17 323,69	17 323,69	17 323,69	17 323,69
20 800	17 406,40	17 406,40	17 406,40	17 406,40	17 406,40	17 406,40	17 406,40	17 406,40	17 406,40	17 406,40
20 900	17 489,12	17 489,12	17 489,12	17 489,12	17 489,12	17 489,12	17 489,12	17 489,12	17 489,12	17 489,12
21 000	17 571,83	17 571,83	17 571,83	17 571,83	17 571,83	17 571,83	17 571,83	17 571,83	17 571,83	17 571,83
21 100	17 654,55	17 654,55	17 654,55	17 654,55	17 654,55	17 654,55	17 654,55	17 654,55	17 654,55	17 654,55
21 200	17 737,26	17 737,26	17 737,26	17 737,26	17 737,26	17 737,26	17 737,26	17 737,26	17 737,26	17 737,26
21 300	17 819,98	17 819,98	17 819,98	17 819,98	17 819,98	17 819,98	17 819,98	17 819,98	17 819,98	17 819,98
21 400	17 902,70	17 902,70	17 902,70	17 902,70	17 902,70	17 902,70	17 902,70	17 902,70	17 902,70	17 902,70
21 500	17 985,41	17 985,41	17 985,41	17 985,41	17 985,41	17 985,41	17 985,41	17 985,41	17 985,41	17 985,41
21 600	18 068,13	18 068,13	18 068,13	18 068,13	18 068,13	18 068,13	18 068,13	18 068,13	18 068,13	18 068,13
21 700	18 150,84	18 150,84	18 150,84	18 150,84	18 150,84	18 150,84	18 150,84	18 150,84	18 150,84	18 150,84
21 800	18 233,56	18 233,56	18 233,56	18 233,56	18 233,56	18 233,56	18 233,56	18 233,56	18 233,56	18 233,56
21 900	18 316,27	18 316,27	18 316,27	18 316,27	18 316,27	18 316,27	18 316,27	18 316,27	18 316,27	18 316,27
22 000	18 398,99	18 398,99	18 398,99	18 398,99	18 398,99	18 398,99	18 398,99	18 398,99	18 398,99	18 398,99
22 100	18 481,70	18 481,70	18 481,70	18 481,70	18 481,70	18 481,70	18 481,70	18 481,70	18 481,70	18 481,70
22 200	18 564,42	18 564,42	18 564,42	18 564,42	18 564,42	18 564,42	18 564,42	18 564,42	18 564,42	18 564,42
22 300	18 647,13	18 647,13	18 647,13	18 647,13	18 647,13	18 647,13	18 647,13	18 647,13	18 647,13	18 647,13
22 400	18 729,85	18 729,85	18 729,85	18 729,85	18 729,85	18 729,85	18 729,85	18 729,85	18 729,85	18 729,85
22 500	18 812,57	18 812,57	18 812,57	18 812,57	18 812,57	18 812,57	18 812,57	18 812,57	18 812,57	18 812,57
22 600	18 895,28	18 895,28	18 895,28	18 895,28	18 895,28	18 895,28	18 895,28	18 895,28	18 895,28	18 895,28
22 700	18 978,00	18 978,00	18 978,00	18 978,00	18 978,00	18 978,00	18 978,00	18 978,00	18 978,00	18 978,00
22 800	19 060,71	19 060,71	19 060,71	19 060,71	19 060,71	19 060,71	19 060,71	19 060,71	19 060,71	19 060,71
22 900	19 143,43	19 143,43	19 143,43	19 143,43	19 143,43	19 143,43	19 143,43	19 143,43	19 143,43	19 143,43
23 000	19 226,14	19 226,14	19 226,14	19 226,14	19 226,14	19 226,14	19 226,14	19 226,14	19 226,14	19 226,14
23 100	19 308,86	19 308,86	19 308,86	19 308,86	19 308,86	19 308,86	19 308,86	19 308,86	19 308,86	19 308,86
23 200	19 391,57	19 391,57	19 391,57	19 391,57	19 391,57	19 391,57	19 391,57	19 391,57	19 391,57	19 391,57
23 300	19 474,29	19 474,29	19 474,29	19 474,29	19 474,29	19 474,29	19 474,29	19 474,29	19 474,29	19 474,29
23 400	19 557,00	19 557,00	19 557,00	19 557,00	19 557,00	19 557,00	19 557,00	19 557,00	19 557,00	19 557,00
23 500	19 639,72	19 639,72	19 639,72	19 639,72	19 639,72	19 639,72	19 639,72	19 639,72	19 639,72	19 639,72
23 600	19 722,43	19 722,43	19 722,43	19 722,43	19 722,43	19 722,43	19 722,43	19 722,43	19 722,43	19 722,43
23 700	19 805,15	19 805,15	19 805,15	19 805,15	19 805,15	19 805,15	19 805,15	19 805,15	19 805,15	19 805,15
23 800	19 887,87	19 887,87	19 887,87	19 887,87	19 887,87	19 887,87	19 887,87	19 887,87	19 887,87	19 887,87
23 900	19 970,58	19 970,58	19 970,58	19 970,58	19 970,58	19 970,58	19 970,58	19 970,58	19 970,58	19 970,58
24 000	20 053,30	20 053,30	20 053,30	20 053,30	20 053,30	20 053,30	20 053,30	20 053,30	20 053,30	20 053,30
24 100	20 136,01	20 136,01	20 136,01	20 136,01	20 136,01	20 136,01	20 136,01	20 136,01	20 136,01	20 136,01
24 200	20 218,73	20 218,73	20 218,73	20 218,73	20 218,73	20 218,73	20 218,73	20 218,73	20 218,73	20 218,73
24 300	20 301,44	20 301,44	20 301,44	20 301,44	20 301,44	20 301,44	20 301,44	20 301,44	20 301,44	20 301,44
24 400	20 384,16	20 384,16	20 384,16	20 384,16	20 384,16	20 384,16	20 384,16	20 384,16	20 384,16	20 384,16
24 500	20 466,87	20 466,87	20 466,87	20 466,87	20 466,87	20 466,87	20 466,87	20 466,87	20 466,87	20 466,87
24 600	20 549,59	20 549,59	20 549,59	20 549,59	20 549,59	20 549,59	20 549,59	20 549,59	20 549,59	20 549,59
24 700	20 632,30	20 632,30	20 632,30	20 632,30	20 632,30	20 632,30	20 632,30	20 632,30	20 632,30	20 632,30
24 800	20 715,02	20 715,02	20 715,02	20 715,02	20 715,02	20 715,02	20 715,02	20 715,02	20 715,02	20 715,02
24 900	20 797,73	20 797,73	20 797,73	20 797,73	20 797,73	20 797,73	20 797,73	20 797,73	20 797,73	20 797,73
25 000	20 880,45	20 880,45	20 880,45	20 880,45	20 880,45	20 880,45	20 880,45	20 880,45	20 880,45	20 880,45

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
25 100	20 963,17	20 963,17	20 963,17	20 963,17	20 963,17	20 963,17	20 963,17	20 963,17	20 963,17	20 963,17
25 200	21 045,88	21 045,88	21 045,88	21 045,88	21 045,88	21 045,88	21 045,88	21 045,88	21 045,88	21 045,88
25 300	21 128,60	21 128,60	21 128,60	21 128,60	21 128,60	21 128,60	21 128,60	21 128,60	21 128,60	21 128,60
25 400	21 211,31	21 211,31	21 211,31	21 211,31	21 211,31	21 211,31	21 211,31	21 211,31	21 211,31	21 211,31
25 500	21 294,03	21 294,03	21 294,03	21 294,03	21 294,03	21 294,03	21 294,03	21 294,03	21 294,03	21 294,03
25 600	21 376,74	21 376,74	21 376,74	21 376,74	21 376,74	21 376,74	21 376,74	21 376,74	21 376,74	21 376,74
25 700	21 459,46	21 459,46	21 459,46	21 459,46	21 459,46	21 459,46	21 459,46	21 459,46	21 459,46	21 459,46
25 800	21 542,17	21 542,17	21 542,17	21 542,17	21 542,17	21 542,17	21 542,17	21 542,17	21 542,17	21 542,17
25 900	21 624,89	21 624,89	21 624,89	21 624,89	21 624,89	21 624,89	21 624,89	21 624,89	21 624,89	21 624,89
26 000	21 707,60	21 707,60	21 707,60	21 707,60	21 707,60	21 707,60	21 707,60	21 707,60	21 707,60	21 707,60
26 100	21 790,32	21 790,32	21 790,32	21 790,32	21 790,32	21 790,32	21 790,32	21 790,32	21 790,32	21 790,32
26 200	21 873,03	21 873,03	21 873,03	21 873,03	21 873,03	21 873,03	21 873,03	21 873,03	21 873,03	21 873,03
26 300	21 955,75	21 955,75	21 955,75	21 955,75	21 955,75	21 955,75	21 955,75	21 955,75	21 955,75	21 955,75
26 400	22 038,47	22 038,47	22 038,47	22 038,47	22 038,47	22 038,47	22 038,47	22 038,47	22 038,47	22 038,47
26 500	22 121,18	22 121,18	22 121,18	22 121,18	22 121,18	22 121,18	22 121,18	22 121,18	22 121,18	22 121,18
26 600	22 203,90	22 203,90	22 203,90	22 203,90	22 203,90	22 203,90	22 203,90	22 203,90	22 203,90	22 203,90
26 700	22 286,61	22 286,61	22 286,61	22 286,61	22 286,61	22 286,61	22 286,61	22 286,61	22 286,61	22 286,61
26 800	22 369,33	22 369,33	22 369,33	22 369,33	22 369,33	22 369,33	22 369,33	22 369,33	22 369,33	22 369,33
26 900	22 452,04	22 452,04	22 452,04	22 452,04	22 452,04	22 452,04	22 452,04	22 452,04	22 452,04	22 452,04
27 000	22 534,76	22 534,76	22 534,76	22 534,76	22 534,76	22 534,76	22 534,76	22 534,76	22 534,76	22 534,76
27 100	22 617,47	22 617,47	22 617,47	22 617,47	22 617,47	22 617,47	22 617,47	22 617,47	22 617,47	22 617,47
27 200	22 700,19	22 700,19	22 700,19	22 700,19	22 700,19	22 700,19	22 700,19	22 700,19	22 700,19	22 700,19
27 300	22 782,90	22 782,90	22 782,90	22 782,90	22 782,90	22 782,90	22 782,90	22 782,90	22 782,90	22 782,90
27 400	22 865,62	22 865,62	22 865,62	22 865,62	22 865,62	22 865,62	22 865,62	22 865,62	22 865,62	22 865,62
27 500	22 948,34	22 948,34	22 948,34	22 948,34	22 948,34	22 948,34	22 948,34	22 948,34	22 948,34	22 948,34
27 600	23 031,05	23 031,05	23 031,05	23 031,05	23 031,05	23 031,05	23 031,05	23 031,05	23 031,05	23 031,05
27 700	23 113,77	23 113,77	23 113,77	23 113,77	23 113,77	23 113,77	23 113,77	23 113,77	23 113,77	23 113,77
27 800	23 196,48	23 196,48	23 196,48	23 196,48	23 196,48	23 196,48	23 196,48	23 196,48	23 196,48	23 196,48
27 900	23 279,20	23 279,20	23 279,20	23 279,20	23 279,20	23 279,20	23 279,20	23 279,20	23 279,20	23 279,20
28 000	23 361,91	23 361,91	23 361,91	23 361,91	23 361,91	23 361,91	23 361,91	23 361,91	23 361,91	23 361,91
28 100	23 444,63	23 444,63	23 444,63	23 444,63	23 444,63	23 444,63	23 444,63	23 444,63	23 444,63	23 444,63
28 200	23 527,34	23 527,34	23 527,34	23 527,34	23 527,34	23 527,34	23 527,34	23 527,34	23 527,34	23 527,34
28 300	23 610,06	23 610,06	23 610,06	23 610,06	23 610,06	23 610,06	23 610,06	23 610,06	23 610,06	23 610,06
28 400	23 692,77	23 692,77	23 692,77	23 692,77	23 692,77	23 692,77	23 692,77	23 692,77	23 692,77	23 692,77
28 500	23 775,49	23 775,49	23 775,49	23 775,49	23 775,49	23 775,49	23 775,49	23 775,49	23 775,49	23 775,49
28 600	23 858,20	23 858,20	23 858,20	23 858,20	23 858,20	23 858,20	23 858,20	23 858,20	23 858,20	23 858,20
28 700	23 940,92	23 940,92	23 940,92	23 940,92	23 940,92	23 940,92	23 940,92	23 940,92	23 940,92	23 940,92
28 800	24 023,64	24 023,64	24 023,64	24 023,64	24 023,64	24 023,64	24 023,64	24 023,64	24 023,64	24 023,64
28 900	24 106,35	24 106,35	24 106,35	24 106,35	24 106,35	24 106,35	24 106,35	24 106,35	24 106,35	24 106,35
29 000	24 189,07	24 189,07	24 189,07	24 189,07	24 189,07	24 189,07	24 189,07	24 189,07	24 189,07	24 189,07
29 100	24 271,78	24 271,78	24 271,78	24 271,78	24 271,78	24 271,78	24 271,78	24 271,78	24 271,78	24 271,78
29 200	24 354,50	24 354,50	24 354,50	24 354,50	24 354,50	24 354,50	24 354,50	24 354,50	24 354,50	24 354,50
29 300	24 437,21	24 437,21	24 437,21	24 437,21	24 437,21	24 437,21	24 437,21	24 437,21	24 437,21	24 437,21
29 400	24 519,93	24 519,93	24 519,93	24 519,93	24 519,93	24 519,93	24 519,93	24 519,93	24 519,93	24 519,93
29 500	24 602,64	24 602,64	24 602,64	24 602,64	24 602,64	24 602,64	24 602,64	24 602,64	24 602,64	24 602,64
29 600	24 685,36	24 685,36	24 685,36	24 685,36	24 685,36	24 685,36	24 685,36	24 685,36	24 685,36	24 685,36
29 700	24 768,07	24 768,07	24 768,07	24 768,07	24 768,07	24 768,07	24 768,07	24 768,07	24 768,07	24 768,07
29 800	24 850,79	24 850,79	24 850,79	24 850,79	24 850,79	24 850,79	24 850,79	24 850,79	24 850,79	24 850,79
29 900	24 933,50	24 933,50	24 933,50	24 933,50	24 933,50	24 933,50	24 933,50	24 933,50	24 933,50	24 933,50
30 000	25 016,22	25 016,22	25 016,22	25 016,22	25 016,22	25 016,22	25 016,22	25 016,22	25 016,22	25 016,22

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge											
	Nombre de personnes majeures à charge											
	Aucune		1		2		3		4 et plus			
	Nombre de personnes mineures à charge											
	0		1 et plus		0		1 et plus		0		1 et plus	
30 100	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94	25 098,94
30 200	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65	25 181,65
30 300	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37	25 264,37
30 400	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08	25 347,08
30 500	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80	25 429,80
30 600	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51	25 512,51
30 700	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23	25 595,23
30 800	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94	25 677,94
30 900	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66	25 760,66
31 000	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37	25 843,37
31 100	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09	25 926,09
31 200	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80	26 008,80
31 300	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52	26 091,52
31 400	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24	26 174,24
31 500	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95	26 256,95
31 600	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67	26 339,67
31 700	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38	26 422,38
31 800	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10	26 505,10
31 900	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81	26 587,81
32 000	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53	26 670,53
32 100	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24	26 753,24
32 200	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96	26 835,96
32 300	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67	26 918,67
32 400	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39	27 001,39
32 500	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11	27 084,11
32 600	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82	27 166,82
32 700	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54	27 249,54
32 800	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25	27 332,25
32 900	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97	27 414,97
33 000	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68	27 497,68
33 100	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40	27 580,40
33 200	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11	27 663,11
33 300	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83	27 745,83
33 400	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54	27 828,54
33 500	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26	27 911,26
33 600	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97	27 993,97
33 700	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69	28 076,69
33 800	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41	28 159,41
33 900	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41	28 240,41
34 000	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77	28 312,77
34 100	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13	28 385,13
34 200	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48	28 457,48
34 300	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84	28 529,84
34 400	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19	28 602,19
34 500	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55	28 674,55
34 600	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90	28 746,90
34 700	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26	28 819,26
34 800	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61	28 891,61
34 900	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97	28 963,97
35 000	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32	29 036,32

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
35 100	29 108,68	29 108,68	29 108,68	29 108,68	29 108,68	29 108,68	29 108,68	29 108,68	29 108,68	29 108,68
35 200	29 181,03	29 181,03	29 181,03	29 181,03	29 181,03	29 181,03	29 181,03	29 181,03	29 181,03	29 181,03
35 300	29 253,39	29 253,39	29 253,39	29 253,39	29 253,39	29 253,39	29 253,39	29 253,39	29 253,39	29 253,39
35 400	29 325,74	29 325,74	29 325,74	29 325,74	29 325,74	29 325,74	29 325,74	29 325,74	29 325,74	29 325,74
35 500	29 398,10	29 398,10	29 398,10	29 398,10	29 398,10	29 398,10	29 398,10	29 398,10	29 398,10	29 398,10
35 600	29 470,45	29 470,45	29 470,45	29 470,45	29 470,45	29 470,45	29 470,45	29 470,45	29 470,45	29 470,45
35 700	29 542,81	29 542,81	29 542,81	29 542,81	29 542,81	29 542,81	29 542,81	29 542,81	29 542,81	29 542,81
35 800	29 615,17	29 615,17	29 615,17	29 615,17	29 615,17	29 615,17	29 615,17	29 615,17	29 615,17	29 615,17
35 900	29 681,85	29 681,85	29 687,52	29 687,52	29 687,52	29 687,52	29 687,52	29 687,52	29 687,52	29 687,52
36 000	29 740,84	29 740,84	29 759,88	29 759,88	29 759,88	29 759,88	29 759,88	29 759,88	29 759,88	29 759,88
36 100	29 799,83	29 799,83	29 832,23	29 832,23	29 832,23	29 832,23	29 832,23	29 832,23	29 832,23	29 832,23
36 200	29 858,82	29 858,82	29 904,59	29 904,59	29 904,59	29 904,59	29 904,59	29 904,59	29 904,59	29 904,59
36 300	29 917,81	29 917,81	29 976,94	29 976,94	29 976,94	29 976,94	29 976,94	29 976,94	29 976,94	29 976,94
36 400	29 976,80	29 976,80	30 049,30	30 049,30	30 049,30	30 049,30	30 049,30	30 049,30	30 049,30	30 049,30
36 500	30 035,79	30 035,79	30 121,65	30 121,65	30 121,65	30 121,65	30 121,65	30 121,65	30 121,65	30 121,65
36 600	30 094,78	30 094,78	30 194,01	30 194,01	30 194,01	30 194,01	30 194,01	30 194,01	30 194,01	30 194,01
36 700	30 153,77	30 153,77	30 266,36	30 266,36	30 266,36	30 266,36	30 266,36	30 266,36	30 266,36	30 266,36
36 800	30 212,76	30 212,76	30 338,72	30 338,72	30 338,72	30 338,72	30 338,72	30 338,72	30 338,72	30 338,72
36 900	30 271,75	30 271,75	30 411,07	30 411,07	30 411,07	30 411,07	30 411,07	30 411,07	30 411,07	30 411,07
37 000	30 330,74	30 330,74	30 483,43	30 483,43	30 483,43	30 483,43	30 483,43	30 483,43	30 483,43	30 483,43
37 100	30 389,73	30 389,73	30 555,78	30 555,78	30 555,78	30 555,78	30 555,78	30 555,78	30 555,78	30 555,78
37 200	30 448,72	30 448,72	30 628,14	30 628,14	30 628,14	30 628,14	30 628,14	30 628,14	30 628,14	30 628,14
37 300	30 507,71	30 507,71	30 700,49	30 700,49	30 700,49	30 700,49	30 700,49	30 700,49	30 700,49	30 700,49
37 400	30 566,70	30 566,70	30 772,85	30 772,85	30 772,85	30 772,85	30 772,85	30 772,85	30 772,85	30 772,85
37 500	30 625,70	30 625,70	30 845,21	30 845,21	30 845,21	30 845,21	30 845,21	30 845,21	30 845,21	30 845,21
37 600	30 684,69	30 684,69	30 917,56	30 917,56	30 917,56	30 917,56	30 917,56	30 917,56	30 917,56	30 917,56
37 700	30 743,68	30 743,68	30 989,92	30 989,92	30 989,92	30 989,92	30 989,92	30 989,92	30 989,92	30 989,92
37 800	30 802,67	30 802,67	31 062,27	31 062,27	31 062,27	31 062,27	31 062,27	31 062,27	31 062,27	31 062,27
37 900	30 861,66	30 861,66	31 134,63	31 134,63	31 134,63	31 134,63	31 134,63	31 134,63	31 134,63	31 134,63
38 000	30 920,65	30 920,65	31 206,98	31 206,98	31 206,98	31 206,98	31 206,98	31 206,98	31 206,98	31 206,98
38 100	30 979,64	30 979,64	31 279,34	31 279,34	31 279,34	31 279,34	31 279,34	31 279,34	31 279,34	31 279,34
38 200	31 038,63	31 038,63	31 351,69	31 351,69	31 351,69	31 351,69	31 351,69	31 351,69	31 351,69	31 351,69
38 300	31 097,62	31 097,62	31 424,05	31 424,05	31 424,05	31 424,05	31 424,05	31 424,05	31 424,05	31 424,05
38 400	31 156,61	31 156,61	31 496,40	31 496,40	31 496,40	31 496,40	31 496,40	31 496,40	31 496,40	31 496,40
38 500	31 215,60	31 215,60	31 568,76	31 568,76	31 568,76	31 568,76	31 568,76	31 568,76	31 568,76	31 568,76
38 600	31 274,59	31 274,59	31 641,11	31 641,11	31 641,11	31 641,11	31 641,11	31 641,11	31 641,11	31 641,11
38 700	31 333,58	31 333,58	31 713,47	31 713,47	31 713,47	31 713,47	31 713,47	31 713,47	31 713,47	31 713,47
38 800	31 392,57	31 392,57	31 785,82	31 785,82	31 785,82	31 785,82	31 785,82	31 785,82	31 785,82	31 785,82
38 900	31 451,56	31 451,56	31 858,18	31 858,18	31 858,18	31 858,18	31 858,18	31 858,18	31 858,18	31 858,18
39 000	31 510,55	31 510,55	31 922,12	31 922,12	31 930,53	31 930,53	31 930,53	31 930,53	31 930,53	31 930,53
39 100	31 569,54	31 569,54	31 981,11	31 981,11	32 002,89	32 002,89	32 002,89	32 002,89	32 002,89	32 002,89
39 200	31 628,53	31 628,53	32 040,10	32 040,10	32 075,25	32 075,25	32 075,25	32 075,25	32 075,25	32 075,25
39 300	31 687,52	31 687,52	32 099,09	32 099,09	32 147,60	32 147,60	32 147,60	32 147,60	32 147,60	32 147,60
39 400	31 746,51	31 746,51	32 158,08	32 158,08	32 219,96	32 219,96	32 219,96	32 219,96	32 219,96	32 219,96
39 500	31 805,50	31 805,50	32 217,07	32 217,07	32 292,31	32 292,31	32 292,31	32 292,31	32 292,31	32 292,31
39 600	31 864,49	31 864,49	32 276,06	32 276,06	32 364,67	32 364,67	32 364,67	32 364,67	32 364,67	32 364,67
39 700	31 923,48	31 923,48	32 335,05	32 335,05	32 437,02	32 437,02	32 437,02	32 437,02	32 437,02	32 437,02
39 800	31 982,47	31 982,47	32 394,04	32 394,04	32 509,38	32 509,38	32 509,38	32 509,38	32 509,38	32 509,38
39 900	32 041,46	32 041,46	32 453,03	32 453,03	32 581,73	32 581,73	32 581,73	32 581,73	32 581,73	32 581,73
40 000	32 100,45	32 100,45	32 512,02	32 512,02	32 654,09	32 654,09	32 654,09	32 654,09	32 654,09	32 654,09

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
40 100	32 159,44	32 159,44	32 571,01	32 571,01	32 726,44	32 726,44	32 726,44	32 726,44	32 726,44	32 726,44
40 200	32 218,43	32 218,43	32 630,00	32 630,00	32 798,80	32 798,80	32 798,80	32 798,80	32 798,80	32 798,80
40 300	32 277,42	32 277,42	32 688,99	32 688,99	32 871,15	32 871,15	32 871,15	32 871,15	32 871,15	32 871,15
40 400	32 336,41	32 336,41	32 747,98	32 747,98	32 943,51	32 943,51	32 943,51	32 943,51	32 943,51	32 943,51
40 500	32 395,40	32 395,40	32 806,97	32 806,97	33 015,86	33 015,86	33 015,86	33 015,86	33 015,86	33 015,86
40 600	32 454,39	32 454,39	32 865,96	32 865,96	33 088,22	33 088,22	33 088,22	33 088,22	33 088,22	33 088,22
40 700	32 513,38	32 513,38	32 924,95	32 924,95	33 160,57	33 160,57	33 160,57	33 160,57	33 160,57	33 160,57
40 800	32 572,38	32 572,38	32 983,95	32 983,95	33 232,93	33 232,93	33 232,93	33 232,93	33 232,93	33 232,93
40 900	32 631,37	32 631,37	33 042,94	33 042,94	33 305,29	33 305,29	33 305,29	33 305,29	33 305,29	33 305,29
41 000	32 690,36	32 690,36	33 101,93	33 101,93	33 377,64	33 377,64	33 377,64	33 377,64	33 377,64	33 377,64
41 100	32 749,35	32 749,35	33 160,92	33 160,92	33 450,00	33 450,00	33 450,00	33 450,00	33 450,00	33 450,00
41 200	32 808,34	32 808,34	33 219,91	33 219,91	33 522,35	33 522,35	33 522,35	33 522,35	33 522,35	33 522,35
41 300	32 867,33	32 867,33	33 278,90	33 278,90	33 594,71	33 594,71	33 594,71	33 594,71	33 594,71	33 594,71
41 400	32 926,32	32 926,32	33 337,89	33 337,89	33 667,06	33 667,06	33 667,06	33 667,06	33 667,06	33 667,06
41 500	32 985,31	32 985,31	33 396,88	33 396,88	33 739,42	33 739,42	33 739,42	33 739,42	33 739,42	33 739,42
41 600	33 044,30	33 044,30	33 455,87	33 455,87	33 811,77	33 811,77	33 811,77	33 811,77	33 811,77	33 811,77
41 700	33 103,29	33 103,29	33 514,86	33 514,86	33 884,13	33 884,13	33 884,13	33 884,13	33 884,13	33 884,13
41 800	33 162,28	33 162,28	33 573,85	33 573,85	33 956,48	33 956,48	33 956,48	33 956,48	33 956,48	33 956,48
41 900	33 221,27	33 221,27	33 632,84	33 632,84	34 028,84	34 028,84	34 028,84	34 028,84	34 028,84	34 028,84
42 000	33 280,26	33 280,26	33 691,83	33 691,83	34 101,19	34 101,19	34 101,19	34 101,19	34 101,19	34 101,19
42 100	33 339,25	33 339,25	33 750,82	33 750,82	34 162,39	34 162,39	34 173,55	34 173,55	34 173,55	34 173,55
42 200	33 398,24	33 398,24	33 809,81	33 809,81	34 221,38	34 221,38	34 245,90	34 245,90	34 245,90	34 245,90
42 300	33 457,23	33 457,23	33 868,80	33 868,80	34 280,37	34 280,37	34 318,26	34 318,26	34 318,26	34 318,26
42 400	33 516,22	33 516,22	33 927,79	33 927,79	34 339,36	34 339,36	34 390,61	34 390,61	34 390,61	34 390,61
42 500	33 575,21	33 575,21	33 986,78	33 986,78	34 398,35	34 398,35	34 462,97	34 462,97	34 462,97	34 462,97
42 600	33 634,20	33 634,20	34 045,77	34 045,77	34 457,34	34 457,34	34 535,33	34 535,33	34 535,33	34 535,33
42 700	33 693,19	33 693,19	34 104,76	34 104,76	34 516,33	34 516,33	34 607,68	34 607,68	34 607,68	34 607,68
42 800	33 752,18	33 752,18	34 163,75	34 163,75	34 575,32	34 575,32	34 680,04	34 680,04	34 680,04	34 680,04
42 900	33 811,17	33 811,17	34 222,74	34 222,74	34 634,31	34 634,31	34 752,39	34 752,39	34 752,39	34 752,39
43 000	33 870,16	33 870,16	34 281,73	34 281,73	34 693,30	34 693,30	34 824,75	34 824,75	34 824,75	34 824,75
43 100	33 929,15	33 929,15	34 340,72	34 340,72	34 752,29	34 752,29	34 897,10	34 897,10	34 897,10	34 897,10
43 200	33 988,14	33 988,14	34 399,71	34 399,71	34 811,28	34 811,28	34 969,46	34 969,46	34 969,46	34 969,46
43 300	34 047,13	34 047,13	34 458,70	34 458,70	34 870,27	34 870,27	35 041,81	35 041,81	35 041,81	35 041,81
43 400	34 106,12	34 106,12	34 517,69	34 517,69	34 929,26	34 929,26	35 114,17	35 114,17	35 114,17	35 114,17
43 500	34 165,11	34 165,11	34 576,68	34 576,68	34 988,25	34 988,25	35 186,52	35 186,52	35 186,52	35 186,52
43 600	34 224,10	34 224,10	34 635,67	34 635,67	35 047,24	35 047,24	35 258,88	35 258,88	35 258,88	35 258,88
43 700	34 283,09	34 283,09	34 694,66	34 694,66	35 106,23	35 106,23	35 331,23	35 331,23	35 331,23	35 331,23
43 800	34 342,08	34 342,08	34 753,65	34 753,65	35 165,22	35 165,22	35 403,59	35 403,59	35 403,59	35 403,59
43 900	34 401,07	34 401,07	34 812,64	34 812,64	35 224,21	35 224,21	35 475,94	35 475,94	35 475,94	35 475,94
44 000	34 460,06	34 460,06	34 871,63	34 871,63	35 283,20	35 283,20	35 548,30	35 548,30	35 548,30	35 548,30
44 100	34 519,05	34 519,05	34 930,62	34 930,62	35 342,19	35 342,19	35 620,65	35 620,65	35 620,65	35 620,65
44 200	34 578,05	34 578,05	34 989,62	34 989,62	35 401,19	35 401,19	35 693,01	35 693,01	35 693,01	35 693,01
44 300	34 637,04	34 637,04	35 048,61	35 048,61	35 460,18	35 460,18	35 765,37	35 765,37	35 765,37	35 765,37
44 400	34 696,03	34 696,03	35 107,60	35 107,60	35 519,17	35 519,17	35 837,72	35 837,72	35 837,72	35 837,72
44 500	34 755,02	34 755,02	35 166,59	35 166,59	35 578,16	35 578,16	35 910,08	35 910,08	35 910,08	35 910,08
44 600	34 814,01	34 814,01	35 225,58	35 225,58	35 637,15	35 637,15	35 982,43	35 982,43	35 982,43	35 982,43
44 700	34 873,00	34 873,00	35 284,57	35 284,57	35 696,14	35 696,14	36 054,79	36 054,79	36 054,79	36 054,79
44 800	34 931,99	34 931,99	35 343,56	35 343,56	35 755,13	35 755,13	36 127,14	36 127,14	36 127,14	36 127,14
44 900	34 990,98	34 990,98	35 402,55	35 402,55	35 814,12	35 814,12	36 199,50	36 199,50	36 199,50	36 199,50
45 000	35 049,97	35 049,97	35 461,54	35 461,54	35 873,11	35 873,11	36 271,85	36 271,85	36 271,85	36 271,85



**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
45 100	35 108,96	35 108,96	35 520,53	35 520,53	35 932,10	35 932,10	36 343,67	36 343,67	36 344,21	36 344,21
45 200	35 167,95	35 167,95	35 579,52	35 579,52	35 991,09	35 991,09	36 402,66	36 402,66	36 416,56	36 416,56
45 300	35 226,94	35 226,94	35 638,51	35 638,51	36 050,08	36 050,08	36 461,65	36 461,65	36 488,92	36 488,92
45 400	35 285,93	35 285,93	35 697,50	35 697,50	36 109,07	36 109,07	36 520,64	36 520,64	36 561,27	36 561,27
45 500	35 344,92	35 344,92	35 756,49	35 756,49	36 168,06	36 168,06	36 579,63	36 579,63	36 633,63	36 633,63
45 600	35 403,91	35 403,91	35 815,48	35 815,48	36 227,05	36 227,05	36 638,62	36 638,62	36 705,98	36 705,98
45 700	35 462,90	35 462,90	35 874,47	35 874,47	36 286,04	36 286,04	36 697,61	36 697,61	36 778,34	36 778,34
45 800	35 521,89	35 521,89	35 933,46	35 933,46	36 345,03	36 345,03	36 756,60	36 756,60	36 850,69	36 850,69
45 900	35 580,88	35 580,88	35 992,45	35 992,45	36 404,02	36 404,02	36 815,59	36 815,59	36 923,05	36 923,05
46 000	35 639,87	35 639,87	36 051,44	36 051,44	36 463,01	36 463,01	36 874,58	36 874,58	36 995,41	36 995,41
46 100	35 698,86	35 698,86	36 110,43	36 110,43	36 522,00	36 522,00	36 933,57	36 933,57	37 067,76	37 067,76
46 200	35 757,85	35 757,85	36 169,42	36 169,42	36 580,99	36 580,99	36 992,56	36 992,56	37 140,12	37 140,12
46 300	35 816,84	35 816,84	36 228,41	36 228,41	36 639,98	36 639,98	37 051,55	37 051,55	37 212,47	37 212,47
46 400	35 875,83	35 875,83	36 287,40	36 287,40	36 698,97	36 698,97	37 110,54	37 110,54	37 284,83	37 284,83
46 500	35 934,82	35 934,82	36 346,39	36 346,39	36 757,96	36 757,96	37 169,53	37 169,53	37 357,18	37 357,18
46 600	35 993,81	35 993,81	36 405,38	36 405,38	36 816,95	36 816,95	37 228,52	37 228,52	37 429,54	37 429,54
46 700	36 052,80	36 052,80	36 464,37	36 464,37	36 875,94	36 875,94	37 287,51	37 287,51	37 501,89	37 501,89
46 800	36 111,79	36 111,79	36 523,36	36 523,36	36 934,93	36 934,93	37 346,50	37 346,50	37 574,25	37 574,25
46 900	36 170,78	36 170,78	36 582,35	36 582,35	36 993,92	36 993,92	37 405,49	37 405,49	37 646,60	37 646,60
47 000	36 229,77	36 229,77	36 641,34	36 641,34	37 052,91	37 052,91	37 464,48	37 464,48	37 718,96	37 718,96
47 100	36 288,76	36 288,76	36 700,33	36 700,33	37 111,90	37 111,90	37 523,47	37 523,47	37 791,31	37 791,31
47 200	36 347,75	36 347,75	36 759,32	36 759,32	37 170,89	37 170,89	37 582,46	37 582,46	37 863,67	37 863,67
47 300	36 406,74	36 406,74	36 818,31	36 818,31	37 229,88	37 229,88	37 641,45	37 641,45	37 936,02	37 936,02
47 400	36 465,73	36 465,73	36 877,30	36 877,30	37 288,87	37 288,87	37 700,44	37 700,44	38 008,38	38 008,38
47 500	36 524,72	36 524,72	36 936,29	36 936,29	37 347,86	37 347,86	37 759,43	37 759,43	38 080,73	38 080,73
47 600	36 583,72	36 583,72	36 995,29	36 995,29	37 406,86	37 406,86	37 818,43	37 818,43	38 153,09	38 153,09
47 700	36 642,71	36 642,71	37 054,28	37 054,28	37 465,85	37 465,85	37 877,42	37 877,42	38 225,45	38 225,45
47 800	36 701,70	36 701,70	37 113,27	37 113,27	37 524,84	37 524,84	37 936,41	37 936,41	38 297,80	38 297,80
47 900	36 760,69	36 760,69	37 172,26	37 172,26	37 583,83	37 583,83	37 995,40	37 995,40	38 370,16	38 370,16
48 000	36 819,68	36 819,68	37 231,25	37 231,25	37 642,82	37 642,82	38 054,39	38 054,39	38 442,51	38 442,51
48 100	36 878,67	36 878,67	37 290,24	37 290,24	37 701,81	37 701,81	38 113,38	38 113,38	38 514,87	38 514,87
48 200	36 937,66	36 937,66	37 349,23	37 349,23	37 760,80	37 760,80	38 172,37	38 172,37	38 583,94	38 583,94
48 300	36 996,65	36 996,65	37 408,22	37 408,22	37 819,79	37 819,79	38 231,36	38 231,36	38 642,93	38 642,93
48 400	37 055,64	37 055,64	37 467,21	37 467,21	37 878,78	37 878,78	38 290,35	38 290,35	38 701,92	38 701,92
48 500	37 114,63	37 114,63	37 526,20	37 526,20	37 937,77	37 937,77	38 349,34	38 349,34	38 760,91	38 760,91
48 600	37 173,62	37 173,62	37 585,19	37 585,19	37 996,76	37 996,76	38 408,33	38 408,33	38 819,90	38 819,90
48 700	37 232,61	37 232,61	37 644,18	37 644,18	38 055,75	38 055,75	38 467,32	38 467,32	38 878,89	38 878,89
48 800	37 291,60	37 291,60	37 703,17	37 703,17	38 114,74	38 114,74	38 526,31	38 526,31	38 937,88	38 937,88
48 900	37 350,59	37 350,59	37 762,16	37 762,16	38 173,73	38 173,73	38 585,30	38 585,30	38 996,87	38 996,87
49 000	37 409,58	37 409,58	37 821,15	37 821,15	38 232,72	38 232,72	38 644,29	38 644,29	39 055,86	39 055,86
49 100	37 468,57	37 468,57	37 880,14	37 880,14	38 291,71	38 291,71	38 703,28	38 703,28	39 114,85	39 114,85
49 200	37 527,56	37 527,56	37 939,13	37 939,13	38 350,70	38 350,70	38 762,27	38 762,27	39 173,84	39 173,84
49 300	37 586,55	37 586,55	37 998,12	37 998,12	38 409,69	38 409,69	38 821,26	38 821,26	39 232,83	39 232,83
49 400	37 645,54	37 645,54	38 057,11	38 057,11	38 468,68	38 468,68	38 880,25	38 880,25	39 291,82	39 291,82
49 500	37 704,53	37 704,53	38 116,10	38 116,10	38 527,67	38 527,67	38 939,24	38 939,24	39 350,81	39 350,81
49 600	37 763,52	37 763,52	38 175,09	38 175,09	38 586,66	38 586,66	38 998,23	38 998,23	39 409,80	39 409,80
49 700	37 822,51	37 822,51	38 234,08	38 234,08	38 645,65	38 645,65	39 057,22	39 057,22	39 468,79	39 468,79
49 800	37 881,50	37 881,50	38 293,07	38 293,07	38 704,64	38 704,64	39 116,21	39 116,21	39 527,78	39 527,78
49 900	37 940,49	37 940,49	38 352,06	38 352,06	38 763,63	38 763,63	39 175,20	39 175,20	39 586,77	39 586,77
50 000	37 999,48	37 999,48	38 411,05	38 411,05	38 822,62	38 822,62	39 234,19	39 234,19	39 645,76	39 645,76

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
50 100	38 058,47	38 058,47	38 470,04	38 470,04	38 881,61	38 881,61	39 293,18	39 293,18	39 704,75	39 704,75
50 200	38 117,46	38 117,46	38 529,03	38 529,03	38 940,60	38 940,60	39 352,17	39 352,17	39 763,74	39 763,74
50 300	38 176,45	38 176,45	38 588,02	38 588,02	38 999,59	38 999,59	39 411,16	39 411,16	39 822,73	39 822,73
50 400	38 235,44	38 235,44	38 647,01	38 647,01	39 058,58	39 058,58	39 470,15	39 470,15	39 881,72	39 881,72
50 500	38 294,43	38 294,43	38 706,00	38 706,00	39 117,57	39 117,57	39 529,14	39 529,14	39 940,71	39 940,71
50 600	38 353,42	38 353,42	38 764,99	38 764,99	39 176,56	39 176,56	39 588,13	39 588,13	39 999,70	39 999,70
50 700	38 412,41	38 412,41	38 823,98	38 823,98	39 235,55	39 235,55	39 647,12	39 647,12	40 058,69	40 058,69
50 800	38 471,40	38 471,40	38 882,97	38 882,97	39 294,54	39 294,54	39 706,11	39 706,11	40 117,68	40 117,68
50 900	38 528,55	38 528,55	38 940,12	38 940,12	39 351,69	39 351,69	39 763,26	39 763,26	40 174,83	40 174,83
51 000	38 583,09	38 583,09	38 994,66	38 994,66	39 406,23	39 406,23	39 817,80	39 817,80	40 229,37	40 229,37
51 100	38 637,62	38 637,62	39 049,19	39 049,19	39 460,76	39 460,76	39 872,33	39 872,33	40 283,90	40 283,90
51 200	38 692,16	38 692,16	39 103,73	39 103,73	39 515,30	39 515,30	39 926,87	39 926,87	40 338,44	40 338,44
51 300	38 746,69	38 746,69	39 158,26	39 158,26	39 569,83	39 569,83	39 981,40	39 981,40	40 392,97	40 392,97
51 400	38 801,23	38 801,23	39 212,80	39 212,80	39 624,37	39 624,37	40 035,94	40 035,94	40 447,51	40 447,51
51 500	38 855,76	38 855,76	39 267,33	39 267,33	39 678,90	39 678,90	40 090,47	40 090,47	40 502,04	40 502,04
51 600	38 910,30	38 910,30	39 321,87	39 321,87	39 733,44	39 733,44	40 145,01	40 145,01	40 556,58	40 556,58
51 700	38 964,83	38 964,83	39 376,40	39 376,40	39 787,97	39 787,97	40 199,54	40 199,54	40 611,11	40 611,11
51 800	39 019,37	39 019,37	39 430,94	39 430,94	39 842,51	39 842,51	40 254,08	40 254,08	40 665,65	40 665,65
51 900	39 073,90	39 073,90	39 485,47	39 485,47	39 897,04	39 897,04	40 308,61	40 308,61	40 720,18	40 720,18
52 000	39 128,44	39 128,44	39 540,01	39 540,01	39 951,58	39 951,58	40 363,15	40 363,15	40 774,72	40 774,72
52 100	39 182,97	39 182,97	39 594,54	39 594,54	40 006,11	40 006,11	40 417,68	40 417,68	40 829,25	40 829,25
52 200	39 237,51	39 237,51	39 649,08	39 649,08	40 060,65	40 060,65	40 472,22	40 472,22	40 883,79	40 883,79
52 300	39 292,04	39 292,04	39 703,61	39 703,61	40 115,18	40 115,18	40 526,75	40 526,75	40 938,32	40 938,32
52 400	39 346,58	39 346,58	39 758,15	39 758,15	40 169,72	40 169,72	40 581,29	40 581,29	40 992,86	40 992,86
52 500	39 401,11	39 401,11	39 812,68	39 812,68	40 224,25	40 224,25	40 635,82	40 635,82	41 047,39	41 047,39
52 600	39 455,65	39 455,65	39 867,22	39 867,22	40 278,79	40 278,79	40 690,36	40 690,36	41 101,93	41 101,93
52 700	39 510,19	39 510,19	39 921,76	39 921,76	40 333,33	40 333,33	40 744,90	40 744,90	41 156,47	41 156,47
52 800	39 564,72	39 564,72	39 976,29	39 976,29	40 387,86	40 387,86	40 799,43	40 799,43	41 211,00	41 211,00
52 900	39 619,26	39 619,26	40 030,83	40 030,83	40 442,40	40 442,40	40 853,97	40 853,97	41 265,54	41 265,54
53 000	39 673,79	39 673,79	40 085,36	40 085,36	40 496,93	40 496,93	40 908,50	40 908,50	41 320,07	41 320,07
53 100	39 728,33	39 728,33	40 139,90	40 139,90	40 551,47	40 551,47	40 963,04	40 963,04	41 374,61	41 374,61
53 200	39 782,86	39 782,86	40 194,43	40 194,43	40 606,00	40 606,00	41 017,57	41 017,57	41 429,14	41 429,14
53 300	39 837,40	39 837,40	40 248,97	40 248,97	40 660,54	40 660,54	41 072,11	41 072,11	41 483,68	41 483,68
53 400	39 891,93	39 891,93	40 303,50	40 303,50	40 715,07	40 715,07	41 126,64	41 126,64	41 538,21	41 538,21
53 500	39 946,47	39 946,47	40 358,04	40 358,04	40 769,61	40 769,61	41 181,18	41 181,18	41 592,75	41 592,75
53 600	40 001,00	40 001,00	40 412,57	40 412,57	40 824,14	40 824,14	41 235,71	41 235,71	41 647,28	41 647,28
53 700	40 055,54	40 055,54	40 467,11	40 467,11	40 878,68	40 878,68	41 290,25	41 290,25	41 701,82	41 701,82
53 800	40 106,44	40 106,44	40 518,01	40 518,01	40 929,58	40 929,58	41 341,15	41 341,15	41 752,72	41 752,72
53 900	40 156,88	40 156,88	40 568,45	40 568,45	40 980,02	40 980,02	41 391,59	41 391,59	41 803,16	41 803,16
54 000	40 207,32	40 207,32	40 618,89	40 618,89	41 030,46	41 030,46	41 442,03	41 442,03	41 853,60	41 853,60
54 100	40 257,77	40 257,77	40 669,34	40 669,34	41 080,91	41 080,91	41 492,48	41 492,48	41 904,05	41 904,05
54 200	40 308,21	40 308,21	40 719,78	40 719,78	41 131,35	41 131,35	41 542,92	41 542,92	41 954,49	41 954,49
54 300	40 358,65	40 358,65	40 770,22	40 770,22	41 181,79	41 181,79	41 593,36	41 593,36	42 004,93	42 004,93
54 400	40 409,10	40 409,10	40 820,67	40 820,67	41 232,24	41 232,24	41 643,81	41 643,81	42 055,38	42 055,38
54 500	40 459,54	40 459,54	40 871,11	40 871,11	41 282,68	41 282,68	41 694,25	41 694,25	42 105,82	42 105,82
54 600	40 509,98	40 509,98	40 921,55	40 921,55	41 333,12	41 333,12	41 744,69	41 744,69	42 156,26	42 156,26
54 700	40 560,43	40 560,43	40 972,00	40 972,00	41 383,57	41 383,57	41 795,14	41 795,14	42 206,71	42 206,71
54 800	40 610,87	40 610,87	41 022,44	41 022,44	41 434,01	41 434,01	41 845,58	41 845,58	42 257,15	42 257,15
54 900	40 661,31	40 661,31	41 072,88	41 072,88	41 484,45	41 484,45	41 896,02	41 896,02	42 307,59	42 307,59
55 000	40 711,76	40 711,76	41 123,33	41 123,33	41 534,90	41 534,90	41 946,47	41 946,47	42 358,04	42 358,04

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
55 100	40 762,20	40 762,20	41 173,77	41 173,77	41 585,34	41 585,34	41 996,91	41 996,91	42 408,48	42 408,48
55 200	40 812,64	40 812,64	41 224,21	41 224,21	41 635,78	41 635,78	42 047,35	42 047,35	42 458,92	42 458,92
55 300	40 863,09	40 863,09	41 274,66	41 274,66	41 686,23	41 686,23	42 097,80	42 097,80	42 509,37	42 509,37
55 400	40 913,53	40 913,53	41 325,10	41 325,10	41 736,67	41 736,67	42 148,24	42 148,24	42 559,81	42 559,81
55 500	40 963,97	40 963,97	41 375,54	41 375,54	41 787,11	41 787,11	42 198,68	42 198,68	42 610,25	42 610,25
55 600	41 014,42	41 014,42	41 425,99	41 425,99	41 837,56	41 837,56	42 249,13	42 249,13	42 660,70	42 660,70
55 700	41 064,86	41 064,86	41 476,43	41 476,43	41 888,00	41 888,00	42 299,57	42 299,57	42 711,14	42 711,14
55 800	41 115,30	41 115,30	41 526,87	41 526,87	41 938,44	41 938,44	42 350,01	42 350,01	42 761,58	42 761,58
55 900	41 165,75	41 165,75	41 577,32	41 577,32	41 988,89	41 988,89	42 400,46	42 400,46	42 812,03	42 812,03
56 000	41 216,19	41 216,19	41 627,76	41 627,76	42 039,33	42 039,33	42 450,90	42 450,90	42 862,47	42 862,47
56 100	41 266,63	41 266,63	41 678,20	41 678,20	42 089,77	42 089,77	42 501,34	42 501,34	42 912,91	42 912,91
56 200	41 317,08	41 317,08	41 728,65	41 728,65	42 140,22	42 140,22	42 551,79	42 551,79	42 963,36	42 963,36
56 300	41 367,52	41 367,52	41 779,09	41 779,09	42 190,66	42 190,66	42 602,23	42 602,23	43 013,80	43 013,80
56 400	41 417,96	41 417,96	41 829,53	41 829,53	42 241,10	42 241,10	42 652,67	42 652,67	43 064,24	43 064,24
56 500	41 468,41	41 468,41	41 879,98	41 879,98	42 291,55	42 291,55	42 703,12	42 703,12	43 114,69	43 114,69
56 600	41 518,85	41 518,85	41 930,42	41 930,42	42 341,99	42 341,99	42 753,56	42 753,56	43 165,13	43 165,13
56 700	41 569,29	41 569,29	41 980,86	41 980,86	42 392,43	42 392,43	42 804,00	42 804,00	43 215,57	43 215,57
56 800	41 619,74	41 619,74	42 031,31	42 031,31	42 442,88	42 442,88	42 854,45	42 854,45	43 266,02	43 266,02
56 900	41 670,18	41 670,18	42 081,75	42 081,75	42 493,32	42 493,32	42 904,89	42 904,89	43 316,46	43 316,46
57 000	41 720,62	41 720,62	42 132,19	42 132,19	42 543,76	42 543,76	42 955,33	42 955,33	43 366,90	43 366,90
57 100	41 771,07	41 771,07	42 182,64	42 182,64	42 594,21	42 594,21	43 005,78	43 005,78	43 417,35	43 417,35
57 200	41 821,51	41 821,51	42 233,08	42 233,08	42 644,65	42 644,65	43 056,22	43 056,22	43 467,79	43 467,79
57 300	41 871,95	41 871,95	42 283,52	42 283,52	42 695,09	42 695,09	43 106,66	43 106,66	43 518,23	43 518,23
57 400	41 922,40	41 922,40	42 333,97	42 333,97	42 745,54	42 745,54	43 157,11	43 157,11	43 568,68	43 568,68
57 500	41 972,84	41 972,84	42 384,41	42 384,41	42 795,98	42 795,98	43 207,55	43 207,55	43 619,12	43 619,12
57 600	42 023,28	42 023,28	42 434,85	42 434,85	42 846,42	42 846,42	43 257,99	43 257,99	43 669,56	43 669,56
57 700	42 073,73	42 073,73	42 485,30	42 485,30	42 896,87	42 896,87	43 308,44	43 308,44	43 720,01	43 720,01
57 800	42 124,17	42 124,17	42 535,74	42 535,74	42 947,31	42 947,31	43 358,88	43 358,88	43 770,45	43 770,45
57 900	42 174,61	42 174,61	42 586,18	42 586,18	42 997,75	42 997,75	43 409,32	43 409,32	43 820,89	43 820,89
58 000	42 225,06	42 225,06	42 636,63	42 636,63	43 048,20	43 048,20	43 459,77	43 459,77	43 871,34	43 871,34
58 100	42 275,50	42 275,50	42 687,07	42 687,07	43 098,64	43 098,64	43 510,21	43 510,21	43 921,78	43 921,78
58 200	42 325,94	42 325,94	42 737,51	42 737,51	43 149,08	43 149,08	43 560,65	43 560,65	43 972,22	43 972,22
58 300	42 376,39	42 376,39	42 787,96	42 787,96	43 199,53	43 199,53	43 611,10	43 611,10	44 022,67	44 022,67
58 400	42 426,83	42 426,83	42 838,40	42 838,40	43 249,97	43 249,97	43 661,54	43 661,54	44 073,11	44 073,11
58 500	42 477,28	42 477,28	42 888,85	42 888,85	43 300,42	43 300,42	43 711,99	43 711,99	44 123,56	44 123,56
58 600	42 527,72	42 527,72	42 939,29	42 939,29	43 350,86	43 350,86	43 762,43	43 762,43	44 174,00	44 174,00
58 700	42 578,16	42 578,16	42 989,73	42 989,73	43 401,30	43 401,30	43 812,87	43 812,87	44 224,44	44 224,44
58 800	42 628,61	42 628,61	43 040,18	43 040,18	43 451,75	43 451,75	43 863,32	43 863,32	44 274,89	44 274,89
58 900	42 679,05	42 679,05	43 090,62	43 090,62	43 502,19	43 502,19	43 913,76	43 913,76	44 325,33	44 325,33
59 000	42 729,49	42 729,49	43 141,06	43 141,06	43 552,63	43 552,63	43 964,20	43 964,20	44 375,77	44 375,77
59 100	42 779,94	42 779,94	43 191,51	43 191,51	43 603,08	43 603,08	44 014,65	44 014,65	44 426,22	44 426,22
59 200	42 830,38	42 830,38	43 241,95	43 241,95	43 653,52	43 653,52	44 065,09	44 065,09	44 476,66	44 476,66
59 300	42 880,82	42 880,82	43 292,39	43 292,39	43 703,96	43 703,96	44 115,53	44 115,53	44 527,10	44 527,10
59 400	42 931,27	42 931,27	43 342,84	43 342,84	43 754,41	43 754,41	44 165,98	44 165,98	44 577,55	44 577,55
59 500	42 981,71	42 981,71	43 393,28	43 393,28	43 804,85	43 804,85	44 216,42	44 216,42	44 627,99	44 627,99
59 600	43 032,15	43 032,15	43 443,72	43 443,72	43 855,29	43 855,29	44 266,86	44 266,86	44 678,43	44 678,43
59 700	43 082,60	43 082,60	43 494,17	43 494,17	43 905,74	43 905,74	44 317,31	44 317,31	44 728,88	44 728,88
59 800	43 133,04	43 133,04	43 544,61	43 544,61	43 956,18	43 956,18	44 367,75	44 367,75	44 779,32	44 779,32
59 900	43 183,48	43 183,48	43 595,05	43 595,05	44 006,62	44 006,62	44 418,19	44 418,19	44 829,76	44 829,76
60 000	43 233,93	43 233,93	43 645,50	43 645,50	44 057,07	44 057,07	44 468,64	44 468,64	44 880,21	44 880,21

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
60 100	43 284,37	43 284,37	43 695,94	43 695,94	44 107,51	44 107,51	44 519,08	44 519,08	44 930,65	44 930,65
60 200	43 334,81	43 334,81	43 746,38	43 746,38	44 157,95	44 157,95	44 569,52	44 569,52	44 981,09	44 981,09
60 300	43 385,26	43 385,26	43 796,83	43 796,83	44 208,40	44 208,40	44 619,97	44 619,97	45 031,54	45 031,54
60 400	43 435,70	43 435,70	43 847,27	43 847,27	44 258,84	44 258,84	44 670,41	44 670,41	45 081,98	45 081,98
60 500	43 486,14	43 486,14	43 897,71	43 897,71	44 309,28	44 309,28	44 720,85	44 720,85	45 132,42	45 132,42
60 600	43 536,59	43 536,59	43 948,16	43 948,16	44 359,73	44 359,73	44 771,30	44 771,30	45 182,87	45 182,87
60 700	43 587,03	43 587,03	43 998,60	43 998,60	44 410,17	44 410,17	44 821,74	44 821,74	45 233,31	45 233,31
60 800	43 637,47	43 637,47	44 049,04	44 049,04	44 460,61	44 460,61	44 872,18	44 872,18	45 283,75	45 283,75
60 900	43 687,92	43 687,92	44 099,49	44 099,49	44 511,06	44 511,06	44 922,63	44 922,63	45 334,20	45 334,20
61 000	43 738,36	43 738,36	44 149,93	44 149,93	44 561,50	44 561,50	44 973,07	44 973,07	45 384,64	45 384,64
61 100	43 788,80	43 788,80	44 200,37	44 200,37	44 611,94	44 611,94	45 023,51	45 023,51	45 435,08	45 435,08
61 200	43 839,25	43 839,25	44 250,82	44 250,82	44 662,39	44 662,39	45 073,96	45 073,96	45 485,53	45 485,53
61 300	43 889,69	43 889,69	44 301,26	44 301,26	44 712,83	44 712,83	45 124,40	45 124,40	45 535,97	45 535,97
61 400	43 940,13	43 940,13	44 351,70	44 351,70	44 763,27	44 763,27	45 174,84	45 174,84	45 586,41	45 586,41
61 500	43 990,58	43 990,58	44 402,15	44 402,15	44 813,72	44 813,72	45 225,29	45 225,29	45 636,86	45 636,86
61 600	44 041,96	44 041,96	44 453,53	44 453,53	44 865,10	44 865,10	45 276,67	45 276,67	45 688,24	45 688,24
61 700	44 093,35	44 093,35	44 504,92	44 504,92	44 916,49	44 916,49	45 328,06	45 328,06	45 739,63	45 739,63
61 800	44 144,74	44 144,74	44 556,31	44 556,31	44 967,88	44 967,88	45 379,45	45 379,45	45 791,02	45 791,02
61 900	44 196,13	44 196,13	44 607,70	44 607,70	45 019,27	45 019,27	45 430,84	45 430,84	45 842,41	45 842,41
62 000	44 247,52	44 247,52	44 659,09	44 659,09	45 070,66	45 070,66	45 482,23	45 482,23	45 893,80	45 893,80
62 100	44 298,91	44 298,91	44 710,48	44 710,48	45 122,05	45 122,05	45 533,62	45 533,62	45 945,19	45 945,19
62 200	44 350,29	44 350,29	44 761,86	44 761,86	45 173,43	45 173,43	45 585,00	45 585,00	45 996,57	45 996,57
62 300	44 401,68	44 401,68	44 813,25	44 813,25	45 224,82	45 224,82	45 636,39	45 636,39	46 047,96	46 047,96
62 400	44 453,07	44 453,07	44 864,64	44 864,64	45 276,21	45 276,21	45 687,78	45 687,78	46 099,35	46 099,35
62 500	44 504,46	44 504,46	44 916,03	44 916,03	45 327,60	45 327,60	45 739,17	45 739,17	46 150,74	46 150,74
62 600	44 555,85	44 555,85	44 967,42	44 967,42	45 378,99	45 378,99	45 790,56	45 790,56	46 202,13	46 202,13
62 700	44 607,23	44 607,23	45 018,80	45 018,80	45 430,37	45 430,37	45 841,94	45 841,94	46 253,51	46 253,51
62 800	44 658,62	44 658,62	45 070,19	45 070,19	45 481,76	45 481,76	45 893,33	45 893,33	46 304,90	46 304,90
62 900	44 710,01	44 710,01	45 121,58	45 121,58	45 533,15	45 533,15	45 944,72	45 944,72	46 356,29	46 356,29
63 000	44 761,40	44 761,40	45 172,97	45 172,97	45 584,54	45 584,54	45 996,11	45 996,11	46 407,68	46 407,68
63 100	44 812,79	44 812,79	45 224,36	45 224,36	45 635,93	45 635,93	46 047,50	46 047,50	46 459,07	46 459,07
63 200	44 864,17	44 864,17	45 275,74	45 275,74	45 687,31	45 687,31	46 098,88	46 098,88	46 510,45	46 510,45
63 300	44 915,56	44 915,56	45 327,13	45 327,13	45 738,70	45 738,70	46 150,27	46 150,27	46 561,84	46 561,84
63 400	44 966,95	44 966,95	45 378,52	45 378,52	45 790,09	45 790,09	46 201,66	46 201,66	46 613,23	46 613,23
63 500	45 018,34	45 018,34	45 429,91	45 429,91	45 841,48	45 841,48	46 253,05	46 253,05	46 664,62	46 664,62
63 600	45 069,73	45 069,73	45 481,30	45 481,30	45 892,87	45 892,87	46 304,44	46 304,44	46 716,01	46 716,01
63 700	45 121,11	45 121,11	45 532,68	45 532,68	45 944,25	45 944,25	46 355,82	46 355,82	46 767,39	46 767,39
63 800	45 172,50	45 172,50	45 584,07	45 584,07	45 995,64	45 995,64	46 407,21	46 407,21	46 818,78	46 818,78
63 900	45 223,89	45 223,89	45 635,46	45 635,46	46 047,03	46 047,03	46 458,60	46 458,60	46 870,17	46 870,17
64 000	45 275,28	45 275,28	45 686,85	45 686,85	46 098,42	46 098,42	46 509,99	46 509,99	46 921,56	46 921,56
64 100	45 326,67	45 326,67	45 738,24	45 738,24	46 149,81	46 149,81	46 561,38	46 561,38	46 972,95	46 972,95
64 200	45 378,06	45 378,06	45 789,63	45 789,63	46 201,20	46 201,20	46 612,77	46 612,77	47 024,34	47 024,34
64 300	45 429,44	45 429,44	45 841,01	45 841,01	46 252,58	46 252,58	46 664,15	46 664,15	47 075,72	47 075,72
64 400	45 480,83	45 480,83	45 892,40	45 892,40	46 303,97	46 303,97	46 715,54	46 715,54	47 127,11	47 127,11
64 500	45 532,22	45 532,22	45 943,79	45 943,79	46 355,36	46 355,36	46 766,93	46 766,93	47 178,50	47 178,50
64 600	45 583,61	45 583,61	45 995,18	45 995,18	46 406,75	46 406,75	46 818,32	46 818,32	47 229,89	47 229,89
64 700	45 635,00	45 635,00	46 046,57	46 046,57	46 458,14	46 458,14	46 869,71	46 869,71	47 281,28	47 281,28
64 800	45 686,38	45 686,38	46 097,95	46 097,95	46 509,52	46 509,52	46 921,09	46 921,09	47 332,66	47 332,66
64 900	45 737,77	45 737,77	46 149,34	46 149,34	46 560,91	46 560,91	46 972,48	46 972,48	47 384,05	47 384,05
65 000	45 789,16	45 789,16	46 200,73	46 200,73	46 612,30	46 612,30	47 023,87	47 023,87	47 435,44	47 435,44

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus	0	1 et plus
			0	1 et plus	0	1 et plus				
65 100	45 840,55	45 840,55	46 252,12	46 252,12	46 663,69	46 663,69	47 075,26	47 075,26	47 486,83	47 486,83
65 200	45 891,94	45 891,94	46 303,51	46 303,51	46 715,08	46 715,08	47 126,65	47 126,65	47 538,22	47 538,22
65 300	45 943,32	45 943,32	46 354,89	46 354,89	46 766,46	46 766,46	47 178,03	47 178,03	47 589,60	47 589,60
65 400	45 994,71	45 994,71	46 406,28	46 406,28	46 817,85	46 817,85	47 229,42	47 229,42	47 640,99	47 640,99
65 500	46 046,10	46 046,10	46 457,67	46 457,67	46 869,24	46 869,24	47 280,81	47 280,81	47 692,38	47 692,38
65 600	46 097,49	46 097,49	46 509,06	46 509,06	46 920,63	46 920,63	47 332,20	47 332,20	47 743,77	47 743,77
65 700	46 148,88	46 148,88	46 560,45	46 560,45	46 972,02	46 972,02	47 383,59	47 383,59	47 795,16	47 795,16
65 800	46 200,27	46 200,27	46 611,84	46 611,84	47 023,41	47 023,41	47 434,98	47 434,98	47 846,55	47 846,55
65 900	46 251,65	46 251,65	46 663,22	46 663,22	47 074,79	47 074,79	47 486,36	47 486,36	47 897,93	47 897,93
66 000	46 303,04	46 303,04	46 714,61	46 714,61	47 126,18	47 126,18	47 537,75	47 537,75	47 949,32	47 949,32
66 100	46 359,25	46 359,25	46 770,82	46 770,82	47 182,39	47 182,39	47 593,96	47 593,96	48 005,53	48 005,53
66 200	46 415,45	46 415,45	46 827,02	46 827,02	47 238,59	47 238,59	47 650,16	47 650,16	48 061,73	48 061,73
66 300	46 471,66	46 471,66	46 883,23	46 883,23	47 294,80	47 294,80	47 706,37	47 706,37	48 117,94	48 117,94
66 400	46 527,86	46 527,86	46 939,43	46 939,43	47 351,00	47 351,00	47 762,57	47 762,57	48 174,14	48 174,14
66 500	46 584,07	46 584,07	46 995,64	46 995,64	47 407,21	47 407,21	47 818,78	47 818,78	48 230,35	48 230,35
66 600	46 640,27	46 640,27	47 051,84	47 051,84	47 463,41	47 463,41	47 874,98	47 874,98	48 286,55	48 286,55
66 700	46 696,48	46 696,48	47 108,05	47 108,05	47 519,62	47 519,62	47 931,19	47 931,19	48 342,76	48 342,76
66 800	46 752,68	46 752,68	47 164,25	47 164,25	47 575,82	47 575,82	47 987,39	47 987,39	48 398,96	48 398,96
66 900	46 808,89	46 808,89	47 220,46	47 220,46	47 632,03	47 632,03	48 043,60	48 043,60	48 455,17	48 455,17
67 000	46 865,09	46 865,09	47 276,66	47 276,66	47 688,23	47 688,23	48 099,80	48 099,80	48 511,37	48 511,37
67 100	46 921,30	46 921,30	47 332,87	47 332,87	47 744,44	47 744,44	48 156,01	48 156,01	48 567,58	48 567,58
67 200	46 977,51	46 977,51	47 389,08	47 389,08	47 800,65	47 800,65	48 212,22	48 212,22	48 623,79	48 623,79
67 300	47 033,71	47 033,71	47 445,28	47 445,28	47 856,85	47 856,85	48 268,42	48 268,42	48 679,99	48 679,99
67 400	47 089,92	47 089,92	47 501,49	47 501,49	47 913,06	47 913,06	48 324,63	48 324,63	48 736,20	48 736,20
67 500	47 146,12	47 146,12	47 557,69	47 557,69	47 969,26	47 969,26	48 380,83	48 380,83	48 792,40	48 792,40
67 600	47 202,33	47 202,33	47 613,90	47 613,90	48 025,47	48 025,47	48 437,04	48 437,04	48 848,61	48 848,61
67 700	47 258,53	47 258,53	47 670,10	47 670,10	48 081,67	48 081,67	48 493,24	48 493,24	48 904,81	48 904,81
67 800	47 314,74	47 314,74	47 726,31	47 726,31	48 137,88	48 137,88	48 549,45	48 549,45	48 961,02	48 961,02
67 900	47 370,94	47 370,94	47 782,51	47 782,51	48 194,08	48 194,08	48 605,65	48 605,65	49 017,22	49 017,22
68 000	47 427,15	47 427,15	47 838,72	47 838,72	48 250,29	48 250,29	48 661,86	48 661,86	49 073,43	49 073,43
68 100	47 483,35	47 483,35	47 894,92	47 894,92	48 306,49	48 306,49	48 718,06	48 718,06	49 129,63	49 129,63
68 200	47 539,56	47 539,56	47 951,13	47 951,13	48 362,70	48 362,70	48 774,27	48 774,27	49 185,84	49 185,84
68 300	47 595,76	47 595,76	48 007,33	48 007,33	48 418,90	48 418,90	48 830,47	48 830,47	49 242,04	49 242,04
68 400	47 651,97	47 651,97	48 063,54	48 063,54	48 475,11	48 475,11	48 886,68	48 886,68	49 298,25	49 298,25
68 500	47 708,17	47 708,17	48 119,74	48 119,74	48 531,31	48 531,31	48 942,88	48 942,88	49 354,45	49 354,45
68 600	47 764,38	47 764,38	48 175,95	48 175,95	48 587,52	48 587,52	48 999,09	48 999,09	49 410,66	49 410,66
68 700	47 820,59	47 820,59	48 232,16	48 232,16	48 643,73	48 643,73	49 055,30	49 055,30	49 466,87	49 466,87
68 800	47 876,79	47 876,79	48 288,36	48 288,36	48 699,93	48 699,93	49 111,50	49 111,50	49 523,07	49 523,07
68 900	47 933,00	47 933,00	48 344,57	48 344,57	48 756,14	48 756,14	49 167,71	49 167,71	49 579,28	49 579,28
69 000	47 989,20	47 989,20	48 400,77	48 400,77	48 812,34	48 812,34	49 223,91	49 223,91	49 635,48	49 635,48
69 100	48 045,41	48 045,41	48 456,98	48 456,98	48 868,55	48 868,55	49 280,12	49 280,12	49 691,69	49 691,69
69 200	48 101,61	48 101,61	48 513,18	48 513,18	48 924,75	48 924,75	49 336,32	49 336,32	49 747,89	49 747,89
69 300	48 157,82	48 157,82	48 569,39	48 569,39	48 980,96	48 980,96	49 392,53	49 392,53	49 804,10	49 804,10
69 400	48 214,02	48 214,02	48 625,59	48 625,59	49 037,16	49 037,16	49 448,73	49 448,73	49 860,30	49 860,30
69 500	48 270,23	48 270,23	48 681,80	48 681,80	49 093,37	49 093,37	49 504,94	49 504,94	49 916,51	49 916,51
69 600	48 326,43	48 326,43	48 738,00	48 738,00	49 149,57	49 149,57	49 561,14	49 561,14	49 972,71	49 972,71
69 700	48 382,64	48 382,64	48 794,21	48 794,21	49 205,78	49 205,78	49 617,35	49 617,35	50 028,92	50 028,92
69 800	48 438,84	48 438,84	48 850,41	48 850,41	49 261,98	49 261,98	49 673,55	49 673,55	50 085,12	50 085,12
69 900	48 495,05	48 495,05	48 906,62	48 906,62	49 318,19	49 318,19	49 729,76	49 729,76	50 141,33	50 141,33
70 000	48 551,25	48 551,25	48 962,82	48 962,82	49 374,39	49 374,39	49 785,96	49 785,96	50 197,53	50 197,53

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
70 100	48 607,46	48 607,46	49 019,03	49 019,03	49 430,60	49 430,60	49 842,17	49 842,17	50 253,74	50 253,74
70 200	48 663,67	48 663,67	49 075,24	49 075,24	49 486,81	49 486,81	49 898,38	49 898,38	50 309,95	50 309,95
70 300	48 719,87	48 719,87	49 131,44	49 131,44	49 543,01	49 543,01	49 954,58	49 954,58	50 366,15	50 366,15
70 400	48 776,08	48 776,08	49 187,65	49 187,65	49 599,22	49 599,22	50 010,79	50 010,79	50 422,36	50 422,36
70 500	48 832,28	48 832,28	49 243,85	49 243,85	49 655,42	49 655,42	50 066,99	50 066,99	50 478,56	50 478,56
70 600	48 888,49	48 888,49	49 300,06	49 300,06	49 711,63	49 711,63	50 123,20	50 123,20	50 534,77	50 534,77
70 700	48 944,69	48 944,69	49 356,26	49 356,26	49 767,83	49 767,83	50 179,40	50 179,40	50 590,97	50 590,97
70 800	49 000,90	49 000,90	49 412,47	49 412,47	49 824,04	49 824,04	50 235,61	50 235,61	50 647,18	50 647,18
70 900	49 057,10	49 057,10	49 468,67	49 468,67	49 880,24	49 880,24	50 291,81	50 291,81	50 703,38	50 703,38
71 000	49 113,31	49 113,31	49 524,88	49 524,88	49 936,45	49 936,45	50 348,02	50 348,02	50 759,59	50 759,59
71 100	49 169,51	49 169,51	49 581,08	49 581,08	49 992,65	49 992,65	50 404,22	50 404,22	50 815,79	50 815,79
71 200	49 225,72	49 225,72	49 637,29	49 637,29	50 048,86	50 048,86	50 460,43	50 460,43	50 872,00	50 872,00
71 300	49 281,92	49 281,92	49 693,49	49 693,49	50 105,06	50 105,06	50 516,63	50 516,63	50 928,20	50 928,20
71 400	49 338,13	49 338,13	49 749,70	49 749,70	50 161,27	50 161,27	50 572,84	50 572,84	50 984,41	50 984,41
71 500	49 394,33	49 394,33	49 805,90	49 805,90	50 217,47	50 217,47	50 629,04	50 629,04	51 040,61	51 040,61
71 600	49 450,54	49 450,54	49 862,11	49 862,11	50 273,68	50 273,68	50 685,25	50 685,25	51 096,82	51 096,82
71 700	49 506,75	49 506,75	49 918,32	49 918,32	50 329,89	50 329,89	50 741,46	50 741,46	51 153,03	51 153,03
71 800	49 562,95	49 562,95	49 974,52	49 974,52	50 386,09	50 386,09	50 797,66	50 797,66	51 209,23	51 209,23
71 900	49 619,16	49 619,16	50 030,73	50 030,73	50 442,30	50 442,30	50 853,87	50 853,87	51 265,44	51 265,44
72 000	49 675,36	49 675,36	50 086,93	50 086,93	50 498,50	50 498,50	50 910,07	50 910,07	51 321,64	51 321,64
72 100	49 731,57	49 731,57	50 143,14	50 143,14	50 554,71	50 554,71	50 966,28	50 966,28	51 377,85	51 377,85
72 200	49 787,77	49 787,77	50 199,34	50 199,34	50 610,91	50 610,91	51 022,48	51 022,48	51 434,05	51 434,05
72 300	49 843,98	49 843,98	50 255,55	50 255,55	50 667,12	50 667,12	51 078,69	51 078,69	51 490,26	51 490,26
72 400	49 900,18	49 900,18	50 311,75	50 311,75	50 723,32	50 723,32	51 134,89	51 134,89	51 546,46	51 546,46
72 500	49 956,39	49 956,39	50 367,96	50 367,96	50 779,53	50 779,53	51 191,10	51 191,10	51 602,67	51 602,67
72 600	50 012,59	50 012,59	50 424,16	50 424,16	50 835,73	50 835,73	51 247,30	51 247,30	51 658,87	51 658,87
72 700	50 068,80	50 068,80	50 480,37	50 480,37	50 891,94	50 891,94	51 303,51	51 303,51	51 715,08	51 715,08
72 800	50 125,00	50 125,00	50 536,57	50 536,57	50 948,14	50 948,14	51 359,71	51 359,71	51 771,28	51 771,28
72 900	50 181,21	50 181,21	50 592,78	50 592,78	51 004,35	51 004,35	51 415,92	51 415,92	51 827,49	51 827,49
73 000	50 237,41	50 237,41	50 648,98	50 648,98	51 060,55	51 060,55	51 472,12	51 472,12	51 883,69	51 883,69
73 100	50 293,62	50 293,62	50 705,19	50 705,19	51 116,76	51 116,76	51 528,33	51 528,33	51 939,90	51 939,90
73 200	50 349,83	50 349,83	50 761,40	50 761,40	51 172,97	51 172,97	51 584,54	51 584,54	51 996,11	51 996,11
73 300	50 406,03	50 406,03	50 817,60	50 817,60	51 229,17	51 229,17	51 640,74	51 640,74	52 052,31	52 052,31
73 400	50 462,24	50 462,24	50 873,81	50 873,81	51 285,38	51 285,38	51 696,95	51 696,95	52 108,52	52 108,52
73 500	50 518,44	50 518,44	50 930,01	50 930,01	51 341,58	51 341,58	51 753,15	51 753,15	52 164,72	52 164,72
73 600	50 574,65	50 574,65	50 986,22	50 986,22	51 397,79	51 397,79	51 809,36	51 809,36	52 220,93	52 220,93
73 700	50 630,85	50 630,85	51 042,42	51 042,42	51 453,99	51 453,99	51 865,56	51 865,56	52 277,13	52 277,13
73 800	50 687,06	50 687,06	51 098,63	51 098,63	51 510,20	51 510,20	51 921,77	51 921,77	52 333,34	52 333,34
73 900	50 743,26	50 743,26	51 154,83	51 154,83	51 566,40	51 566,40	51 977,97	51 977,97	52 389,54	52 389,54
74 000	50 799,47	50 799,47	51 211,04	51 211,04	51 622,61	51 622,61	52 034,18	52 034,18	52 445,75	52 445,75
74 100	50 855,67	50 855,67	51 267,24	51 267,24	51 678,81	51 678,81	52 090,38	52 090,38	52 501,95	52 501,95
74 200	50 911,88	50 911,88	51 323,45	51 323,45	51 735,02	51 735,02	52 146,59	52 146,59	52 558,16	52 558,16
74 300	50 968,08	50 968,08	51 379,65	51 379,65	51 791,22	51 791,22	52 202,79	52 202,79	52 614,36	52 614,36
74 400	51 024,29	51 024,29	51 435,86	51 435,86	51 847,43	51 847,43	52 259,00	52 259,00	52 670,57	52 670,57
74 500	51 080,49	51 080,49	51 492,06	51 492,06	51 903,63	51 903,63	52 315,20	52 315,20	52 726,77	52 726,77
74 600	51 136,70	51 136,70	51 548,27	51 548,27	51 959,84	51 959,84	52 371,41	52 371,41	52 782,98	52 782,98
74 700	51 192,91	51 192,91	51 604,48	51 604,48	52 016,05	52 016,05	52 427,62	52 427,62	52 839,19	52 839,19
74 800	51 249,11	51 249,11	51 660,68	51 660,68	52 072,25	52 072,25	52 483,82	52 483,82	52 895,39	52 895,39
74 900	51 305,32	51 305,32	51 716,89	51 716,89	52 128,46	52 128,46	52 540,03	52 540,03	52 951,60	52 951,60
75 000	51 361,52	51 361,52	51 773,09	51 773,09	52 184,66	52 184,66	52 596,23	52 596,23	53 007,80	53 007,80

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
			Nombre de personnes mineures à charge							
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
75 100	51 417,73	51 417,73	51 829,30	51 829,30	52 240,87	52 240,87	52 652,44	52 652,44	53 064,01	53 064,01
75 200	51 473,93	51 473,93	51 885,50	51 885,50	52 297,07	52 297,07	52 708,64	52 708,64	53 120,21	53 120,21
75 300	51 530,14	51 530,14	51 941,71	51 941,71	52 353,28	52 353,28	52 764,85	52 764,85	53 176,42	53 176,42
75 400	51 586,34	51 586,34	51 997,91	51 997,91	52 409,48	52 409,48	52 821,05	52 821,05	53 232,62	53 232,62
75 500	51 642,55	51 642,55	52 054,12	52 054,12	52 465,69	52 465,69	52 877,26	52 877,26	53 288,83	53 288,83
75 600	51 698,75	51 698,75	52 110,32	52 110,32	52 521,89	52 521,89	52 933,46	52 933,46	53 345,03	53 345,03
75 700	51 754,96	51 754,96	52 166,53	52 166,53	52 578,10	52 578,10	52 989,67	52 989,67	53 401,24	53 401,24
75 800	51 811,16	51 811,16	52 222,73	52 222,73	52 634,30	52 634,30	53 045,87	53 045,87	53 457,44	53 457,44
75 900	51 867,37	51 867,37	52 278,94	52 278,94	52 690,51	52 690,51	53 102,08	53 102,08	53 513,65	53 513,65
76 000	51 923,57	51 923,57	52 335,14	52 335,14	52 746,71	52 746,71	53 158,28	53 158,28	53 569,85	53 569,85
76 100	51 979,78	51 979,78	52 391,35	52 391,35	52 802,92	52 802,92	53 214,49	53 214,49	53 626,06	53 626,06
76 200	52 035,99	52 035,99	52 447,56	52 447,56	52 859,13	52 859,13	53 270,70	53 270,70	53 682,27	53 682,27
76 300	52 092,19	52 092,19	52 503,76	52 503,76	52 915,33	52 915,33	53 326,90	53 326,90	53 738,47	53 738,47
76 400	52 148,40	52 148,40	52 559,97	52 559,97	52 971,54	52 971,54	53 383,11	53 383,11	53 794,68	53 794,68
76 500	52 204,60	52 204,60	52 616,17	52 616,17	53 027,74	53 027,74	53 439,31	53 439,31	53 850,88	53 850,88
76 600	52 260,81	52 260,81	52 672,38	52 672,38	53 083,95	53 083,95	53 495,52	53 495,52	53 907,09	53 907,09
76 700	52 317,01	52 317,01	52 728,58	52 728,58	53 140,15	53 140,15	53 551,72	53 551,72	53 963,29	53 963,29
76 800	52 373,22	52 373,22	52 784,79	52 784,79	53 196,36	53 196,36	53 607,93	53 607,93	54 019,50	54 019,50
76 900	52 429,42	52 429,42	52 840,99	52 840,99	53 252,56	53 252,56	53 664,13	53 664,13	54 075,70	54 075,70
77 000	52 485,63	52 485,63	52 897,20	52 897,20	53 308,77	53 308,77	53 720,34	53 720,34	54 131,91	54 131,91
77 100	52 541,83	52 541,83	52 953,40	52 953,40	53 364,97	53 364,97	53 776,54	53 776,54	54 188,11	54 188,11
77 200	52 598,04	52 598,04	53 009,61	53 009,61	53 421,18	53 421,18	53 832,75	53 832,75	54 244,32	54 244,32
77 300	52 654,24	52 654,24	53 065,81	53 065,81	53 477,38	53 477,38	53 888,95	53 888,95	54 300,52	54 300,52
77 400	52 710,45	52 710,45	53 122,02	53 122,02	53 533,59	53 533,59	53 945,16	53 945,16	54 356,73	54 356,73
77 500	52 766,65	52 766,65	53 178,22	53 178,22	53 589,79	53 589,79	54 001,36	54 001,36	54 412,93	54 412,93
77 600	52 822,86	52 822,86	53 234,43	53 234,43	53 646,00	53 646,00	54 057,57	54 057,57	54 469,14	54 469,14
77 700	52 879,07	52 879,07	53 290,64	53 290,64	53 702,21	53 702,21	54 113,78	54 113,78	54 525,35	54 525,35
77 800	52 935,27	52 935,27	53 346,84	53 346,84	53 758,41	53 758,41	54 169,98	54 169,98	54 581,55	54 581,55
77 900	52 991,48	52 991,48	53 403,05	53 403,05	53 814,62	53 814,62	54 226,19	54 226,19	54 637,76	54 637,76
78 000	53 047,68	53 047,68	53 459,25	53 459,25	53 870,82	53 870,82	54 282,39	54 282,39	54 693,96	54 693,96
78 100	53 103,89	53 103,89	53 515,46	53 515,46	53 927,03	53 927,03	54 338,60	54 338,60	54 750,17	54 750,17
78 200	53 160,09	53 160,09	53 571,66	53 571,66	53 983,23	53 983,23	54 394,80	54 394,80	54 806,37	54 806,37
78 300	53 216,30	53 216,30	53 627,87	53 627,87	54 039,44	54 039,44	54 451,01	54 451,01	54 862,58	54 862,58
78 400	53 272,50	53 272,50	53 684,07	53 684,07	54 095,64	54 095,64	54 507,21	54 507,21	54 918,78	54 918,78
78 500	53 328,71	53 328,71	53 740,28	53 740,28	54 151,85	54 151,85	54 563,42	54 563,42	54 974,99	54 974,99
78 600	53 384,91	53 384,91	53 796,48	53 796,48	54 208,05	54 208,05	54 619,62	54 619,62	55 031,19	55 031,19
78 700	53 441,12	53 441,12	53 852,69	53 852,69	54 264,26	54 264,26	54 675,83	54 675,83	55 087,40	55 087,40
78 800	53 497,32	53 497,32	53 908,89	53 908,89	54 320,46	54 320,46	54 732,03	54 732,03	55 143,60	55 143,60
78 900	53 553,53	53 553,53	53 965,10	53 965,10	54 376,67	54 376,67	54 788,24	54 788,24	55 199,81	55 199,81
79 000	53 609,74	53 609,74	54 021,31	54 021,31	54 432,88	54 432,88	54 844,45	54 844,45	55 256,02	55 256,02
79 100	53 665,94	53 665,94	54 077,51	54 077,51	54 489,08	54 489,08	54 900,65	54 900,65	55 312,22	55 312,22
79 200	53 722,15	53 722,15	54 133,72	54 133,72	54 545,29	54 545,29	54 956,86	54 956,86	55 368,43	55 368,43
79 300	53 778,35	53 778,35	54 189,92	54 189,92	54 601,49	54 601,49	55 013,06	55 013,06	55 424,63	55 424,63
79 400	53 834,56	53 834,56	54 246,13	54 246,13	54 657,70	54 657,70	55 069,27	55 069,27	55 480,84	55 480,84
79 500	53 890,76	53 890,76	54 302,33	54 302,33	54 713,90	54 713,90	55 125,47	55 125,47	55 537,04	55 537,04
79 600	53 946,97	53 946,97	54 358,54	54 358,54	54 770,11	54 770,11	55 181,68	55 181,68	55 593,25	55 593,25
79 700	54 003,17	54 003,17	54 414,74	54 414,74	54 826,31	54 826,31	55 237,88	55 237,88	55 649,45	55 649,45
79 800	54 059,38	54 059,38	54 470,95	54 470,95	54 882,52	54 882,52	55 294,09	55 294,09	55 705,66	55 705,66
79 900	54 115,58	54 115,58	54 527,15	54 527,15	54 938,72	54 938,72	55 350,29	55 350,29	55 761,86	55 761,86
80 000	54 171,79	54 171,79	54 583,36	54 583,36	54 994,93	54 994,93	55 406,50	55 406,50	55 818,07	55 818,07

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
80 100	54 227,99	54 227,99	54 639,56	54 639,56	55 051,13	55 051,13	55 462,70	55 462,70	55 874,27	55 874,27
80 200	54 284,20	54 284,20	54 695,77	54 695,77	55 107,34	55 107,34	55 518,91	55 518,91	55 930,48	55 930,48
80 300	54 340,40	54 340,40	54 751,97	54 751,97	55 163,54	55 163,54	55 575,11	55 575,11	55 986,68	55 986,68
80 400	54 396,61	54 396,61	54 808,18	54 808,18	55 219,75	55 219,75	55 631,32	55 631,32	56 042,89	56 042,89
80 500	54 452,82	54 452,82	54 864,39	54 864,39	55 275,96	55 275,96	55 687,53	55 687,53	56 099,10	56 099,10
80 600	54 509,02	54 509,02	54 920,59	54 920,59	55 332,16	55 332,16	55 743,73	55 743,73	56 155,30	56 155,30
80 700	54 565,23	54 565,23	54 976,80	54 976,80	55 388,37	55 388,37	55 799,94	55 799,94	56 211,51	56 211,51
80 800	54 621,43	54 621,43	55 033,00	55 033,00	55 444,57	55 444,57	55 856,14	55 856,14	56 267,71	56 267,71
80 900	54 677,64	54 677,64	55 089,21	55 089,21	55 500,78	55 500,78	55 912,35	55 912,35	56 323,92	56 323,92
81 000	54 733,84	54 733,84	55 145,41	55 145,41	55 556,98	55 556,98	55 968,55	55 968,55	56 380,12	56 380,12
81 100	54 790,05	54 790,05	55 201,62	55 201,62	55 613,19	55 613,19	56 024,76	56 024,76	56 436,33	56 436,33
81 200	54 846,25	54 846,25	55 257,82	55 257,82	55 669,39	55 669,39	56 080,96	56 080,96	56 492,53	56 492,53
81 300	54 902,46	54 902,46	55 314,03	55 314,03	55 725,60	55 725,60	56 137,17	56 137,17	56 548,74	56 548,74
81 400	54 958,66	54 958,66	55 370,23	55 370,23	55 781,80	55 781,80	56 193,37	56 193,37	56 604,94	56 604,94
81 500	55 014,87	55 014,87	55 426,44	55 426,44	55 838,01	55 838,01	56 249,58	56 249,58	56 661,15	56 661,15
81 600	55 071,07	55 071,07	55 482,64	55 482,64	55 894,21	55 894,21	56 305,78	56 305,78	56 717,35	56 717,35
81 700	55 127,28	55 127,28	55 538,85	55 538,85	55 950,42	55 950,42	56 361,99	56 361,99	56 773,56	56 773,56
81 800	55 183,48	55 183,48	55 595,05	55 595,05	56 006,62	56 006,62	56 418,19	56 418,19	56 829,76	56 829,76
81 900	55 239,69	55 239,69	55 651,26	55 651,26	56 062,83	56 062,83	56 474,40	56 474,40	56 885,97	56 885,97
82 000	55 295,90	55 295,90	55 707,47	55 707,47	56 119,04	56 119,04	56 530,61	56 530,61	56 942,18	56 942,18
82 100	55 352,10	55 352,10	55 763,67	55 763,67	56 175,24	56 175,24	56 586,81	56 586,81	56 998,38	56 998,38
82 200	55 408,31	55 408,31	55 819,88	55 819,88	56 231,45	56 231,45	56 643,02	56 643,02	57 054,59	57 054,59
82 300	55 464,51	55 464,51	55 876,08	55 876,08	56 287,65	56 287,65	56 699,22	56 699,22	57 110,79	57 110,79
82 400	55 520,72	55 520,72	55 932,29	55 932,29	56 343,86	56 343,86	56 755,43	56 755,43	57 167,00	57 167,00
82 500	55 576,92	55 576,92	55 988,49	55 988,49	56 400,06	56 400,06	56 811,63	56 811,63	57 223,20	57 223,20
82 600	55 633,13	55 633,13	56 044,70	56 044,70	56 456,27	56 456,27	56 867,84	56 867,84	57 279,41	57 279,41
82 700	55 689,33	55 689,33	56 100,90	56 100,90	56 512,47	56 512,47	56 924,04	56 924,04	57 335,61	57 335,61
82 800	55 745,54	55 745,54	56 157,11	56 157,11	56 568,68	56 568,68	56 980,25	56 980,25	57 391,82	57 391,82
82 900	55 801,74	55 801,74	56 213,31	56 213,31	56 624,88	56 624,88	57 036,45	57 036,45	57 448,02	57 448,02
83 000	55 857,95	55 857,95	56 269,52	56 269,52	56 681,09	56 681,09	57 092,66	57 092,66	57 504,23	57 504,23
83 100	55 914,15	55 914,15	56 325,72	56 325,72	56 737,29	56 737,29	57 148,86	57 148,86	57 560,43	57 560,43
83 200	55 970,36	55 970,36	56 381,93	56 381,93	56 793,50	56 793,50	57 205,07	57 205,07	57 616,64	57 616,64
83 300	56 026,56	56 026,56	56 438,13	56 438,13	56 849,70	56 849,70	57 261,27	57 261,27	57 672,84	57 672,84
83 400	56 082,77	56 082,77	56 494,34	56 494,34	56 905,91	56 905,91	57 317,48	57 317,48	57 729,05	57 729,05
83 500	56 138,98	56 138,98	56 550,55	56 550,55	56 962,12	56 962,12	57 373,69	57 373,69	57 785,26	57 785,26
83 600	56 195,18	56 195,18	56 606,75	56 606,75	57 018,32	57 018,32	57 429,89	57 429,89	57 841,46	57 841,46
83 700	56 251,39	56 251,39	56 662,96	56 662,96	57 074,53	57 074,53	57 486,10	57 486,10	57 897,67	57 897,67
83 800	56 307,59	56 307,59	56 719,16	56 719,16	57 130,73	57 130,73	57 542,30	57 542,30	57 953,87	57 953,87
83 900	56 363,80	56 363,80	56 775,37	56 775,37	57 186,94	57 186,94	57 598,51	57 598,51	58 010,08	58 010,08
84 000	56 420,00	56 420,00	56 831,57	56 831,57	57 243,14	57 243,14	57 654,71	57 654,71	58 066,28	58 066,28
84 100	56 476,21	56 476,21	56 887,78	56 887,78	57 299,35	57 299,35	57 710,92	57 710,92	58 122,49	58 122,49
84 200	56 532,41	56 532,41	56 943,98	56 943,98	57 355,55	57 355,55	57 767,12	57 767,12	58 178,69	58 178,69
84 300	56 588,62	56 588,62	57 000,19	57 000,19	57 411,76	57 411,76	57 823,33	57 823,33	58 234,90	58 234,90
84 400	56 644,82	56 644,82	57 056,39	57 056,39	57 467,96	57 467,96	57 879,53	57 879,53	58 291,10	58 291,10
84 500	56 701,03	56 701,03	57 112,60	57 112,60	57 524,17	57 524,17	57 935,74	57 935,74	58 347,31	58 347,31
84 600	56 757,23	56 757,23	57 168,80	57 168,80	57 580,37	57 580,37	57 991,94	57 991,94	58 403,51	58 403,51
84 700	56 813,44	56 813,44	57 225,01	57 225,01	57 636,58	57 636,58	58 048,15	58 048,15	58 459,72	58 459,72
84 800	56 869,64	56 869,64	57 281,21	57 281,21	57 692,78	57 692,78	58 104,35	58 104,35	58 515,92	58 515,92
84 900	56 925,85	56 925,85	57 337,42	57 337,42	57 748,99	57 748,99	58 160,56	58 160,56	58 572,13	58 572,13
85 000	56 982,06	56 982,06	57 393,63	57 393,63	57 805,20	57 805,20	58 216,77	58 216,77	58 628,34	58 628,34



**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		Nombre de personnes mineures à charge							
	0	1 et plus	1		2		3		4 et plus	
			0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
85 100	57 038,26	57 038,26	57 449,83	57 449,83	57 861,40	57 861,40	58 272,97	58 272,97	58 684,54	58 684,54
85 200	57 094,47	57 094,47	57 506,04	57 506,04	57 917,61	57 917,61	58 329,18	58 329,18	58 740,75	58 740,75
85 300	57 150,67	57 150,67	57 562,24	57 562,24	57 973,81	57 973,81	58 385,38	58 385,38	58 796,95	58 796,95
85 400	57 206,88	57 206,88	57 618,45	57 618,45	58 030,02	58 030,02	58 441,59	58 441,59	58 853,16	58 853,16
85 500	57 263,08	57 263,08	57 674,65	57 674,65	58 086,22	58 086,22	58 497,79	58 497,79	58 909,36	58 909,36
85 600	57 319,29	57 319,29	57 730,86	57 730,86	58 142,43	58 142,43	58 554,00	58 554,00	58 965,57	58 965,57
85 700	57 375,49	57 375,49	57 787,06	57 787,06	58 198,63	58 198,63	58 610,20	58 610,20	59 021,77	59 021,77
85 800	57 431,70	57 431,70	57 843,27	57 843,27	58 254,84	58 254,84	58 666,41	58 666,41	59 077,98	59 077,98
85 900	57 487,90	57 487,90	57 899,47	57 899,47	58 311,04	58 311,04	58 722,61	58 722,61	59 134,18	59 134,18
86 000	57 544,11	57 544,11	57 955,68	57 955,68	58 367,25	58 367,25	58 778,82	58 778,82	59 190,39	59 190,39
86 100	57 600,31	57 600,31	58 011,88	58 011,88	58 423,45	58 423,45	58 835,02	58 835,02	59 246,59	59 246,59
86 200	57 656,52	57 656,52	58 068,09	58 068,09	58 479,66	58 479,66	58 891,23	58 891,23	59 302,80	59 302,80
86 300	57 712,72	57 712,72	58 124,29	58 124,29	58 535,86	58 535,86	58 947,43	58 947,43	59 359,00	59 359,00
86 400	57 768,93	57 768,93	58 180,50	58 180,50	58 592,07	58 592,07	59 003,64	59 003,64	59 415,21	59 415,21
86 500	57 825,14	57 825,14	58 236,71	58 236,71	58 648,28	58 648,28	59 059,85	59 059,85	59 471,42	59 471,42
86 600	57 881,34	57 881,34	58 292,91	58 292,91	58 704,48	58 704,48	59 116,05	59 116,05	59 527,62	59 527,62
86 700	57 937,55	57 937,55	58 349,12	58 349,12	58 760,69	58 760,69	59 172,26	59 172,26	59 583,83	59 583,83
86 800	57 993,75	57 993,75	58 405,32	58 405,32	58 816,89	58 816,89	59 228,46	59 228,46	59 640,03	59 640,03
86 900	58 049,96	58 049,96	58 461,53	58 461,53	58 873,10	58 873,10	59 284,67	59 284,67	59 696,24	59 696,24
87 000	58 106,16	58 106,16	58 517,73	58 517,73	58 929,30	58 929,30	59 340,87	59 340,87	59 752,44	59 752,44
87 100	58 162,37	58 162,37	58 573,94	58 573,94	58 985,51	58 985,51	59 397,08	59 397,08	59 808,65	59 808,65
87 200	58 218,57	58 218,57	58 630,14	58 630,14	59 041,71	59 041,71	59 453,28	59 453,28	59 864,85	59 864,85
87 300	58 274,78	58 274,78	58 686,35	58 686,35	59 097,92	59 097,92	59 509,49	59 509,49	59 921,06	59 921,06
87 400	58 330,98	58 330,98	58 742,55	58 742,55	59 154,12	59 154,12	59 565,69	59 565,69	59 977,26	59 977,26
87 500	58 387,19	58 387,19	58 798,76	58 798,76	59 210,33	59 210,33	59 621,90	59 621,90	60 033,47	60 033,47
87 600	58 443,39	58 443,39	58 854,96	58 854,96	59 266,53	59 266,53	59 678,10	59 678,10	60 089,67	60 089,67
87 700	58 499,60	58 499,60	58 911,17	58 911,17	59 322,74	59 322,74	59 734,31	59 734,31	60 145,88	60 145,88
87 800	58 555,80	58 555,80	58 967,37	58 967,37	59 378,94	59 378,94	59 790,51	59 790,51	60 202,08	60 202,08
87 900	58 612,01	58 612,01	59 023,58	59 023,58	59 435,15	59 435,15	59 846,72	59 846,72	60 258,29	60 258,29
88 000	58 668,22	58 668,22	59 079,79	59 079,79	59 491,36	59 491,36	59 902,93	59 902,93	60 314,50	60 314,50
88 100	58 724,42	58 724,42	59 135,99	59 135,99	59 547,56	59 547,56	59 959,13	59 959,13	60 370,70	60 370,70
88 200	58 780,63	58 780,63	59 192,20	59 192,20	59 603,77	59 603,77	60 015,34	60 015,34	60 426,91	60 426,91
88 300	58 836,83	58 836,83	59 248,40	59 248,40	59 659,97	59 659,97	60 071,54	60 071,54	60 483,11	60 483,11
88 400	58 893,04	58 893,04	59 304,61	59 304,61	59 716,18	59 716,18	60 127,75	60 127,75	60 539,32	60 539,32
88 500	58 949,24	58 949,24	59 360,81	59 360,81	59 772,38	59 772,38	60 183,95	60 183,95	60 595,52	60 595,52
88 600	59 005,45	59 005,45	59 417,02	59 417,02	59 828,59	59 828,59	60 240,16	60 240,16	60 651,73	60 651,73
88 700	59 061,65	59 061,65	59 473,22	59 473,22	59 884,79	59 884,79	60 296,36	60 296,36	60 707,93	60 707,93
88 800	59 117,86	59 117,86	59 529,43	59 529,43	59 941,00	59 941,00	60 352,57	60 352,57	60 764,14	60 764,14
88 900	59 174,06	59 174,06	59 585,63	59 585,63	59 997,20	59 997,20	60 408,77	60 408,77	60 820,34	60 820,34
89 000	59 230,27	59 230,27	59 641,84	59 641,84	60 053,41	60 053,41	60 464,98	60 464,98	60 876,55	60 876,55
89 100	59 286,47	59 286,47	59 698,04	59 698,04	60 109,61	60 109,61	60 521,18	60 521,18	60 932,75	60 932,75
89 200	59 342,68	59 342,68	59 754,25	59 754,25	60 165,82	60 165,82	60 577,39	60 577,39	60 988,96	60 988,96
89 300	59 398,88	59 398,88	59 810,45	59 810,45	60 222,02	60 222,02	60 633,59	60 633,59	61 045,16	61 045,16
89 400	59 455,09	59 455,09	59 866,66	59 866,66	60 278,23	60 278,23	60 689,80	60 689,80	61 101,37	61 101,37
89 500	59 511,30	59 511,30	59 922,87	59 922,87	60 334,44	60 334,44	60 746,01	60 746,01	61 157,58	61 157,58
89 600	59 567,50	59 567,50	59 979,07	59 979,07	60 390,64	60 390,64	60 802,21	60 802,21	61 213,78	61 213,78
89 700	59 623,71	59 623,71	60 035,28	60 035,28	60 446,85	60 446,85	60 858,42	60 858,42	61 269,99	61 269,99
89 800	59 679,91	59 679,91	60 091,48	60 091,48	60 503,05	60 503,05	60 914,62	60 914,62	61 326,19	61 326,19
89 900	59 736,12	59 736,12	60 147,69	60 147,69	60 559,26	60 559,26	60 970,83	60 970,83	61 382,40	61 382,40
90 000	59 792,32	59 792,32	60 203,89	60 203,89	60 615,46	60 615,46	61 027,03	61 027,03	61 438,60	61 438,60

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
90 100	59 848,53	59 848,53	60 260,10	60 260,10	60 671,67	60 671,67	61 083,24	61 083,24	61 494,81	61 494,81
90 200	59 904,73	59 904,73	60 316,30	60 316,30	60 727,87	60 727,87	61 139,44	61 139,44	61 551,01	61 551,01
90 300	59 960,94	59 960,94	60 372,51	60 372,51	60 784,08	60 784,08	61 195,65	61 195,65	61 607,22	61 607,22
90 400	60 017,14	60 017,14	60 428,71	60 428,71	60 840,28	60 840,28	61 251,85	61 251,85	61 663,42	61 663,42
90 500	60 073,35	60 073,35	60 484,92	60 484,92	60 896,49	60 896,49	61 308,06	61 308,06	61 719,63	61 719,63
90 600	60 129,55	60 129,55	60 541,12	60 541,12	60 952,69	60 952,69	61 364,26	61 364,26	61 775,83	61 775,83
90 700	60 185,76	60 185,76	60 597,33	60 597,33	61 008,90	61 008,90	61 420,47	61 420,47	61 832,04	61 832,04
90 800	60 241,96	60 241,96	60 653,53	60 653,53	61 065,10	61 065,10	61 476,67	61 476,67	61 888,24	61 888,24
90 900	60 298,17	60 298,17	60 709,74	60 709,74	61 121,31	61 121,31	61 532,88	61 532,88	61 944,45	61 944,45
91 000	60 354,38	60 354,38	60 765,95	60 765,95	61 177,52	61 177,52	61 589,09	61 589,09	62 000,66	62 000,66

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus
					0	1 et plus	0	1 et plus		
100	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48	88,48
200	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95	176,95
300	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43	265,43
400	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90	353,90
500	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38	442,38
600	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85	530,85
700	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33	619,33
800	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80	707,80
900	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28	796,28
1 000	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75	884,75
1 100	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23	973,23
1 200	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70	1 061,70
1 300	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18	1 150,18
1 400	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66	1 238,66
1 500	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13	1 327,13
1 600	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61	1 415,61
1 700	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08	1 504,08
1 800	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56	1 592,56
1 900	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03	1 681,03
2 000	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51	1 769,51
2 100	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98	1 857,98
2 200	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46	1 946,46
2 300	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93	2 034,93
2 400	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41	2 123,41
2 500	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89	2 211,89
2 600	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36	2 300,36
2 700	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84	2 388,84
2 800	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31	2 477,31
2 900	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79	2 565,79
3 000	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26	2 654,26
3 100	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74	2 742,74
3 200	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21	2 831,21
3 300	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69	2 919,69
3 400	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16	3 008,16
3 500	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64	3 096,64
3 600	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35	3 179,35
3 700	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07	3 262,07
3 800	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79	3 344,79
3 900	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50	3 427,50
4 000	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22	3 510,22
4 100	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93	3 592,93
4 200	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65	3 675,65
4 300	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36	3 758,36
4 400	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08	3 841,08
4 500	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79	3 923,79
4 600	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51	4 006,51
4 700	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22	4 089,22
4 800	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94	4 171,94
4 900	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65	4 254,65
5 000	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37	4 337,37

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
5 100	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09	4 420,09
5 200	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80	4 502,80
5 300	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52	4 585,52
5 400	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23	4 668,23
5 500	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95	4 750,95
5 600	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66	4 833,66
5 700	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38	4 916,38
5 800	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09	4 999,09
5 900	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81	5 081,81
6 000	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52	5 164,52
6 100	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24	5 247,24
6 200	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95	5 329,95
6 300	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67	5 412,67
6 400	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39	5 495,39
6 500	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10	5 578,10
6 600	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82	5 660,82
6 700	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53	5 743,53
6 800	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25	5 826,25
6 900	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96	5 908,96
7 000	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68	5 991,68
7 100	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39	6 074,39
7 200	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11	6 157,11
7 300	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82	6 239,82
7 400	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54	6 322,54
7 500	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26	6 405,26
7 600	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97	6 487,97
7 700	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69	6 570,69
7 800	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40	6 653,40
7 900	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12	6 736,12
8 000	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83	6 818,83
8 100	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55	6 901,55
8 200	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26	6 984,26
8 300	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98	7 066,98
8 400	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69	7 149,69
8 500	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41	7 232,41
8 600	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12	7 315,12
8 700	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84	7 397,84
8 800	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56	7 480,56
8 900	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27	7 563,27
9 000	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99	7 645,99
9 100	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70	7 728,70
9 200	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42	7 811,42
9 300	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13	7 894,13
9 400	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85	7 976,85
9 500	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56	8 059,56
9 600	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28	8 142,28
9 700	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99	8 224,99
9 800	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71	8 307,71
9 900	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42	8 390,42
10 000	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14	8 473,14

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge**

**Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
10 100	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86	8 555,86
10 200	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57	8 638,57
10 300	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29	8 721,29
10 400	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00	8 804,00
10 500	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72	8 886,72
10 600	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43	8 969,43
10 700	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15	9 052,15
10 800	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86	9 134,86
10 900	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58	9 217,58
11 000	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29	9 300,29
11 100	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01	9 383,01
11 200	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72	9 465,72
11 300	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44	9 548,44
11 400	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16	9 631,16
11 500	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87	9 713,87
11 600	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59	9 796,59
11 700	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30	9 879,30
11 800	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02	9 962,02
11 900	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73	10 044,73
12 000	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45	10 127,45
12 100	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16	10 210,16
12 200	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88	10 292,88
12 300	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59	10 375,59
12 400	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31	10 458,31
12 500	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03	10 541,03
12 600	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74	10 623,74
12 700	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46	10 706,46
12 800	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17	10 789,17
12 900	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89	10 871,89
13 000	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60	10 954,60
13 100	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32	11 037,32
13 200	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03	11 120,03
13 300	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75	11 202,75
13 400	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46	11 285,46
13 500	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18	11 368,18
13 600	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89	11 450,89
13 700	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61	11 533,61
13 800	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33	11 616,33
13 900	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04	11 699,04
14 000	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76	11 781,76
14 100	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47	11 864,47
14 200	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19	11 947,19
14 300	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90	12 029,90
14 400	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62	12 112,62
14 500	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33	12 195,33
14 600	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05	12 278,05
14 700	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76	12 360,76
14 800	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48	12 443,48
14 900	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19	12 526,19
15 000	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91	12 608,91

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
15 100	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63	12 691,63
15 200	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34	12 774,34
15 300	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06	12 857,06
15 400	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77	12 939,77
15 500	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49	13 022,49
15 600	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20	13 105,20
15 700	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92	13 187,92
15 800	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63	13 270,63
15 900	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35	13 353,35
16 000	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06	13 436,06
16 100	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78	13 518,78
16 200	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49	13 601,49
16 300	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21	13 684,21
16 400	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93	13 766,93
16 500	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64	13 849,64
16 600	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36	13 932,36
16 700	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07	14 015,07
16 800	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79	14 097,79
16 900	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50	14 180,50
17 000	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22	14 263,22
17 100	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93	14 345,93
17 200	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65	14 428,65
17 300	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36	14 511,36
17 400	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08	14 594,08
17 500	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80	14 676,80
17 600	14 759,52	14 759,52	14 759,52	14 759,52	14 759,52	14 759,52	14 759,52	14 759,52	14 759,52	14 759,52
17 700	14 842,24	14 842,24	14 842,24	14 842,24	14 842,24	14 842,24	14 842,24	14 842,24	14 842,24	14 842,24
17 800	14 924,96	14 924,96	14 924,96	14 924,96	14 924,96	14 924,96	14 924,96	14 924,96	14 924,96	14 924,96
17 900	15 007,68	15 007,68	15 007,68	15 007,68	15 007,68	15 007,68	15 007,68	15 007,68	15 007,68	15 007,68
18 000	15 090,40	15 090,40	15 090,40	15 090,40	15 090,40	15 090,40	15 090,40	15 090,40	15 090,40	15 090,40
18 100	15 173,12	15 173,12	15 173,12	15 173,12	15 173,12	15 173,12	15 173,12	15 173,12	15 173,12	15 173,12
18 200	15 255,84	15 255,84	15 255,84	15 255,84	15 255,84	15 255,84	15 255,84	15 255,84	15 255,84	15 255,84
18 300	15 338,56	15 338,56	15 338,56	15 338,56	15 338,56	15 338,56	15 338,56	15 338,56	15 338,56	15 338,56
18 400	15 421,28	15 421,28	15 421,28	15 421,28	15 421,28	15 421,28	15 421,28	15 421,28	15 421,28	15 421,28
18 500	15 504,00	15 504,00	15 504,00	15 504,00	15 504,00	15 504,00	15 504,00	15 504,00	15 504,00	15 504,00
18 600	15 586,72	15 586,72	15 586,72	15 586,72	15 586,72	15 586,72	15 586,72	15 586,72	15 586,72	15 586,72
18 700	15 669,44	15 669,44	15 669,44	15 669,44	15 669,44	15 669,44	15 669,44	15 669,44	15 669,44	15 669,44
18 800	15 752,16	15 752,16	15 752,16	15 752,16	15 752,16	15 752,16	15 752,16	15 752,16	15 752,16	15 752,16
18 900	15 834,88	15 834,88	15 834,88	15 834,88	15 834,88	15 834,88	15 834,88	15 834,88	15 834,88	15 834,88
19 000	15 917,60	15 917,60	15 917,60	15 917,60	15 917,60	15 917,60	15 917,60	15 917,60	15 917,60	15 917,60
19 100	16 000,32	16 000,32	16 000,32	16 000,32	16 000,32	16 000,32	16 000,32	16 000,32	16 000,32	16 000,32
19 200	16 083,04	16 083,04	16 083,04	16 083,04	16 083,04	16 083,04	16 083,04	16 083,04	16 083,04	16 083,04
19 300	16 165,76	16 165,76	16 165,76	16 165,76	16 165,76	16 165,76	16 165,76	16 165,76	16 165,76	16 165,76
19 400	16 248,48	16 248,48	16 248,48	16 248,48	16 248,48	16 248,48	16 248,48	16 248,48	16 248,48	16 248,48
19 500	16 331,20	16 331,20	16 331,20	16 331,20	16 331,20	16 331,20	16 331,20	16 331,20	16 331,20	16 331,20
19 600	16 413,92	16 413,92	16 413,92	16 413,92	16 413,92	16 413,92	16 413,92	16 413,92	16 413,92	16 413,92
19 700	16 496,64	16 496,64	16 496,64	16 496,64	16 496,64	16 496,64	16 496,64	16 496,64	16 496,64	16 496,64
19 800	16 579,36	16 579,36	16 579,36	16 579,36	16 579,36	16 579,36	16 579,36	16 579,36	16 579,36	16 579,36
19 900	16 662,08	16 662,08	16 662,08	16 662,08	16 662,08	16 662,08	16 662,08	16 662,08	16 662,08	16 662,08
20 000	16 744,80	16 744,80	16 744,80	16 744,80	16 744,80	16 744,80	16 744,80	16 744,80	16 744,80	16 744,80

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge					
					0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
20 100	16 346,35	16 346,35	16 564,51	16 564,51	16 564,51	16 564,51	16 564,51	16 564,51	16 564,51	16 564,51
20 200	16 406,15	16 406,15	16 636,86	16 636,86	16 636,86	16 636,86	16 636,86	16 636,86	16 636,86	16 636,86
20 300	16 465,95	16 465,95	16 709,22	16 709,22	16 709,22	16 709,22	16 709,22	16 709,22	16 709,22	16 709,22
20 400	16 525,75	16 525,75	16 781,57	16 781,57	16 781,57	16 781,57	16 781,57	16 781,57	16 781,57	16 781,57
20 500	16 585,55	16 585,55	16 853,93	16 853,93	16 853,93	16 853,93	16 853,93	16 853,93	16 853,93	16 853,93
20 600	16 645,35	16 645,35	16 926,29	16 926,29	16 926,29	16 926,29	16 926,29	16 926,29	16 926,29	16 926,29
20 700	16 705,15	16 705,15	16 998,64	16 998,64	16 998,64	16 998,64	16 998,64	16 998,64	16 998,64	16 998,64
20 800	16 764,95	16 764,95	17 071,00	17 071,00	17 071,00	17 071,00	17 071,00	17 071,00	17 071,00	17 071,00
20 900	16 824,75	16 824,75	17 143,35	17 143,35	17 143,35	17 143,35	17 143,35	17 143,35	17 143,35	17 143,35
21 000	16 884,55	16 884,55	17 215,71	17 215,71	17 215,71	17 215,71	17 215,71	17 215,71	17 215,71	17 215,71
21 100	16 944,35	16 944,35	17 288,06	17 288,06	17 288,06	17 288,06	17 288,06	17 288,06	17 288,06	17 288,06
21 200	17 004,15	17 004,15	17 360,42	17 360,42	17 360,42	17 360,42	17 360,42	17 360,42	17 360,42	17 360,42
21 300	17 063,95	17 063,95	17 432,77	17 432,77	17 432,77	17 432,77	17 432,77	17 432,77	17 432,77	17 432,77
21 400	17 123,75	17 123,75	17 505,13	17 505,13	17 505,13	17 505,13	17 505,13	17 505,13	17 505,13	17 505,13
21 500	17 183,55	17 183,55	17 577,48	17 577,48	17 577,48	17 577,48	17 577,48	17 577,48	17 577,48	17 577,48
21 600	17 243,35	17 243,35	17 649,84	17 649,84	17 649,84	17 649,84	17 649,84	17 649,84	17 649,84	17 649,84
21 700	17 303,15	17 303,15	17 714,72	17 714,72	17 722,19	17 722,19	17 722,19	17 722,19	17 722,19	17 722,19
21 800	17 362,95	17 362,95	17 774,52	17 774,52	17 794,55	17 794,55	17 794,55	17 794,55	17 794,55	17 794,55
21 900	17 422,21	17 422,21	17 833,78	17 833,78	17 866,90	17 866,90	17 866,90	17 866,90	17 866,90	17 866,90
22 000	17 481,20	17 481,20	17 892,77	17 892,77	17 939,26	17 939,26	17 939,26	17 939,26	17 939,26	17 939,26
22 100	17 540,19	17 540,19	17 951,76	17 951,76	18 011,61	18 011,61	18 011,61	18 011,61	18 011,61	18 011,61
22 200	17 599,18	17 599,18	18 010,75	18 010,75	18 083,97	18 083,97	18 083,97	18 083,97	18 083,97	18 083,97
22 300	17 658,18	17 658,18	18 069,75	18 069,75	18 156,33	18 156,33	18 156,33	18 156,33	18 156,33	18 156,33
22 400	17 717,17	17 717,17	18 128,74	18 128,74	18 228,68	18 228,68	18 228,68	18 228,68	18 228,68	18 228,68
22 500	17 776,16	17 776,16	18 187,73	18 187,73	18 301,04	18 301,04	18 301,04	18 301,04	18 301,04	18 301,04
22 600	17 835,15	17 835,15	18 246,72	18 246,72	18 373,39	18 373,39	18 373,39	18 373,39	18 373,39	18 373,39
22 700	17 894,14	17 894,14	18 305,71	18 305,71	18 445,75	18 445,75	18 445,75	18 445,75	18 445,75	18 445,75
22 800	17 953,13	17 953,13	18 364,70	18 364,70	18 518,10	18 518,10	18 518,10	18 518,10	18 518,10	18 518,10
22 900	18 012,12	18 012,12	18 423,69	18 423,69	18 590,46	18 590,46	18 590,46	18 590,46	18 590,46	18 590,46
23 000	18 071,11	18 071,11	18 482,68	18 482,68	18 662,81	18 662,81	18 662,81	18 662,81	18 662,81	18 662,81
23 100	18 130,10	18 130,10	18 541,67	18 541,67	18 735,17	18 735,17	18 735,17	18 735,17	18 735,17	18 735,17
23 200	18 189,09	18 189,09	18 600,66	18 600,66	18 807,52	18 807,52	18 807,52	18 807,52	18 807,52	18 807,52
23 300	18 248,08	18 248,08	18 659,65	18 659,65	18 879,88	18 879,88	18 879,88	18 879,88	18 879,88	18 879,88
23 400	18 307,07	18 307,07	18 718,64	18 718,64	18 952,23	18 952,23	18 952,23	18 952,23	18 952,23	18 952,23
23 500	18 366,06	18 366,06	18 777,63	18 777,63	19 024,59	19 024,59	19 024,59	19 024,59	19 024,59	19 024,59
23 600	18 425,05	18 425,05	18 836,62	18 836,62	19 096,94	19 096,94	19 096,94	19 096,94	19 096,94	19 096,94
23 700	18 484,04	18 484,04	18 895,61	18 895,61	19 169,30	19 169,30	19 169,30	19 169,30	19 169,30	19 169,30
23 800	18 543,03	18 543,03	18 954,60	18 954,60	19 241,65	19 241,65	19 241,65	19 241,65	19 241,65	19 241,65
23 900	18 602,02	18 602,02	19 013,59	19 013,59	19 314,01	19 314,01	19 314,01	19 314,01	19 314,01	19 314,01
24 000	18 661,01	18 661,01	19 072,58	19 072,58	19 386,37	19 386,37	19 386,37	19 386,37	19 386,37	19 386,37
24 100	18 720,00	18 720,00	19 131,57	19 131,57	19 458,72	19 458,72	19 458,72	19 458,72	19 458,72	19 458,72
24 200	18 778,99	18 778,99	19 190,56	19 190,56	19 531,08	19 531,08	19 531,08	19 531,08	19 531,08	19 531,08
24 300	18 837,98	18 837,98	19 249,55	19 249,55	19 603,43	19 603,43	19 603,43	19 603,43	19 603,43	19 603,43
24 400	18 896,97	18 896,97	19 308,54	19 308,54	19 675,79	19 675,79	19 675,79	19 675,79	19 675,79	19 675,79
24 500	18 955,96	18 955,96	19 367,53	19 367,53	19 748,14	19 748,14	19 748,14	19 748,14	19 748,14	19 748,14
24 600	19 014,95	19 014,95	19 426,52	19 426,52	19 820,50	19 820,50	19 820,50	19 820,50	19 820,50	19 820,50
24 700	19 073,94	19 073,94	19 485,51	19 485,51	19 892,85	19 892,85	19 892,85	19 892,85	19 892,85	19 892,85
24 800	19 132,93	19 132,93	19 544,50	19 544,50	19 956,07	19 956,07	19 965,21	19 965,21	19 965,21	19 965,21
24 900	19 191,92	19 191,92	19 603,49	19 603,49	20 015,06	20 015,06	20 037,56	20 037,56	20 037,56	20 037,56
25 000	19 250,91	19 250,91	19 662,48	19 662,48	20 074,05	20 074,05	20 109,92	20 109,92	20 109,92	20 109,92

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
25 100	19 309,90	19 309,90	19 721,47	19 721,47	20 133,04	20 133,04	20 182,27	20 182,27	20 182,27	20 182,27
25 200	19 368,89	19 368,89	19 780,46	19 780,46	20 192,03	20 192,03	20 254,63	20 254,63	20 254,63	20 254,63
25 300	19 427,88	19 427,88	19 839,45	19 839,45	20 251,02	20 251,02	20 326,98	20 326,98	20 326,98	20 326,98
25 400	19 486,87	19 486,87	19 898,44	19 898,44	20 310,01	20 310,01	20 399,34	20 399,34	20 399,34	20 399,34
25 500	19 545,86	19 545,86	19 957,43	19 957,43	20 369,00	20 369,00	20 471,69	20 471,69	20 471,69	20 471,69
25 600	19 604,86	19 604,86	20 016,43	20 016,43	20 428,00	20 428,00	20 544,05	20 544,05	20 544,05	20 544,05
25 700	19 663,85	19 663,85	20 075,42	20 075,42	20 486,99	20 486,99	20 616,41	20 616,41	20 616,41	20 616,41
25 800	19 722,84	19 722,84	20 134,41	20 134,41	20 545,98	20 545,98	20 688,76	20 688,76	20 688,76	20 688,76
25 900	19 781,83	19 781,83	20 193,40	20 193,40	20 604,97	20 604,97	20 761,12	20 761,12	20 761,12	20 761,12
26 000	19 840,82	19 840,82	20 252,39	20 252,39	20 663,96	20 663,96	20 833,47	20 833,47	20 833,47	20 833,47
26 100	19 899,81	19 899,81	20 311,38	20 311,38	20 722,95	20 722,95	20 905,83	20 905,83	20 905,83	20 905,83
26 200	19 958,80	19 958,80	20 370,37	20 370,37	20 781,94	20 781,94	20 978,18	20 978,18	20 978,18	20 978,18
26 300	20 017,79	20 017,79	20 429,36	20 429,36	20 840,93	20 840,93	21 050,54	21 050,54	21 050,54	21 050,54
26 400	20 076,78	20 076,78	20 488,35	20 488,35	20 899,92	20 899,92	21 122,89	21 122,89	21 122,89	21 122,89
26 500	20 135,77	20 135,77	20 547,34	20 547,34	20 958,91	20 958,91	21 195,25	21 195,25	21 195,25	21 195,25
26 600	20 194,76	20 194,76	20 606,33	20 606,33	21 017,90	21 017,90	21 267,60	21 267,60	21 267,60	21 267,60
26 700	20 253,75	20 253,75	20 665,32	20 665,32	21 076,89	21 076,89	21 339,96	21 339,96	21 339,96	21 339,96
26 800	20 312,74	20 312,74	20 724,31	20 724,31	21 135,88	21 135,88	21 412,31	21 412,31	21 412,31	21 412,31
26 900	20 371,73	20 371,73	20 783,30	20 783,30	21 194,87	21 194,87	21 484,67	21 484,67	21 484,67	21 484,67
27 000	20 430,72	20 430,72	20 842,29	20 842,29	21 253,86	21 253,86	21 557,02	21 557,02	21 557,02	21 557,02
27 100	20 489,71	20 489,71	20 901,28	20 901,28	21 312,85	21 312,85	21 629,38	21 629,38	21 629,38	21 629,38
27 200	20 548,70	20 548,70	20 960,27	20 960,27	21 371,84	21 371,84	21 701,73	21 701,73	21 701,73	21 701,73
27 300	20 607,69	20 607,69	21 019,26	21 019,26	21 430,83	21 430,83	21 774,09	21 774,09	21 774,09	21 774,09
27 400	20 666,68	20 666,68	21 078,25	21 078,25	21 489,82	21 489,82	21 846,45	21 846,45	21 846,45	21 846,45
27 500	20 725,67	20 725,67	21 137,24	21 137,24	21 548,81	21 548,81	21 918,80	21 918,80	21 918,80	21 918,80
27 600	20 784,66	20 784,66	21 196,23	21 196,23	21 607,80	21 607,80	21 991,16	21 991,16	21 991,16	21 991,16
27 700	20 843,65	20 843,65	21 255,22	21 255,22	21 666,79	21 666,79	22 063,51	22 063,51	22 063,51	22 063,51
27 800	20 902,64	20 902,64	21 314,21	21 314,21	21 725,78	21 725,78	22 135,87	22 135,87	22 135,87	22 135,87
27 900	20 961,63	20 961,63	21 373,20	21 373,20	21 784,77	21 784,77	22 196,34	22 196,34	22 208,22	22 208,22
28 000	21 020,62	21 020,62	21 432,19	21 432,19	21 843,76	21 843,76	22 255,33	22 255,33	22 280,58	22 280,58
28 100	21 079,61	21 079,61	21 491,18	21 491,18	21 902,75	21 902,75	22 314,32	22 314,32	22 352,93	22 352,93
28 200	21 138,60	21 138,60	21 550,17	21 550,17	21 961,74	21 961,74	22 373,31	22 373,31	22 425,29	22 425,29
28 300	21 197,59	21 197,59	21 609,16	21 609,16	22 020,73	22 020,73	22 432,30	22 432,30	22 497,64	22 497,64
28 400	21 256,58	21 256,58	21 668,15	21 668,15	22 079,72	22 079,72	22 491,29	22 491,29	22 570,00	22 570,00
28 500	21 315,57	21 315,57	21 727,14	21 727,14	22 138,71	22 138,71	22 550,28	22 550,28	22 642,35	22 642,35
28 600	21 374,56	21 374,56	21 786,13	21 786,13	22 197,70	22 197,70	22 609,27	22 609,27	22 714,71	22 714,71
28 700	21 433,55	21 433,55	21 845,12	21 845,12	22 256,69	22 256,69	22 668,26	22 668,26	22 787,06	22 787,06
28 800	21 492,54	21 492,54	21 904,11	21 904,11	22 315,68	22 315,68	22 727,25	22 727,25	22 859,42	22 859,42
28 900	21 551,53	21 551,53	21 963,10	21 963,10	22 374,67	22 374,67	22 786,24	22 786,24	22 931,77	22 931,77
29 000	21 610,53	21 610,53	22 022,10	22 022,10	22 433,67	22 433,67	22 845,24	22 845,24	23 004,13	23 004,13
29 100	21 669,52	21 669,52	22 081,09	22 081,09	22 492,66	22 492,66	22 904,23	22 904,23	23 076,49	23 076,49
29 200	21 728,51	21 728,51	22 140,08	22 140,08	22 551,65	22 551,65	22 963,22	22 963,22	23 148,84	23 148,84
29 300	21 787,50	21 787,50	22 199,07	22 199,07	22 610,64	22 610,64	23 022,21	23 022,21	23 212,20	23 212,20
29 400	21 846,49	21 846,49	22 258,06	22 258,06	22 669,63	22 669,63	23 081,20	23 081,20	23 293,55	23 293,55
29 500	21 905,48	21 905,48	22 317,05	22 317,05	22 728,62	22 728,62	23 140,19	23 140,19	23 365,91	23 365,91
29 600	21 964,47	21 964,47	22 376,04	22 376,04	22 787,61	22 787,61	23 199,18	23 199,18	23 438,26	23 438,26
29 700	22 023,46	22 023,46	22 435,03	22 435,03	22 846,60	22 846,60	23 258,17	23 258,17	23 510,62	23 510,62
29 800	22 082,45	22 082,45	22 494,02	22 494,02	22 905,59	22 905,59	23 317,16	23 317,16	23 582,97	23 582,97
29 900	22 141,44	22 141,44	22 553,01	22 553,01	22 964,58	22 964,58	23 376,15	23 376,15	23 655,33	23 655,33
30 000	22 200,43	22 200,43	22 612,00	22 612,00	23 023,57	23 023,57	23 435,14	23 435,14	23 727,68	23 727,68



**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
30 100	22 259,42	22 259,42	22 670,99	22 670,99	23 082,56	23 082,56	23 494,13	23 494,13	23 800,04	23 800,04
30 200	22 318,41	22 318,41	22 729,98	22 729,98	23 141,55	23 141,55	23 553,12	23 553,12	23 872,39	23 872,39
30 300	22 377,40	22 377,40	22 788,97	22 788,97	23 200,54	23 200,54	23 612,11	23 612,11	23 944,75	23 944,75
30 400	22 436,39	22 436,39	22 847,96	22 847,96	23 259,53	23 259,53	23 671,10	23 671,10	24 017,10	24 017,10
30 500	22 495,38	22 495,38	22 906,95	22 906,95	23 318,52	23 318,52	23 730,09	23 730,09	24 089,46	24 089,46
30 600	22 554,37	22 554,37	22 965,94	22 965,94	23 377,51	23 377,51	23 789,08	23 789,08	24 161,81	24 161,81
30 700	22 613,36	22 613,36	23 024,93	23 024,93	23 436,50	23 436,50	23 848,07	23 848,07	24 234,17	24 234,17
30 800	22 672,35	22 672,35	23 083,92	23 083,92	23 495,49	23 495,49	23 907,06	23 907,06	24 306,53	24 306,53
30 900	22 731,34	22 731,34	23 142,91	23 142,91	23 554,48	23 554,48	23 966,05	23 966,05	24 377,62	24 377,62
31 000	22 790,33	22 790,33	23 201,90	23 201,90	23 613,47	23 613,47	24 025,04	24 025,04	24 436,61	24 436,61
31 100	22 849,32	22 849,32	23 260,89	23 260,89	23 672,46	23 672,46	24 084,03	24 084,03	24 495,60	24 495,60
31 200	22 908,31	22 908,31	23 319,88	23 319,88	23 731,45	23 731,45	24 143,02	24 143,02	24 554,59	24 554,59
31 300	22 967,30	22 967,30	23 378,87	23 378,87	23 790,44	23 790,44	24 202,01	24 202,01	24 613,58	24 613,58
31 400	23 026,29	23 026,29	23 437,86	23 437,86	23 849,43	23 849,43	24 261,00	24 261,00	24 672,57	24 672,57
31 500	23 085,28	23 085,28	23 496,85	23 496,85	23 908,42	23 908,42	24 319,99	24 319,99	24 731,56	24 731,56
31 600	23 144,27	23 144,27	23 555,84	23 555,84	23 967,41	23 967,41	24 378,98	24 378,98	24 790,55	24 790,55
31 700	23 203,26	23 203,26	23 614,83	23 614,83	24 026,40	24 026,40	24 437,97	24 437,97	24 849,54	24 849,54
31 800	23 262,25	23 262,25	23 673,82	23 673,82	24 085,39	24 085,39	24 496,96	24 496,96	24 908,53	24 908,53
31 900	23 321,24	23 321,24	23 732,81	23 732,81	24 144,38	24 144,38	24 555,95	24 555,95	24 967,52	24 967,52
32 000	23 380,23	23 380,23	23 791,80	23 791,80	24 203,37	24 203,37	24 614,94	24 614,94	25 026,51	25 026,51
32 100	23 439,22	23 439,22	23 850,79	23 850,79	24 262,36	24 262,36	24 673,93	24 673,93	25 085,50	25 085,50
32 200	23 498,21	23 498,21	23 909,78	23 909,78	24 321,35	24 321,35	24 732,92	24 732,92	25 144,49	25 144,49
32 300	23 557,20	23 557,20	23 968,77	23 968,77	24 380,34	24 380,34	24 791,91	24 791,91	25 203,48	25 203,48
32 400	23 616,20	23 616,20	24 027,77	24 027,77	24 439,34	24 439,34	24 850,91	24 850,91	25 262,48	25 262,48
32 500	23 675,19	23 675,19	24 086,76	24 086,76	24 498,33	24 498,33	24 909,90	24 909,90	25 321,47	25 321,47
32 600	23 734,18	23 734,18	24 145,75	24 145,75	24 557,32	24 557,32	24 968,89	24 968,89	25 380,46	25 380,46
32 700	23 793,17	23 793,17	24 204,74	24 204,74	24 616,31	24 616,31	25 027,88	25 027,88	25 439,45	25 439,45
32 800	23 852,16	23 852,16	24 263,73	24 263,73	24 675,30	24 675,30	25 086,87	25 086,87	25 498,44	25 498,44
32 900	23 911,15	23 911,15	24 322,72	24 322,72	24 734,29	24 734,29	25 145,86	25 145,86	25 557,43	25 557,43
33 000	23 970,14	23 970,14	24 381,71	24 381,71	24 793,28	24 793,28	25 204,85	25 204,85	25 616,42	25 616,42
33 100	24 029,13	24 029,13	24 440,70	24 440,70	24 852,27	24 852,27	25 263,84	25 263,84	25 675,41	25 675,41
33 200	24 088,12	24 088,12	24 499,69	24 499,69	24 911,26	24 911,26	25 322,83	25 322,83	25 734,40	25 734,40
33 300	24 147,11	24 147,11	24 558,68	24 558,68	24 970,25	24 970,25	25 381,82	25 381,82	25 793,39	25 793,39
33 400	24 206,10	24 206,10	24 617,67	24 617,67	25 029,24	25 029,24	25 440,81	25 440,81	25 852,38	25 852,38
33 500	24 265,09	24 265,09	24 676,66	24 676,66	25 088,23	25 088,23	25 499,80	25 499,80	25 911,37	25 911,37
33 600	24 324,08	24 324,08	24 735,65	24 735,65	25 147,22	25 147,22	25 558,79	25 558,79	25 970,36	25 970,36
33 700	24 383,07	24 383,07	24 794,64	24 794,64	25 206,21	25 206,21	25 617,78	25 617,78	26 029,35	26 029,35
33 800	24 442,06	24 442,06	24 853,63	24 853,63	25 265,20	25 265,20	25 676,77	25 676,77	26 088,34	26 088,34
33 900	24 501,05	24 501,05	24 912,62	24 912,62	25 324,19	25 324,19	25 735,76	25 735,76	26 147,33	26 147,33
34 000	24 560,04	24 560,04	24 971,61	24 971,61	25 383,18	25 383,18	25 794,75	25 794,75	26 206,32	26 206,32
34 100	24 619,03	24 619,03	25 030,60	25 030,60	25 442,17	25 442,17	25 853,74	25 853,74	26 265,31	26 265,31
34 200	24 678,02	24 678,02	25 089,59	25 089,59	25 501,16	25 501,16	25 912,73	25 912,73	26 324,30	26 324,30
34 300	24 737,01	24 737,01	25 148,58	25 148,58	25 560,15	25 560,15	25 971,72	25 971,72	26 383,29	26 383,29
34 400	24 796,00	24 796,00	25 207,57	25 207,57	25 619,14	25 619,14	26 030,71	26 030,71	26 442,28	26 442,28
34 500	24 854,99	24 854,99	25 266,56	25 266,56	25 678,13	25 678,13	26 089,70	26 089,70	26 501,27	26 501,27
34 600	24 913,98	24 913,98	25 325,55	25 325,55	25 737,12	25 737,12	26 148,69	26 148,69	26 560,26	26 560,26
34 700	24 972,97	24 972,97	25 384,54	25 384,54	25 796,11	25 796,11	26 207,68	26 207,68	26 619,25	26 619,25
34 800	25 031,96	25 031,96	25 443,53	25 443,53	25 855,10	25 855,10	26 266,67	26 266,67	26 678,24	26 678,24
34 900	25 090,95	25 090,95	25 502,52	25 502,52	25 914,09	25 914,09	26 325,66	26 325,66	26 737,23	26 737,23
35 000	25 149,94	25 149,94	25 561,51	25 561,51	25 973,08	25 973,08	26 384,65	26 384,65	26 796,22	26 796,22

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
35 100	25 208,93	25 208,93	25 620,50	25 620,50	26 032,07	26 032,07	26 443,64	26 443,64	26 855,21	26 855,21
35 200	25 267,92	25 267,92	25 679,49	25 679,49	26 091,06	26 091,06	26 502,63	26 502,63	26 914,20	26 914,20
35 300	25 326,91	25 326,91	25 738,48	25 738,48	26 150,05	26 150,05	26 561,62	26 561,62	26 973,19	26 973,19
35 400	25 385,90	25 385,90	25 797,47	25 797,47	26 209,04	26 209,04	26 620,61	26 620,61	27 032,18	27 032,18
35 500	25 444,89	25 444,89	25 856,46	25 856,46	26 268,03	26 268,03	26 679,60	26 679,60	27 091,17	27 091,17
35 600	25 503,88	25 503,88	25 915,45	25 915,45	26 327,02	26 327,02	26 738,59	26 738,59	27 150,16	27 150,16
35 700	25 562,87	25 562,87	25 974,44	25 974,44	26 386,01	26 386,01	26 797,58	26 797,58	27 209,15	27 209,15
35 800	25 621,87	25 621,87	26 033,44	26 033,44	26 445,01	26 445,01	26 856,58	26 856,58	27 268,15	27 268,15
35 900	25 680,86	25 680,86	26 092,43	26 092,43	26 504,00	26 504,00	26 915,57	26 915,57	27 327,14	27 327,14
36 000	25 739,85	25 739,85	26 151,42	26 151,42	26 562,99	26 562,99	26 974,56	26 974,56	27 386,13	27 386,13
36 100	25 798,84	25 798,84	26 210,41	26 210,41	26 621,98	26 621,98	27 033,55	27 033,55	27 445,12	27 445,12
36 200	25 857,83	25 857,83	26 269,40	26 269,40	26 680,97	26 680,97	27 092,54	27 092,54	27 504,11	27 504,11
36 300	25 916,82	25 916,82	26 328,39	26 328,39	26 739,96	26 739,96	27 151,53	27 151,53	27 563,10	27 563,10
36 400	25 975,81	25 975,81	26 387,38	26 387,38	26 798,95	26 798,95	27 210,52	27 210,52	27 622,09	27 622,09
36 500	26 034,80	26 034,80	26 446,37	26 446,37	26 857,94	26 857,94	27 269,51	27 269,51	27 681,08	27 681,08
36 600	26 093,79	26 093,79	26 505,36	26 505,36	26 916,93	26 916,93	27 328,50	27 328,50	27 740,07	27 740,07
36 700	26 152,78	26 152,78	26 564,35	26 564,35	26 975,92	26 975,92	27 387,49	27 387,49	27 799,06	27 799,06
36 800	26 211,77	26 211,77	26 623,34	26 623,34	27 034,91	27 034,91	27 446,48	27 446,48	27 858,05	27 858,05
36 900	26 270,76	26 270,76	26 682,33	26 682,33	27 093,90	27 093,90	27 505,47	27 505,47	27 917,04	27 917,04
37 000	26 329,75	26 329,75	26 741,32	26 741,32	27 152,89	27 152,89	27 564,46	27 564,46	27 976,03	27 976,03
37 100	26 388,74	26 388,74	26 800,31	26 800,31	27 211,88	27 211,88	27 623,45	27 623,45	28 035,02	28 035,02
37 200	26 447,73	26 447,73	26 859,30	26 859,30	27 270,87	27 270,87	27 682,44	27 682,44	28 094,01	28 094,01
37 300	26 506,72	26 506,72	26 918,29	26 918,29	27 329,86	27 329,86	27 741,43	27 741,43	28 153,00	28 153,00
37 400	26 565,71	26 565,71	26 977,28	26 977,28	27 388,85	27 388,85	27 800,42	27 800,42	28 211,99	28 211,99
37 500	26 624,70	26 624,70	27 036,27	27 036,27	27 447,84	27 447,84	27 859,41	27 859,41	28 270,98	28 270,98
37 600	26 683,69	26 683,69	27 095,26	27 095,26	27 506,83	27 506,83	27 918,40	27 918,40	28 329,97	28 329,97
37 700	26 742,68	26 742,68	27 154,25	27 154,25	27 565,82	27 565,82	27 977,39	27 977,39	28 388,96	28 388,96
37 800	26 801,67	26 801,67	27 213,24	27 213,24	27 624,81	27 624,81	28 036,38	28 036,38	28 447,95	28 447,95
37 900	26 860,66	26 860,66	27 272,23	27 272,23	27 683,80	27 683,80	28 095,37	28 095,37	28 506,94	28 506,94
38 000	26 919,65	26 919,65	27 331,22	27 331,22	27 742,79	27 742,79	28 154,36	28 154,36	28 565,93	28 565,93
38 100	26 978,64	26 978,64	27 390,21	27 390,21	27 801,78	27 801,78	28 213,35	28 213,35	28 624,92	28 624,92
38 200	27 037,63	27 037,63	27 449,20	27 449,20	27 860,77	27 860,77	28 272,34	28 272,34	28 683,91	28 683,91
38 300	27 096,62	27 096,62	27 508,19	27 508,19	27 919,76	27 919,76	28 331,33	28 331,33	28 742,90	28 742,90
38 400	27 155,61	27 155,61	27 567,18	27 567,18	27 978,75	27 978,75	28 390,32	28 390,32	28 801,89	28 801,89
38 500	27 214,60	27 214,60	27 626,17	27 626,17	28 037,74	28 037,74	28 449,31	28 449,31	28 860,88	28 860,88
38 600	27 273,59	27 273,59	27 685,16	27 685,16	28 096,73	28 096,73	28 508,30	28 508,30	28 919,87	28 919,87
38 700	27 332,58	27 332,58	27 744,15	27 744,15	28 155,72	28 155,72	28 567,29	28 567,29	28 978,86	28 978,86
38 800	27 391,57	27 391,57	27 803,14	27 803,14	28 214,71	28 214,71	28 626,28	28 626,28	29 037,85	29 037,85
38 900	27 450,56	27 450,56	27 862,13	27 862,13	28 273,70	28 273,70	28 685,27	28 685,27	29 096,84	29 096,84
39 000	27 509,55	27 509,55	27 921,12	27 921,12	28 332,69	28 332,69	28 744,26	28 744,26	29 155,83	29 155,83
39 100	27 568,54	27 568,54	27 980,12	27 980,12	28 391,69	28 391,69	28 803,26	28 803,26	29 214,83	29 214,83
39 200	27 627,53	27 627,54	28 039,11	28 039,11	28 450,68	28 450,68	28 862,25	28 862,25	29 273,82	29 273,82
39 300	27 686,53	27 686,53	28 098,10	28 098,10	28 509,67	28 509,67	28 921,24	28 921,24	29 332,81	29 332,81
39 400	27 745,52	27 745,52	28 157,09	28 157,09	28 568,66	28 568,66	28 980,23	28 980,23	29 391,80	29 391,80
39 500	27 804,51	27 804,51	28 216,08	28 216,08	28 627,65	28 627,65	29 039,22	29 039,22	29 450,79	29 450,79
39 600	27 863,50	27 863,50	28 275,07	28 275,07	28 686,64	28 686,64	29 098,21	29 098,21	29 509,78	29 509,78
39 700	27 922,49	27 922,49	28 334,06	28 334,06	28 745,63	28 745,63	29 157,20	29 157,20	29 568,77	29 568,77
39 800	27 981,48	27 981,48	28 393,05	28 393,05	28 804,62	28 804,62	29 216,19	29 216,19	29 627,76	29 627,76
39 900	28 040,47	28 040,47	28 452,04	28 452,04	28 863,61	28 863,61	29 275,18	29 275,18	29 686,75	29 686,75
40 000	28 099,46	28 099,46	28 511,03	28 511,03	28 922,60	28 922,60	29 334,17	29 334,17	29 745,74	29 745,74

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
40 100	28 158,45	28 158,45	28 570,02	28 570,02	28 981,59	28 981,59	29 393,16	29 393,16	29 804,73	29 804,73
40 200	28 217,44	28 217,44	28 629,01	28 629,01	29 040,58	29 040,58	29 452,15	29 452,15	29 863,72	29 863,72
40 300	28 276,43	28 276,43	28 688,00	28 688,00	29 099,57	29 099,57	29 511,14	29 511,14	29 922,71	29 922,71
40 400	28 335,42	28 335,42	28 746,99	28 746,99	29 158,56	29 158,56	29 570,13	29 570,13	29 981,70	29 981,70
40 500	28 394,41	28 394,41	28 805,98	28 805,98	29 217,55	29 217,55	29 629,12	29 629,12	30 040,69	30 040,69
40 600	28 453,40	28 453,40	28 864,97	28 864,97	29 276,54	29 276,54	29 688,11	29 688,11	30 099,68	30 099,68
40 700	28 512,39	28 512,39	28 923,96	28 923,96	29 335,53	29 335,53	29 747,10	29 747,10	30 158,67	30 158,67
40 800	28 571,38	28 571,38	28 982,95	28 982,95	29 394,52	29 394,52	29 806,09	29 806,09	30 217,66	30 217,66
40 900	28 630,37	28 630,37	29 041,94	29 041,94	29 453,51	29 453,51	29 865,08	29 865,08	30 276,65	30 276,65
41 000	28 689,36	28 689,36	29 100,93	29 100,93	29 512,50	29 512,50	29 924,07	29 924,07	30 335,64	30 335,64
41 100	28 748,35	28 748,35	29 159,92	29 159,92	29 571,49	29 571,49	29 983,06	29 983,06	30 394,63	30 394,63
41 200	28 807,34	28 807,34	29 218,91	29 218,91	29 630,48	29 630,48	30 042,05	30 042,05	30 453,62	30 453,62
41 300	28 866,33	28 866,33	29 277,90	29 277,90	29 689,47	29 689,47	30 101,04	30 101,04	30 512,61	30 512,61
41 400	28 925,32	28 925,32	29 336,89	29 336,89	29 748,46	29 748,46	30 160,03	30 160,03	30 571,60	30 571,60
41 500	28 984,31	28 984,31	29 395,88	29 395,88	29 807,45	29 807,45	30 219,02	30 219,02	30 630,59	30 630,59
41 600	29 043,30	29 043,30	29 454,87	29 454,87	29 866,44	29 866,44	30 278,01	30 278,01	30 689,58	30 689,58
41 700	29 102,29	29 102,29	29 513,86	29 513,86	29 925,43	29 925,43	30 337,00	30 337,00	30 748,57	30 748,57
41 800	29 161,28	29 161,28	29 572,85	29 572,85	29 984,42	29 984,42	30 395,99	30 395,99	30 807,56	30 807,56
41 900	29 220,27	29 220,27	29 631,84	29 631,84	30 043,41	30 043,41	30 454,98	30 454,98	30 866,55	30 866,55
42 000	29 279,26	29 279,26	29 690,83	29 690,83	30 102,40	30 102,40	30 513,97	30 513,97	30 925,54	30 925,54
42 100	29 338,25	29 338,25	29 749,82	29 749,82	30 161,39	30 161,39	30 572,96	30 572,96	30 984,53	30 984,53
42 200	29 397,24	29 397,24	29 808,81	29 808,81	30 220,38	30 220,38	30 631,95	30 631,95	31 043,52	31 043,52
42 300	29 456,23	29 456,23	29 867,80	29 867,80	30 279,37	30 279,37	30 690,94	30 690,94	31 102,51	31 102,51
42 400	29 515,22	29 515,22	29 926,79	29 926,79	30 338,36	30 338,36	30 749,93	30 749,93	31 161,50	31 161,50
42 500	29 574,22	29 574,22	29 985,79	29 985,79	30 397,36	30 397,36	30 808,93	30 808,93	31 220,50	31 220,50
42 600	29 633,21	29 633,21	30 044,78	30 044,78	30 456,35	30 456,35	30 867,92	30 867,92	31 279,49	31 279,49
42 700	29 692,20	29 692,20	30 103,77	30 103,77	30 515,34	30 515,34	30 926,91	30 926,91	31 338,48	31 338,48
42 800	29 751,19	29 751,19	30 162,76	30 162,76	30 574,33	30 574,33	30 985,90	30 985,90	31 397,47	31 397,47
42 900	29 810,18	29 810,18	30 221,75	30 221,75	30 633,32	30 633,32	31 044,89	31 044,89	31 456,46	31 456,46
43 000	29 869,17	29 869,17	30 280,74	30 280,74	30 692,31	30 692,31	31 103,88	31 103,88	31 515,45	31 515,45
43 100	29 928,16	29 928,16	30 339,73	30 339,73	30 751,30	30 751,30	31 162,87	31 162,87	31 574,44	31 574,44
43 200	29 987,15	29 987,15	30 398,72	30 398,72	30 810,29	30 810,29	31 221,86	31 221,86	31 633,43	31 633,43
43 300	30 046,14	30 046,14	30 457,71	30 457,71	30 869,28	30 869,28	31 280,85	31 280,85	31 692,42	31 692,42
43 400	30 105,13	30 105,13	30 516,70	30 516,70	30 928,27	30 928,27	31 339,84	31 339,84	31 751,41	31 751,41
43 500	30 164,12	30 164,12	30 575,69	30 575,69	30 987,26	30 987,26	31 398,83	31 398,83	31 810,40	31 810,40
43 600	30 223,11	30 223,11	30 634,68	30 634,68	31 046,25	31 046,25	31 457,82	31 457,82	31 869,39	31 869,39
43 700	30 282,10	30 282,10	30 693,67	30 693,67	31 105,24	31 105,24	31 516,81	31 516,81	31 928,38	31 928,38
43 800	30 341,09	30 341,09	30 752,66	30 752,66	31 164,23	31 164,23	31 575,80	31 575,80	31 987,37	31 987,37
43 900	30 400,08	30 400,08	30 811,65	30 811,65	31 223,22	31 223,22	31 634,79	31 634,79	32 046,36	32 046,36
44 000	30 459,07	30 459,07	30 870,64	30 870,64	31 282,21	31 282,21	31 693,78	31 693,78	32 105,35	32 105,35
44 100	30 518,06	30 518,06	30 929,63	30 929,63	31 341,20	31 341,20	31 752,77	31 752,77	32 164,34	32 164,34
44 200	30 577,05	30 577,05	30 988,62	30 988,62	31 400,19	31 400,19	31 811,76	31 811,76	32 223,33	32 223,33
44 300	30 636,04	30 636,04	31 047,61	31 047,61	31 459,18	31 459,18	31 870,75	31 870,75	32 282,32	32 282,32
44 400	30 695,03	30 695,03	31 106,60	31 106,60	31 518,17	31 518,17	31 929,74	31 929,74	32 341,31	32 341,31
44 500	30 754,02	30 754,02	31 165,59	31 165,59	31 577,16	31 577,16	31 988,73	31 988,73	32 400,30	32 400,30
44 600	30 813,01	30 813,01	31 224,58	31 224,58	31 636,15	31 636,15	32 047,72	32 047,72	32 459,29	32 459,29
44 700	30 872,00	30 872,00	31 283,57	31 283,57	31 695,14	31 695,14	32 106,71	32 106,71	32 518,28	32 518,28
44 800	30 930,99	30 930,99	31 342,56	31 342,56	31 754,13	31 754,13	32 165,70	32 165,70	32 577,27	32 577,27
44 900	30 989,98	30 989,98	31 401,55	31 401,55	31 813,12	31 813,12	32 224,69	32 224,69	32 636,26	32 636,26
45 000	31 048,97	31 048,97	31 460,54	31 460,54	31 872,11	31 872,11	32 283,68	32 283,68	32 695,25	32 695,25

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
45 100	31 107,96	31 107,96	31 519,53	31 519,53	31 931,10	31 931,10	32 342,67	32 342,67	32 754,24	32 754,24
45 200	31 166,95	31 166,95	31 578,52	31 578,52	31 990,09	31 990,09	32 401,66	32 401,66	32 813,23	32 813,23
45 300	31 225,94	31 225,94	31 637,51	31 637,51	32 049,08	32 049,08	32 460,65	32 460,65	32 872,22	32 872,22
45 400	31 284,93	31 284,93	31 696,50	31 696,50	32 108,07	32 108,07	32 519,64	32 519,64	32 931,21	32 931,21
45 500	31 343,92	31 343,92	31 755,49	31 755,49	32 167,06	32 167,06	32 578,63	32 578,63	32 990,20	32 990,20
45 600	31 402,91	31 402,91	31 814,48	31 814,48	32 226,05	32 226,05	32 637,62	32 637,62	33 049,19	33 049,19
45 700	31 461,90	31 461,90	31 873,47	31 873,47	32 285,04	32 285,04	32 696,61	32 696,61	33 108,18	33 108,18
45 800	31 520,89	31 520,89	31 932,46	31 932,46	32 344,03	32 344,03	32 755,60	32 755,60	33 167,17	33 167,17
45 900	31 579,89	31 579,89	31 991,46	31 991,46	32 403,03	32 403,03	32 814,60	32 814,60	33 226,17	33 226,17
46 000	31 638,88	31 638,88	32 050,45	32 050,45	32 462,02	32 462,02	32 873,59	32 873,59	33 285,16	33 285,16
46 100	31 697,87	31 697,87	32 109,44	32 109,44	32 521,01	32 521,01	32 932,58	32 932,58	33 344,15	33 344,15
46 200	31 756,86	31 756,86	32 168,43	32 168,43	32 580,00	32 580,00	32 991,57	32 991,57	33 403,14	33 403,14
46 300	31 815,85	31 815,85	32 227,42	32 227,42	32 638,99	32 638,99	33 050,56	33 050,56	33 462,13	33 462,13
46 400	31 874,84	31 874,84	32 286,41	32 286,41	32 697,98	32 697,98	33 109,55	33 109,55	33 521,12	33 521,12
46 500	31 933,83	31 933,83	32 345,40	32 345,40	32 756,97	32 756,97	33 168,54	33 168,54	33 580,11	33 580,11
46 600	31 992,82	31 992,82	32 404,39	32 404,39	32 815,96	32 815,96	33 227,53	33 227,53	33 639,10	33 639,10
46 700	32 051,81	32 051,81	32 463,38	32 463,38	32 874,95	32 874,95	33 286,52	33 286,52	33 698,09	33 698,09
46 800	32 110,80	32 110,80	32 522,37	32 522,37	32 933,94	32 933,94	33 345,51	33 345,51	33 757,08	33 757,08
46 900	32 169,79	32 169,79	32 581,36	32 581,36	32 992,93	32 992,93	33 404,50	33 404,50	33 816,07	33 816,07
47 000	32 228,78	32 228,78	32 640,35	32 640,35	33 051,92	33 051,92	33 463,49	33 463,49	33 875,06	33 875,06
47 100	32 287,77	32 287,77	32 699,34	32 699,34	33 110,91	33 110,91	33 522,48	33 522,48	33 934,05	33 934,05
47 200	32 346,76	32 346,76	32 758,33	32 758,33	33 169,90	33 169,90	33 581,47	33 581,47	33 993,04	33 993,04
47 300	32 405,75	32 405,75	32 817,32	32 817,32	33 228,89	33 228,89	33 640,46	33 640,46	34 052,03	34 052,03
47 400	32 464,74	32 464,74	32 876,31	32 876,31	33 287,88	33 287,88	33 699,45	33 699,45	34 111,02	34 111,02
47 500	32 523,73	32 523,73	32 935,30	32 935,30	33 346,87	33 346,87	33 758,44	33 758,44	34 170,01	34 170,01
47 600	32 582,72	32 582,72	32 994,29	32 994,29	33 405,86	33 405,86	33 817,43	33 817,43	34 229,00	34 229,00
47 700	32 641,71	32 641,71	33 053,28	33 053,28	33 464,85	33 464,85	33 876,42	33 876,42	34 287,99	34 287,99
47 800	32 700,70	32 700,70	33 112,27	33 112,27	33 523,84	33 523,84	33 935,41	33 935,41	34 346,98	34 346,98
47 900	32 759,69	32 759,69	33 171,26	33 171,26	33 582,83	33 582,83	33 994,40	33 994,40	34 405,97	34 405,97
48 000	32 818,68	32 818,68	33 230,25	33 230,25	33 641,82	33 641,82	34 053,39	34 053,39	34 464,96	34 464,96
48 100	32 877,67	32 877,67	33 289,24	33 289,24	33 700,81	33 700,81	34 112,38	34 112,38	34 523,95	34 523,95
48 200	32 936,66	32 936,66	33 348,23	33 348,23	33 759,80	33 759,80	34 171,37	34 171,37	34 582,94	34 582,94
48 300	32 995,65	32 995,65	33 407,22	33 407,22	33 818,79	33 818,79	34 230,36	34 230,36	34 641,93	34 641,93
48 400	33 054,64	33 054,64	33 466,21	33 466,21	33 877,78	33 877,78	34 289,35	34 289,35	34 700,92	34 700,92
48 500	33 113,63	33 113,63	33 525,20	33 525,20	33 936,77	33 936,77	34 348,34	34 348,34	34 759,91	34 759,91
48 600	33 172,62	33 172,62	33 584,19	33 584,19	33 995,76	33 995,76	34 407,33	34 407,33	34 818,90	34 818,90
48 700	33 231,61	33 231,61	33 643,18	33 643,18	34 054,75	34 054,75	34 466,32	34 466,32	34 877,89	34 877,89
48 800	33 290,60	33 290,60	33 702,17	33 702,17	34 113,74	34 113,74	34 525,31	34 525,31	34 936,88	34 936,88
48 900	33 349,59	33 349,59	33 761,16	33 761,16	34 172,73	34 172,73	34 584,30	34 584,30	34 995,87	34 995,87
49 000	33 408,58	33 408,58	33 820,15	33 820,15	34 231,72	34 231,72	34 643,29	34 643,29	35 054,86	35 054,86
49 100	33 467,57	33 467,57	33 879,14	33 879,14	34 290,71	34 290,71	34 702,28	34 702,28	35 113,85	35 113,85
49 200	33 526,56	33 526,56	33 938,13	33 938,13	34 349,70	34 349,70	34 761,27	34 761,27	35 172,84	35 172,84
49 300	33 585,56	33 585,56	33 997,13	33 997,13	34 408,70	34 408,70	34 820,27	34 820,27	35 231,84	35 231,84
49 400	33 644,55	33 644,55	34 056,12	34 056,12	34 467,69	34 467,69	34 879,26	34 879,26	35 290,83	35 290,83
49 500	33 703,54	33 703,54	34 115,11	34 115,11	34 526,68	34 526,68	34 938,25	34 938,25	35 349,82	35 349,82
49 600	33 762,53	33 762,53	34 174,10	34 174,10	34 585,67	34 585,67	34 997,24	34 997,24	35 408,81	35 408,81
49 700	33 821,52	33 821,52	34 233,09	34 233,09	34 644,66	34 644,66	35 056,23	35 056,23	35 467,80	35 467,80
49 800	33 880,51	33 880,51	34 292,08	34 292,08	34 703,65	34 703,65	35 115,22	35 115,22	35 526,79	35 526,79
49 900	33 939,50	33 939,50	34 351,07	34 351,07	34 762,64	34 762,64	35 174,21	35 174,21	35 585,78	35 585,78
50 000	33 998,49	33 998,49	34 410,06	34 410,06	34 821,63	34 821,63	35 233,20	35 233,20	35 644,77	35 644,77

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus
					0	1 et plus	0	1 et plus		
50 100	34 057,48	34 057,48	34 469,05	34 469,05	34 880,62	34 880,62	35 292,19	35 292,19	35 703,76	35 703,76
50 200	34 116,47	34 116,47	34 528,04	34 528,04	34 939,61	34 939,61	35 351,18	35 351,18	35 762,75	35 762,75
50 300	34 175,46	34 175,46	34 587,03	34 587,03	34 998,60	34 998,60	35 410,17	35 410,17	35 821,74	35 821,74
50 400	34 234,45	34 234,45	34 646,02	34 646,02	35 057,59	35 057,59	35 469,16	35 469,16	35 880,73	35 880,73
50 500	34 293,44	34 293,44	34 705,01	34 705,01	35 116,58	35 116,58	35 528,15	35 528,15	35 939,72	35 939,72
50 600	34 352,43	34 352,43	34 764,00	34 764,00	35 175,57	35 175,57	35 587,14	35 587,14	35 998,71	35 998,71
50 700	34 411,42	34 411,42	34 822,99	34 822,99	35 234,56	35 234,56	35 646,13	35 646,13	36 057,70	36 057,70
50 800	34 470,41	34 470,41	34 881,98	34 881,98	35 293,55	35 293,55	35 705,12	35 705,12	36 116,69	36 116,69
50 900	34 527,55	34 527,55	34 939,12	34 939,12	35 350,69	35 350,69	35 762,26	35 762,26	36 173,83	36 173,83
51 000	34 582,09	34 582,09	34 993,66	34 993,66	35 405,23	35 405,23	35 816,80	35 816,80	36 228,37	36 228,37
51 100	34 636,63	34 636,63	35 048,20	35 048,20	35 459,77	35 459,77	35 871,34	35 871,34	36 282,91	36 282,91
51 200	34 691,16	34 691,16	35 102,73	35 102,73	35 514,30	35 514,30	35 925,87	35 925,87	36 337,44	36 337,44
51 300	34 745,70	34 745,70	35 157,27	35 157,27	35 568,84	35 568,84	35 980,41	35 980,41	36 391,98	36 391,98
51 400	34 800,23	34 800,23	35 211,80	35 211,80	35 623,37	35 623,37	36 034,94	36 034,94	36 446,51	36 446,51
51 500	34 854,77	34 854,77	35 266,34	35 266,34	35 677,91	35 677,91	36 089,48	36 089,48	36 501,05	36 501,05
51 600	34 909,30	34 909,30	35 320,87	35 320,87	35 732,44	35 732,44	36 144,01	36 144,01	36 555,58	36 555,58
51 700	34 963,84	34 963,84	35 375,41	35 375,41	35 786,98	35 786,98	36 198,55	36 198,55	36 610,12	36 610,12
51 800	35 018,37	35 018,37	35 429,94	35 429,94	35 841,51	35 841,51	36 253,08	36 253,08	36 664,65	36 664,65
51 900	35 072,91	35 072,91	35 484,48	35 484,48	35 896,05	35 896,05	36 307,62	36 307,62	36 719,19	36 719,19
52 000	35 127,44	35 127,44	35 539,01	35 539,01	35 950,58	35 950,58	36 362,15	36 362,15	36 773,72	36 773,72
52 100	35 181,98	35 181,98	35 593,55	35 593,55	36 005,12	36 005,12	36 416,69	36 416,69	36 828,26	36 828,26
52 200	35 236,51	35 236,51	35 648,08	35 648,08	36 059,65	36 059,65	36 471,22	36 471,22	36 882,79	36 882,79
52 300	35 291,05	35 291,05	35 702,62	35 702,62	36 114,19	36 114,19	36 525,76	36 525,76	36 937,33	36 937,33
52 400	35 345,58	35 345,58	35 757,15	35 757,15	36 168,72	36 168,72	36 580,29	36 580,29	36 991,86	36 991,86
52 500	35 400,12	35 400,12	35 811,69	35 811,69	36 223,26	36 223,26	36 634,83	36 634,83	37 046,40	37 046,40
52 600	35 454,65	35 454,65	35 866,22	35 866,22	36 277,79	36 277,79	36 689,36	36 689,36	37 100,93	37 100,93
52 700	35 509,19	35 509,19	35 920,76	35 920,76	36 332,33	36 332,33	36 743,90	36 743,90	37 155,47	37 155,47
52 800	35 563,73	35 563,73	35 975,30	35 975,30	36 386,87	36 386,87	36 798,44	36 798,44	37 210,01	37 210,01
52 900	35 618,26	35 618,26	36 029,83	36 029,83	36 441,40	36 441,40	36 852,97	36 852,97	37 264,54	37 264,54
53 000	35 672,80	35 672,80	36 084,37	36 084,37	36 495,94	36 495,94	36 907,51	36 907,51	37 319,08	37 319,08
53 100	35 727,33	35 727,33	36 138,90	36 138,90	36 550,47	36 550,47	36 962,04	36 962,04	37 373,61	37 373,61
53 200	35 781,87	35 781,87	36 193,44	36 193,44	36 605,01	36 605,01	37 016,58	37 016,58	37 428,15	37 428,15
53 300	35 836,40	35 836,40	36 247,97	36 247,97	36 659,54	36 659,54	37 071,11	37 071,11	37 482,68	37 482,68
53 400	35 890,94	35 890,94	36 302,51	36 302,51	36 714,08	36 714,08	37 125,65	37 125,65	37 537,22	37 537,22
53 500	35 945,47	35 945,47	36 357,04	36 357,04	36 768,61	36 768,61	37 180,18	37 180,18	37 591,75	37 591,75
53 600	36 000,01	36 000,01	36 411,58	36 411,58	36 823,15	36 823,15	37 234,72	37 234,72	37 646,29	37 646,29
53 700	36 054,54	36 054,54	36 466,11	36 466,11	36 877,68	36 877,68	37 289,25	37 289,25	37 700,82	37 700,82
53 800	36 109,07	36 109,07	36 520,64	36 520,64	36 932,21	36 932,21	37 343,78	37 343,78	37 755,35	37 755,35
53 900	36 163,60	36 163,60	36 575,17	36 575,17	36 986,74	36 986,74	37 398,31	37 398,31	37 810,88	37 810,88
54 000	36 218,13	36 218,13	36 629,70	36 629,70	37 041,27	37 041,27	37 452,84	37 452,84	37 866,41	37 866,41
54 100	36 272,66	36 272,66	36 684,23	36 684,23	37 095,80	37 095,80	37 507,37	37 507,37	37 922,94	37 922,94
54 200	36 327,19	36 327,19	36 738,76	36 738,76	37 150,33	37 150,33	37 561,90	37 561,90	37 979,07	37 979,07
54 300	36 381,72	36 381,72	36 793,29	36 793,29	37 204,86	37 204,86	37 616,43	37 616,43	38 035,60	38 035,60
54 400	36 436,25	36 436,25	36 847,82	36 847,82	37 259,39	37 259,39	37 670,96	37 670,96	38 091,13	38 091,13
54 500	36 490,78	36 490,78	36 902,35	36 902,35	37 313,92	37 313,92	37 725,49	37 725,49	38 146,66	38 146,66
54 600	36 545,31	36 545,31	36 956,88	36 956,88	37 368,45	37 368,45	37 780,02	37 780,02	38 202,19	38 202,19
54 700	36 599,84	36 599,84	37 011,41	37 011,41	37 422,98	37 422,98	37 834,55	37 834,55	38 257,72	38 257,72
54 800	36 654,37	36 654,37	37 065,94	37 065,94	37 477,51	37 477,51	37 889,08	37 889,08	38 313,25	38 313,25
54 900	36 708,90	36 708,90	37 120,47	37 120,47	37 532,04	37 532,04	37 943,61	37 943,61	38 368,78	38 368,78
55 000	36 763,43	36 763,43	37 174,99	37 174,99	37 586,57	37 586,57	37 998,14	37 998,14	38 424,31	38 424,31

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
55 100	36 761,21	36 761,21	37 172,78	37 172,78	37 584,35	37 584,35	37 995,92	37 995,92	38 407,49	38 407,49
55 200	36 811,65	36 811,65	37 223,22	37 223,22	37 634,79	37 634,79	38 046,36	38 046,36	38 457,93	38 457,93
55 300	36 862,09	36 862,09	37 273,66	37 273,66	37 685,23	37 685,23	38 096,80	38 096,80	38 508,37	38 508,37
55 400	36 912,54	36 912,54	37 324,11	37 324,11	37 735,68	37 735,68	38 147,25	38 147,25	38 558,82	38 558,82
55 500	36 962,98	36 962,98	37 374,55	37 374,55	37 786,12	37 786,12	38 197,69	38 197,69	38 609,26	38 609,26
55 600	37 013,42	37 013,42	37 424,99	37 424,99	37 836,56	37 836,56	38 248,13	38 248,13	38 659,70	38 659,70
55 700	37 063,87	37 063,87	37 475,44	37 475,44	37 887,01	37 887,01	38 298,58	38 298,58	38 710,15	38 710,15
55 800	37 114,31	37 114,31	37 525,88	37 525,88	37 937,45	37 937,45	38 349,02	38 349,02	38 760,59	38 760,59
55 900	37 164,75	37 164,75	37 576,32	37 576,32	37 987,89	37 987,89	38 399,46	38 399,46	38 811,03	38 811,03
56 000	37 215,20	37 215,20	37 626,77	37 626,77	38 038,34	38 038,34	38 449,91	38 449,91	38 861,48	38 861,48
56 100	37 265,64	37 265,64	37 677,21	37 677,21	38 088,78	38 088,78	38 500,35	38 500,35	38 911,92	38 911,92
56 200	37 316,08	37 316,08	37 727,65	37 727,65	38 139,22	38 139,22	38 550,79	38 550,79	38 962,36	38 962,36
56 300	37 366,53	37 366,53	37 778,10	37 778,10	38 189,67	38 189,67	38 601,24	38 601,24	39 012,81	39 012,81
56 400	37 416,97	37 416,97	37 828,54	37 828,54	38 240,11	38 240,11	38 651,68	38 651,68	39 063,25	39 063,25
56 500	37 467,41	37 467,41	37 878,98	37 878,98	38 290,55	38 290,55	38 702,12	38 702,12	39 113,69	39 113,69
56 600	37 517,86	37 517,86	37 929,43	37 929,43	38 341,00	38 341,00	38 752,57	38 752,57	39 164,14	39 164,14
56 700	37 568,30	37 568,30	37 979,87	37 979,87	38 391,44	38 391,44	38 803,01	38 803,01	39 214,58	39 214,58
56 800	37 618,74	37 618,74	38 030,31	38 030,31	38 441,88	38 441,88	38 853,45	38 853,45	39 265,02	39 265,02
56 900	37 669,19	37 669,19	38 080,76	38 080,76	38 492,33	38 492,33	38 903,90	38 903,90	39 315,47	39 315,47
57 000	37 719,63	37 719,63	38 131,20	38 131,20	38 542,77	38 542,77	38 954,34	38 954,34	39 365,91	39 365,91
57 100	37 770,07	37 770,07	38 181,64	38 181,64	38 593,21	38 593,21	39 004,78	39 004,78	39 416,35	39 416,35
57 200	37 820,52	37 820,52	38 232,09	38 232,09	38 643,66	38 643,66	39 055,23	39 055,23	39 466,80	39 466,80
57 300	37 870,96	37 870,96	38 282,53	38 282,53	38 694,10	38 694,10	39 105,67	39 105,67	39 517,24	39 517,24
57 400	37 921,40	37 921,40	38 332,97	38 332,97	38 744,54	38 744,54	39 156,11	39 156,11	39 567,68	39 567,68
57 500	37 971,85	37 971,85	38 383,42	38 383,42	38 794,99	38 794,99	39 206,56	39 206,56	39 618,13	39 618,13
57 600	38 022,29	38 022,29	38 433,86	38 433,86	38 845,43	38 845,43	39 257,00	39 257,00	39 668,57	39 668,57
57 700	38 072,73	38 072,73	38 484,30	38 484,30	38 895,87	38 895,87	39 307,44	39 307,44	39 719,01	39 719,01
57 800	38 123,18	38 123,18	38 534,75	38 534,75	38 946,32	38 946,32	39 357,89	39 357,89	39 769,46	39 769,46
57 900	38 173,62	38 173,62	38 585,19	38 585,19	38 996,76	38 996,76	39 408,33	39 408,33	39 819,90	39 819,90
58 000	38 224,06	38 224,06	38 635,63	38 635,63	39 047,20	39 047,20	39 458,77	39 458,77	39 870,34	39 870,34
58 100	38 274,51	38 274,51	38 686,08	38 686,08	39 097,65	39 097,65	39 509,22	39 509,22	39 920,79	39 920,79
58 200	38 324,95	38 324,95	38 736,52	38 736,52	39 148,09	39 148,09	39 559,66	39 559,66	39 971,23	39 971,23
58 300	38 375,39	38 375,39	38 786,96	38 786,96	39 198,53	39 198,53	39 610,10	39 610,10	40 021,67	40 021,67
58 400	38 425,84	38 425,84	38 837,41	38 837,41	39 248,98	39 248,98	39 660,55	39 660,55	40 072,12	40 072,12
58 500	38 476,28	38 476,28	38 887,85	38 887,85	39 299,42	39 299,42	39 710,99	39 710,99	40 122,56	40 122,56
58 600	38 526,72	38 526,72	38 938,29	38 938,29	39 349,86	39 349,86	39 761,43	39 761,43	40 173,00	40 173,00
58 700	38 577,17	38 577,17	38 988,74	38 988,74	39 400,31	39 400,31	39 811,88	39 811,88	40 223,45	40 223,45
58 800	38 627,61	38 627,61	39 039,18	39 039,18	39 450,75	39 450,75	39 862,32	39 862,32	40 273,89	40 273,89
58 900	38 678,05	38 678,05	39 089,62	39 089,62	39 501,19	39 501,19	39 912,76	39 912,76	40 324,33	40 324,33
59 000	38 728,50	38 728,50	39 140,07	39 140,07	39 551,64	39 551,64	39 963,21	39 963,21	40 374,78	40 374,78
59 100	38 778,94	38 778,94	39 190,51	39 190,51	39 602,08	39 602,08	40 013,65	40 013,65	40 425,22	40 425,22
59 200	38 829,38	38 829,38	39 240,95	39 240,95	39 652,52	39 652,52	40 064,09	40 064,09	40 475,66	40 475,66
59 300	38 879,83	38 879,83	39 291,40	39 291,40	39 702,97	39 702,97	40 114,54	40 114,54	40 526,11	40 526,11
59 400	38 930,27	38 930,27	39 341,84	39 341,84	39 753,41	39 753,41	40 164,98	40 164,98	40 576,55	40 576,55
59 500	38 980,71	38 980,71	39 392,28	39 392,28	39 803,85	39 803,85	40 215,42	40 215,42	40 626,99	40 626,99
59 600	39 031,16	39 031,16	39 442,73	39 442,73	39 854,30	39 854,30	40 265,87	40 265,87	40 677,44	40 677,44
59 700	39 081,60	39 081,60	39 493,17	39 493,17	39 904,74	39 904,74	40 316,31	40 316,31	40 727,88	40 727,88
59 800	39 132,04	39 132,04	39 543,61	39 543,61	39 955,18	39 955,18	40 366,75	40 366,75	40 778,32	40 778,32
59 900	39 182,49	39 182,49	39 594,06	39 594,06	40 005,63	40 005,63	40 417,20	40 417,20	40 828,77	40 828,77
60 000	39 232,93	39 232,93	39 644,50	39 644,50	40 056,07	40 056,07	40 467,64	40 467,64	40 879,21	40 879,21

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus
					0	1 et plus	0	1 et plus		
60 100	39 283,37	39 283,37	39 694,94	39 694,94	40 106,51	40 106,51	40 518,08	40 518,08	40 929,65	40 929,65
60 200	39 333,82	39 333,82	39 745,39	39 745,39	40 156,96	40 156,96	40 568,53	40 568,53	40 980,10	40 980,10
60 300	39 384,26	39 384,26	39 795,83	39 795,83	40 207,40	40 207,40	40 618,97	40 618,97	41 030,54	41 030,54
60 400	39 434,70	39 434,70	39 846,27	39 846,27	40 257,84	40 257,84	40 669,41	40 669,41	41 080,98	41 080,98
60 500	39 485,15	39 485,15	39 896,72	39 896,72	40 308,29	40 308,29	40 719,86	40 719,86	41 131,43	41 131,43
60 600	39 535,59	39 535,59	39 947,16	39 947,16	40 358,73	40 358,73	40 770,30	40 770,30	41 181,87	41 181,87
60 700	39 586,03	39 586,03	39 997,60	39 997,60	40 409,17	40 409,17	40 820,74	40 820,74	41 232,31	41 232,31
60 800	39 636,48	39 636,48	40 048,05	40 048,05	40 459,62	40 459,62	40 871,19	40 871,19	41 282,76	41 282,76
60 900	39 686,92	39 686,92	40 098,49	40 098,49	40 510,06	40 510,06	40 921,63	40 921,63	41 333,20	41 333,20
61 000	39 737,36	39 737,36	40 148,93	40 148,93	40 560,50	40 560,50	40 972,07	40 972,07	41 383,64	41 383,64
61 100	39 787,81	39 787,81	40 199,38	40 199,38	40 610,95	40 610,95	41 022,52	41 022,52	41 434,09	41 434,09
61 200	39 838,25	39 838,25	40 249,82	40 249,82	40 661,39	40 661,39	41 072,96	41 072,96	41 484,53	41 484,53
61 300	39 888,69	39 888,69	40 300,26	40 300,26	40 711,83	40 711,83	41 123,40	41 123,40	41 534,97	41 534,97
61 400	39 939,14	39 939,14	40 350,71	40 350,71	40 762,28	40 762,28	41 173,85	41 173,85	41 585,42	41 585,42
61 500	39 989,58	39 989,58	40 401,15	40 401,15	40 812,72	40 812,72	41 224,29	41 224,29	41 635,86	41 635,86
61 600	40 040,97	40 040,97	40 452,54	40 452,54	40 864,11	40 864,11	41 275,68	41 275,68	41 687,25	41 687,25
61 700	40 092,36	40 092,36	40 503,93	40 503,93	40 915,50	40 915,50	41 327,07	41 327,07	41 738,64	41 738,64
61 800	40 143,75	40 143,75	40 555,32	40 555,32	40 966,89	40 966,89	41 378,46	41 378,46	41 790,03	41 790,03
61 900	40 195,13	40 195,13	40 606,70	40 606,70	41 018,27	41 018,27	41 429,84	41 429,84	41 841,41	41 841,41
62 000	40 246,52	40 246,52	40 658,09	40 658,09	41 069,66	41 069,66	41 481,23	41 481,23	41 892,80	41 892,80
62 100	40 297,91	40 297,91	40 709,48	40 709,48	41 121,05	41 121,05	41 532,62	41 532,62	41 944,19	41 944,19
62 200	40 349,30	40 349,30	40 760,87	40 760,87	41 172,44	41 172,44	41 584,01	41 584,01	41 995,58	41 995,58
62 300	40 400,69	40 400,69	40 812,26	40 812,26	41 223,83	41 223,83	41 635,40	41 635,40	42 046,97	42 046,97
62 400	40 452,07	40 452,07	40 863,64	40 863,64	41 275,21	41 275,21	41 686,78	41 686,78	42 098,35	42 098,35
62 500	40 503,46	40 503,46	40 915,03	40 915,03	41 326,60	41 326,60	41 738,17	41 738,17	42 149,74	42 149,74
62 600	40 554,85	40 554,85	40 966,42	40 966,42	41 377,99	41 377,99	41 789,56	41 789,56	42 201,13	42 201,13
62 700	40 606,24	40 606,24	41 017,81	41 017,81	41 429,38	41 429,38	41 840,95	41 840,95	42 252,52	42 252,52
62 800	40 657,63	40 657,63	41 069,20	41 069,20	41 480,77	41 480,77	41 892,34	41 892,34	42 303,91	42 303,91
62 900	40 709,01	40 709,01	41 120,58	41 120,58	41 532,15	41 532,15	41 943,72	41 943,72	42 355,29	42 355,29
63 000	40 760,40	40 760,40	41 171,97	41 171,97	41 583,54	41 583,54	41 995,11	41 995,11	42 406,68	42 406,68
63 100	40 811,79	40 811,79	41 223,36	41 223,36	41 634,93	41 634,93	42 046,50	42 046,50	42 458,07	42 458,07
63 200	40 863,18	40 863,18	41 274,75	41 274,75	41 686,32	41 686,32	42 097,89	42 097,89	42 509,46	42 509,46
63 300	40 914,57	40 914,57	41 326,14	41 326,14	41 737,71	41 737,71	42 149,28	42 149,28	42 560,85	42 560,85
63 400	40 965,96	40 965,96	41 377,53	41 377,53	41 789,10	41 789,10	42 200,67	42 200,67	42 612,24	42 612,24
63 500	41 017,34	41 017,34	41 428,91	41 428,91	41 840,48	41 840,48	42 252,05	42 252,05	42 663,62	42 663,62
63 600	41 068,73	41 068,73	41 480,30	41 480,30	41 891,87	41 891,87	42 303,44	42 303,44	42 715,01	42 715,01
63 700	41 120,12	41 120,12	41 531,69	41 531,69	41 943,26	41 943,26	42 354,83	42 354,83	42 766,40	42 766,40
63 800	41 171,51	41 171,51	41 583,08	41 583,08	41 994,65	41 994,65	42 406,22	42 406,22	42 817,79	42 817,79
63 900	41 222,90	41 222,90	41 634,47	41 634,47	42 046,04	42 046,04	42 457,61	42 457,61	42 869,18	42 869,18
64 000	41 274,28	41 274,28	41 685,85	41 685,85	42 097,42	42 097,42	42 508,99	42 508,99	42 920,56	42 920,56
64 100	41 325,67	41 325,67	41 737,24	41 737,24	42 148,81	42 148,81	42 560,38	42 560,38	42 971,95	42 971,95
64 200	41 377,06	41 377,06	41 788,63	41 788,63	42 200,20	42 200,20	42 611,77	42 611,77	43 023,34	43 023,34
64 300	41 428,45	41 428,45	41 840,02	41 840,02	42 251,59	42 251,59	42 663,16	42 663,16	43 074,73	43 074,73
64 400	41 479,84	41 479,84	41 891,41	41 891,41	42 302,98	42 302,98	42 714,55	42 714,55	43 126,12	43 126,12
64 500	41 531,22	41 531,22	41 942,79	41 942,79	42 354,36	42 354,36	42 765,93	42 765,93	43 177,50	43 177,50
64 600	41 582,61	41 582,61	41 994,18	41 994,18	42 405,75	42 405,75	42 817,32	42 817,32	43 228,89	43 228,89
64 700	41 634,00	41 634,00	42 045,57	42 045,57	42 457,14	42 457,14	42 868,71	42 868,71	43 280,28	43 280,28
64 800	41 685,39	41 685,39	42 096,96	42 096,96	42 508,53	42 508,53	42 920,10	42 920,10	43 331,67	43 331,67
64 900	41 736,78	41 736,78	42 148,35	42 148,35	42 559,92	42 559,92	42 971,49	42 971,49	43 383,06	43 383,06
65 000	41 788,17	41 788,17	42 199,74	42 199,74	42 611,31	42 611,31	43 022,88	43 022,88	43 434,45	43 434,45

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus	0	1 et plus
			0	1 et plus	0	1 et plus				
65 100	41 839,55	41 839,55	42 251,12	42 251,12	42 662,69	42 662,69	43 074,26	43 074,26	43 485,83	43 485,83
65 200	41 890,94	41 890,94	42 302,51	42 302,51	42 714,08	42 714,08	43 125,65	43 125,65	43 537,22	43 537,22
65 300	41 942,33	41 942,33	42 353,90	42 353,90	42 765,47	42 765,47	43 177,04	43 177,04	43 588,61	43 588,61
65 400	41 993,72	41 993,72	42 405,29	42 405,29	42 816,86	42 816,86	43 228,43	43 228,43	43 640,00	43 640,00
65 500	42 045,11	42 045,11	42 456,68	42 456,68	42 868,25	42 868,25	43 279,82	43 279,82	43 691,39	43 691,39
65 600	42 096,49	42 096,49	42 508,06	42 508,06	42 919,63	42 919,63	43 331,20	43 331,20	43 742,77	43 742,77
65 700	42 147,88	42 147,88	42 559,45	42 559,45	42 971,02	42 971,02	43 382,59	43 382,59	43 794,16	43 794,16
65 800	42 199,27	42 199,27	42 610,84	42 610,84	43 022,41	43 022,41	43 433,98	43 433,98	43 845,55	43 845,55
65 900	42 250,66	42 250,66	42 662,23	42 662,23	43 073,80	43 073,80	43 485,37	43 485,37	43 896,94	43 896,94
66 000	42 302,05	42 302,05	42 713,62	42 713,62	43 125,19	43 125,19	43 536,76	43 536,76	43 948,33	43 948,33
66 100	42 358,25	42 358,25	42 769,82	42 769,82	43 181,39	43 181,39	43 592,96	43 592,96	44 004,53	44 004,53
66 200	42 414,46	42 414,46	42 826,03	42 826,03	43 237,60	43 237,60	43 649,17	43 649,17	44 060,74	44 060,74
66 300	42 470,66	42 470,66	42 882,23	42 882,23	43 293,80	43 293,80	43 705,37	43 705,37	44 116,94	44 116,94
66 400	42 526,87	42 526,87	42 938,44	42 938,44	43 350,01	43 350,01	43 761,58	43 761,58	44 173,15	44 173,15
66 500	42 583,07	42 583,07	42 994,64	42 994,64	43 406,21	43 406,21	43 817,78	43 817,78	44 229,35	44 229,35
66 600	42 639,28	42 639,28	43 050,85	43 050,85	43 462,42	43 462,42	43 873,99	43 873,99	44 285,56	44 285,56
66 700	42 695,48	42 695,48	43 107,05	43 107,05	43 518,62	43 518,62	43 930,19	43 930,19	44 341,76	44 341,76
66 800	42 751,69	42 751,69	43 163,26	43 163,26	43 574,83	43 574,83	43 986,40	43 986,40	44 397,97	44 397,97
66 900	42 807,89	42 807,89	43 219,46	43 219,46	43 631,03	43 631,03	44 042,60	44 042,60	44 454,17	44 454,17
67 000	42 864,10	42 864,10	43 275,67	43 275,67	43 687,24	43 687,24	44 098,81	44 098,81	44 510,38	44 510,38
67 100	42 920,31	42 920,31	43 331,88	43 331,88	43 743,45	43 743,45	44 155,02	44 155,02	44 566,59	44 566,59
67 200	42 976,51	42 976,51	43 388,08	43 388,08	43 799,65	43 799,65	44 211,22	44 211,22	44 622,79	44 622,79
67 300	43 032,72	43 032,72	43 444,29	43 444,29	43 855,86	43 855,86	44 267,43	44 267,43	44 679,00	44 679,00
67 400	43 088,92	43 088,92	43 500,49	43 500,49	43 912,06	43 912,06	44 323,63	44 323,63	44 735,20	44 735,20
67 500	43 145,13	43 145,13	43 556,70	43 556,70	43 968,27	43 968,27	44 379,84	44 379,84	44 791,41	44 791,41
67 600	43 201,33	43 201,33	43 612,90	43 612,90	44 024,47	44 024,47	44 436,04	44 436,04	44 847,61	44 847,61
67 700	43 257,54	43 257,54	43 669,11	43 669,11	44 080,68	44 080,68	44 492,25	44 492,25	44 903,82	44 903,82
67 800	43 313,74	43 313,74	43 725,31	43 725,31	44 136,88	44 136,88	44 548,45	44 548,45	44 960,02	44 960,02
67 900	43 369,95	43 369,95	43 781,52	43 781,52	44 193,09	44 193,09	44 604,66	44 604,66	45 016,23	45 016,23
68 000	43 426,15	43 426,15	43 837,72	43 837,72	44 249,29	44 249,29	44 660,86	44 660,86	45 072,43	45 072,43
68 100	43 482,36	43 482,36	43 893,93	43 893,93	44 305,50	44 305,50	44 717,07	44 717,07	45 128,64	45 128,64
68 200	43 538,56	43 538,56	43 950,13	43 950,13	44 361,70	44 361,70	44 773,27	44 773,27	45 184,84	45 184,84
68 300	43 594,77	43 594,77	44 006,34	44 006,34	44 417,91	44 417,91	44 829,48	44 829,48	45 241,05	45 241,05
68 400	43 650,97	43 650,97	44 062,54	44 062,54	44 474,11	44 474,11	44 885,68	44 885,68	45 297,25	45 297,25
68 500	43 707,18	43 707,18	44 118,75	44 118,75	44 530,32	44 530,32	44 941,89	44 941,89	45 353,46	45 353,46
68 600	43 763,39	43 763,39	44 174,96	44 174,96	44 586,53	44 586,53	44 998,10	44 998,10	45 409,67	45 409,67
68 700	43 819,59	43 819,59	44 231,16	44 231,16	44 642,73	44 642,73	45 054,30	45 054,30	45 465,87	45 465,87
68 800	43 875,80	43 875,80	44 287,37	44 287,37	44 698,94	44 698,94	45 110,51	45 110,51	45 522,08	45 522,08
68 900	43 932,00	43 932,00	44 343,57	44 343,57	44 755,14	44 755,14	45 166,71	45 166,71	45 578,28	45 578,28
69 000	43 988,21	43 988,21	44 399,78	44 399,78	44 811,35	44 811,35	45 222,92	45 222,92	45 634,49	45 634,49
69 100	44 044,41	44 044,41	44 455,98	44 455,98	44 867,55	44 867,55	45 279,12	45 279,12	45 690,69	45 690,69
69 200	44 100,62	44 100,62	44 512,19	44 512,19	44 923,76	44 923,76	45 335,33	45 335,33	45 746,90	45 746,90
69 300	44 156,82	44 156,82	44 568,39	44 568,39	44 979,96	44 979,96	45 391,53	45 391,53	45 803,10	45 803,10
69 400	44 213,03	44 213,03	44 624,60	44 624,60	45 036,17	45 036,17	45 447,74	45 447,74	45 859,31	45 859,31
69 500	44 269,23	44 269,23	44 680,80	44 680,80	45 092,37	45 092,37	45 503,94	45 503,94	45 915,51	45 915,51
69 600	44 325,44	44 325,44	44 737,01	44 737,01	45 148,58	45 148,58	45 560,15	45 560,15	45 971,72	45 971,72
69 700	44 381,64	44 381,64	44 793,21	44 793,21	45 204,78	45 204,78	45 616,35	45 616,35	46 027,92	46 027,92
69 800	44 437,85	44 437,85	44 849,42	44 849,42	45 260,99	45 260,99	45 672,56	45 672,56	46 084,13	46 084,13
69 900	44 494,05	44 494,05	44 905,62	44 905,62	45 317,19	45 317,19	45 728,76	45 728,76	46 140,33	46 140,33
70 000	44 550,26	44 550,26	44 961,83	44 961,83	45 373,40	45 373,40	45 784,97	45 784,97	46 196,54	46 196,54



**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
70 100	44 606,47	44 606,47	45 018,04	45 018,04	45 429,61	45 429,61	45 841,18	45 841,18	46 252,75	46 252,75
70 200	44 662,67	44 662,67	45 074,24	45 074,24	45 485,81	45 485,81	45 897,38	45 897,38	46 308,95	46 308,95
70 300	44 718,88	44 718,88	45 130,45	45 130,45	45 542,02	45 542,02	45 953,59	45 953,59	46 365,16	46 365,16
70 400	44 775,08	44 775,08	45 186,65	45 186,65	45 598,22	45 598,22	46 009,79	46 009,79	46 421,36	46 421,36
70 500	44 831,29	44 831,29	45 242,86	45 242,86	45 654,43	45 654,43	46 066,00	46 066,00	46 477,57	46 477,57
70 600	44 887,49	44 887,49	45 299,06	45 299,06	45 710,63	45 710,63	46 122,20	46 122,20	46 533,77	46 533,77
70 700	44 943,70	44 943,70	45 355,27	45 355,27	45 766,84	45 766,84	46 178,41	46 178,41	46 589,98	46 589,98
70 800	44 999,90	44 999,90	45 411,47	45 411,47	45 823,04	45 823,04	46 234,61	46 234,61	46 646,18	46 646,18
70 900	45 056,11	45 056,11	45 467,68	45 467,68	45 879,25	45 879,25	46 290,82	46 290,82	46 702,39	46 702,39
71 000	45 112,31	45 112,31	45 523,88	45 523,88	45 935,45	45 935,45	46 347,02	46 347,02	46 758,59	46 758,59
71 100	45 168,52	45 168,52	45 580,09	45 580,09	45 991,66	45 991,66	46 403,23	46 403,23	46 814,80	46 814,80
71 200	45 224,72	45 224,72	45 636,29	45 636,29	46 047,86	46 047,86	46 459,43	46 459,43	46 871,00	46 871,00
71 300	45 280,93	45 280,93	45 692,50	45 692,50	46 104,07	46 104,07	46 515,64	46 515,64	46 927,21	46 927,21
71 400	45 337,13	45 337,13	45 748,70	45 748,70	46 160,27	46 160,27	46 571,84	46 571,84	46 983,41	46 983,41
71 500	45 393,34	45 393,34	45 804,91	45 804,91	46 216,48	46 216,48	46 628,05	46 628,05	47 039,62	47 039,62
71 600	45 449,55	45 449,55	45 861,12	45 861,12	46 272,69	46 272,69	46 684,26	46 684,26	47 095,83	47 095,83
71 700	45 505,75	45 505,75	45 917,32	45 917,32	46 328,89	46 328,89	46 740,46	46 740,46	47 152,03	47 152,03
71 800	45 561,96	45 561,96	45 973,53	45 973,53	46 385,10	46 385,10	46 796,67	46 796,67	47 208,24	47 208,24
71 900	45 618,16	45 618,16	46 029,73	46 029,73	46 441,30	46 441,30	46 852,87	46 852,87	47 264,44	47 264,44
72 000	45 674,37	45 674,37	46 085,94	46 085,94	46 497,51	46 497,51	46 909,08	46 909,08	47 320,65	47 320,65
72 100	45 730,57	45 730,57	46 142,14	46 142,14	46 553,71	46 553,71	46 965,28	46 965,28	47 376,85	47 376,85
72 200	45 786,78	45 786,78	46 198,35	46 198,35	46 609,92	46 609,92	47 021,49	47 021,49	47 433,06	47 433,06
72 300	45 842,98	45 842,98	46 254,55	46 254,55	46 666,12	46 666,12	47 077,69	47 077,69	47 489,26	47 489,26
72 400	45 899,19	45 899,19	46 310,76	46 310,76	46 722,33	46 722,33	47 133,90	47 133,90	47 545,47	47 545,47
72 500	45 955,39	45 955,39	46 366,96	46 366,96	46 778,53	46 778,53	47 190,10	47 190,10	47 601,67	47 601,67
72 600	46 011,60	46 011,60	46 423,17	46 423,17	46 834,74	46 834,74	47 246,31	47 246,31	47 657,88	47 657,88
72 700	46 067,80	46 067,80	46 479,37	46 479,37	46 890,94	46 890,94	47 302,51	47 302,51	47 714,08	47 714,08
72 800	46 124,01	46 124,01	46 535,58	46 535,58	46 947,15	46 947,15	47 358,72	47 358,72	47 770,29	47 770,29
72 900	46 180,21	46 180,21	46 591,78	46 591,78	47 003,35	47 003,35	47 414,92	47 414,92	47 826,49	47 826,49
73 000	46 236,42	46 236,42	46 647,99	46 647,99	47 059,56	47 059,56	47 471,13	47 471,13	47 882,70	47 882,70
73 100	46 292,63	46 292,63	46 704,20	46 704,20	47 115,77	47 115,77	47 527,34	47 527,34	47 938,91	47 938,91
73 200	46 348,83	46 348,83	46 760,40	46 760,40	47 171,97	47 171,97	47 583,54	47 583,54	47 995,11	47 995,11
73 300	46 405,04	46 405,04	46 816,61	46 816,61	47 228,18	47 228,18	47 639,75	47 639,75	48 051,32	48 051,32
73 400	46 461,24	46 461,24	46 872,81	46 872,81	47 284,38	47 284,38	47 695,95	47 695,95	48 107,52	48 107,52
73 500	46 517,45	46 517,45	46 929,02	46 929,02	47 340,59	47 340,59	47 752,16	47 752,16	48 163,73	48 163,73
73 600	46 573,65	46 573,65	46 985,22	46 985,22	47 396,79	47 396,79	47 808,36	47 808,36	48 219,93	48 219,93
73 700	46 629,86	46 629,86	47 041,43	47 041,43	47 453,00	47 453,00	47 864,57	47 864,57	48 276,14	48 276,14
73 800	46 686,06	46 686,06	47 097,63	47 097,63	47 509,20	47 509,20	47 920,77	47 920,77	48 332,34	48 332,34
73 900	46 742,27	46 742,27	47 153,84	47 153,84	47 565,41	47 565,41	47 976,98	47 976,98	48 388,55	48 388,55
74 000	46 798,47	46 798,47	47 210,04	47 210,04	47 621,61	47 621,61	48 033,18	48 033,18	48 444,75	48 444,75
74 100	46 854,68	46 854,68	47 266,25	47 266,25	47 677,82	47 677,82	48 089,39	48 089,39	48 500,96	48 500,96
74 200	46 910,88	46 910,88	47 322,45	47 322,45	47 734,02	47 734,02	48 145,59	48 145,59	48 557,16	48 557,16
74 300	46 967,09	46 967,09	47 378,66	47 378,66	47 790,23	47 790,23	48 201,80	48 201,80	48 613,37	48 613,37
74 400	47 023,29	47 023,29	47 434,86	47 434,86	47 846,43	47 846,43	48 258,00	48 258,00	48 669,57	48 669,57
74 500	47 079,50	47 079,50	47 491,07	47 491,07	47 902,64	47 902,64	48 314,21	48 314,21	48 725,78	48 725,78
74 600	47 135,71	47 135,71	47 547,28	47 547,28	47 958,85	47 958,85	48 370,42	48 370,42	48 781,99	48 781,99
74 700	47 191,91	47 191,91	47 603,48	47 603,48	48 015,05	48 015,05	48 426,62	48 426,62	48 838,19	48 838,19
74 800	47 248,12	47 248,12	47 659,69	47 659,69	48 071,26	48 071,26	48 482,83	48 482,83	48 894,40	48 894,40
74 900	47 304,32	47 304,32	47 715,89	47 715,89	48 127,46	48 127,46	48 539,03	48 539,03	48 950,60	48 950,60
75 000	47 360,53	47 360,53	47 772,10	47 772,10	48 183,67	48 183,67	48 595,24	48 595,24	49 006,81	49 006,81

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
75 100	47 416,73	47 416,73	47 828,30	47 828,30	48 239,87	48 239,87	48 651,44	48 651,44	49 063,01	49 063,01
75 200	47 472,94	47 472,94	47 884,51	47 884,51	48 296,08	48 296,08	48 707,65	48 707,65	49 119,22	49 119,22
75 300	47 529,14	47 529,14	47 940,71	47 940,71	48 352,28	48 352,28	48 763,85	48 763,85	49 175,42	49 175,42
75 400	47 585,35	47 585,35	47 996,92	47 996,92	48 408,49	48 408,49	48 820,06	48 820,06	49 231,63	49 231,63
75 500	47 641,55	47 641,55	48 053,12	48 053,12	48 464,69	48 464,69	48 876,26	48 876,26	49 287,83	49 287,83
75 600	47 697,76	47 697,76	48 109,33	48 109,33	48 520,90	48 520,90	48 932,47	48 932,47	49 344,04	49 344,04
75 700	47 753,96	47 753,96	48 165,53	48 165,53	48 577,10	48 577,10	48 988,67	48 988,67	49 400,24	49 400,24
75 800	47 810,17	47 810,17	48 221,74	48 221,74	48 633,31	48 633,31	49 044,88	49 044,88	49 456,45	49 456,45
75 900	47 866,37	47 866,37	48 277,94	48 277,94	48 689,51	48 689,51	49 101,08	49 101,08	49 512,65	49 512,65
76 000	47 922,58	47 922,58	48 334,15	48 334,15	48 745,72	48 745,72	49 157,29	49 157,29	49 568,86	49 568,86
76 100	47 978,79	47 978,79	48 390,36	48 390,36	48 801,93	48 801,93	49 213,50	49 213,50	49 625,07	49 625,07
76 200	48 034,99	48 034,99	48 446,56	48 446,56	48 858,13	48 858,13	49 269,70	49 269,70	49 681,27	49 681,27
76 300	48 091,20	48 091,20	48 502,77	48 502,77	48 914,34	48 914,34	49 325,91	49 325,91	49 737,48	49 737,48
76 400	48 147,40	48 147,40	48 558,97	48 558,97	48 970,54	48 970,54	49 382,11	49 382,11	49 793,68	49 793,68
76 500	48 203,61	48 203,61	48 615,18	48 615,18	49 026,75	49 026,75	49 438,32	49 438,32	49 849,89	49 849,89
76 600	48 259,81	48 259,81	48 671,38	48 671,38	49 082,95	49 082,95	49 494,52	49 494,52	49 906,09	49 906,09
76 700	48 316,02	48 316,02	48 727,59	48 727,59	49 139,16	49 139,16	49 550,73	49 550,73	49 962,30	49 962,30
76 800	48 372,22	48 372,22	48 783,79	48 783,79	49 195,36	49 195,36	49 606,93	49 606,93	50 018,50	50 018,50
76 900	48 428,43	48 428,43	48 840,00	48 840,00	49 251,57	49 251,57	49 663,14	49 663,14	50 074,71	50 074,71
77 000	48 484,63	48 484,63	48 896,20	48 896,20	49 307,77	49 307,77	49 719,34	49 719,34	50 130,91	50 130,91
77 100	48 540,84	48 540,84	48 952,41	48 952,41	49 363,98	49 363,98	49 775,55	49 775,55	50 187,12	50 187,12
77 200	48 597,04	48 597,04	49 008,61	49 008,61	49 420,18	49 420,18	49 831,75	49 831,75	50 243,32	50 243,32
77 300	48 653,25	48 653,25	49 064,82	49 064,82	49 476,39	49 476,39	49 887,96	49 887,96	50 299,53	50 299,53
77 400	48 709,45	48 709,45	49 121,02	49 121,02	49 532,59	49 532,59	49 944,16	49 944,16	50 355,73	50 355,73
77 500	48 765,66	48 765,66	49 177,23	49 177,23	49 588,80	49 588,80	50 000,37	50 000,37	50 411,94	50 411,94
77 600	48 821,87	48 821,87	49 233,44	49 233,44	49 645,01	49 645,01	50 056,58	50 056,58	50 468,15	50 468,15
77 700	48 878,07	48 878,07	49 289,64	49 289,64	49 701,21	49 701,21	50 112,78	50 112,78	50 524,35	50 524,35
77 800	48 934,28	48 934,28	49 345,85	49 345,85	49 757,42	49 757,42	50 168,99	50 168,99	50 580,56	50 580,56
77 900	48 990,48	48 990,48	49 402,05	49 402,05	49 813,62	49 813,62	50 225,19	50 225,19	50 636,76	50 636,76
78 000	49 046,69	49 046,69	49 458,26	49 458,26	49 869,83	49 869,83	50 281,40	50 281,40	50 692,97	50 692,97
78 100	49 102,89	49 102,89	49 514,46	49 514,46	49 926,03	49 926,03	50 337,60	50 337,60	50 749,17	50 749,17
78 200	49 159,10	49 159,10	49 570,67	49 570,67	49 982,24	49 982,24	50 393,81	50 393,81	50 805,38	50 805,38
78 300	49 215,30	49 215,30	49 626,87	49 626,87	50 038,44	50 038,44	50 450,01	50 450,01	50 861,58	50 861,58
78 400	49 271,51	49 271,51	49 683,08	49 683,08	50 094,65	50 094,65	50 506,22	50 506,22	50 917,79	50 917,79
78 500	49 327,71	49 327,71	49 739,28	49 739,28	50 150,85	50 150,85	50 562,42	50 562,42	50 973,99	50 973,99
78 600	49 383,92	49 383,92	49 795,49	49 795,49	50 207,06	50 207,06	50 618,63	50 618,63	51 030,20	51 030,20
78 700	49 440,12	49 440,12	49 851,69	49 851,69	50 263,26	50 263,26	50 674,83	50 674,83	51 086,40	51 086,40
78 800	49 496,33	49 496,33	49 907,90	49 907,90	50 319,47	50 319,47	50 731,04	50 731,04	51 142,61	51 142,61
78 900	49 552,53	49 552,53	49 964,10	49 964,10	50 375,67	50 375,67	50 787,24	50 787,24	51 198,81	51 198,81
79 000	49 608,74	49 608,74	50 020,31	50 020,31	50 431,88	50 431,88	50 843,45	50 843,45	51 255,02	51 255,02
79 100	49 664,95	49 664,95	50 076,52	50 076,52	50 488,09	50 488,09	50 899,66	50 899,66	51 311,23	51 311,23
79 200	49 721,15	49 721,15	50 132,72	50 132,72	50 544,29	50 544,29	50 955,86	50 955,86	51 367,43	51 367,43
79 300	49 777,36	49 777,36	50 188,93	50 188,93	50 600,50	50 600,50	51 012,07	51 012,07	51 423,64	51 423,64
79 400	49 833,56	49 833,56	50 245,13	50 245,13	50 656,70	50 656,70	51 068,27	51 068,27	51 479,84	51 479,84
79 500	49 889,77	49 889,77	50 301,34	50 301,34	50 712,91	50 712,91	51 124,48	51 124,48	51 536,05	51 536,05
79 600	49 945,97	49 945,97	50 357,54	50 357,54	50 769,11	50 769,11	51 180,68	51 180,68	51 592,25	51 592,25
79 700	50 002,18	50 002,18	50 413,75	50 413,75	50 825,32	50 825,32	51 236,89	51 236,89	51 648,46	51 648,46
79 800	50 058,38	50 058,38	50 469,95	50 469,95	50 881,52	50 881,52	51 293,09	51 293,09	51 704,66	51 704,66
79 900	50 114,59	50 114,59	50 526,16	50 526,16	50 937,73	50 937,73	51 349,30	51 349,30	51 760,87	51 760,87
80 000	50 170,79	50 170,79	50 582,36	50 582,36	50 993,93	50 993,93	51 405,50	51 405,50	51 817,07	51 817,07

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
80 100	50 227,00	50 227,00	50 638,57	50 638,57	51 050,14	51 050,14	51 461,71	51 461,71	51 873,28	51 873,28
80 200	50 283,20	50 283,20	50 694,77	50 694,77	51 106,34	51 106,34	51 517,91	51 517,91	51 929,48	51 929,48
80 300	50 339,41	50 339,41	50 750,98	50 750,98	51 162,55	51 162,55	51 574,12	51 574,12	51 985,69	51 985,69
80 400	50 395,61	50 395,61	50 807,18	50 807,18	51 218,75	51 218,75	51 630,32	51 630,32	52 041,89	52 041,89
80 500	50 451,82	50 451,82	50 863,39	50 863,39	51 274,96	51 274,96	51 686,53	51 686,53	52 098,10	52 098,10
80 600	50 508,03	50 508,03	50 919,60	50 919,60	51 331,17	51 331,17	51 742,74	51 742,74	52 154,31	52 154,31
80 700	50 564,23	50 564,23	50 975,80	50 975,80	51 387,37	51 387,37	51 798,94	51 798,94	52 210,51	52 210,51
80 800	50 620,44	50 620,44	51 032,01	51 032,01	51 443,58	51 443,58	51 855,15	51 855,15	52 266,72	52 266,72
80 900	50 676,64	50 676,64	51 088,21	51 088,21	51 499,78	51 499,78	51 911,35	51 911,35	52 322,92	52 322,92
81 000	50 732,85	50 732,85	51 144,42	51 144,42	51 555,99	51 555,99	51 967,56	51 967,56	52 379,13	52 379,13
81 100	50 789,05	50 789,05	51 200,62	51 200,62	51 612,19	51 612,19	52 023,76	52 023,76	52 435,33	52 435,33
81 200	50 845,26	50 845,26	51 256,83	51 256,83	51 668,40	51 668,40	52 079,97	52 079,97	52 491,54	52 491,54
81 300	50 901,46	50 901,46	51 313,03	51 313,03	51 724,60	51 724,60	52 136,17	52 136,17	52 547,74	52 547,74
81 400	50 957,67	50 957,67	51 369,24	51 369,24	51 780,81	51 780,81	52 192,38	52 192,38	52 603,95	52 603,95
81 500	51 013,87	51 013,87	51 425,44	51 425,44	51 837,01	51 837,01	52 248,58	52 248,58	52 660,15	52 660,15
81 600	51 070,08	51 070,08	51 481,65	51 481,65	51 893,22	51 893,22	52 304,79	52 304,79	52 716,36	52 716,36
81 700	51 126,28	51 126,28	51 537,85	51 537,85	51 949,42	51 949,42	52 360,99	52 360,99	52 772,56	52 772,56
81 800	51 182,49	51 182,49	51 594,06	51 594,06	52 005,63	52 005,63	52 417,20	52 417,20	52 828,77	52 828,77
81 900	51 238,69	51 238,69	51 650,26	51 650,26	52 061,83	52 061,83	52 473,40	52 473,40	52 884,97	52 884,97
82 000	51 294,90	51 294,90	51 706,47	51 706,47	52 118,04	52 118,04	52 529,61	52 529,61	52 941,18	52 941,18
82 100	51 351,11	51 351,11	51 762,68	51 762,68	52 174,25	52 174,25	52 585,82	52 585,82	52 997,39	52 997,39
82 200	51 407,31	51 407,31	51 818,88	51 818,88	52 230,45	52 230,45	52 642,02	52 642,02	53 053,59	53 053,59
82 300	51 463,52	51 463,52	51 875,09	51 875,09	52 286,66	52 286,66	52 698,23	52 698,23	53 109,80	53 109,80
82 400	51 519,72	51 519,72	51 931,29	51 931,29	52 342,86	52 342,86	52 754,43	52 754,43	53 166,00	53 166,00
82 500	51 575,93	51 575,93	51 987,50	51 987,50	52 399,07	52 399,07	52 810,64	52 810,64	53 222,21	53 222,21
82 600	51 632,13	51 632,13	52 043,70	52 043,70	52 455,27	52 455,27	52 866,84	52 866,84	53 278,41	53 278,41
82 700	51 688,34	51 688,34	52 099,91	52 099,91	52 511,48	52 511,48	52 923,05	52 923,05	53 334,62	53 334,62
82 800	51 744,54	51 744,54	52 156,11	52 156,11	52 567,68	52 567,68	52 979,25	52 979,25	53 390,82	53 390,82
82 900	51 800,75	51 800,75	52 212,32	52 212,32	52 623,89	52 623,89	53 035,46	53 035,46	53 447,03	53 447,03
83 000	51 856,95	51 856,95	52 268,52	52 268,52	52 680,09	52 680,09	53 091,66	53 091,66	53 503,23	53 503,23
83 100	51 913,16	51 913,16	52 324,73	52 324,73	52 736,30	52 736,30	53 147,87	53 147,87	53 559,44	53 559,44
83 200	51 969,36	51 969,36	52 380,93	52 380,93	52 792,50	52 792,50	53 204,07	53 204,07	53 615,64	53 615,64
83 300	52 025,57	52 025,57	52 437,14	52 437,14	52 848,71	52 848,71	53 260,28	53 260,28	53 671,85	53 671,85
83 400	52 081,77	52 081,77	52 493,34	52 493,34	52 904,91	52 904,91	53 316,48	53 316,48	53 728,05	53 728,05
83 500	52 137,98	52 137,98	52 549,55	52 549,55	52 961,12	52 961,12	53 372,69	53 372,69	53 784,26	53 784,26
83 600	52 194,19	52 194,19	52 605,76	52 605,76	53 017,33	53 017,33	53 428,90	53 428,90	53 840,47	53 840,47
83 700	52 250,39	52 250,39	52 661,96	52 661,96	53 073,53	53 073,53	53 485,10	53 485,10	53 896,67	53 896,67
83 800	52 306,60	52 306,60	52 718,17	52 718,17	53 129,74	53 129,74	53 541,31	53 541,31	53 952,88	53 952,88
83 900	52 362,80	52 362,80	52 774,37	52 774,37	53 185,94	53 185,94	53 597,51	53 597,51	54 009,08	54 009,08
84 000	52 419,01	52 419,01	52 830,58	52 830,58	53 242,15	53 242,15	53 653,72	53 653,72	54 065,29	54 065,29
84 100	52 475,21	52 475,21	52 886,78	52 886,78	53 298,35	53 298,35	53 709,92	53 709,92	54 121,49	54 121,49
84 200	52 531,42	52 531,42	52 942,99	52 942,99	53 354,56	53 354,56	53 766,13	53 766,13	54 177,70	54 177,70
84 300	52 587,62	52 587,62	52 999,19	52 999,19	53 410,76	53 410,76	53 822,33	53 822,33	54 233,90	54 233,90
84 400	52 643,83	52 643,83	53 055,40	53 055,40	53 466,97	53 466,97	53 878,54	53 878,54	54 290,11	54 290,11
84 500	52 700,03	52 700,03	53 111,60	53 111,60	53 523,17	53 523,17	53 934,74	53 934,74	54 346,31	54 346,31
84 600	52 756,24	52 756,24	53 167,81	53 167,81	53 579,38	53 579,38	53 990,95	53 990,95	54 402,52	54 402,52
84 700	52 812,44	52 812,44	53 224,01	53 224,01	53 635,58	53 635,58	54 047,15	54 047,15	54 458,72	54 458,72
84 800	52 868,65	52 868,65	53 280,22	53 280,22	53 691,79	53 691,79	54 103,36	54 103,36	54 514,93	54 514,93
84 900	52 924,85	52 924,85	53 336,42	53 336,42	53 747,99	53 747,99	54 159,56	54 159,56	54 571,13	54 571,13
85 000	52 981,06	52 981,06	53 392,63	53 392,63	53 804,20	53 804,20	54 215,77	54 215,77	54 627,34	54 627,34

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
85 100	53 037,27	53 037,27	53 448,84	53 448,84	53 860,41	53 860,41	54 271,98	54 271,98	54 683,55	54 683,55
85 200	53 093,47	53 093,47	53 505,04	53 505,04	53 916,61	53 916,61	54 328,18	54 328,18	54 739,75	54 739,75
85 300	53 149,68	53 149,68	53 561,25	53 561,25	53 972,82	53 972,82	54 384,39	54 384,39	54 795,96	54 795,96
85 400	53 205,88	53 205,88	53 617,45	53 617,45	54 029,02	54 029,02	54 440,59	54 440,59	54 852,16	54 852,16
85 500	53 262,09	53 262,09	53 673,66	53 673,66	54 085,23	54 085,23	54 496,80	54 496,80	54 908,37	54 908,37
85 600	53 318,29	53 318,29	53 729,86	53 729,86	54 141,43	54 141,43	54 553,00	54 553,00	54 964,57	54 964,57
85 700	53 374,50	53 374,50	53 786,07	53 786,07	54 197,64	54 197,64	54 609,21	54 609,21	55 020,78	55 020,78
85 800	53 430,70	53 430,70	53 842,27	53 842,27	54 253,84	54 253,84	54 665,41	54 665,41	55 076,98	55 076,98
85 900	53 486,91	53 486,91	53 898,48	53 898,48	54 310,05	54 310,05	54 721,62	54 721,62	55 133,19	55 133,19
86 000	53 543,11	53 543,11	53 954,68	53 954,68	54 366,25	54 366,25	54 777,82	54 777,82	55 189,39	55 189,39
86 100	53 599,32	53 599,32	54 010,89	54 010,89	54 422,46	54 422,46	54 834,03	54 834,03	55 245,60	55 245,60
86 200	53 655,52	53 655,52	54 067,09	54 067,09	54 478,66	54 478,66	54 890,23	54 890,23	55 301,80	55 301,80
86 300	53 711,73	53 711,73	54 123,30	54 123,30	54 534,87	54 534,87	54 946,44	54 946,44	55 358,01	55 358,01
86 400	53 767,93	53 767,93	54 179,50	54 179,50	54 591,07	54 591,07	55 002,64	55 002,64	55 414,21	55 414,21
86 500	53 824,14	53 824,14	54 235,71	54 235,71	54 647,28	54 647,28	55 058,85	55 058,85	55 470,42	55 470,42
86 600	53 880,35	53 880,35	54 291,92	54 291,92	54 703,49	54 703,49	55 115,06	55 115,06	55 526,63	55 526,63
86 700	53 936,55	53 936,55	54 348,12	54 348,12	54 759,69	54 759,69	55 171,26	55 171,26	55 582,83	55 582,83
86 800	53 992,76	53 992,76	54 404,33	54 404,33	54 815,90	54 815,90	55 227,47	55 227,47	55 639,04	55 639,04
86 900	54 048,96	54 048,96	54 460,53	54 460,53	54 872,10	54 872,10	55 283,67	55 283,67	55 695,24	55 695,24
87 000	54 105,17	54 105,17	54 516,74	54 516,74	54 928,31	54 928,31	55 339,88	55 339,88	55 751,45	55 751,45
87 100	54 161,37	54 161,37	54 572,94	54 572,94	54 984,51	54 984,51	55 396,08	55 396,08	55 807,65	55 807,65
87 200	54 217,58	54 217,58	54 629,15	54 629,15	55 040,72	55 040,72	55 452,29	55 452,29	55 863,86	55 863,86
87 300	54 273,78	54 273,78	54 685,35	54 685,35	55 096,92	55 096,92	55 508,49	55 508,49	55 920,06	55 920,06
87 400	54 329,99	54 329,99	54 741,56	54 741,56	55 153,13	55 153,13	55 564,70	55 564,70	55 976,27	55 976,27
87 500	54 386,19	54 386,19	54 797,76	54 797,76	55 209,33	55 209,33	55 620,90	55 620,90	56 032,47	56 032,47
87 600	54 442,40	54 442,40	54 853,97	54 853,97	55 265,54	55 265,54	55 677,11	55 677,11	56 088,68	56 088,68
87 700	54 498,60	54 498,60	54 910,17	54 910,17	55 321,74	55 321,74	55 733,31	55 733,31	56 144,88	56 144,88
87 800	54 554,81	54 554,81	54 966,38	54 966,38	55 377,95	55 377,95	55 789,52	55 789,52	56 201,09	56 201,09
87 900	54 611,01	54 611,01	55 022,58	55 022,58	55 434,15	55 434,15	55 845,72	55 845,72	56 257,29	56 257,29
88 000	54 667,22	54 667,22	55 078,79	55 078,79	55 490,36	55 490,36	55 901,93	55 901,93	56 313,50	56 313,50
88 100	54 723,43	54 723,43	55 135,00	55 135,00	55 546,57	55 546,57	55 958,14	55 958,14	56 369,71	56 369,71
88 200	54 779,63	54 779,63	55 191,20	55 191,20	55 602,77	55 602,77	56 014,34	56 014,34	56 425,91	56 425,91
88 300	54 835,84	54 835,84	55 247,41	55 247,41	55 658,98	55 658,98	56 070,55	56 070,55	56 482,12	56 482,12
88 400	54 892,04	54 892,04	55 303,61	55 303,61	55 715,18	55 715,18	56 126,75	56 126,75	56 538,32	56 538,32
88 500	54 948,25	54 948,25	55 359,82	55 359,82	55 771,39	55 771,39	56 182,96	56 182,96	56 594,53	56 594,53
88 600	55 004,45	55 004,45	55 416,02	55 416,02	55 827,59	55 827,59	56 239,16	56 239,16	56 650,73	56 650,73
88 700	55 060,66	55 060,66	55 472,23	55 472,23	55 883,80	55 883,80	56 295,37	56 295,37	56 706,94	56 706,94
88 800	55 116,86	55 116,86	55 528,43	55 528,43	55 940,00	55 940,00	56 351,57	56 351,57	56 763,14	56 763,14
88 900	55 173,07	55 173,07	55 584,64	55 584,64	55 996,21	55 996,21	56 407,78	56 407,78	56 819,35	56 819,35
89 000	55 229,27	55 229,27	55 640,84	55 640,84	56 052,41	56 052,41	56 463,98	56 463,98	56 875,55	56 875,55
89 100	55 285,48	55 285,48	55 697,05	55 697,05	56 108,62	56 108,62	56 520,19	56 520,19	56 931,76	56 931,76
89 200	55 341,68	55 341,68	55 753,25	55 753,25	56 164,82	56 164,82	56 576,39	56 576,39	56 987,96	56 987,96
89 300	55 397,89	55 397,89	55 809,46	55 809,46	56 221,03	56 221,03	56 632,60	56 632,60	57 044,17	57 044,17
89 400	55 454,09	55 454,09	55 865,66	55 865,66	56 277,23	56 277,23	56 688,80	56 688,80	57 100,37	57 100,37
89 500	55 510,30	55 510,30	55 921,87	55 921,87	56 333,44	56 333,44	56 745,01	56 745,01	57 156,58	57 156,58
89 600	55 566,51	55 566,51	55 978,08	55 978,08	56 389,65	56 389,65	56 801,22	56 801,22	57 212,79	57 212,79
89 700	55 622,71	55 622,71	56 034,28	56 034,28	56 445,85	56 445,85	56 857,42	56 857,42	57 268,99	57 268,99
89 800	55 678,92	55 678,92	56 090,49	56 090,49	56 502,06	56 502,06	56 913,63	56 913,63	57 325,20	57 325,20
89 900	55 735,12	55 735,12	56 146,69	56 146,69	56 558,26	56 558,26	56 969,83	56 969,83	57 381,40	57 381,40
90 000	55 791,33	55 791,33	56 202,90	56 202,90	56 614,47	56 614,47	57 026,04	57 026,04	57 437,61	57 437,61

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail  
pour l'année 2023 (90 % du revenu net retenu pour 2023)**

**Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
90 100	55 847,53	55 847,53	56 259,10	56 259,10	56 670,67	56 670,67	57 082,24	57 082,24	57 493,81	57 493,81
90 200	55 903,74	55 903,74	56 315,31	56 315,31	56 726,88	56 726,88	57 138,45	57 138,45	57 550,02	57 550,02
90 300	55 959,94	55 959,94	56 371,51	56 371,51	56 783,08	56 783,08	57 194,65	57 194,65	57 606,22	57 606,22
90 400	56 016,15	56 016,15	56 427,72	56 427,72	56 839,29	56 839,29	57 250,86	57 250,86	57 662,43	57 662,43
90 500	56 072,35	56 072,35	56 483,92	56 483,92	56 895,49	56 895,49	57 307,06	57 307,06	57 718,63	57 718,63
90 600	56 128,56	56 128,56	56 540,13	56 540,13	56 951,70	56 951,70	57 363,27	57 363,27	57 774,84	57 774,84
90 700	56 184,76	56 184,76	56 596,33	56 596,33	57 007,90	57 007,90	57 419,47	57 419,47	57 831,04	57 831,04
90 800	56 240,97	56 240,97	56 652,54	56 652,54	57 064,11	57 064,11	57 475,68	57 475,68	57 887,25	57 887,25
90 900	56 297,18	56 297,18	56 708,75	56 708,75	57 120,32	57 120,32	57 531,89	57 531,89	57 943,46	57 943,46
91 000	56 353,38	56 353,38	56 764,95	56 764,95	57 176,52	57 176,52	57 588,09	57 588,09	57 999,66	57 999,66

77497

**Avis**

Loi sur les accidents du travail  
et les maladies professionnelles  
(chapitre a-3.001)

**Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables  
pour l'année 2023**

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2023, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2023.

À ce jour, l'étude de ce dossier ne révèle aucun impact significatif sur les citoyens et les entreprises directement concernés par ces modifications.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à madame Brenda Gauthier, 1600, avenue D'Estimauville, à Québec, téléphone (418) 266-4949.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Bruno

Labrecque, vice-président aux finances, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, 1600, avenue D'Estimauville, Québec (Québec) G1J 0H7.

*La présidente du conseil d'administration  
de la Commission des normes, de l'équité,  
de la santé et de la sécurité du travail,*

LOUISE OTIS

**Règlement sur la table des revenus bruts  
annuels d'emplois convenables pour  
l'année 2023**

Loi sur les accidents du travail  
et les maladies professionnelles  
(chapitre A-3.001, a. 50)

■ La table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2023 est la suivante :

Tranche	Limite inférieure		Limite supérieure	
1.	de	29 720 \$	à moins de	30 500 \$
2.	"	30 500 \$	"	32 500 \$
3.	"	32 500 \$	"	35 500 \$
4.	"	35 500 \$	"	38 500 \$
5.	"	38 500 \$	"	41 500 \$
6.	"	41 500 \$	"	44 500 \$
7.	"	44 500 \$	"	47 500 \$

Tranche	Limite inférieure	Limite supérieure
8.	47 500\$	50 500\$
9.	50 500\$	53 500\$
10.	53 500\$	56 500\$
11.	56 500\$	59 500\$
12.	59 500\$	62 500\$
13.	62 500\$	65 500\$
14.	65 500\$	68 500\$
15.	68 500\$	71 500\$
16.	71 500\$	74 500\$
17.	74 500\$	77 500\$
18.	77 500\$	80 500\$
19.	80 500\$	83 500\$
20.	83 500\$	86 500\$
21.	86 500\$	89 500\$
22.	89 500\$	91 000\$
23.	91 000\$	et plus

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77498

## Projet de règlement

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1)

Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1)

Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, chapitre 25)

### Incidents de confidentialité

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement sur les incidents de confidentialité, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

La Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, chapitre 25), sanctionnée le 22 septembre 2021, incorpore dans la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) de même que dans la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1) des exigences à respecter advenant la survenance d'un incident de confidentialité. Notamment, des avis devront être transmis à la Commission d'accès à l'information et aux personnes dont un renseignement personnel est concerné par un tel incident lorsque ce dernier présente un risque qu'un préjudice sérieux soit causé, conformément aux deuxièmes alinéas des articles 63.8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et 3.5 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé. De même, il y aura obligation de tenir un registre des incidents de confidentialité, en application des articles 63.11 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et 3.8 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé. Ces dispositions entreront en vigueur le 22 septembre 2022.

De plus, la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels modifie la Loi électorale (chapitre E-3.3) afin d'y indiquer que, sauf disposition inconciliable avec cette loi, la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé s'appliquera aux renseignements personnels d'électeurs détenus par un parti politique, un député indépendant ou un candidat indépendant, à l'exception de quelques exclusions. Ainsi, les exigences mentionnées ci-dessus, relatives aux incidents de confidentialité et contenues aux articles 3.5 et 3.8 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, s'appliqueront à ces entités politiques lorsque l'article 127.22 de la Loi électorale entrera en vigueur.

Ce projet de règlement vise à fournir aux entreprises, de même qu'aux organismes publics et aux entités politiques assujettis, des paramètres en ce qui a trait aux éléments de contenu devant être inclus dans les avis transmis à la Commission d'accès à l'information et aux personnes concernées, ainsi que dans le registre des incidents de confidentialité qu'ils doivent tenir. Ils seront ainsi mieux outillés et encadrés quant à leurs obligations en semblable contexte.

Du côté du secteur privé, une analyse d'impact réglementaire a été réalisée. À cet égard, soulignons que les coûts engendrés ne proviennent pas de ce projet de règlement, mais plutôt des nouvelles dispositions concernant les incidents de confidentialité qui seront ajoutées à la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé en application de la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels.

Du point de vue des citoyens, ce projet de règlement permet d'harmoniser le contenu auquel ces derniers auront accès advenant qu'un avis leur soit transmis en raison de la survenance d'un incident de confidentialité présentant un risque qu'un préjudice sérieux soit causé. Le citoyen sera ainsi mieux informé quant aux circonstances entourant l'incident, mais aussi plus soutenu quant aux démarches qu'il lui est recommandé de faire, le cas échéant, afin de veiller à une protection accrue de ses renseignements personnels.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à madame Julie Goulet, avocate, Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité, ministère du Conseil exécutif, par courriel : julie.goulet@mce.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, à madame Julie Samuël, directrice de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels au Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité, ministère du Conseil exécutif, par courriel : daiprp@mce.gouv.qc.ca.

*Le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels*  
ÉRIC CAIRE

## Règlement sur les incidents de confidentialité

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1, a. 155, 1<sup>er</sup> al., par. 6.1<sup>o</sup> et 6.2<sup>o</sup>)

Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1, a. 90, 1<sup>er</sup> al., par. 3<sup>o</sup> et 3.1<sup>o</sup>)

Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (2021, chapitre 25, a. 67, par. 2<sup>o</sup> et a. 158)

### SECTION I

#### CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITION

**1.** Le présent règlement s'applique à tout organisme public visé à l'article 3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), de même qu'à toute

personne qui exploite une entreprise et qui est visée par la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1).

Il s'applique également aux ordres professionnels, dans la mesure prévue par le Code des professions (chapitre C-26), de même qu'aux partis politiques, aux députés indépendants et aux candidats indépendants, dans la mesure prévue à l'article 127.22 de la Loi électorale (chapitre E-3.3).

**2.** Dans le présent règlement, on entend par « organisation » un organisme public, une personne qui exploite une entreprise, un ordre professionnel, un parti politique, un député indépendant ou un candidat indépendant auxquels s'applique le présent règlement.

### SECTION II

#### AVIS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

**3.** L'avis à la Commission d'accès à l'information qu'un incident de confidentialité présente un risque qu'un préjudice sérieux soit causé, donné en application du deuxième alinéa de l'article 63.8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) ou du deuxième alinéa de l'article 3.5 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1), est fait par écrit et doit contenir les renseignements suivants :

1<sup>o</sup> le nom de l'organisation ayant fait l'objet de l'incident de confidentialité et, le cas échéant, le numéro d'entreprise du Québec qui lui est attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1);

2<sup>o</sup> le nom et les coordonnées de la personne à contacter au sein de l'organisation relativement à l'incident;

3<sup>o</sup> une description des renseignements personnels visés par l'incident ou, si cette information n'est pas connue, la raison justifiant l'impossibilité de fournir une telle description;

4<sup>o</sup> une brève description des circonstances de l'incident et, si elle est connue, sa cause;

5<sup>o</sup> la date ou la période où l'incident a eu lieu ou, si cette dernière n'est pas connue, une approximation de cette période;

6<sup>o</sup> la date ou la période au cours de laquelle l'organisation a pris connaissance de l'incident;



7<sup>o</sup> le nombre de personnes concernées par l'incident et, parmi celles-ci, le nombre de personnes qui résident au Québec ou, s'ils ne sont pas connus, une approximation de ces nombres;

8<sup>o</sup> une description des éléments qui amènent l'organisation à conclure qu'il existe un risque qu'un préjudice sérieux soit causé aux personnes concernées, tels que la sensibilité des renseignements personnels concernés, les utilisations malveillantes possibles de ces renseignements, les conséquences appréhendées de leur utilisation et la probabilité qu'ils soient utilisés à des fins préjudiciables;

9<sup>o</sup> les mesures que l'organisation a prises ou entend prendre afin d'aviser les personnes dont un renseignement personnel est concerné par l'incident, en application du deuxième alinéa de l'article 63.8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ou du deuxième alinéa de l'article 3.5 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, de même que la date où les personnes ont été avisés ou le délai d'exécution envisagé;

10<sup>o</sup> les mesures que l'organisation a prises ou entend prendre à la suite de la survenance de l'incident, notamment celles visant à diminuer les risques qu'un préjudice soit causé ou à atténuer un tel préjudice et celles visant à éviter que de nouveaux incidents de même nature ne se produisent, de même que le délai où les mesures ont été prises ou le délai d'exécution envisagé;

11<sup>o</sup> le cas échéant, une mention précisant qu'une personne ou un organisme situé à l'extérieur du Québec et exerçant des responsabilités semblables à celles de la Commission d'accès à l'information à l'égard de la surveillance de la protection des renseignements personnels a été avisé de l'incident.

**4.** L'organisation doit transmettre à la Commission d'accès à l'information tout renseignement énoncé à l'article 3 dont elle prend connaissance après lui avoir transmis l'avis qui y est visé. L'information complémentaire doit alors être transmise avec diligence à compter de cette connaissance.

### SECTION III AVIS AUX PERSONNES CONCERNÉES

**5.** L'avis à la personne dont un renseignement personnel est concerné par un incident qui présente un risque qu'un préjudice sérieux soit causé, donné en application du deuxième alinéa de l'article 63.8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) ou du

deuxième alinéa de l'article 3.5 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1), doit contenir les renseignements suivants :

1<sup>o</sup> une description des renseignements personnels visés par l'incident ou, si cette information n'est pas connue, la raison justifiant l'impossibilité de fournir une telle description;

2<sup>o</sup> une brève description des circonstances de l'incident;

3<sup>o</sup> la date ou la période où l'incident a eu lieu ou, si cette dernière n'est pas connue, une approximation de cette période;

4<sup>o</sup> une brève description des mesures que l'organisation a prises ou entend prendre à la suite de la survenance de l'incident, afin de diminuer les risques qu'un préjudice soit causé;

5<sup>o</sup> les mesures que l'organisation suggère à la personne concernée de prendre afin de diminuer le risque qu'un préjudice lui soit causé ou afin d'atténuer un tel préjudice;

6<sup>o</sup> les coordonnées permettant à la personne concernée de se renseigner davantage relativement à l'incident.

**6.** L'avis visé à l'article 5 est transmis à la personne concernée par l'incident de confidentialité.

Malgré le premier alinéa, l'avis visé à l'article 5 est donné au moyen d'un avis public dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

1<sup>o</sup> lorsque le fait de transmettre l'avis est susceptible de causer un préjudice accru à la personne concernée;

2<sup>o</sup> lorsque le fait de transmettre l'avis est susceptible de représenter une difficulté excessive pour l'organisation;

3<sup>o</sup> lorsque l'organisation n'a pas les coordonnées de la personne concernée.

Par ailleurs, afin d'agir rapidement pour diminuer le risque qu'un préjudice sérieux soit causé ou afin d'atténuer un tel préjudice, l'avis visé à l'article 5 peut également être donné au moyen d'un avis public. Dans ce cas, l'organisation demeure toutefois tenue de transmettre, avec diligence, un avis à la personne concernée, à moins que l'une des circonstances énoncées au deuxième alinéa ne s'applique à sa situation.

En application du présent article, un avis public peut être fait par tout moyen dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il permette de joindre la personne concernée.



## SECTION IV REGISTRE DES INCIDENTS DE CONFIDENTIALITÉ

**7.** Le registre prévu à l'article 63.11 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) et à l'article 3.8 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1) doit contenir les renseignements suivants :

1<sup>o</sup> une description des renseignements personnels visés par l'incident ou, si cette information n'est pas connue, la raison justifiant l'impossibilité de fournir une telle description;

2<sup>o</sup> une brève description des circonstances de l'incident;

3<sup>o</sup> la date ou la période où l'incident a eu lieu ou, si cette dernière n'est pas connue, une approximation de cette période;

4<sup>o</sup> la date ou la période au cours de laquelle l'organisation a pris connaissance de l'incident;

5<sup>o</sup> le nombre de personnes concernées par l'incident ou, s'il n'est pas connu, une approximation de ce nombre;

6<sup>o</sup> une description des éléments qui amènent l'organisation à conclure qu'il existe ou non un risque qu'un préjudice sérieux soit causé aux personnes concernées, tels que la sensibilité des renseignements personnels concernés, les utilisations malveillantes possibles de ces renseignements, les conséquences appréhendées de leur utilisation et la probabilité qu'ils soient utilisés à des fins préjudiciables;

7<sup>o</sup> si l'incident présente un risque qu'un préjudice sérieux soit causé, les dates de transmission des avis à la Commission d'accès à l'information et aux personnes concernées, en application du deuxième alinéa de l'article 63.8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ou du deuxième alinéa de l'article 3.5 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, de même qu'une mention indiquant si des avis publics ont été donnés par l'organisation et la raison pour laquelle ils l'ont été, le cas échéant;

8<sup>o</sup> une brève description des mesures prises par l'organisation, à la suite de la survenance de l'incident, afin de diminuer les risques qu'un préjudice soit causé.

**8.** Les renseignements contenus au registre doivent être tenus à jour et conservés pendant une période minimale de cinq ans après la date ou la période au cours de laquelle l'organisation a pris connaissance de l'incident.

## SECTION V DISPOSITION FINALE

**9.** Le présent règlement entre en vigueur le 22 septembre 2022, sauf à l'égard des partis politiques, des députés indépendants et des candidats indépendants, pour lesquels il entrera en vigueur le 22 septembre 2023.

77600

### Projet de règlement

Code de procédure civile  
(chapitre C-25.01)

#### Médiation des demandes relatives à des petites créances — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement a pour objectif de prolonger du 30 novembre 2022 au 31 mai 2023 l'application de certaines dispositions du Règlement modifiant le Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances, édicté par le décret numéro 586-2021 du 21 avril 2021, qui visent à favoriser le recours à la médiation des demandes relatives à des petites créances, notamment celles relatives au nombre d'heures de médiation et aux honoraires du médiateur.

À ce jour, l'étude de ce dossier ne révèle aucun impact sur les citoyens, les entreprises et en particulier les PME.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M<sup>e</sup> Christine Lavoie, Direction du soutien juridique aux services de justice, ministère de la Justice, 1200, route de l'Église, 7<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1V 4M1, courriel : christine.lavoie@justice.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, au ministre de la Justice, 1200, route de l'Église, 9<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1V 4M1.

*Le ministre de la Justice,*  
SIMON JOLIN-BARRETTE

## Règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances

Code de procédure civile  
(chapitre C-25.01, a. 556 et 570)

**1.** L'article 11 du Règlement modifiant le Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances, édicté par le décret numéro 586-2021 du 21 avril 2021, est modifié par le remplacement de « 30 novembre 2022 » par « 31 mai 2023 ».

**2** Le présent règlement entre en vigueur le 30 novembre 2022.

77711

## Projet de règlement

Code de procédure civile  
(chapitre C-25.01)

### Projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement établissant un projet pilote concernant la transformation numérique de l'administration de la justice, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre de la Justice à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement établit un projet pilote visant à évaluer des règles de procédure, modifiées ou nouvelles, applicables à certaines demandes traitées suivant la procédure non contentieuse prévue au Code de procédure civile (chapitre C-25.01), en vue de faciliter la mise en œuvre de la transformation numérique de l'administration de la justice.

Ces règles sont susceptibles d'avoir un impact favorable sur les personnes ayant recours aux tribunaux.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M<sup>e</sup> Antoine Fafard, Direction des affaires juridiques de la transformation, ministère de la Justice, 1200, route de l'Église, 4<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1V 4M1, courriel : antoine.fafard@justice.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, au ministre de la Justice, 1200, route de l'Église, 9<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1V 4M1.

*Le ministre de la Justice,*  
SIMON JOLIN-BARETTE

## Règlement établissant un projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice

Code de procédure civile  
(chapitre C-25.01, a. 28)

### CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Est autorisé un projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice, pour une durée de trois ans, dans tous les districts judiciaires.

**2.** Pour la durée du projet pilote, les règles particulières de procédure prévues au présent règlement s'appliquent aux demandes traitées suivant la procédure non contentieuse qui concernent :

1<sup>o</sup> l'autorisation de consentir aux soins non requis par l'état de santé d'une personne âgée de moins de 14 ans ou inapte à consentir ou à l'aliénation d'une partie du corps d'un mineur ou d'un majeur inapte;

2<sup>o</sup> le jugement déclaratif de décès, la vérification des testaments, l'obtention de lettres de vérification et, en matière de succession, la liquidation et le partage;

3<sup>o</sup> la modification du registre de l'état civil;

4<sup>o</sup> la tutelle à l'absent, au mineur ou au majeur, l'émanicipation du mineur, le mandat de protection ainsi que la représentation temporaire du majeur inapte;

5<sup>o</sup> la nomination, la désignation ou le remplacement de toute personne qui doit, selon la loi, être fait par le tribunal, d'office ou à défaut d'entente entre les intéressés, ainsi que les demandes de cette nature en matière de tutelle au mineur, de tutelle au majeur, de mandat de protection, de représentation temporaire du majeur inapte, de succession et d'administration du bien d'autrui;

6<sup>o</sup> l'administration d'un bien indivis, d'une fiducie ou du bien d'autrui;

7° la délivrance d'actes notariés ou le remplacement et la reconstitution d'écrits;

8° l'exhumation.

## CHAPITRE 2 DISPOSITIONS APPLICABLES AU PROJET PILOTE

**3.** Le dépôt au greffe par un avocat, un notaire ou un huissier de tout acte de procédure, de toute pièce ou de tout autre document, incluant la photographie d'un élément matériel de preuve, doit se faire par le moyen technologique mis en place à cette fin, lorsque ce moyen est disponible.

Ces documents peuvent aussi y être ainsi déposés par toute autre personne.

Toute personne qui utilise le moyen technologique visé au premier alinéa doit s'identifier de la manière prévue aux conditions d'utilisation de celui-ci.

**4.** Le document source sur support papier d'un testament olographe, d'un testament devant témoins ou d'un mandat de protection devant témoins déposé au greffe par un moyen technologique dans le cadre d'une demande de vérification ou d'homologation doit aussi y être déposé physiquement dans les 15 jours.

**5.** L'information portée par un acte de procédure, une pièce ou un autre document déposé au greffe sur support papier est transférée sur support technologique par le greffier.

Le document source sur support papier est remis à la partie, à son représentant ou à l'huissier après le transfert de l'information, à l'exception d'un document relatif à une procédure d'homologation ou de vérification, notamment :

1° un testament olographe ou devant témoins;

2° un mandat de protection devant témoins.

**6.** La partie, son représentant ou l'huissier est tenu jusqu'à la fin de l'instance de conserver et de préserver l'intégrité, sur son support d'origine, de tout document qu'il a déposé au greffe, que ce soit par moyen technologique ou sur support papier.

Le juge en chef du tribunal concerné peut ordonner à celui-ci de conserver et de préserver l'intégrité de tout document visé au premier alinéa pour une période plus longue, s'il considère qu'il peut encore être utile.

**7.** Tout document conservé en vertu de l'article 6 doit être remis au tribunal, sur son support d'origine, sur demande de celui-ci.

**8.** Les formats normalisés établis par le ministre pour la réception des actes sur support technologique, tel que prévus à l'article 99 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01), de même que les formats acceptés pour la réception de tout autre document sur support technologique sont indiqués aux conditions d'utilisation du moyen technologique mis en place à cette fin.

## CHAPITRE 3 DISPOSITIONS MODIFIÉES POUR LA DURÉE DU PROJET PILOTE

**9.** Pour la durée et dans le cadre du projet pilote, les dispositions suivantes se lisent telles qu'indiqué au présent chapitre.

Les ajouts et les suppressions y sont respectivement soulignés et barrés uniquement pour indiquer les différences par rapport au texte autrement en vigueur.

**10.** L'article 101 du Code de procédure civile :

« **101.** La demande faite en cours d'instance peut être écrite ou présentée oralement en audience, sans formalités; si elle est écrite, la demande indique la date, l'heure et le lieu où elle sera présentée au tribunal et elle est notifiée aux autres parties au moins trois jours à l'avance. Si elle est orale, elle doit être faite au tribunal en présence des autres parties.

La demande peut aussi faire l'objet d'une note, d'une lettre ou d'un avis s'il s'agit de décider d'une mesure de gestion, si le juge le demande ou s'il en convient avec les parties. La note, la lettre ou l'avis identifie clairement sa nature et son objet, le numéro du dossier auquel il se rattache et, s'il y a lieu, les conclusions recherchées.

La demande qui repose sur des faits dont la preuve n'est pas au dossier doit être écrite et appuyée ~~du serment de celui qui les allègue~~d'une déclaration de celui qui les allègue, réputée faite sous serment, attestant de la véracité des faits allégués.

La demande ne peut être contestée qu'oralement, sauf si le tribunal autorise la contestation écrite, notamment lorsqu'il lui est permis de statuer sur le vu du dossier. Lors de l'audience, toute partie peut présenter une preuve appropriée. »

**11.** L'article 108 de ce code :

«**108.** Les parties, ainsi que les avocats ou, dans les procédures non contentieuses, les notaires qui les représentent, doivent veiller à ce que les pièces et autres documents qui comportent des éléments d'identification généralement tenus pour confidentiels soient produits sous une forme propre à assurer le caractère confidentiel de l'information.

Tout document ou élément matériel de preuve produit au dossier à titre de pièce doit y demeurer jusqu'à la fin de l'instance, à moins que toutes les parties ne consentent à son retrait. Lorsque les parties consentent au retrait d'une pièce sur support technologique, celle-ci est détruite par le greffier. Les parties doivent, une fois l'instance terminée, reprendre possession des pièces qu'elles ont produites sur support papier ou, lorsque ces pièces sont sur support technologique, demander au greffier de les détruire; à défaut, le greffier, un an après la date du jugement passé en force de chose jugée ou de l'acte qui met fin à l'instance, peut les détruire. Dans l'un et l'autre tous les cas, le juge en chef du tribunal concerné peut surseoir à la destruction des pièces s'il considère qu'elles peuvent encore être utiles.

Toutefois, dans les matières susceptibles de révision ou de réévaluation ainsi que, dans les affaires non contentieuses, les avis, les procès-verbaux, les inventaires, les preuves médicales et psychosociales, les déclarations et les documents rendus exécutoires par le prononcé d'un jugement, y compris le cas échéant le formulaire de fixation des pensions alimentaires pour enfants qui y est joint, ne doivent être ni retirés ni détruits. »

**12.** L'article 134 de ce code :

«**134.** La preuve de la notification par un moyen technologique est faite au moyen d'un bordereau d'envoi ou, à défaut, d'une déclaration sous serment de l'expéditeur, réputée faite sous serment.

Le bordereau indique la nature du document transmis, le numéro du dossier du tribunal, le nom de l'expéditeur et du destinataire et leurs coordonnées, de même que le lieu, la date et l'heure et les minutes de la transmission; il doit contenir également, à moins que la transmission ne soit effectuée par l'entremise d'un huissier, l'information nécessaire pour permettre au destinataire de vérifier l'intégrité de la transmission. Ce bordereau n'est produit au greffe que si une partie le demande. »

**13.** L'article 309 de ce code :

«**309.** Le tribunal s'assure que la demande qui lui est présentée a été signifiée à la personne concernée et notifiée aux intéressés et que les avis, rapports et expertises nécessaires sont au dossier.

À cet égard, il peut ordonner la notification de la demande à toute personne qu'il estime intéressée, convoquer une assemblée de parents, d'alliés ou d'amis ou solliciter l'avis d'un conseil de tutelle; il peut également exiger les avis, rapports et expertises complémentaires qu'il estime nécessaires et, le cas échéant, ordonner l'évaluation d'un bien par un expert indépendant qu'il désigne, s'il a des raisons de croire que l'évaluation du bien qui accompagne la demande ne correspond pas à sa valeur. Il peut aussi autoriser une personne intéressée à présenter une preuve au soutien du point de vue qu'elle entend faire valoir. Enfin, il peut prendre toute autre mesure de gestion appropriée.

La preuve du demandeur, de la personne concernée ou du tiers intéressé peut être faite au moyen d'une déclaration sous serment, par une déclaration, réputée faite sous serment, attestant de la véracité des faits allégués, par témoignage, par la présentation de documents ou d'un élément matériel. Elle peut porter sur tout fait pertinent, même survenu depuis l'introduction de la demande. »

**CHAPITRE 4****DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

**14.** Seule une demande déposée à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement est assujettie au projet pilote dans le district judiciaire concerné.

**15.** Malgré l'article 2, une demande déferée au tribunal en vertu des articles 304 ou 317 du Code de procédure civile demeure assujettie au projet pilote.

**16.** Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par le ministre à l'égard de chaque district judiciaire, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 3, qui entre en vigueur à la date fixée par le ministre.

77587

**Projet de règlement**

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(chapitre S-2.1)

**Santé et sécurité du travail dans les mines  
— Modification**

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement modifiant le Règlement sur la santé et la sécurité du travail dans les mines, dont le texte apparaît ci-dessous, pourrait être adopté par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de

la sécurité du travail et soumis au gouvernement pour approbation, conformément à l'article 224 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1), à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement propose des modifications afin d'intégrer des normes plus récentes relativement à certains équipements de protection individuels pour la protection contre les chutes de hauteur, et ce, en concordance avec le Règlement sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1, r. 13). Il prévoit également deux nouveaux modules à la « Formation modulaire pour un travailleur minier » lors de travaux en lien avec un puits pour en réduire les risques d'accident, des modifications aux méthodes de travail lorsque le forage dans un front de taille est exécuté au moyen d'un dispositif de commande à distance et prévoit l'ajout d'une obligation pour l'employeur d'adopter un programme en contrôle de terrain adapté aux particularités d'une mine souterraine. Ce projet de règlement modifie aussi les exigences de sécurité pour tout type de véhicule utilisé par un travailleur dans une mine, et non seulement pour un véhicule utilisé pour le transport de travailleurs.

L'étude de ce projet révèle un impact économique de 1 159 300 \$ s'appliquant uniquement aux mines souterraines pour les modifications réglementaires relatives à la formation modulaire du travailleur minier et le programme en contrôle de terrain lors de leur entrée en vigueur. Il y a également un coût annuel estimé à 143 500 \$ pour les années subséquentes quant à la formation modulaire du travailleur minier. À ce jour, l'étude de ce projet révèle que les autres modifications réglementaires n'auront aucun impact financier sur les entreprises du Québec.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Félix-Antoine Blanchard, ingénieur / conseiller expert – Secteur mines, Direction du génie-conseil - Direction générale de la gouvernance et du conseil stratégique en prévention, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, 1600, avenue D'Estimauville, Québec (Québec) G1J 0H7, téléphone 418 266-4699, 2031 ou courriel felix-antoine.blanchard@cnesst.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours, à monsieur Luc Castonguay, vice-président à la prévention, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, 1600, avenue D'Estimauville, Québec (Québec) G1J 0H7.

*Présidente du conseil d'administration  
de la Commission des normes, de l'équité,  
de la santé et de la sécurité du travail,*  
LOUISE OTIS

## Règlement modifiant le Règlement sur la santé et la sécurité du travail dans les mines

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(chapitre S-2.1, a. 223, 1<sup>er</sup> al., par. 7<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup>,  
19<sup>o</sup> et 42<sup>o</sup> et 3<sup>e</sup> al.)

**1.** Le Règlement sur la santé et la sécurité du travail dans les mines (chapitre S-2.1, r. 14) est modifié par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « la Commission scolaire » par « le Centre de services scolaire ».

**2.** L'article 4.1 de ce règlement est abrogé.

**3.** Les articles 5 à 7 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

« **5.** Un harnais de sécurité doit être conforme à la norme Harnais de sécurité, CAN/CSA Z259.10, et être relié par une liaison antichute à un système d'ancrage, conformément aux articles 6 à 7.01. Cet assemblage doit limiter la force maximale d'arrêt de chute à 6 kN ou la hauteur de chute libre à 1,8 m au maximum.

**5.1.** Lorsqu'une ceinture de sécurité est mise à la disposition d'un travailleur, celle-ci ne peut être utilisée que pour limiter le déplacement du travailleur, pour le maintenir dans sa position de travail ou pour les opérations en sauvetage minier.

Une telle ceinture doit être conforme à la norme Ceintures de travail et selles pour le maintien en position de travail et pour la limitation du déplacement, CAN/CSA-Z259.1.

Une ceinture de sécurité ne peut être utilisée comme équipement de protection individuel servant à arrêter la chute d'un travailleur.

**6.** La liaison antichute doit être composée d'un ou de plusieurs des équipements suivants, incluant minimalement l'équipement prévu aux paragraphes 1 ou 2 :

1<sup>o</sup> un absorbeur d'énergie et un cordon d'assujettissement conformes à la norme Absorbants d'énergie et cordons d'assujettissement, CAN/CSA Z259.11. Le cordon d'assujettissement, incluant l'absorbeur d'énergie, doit avoir une longueur maximale de 2 m;

2<sup>o</sup> un enrouleur-dérouleur conforme à la norme Dispositifs à cordon autorétractable, CAN/CSA Z259.2.2;

3<sup>o</sup> un coulisseau conforme à la norme Dispositifs antichutes et cordes d'assurance verticales, CSA Z259.2.5, ou à la norme Dispositifs antichutes et rails rigides verticaux, CSA Z259.2.4;



4° une corde d'assurance verticale conforme à la norme Dispositifs antichutes et cordes d'assurance verticales, CSA Z259.2.5, ou à la norme Dispositifs antichutes et rails rigides verticaux, CSA Z259.2.4, qui ne doit jamais être directement en contact avec une arête vive et qui doit :

- a) être utilisée par une seule personne;
- b) avoir une longueur inférieure à 90 m;
- c) être exempte d'imperfections, de nœuds et d'épissures, sauf aux extrémités de la corde;

5° un élément de connexion, tel un crochet à ressort, un anneau en D ou un mousqueton, conforme à la norme Accessoires de raccordement pour les systèmes personnels de protection contre les chutes, CAN/CSA-Z259.12.

7. La liaison antichute d'un harnais de sécurité doit être fixée à l'un des systèmes d'ancrage suivants :

1° un système d'ancrage ponctuel ayant l'une des caractéristiques suivantes :

- a) avoir une résistance à la rupture d'au moins 18 kN;
- b) être conçu et installé selon un plan d'ingénieur conformément à la norme Conception de systèmes actifs de protection contre les chutes, CSA Z259.16, et :

i. avoir une résistance égale à 2 fois la force maximale d'arrêt tel qu'attestée par un ingénieur; ou

ii. être certifié conforme à la norme Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage *EN 795* publiée par le Comité européen de normalisation ou à la norme Connecteurs d'ancrage, CAN/CSA Z259.15;

2° un système d'ancrage continu flexible (corde d'assurance horizontale) ayant l'une des caractéristiques suivantes :

- a) être conforme aux normes minimales suivantes :
  - i. avoir un câble d'acier d'un diamètre minimum de 12 mm relâché selon un angle minimum de 1 vertical pour 12 horizontal, soit 5 par rapport à l'horizontale;
  - ii. avoir une distance maximale de 12 m entre les ancrages d'extrémité;
  - iii. avoir des ancrages d'extrémité dont la résistance à la rupture est d'au moins 90 kN;

b) être conçu et installé selon un plan d'ingénieur, conformément aux normes Systèmes fabriqués en corde d'assurance horizontale, CSA Z259.13, et Conception de systèmes actifs de protection contre les chutes, CSA Z259.16;

3° un système d'ancrage continu rigide conçu et installé selon un plan d'ingénieur conformément à la norme Conception de systèmes actifs de protection contre les chutes, CSA Z259.16.

Le système d'ancrage continu flexible conforme au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 du premier alinéa ne peut être utilisé par plus de 2 travailleurs à la fois.

Le système d'ancrage ayant les caractéristiques décrites aux sous-paragraphe *b* des paragraphes 1 et 2 du premier alinéa et le système d'ancrage visé au paragraphe 3 de cet alinéa doivent, avant leur première mise en service, être inspectés et mis à l'essai par un ingénieur ou une personne qualifiée agissant sous la supervision d'un ingénieur, pour en vérifier la conformité aux plans de conception et d'installation. ».

**4.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 7, du suivant :

« **7.01.** Le système d'ancrage doit :

1° être conçu de telle sorte que l'anneau en D du point de suspension du harnais de sécurité du travailleur ne pourra être décalé horizontalement de plus de 3 m ou d'un angle de 22°;

2° être conçu de manière à ce qu'un équipement de protection individuel correctement attaché ne puisse pas être détaché involontairement.

Il ne peut être utilisé par plus d'une personne à la fois sauf s'il s'agit d'un système d'ancrage continu, tel une corde d'assurance horizontale ou rigide, tel un rail.

La structure sur laquelle est installé le système d'ancrage doit être capable de supporter l'effort apporté par le système d'ancrage, en plus des autres efforts auxquels elle doit normalement résister. ».

**5.** L'article 7.1 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement de « et 7 » par « , 7 et 7.01 »;

2° par le remplacement de « le point d'attache du cordon d'assujettissement et la corde d'assurance verticale » par « la liaison antichute et le système d'ancrage ».

**6.** L'article 27.1 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> dans le premier alinéa :

a) par la suppression de « Dans les 6 mois qui suivent le 9 avril 2009, »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 1<sup>o</sup>, de « I, II, III, IV, V et VII » par « 1, 2, 3, 4, 5 et 7 »;

2<sup>o</sup> dans le deuxième alinéa :

a) par la suppression de « Les obligations prévues aux paragraphes 1 et 2 s'appliquent à la personne embauchée après l'expiration du délai de 6 mois prévu au premier alinéa; cependant, »;

b) par le remplacement de « I, II et III » et de « IV, V et VII » par, respectivement, « 1, 2 et 3 » et « 4, 5 et 7 »;

3<sup>o</sup> par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « I, II et III » par « 1, 2, 3, 4, 5 et 7 »;

4<sup>o</sup> par le remplacement, dans le cinquième alinéa, de « I » par « 1 ».

**7.** L'article 27.2 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> dans le premier alinéa :

a) par la suppression de « Dans les 12 mois qui suivent le 23 mars 2006, »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 1<sup>o</sup>, de « VI » par « 6 »;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le deuxième alinéa, de « Les obligations prévues aux paragraphes 1 et 2 du premier alinéa s'appliquent aussi à la personne embauchée après l'expiration du délai de 12 mois prévu au premier alinéa; cependant, »;

3<sup>o</sup> dans le troisième alinéa :

a) par la suppression de « selon les modules I, II et III » et de « à l'article 27.1 »;

b) par l'insertion, après « prévue », de « au premier alinéa »;

4<sup>o</sup> par le remplacement, dans le quatrième alinéa, de « I » par « 1 ».

**8.** L'article 27.3 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par la suppression, dans le premier alinéa, de « Dans les 12 mois qui suivent le 11 juillet 2013, »;

2<sup>o</sup> par la suppression du deuxième alinéa;

3<sup>o</sup> par le remplacement, dans le dernier alinéa, de « aux premier et deuxième alinéas » par « au premier alinéa »;

4<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« La personne qui utilise un treuil-racloir, une chargeuse pneumatique ou une chargeuse-navette sous terre à des fins de vérification, d'essai ou d'entretien est dispensée des obligations prévues au premier alinéa. ».

**9.** L'article 27.4 de ce règlement est modifié par la suppression du troisième alinéa.

**10.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 27.5, des suivants :

« **27.6.** Toute personne qui émet des signaux au moyen d'un système de signalisation prévus à l'article 263 doit :

1<sup>o</sup> avoir reçu la formation en matière de santé et de sécurité du travail selon le module 13 du cours de formation modulaire du travailleur minier publié par le Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois;

2<sup>o</sup> être titulaire d'une attestation à cet effet délivrée par le Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois.

**27.7.** Toute personne qui construit, inspecte, restaure ou répare un puits dans une mine ou y procède à des travaux doit :

1<sup>o</sup> avoir reçu la formation en matière de santé et de sécurité du travail selon le module 14 du cours de formation modulaire du travailleur minier publié par le Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois;

2<sup>o</sup> être titulaire d'une attestation à cet effet délivrée par le Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois.

La personne qui travaille occasionnellement dans un puits est dispensée des obligations prévues au premier alinéa; cependant, elle doit être accompagnée d'une personne visée à ces alinéas. ».

**11.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 28.03, du suivant :

« **28.04.** L'employeur doit adopter un programme en contrôle de terrain adapté aux particularités d'une mine souterraine et il en assure son application. Le programme traite notamment des éléments suivants :

1<sup>o</sup> la caractérisation du massif rocheux;

2<sup>o</sup> la conception du système de support de terrain;

3° l'élaboration des plans et devis d'excavation par un ingénieur conformément aux articles de la présente sous-section, les consultations, l'approbation, la révision et les suivis;

4° les moyens assurant la communication de l'information, tel le registre prévu à l'article 28.03, ainsi que la formation nécessaire pour assurer la sécurité;

5° les rôles et les responsabilités de ses représentants et des travailleurs;

6° la vérification périodique de l'efficacité du programme;

7° le bilan annuel de l'application du programme;

8° la mise à jour annuelle du programme.

Le programme en contrôle de terrain doit être facilement accessible pour consultation par le comité de santé et de sécurité et le représentant à la prévention. »

**12.** L'article 75.13 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement de «CAN/CSA Z259.10-M90» par «CAN/CSA Z259.10»;

2° par le remplacement de «CSA Z259.16-15» par «CSA Z259.16».

**13.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 179, du suivant :

«**179.1.** Tout véhicule motorisé doit être facilement accessible, en toute sécurité, au moyen notamment d'un marchepied, de poignées ou d'une échelle. »

**14.** L'article 196 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 1° du premier alinéa.

**15.** L'article 207 de ce règlement est modifié par la suppression de «lors des travaux d'écaillage, de forage, de la mise en place d'un soutènement ou de chargement d'explosifs».

**16.** L'article 208 de ce règlement est abrogé.

**17.** L'article 264 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de «Seuls les travailleurs autorisés» par «Seules les personnes ayant reçu la formation mentionnée à l'article 27.6 et qui sont autorisées par l'employeur qui a autorité sur l'établissement»;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «travailleurs visés» par «personnes visées»;

3° par la suppression du dernier alinéa.

**18.** L'article 394 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«Le port d'un harnais de sécurité conforme à la norme Harnais de sécurité, CAN/CSA Z259.10 et l'utilisation d'un cordon d'assujettissement relié au câble d'extraction conforme à la norme Absorbent d'énergie et cordons d'assujettissement, CAN/CSA Z259.11 sont obligatoires pour tout travailleur se trouvant sur le toit d'un transporteur en mouvement. »;

2° par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «6» par «7».

**19.** L'article 401.1 de ce règlement est modifié, dans le deuxième alinéa :

1° par l'insertion, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° et après «dériveur», de «conforme à la norme Dispositifs à cordon autorétractable, CAN/CSA Z259.2.2»;

2° dans le paragraphe 7° :

a) par la suppression de «du groupe AD ou AP»;

b) par le remplacement, de «Full Body Harnesses CAN/CSA Z259.10-M90» par «Harnais de sécurité, CAN/CSA Z259.10»;

3° par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «Dispositif antichutes, descendeurs et cordes d'assurance, ACNOR Z259.2-M1979» par «Dispositifs antichutes et cordes d'assurance verticales, CSA Z259.2.5, ou à la norme Dispositifs antichutes et rails rigides verticaux, CSA Z259.2.4».

**20.** L'article 437 est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque le forage est exécuté au moyen d'un dispositif de commande à distance sous surveillance et que la zone de tir est évacuée. »

**21.** L'article 440 est modifié par le remplacement de «forage» partout où il se trouve par «tir».

**22.** L'article 443 est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa partout où il se trouve, de «forage» par «tir».



**23.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception des dispositions de l'article 10 qui entrent en vigueur le (*indiquer ici la date qui suit d'un an celle de l'entrée en vigueur du présent règlement*).

77730

## Projet de règlement

Loi sur les tribunaux judiciaires  
(chapitre T-16)

### Tarif judiciaire en matière civile — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Tarif judiciaire en matière civile, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement apporte des modifications terminologiques et prévoit les frais judiciaires exigibles pour la présentation de demandes prévues au Code de procédure civile (chapitre C-25.01) en matière de représentation temporaire du majeur inapte, le tout en raison des modifications apportées à ce code par la Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (2020, chapitre 11).

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M<sup>e</sup> Lorie Pépin, Direction du soutien juridique aux services de justice, ministère de la Justice, 1200, route de l'Église, 7<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1V 4M1, courriel: [lorie.pepin@justice.gouv.qc.ca](mailto:lorie.pepin@justice.gouv.qc.ca).

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, au ministre de la Justice, 1200, route de l'Église, 9<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1V 4M1.

*Le ministre de la Justice,*  
SIMON JOLIN-BARRETTE

## Règlement modifiant le Tarif judiciaire en matière civile

Loi sur les tribunaux judiciaires  
(chapitre T-16, a. 224)

**1.** L'article 15 du Tarif judiciaire en matière civile (chapitre T-16, r. 10) est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 4<sup>o</sup> par le suivant :

«4<sup>o</sup> la tutelle à l'absent, au mineur ou au majeur, l'émancipation du mineur, le mandat de protection ainsi que la représentation temporaire du majeur inapte;»;

2<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 5<sup>o</sup>, de «de régime de protection des majeurs» par «de tutelle au majeur, de mandat de protection, de représentation temporaire du majeur inapte».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77712

## Conseil du trésor

Gouvernement du Québec

### C.T. 226429, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)

#### Règlement d'application — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 9<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), le gouvernement peut par règlement déterminer les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir les valeurs actuarielles des prestations visées aux articles 43.2, 46.1, 54 et 79 et qui peuvent varier selon la nature de ces prestations;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 9.0.1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 134 de cette loi, le gouvernement peut par règlement déterminer, aux fins de l'article 53, les hypothèses et méthodes actuarielles;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 13.2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 134 de cette loi, le gouvernement peut par règlement déterminer les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir les valeurs actuarielles des prestations visées aux articles 109.2 et 109.8, lesquelles peuvent varier selon les régimes de retraite et les bénéficiaires concernés;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics par le décret numéro 1845-88 du 14 décembre 1988;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 134 de cette loi, le gouvernement exerce les pouvoirs réglementaires qui y sont prévus après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE ces consultations ont eu lieu;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, ci-annexé, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

### Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, a. 134, 1<sup>er</sup> al., par. 9<sup>o</sup>, 9.0.1<sup>o</sup> et 13.2<sup>o</sup>)

**1.** L'article 12 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, r. 2) est remplacé par le suivant :

« **12.** Pour l'application de la présente section, l'expression « norme de l'ICA » réfère à la section 3500 des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires concernant les valeurs actualisées des rentes en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022. ».

**2.** L'article 12.1 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> par les suivants :

« 1<sup>o</sup> Taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux de la table de mortalité promulguée par le Conseil des normes actuarielles de l'Institut canadien des actuaires, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

«2° Taux d'intérêt:

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la norme de l'ICA. Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10% le plus près.»;

2° dans le paragraphe 3° :

a) par le remplacement, dans le sous-paragraphe b, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

b) par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10% le plus près.»;

3° par le remplacement des paragraphes 6° et 7° par les suivants :

«6° Proportion des personnes ayant un conjoint au décès pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec ou le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65%	60%
60-64 ans	65%	55%
65-69 ans	60%	50%
70-74 ans	60%	40%
75-79 ans	60%	30%
80-84 ans	60%	20%
85-89 ans	50%	10%
90-109 ans	40%	5%
110 ans et plus	0%	0%

Proportion des personnes ayant un conjoint au décès pour le Régime de retraite de certains enseignants :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	70 %	60 %
60-64 ans	70 %	55 %
65-69 ans	70 %	50 %
70-74 ans	70 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	70 %	20 %
85-89 ans	60 %	10 %
90-109 ans	50 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

Proportion des personnes ayant un conjoint au décès pour le Régime de retraite des élus municipaux :

Âge	Homme	Femme
18-54 ans	90 %	60 %
55-59 ans	85 %	60 %
60-64 ans	85 %	55 %
65-69 ans	80 %	50 %
70-74 ans	80 %	40 %
75-79 ans	80 %	30 %
80-84 ans	75 %	20 %
85-89 ans	60 %	10 %
90-109 ans	50 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

« 7<sup>o</sup> Écart entre l'âge des conjoints au décès pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec ou le Régime de retraite des élus municipaux :

— le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son aîné d'un an;

— le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de quatre ans.

Écart entre l'âge des conjoints au décès pour le Régime de retraite de certains enseignants :

— le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son cadet d'un an;

— le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de six ans.

Écart entre l'âge des conjoints au décès pour le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels :

— le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son aîné d'un an;

— le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de cinq ans.»

**3.** Les articles 12.2 et 12.2.1 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

« **12.2.** La valeur actuarielle de la pension visée à l'article 43.2 de la Loi est établie en utilisant la méthode actuarielle de «répartition des prestations» et correspond à la somme de 25 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 75 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.

**12.2.1.** La valeur actuarielle de la pension différée visée à l'article 46.1 ou 54 de la Loi est établie en utilisant la méthode et les hypothèses actuarielles suivantes :

#### Méthode actuarielle

La méthode actuarielle est la méthode de «répartition des prestations».

Pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la valeur actuarielle correspond à la somme de 25 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 75 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Pour le Régime de retraite de certains enseignants, la valeur actuarielle correspond à la somme de 50 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 50 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Pour le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, la valeur actuarielle correspond à la somme de 55 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 45 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

## Hypothèses actuarielles

Pour l'application de l'article 46.1, les hypothèses actuarielles s'appliquent en tenant compte des règles du paragraphe 3530.06 de la sous-section 3530 de la norme de l'ICA.

Pour l'application de l'article 46.1 ou de l'article 54, les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au quatrième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.»

**4.** L'article 12.2.2 de ce règlement est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

«La valeur actuarielle est établie en utilisant la méthode actuarielle de «répartition des prestations».

Pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la valeur actuarielle correspond à la somme de 25 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 75 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Pour le Régime de retraite de certains enseignants, la valeur actuarielle correspond à la somme de 50 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 50 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.»

**5.** L'article 12.2.3 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au quatrième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.»

**6.** L'article 30.1 de ce règlement est modifié par l'ajout, au début, de l'alinéa suivant :

«Pour l'application du présent article, l'expression «norme de l'ICA» réfère à la norme de pratique intitulée «Norme de pratique concernant la détermination des valeurs actualisées des rentes» confirmée par le Conseil d'administration de l'Institut canadien des actuaires le 15 juin 2004.»

**7.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77336

Gouvernement du Québec

## C.T. 226430, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)

### Application du titre IV.2

#### — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'application du titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 215.13 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), le gouvernement peut déterminer par règlement des mesures permettant le transfert de la valeur actuarielle des prestations d'une personne qui a droit à une pension différée;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 215.13 de cette loi, le gouvernement peut par règlement déterminer des mesures visant à favoriser la prise de la retraite, notamment celles permettant d'anticiper certaines prestations de retraite;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 4<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 215.13 de cette loi, le gouvernement peut par règlement déterminer les conditions d'admissibilité et les modalités de calcul, d'indexation et de paiement de toute prestation accordée à la personne, à son conjoint ou, le cas échéant, à ses enfants lorsque cette personne avait droit à une pension au moment où elle a cessé de participer à son régime de retraite;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur l'application du titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, r. 4), par le décret numéro 690-96 du 12 juin 1996;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 215.17 de cette loi, le gouvernement prend les règlements prévus par le titre IV.2 après consultation par Retraite Québec auprès des comités de retraite visés à l'article 163, à l'article 139.3 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2) et à l'article 196.2 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE ces consultations ont eu lieu;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'application du titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, ci-annexé, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## **Règlement modifiant le Règlement sur l'application du titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics**

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, a. 215.13, 1<sup>er</sup> al., par. 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>)

**1.** L'annexe III du Règlement sur l'application du titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, r. 4) est modifiée :

1<sup>o</sup> par le remplacement de « norme de pratique intuitive « Norme de pratique concernant la détermination des valeurs actualisées des rentes » confirmée par le Conseil d'administration de l'Institut canadien des actuaires le 15 juin 2004 » par « section 3500 des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires concernant les valeurs actualisées des rentes en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022 »;

2<sup>o</sup> par le remplacement, dans la section « Méthode actuarielle », des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« Pour l'application de l'article 11, la valeur actuarielle correspond à la somme de 25 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 75 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Pour l'application de l'article 15.1, la valeur actuarielle correspond à la somme de 40 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 60 % de la valeur actuarielle établie pour une femme. »;

3<sup>o</sup> dans la section « Hypothèses actuarielles » :

a) dans le premier alinéa :

i. par le remplacement des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> par les suivants :

« 1<sup>o</sup> Taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux de la table de mortalité promulguée par le Conseil des normes actuarielles de l'Institut canadien des actuaires, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

2<sup>o</sup> Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la norme de l'ICA. Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près. »;

ii. dans le paragraphe 3<sup>o</sup> :

D) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b*, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

II) par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

iii. par le remplacement des paragraphes 6° et 7° par les suivants :

«6° Proportion des personnes ayant un conjoint au décès pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels ou le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65 %	60 %
60-64 ans	65 %	55 %
65-69 ans	60 %	50 %
70-74 ans	60 %	40 %
75-79 ans	60 %	30 %
80-84 ans	60 %	20 %
85-89 ans	50 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

Proportion des personnes ayant un conjoint au décès pour le Régime de retraite de certains enseignants ou le Régime de retraite des enseignants :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	70 %	60 %
60-64 ans	70 %	55 %
65-69 ans	70 %	50 %
70-74 ans	70 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	70 %	20 %
85-89 ans	60 %	10 %
90-109 ans	50 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

Proportion des personnes ayant un conjoint au décès pour le Régime de retraite des fonctionnaires :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65 %	60 %
60-64 ans	65 %	55 %
65-69 ans	65 %	50 %
70-74 ans	65 %	40 %
75-79 ans	65 %	30 %
80-84 ans	65 %	20 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %



Proportion des personnes ayant un conjoint au décès pour le Régime de retraite du personnel d'encadrement :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	80 %	60 %
60-64 ans	80 %	55 %
65-69 ans	75 %	50 %
70-74 ans	75 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	65 %	20 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

«7<sup>o</sup> Écart entre l'âge des conjoints au décès pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le Régime de retraite du personnel d'encadrement ou le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec :

— le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son aîné d'un an;

— le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de quatre ans.

Écart entre l'âge des conjoints au décès pour le Régime de retraite de certains enseignants, le Régime de retraite des enseignants ou le Régime de retraite des fonctionnaires :

— le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son cadet d'un an;

— le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de six ans.

Écart entre l'âge des conjoints au décès pour le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels :

— le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son aîné d'un an;

— le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de cinq ans.»;

b) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

«Pour l'application des articles 5 et 6, les hypothèses actuarielles s'appliquent en tenant compte des règles du paragraphe 3530.06 de la sous-section 3530 de la norme de l'ICA.»;

4<sup>o</sup> par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

«Pour l'application des articles 0.1, 11 et 15.1, les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au quatrième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.»

Pour l'application des articles 5 et 6, les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.»

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77337

Gouvernement du Québec

## C.T. 226431, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)

### Règlement d'application — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 7<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 196 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1), le gouvernement peut par règlement déterminer les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir les valeurs actuarielles des prestations visées aux articles 64, 68, 76 et 117 de cette loi et qui peuvent varier selon la nature de ces prestations

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 7.1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 196 de cette loi, le gouvernement peut par règlement déterminer, aux fins de l'article 75, les hypothèses et méthodes actuarielles



ATTENDU QUE en vertu du paragraphe 12<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 196 de cette loi, le gouvernement peut par règlement déterminer les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir les valeurs actuarielles des prestations visées aux articles 138.1 et 138.7 de cette loi, lesquelles peuvent varier selon les régimes de retraite et les bénéficiaires concernés;

ATTENDU QUE le Conseil du trésor a édicté le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 1) par la décision numéro 202420 du 24 mai 2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 196 de cette loi, le gouvernement exerce les pouvoirs réglementaires qui y sont prévus après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 196.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE ces consultations ont eu lieu;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, ci-annexé, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, a. 196, 1<sup>er</sup> al., par. 7<sup>o</sup>, 7.1<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>)

**1.** L'article 6.1 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 1) est remplacé par le suivant :

« **6.1.** Pour l'application de la présente section, l'expression « norme de l'ICA » réfère à la section 3500 des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires concernant les valeurs actualisées des rentes en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022. ».

**2.** L'article 6.2 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> par les suivants :

« 1<sup>o</sup> Taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux de la table de mortalité promulguée par le Conseil des normes actuarielles de l'Institut canadien des actuaires, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

« 2<sup>o</sup> Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la norme de l'ICA. Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près. »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 3<sup>o</sup> :

a) par le remplacement, dans le sous-paragraphe b, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

b) par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

3° par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

«6° Proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	80 %	60 %
60-64 ans	80 %	55 %
65-69 ans	75 %	50 %
70-74 ans	75 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	65 %	20 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

».

**3.** Les articles 6.3 et 6.4 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

«**6.3.** La valeur actuarielle de la pension visée à l'article 64 de la Loi est établie en utilisant la méthode actuarielle de «répartition des prestations».

Pour le Régime de retraite du personnel d'encadrement, la valeur actuarielle correspond à la somme de 40 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 60 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Pour les Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 2), la valeur actuarielle correspond à la somme de 50 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 50 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.

**6.4.** La valeur actuarielle de la pension différée visée à l'article 68 ou 76 de la Loi est établie en utilisant la méthode et les hypothèses actuarielles suivantes :

#### Méthode actuarielle

La méthode actuarielle est la méthode de «répartition des prestations».

Pour le Régime de retraite du personnel d'encadrement, la valeur actuarielle correspond à la somme de 40 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 60 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Pour les Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, la valeur actuarielle correspond à la somme de 50 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 50 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

### Hypothèses actuarielles

Pour l'application de l'article 68, les hypothèses actuarielles s'appliquent en tenant compte des règles du paragraphe 3530.06 de la sous-section 3530 de la norme de l'ICA.

Pour l'application de cet article 68 ou 76, les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au quatrième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent. ».

**4.** L'article 6.5 de ce règlement est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

«La valeur actuarielle est établie en utilisant la méthode actuarielle de «répartition des prestations».

Pour le Régime de retraite du personnel d'encadrement, la valeur actuarielle correspond à la somme de 40 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 60 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Pour les Dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, la valeur actuarielle correspond à la somme de 50 % de la valeur actuarielle établie pour un homme et de 50 % de la valeur actuarielle établie pour une femme.

Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent. ».

**5.** L'article 6.6 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au quatrième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent. ».

**6.** L'article 10.1 de ce règlement est modifié par l'ajout, au début, de l'alinéa suivant :

«Pour l'application du présent article, l'expression «norme de l'ICA» réfère à la norme de pratique intitulée «Norme de pratique concernant la détermination des valeurs actualisées des rentes» confirmée par le Conseil d'administration de l'Institut canadien des actuaires le 15 juin 2004.».

**7.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77338

Gouvernement du Québec

### C.T. 226432, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires  
(chapitre R-12)

#### Règlement d'application — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 7<sup>o</sup> de l'article 109 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12), le gouvernement peut par règlement déterminer, aux fins de cette loi, les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir la valeur actuarielle;

ATTENDU QUE le Conseil du trésor a édicté le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12, r. 1) par la décision numéro 169292 du 29 novembre 1988;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 109 de cette loi, le gouvernement exerce les pouvoirs réglementaires qui y sont prévus après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite;

ATTENDU QUE le Comité de retraite concerné est celui visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE ces consultations ont eu lieu;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, ci-annexé, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12, a. 109, par. 7°)

**1.** L'article 6 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12, r. 1) est modifié :

1° dans la section «Hypothèses actuarielles» :

a) par le remplacement des paragraphes 1° et 2° par les suivants :

«1° Taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux de la table de mortalité promulguée par le Conseil des normes actuarielles de l'Institut canadien des actuaires, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

2° Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la section 3500 des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires concernant les valeurs actualisées des rentes en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022, ci-après nommée «norme de l'ICA». Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

b) dans le paragraphe 3° :

i. par le remplacement, dans le sous-paragraphe b, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

ii. par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

c) par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

«6° Proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65 %	60 %
60-64 ans	65 %	55 %
65-69 ans	65 %	50 %
70-74 ans	65 %	40 %
75-79 ans	65 %	30 %
80-84 ans	65 %	20 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

»;

d) par le remplacement, dans le paragraphe 7°, de «ainé» par «cadet» et de «4» par «6»;

2° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au quatrième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77339

Gouvernement du Québec

**C.T. 226433, 17 mai 2022**

Loi sur le régime de retraite des enseignants  
(chapitre R-11)

**Règlement d'application**  
— **Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des enseignants

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 9° de l'article 73 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11), le gouvernement peut par règlement déterminer les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir la valeur actuarielle de la pension visée à l'article 66 de cette loi;

ATTENDU QUE le Conseil du trésor a édicté le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11, r. 1) par la décision numéro 169291 du 29 novembre 1988;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 73 de cette loi, le gouvernement exerce les pouvoirs réglementaires qui y sont prévus après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite;

ATTENDU QUE le Comité de retraite concerné est celui visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE ces consultations ont eu lieu;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des enseignants, ci-annexé, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des enseignants

Loi sur le régime de retraite des enseignants  
(chapitre R-11, a. 73, par. 9<sup>o</sup>)

**1.** L'article 10 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11, r. 1) est modifié :

1<sup>o</sup> dans la section «Hypothèses actuarielles» :

a) par le remplacement des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> par les suivants :

«1<sup>o</sup> Taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux de la table de mortalité promulguée par le Conseil des normes actuarielles de l'Institut canadien des actuaires, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

2<sup>o</sup> Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la section 3500 des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires concernant les valeurs actualisées des rentes en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022, ci-après nommée «norme de l'ICA». Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

b) dans le paragraphe 3<sup>o</sup> :

i. par le remplacement, dans le sous-paragraphe b, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

ii. par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

c) par le remplacement du paragraphe 6<sup>o</sup> par le suivant :

«6<sup>o</sup> Proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	70%	60%
60-64 ans	70%	55%
65-69 ans	70%	50%
70-74 ans	70%	40%
75-79 ans	70%	30%
80-84 ans	70%	20%
85-89 ans	60%	10%
90-109 ans	50%	5%
110 ans et plus	0%	0%

»;

d) par le remplacement, dans le paragraphe 7<sup>o</sup>, de «ainé» par «cadet» et de «4» par «6»;

2<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au quatrième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.»

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77340

Gouvernement du Québec

## C.T. 226434, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2)

### Règlement d'application — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 130 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2), le gouvernement peut par règlement

déterminer les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir les valeurs actuarielles des prestations visées aux articles 23, 41.7 et 41.12 de cette loi et qui peuvent varier selon les régimes de retraite et les bénéficiaires concernés;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 130 de cette loi, le gouvernement peut par règlement déterminer les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir la valeur actuarielle de la pension visée à l'article 103 de cette loi;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2, r. 1) par le décret numéro 1842-88 du 14 décembre 1988;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 130 de cette loi, le gouvernement exerce les pouvoirs réglementaires qui y sont prévus après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 139.3 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE ces consultations ont eu lieu;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, ci-annexé, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels  
(chapitre R-9.2, a. 130, 1<sup>er</sup> al., par. 3<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>)

**1.** L'article 3 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2, r. 1) est modifié par le remplacement de « du présent règlement, l'expression la » par « de l'article 3.0.1, l'expression ».

**2.** L'article 3.0.1 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement de « , 41.7 et 41.12 » par « et 41.7 »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 11<sup>o</sup> de la section « Hypothèses actuarielles » :

a) par le remplacement de « Âge de la retraite » par « Probabilité de la prise de la retraite »;

b) par la suppression de « Pour l'article 41.12 de la Loi, l'âge de la retraite est celui atteint à la date de cessation de participation établie conformément à l'article 8.7 ou 8.8 de la Loi. »;

c) par le remplacement de « Pour les articles 23 et 41.7 de la Loi, la » par « La ».

«

**3.** L'article 8 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par l'ajout, au début, de l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent article, l'expression » norme de l'ICA « réfère à la section 3500 des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires concernant les valeurs actualisées des rentes en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022. »;

2<sup>o</sup> par le remplacement de « à l'article » par « aux articles 41.12 et »;

3<sup>o</sup> dans la section « Hypothèses actuarielles » :

a) par le remplacement des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> par les suivants :

« 1<sup>o</sup> Taux de mortalité :

Les taux de mortalité sont ceux de la table de mortalité promulguée par le Conseil des normes actuarielles de l'Institut canadien des actuaires, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

« 2<sup>o</sup> Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont ceux établis conformément à la norme de l'ICA. Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près. »;

b) dans le paragraphe 3<sup>o</sup> :

i. par le remplacement, dans le sous-paragraphe b, du tableau par le suivant :

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR - 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;



ii. par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le résultat doit être arrondi au multiple de 0,10 % le plus près.»;

c) par le remplacement du paragraphe 6<sup>o</sup> par le suivant :

«6<sup>o</sup> Proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65 %	60 %
60-64 ans	65 %	55 %
65-69 ans	60 %	50 %
70-74 ans	60 %	40 %
75-79 ans	60 %	30 %
80-84 ans	60 %	20 %
85-89 ans	50 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans et plus	0 %	0 %

»;

d) par le remplacement, dans le paragraphe 7<sup>o</sup>, de «4» par «5»;

e) par le remplacement du paragraphe 8<sup>o</sup> par le suivant :

«8<sup>o</sup> Âge de la retraite :

Pour l'application de l'article 41.12 de la Loi, l'âge de la retraite est celui atteint à la date de cessation de participation établie conformément à l'article 8.7 ou 8.8 de la Loi.

Pour l'application de l'article 103 de la Loi, l'âge de la retraite est celui atteint à la date du paiement de la valeur actuarielle.»;

4<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

«Pour l'application de l'article 41.12 de la Loi, les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits dans la norme de l'ICA, applicables au deuxième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.

Pour l'application de l'article 103 de la Loi, les hypothèses économiques sont établies en fonction des taux et des rendements des indices des obligations, tels que décrits

dans la norme de l'ICA, applicables au quatrième mois civil qui précède le mois qui inclut la date d'évaluation et non ceux applicables au mois précédent.».

4. Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77341

Gouvernement du Québec

## C.T. 226436, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)

### Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — Partage et cession des droits accumulés — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 14.4<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), le gouvernement peut par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de cette loi, fixer, aux fins de l'article 122.2, les règles applicables à l'établissement des droits accumulés au titre du régime, lesquelles peuvent différer de celles autrement applicables en vertu de cette loi, et déterminer, aux fins de cet article, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles applicables à l'évaluation des droits accumulés, lesquelles peuvent varier selon la nature de ces droits;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 14.6<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 134 de cette loi, le gouvernement peut par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de cette loi, prévoir, aux fins de l'article 122.5, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles pour réduire toute somme payable en vertu du régime, lesquelles peuvent varier selon la nature du droit dont découle une telle somme;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, r. 7);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE le Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics a été consulté;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 2 février 2022, avec avis qu'il pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, annexé à la présente décision, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## **Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics**

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, a. 134, par. 14.4<sup>o</sup> et 14.6<sup>o</sup>)

1. L'article 7 du Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, r. 7) est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, de «3800» par «3500»;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le premier alinéa, de «, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées»;

3<sup>o</sup> par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «la somme de 30% de celle établie pour un homme et de 70% de celle établie pour une femme» par «la somme de 25% de celle établie pour un homme et de 75% de celle établie pour une femme»;

4<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 3<sup>o</sup> du troisième alinéa, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

5° par le remplacement du paragraphe 6° du troisième alinéa par le suivant :

« 6° la proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65 %	60 %
60-64 ans	65 %	55 %
65-69 ans	60 %	50 %
70-74 ans	60 %	40 %
75-79 ans	60 %	30 %
80-84 ans	60 %	20 %
85-89 ans	50 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans	0 %	0 %

».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77346

Gouvernement du Québec

**C.T. 226437, 17 mai 2022**

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)

Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives (2018, chapitre 4)

**Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges**  
**— Partage et cession des droits accumulés**  
**— Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté, conformément à l'article 52 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite (1990, chapitre 5), le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges (chapitre R-10, r. 7.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 73 de la Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives (2018, chapitre 4), le gouvernement peut, par décret, malgré toute disposition inconciliable, rendre applicables au Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges, en tout ou en partie et avec les adaptations nécessaires, les mesures particulières prévues au chapitre VII.1 du titre I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

(chapitre R-10) et à son règlement d'application aux fins du partage et de la cession de droits entre conjoints visés à l'article 122.1.1 de cette loi, de même que les mesures particulières prévues à l'article 75 de la Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de cet article 73, le gouvernement peut également prévoir dans ce décret des dispositions particulières pour l'établissement et l'évaluation des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges de même que pour la réduction, en raison de l'acquiescement des sommes attribuées au conjoint, des sommes payables en vertu du régime;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 2 février 2022, avec avis qu'il pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges, annexé à la présente décision, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10; 1990, chapitre 5, a. 52)

Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives (2018, chapitre 4, a. 73 et 75)

1. L'article 6 du Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte des Neiges (chapitre R-10, r. 7.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de «3800» par «3500»;

2° par la suppression, dans le premier alinéa, de «, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées»;

3° par le remplacement du paragraphe 6° du troisième alinéa par le suivant :

«6° la proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	70 %	60 %
60-64 ans	70 %	55 %
65-69 ans	70 %	50 %
70-74 ans	70 %	40 %
75-79 ans	65 %	25 %
80-84 ans	60 %	15 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans	0 %	0 %

»;

4<sup>o</sup> par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 7<sup>o</sup> du troisième alinéa par le suivant :

« *b*) le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 5 ans. ».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77347

Gouvernement du Québec

## **C.T. 226438, 17 mai 2022**

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)

### **Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec**

— **Partage et à la cession des droits accumulés**  
— **Modification**

CONCERNANT les modifications au Décret relatif au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 10.0.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), les employés du gouvernement fédéral qui sont intégrés à une fonction visée par ce régime ou par le régime de retraite du personnel d'encadrement dans le cadre d'une entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec peuvent, si l'entente le permet, opter, conformément aux règles et conditions fixées par le gouvernement, de participer au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, au régime de retraite du personnel d'encadrement si, dans ce dernier cas, ils occupent une fonction visée par ce régime ou à un régime de retraite établi par le gouvernement pour ces employés ou pour chaque groupe d'employés visés par une telle entente et similaire au régime auquel ils participaient;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (chapitre R-10, r. 10);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 10.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le gouvernement

peut, pour les fins du partage du patrimoine familial, rendre applicables au régime établi en vertu de l'article 10.0.1, en tout ou en partie et compte tenu des adaptations nécessaires, les règles prévues au chapitre VII.1 du titre I de la loi ou qu'il a édictées en vertu des dispositions de ce chapitre; il peut également, pour les mêmes fins, prévoir des dispositions particulières pour l'établissement et l'évaluation des droits accumulés au titre de ce régime de même que pour la réduction, en raison de l'acquittement des sommes attribuées au conjoint, des sommes payables en vertu de ce régime;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Décret relatif au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (chapitre R-10, r. 8);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce décret;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Modifications au Décret relatif au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 2 février 2022, avec avis que la décision pourrait être édictée par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter cette décision sans modification;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE les Modifications au Décret relatif au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec, annexées à la présente décision, soient édictées.

*Le greffier du Conseil du trésor,*

LOUIS TREMBLAY

## Modifications au Décret relatif au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, a. 10.2)

**1.** L'article 6 de l'Annexe du Décret relatif au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (chapitre R-10, r. 8) est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, de «3800» par «3500»;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le premier alinéa, de «, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées»;

3<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 6<sup>o</sup> du troisième alinéa par le suivant :

«6<sup>o</sup> la proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65 %	60 %
60-64 ans	65 %	55 %
65-69 ans	60 %	50 %
70-74 ans	60 %	40 %
75-79 ans	60 %	30 %
80-84 ans	60 %	20 %
85-89 ans	50 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans	0 %	0 %

».

**2.** La présente décision entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77348

Gouvernement du Québec

### C.T. 226439, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)

#### Régime de retraite du personnel d'encadrement — Partage et à la cession des droits accumulés — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement concernant certaines dispositions applicables au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite du personnel d'encadrement

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 15<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 196 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1), le gouvernement peut, par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 196.2 de cette loi, fixer, aux fins de l'article 164 de cette loi, les règles applicables à l'établissement des droits accumulés au titre du régime, lesquelles peuvent différer de celles autrement applicables en vertu de cette loi, et déterminer, aux fins de cet article, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles applicables à l'évaluation des droits accumulés, lesquelles peuvent varier selon la nature de ces droits;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 17<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 196 de cette loi, le gouvernement peut par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 196.2 de cette loi, prévoir, aux fins de l'article 167 de cette loi, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles pour réduire toute somme payable en vertu du régime, lesquelles peuvent varier selon la nature du droit dont découle une telle somme;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 416 de cette loi, les règlements et décrets édictés en vertu des dispositions de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10) et qui sont en vigueur le 20 juin 2001 sont considérés, pour les fins de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, comme des règlements et décrets édictés en vertu des dispositions correspondantes de cette loi et qu'ils s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par les règlements et décrets édictés en vertu de ces dispositions correspondantes;



ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10, r. 7), et que ce règlement, tel qu'en vigueur le 20 juin 2001, est considéré, pour les fins de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, comme un règlement édicté en vertu des dispositions correspondantes de cette loi et qu'il s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le règlement édicté en vertu de ces dispositions correspondantes;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement concernant certaines dispositions applicables au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 1.2);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE le Comité de retraite visé à l'article 196.2 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement a été consulté;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement concernant certaines dispositions applicables au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite du personnel d'encadrement a été publié à la Partie 2 de la *Gazette*

*officielle du Québec* le 2 février 2022, avec avis qu'il pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement concernant certaines dispositions applicables au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite du personnel d'encadrement, annexé à la présente décision, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

### **Règlement modifiant le Règlement concernant certaines dispositions applicables au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite du personnel d'encadrement**

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, a. 196, par. 15<sup>o</sup> et 17<sup>o</sup> et a. 416)

1. L'article 1 du Règlement concernant certaines dispositions applicables au partage et à la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 1.2) est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, de « la somme de 50 % de celle établie pour un homme et de 50 % de celle établie pour une femme » par « la somme de 40 % de celle établie pour un homme et de 60 % de celle établie pour une femme »;

2<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 3<sup>o</sup> du deuxième alinéa, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

3° par le remplacement du paragraphe 6° du deuxième alinéa par le suivant :

«6° la proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	80 %	60 %
60-64 ans	80 %	55 %
65-69 ans	75 %	50 %
70-74 ans	75 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	65 %	20 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans	0 %	0 %

»;

4° par le remplacement, dans le troisième alinéa, de «3800» par «3500»;

5° par la suppression, dans le troisième alinéa, de «, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77349

Gouvernement du Québec

**C.T. 226440, 17 mai 2022**

Loi sur le régime de retraite des enseignants  
(chapitre R-11)

**Régime de retraite des enseignants**  
— **Partage et la cession des droits accumulés**  
— **Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 9.3° de l'article 73 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11), le gouvernement peut, par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), fixer, aux fins de l'article 72.2 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants, les règles applicables à l'établissement des droits accumulés au titre du régime, lesquelles peuvent différer de celles autrement applicables en vertu de cette loi et du titre IV de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, et déterminer, aux fins de cet article, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles applicables à l'évaluation des droits accumulés, lesquelles peuvent varier selon la nature de ces droits;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 9.5° de l'article 73 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants, le gouvernement peut, par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, prévoir, aux fins de l'article 72.5 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles pour réduire toute somme payable en vertu du régime, lesquelles peuvent varier selon la nature du droit dont découle une telle somme;



ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants (chapitre R-11, r. 2);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE le Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics a été consulté;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 2 février 2022, avec avis qu'il pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants, annexé à la présente décision, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants

Loi sur le régime de retraite des enseignants  
(chapitre R-11, a. 73, par. 9.3<sup>o</sup> et 9.5<sup>o</sup>)

1. L'article 8 du Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des enseignants (chapitre R-11, r. 2) est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, de « 3800 » par « 3500 »;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le premier alinéa, de «, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées »;

3<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 3<sup>o</sup> du troisième alinéa, du tableau par le suivant :

4° par le remplacement du paragraphe 6° du troisième alinéa par le suivant :

« 6° la proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	70 %	60 %
60-64 ans	70 %	55 %
65-69 ans	70 %	50 %
70-74 ans	70 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	70 %	20 %
85-89 ans	60 %	10 %
90-109 ans	50 %	5 %
110 ans	0 %	0 %

»;

5° par le remplacement des sous-paragraphes a et b du paragraphe 7° du troisième alinéa par les suivants :

a) le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 1 an;

b) le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 6 ans. ».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77350

Gouvernement du Québec

## C.T. 226441, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12)

### Partage et cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite

#### — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8.4° de l'article 109 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12), le gouvernement peut, par règlement,

après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), fixer, aux fins de l'article 108.2 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, les règles applicables à l'établissement des droits accumulés au titre des régimes prévus par cette loi, lesquelles peuvent différer de celles autrement applicables en vertu de cette loi et du titre IV de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, et déterminer, aux fins de cet article, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles applicables à l'évaluation des droits accumulés, lesquelles peuvent varier selon la nature de ces droits;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8.6° de l'article 109 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, le gouvernement peut, par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, prévoir, aux fins de l'article 108.5 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles pour réduire toute somme payable en vertu des régimes, lesquelles peuvent varier selon la nature du droit dont découle une telle somme;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12, r. 2);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE le Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics a été consulté;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 2 février 2022, avec avis qu'il pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, annexé à la présente décision, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires  
(chapitre R-12, a. 109, par. 8.4<sup>o</sup> et 8.6<sup>o</sup>)

**1.** L'article 8 du Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre des régimes de retraite prévus par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12, r. 2) est modifié:

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, de « 3800 » par « 3500 »;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le premier alinéa, de «, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées »;

3<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 3<sup>o</sup> du troisième alinéa, du tableau par le suivant:

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

4° par le remplacement du paragraphe 6° du troisième alinéa par le suivant :

« 6° la proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65 %	60 %
60-64 ans	65 %	55 %
65-69 ans	65 %	50 %
70-74 ans	65 %	40 %
75-79 ans	65 %	30 %
80-84 ans	65 %	20 %
85-89 ans	55 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans	0 %	0 %

»;

5° par le remplacement des sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 7° du troisième alinéa par les suivants :

« *a*) le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 1 an;

*b*) le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 6 ans. ».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77351

Gouvernement du Québec

## C.T. 226442, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (chapitre R-9.1)

### Régime de retraite de certains enseignants — Partage et cession des droits accumulés — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite de certains enseignants

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3° de l'article 41.8 de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (chapitre R-9.1), le gouvernement peut, par règlement,

après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), fixer, aux fins de l'article 41.2 de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, les règles applicables à l'établissement des droits accumulés au titre du régime, lesquelles peuvent différer de celles autrement applicables en vertu de cette loi et du titre IV de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, et déterminer, aux fins de cet article, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles applicables à l'évaluation des droits accumulés, lesquelles peuvent varier selon la nature de ces droits;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 5° de l'article 41.8 de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, le gouvernement peut, par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, prévoir, aux fins de l'article 41.5 de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles pour réduire toute somme payable en vertu du régime, lesquelles peuvent varier selon la nature du droit dont découle une telle somme;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite de certains enseignants (chapitre R-9.1, r. 2);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE le Comité de retraite visé à l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics a été consulté;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite de certains enseignants a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 2 février 2022, avec avis qu'il pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite de certains enseignants, annexé à la présente décision, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

## Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite de certains enseignants

Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (chapitre R-9.1, a. 41.8, par. 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>)

**1.** L'article 7 du Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite de certains enseignants (chapitre R-9.1, r. 2) est modifié:

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, de «3800» par «3500»;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le premier alinéa, de «, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées»;

3<sup>o</sup> par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «la somme de 75 % de celle établie pour un homme et de 25 % de celle établie pour une femme» par «la somme de 50 % de celle établie pour un homme et de 50 % de celle établie pour une femme»;

4<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 3<sup>o</sup> du troisième alinéa, du tableau par le suivant:

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

5° par le remplacement du paragraphe 6° du troisième alinéa par le suivant :

« 6° la proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	70 %	60 %
60-64 ans	70 %	55 %
65-69 ans	70 %	50 %
70-74 ans	70 %	40 %
75-79 ans	70 %	30 %
80-84 ans	70 %	20 %
85-89 ans	60 %	10 %
90-109 ans	50 %	5 %
110 ans	0 %	0 %

»;

6° par le remplacement des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 7° du troisième alinéa par les suivants :

« *a*) le conjoint de sexe masculin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 1 an;

*b*) le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 6 ans. ».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77352

Gouvernement du Québec

### C.T. 226443, 17 mai 2022

Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2)

#### Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels — Partage et cession des droits accumulés — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8.3° du premier alinéa de l'article 130 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2), le gouvernement peut par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite constitué à l'article 139.3 de cette loi, fixer, aux fins de l'article 125.2, les règles applicables à l'établissement des droits accumulés au titre du régime, lesquelles peuvent différer de celles autrement applicables en vertu de cette loi et des chapitres II et IV du titre IV de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), et déterminer, aux fins de cet article, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles applicables à l'évaluation des droits accumulés, lesquelles peuvent varier selon la nature de ces droits;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 8.5° du premier alinéa de l'article 130 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, le gouvernement peut par règlement, après consultation par Retraite Québec auprès du Comité de retraite constitué à l'article 139.3 de cette loi, prévoir, aux fins de l'article 125.5, les règles, hypothèses et méthodes actuarielles pour réduire toute somme payable en vertu du régime, lesquelles peuvent varier selon la nature du droit dont découle une telle somme;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2, r. 3);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE le Comité de retraite constitué à l'article 139.3 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels a été consulté;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite des secteurs public et parapublic, à l'exception de certains pouvoirs;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 2 février 2022, avec avis qu'il pourrait être édicté par le Conseil du trésor à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, annexé à la présente décision, soit édicté.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

### **Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels**

Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels  
(chapitre R-9.2, a. 130, par. 8.3° et 8.5°)

1. L'article 8 du Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2, r. 3) est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « 3800 » par « 3500 »;

2° par la suppression, dans le premier alinéa, de « , en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et périodiquement révisées »;

3° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « la somme de 70 % de celle établie pour un homme et de 30 % de celle établie pour une femme » par « la somme de 55 % de celle établie pour un homme et de 45 % de celle établie pour une femme »;

4° par le remplacement, dans le paragraphe 3° du troisième alinéa, du tableau par le suivant :

«

Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
0	0,00	0,00	0,20	0,20
0,5	0,00	0,00	0,10	0,35
1,0	0,00	0,00	0,05	0,55
1,5	0,05	0,05	0,00	0,75
2,0	0,10	0,10	0,00	1,00
2,5	0,20	0,20	0,00	1,25



Niveau d'inflation	Ajout au résultat de la formule IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté	Ajout au résultat de la formule 50 % IR, min. IR – 3 %	Taux d'indexation ajusté
3,0	0,40	0,40	0,00	1,50
3,5	0,20	0,70	0,00	1,75
4,0	0,10	1,10	0,00	2,00
4,5	0,05	1,55	0,00	2,25

»;

5° par le remplacement du paragraphe 6° du troisième alinéa par le suivant :

«6° la proportion des personnes ayant un conjoint au décès :

Âge	Homme	Femme
18-59 ans	65 %	60 %
60-64 ans	65 %	55 %
65-69 ans	60 %	50 %
70-74 ans	60 %	40 %
75-79 ans	60 %	30 %
80-84 ans	60 %	20 %
85-89 ans	50 %	10 %
90-109 ans	40 %	5 %
110 ans	0 %	0 %

»;

6° par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 7° du troisième alinéa par le suivant :

«*b*) le conjoint de sexe féminin du bénéficiaire est présumé être son cadet de 5 ans. ».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit de quatre mois la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

77353

Gouvernement du Québec

**C.T. 226675, 14 Juin 2022**

CONCERNANT la désignation de l'Association des cadres des collègues du Québec en vertu de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (congé sabbatique à traitement différé)

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), toute personne visée par une convention collective dont le gouvernement est partie, toute personne dont la rémunération et les autres conditions de travail sont déterminées par le gouvernement ou toute personne à l'emploi d'un organisme qui est désigné par le gouvernement ou qui fait partie d'une catégorie d'organismes ainsi désignée, si ces personnes participent au régime de retraite prévu par cette loi, au régime de retraite des enseignants, au régime de retraite des fonctionnaires ou au régime de retraite du personnel d'encadrement, peut être régie par les mesures prévues par le titre IV de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 215 de cette loi, les mesures prévues par le titre IV de cette loi sont à la charge du gouvernement, sauf les mesures prévues aux chapitres II et V qui sont à la charge des employeurs qui doivent verser à Retraite Québec la contribution de l'employeur en vertu de l'article 31 de cette loi, de l'article 42.2 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2), de l'article 31 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11), de l'article 72 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12) ou de l'article 44 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1);

ATTENDU QUE l'Association des cadres des collègues du Québec est un employeur qui doit verser sa contribution à ce titre à Retraite Québec;



ATTENDU QUE conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception des pouvoirs mentionnés aux paragraphes 2°, 4°, 4.1°, 5° et 6°;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QU'il y a lieu de désigner l'Association des cadres des collèges du Québec, en vertu de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, aux fins de l'application de la mesure prévue par le chapitre II du titre IV de cette loi relative au congé sabbatique à traitement différé et que cette mesure soit à la charge de cet organisme;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE l'Association des cadres des collèges du Québec soit désignée, en vertu de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R 10), aux fins de l'application de la mesure prévue par le chapitre II du titre IV de cette loi relative au congé sabbatique à traitement différé et que cette mesure soit à la charge de cet organisme.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

77584

Gouvernement du Québec

## **C.T. 226676, 14 Juin 2022**

CONCERNANT la désignation d'Investissement Québec en vertu de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (congé sabbatique à traitement différé)

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), toute personne visée par une convention collective dont le gouvernement est partie, toute personne dont la rémunération et les autres conditions de travail sont déterminées par le gouvernement ou toute personne à l'emploi d'un organisme qui est désigné par le gouvernement ou qui fait partie d'une catégorie d'organismes ainsi désignée, si ces personnes participent au régime de retraite prévu par cette loi, au régime de retraite des enseignants, au régime de retraite des fonctionnaires ou au régime de retraite du personnel d'encadrement, peut être régie par les mesures prévues par le titre IV de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 215 de cette loi, les mesures prévues par le titre IV de cette loi sont à la charge du gouvernement, sauf les mesures prévues aux chapitres II et V qui sont à la charge des employeurs qui doivent verser à Retraite Québec la contribution de l'employeur en vertu de l'article 31 de cette loi, de l'article 42.2 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2), de l'article 31 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11), de l'article 72 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12) ou de l'article 44 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1);

ATTENDU QU'Investissement Québec est un employeur qui doit verser sa contribution à ce titre à Retraite Québec;

ATTENDU QUE conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception des pouvoirs mentionnés aux paragraphes 2°, 4°, 4.1°, 5° et 6°;

ATTENDU QUE cette consultation a eu lieu;

ATTENDU QU'il y a lieu de désigner Investissement Québec, en vertu de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, aux fins de l'application de la mesure prévue par le chapitre II du titre IV de cette loi relative au congé sabbatique à traitement différé et que cette mesure soit à la charge de cet organisme;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QU'Investissement Québec soit désigné, en vertu de l'article 192 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R 10), aux fins de l'application de la mesure prévue par le chapitre II du titre IV de cette loi relative au congé sabbatique à traitement différé et que cette mesure soit à la charge de cet organisme.

*Le greffier du Conseil du trésor,*  
LOUIS TREMBLAY

77585

## Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

### Décret 1538-2021, 8 décembre 2021

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'un prêt d'un montant maximal de 3 000 000 \$ à Plateforme Agora inc. pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises

ATTENDU QUE Plateforme Agora inc. est une société par actions constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) ayant son siège à Montréal;

ATTENDU QUE le projet de Plateforme Agora inc. vise le financement d'une plateforme transactionnelle québécoise;

ATTENDU QUE le projet de Plateforme Agora inc. présente un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), lorsque le gouvernement lui en confie le mandat, Investissement Québec doit accorder et administrer l'aide financière ponctuelle qu'il détermine pour la réalisation de projets qui présentent un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées notamment dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds de développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer un prêt d'un montant maximal de 3 000 000 \$ à Plateforme Agora inc. pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises,

selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), le gouvernement peut différer la publication d'un décret à la *Gazette officielle du Québec* pour un motif d'intérêt public qui s'y trouve exposé;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de différer la publication du présent décret afin de permettre les transactions visant le financement d'un tel projet et d'assurer la confidentialité des éléments de la négociation de ces transactions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer un prêt d'un montant maximal de 3 000 000 \$ à Plateforme Agora inc. pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ce type de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique;

QUE la publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec* soit différée jusqu'à une date non ultérieure au 30 juin 2022 afin de permettre les transactions visant le financement d'un tel projet et d'assurer la confidentialité des éléments de la négociation de ces transactions.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77744

Gouvernement du Québec

## Décret 833-2022, 11 mai 2022

CONCERNANT la participation du gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, au Fonds Triptyq Capital I, S.E.C. et une avance du ministre des Finances au Fonds du développement économique

ATTENDU QUE le Plan budgétaire de mars 2019 prévoit une enveloppe de 85 000 000 \$ pour soutenir le financement de fonds de capital d'investissement;

ATTENDU QUE le Fonds Triptyq Capital I, S.E.C. a pour objectif d'investir dans des entreprises privées innovantes œuvrant dans le secteur des technologies créatives et du divertissement 4.0., principalement au stade de l'amorçage et situées principalement au Québec;

ATTENDU QUE ce fonds prend la forme d'une société en commandite nommée Fonds Triptyq Capital I, S.E.C., créée en vertu du Code civil du Québec, et qu'il sera doté d'une capitalisation minimale de 40 000 000 \$ et maximale de 60 000 000 \$;

ATTENDU QUE ce fonds sera capitalisé par le gouvernement par l'entremise du Fonds du développement économique, pour une somme maximale de 20 000 000 \$, selon un principe d'appariement d'un dollar du gouvernement pour chaque dollar provenant d'autres commanditaires;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 21 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), Investissement Québec doit exécuter tout autre mandat que peut lui confier le ministre ou le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3° de l'article 26 de cette loi, sont notamment portées au crédit du Fonds du développement économique les sommes virées par le ministre des Finances en application de l'article 54 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001);

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine notamment les autres sommes, engagées dans l'administration de ces programmes d'aide financière et l'exécution de ces mandats, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et troisième alinéas de l'article 54 de la Loi sur l'administration financière, le ministre des Finances peut avancer à un fonds spécial, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes portées au crédit du fonds général et toute avance virée à un fonds est remboursable sur ce fonds;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Finances à avancer au Fonds du développement économique, sur les sommes portées au crédit du fonds général, une somme maximale de 20 000 000 \$, sans intérêt, pour financer la capitalisation du Fonds Triptyq Capital I, S.E.C.;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour agir au nom du gouvernement à titre de commanditaire du Fonds Triptyq Capital I, S.E.C., et qu'à ce titre, elle soit autorisée à verser au capital de ce fonds une somme maximale de 20 000 000 \$ prise à même le Fonds du développement économique, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), le gouvernement peut différer la publication d'un décret à la *Gazette officielle du Québec* pour un motif d'intérêt public qui s'y trouve exposé;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public de différer la publication du présent décret afin d'assurer la confidentialité des éléments de négociation de la convention de société en commandite entre Investissement Québec, les gestionnaires et les autres commanditaires du Fonds Triptyq et d'éviter de compromettre la conclusion de ceux-ci;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation et du ministre des Finances :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour agir au nom du gouvernement à titre de commanditaire du Fonds Triptyq Capital I, S.E.C., et qu'à ce titre, elle soit autorisée à verser au capital de ce fonds, une somme maximale de 20 000 000 \$ prise à même le Fonds du développement économique, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à exercer les droits et assumer les obligations de commanditaire de ce fonds, à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable, pour donner plein effet au présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution du mandat qui lui est confié par le présent décret;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique;

QUE le ministre des Finances soit autorisé à avancer au Fonds du développement économique la somme maximale de 20 000 000 \$, sans intérêt, pour financer la capitalisation du Fonds Triptyq Capital I, S.E.C.;

QUE les avances faites par le ministre des Finances au Fonds du développement économique pour permettre à Investissement Québec de financer la capitalisation du Fonds Triptyq Capital I, S.E.C. soient remboursées au gouvernement au plus tard douze ans après la date de la première clôture de ce fonds et que les avances soient attestées au moyen d'un écrit en la forme agréée par le ministre des Finances;

QUE la publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec* soit différée à une date ultérieure ne dépassant pas le 11 août 2022 afin d'assurer la confidentialité des éléments de négociation de la convention de société en commandite entre Investissement Québec, les gestionnaires et les autres commanditaires du Fonds Triptyq et d'éviter de compromettre la conclusion de ceux-ci.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77745

Gouvernement du Québec

## Décret 918-2022, 1<sup>er</sup> juin 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'une contribution financière sous forme d'une souscription à des billets convertibles de DalCor Pharmaceutiques Canada Inc. d'un montant maximal de 1 500 000 \$ US, pour la réalisation des activités de préparation d'une étude clinique de confirmation pour un médicament dans le domaine cardiovasculaire

ATTENDU QUE DalCor Pharmaceutiques Canada Inc. est une société par actions constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (L.R.C. 1985, c. C-44) ayant son siège à Montréal;

ATTENDU QUE DalCor Pharmaceutiques Canada Inc. compte réaliser un projet visant la réalisation des activités de préparation d'une étude clinique de confirmation pour un médicament dans le domaine cardiovasculaire;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 21 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), Investissement Québec doit exécuter tout autre mandat que peut lui confier le ministre ou le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté notamment à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées notamment dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds de développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer une contribution financière sous forme d'une souscription à des billets convertibles de DalCor Pharmaceutiques Canada Inc. d'un montant maximal de 1 500 000 \$ US, pour la réalisation des activités de préparation d'une étude clinique de confirmation pour un médicament dans le domaine cardiovasculaire, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer une contribution financière sous forme d'une souscription à des billets convertibles de DalCor Pharmaceutiques Canada Inc. d'un montant maximal de 1 500 000 \$ US, pour la réalisation des activités de préparation d'une étude clinique de confirmation pour un médicament dans le domaine cardiovasculaire, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ce type de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toute dépense et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77457

Gouvernement du Québec

## Décret 951-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'exercice des fonctions de certains ministres

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), soient conférés temporairement les pouvoirs, devoirs et attributions :

— de la ministre responsable de la Condition féminine à madame Sonia LeBel, membre du Conseil exécutif, du 11 au 18 juin 2022;

— du ministre de l'Économie et de l'Innovation et ministre responsable du Développement économique régional à monsieur Eric Girard, membre du Conseil exécutif, du 11 au 18 juin 2022.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77505

Gouvernement du Québec

## Décret 953-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur la consultation et l'accommodement entre les Abénakis et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et les Abénakis souhaitent conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement sur un territoire d'application défini;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des Affaires autochtones et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :



QUE soit approuvée l'Entente sur la consultation et l'accommodement entre les Abénakis et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77507

Gouvernement du Québec

## Décret 957-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 3 240 000 \$ à C.A.RE Montréal (centre d'aide et de réinsertion), pour l'exercice financier 2022-2023, afin de permettre la réalisation d'un projet d'habitation pour une clientèle d'itinérants

ATTENDU QUE C.A.RE Montréal (centre d'aide et de réinsertion), personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, c. 23), située sur le territoire de la ville de Montréal, souhaite réaliser un projet d'habitation de 20 logements pour une clientèle d'itinérants;

ATTENDU QUE la participation financière de la Société d'habitation du Québec à ce projet s'inscrit dans le cadre de la Seconde Entente Canada-Québec concernant l'Initiative pour la création rapide de logements conclue entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, laquelle a été approuvée par le décret numéro 1125-2021 du 13 août 2021;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) la Société d'habitation du Québec a pour objet de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 3.2 de cette loi, pour la réalisation de ses objets, la Société d'habitation du Québec peut accorder des subventions dans le domaine de l'habitation;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société d'habitation du Québec à octroyer une subvention d'un montant maximal de 3 240 000 \$ à C.A.RE Montréal (centre d'aide et de réinsertion), pour l'exercice financier 2022-2023, afin de permettre la réalisation d'un projet d'habitation pour une clientèle d'itinérants;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront prévues dans une entente à intervenir entre la Société d'habitation du Québec et C.A.RE Montréal (centre d'aide et de réinsertion), laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE la Société d'habitation du Québec soit autorisée à octroyer une subvention d'un montant maximal de 3 240 000 \$ à C.A.RE Montréal (centre d'aide et de réinsertion), pour l'exercice financier 2022-2023, afin de permettre la réalisation d'un projet d'habitation pour une clientèle d'itinérants;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient prévues dans une entente à intervenir entre la Société d'habitation du Québec et C.A.RE Montréal (centre d'aide et de réinsertion), laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77511

Gouvernement du Québec

## Décret 958-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la constitution du conseil de règlement des différends entre la Ville de Saint-Hyacinthe et l'Association des pompiers et pompières de Saint-Hyacinthe

ATTENDU QUE, conformément aux articles 7 et 8 de la Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3), le médiateur nommé pour aider la Ville de Saint-Hyacinthe et l'Association des pompiers et pompières de Saint-Hyacinthe à régler leur différend a remis son rapport le 9 août 2021;

ATTENDU QUE l'article 9 de cette loi prévoit notamment que le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, sur réception d'un rapport du médiateur, défère le différend à un conseil de règlement des différends;

ATTENDU QUE l'article 10 de cette loi prévoit qu'un conseil de règlement des différends est constitué de trois membres nommés par le gouvernement, sur recommandation du ministre, et que le membre qui préside les séances doit être avocat;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 11 de cette loi, le gouvernement a, en vertu du décret numéro 693-2017 du 4 juillet 2017, reconnu les personnes aptes à être nommées membres d'un conseil de règlement des différends;

ATTENDU QU'il y a lieu de constituer un conseil de règlement des différends;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil de règlement des différends entre la Ville de Saint-Hyacinthe et l'Association des pompiers et pompières de Saint-Hyacinthe :

— monsieur Claude Hétu, chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal;

— monsieur Serge Laverdière, retraité;

— monsieur Gilles Touchette, avocat et arbitre en pratique privée;

QUE monsieur Gilles Touchette soit désigné président de ce conseil de règlement des différends.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77512

Gouvernement du Québec

## Décret 959-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la constitution du conseil de règlement des différends entre la Ville de Vaudreuil-Dorion et l'Association des pompiers de Vaudreuil-Dorion

ATTENDU QUE, conformément aux articles 7 et 8 de la Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (chapitre R-8.3), le médiateur nommé pour aider la Ville de Vaudreuil-Dorion et l'Association des pompiers de Vaudreuil-Dorion à régler leur différend a remis son rapport le 28 juillet 2021;

ATTENDU QUE l'article 9 de cette loi prévoit notamment que le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, sur réception d'un rapport du médiateur, défère le différend à un conseil de règlement des différends;

ATTENDU QUE l'article 10 de cette loi prévoit qu'un conseil de règlement des différends est constitué de trois membres nommés par le gouvernement, sur recommandation du ministre, et que le membre qui préside les séances doit être avocat;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 11 de cette loi, le gouvernement a, en vertu du décret numéro 693-2017 du 4 juillet 2017, reconnu les personnes aptes à être nommées membres d'un conseil de règlement des différends;

ATTENDU QU'il y a lieu de constituer un conseil de règlement des différends;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil de règlement des différends entre la Ville de Vaudreuil-Dorion et l'Association des pompiers de Vaudreuil-Dorion :

— monsieur Claude Hétu, chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal;

— monsieur Serge Laverdière, retraité;

— monsieur Gilles Touchette, avocat et arbitre en pratique privée;

QUE monsieur Gilles Touchette soit désigné président de ce conseil de règlement des différends.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77513

Gouvernement du Québec

## Décret 960-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT le versement à la Commission de la capitale nationale du Québec d'une seconde tranche d'un montant maximal de 19 602 800 \$ de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2022-2023 ainsi que d'une avance d'un montant maximal de 6 287 300 \$ sur la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2023-2024

ATTENDU QUE la Commission de la capitale nationale du Québec a été instituée par l'article 1 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale (chapitre C-33.1);

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 21 de cette loi le gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, accorder à la Commission une subvention pour pourvoir à ses obligations;

ATTENDU QU'un montant de 5 546 400 \$, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2021-2022 par le décret numéro 900-2021 du 30 juin 2021 sera versé à la Commission à titre d'avance sur la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2022-2023;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale à verser à la Commission une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2022-2023 d'un montant maximal de 19 602 800 \$, portant ainsi la subvention totale pour cet exercice financier à 25 149 200 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale à verser à la Commission, dès le début de l'exercice financier 2023-2024, une avance sur la subvention à lui être versée pour cet exercice financier correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2022-2023, soit un montant maximal de 6 287 300 \$;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale :

QUE la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale soit autorisée à verser à la Commission de la capitale nationale du Québec une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2022-2023 d'un montant maximal de 19 602 800 \$, portant ainsi la subvention totale pour cet exercice financier à 25 149 200 \$;

QUE la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale soit autorisée à verser à la Commission, dès le début de l'exercice financier 2023-2024, une avance sur la subvention à lui être versée pour cet exercice financier, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2022-2023, soit un montant maximal de 6 287 300 \$.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

YVES OUELLET

77514

Gouvernement du Québec

## **Décret 961-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 3 350 000 \$, sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, à la Ville de Sherbrooke pour la réalisation du projet intitulé Lieu de diffusion spécialisée danse-théâtre Enfance-jeunesse de Sherbrooke

ATTENDU QUE, le 5 octobre 2017, le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Sherbrooke ont conclu une convention d'aide financière pour la réalisation du projet intitulé Lieu de diffusion spécialisée danse-théâtre Enfance-jeunesse de Sherbrooke impliquant la construction d'une salle de 300 places spécialisée en danse et en théâtre pour l'enfance et la jeunesse, prévoyant l'octroi d'une aide financière maximale de 4 000 000 \$;

ATTENDU QUE, le 6 novembre 2019, la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Sherbrooke ont conclu un avenant à la convention d'aide financière pour prévoir un délai supplémentaire de 30 mois pour le parachèvement du projet;

ATTENDU QUE la Ville de Sherbrooke a présenté une demande d'aide financière additionnelle de 3 350 000 \$ pour la réalisation du projet;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1) en matière de culture, la ministre de la Culture et des Communications exerce ses fonctions dans les domaines du patrimoine, des arts, des lettres et des industries culturelles;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de cet article dans ces domaines, la ministre a pour fonction de soutenir principalement les activités de création, d'animation, de production, de promotion, de diffusion, de formation, de recherche et de conservation et de contribuer à leur développement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 14 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, la ministre de la Culture et des Communications peut notamment accorder, aux conditions qu'elle fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;



ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Culture et des Communications à octroyer une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 3 350 000 \$, sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, à la Ville de Sherbrooke pour la réalisation du projet intitulé Lieu de diffusion spécialisée danse-théâtre Enfance-jeunesse de Sherbrooke, et ce, conditionnellement à la conclusion d'un avenant à la convention d'aide financière conclue le 5 octobre 2017 substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications :

QUE la ministre de la Culture et des Communications soit autorisée à octroyer une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 3 350 000 \$, sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, à la Ville de Sherbrooke pour la réalisation du projet intitulé Lieu de diffusion spécialisée danse-théâtre Enfance-jeunesse de Sherbrooke, et ce, conditionnellement à la conclusion d'un avenant à la convention d'aide financière conclue le 5 octobre 2017 substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77515

Gouvernement du Québec

## Décret 962-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 10 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts, pour l'exercice financier 2022-2023, pour le Programme visant la requalification des lieux de culte excédentaires patrimoniaux

ATTENDU QUE le Conseil du patrimoine religieux du Québec est une personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ayant notamment comme activité l'aide à la restauration et à l'entretien du patrimoine religieux au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1) la ministre, en matière de culture, exerce ses fonc-

tions notamment dans le domaine du patrimoine et, dans ce domaine, elle a pour fonction de soutenir notamment les activités de promotion et de conservation et de contribuer à leur développement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2° de l'article 14 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, la ministre de la Culture et des Communications peut accorder, aux conditions qu'elle fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4° de l'article 78 de la Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P-9.002) la ministre de la Culture et des Communications peut notamment contribuer à l'entretien, à la conservation, à la restauration, à la mise en valeur ou à la transformation d'un élément du patrimoine culturel désigné, classé, identifié ou cité ou d'un bien situé dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité, ainsi qu'à la reconstitution d'un immeuble patrimonial classé ou cité ou d'un édifice sur un immeuble patrimonial classé ou cité ou sur un site patrimonial classé, déclaré ou cité;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 5° de cet article la ministre de la Culture et des Communications peut notamment accorder des subventions dans le but de favoriser la connaissance, la protection, la transmission ou la mise en valeur des biens patrimoniaux ou des biens situés dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Culture et des Communications à octroyer une aide financière d'un montant maximal de 10 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts, pour l'exercice financier 2022-2023, pour le Programme visant la requalification des lieux de culte excédentaires patrimoniaux, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière qui sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications :

QUE la ministre de la Culture et des Communications soit autorisée à octroyer une aide financière d'un montant maximal de 10 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts, pour l'exercice financier 2022-2023, pour le Programme visant la requalification des lieux de culte excédentaires patrimoniaux, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière qui sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77516

Gouvernement du Québec

## Décret 963-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 15 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts et frais de financement, pour l'exercice financier 2022-2023, pour le Programme visant la protection, la transmission et la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux

ATTENDU QUE le Conseil du patrimoine religieux du Québec est une personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) ayant notamment comme activité l'aide à la restauration et à l'entretien du patrimoine religieux au Québec;

ATTENDU QUE le Conseil du patrimoine religieux du Québec a présenté une demande d'aide financière pour faire exécuter des travaux de restauration et de mise en valeur de biens mobiliers, d'œuvres d'art ou d'orgues du patrimoine religieux ayant une valeur patrimoniale significative ainsi que sur des immeubles construits avant 1975 ayant une valeur patrimoniale significative;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1) la ministre, en matière de culture, exerce ses fonctions notamment dans le domaine du patrimoine et, dans ce domaine, elle a pour fonction de soutenir notamment les activités de promotion et de conservation et de contribuer à leur développement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 14 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, la ministre de la Culture et des Communications peut notamment accorder, aux conditions qu'elle fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article 78 de la Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P-9.002) la ministre de la Culture et des Communications peut notamment contribuer à l'entretien, à la conservation, à la restauration, à la mise en valeur ou à la transformation d'un élément du patrimoine culturel désigné, classé, identifié ou cité ou d'un bien situé dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité, ainsi qu'à la reconstitution d'un immeuble patrimonial classé ou cité ou d'un édifice sur un immeuble patrimonial classé ou cité ou sur un site patrimonial classé, déclaré ou cité;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 5<sup>o</sup> de cet article la ministre de la Culture et des Communications peut notamment accorder des subventions dans le but de favoriser la connaissance, la protection, la transmission ou la mise en valeur des biens patrimoniaux ou des biens situés dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Culture et des Communications à octroyer une aide financière d'un montant maximal de 15 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts et frais de financement, pour l'exercice financier 2022-2023, pour le Programme visant la protection, la transmission et la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière qui sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications :

QUE la ministre de la Culture et des Communications soit autorisée à octroyer une aide financière d'un montant maximal de 15 000 000 \$ au Conseil du patrimoine religieux du Québec, sous forme de remboursement

d'emprunt auquel s'ajouteront les intérêts et frais de financement, pour l'exercice financier 2022-2023, pour le Programme visant la protection, la transmission et la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière qui sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77517

Gouvernement du Québec

### Décret 964-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT une modification du décret numéro 738-2016 du 17 août 2016 concernant l'insaisissabilité d'œuvres d'art et autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 697 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) prévoit que les œuvres d'art et les autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec qui sont exposés publiquement au Québec ou destinés à y être exposés sont insaisissables s'ils sont déclarés tels par décret du gouvernement, pour la période qui y est indiquée;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 738-2016 du 17 août 2016 l'œuvre d'art identifiée au document en annexe de ce décret, qui est exposée au Musée canadien de l'histoire, dans le cadre de l'exposition permanente « Salle de l'histoire canadienne » présentée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, de même que toute autre œuvre d'art et tout autre bien culturel ou historique provenant de l'extérieur du Québec qui pourront s'y ajouter pendant la même période, ont été déclarés insaisissables à compter du moment de leur arrivée au Québec, le ou vers le 10 septembre 2016, jusqu'au moment de leur départ, le ou vers le 1<sup>er</sup> octobre 2021;

ATTENDU QUE cette exposition a été prolongée par le Musée canadien de l'histoire à Gatineau;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le décret numéro 738-2016 du 17 août 2016 afin de prolonger la période d'insaisissabilité des œuvres d'art et des autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 697 du Code de procédure civile, le décret entre en vigueur dès sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications et du ministre de la Justice :

QUE le dispositif du décret numéro 738-2016 du 17 août 2016 concernant l'insaisissabilité d'œuvres d'art et autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec soit modifié par la suppression de « , le ou vers le 1<sup>er</sup> octobre 2021 ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77518

Gouvernement du Québec

### Décret 966-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la modification du décret numéro 1538-2021 du 8 décembre 2021 concernant l'octroi par Investissement Québec d'un prêt d'un montant maximal de 3 000 000 \$ à Plateforme Agora inc. pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1538-2021 du 8 décembre 2021, Investissement Québec a été mandatée pour octroyer un prêt d'un montant maximal de 3 000 000 \$ à Plateforme Agora inc. pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises, selon des conditions et des modalités substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle de ce décret;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce décret de manière à ce que le prêt soit convertible, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 21 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), Investissement Québec doit exécuter tout autre mandat que peut lui confier le ministre ou le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées notamment dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par Investissement Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le décret numéro 1538-2021 du 8 décembre 2021 en conséquence;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le premier alinéa du dispositif du décret numéro 1538-2021 soit modifié par l'insertion, après le mot « prêt », du mot « convertible »;

QUE l'annexe à la recommandation ministérielle jointe au décret numéro 1538-2021 du 8 décembre 2021 soit remplacée par celle jointe à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77520

Gouvernement du Québec

## Décret 967-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'une contribution financière sous forme d'une souscription à des actions de Plateforme Agora inc. d'un montant maximal de 9 000 000 \$ pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises

ATTENDU QUE Plateforme Agora inc. est une société par actions constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) ayant son siège à Montréal;

ATTENDU QUE Plateforme Agora inc. compte réaliser au Québec un projet visant le développement d'une plateforme numérique transactionnelle québécoise;

ATTENDU QUE ce projet présente un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), lorsque le gouvernement lui en

confie le mandat, Investissement Québec doit accorder et administrer l'aide financière ponctuelle qu'il détermine pour la réalisation de projets qui présentent un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées notamment dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par Investissement Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer une contribution financière sous forme d'une souscription à des actions de Plateforme Agora inc. d'un montant maximal de 9 000 000 \$ pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer une contribution financière sous forme d'une souscription à des actions de Plateforme Agora inc. d'un montant maximal de 9 000 000 \$ pour son projet visant à développer une place de marché numérique ayant comme mission de vendre des produits d'entreprises québécoises, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ce type de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77521

Gouvernement du Québec

## Décret 969-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT le renouvellement du mandat de madame Lise Duquette comme régisseuse de la Régie de l'énergie

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 7 de la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01) prévoit notamment que la Régie est composée de douze régisseurs, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 8 de cette loi prévoit que le gouvernement peut établir une procédure de sélection des régisseurs et notamment prévoir la constitution d'un comité de sélection;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 10 de cette loi prévoit que la durée du mandat d'un régisseur est de cinq ans;

ATTENDU QUE l'article 12 de cette loi prévoit notamment que le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des régisseurs;

ATTENDU QUE conformément à l'article 30 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes déclarées aptes ou reconnues aptes à être nommées régisseurs à la Régie de l'énergie et sur celle de renouvellement du mandat de ces régisseurs (chapitre R-6.01, r. 3.1), le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité pour examiner le renouvellement du mandat de madame Lise Duquette comme régisseuse de la Régie de l'énergie;

ATTENDU QUE conformément à l'article 32 de ce règlement, ce comité a transmis sa recommandation au secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif et au ministre responsable de l'application de la Loi sur la Régie de l'énergie;

ATTENDU QUE madame Lise Duquette a été nommée de nouveau régisseuse de la Régie de l'énergie par le décret numéro 467-2017 du 10 mai 2017, que son mandat viendra à échéance le 10 juin 2022 et qu'il y a lieu de le renouveler;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles :

QUE madame Lise Duquette soit nommée de nouveau régisseuse de la Régie de l'énergie pour un mandat de cinq ans à compter du 11 juin 2022, aux conditions annexées.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

## Conditions de travail de madame Lise Duquette comme régisseuse de la Régie de l'énergie

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01)

### 1. OBJET

Le gouvernement du Québec nomme madame Lise Duquette, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme régisseuse de la Régie de l'énergie, ci-après appelée la Régie.

Sous l'autorité du président et dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règles et des politiques adoptées par la Régie pour la conduite de ses affaires, elle exerce tout mandat que lui confie le président de la Régie.

Madame Duquette exerce ses fonctions au siège de la Régie à Montréal.

### 2. DURÉE

Le présent engagement commence le 11 juin 2022 pour se terminer le 10 juin 2027, sous réserve des dispositions de l'article 4.



### 3. CONDITIONS DE TRAVAIL

À compter de la date de son engagement, madame Duquette reçoit un traitement annuel de 160 148 \$.

Les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, ci-après appelé le décret numéro 450-2007, s'appliquent à madame Duquette comme membre d'un organisme du gouvernement du niveau 4.

### 4. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

#### 4.1 Démission

Madame Duquette peut démissionner de son poste de régisseuse de la Régie après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

#### 4.2 Destitution

Madame Duquette consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

#### 4.3 Échéance

Malgré l'expiration de son mandat et avec la permission du président de la Régie madame Duquette pourra continuer l'étude d'une demande dont elle a été saisie et en décider. Elle sera alors rémunérée sur la base d'un taux horaire calculé en fonction de son traitement annuel.

### 5. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de madame Duquette se termine le 10 juin 2027. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de régisseuse de la Régie, il l'en avisera dans les six mois de la date d'échéance du présent mandat.

### 6. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de régisseuse de la Régie, madame Duquette recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités prévues à la section 5 du chapitre II des règles prévues au décret numéro 450-2007.

7. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

77522

Gouvernement du Québec

## Décret 970-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la nomination de membres du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (chapitre I-13.02) prévoit notamment que l'Institut est administré par un conseil d'administration composé d'au moins onze membres et d'au plus quinze membres, dont un président et un directeur général, nommés par le gouvernement sur la recommandation du ministre, après consultation du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;

ATTENDU QUE l'article 7 de cette loi prévoit notamment que le président et le directeur général de l'Institut sont nommés pour au plus cinq ans et les autres membres pour au plus trois ans, que le mandat des membres peut être renouvelé deux fois à ce seul titre, consécutivement ou non, et qu'à la fin de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 8 de cette loi prévoit que toute vacance qui survient en cours de mandat est comblée selon le mode de nomination prévu à l'article 5;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 11 de cette loi prévoit que les membres du conseil d'administration, autres que le directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement, mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE madame Manon Genest et monsieur Louis Vincent ont été nommés de nouveau membres du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec par le décret numéro 494-2019 du 15 mai 2019, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QUE madame Eve Paré a été nommée de nouveau membre du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec par le décret numéro 494-2019 du 15 mai 2019, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE madame Claudine Roy a été nommée membre du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec par le décret numéro 494-2019 du 15 mai 2019, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE le ministre de l'Éducation a été consulté;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Enseignement supérieur :

QUE madame Claudine Roy, propriétaire et présidente, Auberge sous les arbres, soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec pour un mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

— madame Manuela-Luminita Goya, vice-présidente, développement de la destination et affaires publiques, Tourisme Montréal, en remplacement de madame Eve Paré;

— madame Helena Loureiro, propriétaire de Restaurant Portus 360 et de Restaurant-Helena inc., en remplacement de madame Manon Genest;

— monsieur Robert Trudeau, premier directeur, ventes aux entreprises réseau mondial et marché du Québec, Air Canada, en remplacement de monsieur Louis Vincent;

QUE le décret 1233-88 du 17 août 1988 concernant l'allocation de présence des membres du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du

Québec et les modifications qui pourront y être apportées s'appliquent aux personnes nommées en vertu du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77523

Gouvernement du Québec

## Décret 971-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Institut national de la recherche scientifique

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 des lettres patentes accordées à l'Institut national de la recherche scientifique par le décret numéro 1393-98 du 28 octobre 1998 et modifiées par les lettres patentes supplémentaires accordées à l'Institut national de la recherche scientifique par le décret numéro 1055-2019 du 23 octobre 2019 le conseil d'administration de l'Institut se compose de dix-neuf membres;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *f* de l'article 3 de ces lettres patentes, trois personnes, dont un professeur, sont nommées pour trois ans par le gouvernement, sur la recommandation du ministre, provenant de la composante contenant le nom « Armand-Frappier » et des milieux reliés aux domaines d'intervention de cette composante, après les avoir consultés;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de ces lettres patentes, tout membre visé aux paragraphes *b*, *c*, *e* et *f* de l'article 3 cesse de faire partie du conseil d'administration dès qu'il perd la qualité nécessaire à sa nomination;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de ces lettres patentes sous réserve du troisième alinéa de l'article 55 de la Loi sur l'Université du Québec (chapitre U-1) toute vacance est comblée en suivant le mode prescrit pour la nomination du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 159-2019 du 27 février 2019, monsieur Gilles Delage était nommé membre du conseil d'administration de l'Institut national de la recherche scientifique, qu'il a perdu la qualité nécessaire à sa nomination et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE la consultation requise par le paragraphe *f* de l'article 3 des lettres patentes de l'Institut national de la recherche scientifique a été effectuée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Enseignement supérieur :

QUE monsieur Guy Viel, directeur général, Centre de recherche sur les biotechnologies marines, soit nommé membre du conseil d'administration de l'Institut national de la recherche scientifique, à titre de personne provenant de la composante contenant le nom « Armand-Frappier » et des milieux reliés aux domaines d'intervention de cette composante, pour un mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Gilles Delage.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77524

Gouvernement du Québec

## Décret 974-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT une modification au décret numéro 1173-2002 du 2 octobre 2002 relatif à la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de la Ville de Sept-Îles pour la réalisation du projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire sur le territoire de la ville de Sept-Îles

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2), le gouvernement a délivré, par le décret numéro 1173-2002 du 2 octobre 2002, un certificat d'autorisation en faveur de la Ville de Sept-Îles relativement à son projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire sur le territoire de la ville de Sept-Îles.

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 31.7 de la Loi sur la qualité de l'environnement, tel que modifié par l'article 95 de la Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (2022, chapitre 8), le titulaire d'une autorisation doit obtenir du gouvernement une modification de celle-ci avant d'effectuer un changement à son projet ayant l'un des effets prévus à cet article sur la réalisation des travaux, des constructions, des ouvrages ou de toute autre activité de son projet autorisé;

ATTENDU QUE l'un des effets prévus, au paragraphe 3<sup>o</sup> de cet article 31.7, consiste en une incompatibilité avec l'autorisation délivrée, notamment avec l'une des conditions, restrictions ou interdictions qui y sont prévues;

ATTENDU QUE la Ville de Sept-Îles a transmis, le 30 octobre 2019, une demande de modification du décret numéro 1173-2002 du 2 octobre 2002 afin que le gouvernement autorise les changements envisagés au projet concernant l'augmentation de la charge hydraulique journalière maximale admissible à la station de traitement des eaux usées municipales de la Ville de Sept-Îles;

ATTENDU QUE les changements envisagés au projet entraîneraient une incompatibilité avec l'autorisation délivrée par le décret numéro 1173-2002 du 2 octobre 2002, notamment avec l'une de ses conditions, restrictions ou interdictions qui y sont prévues;

ATTENDU QUE, après analyse, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques conclut que la modification demandée est jugée acceptable sur le plan environnemental à certaines conditions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le dispositif du décret numéro 1173-2002 du 2 octobre 2002 soit modifié comme suit :

1. La condition 1 est modifiée :

1<sup>o</sup> par la suppression, dans la liste, du document suivant :

— MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT. Exigences techniques pour la réalisation du projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire sur le territoire de la Ville de Sept-Îles par la Ville de Sept-Îles, document signé par Mme Nancy Bernier, Direction des évaluations environnementales, 19 juillet 2002, 10 pages et 1 annexe;

2<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin de la liste, des documents suivants :

— Lettre de M. Jean-François Grenier, de la Ville de Sept-Îles, à M. Yves Rochon, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 30 octobre 2019, concernant une demande de modification de décret numéro 1173-2002 du 2 octobre 2002 en vertu de l'article 31.7 de la Loi sur la qualité de l'environnement, totalisant environ 259 pages incluant 9 annexes;

— Lettre de M. Jean-François Grenier, de la Ville de Sept-Îles, à M. Benoit Gaudreau, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 19 octobre 2021, concernant le suivi de non-conformité du système de captation des lixiviats, totalisant environ 88 pages incluant 2 annexes;



—Lettre de M. Jean-François Grenier et de M. Charles Desrosiers, de la Ville de Sept-Îles, à M. Patrice Savoie, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 30 novembre 2021, concernant la modification du décret numéro 1173-2002 / LET de Sept-Îles, totalisant environ 170 pages incluant 2 annexes;

—Lettre de M. Jean-François Grenier, de la Ville de Sept-Îles, à M. Patrice Savoie, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 31 janvier 2022, concernant un complément d'information relatif à la demande de modification du décret, totalisant environ 43 pages incluant 1 annexe;

3<sup>o</sup> par le remplacement de la dernière phrase par la suivante :

En cas de conflit entre les dispositions des documents cités ci-dessus, les dispositions les plus récentes prévalent.

2. Les conditions 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 12 sont abrogées.

3. Les conditions suivantes sont ajoutées à la fin :

#### **CONDITION 13**

##### **TRAITEMENT EX SITU DES EAUX DE LIXIVIATION**

La charge hydraulique journalière maximale d'eaux de lixiviation envoyée par la Ville de Sept-Îles à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées est de 125 m<sup>3</sup>/jour. De plus, les charges des eaux de lixiviation envoyées à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux ne doivent pas dépasser les limites de rejet suivantes pour ces paramètres :

— Demande chimique en oxygène (DCO) : 1 404 kg/jour

— Demande biochimique en oxygène (DBO<sub>5</sub>) : 702 kg/jour

— Azote total Kjeldahl (NTK) : 100 kg/jour

#### **CONDITION 14**

##### **OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX DE REJET**

Le système de traitement des eaux de lixiviation qui sera mis en place in situ par la Ville de Sept-Îles doit être conçu, exploité et amélioré de façon à ce que les eaux rejetées à l'environnement s'approchent le plus possible, pour les paramètres visés, de la valeur des objectifs environnementaux de rejet établis par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. À cet effet, la Ville de Sept-Îles doit :

— Faire analyser, sur une base trimestrielle (le premier trimestre s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars), un échantillon d'eau à la sortie du système de traitement pour tous les paramètres visés par des objectifs environnementaux de rejet. L'intervalle entre deux prélèvements doit être d'au moins 60 jours. Pour les biphényles polychlorés, les dioxines et furanes chlorés et les essais de toxicité, cette fréquence peut être réduite à deux fois par année pour les lieux qui reçoivent 100 000 tonnes et moins de matières résiduelles. Dans ce cas, le premier échantillonnage devrait être réalisé durant le premier trimestre et le second durant le troisième trimestre. La méthode d'échantillonnage peut être de type instantané ou composite sur 24 heures. L'échantillonnage doit être réalisé simultanément pour tous les paramètres. Les méthodes analytiques retenues doivent avoir des limites de détection permettant de vérifier le respect des objectifs environnementaux de rejet ou correspondre aux valeurs établies par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

— Transmettre les résultats des analyses associées au suivi des objectifs environnementaux de rejet, comprenant les concentrations mesurées et les charges correspondantes calculées à partir du débit d'effluent mesuré au moment de l'échantillonnage. Ces informations doivent être présentées dans le rapport annuel exigé en vertu de l'article 52 du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles (chapitre Q-2, r. 19);

— Présenter au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, au terme d'un délai de deux ans suivant la mise en service du système de traitement des eaux usées et aux cinq ans par la suite, une évaluation de la performance du système de traitement. Cette évaluation doit notamment contenir une comparaison entre les objectifs environnementaux de rejet et les résultats de suivi à l'effluent final et être effectuée selon la méthode décrite dans les Lignes directrices pour l'utilisation des objectifs environnementaux de rejet relatifs aux rejets industriels dans le milieu aquatique et son addenda d'avril 2017, ou toutes versions ultérieures. Cette évaluation doit également comprendre un tableau de comparaison des résultats de suivi aux objectifs environnementaux de rejet. Si des dépassements d'objectifs environnementaux de rejet sont observés, présenter au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques l'amplitude et la fréquence de ces dépassements, la cause possible de ces dépassements ou leurs justifications et les mesures correctrices qui seront mises en œuvre pour respecter les objectifs environnementaux de rejet ou s'en approcher le plus possible;

—Aviser le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques de toute modification du projet ayant une incidence sur les paramètres servant au calcul des objectifs environnementaux de rejet. Le cas échéant, la Ville de Sept-Îles doit soumettre une demande de révision de ces objectifs dans le cadre d'une demande en vertu de l'article 30 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

4. Le dernier alinéa du dispositif est remplacé par le suivant :

QUE les dispositions du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles continuent de s'appliquer au lieu d'enfouissement autorisé, sous réserve des conditions prévues à la présente autorisation.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77527

Gouvernement du Québec

## Décret 975-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'octroi à Jour de la Terre Canada d'une subvention maximale de 4 500 000 \$, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour la recherche et la mise en œuvre de projets pilotes de recherche-action au Québec permettant d'approfondir la compréhension du rôle de plusieurs infrastructures vertes et de pratiques en milieu agricole sur l'atténuation des changements climatiques et sur l'adaptation à leurs impacts

ATTENDU QUE Jour de la Terre Canada est une personne morale sans but lucratif régie par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, c. 23) qui accompagne les personnes, les municipalités et les organisations afin de les aider à diminuer leur impact sur l'environnement, en plus de déployer des programmes environnementaux et des projets dans divers domaines comme la gestion des matières résiduelles, la lutte au gaspillage alimentaire ou encore la mobilité durable;

ATTENDU QUE la mesure 5.3.1 du Plan de mise en œuvre 2022-2027 du Plan pour une économie verte 2030 prévoit identifier et développer des mesures et des créniaux d'intervention additionnels en matière de transition climatique;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 2.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2), le ministre de l'Envi-

ronnement et de la Lutte contre les changements climatiques peut accorder des subventions pour des études et recherches et pour la préparation de programmes, de plans et de projets concernant l'environnement;

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 2<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> de l'article 12 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (chapitre M-30.001), aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques peut conclure des ententes avec toute personne, municipalité, tout groupe ou organisme et accorder une subvention ou toute autre forme d'aide financière conformément à la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), notamment pour la réalisation de plans, de programmes, de projets, de recherches, d'études ou d'analyses, pour l'acquisition de connaissances ou pour l'acquisition ou l'exploitation de certaines installations d'utilité publique;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques à octroyer à Jour de la Terre Canada une subvention maximale de 4 500 000 \$, soit un montant de 450 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 1 800 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 1 800 000 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 450 000 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour la recherche et la mise en œuvre de projets pilotes de recherche-action au Québec permettant d'approfondir la compréhension du rôle de plusieurs infrastructures vertes et de pratiques en milieu agricole sur l'atténuation des changements climatiques et sur l'adaptation à leurs impacts;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une entente à intervenir entre le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et Jour de la Terre Canada, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques soit autorisé à octroyer à Jour de la Terre Canada une subvention maximale de 4 500 000 \$, soit un montant de 450 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 1 800 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 1 800 000 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 450 000 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour la recherche et la mise en œuvre de projets pilotes de recherche-action au Québec permettant d'approfondir la compréhension du rôle de plusieurs infrastructures vertes et de pratiques en milieu agricole sur l'atténuation des changements climatiques et sur l'adaptation à leurs impacts;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une entente à intervenir entre le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et Jour de la Terre Canada, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77528

Gouvernement du Québec

## Décret 976-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la nomination de monsieur Guy Lavallée comme vice-président de Retraite Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 43 de la Loi sur Retraite Québec (chapitre R-26.3) prévoit que le président-directeur général de Retraite Québec est assisté par des vice-présidents nommés par le gouvernement;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 44 de cette loi prévoit que le mandat des vice-présidents est d'une durée d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE l'article 46 de cette loi, modifié par la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (2022, chapitre 19), prévoit que le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des vice-présidents;

ATTENDU QU'il y a lieu de pourvoir un poste de vice-président de Retraite-Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE monsieur Guy Lavallée, vice-président aux services à l'organisation par intérim et directeur général de la planification et de la performance, Retraite Québec, cadre classe 2, soit nommé vice-président de Retraite Québec pour un mandat de cinq ans à compter du 24 août 2022, aux conditions annexées.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

## Conditions de travail de monsieur Guy Lavallée comme vice-président de Retraite Québec

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur Retraite Québec (chapitre R-26.3)

### 1. OBJET

Le gouvernement du Québec nomme monsieur Guy Lavallée qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme vice-président de Retraite Québec.

Sous l'autorité du président-directeur général et dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règles et des politiques adoptées par Retraite Québec pour la conduite de ses affaires, il exerce tout mandat que lui confie le président-directeur général de Retraite Québec.

Monsieur Lavallée exerce ses fonctions au siège de Retraite Québec à Québec.

Monsieur Lavallée, cadre classe 2, est en congé sans traitement du ministère des Finances pour la durée du présent mandat.

### 2. DURÉE

Le présent engagement commence le 24 août 2022 pour se terminer le 23 août 2027, sous réserve des dispositions des articles 4 et 5.

### 3. CONDITIONS DE TRAVAIL

À compter de la date de son engagement, monsieur Lavallée reçoit un traitement annuel de 157 508 \$.

Les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, ci-après appelé le décret numéro 450-2007, s'appliquent à monsieur Lavallée comme vice-président d'un organisme du gouvernement du niveau 5.

#### 4. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

##### 4.1 Démission

Monsieur Lavallée peut démissionner de la fonction publique et de son poste de vice-président de Retraite Québec, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

##### 4.2 Destitution

Monsieur Lavallée consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

##### 4.3 Échéance

À la fin de son mandat, monsieur Lavallée demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

#### 5. RAPPEL ET RETOUR

##### 5.1 Rappel

Le gouvernement peut rappeler en tout temps monsieur Lavallée qui sera réintégré parmi le personnel du ministère des Finances au traitement qu'il avait comme vice-président de Retraite Québec sous réserve que ce traitement n'exécède pas le maximum de l'échelle de traitement des cadres classe 2 de la fonction publique.

##### 5.2 Retour

Monsieur Lavallée peut demander que ses fonctions de vice-président de Retraite Québec prennent fin avant l'échéance du 23 août 2027, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

En ce cas, il sera réintégré parmi le personnel du ministère des Finances au traitement prévu au paragraphe 5.1.

#### 6. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Lavallée se termine le 23 août 2027. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de vice-président de Retraite Québec, il l'en avisera dans les six mois de la date d'échéance du présent mandat.

Si le présent engagement n'est pas renouvelé ou si le gouvernement ne nomme pas monsieur Lavallée à un autre poste, ce dernier sera réintégré parmi le personnel du ministère des Finances au traitement prévu au paragraphe 5.1.

7. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

77530

Gouvernement du Québec

### Décret 977-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la modification des conditions de travail de madame Sonia Potvin comme vice-présidente de Retraite Québec

ATTENDU QUE madame Sonia Potvin a été nommée vice-présidente de Retraite Québec par le décret numéro 761-2021 du 2 juin 2021;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les conditions de travail de madame Sonia Potvin annexées à ce décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE le traitement annuel de madame Sonia Potvin comme vice-présidente de Retraite Québec soit majoré de 5 % et établi à 165 383 \$;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Sonia Potvin comme vice-présidente d'un organisme du gouvernement du niveau 6;

QUE le décret numéro 761-2021 du 2 juin 2021 soit modifié en conséquence;

QUE le présent décret prenne effet à compter du 24 août 2022.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77531

Gouvernement du Québec

## Décret 978-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la nomination de membres du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (chapitre C-2) modifié par la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (2022, chapitre 19), les affaires de la Caisse sont administrées par un conseil d'administration composé d'un minimum de neuf membres et d'au plus quinze membres dont le président du conseil et le président et chef de la direction, les membres du conseil autres que ceux-ci sont nommés par le gouvernement, après consultation du conseil, pour un mandat d'au plus quatre ans et le gouvernement fixe, selon le cas, le traitement, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de tous les membres du conseil d'administration à l'exception du président et chef de la direction;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 5 de cette loi modifié par le chapitre 19 des lois de 2022, le mandat des membres du conseil, à l'exception du président du conseil et du président et chef de la direction, peut être renouvelé deux fois à ce seul titre, consécutivement ou non;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 5.5 de cette loi modifié par le chapitre 19 des lois de 2022, au moins les deux tiers des membres du conseil d'administration, dont le président, doivent, de l'avis du gouvernement, se qualifier comme administrateurs indépendants;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 5.6 de cette loi modifié par le chapitre 19 des lois de 2022, outre le président et chef de la direction, les membres du conseil autre que le président sont choisis en tenant compte des profils de compétence et d'expérience établis par le conseil d'administration;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 9 de cette loi, chacun des membres du conseil d'administration, y compris le président et chef de la direction, demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 10 de cette loi, toute vacance parmi les membres du conseil est comblée suivant les règles de nomination prévues à la présente loi;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 168-2016 du 16 mars 2016, monsieur Michel Després a été nommé membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 943-2018 du 3 juillet 2018, monsieur Sylvain Brosseau a été nommé membre indépendant du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 399-2019 du 10 avril 2019, madame Diane Lemieux a été nommée de nouveau membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 399-2019 du 10 avril 2019, monsieur Jean La Couture a été nommé de nouveau membre indépendant du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec a été consulté relativement à la nomination des membres désignés ci-après;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE madame Diane Lemieux, membre et présidente du conseil d'administration et directrice générale, Commission de la construction du Québec, soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec, à compter du 13 juin 2022, pour un mandat se terminant le 16 décembre 2024;

QUE monsieur René Dufresne, membre du conseil d'administration et président-directeur général, Retraite Québec, soit nommé membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour un mandat de quatre ans à compter du 13 juin 2022, en remplacement de monsieur Michel Després;

QUE madame Olga Farman, associée directrice, bureau de Québec Norton Rose Fulbright Canada, soit nommée membre indépendante du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour un mandat de quatre ans à compter du 13 juin 2022, en remplacement de monsieur Sylvain Brosseau;



QUE monsieur Nelson Gentiletti, administrateur de sociétés, soit nommé membre indépendant du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour un mandat de quatre ans à compter du 13 juin 2022, en remplacement de monsieur Jean La Couture;

QUE le décret numéro 610-2006 du 28 juin 2006 concernant la rémunération des membres des conseils d'administration de certaines sociétés d'État et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent aux personnes nommées en vertu du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77532

Gouvernement du Québec

## Décret 979-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la nomination des firmes KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. et Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L. à titre d'auditeurs externes des livres et comptes d'Hydro-Québec, pour les exercices financiers se terminant les 31 décembre 2023, 2024 et 2025

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 21.5 de la Loi sur Hydro-Québec (chapitre H-5), tel que modifié par la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (2022, chapitre 19), les livres et comptes d'Hydro-Québec sont vérifiés chaque année conjointement par le vérificateur général et par un auditeur externe nommé par le gouvernement;

ATTENDU QUE la présence de deux firmes d'auditeurs externes est jugée indispensable compte tenu de la complexité des affaires et des traitements comptables d'Hydro-Québec;

ATTENDU QUE le processus d'appel de propositions mené par la direction d'Hydro-Québec a mené à un choix de deux firmes d'auditeurs externes, approuvé par résolution du conseil d'administration;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer les firmes KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. et Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L. à titre d'auditeurs externes pour vérifier conjointement avec le vérificateur général les livres et comptes d'Hydro-Québec, pour les exercices financiers se terminant les 31 décembre 2023, 2024 et 2025;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles :

QUE la firme KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L., située au 600, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 1500 à Montréal, soit nommée à titre d'auditeur externe pour vérifier conjointement avec le vérificateur général les livres et comptes d'Hydro-Québec, pour les exercices financiers se terminant les 31 décembre 2023, 2024 et 2025;

QUE la firme Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L., située au 900, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 2300 à Montréal, soit nommée à titre d'auditeur externe pour vérifier conjointement avec le vérificateur général les livres et comptes d'Hydro-Québec, pour les exercices financiers se terminant les 31 décembre 2023, 2024 et 2025.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77533

Gouvernement du Québec

## Décret 980-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'institution d'un régime d'emprunts par la Société du Palais des congrès de Montréal

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 21 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (chapitre S-14.1), la Société du Palais des congrès de Montréal ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts en cours et non encore remboursés;

ATTENDU QUE, conformément au décret numéro 242-2009 du 18 mars 2009, la Société du Palais des congrès de Montréal ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porte au-delà de 1 000 000 \$ le total de ses emprunts en cours et non encore remboursés;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 78 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001), les organismes qui ont le pouvoir d'emprunter peuvent, dans le cadre d'un régime d'emprunts institué par l'organisme et avec les autorisations ou les approbations requises par la loi pour l'exercice de leur pouvoir d'emprunt et aux conditions déterminées par le gouvernement, le cas échéant, lorsque ce régime établit le montant maximum ainsi que les caractéristiques et les limites relativement aux emprunts à y être effectués, conclure sans autre autorisation ou approbation toute transaction d'emprunt en vertu de ce régime, en établir les montants et les autres caractéristiques et fixer ou accepter les conditions et modalités relatives à chacune de ces transactions;

ATTENDU QUE, conformément à cet article, le conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal a adopté, le 21 avril 2022, une résolution, laquelle est portée en annexe à la recommandation ministérielle du présent décret, afin d'instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 30 septembre 2024, lui permettant d'emprunter par marge de crédit auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, un montant n'excédant pas 4 602 500\$, pour ses projets d'investissement subventionnés par la ministre du Tourisme, conformément aux caractéristiques et limites qui y sont établies;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société du Palais des congrès de Montréal à instituer ce régime d'emprunts spécifique, à la condition que, si la Société du Palais des congrès de Montréal n'est pas en mesure de respecter ses obligations sur tout emprunt contracté auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, en vertu de ce régime d'emprunts, la ministre du Tourisme élabore et mette en œuvre, avec les autorisations ou approbations requises, le cas échéant, des mesures afin de remédier à cette situation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de la ministre du Tourisme :

QUE la Société du Palais des congrès de Montréal soit autorisée à instituer un régime d'emprunts spécifique, valide jusqu'au 30 septembre 2024, comportant les caractéristiques et les limites apparaissant à la résolution dûment adoptée par le conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal le 21 avril 2022, laquelle est portée en annexe à la recommandation ministérielle du présent décret, lui permettant d'emprunter par marge de crédit auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, un montant n'excédant pas 4 602 500\$, pour ses projets d'investissement subventionnés par la ministre du Tourisme;

QUE, si la Société du Palais des congrès de Montréal n'est pas en mesure de respecter ses obligations sur tout emprunt contracté auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, en vertu de ce régime d'emprunts, la ministre du Tourisme élabore et mette en œuvre, avec les autorisations ou approbations requises, le cas échéant, des mesures afin de remédier à cette situation.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77534

Gouvernement du Québec

## **Décret 982-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT la nomination de madame Véronique Crête comme juge de la Cour du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE madame Véronique Crête, avocate et membre du Barreau du Québec, soit nommée en vertu de l'article 86 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge de la Cour du Québec, pour exercer la compétence prévue par les articles 81, 82 et 83 de la Loi sur les tribunaux judiciaires dans tout le territoire du Québec, avec effet à compter du 9 juin 2022;

QUE le lieu de résidence de madame Véronique Crête soit fixé dans la Ville de Salaberry-de-Valleyfield ou dans le voisinage immédiat.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77535

Gouvernement du Québec

## **Décret 983-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT la rémunération des membres du Forum de consultation constitué en application de la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être et le remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être (chapitre C-32.1.1), dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues en vertu des articles 14, 15 et 16 de cette loi, le Commissaire à la santé et au bien-être doit consulter le Forum de consultation prévu au chapitre IV de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 24 de cette loi est institué un Forum de consultation composé de 27 personnes dont 18 citoyens provenant de chacune des régions du Québec et ne représentant aucun groupe d'intérêt particulier et de neuf autres personnes possédant une expertise particulière en relation avec le domaine de la santé et des services sociaux;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 24 de cette loi ces personnes sont nommées par le commissaire pour un mandat de trois ans;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 24 de cette loi ces personnes peuvent être rémunérées selon que le détermine le gouvernement et elles ont droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer la rémunération des membres du Forum de consultation ainsi que les conditions pour avoir droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE les membres citoyens du Forum de consultation soient rémunérés à raison d'un montant forfaitaire de 200 \$ par journée de participation à une réunion et de 100 \$ par demi-journée;

QUE la rémunération des membres du Forum de consultation possédant une expertise particulière en relation avec le domaine de la santé et des services sociaux et provenant du réseau de la santé et des services sociaux soit assumée par leur établissement;

QUE les membres qui participent à titre de personnes possédant une expertise particulière en relation avec le domaine de la santé et des services sociaux et ne provenant pas du réseau de la santé et des services sociaux soient rémunérés à raison d'un montant forfaitaire de 200 \$ par journée de réunion et de 100 \$ par demi-journée, sauf lorsqu'il s'agit de chercheurs universitaires ou de professionnels dont la rémunération en tant que chercheurs universitaires ou professionnels inclut la participation à des comités;

QUE les membres citoyens et les membres experts ne provenant pas du réseau de la santé reçoivent un montant forfaitaire pour le travail de préparation équivalent à 50 % du montant prévu pour leur participation à une réunion, sauf lorsqu'il s'agit de chercheurs universitaires ou de professionnels dont la rémunération en tant que chercheurs universitaires ou professionnels inclut la participation à des comités;

QUE les membres du Forum de consultation soient remboursés des frais de déplacement et de séjour occasionnés dans l'exercice de leurs fonctions, conformément à la Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics prise par le Conseil du trésor le 26 mars 2013, et ses modifications subséquentes.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77536

Gouvernement du Québec

## Décret 984-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT le renouvellement du mandat de madame Caroline Roy comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 9<sup>o</sup> de l'article 9 de cette loi les affaires d'un centre intégré de santé et de services sociaux sont administrées par un conseil d'administration composé notamment du président-directeur général de l'établissement, nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres visés aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> de cet article;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36.1 de cette loi le ministre peut, après consultation des membres du conseil d'administration visés aux

paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> de l'article 10, recommander au gouvernement le renouvellement du mandat du président-directeur général;

ATTENDU QUE madame Caroline Roy a été nommée membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue par le décret numéro 689-2019 du 26 juin 2019, que son mandat viendra à échéance le 25 juin 2022 et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE la consultation requise par la loi a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :



QUE madame Caroline Roy soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue pour un mandat de quatre ans à compter du 26 juin 2022 au même traitement annuel;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Caroline Roy comme présidente-directrice générale du niveau 5.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77537

Gouvernement du Québec

## Décret 985-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT le renouvellement du mandat de madame Rosemonde Landry comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 9° de l'article 9 de cette loi les affaires d'un centre intégré de santé et de services sociaux sont administrées par un conseil d'administration composé notamment du président-directeur général de l'établissement, nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres visés aux paragraphes 1° à 8° de cet article;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36.1 de cette loi le ministre peut, après consultation des membres du conseil d'administration visés aux paragraphes 1° à 8° de l'article 9, recommander au gouvernement le renouvellement du mandat du président-directeur général;

ATTENDU QUE madame Rosemonde Landry a été nommée membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides par le décret numéro 961-2019 du 11 septembre 2019, que son mandat viendra à échéance le 29 septembre 2022 et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE la consultation requise par la loi a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE madame Rosemonde Landry soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides pour un mandat débutant le 30 septembre 2022 et se terminant le 31 mars 2023, au même traitement annuel;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Rosemonde Landry comme présidente-directrice générale du niveau 2.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77538

Gouvernement du Québec

## Décret 986-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la nomination de monsieur Patrick Duchesne comme président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 32 de cette loi le président-directeur général est responsable de l'administration et du fonctionnement du centre intégré de santé et de services sociaux ou de l'établissement non fusionné dans le cadre de ses règlements;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 33 de cette loi le président-directeur général peut être assisté par un président-directeur général adjoint nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 33 de cette loi, à défaut de recevoir une telle liste dans un délai raisonnable, le ministre peut recommander toute personne de son choix au gouvernement, après avoir avisé les membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général adjoint;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général adjoint est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QUE le poste de président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale est vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir;

ATTENDU QUE le conseil d'administration n'a pas été en mesure de fournir au ministre une liste comportant un minimum de deux noms de candidats au poste de président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale;

ATTENDU QUE le conseil d'administration recommande la candidature de monsieur Patrick Duchesne pour occuper le poste de président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale;

ATTENDU QUE le ministre a choisi la personne pour occuper le poste de président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale et en a avisé le conseil d'administration;

ATTENDU QUE le ministre recommande la nomination de monsieur Patrick Duchesne comme président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE monsieur Patrick Duchesne, directeur des programmes santé mentale, dépendances et itinérance, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, soit nommé président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale pour un mandat de quatre ans à compter du 13 juin 2022 au traitement annuel de 191 236 \$;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à monsieur Patrick Duchesne comme président-directeur général adjoint du niveau 1.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77539

Gouvernement du Québec

## **Décret 987-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT la nomination de monsieur Vincent Lehouillier comme membre du conseil d'administration et président-directeur général du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 9<sup>o</sup> de l'article 10 de cette loi les affaires d'un centre intégré de santé et de services sociaux qui se trouve dans une région socio-sanitaire où une université offre un programme complet d'études pré-doctorales en médecine ou qui exploite un centre désigné institut universitaire dans le domaine social sont administrées par un conseil d'administration composé notamment du président-directeur général de l'établissement, nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres visés aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> de cet article;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 372-2018 du 21 mars 2018 madame Sonia Bélanger a été nommée de nouveau membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE monsieur Vincent Lehouillier fait partie de la liste;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE monsieur Vincent Lehouillier, sous-ministre associé à la Direction générale des ressources humaines et de la rémunération, ministère de la Santé et des Services sociaux, administrateur d'État II, soit nommé membre du conseil d'administration et président-directeur général du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal pour un mandat de quatre ans à compter du 27 juin 2022 au traitement annuel de 251 847 \$;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à monsieur Vincent Lehouillier comme président-directeur général du niveau 1;

QUE monsieur Vincent Lehouillier continue de participer au régime de prestations supplémentaires adopté par le décret numéro 961-2003 du 17 septembre 2003 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QUE monsieur Vincent Lehouillier, administrateur d'État II, soit en congé sans traitement du ministère de la Santé et des Services sociaux pour la durée du présent mandat.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77540

Gouvernement du Québec

## **Décret 988-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT la nomination de monsieur Jonathan Brière comme président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 32 de cette loi le président-directeur général est responsable de l'administration et du fonctionnement du centre intégré de santé et de services sociaux ou de l'établissement non fusionné dans le cadre de ses règlements;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 33 de cette loi le président-directeur général peut être assisté par un président-directeur général adjoint nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général adjoint;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général adjoint est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QUE le poste de président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal est vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir;

ATTENDU QUE le nom de monsieur Jonathan Brière fait partie de la liste requise par la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE monsieur Jonathan Brière, directeur des programmes de santé mentale, dépendance et itinérance, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, soit nommé président-directeur général adjoint du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour un mandat de quatre ans à compter du 13 juin 2022 au traitement annuel de 191 236 \$;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à monsieur Jonathan Brière comme président-directeur général adjoint du niveau 1.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77541

Gouvernement du Québec

## Décret 989-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT le renouvellement du mandat de madame Najia Hachimi-Idrissi comme présidente-directrice générale adjointe du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 32 de cette loi le président-directeur général est responsable de l'administration et du fonctionnement du centre intégré de santé et de services sociaux ou de l'établissement non fusionné dans le cadre de ses règlements;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 33 de cette loi le président-directeur général peut être assisté par un président-directeur général adjoint nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général adjoint;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général adjoint est d'une durée d'au plus quatre ans et à l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 36.1 de cette loi le mandat du président-directeur général adjoint peut être renouvelé par le gouvernement sur recommandation du ministre, après consultation des membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1346-2018 du 7 novembre 2018 madame Najia Hachimi-Idrissi a été nommée présidente-directrice générale adjointe du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE la consultation requise par la loi a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE madame Najia Hachimi-Idrissi soit nommée de nouveau présidente-directrice générale adjointe du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour un mandat de trois ans à compter des présentes au même traitement annuel;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Najia Hachimi-Idrissi comme présidente-directrice générale adjointe du niveau 3.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77542

Gouvernement du Québec

## Décret 990-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT le renouvellement du mandat de madame Isabelle Demers comme présidente-directrice générale adjointe du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 8 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine est un établissement non fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 32 de cette loi le président-directeur général est responsable de l'administration et du fonctionnement du centre intégré de santé et de services sociaux ou de l'établissement non fusionné dans le cadre de ses règlements;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 33 de cette loi le président-directeur général peut être assisté par un président-directeur général adjoint nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général adjoint;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général adjoint est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 36.1 de cette loi le mandat du président-directeur général adjoint peut être renouvelé par le gouvernement sur recommandation du ministre, après consultation des membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 662-2018 du 30 mai 2018 madame Isabelle Demers a été nommée de nouveau présidente-directrice générale adjointe du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine, que son mandat viendra à échéance le 6 septembre 2022 et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE la consultation requise par la loi a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE madame Isabelle Demers soit nommée de nouveau présidente-directrice générale adjointe du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine pour un mandat de quatre ans à compter du 7 septembre 2022 au même traitement annuel;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Isabelle Demers comme présidente-directrice générale adjointe du niveau 3.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77543

Gouvernement du Québec

## Décret 991-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT la rémunération des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés

ATTENDU QUE par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018, modifié par le décret numéro 1290-2019 du 18 décembre 2019, le gouvernement a adopté les Règles concernant les conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés;

ATTENDU QUE le Conseil du trésor a adopté des modifications à la Directive concernant l'ensemble des conditions de travail des cadres;



ATTENDU QU'il y a lieu de modifier de nouveau ces Règles afin de mettre à jour les échelles de traitement des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés pour tenir compte de la majoration applicable de 2 % au 1<sup>er</sup> avril 2020, de 2 % au 1<sup>er</sup> avril 2021 et de 2 % au 1<sup>er</sup> avril 2022 prévue par l'article 5 de ces Règles;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer certaines des modifications à la Directive concernant l'ensemble des conditions de travail des cadres aux présidents-directeurs généraux et aux présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés dont le gouvernement détermine la rémunération et les autres conditions de travail.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE les Règles concernant les conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018, modifiées par le décret

numéro 1290-2019 du 18 décembre 2019, soient modifiées de nouveau par le remplacement de l'annexe II, par celle annexée au présent décret;

QUE les présidents-directeurs généraux et les présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés dont le gouvernement détermine la rémunération et les autres conditions de travail aient droit, pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020, à une rémunération additionnelle correspondant à 1,0 % du traitement reçu pendant cette période;

QUE les présidents-directeurs généraux et les présidents-directeurs généraux adjoints aient droit pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021, à une rémunération additionnelle correspondant à 1,0 % du traitement reçu pendant cette période;

QUE ces rémunérations additionnelles ne soient pas considérées comme du traitement aux fins de la révision des traitements et qu'elles ne fassent pas partie du traitement admissible aux fins du régime de retraite.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

## ANNEXE II

### ÉCHELLES DE TRAITEMENT DES PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX (PDG)

(article 5)

Niveau du poste	Au 1 <sup>er</sup> avril 2020		Au 1 <sup>er</sup> avril 2021		Au 1 <sup>er</sup> avril 2022	
	Minimum normal	Maximum normal	Minimum normal	Maximum normal	Minimum normal	Maximum normal
PDG1	244 651 \$	318 048 \$	249 544 \$	324 409 \$	254 535 \$	330 897 \$
PDG2	226 530 \$	294 488 \$	231 061 \$	300 378 \$	235 682 \$	306 386 \$
PDG3	209 749 \$	272 676 \$	213 944 \$	278 130 \$	218 223 \$	283 693 \$
PDG4	194 212 \$	252 477 \$	198 096 \$	257 527 \$	202 058 \$	262 678 \$
PDG5	179 827 \$	233 776 \$	183 424 \$	238 452 \$	187 092 \$	243 221 \$
PDG6	125 632 \$	163 322 \$	128 145 \$	166 588 \$	130 708 \$	169 920 \$

## ÉCHELLES DE TRAITEMENT DES PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS (PDGA)

(article 5)

Niveau du poste	Au 1 <sup>er</sup> avril 2020		Au 1 <sup>er</sup> avril 2021		Au 1 <sup>er</sup> avril 2022	
	Minimum normal	Maximum normal	Minimum normal	Maximum normal	Minimum normal	Maximum normal
PDGA1	195 061 \$	253 579 \$	198 962 \$	258 651 \$	202 941 \$	263 824 \$
PDGA2	180 611 \$	234 796 \$	184 223 \$	239 492 \$	187 907 \$	244 282 \$
PDGA3	167 234 \$	217 403 \$	170 579 \$	221 751 \$	173 991 \$	226 186 \$
PDGA4	154 846 \$	201 299 \$	157 943 \$	205 325 \$	161 102 \$	209 432 \$
PDGA5	143 375 \$	186 388 \$	146 243 \$	190 116 \$	149 168 \$	193 918 \$

77544

Gouvernement du Québec

**Décret 992-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT la détermination du nombre de places dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral pour des étudiants de l'extérieur du Québec pour 2022-2023

ATTENDU QU'en vertu de l'article 504 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) le gouvernement peut déterminer, à chaque année, dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral, un nombre de places pour des étudiants de l'extérieur du Québec, à la condition que ces étudiants acceptent de signer, avant le début de leur formation, un engagement, assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à pratiquer pour une période maximale de quatre ans dans la région ou pour l'établissement déterminé par le ministre de la Santé et des Services sociaux, s'ils exercent la médecine au Québec après l'obtention de leur permis d'exercice;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer le nombre de places dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral pour des étudiants de l'extérieur du Québec, pour 2022-2023, soit un maximum de 55 nouvelles inscriptions pour des étudiants canadiens provenant de l'extérieur du Québec ou de nationalité étrangère munis d'un permis de séjour pour études, à la condition que ces étudiants s'engagent par écrit, au moment de leur première inscription, à pratiquer pendant une période de quatre ans consécutifs pour un établissement déterminé par le ministre de la Santé et des Services sociaux, s'ils exercent la médecine au Québec après l'obtention de leur permis d'exercice et de prévoir une pénalité de 300 000 \$ en cas de non-respect de cet engagement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre de l'Enseignement supérieur:

QUE le nombre de places dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral pour des étudiants de l'extérieur du Québec, pour 2022-2023, soit autorisé à un maximum de 55 nouvelles inscriptions pour des étudiants canadiens provenant de l'extérieur du Québec ou de nationalité étrangère munis d'un permis de séjour pour des études, à la condition que ces étudiants s'engagent par écrit, au moment de leur première inscription, à pratiquer pendant une période de quatre ans consécutifs pour un établissement déterminé par le ministre de la Santé et des Services sociaux, s'ils exercent la médecine au Québec après l'obtention de leur permis d'exercice et qu'une pénalité de 300 000 \$ soit prévue en cas de non-respect de cet engagement.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77545

Gouvernement du Québec

**Décret 993-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur le financement complémentaire à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028 entre le Conseil de bande de Timiskaming et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1213-2018 du 15 août 2018, le gouvernement a approuvé l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté

de Timiskaming pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028, entre le Conseil de bande de Timiskaming, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle a été conclue le 23 août 2018;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a annoncé, le 7 octobre 2021, la mise en place d'un projet pilote de desserte policière autochtone dans la communauté de Winneway pour donner suite aux besoins exprimés par le Conseil de la Première Nation de Long Point en matière de sécurité publique;

ATTENDU QUE, aux fins de la réalisation de ce projet, le Conseil de bande de Timiskaming et le gouvernement du Québec souhaitent conclure l'Entente sur le financement complémentaire à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028;

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), les fonctions de la ministre de la Sécurité publique consistent notamment à assurer l'application des lois relatives à la police et à favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014, une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE cette entente est visée par le décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvée l'Entente sur le financement complémentaire à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028 entre le Conseil de bande de Timiskaming et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77546

Gouvernement du Québec

## **Décret 994-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur le financement complémentaire à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Kebaowek pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023 entre le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1220-2018 du 15 août 2018, le gouvernement a approuvé l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Kebaowek pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023, entre le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle a été conclue le 9 octobre 2018;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a annoncé, le 7 octobre 2021, la mise en place d'un projet pilote de desserte policière autochtone dans la communauté de Winneway pour donner suite aux besoins exprimés par le Conseil de la Première Nation de Long Point en matière de sécurité publique;

ATTENDU QUE, aux fins de la réalisation de ce projet, le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek et le gouvernement du Québec souhaitent conclure l'Entente sur le financement complémentaire à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Kebaowek pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023;

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), les fonctions de la ministre de la Sécurité publique consistent notamment à assurer l'application des lois relatives à la police et à favoriser la coordination des activités policières;



ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014, une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE cette entente est visée par le décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvée l'Entente sur le financement complémentaire à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Kebaowek pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023 entre le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77547

Gouvernement du Québec

## **Décret 995-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de collaboration visant à assurer une présence policière autochtone dans la communauté de Winneway entre le Conseil de la Première Nation de Long Point, le Conseil de bande de Timiskaming, le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1163-2007 du 19 décembre 2007, le gouvernement a approuvé l'entente-cadre et les lettres d'entente concernant le mandat du médiateur, la négociation d'ententes sectorielles sur la foresterie, la sécurité publique, l'assise territoriale et concernant le financement des négociations entre le gouvernement du Québec et Long Point First Nation, laquelle a été conclue le 14 février 2008;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 390-2020 du 1<sup>er</sup> avril 2020, le gouvernement a approuvé la Lettre d'entente particulière visant le redémarrage de négociations à l'intérieur du cadre de l'Entente-cadre entre le gouvernement du Québec et Long Point First Nation de 2008 et de ses lettres d'ententes particulières, laquelle a été conclue le 25 août 2020;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1213-2018 du 15 août 2018, le gouvernement a approuvé l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2028 entre le Conseil de bande de Timiskaming, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle a été conclue le 23 août 2018;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1220-2018 du 15 août 2018, le gouvernement a approuvé l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Kebaowek pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023 entre le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle a été conclue le 9 octobre 2018;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a annoncé, le 7 octobre 2021, la mise en place d'un projet pilote de desserte policière autochtone dans la communauté de Winneway pour donner suite aux besoins exprimés par le Conseil de la Première Nation de Long Point en matière de sécurité publique;

ATTENDU QUE, à cette fin, le Conseil de la Première Nation de Long Point, le Conseil de bande de Timiskaming, le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek et le gouvernement du Québec souhaitent conclure l'Entente de collaboration visant à assurer une présence policière autochtone dans la communauté de Winneway;

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), les fonctions de la ministre de la Sécurité publique consistent notamment à assurer l'application des lois relatives à la police et à favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique, du ministre responsable des Affaires autochtones et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente de collaboration visant à assurer une présence policière autochtone dans la communauté de Winneway entre le Conseil de la Première Nation de Long Point, le Conseil de bande de Timiskaming, le Conseil de bande de la Première Nation de Kebaowek et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77548

Gouvernement du Québec

## **Décret 1000-2022, 8 juin 2022**

CONCERNANT le renouvellement du mandat de membres du Tribunal administratif du travail

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 58 de la Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1) prévoit notamment que le mandat d'un membre du Tribunal est renouvelé pour cinq ans à moins que le membre ne demande qu'il en soit autrement et qu'il notifie sa décision au ministre au plus tard trois mois avant l'expiration de son mandat;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 58 de cette loi prévoit qu'une dérogation à la durée du mandat ne peut valoir que pour une durée fixe de moins de cinq ans déterminée par l'acte de renouvellement et, hormis le cas où le membre en fait la demande pour des motifs sérieux, que lorsque des circonstances particulières indiquées dans l'acte de renouvellement l'exigent;

ATTENDU QUE l'article 59 de cette loi prévoit notamment que le renouvellement du mandat d'un membre du Tribunal est examiné suivant la procédure établie par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 62 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe, conformément au règlement édicté en application de l'article 61 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres du Tribunal;

ATTENDU QUE l'article 65 de cette loi prévoit que le fonctionnaire nommé membre du Tribunal cesse d'être assujéti à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) pour tout ce qui concerne sa fonction de membre et qu'il est, pour la durée de son mandat et dans le but d'accomplir les devoirs de sa fonction, en congé sans solde total;

ATTENDU QUE conformément à l'article 26 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Tribunal administratif du travail et sur celle de renouvellement du mandat de ces membres (chapitre T-15.1, r. 1), le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé des comités pour examiner le renouvellement du mandat de messieurs François Beaubien, Réjean Bernard, Guy Blanchet, Daniel Blouin, Simon Corbeil, François Demers, Jason Wayne Downey, Jean-François Dufour, Henrik Ellefsen, Dominic Fiset, Guy Grantham, Gaétan Guérard, Yves Lemieux, Hugues Magnan, Bernard Marceau, Jean Paquette et Daniel Therrien ainsi que de mesdames Yolande Bernier, Claire Burdett, Martine Desroches, Nathalie Gélinas, Julie

Ladouceur, Marie-Eve Legault, Émilie Lessard, Josée Picard, Isabelle Piché, Julie Rancourt, Isabelle Robitaille, Julie Samson et Karine Savard comme membres du Tribunal administratif du travail;

ATTENDU QUE conformément à l'article 28 de ce règlement, les comités ont transmis leurs recommandations au secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif et au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler le mandat de messieurs François Beaubien, Réjean Bernard, Guy Blanchet, Daniel Blouin, Simon Corbeil, François Demers, Jason Wayne Downey, Jean-François Dufour, Henrik Ellefsen, Dominic Fiset, Guy Grantham, Gaéтан Guérard, Yves Lemieux, Hugues Magnan, Bernard Marceau, Jean Paquette et Daniel Therrien ainsi que de mesdames Yolande Bernier, Claire Burdett, Martine Desroches, Nathalie Gélinas, Julie Ladouceur, Marie-Eve Legault, Émilie Lessard, Josée Picard, Isabelle Piché, Julie Rancourt, Isabelle Robitaille, Julie Samson et Karine Savard comme membres du Tribunal administratif du travail;

ATTENDU QUE le comité n'a pu rencontrer madame Chantale Girardin;

ATTENDU QUE, en raison de ces circonstances particulières, il y a lieu de renouveler le mandat de madame Chantale Girardin comme membre du Tribunal administratif du travail pour une durée fixe de moins de cinq ans;

ATTENDU QUE messieurs Daniel Blouin, Guy Grantham, Gaéтан Guérard et Yves Lemieux ainsi que madame Martine Desroches ont demandé que leur mandat soit renouvelé pour une durée moindre que cinq ans;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE les personnes suivantes soient nommées de nouveau membres du Tribunal administratif du travail pour un mandat de cinq ans à compter du 13 novembre 2022 :

- monsieur François Beaubien;
- madame Yolande Bernier;
- monsieur Guy Blanchet;
- monsieur Simon Corbeil;
- monsieur François Demers;

— monsieur Jason Wayne Downey;

— monsieur Jean-François Dufour;

— monsieur Henrik Ellefsen;

— monsieur Dominic Fiset;

— madame Nathalie Gélinas;

— madame Marie-Eve Legault;

— madame Émilie Lessard;

— monsieur Hugues Magnan;

— madame Josée Picard;

— madame Julie Rancourt;

— madame Isabelle Robitaille;

— madame Julie Samson;

— madame Karine Savard;

QUE monsieur Daniel Blouin soit nommé de nouveau membre du Tribunal administratif du travail pour un mandat débutant le 13 novembre 2022 et se terminant le 9 mai 2025;

QUE madame Martine Desroches et monsieur Guy Grantham soient nommés de nouveau membres du Tribunal administratif du travail pour un mandat de trois ans à compter du 13 novembre 2022;

QUE madame Chantale Girardin soit nommée de nouveau membre du Tribunal administratif du travail pour un mandat débutant le 13 novembre 2022 et se terminant le 12 mars 2023;

QUE monsieur Gaéтан Guérard soit nommé de nouveau membre du Tribunal administratif du travail pour un mandat de deux ans à compter du 13 novembre 2022;

QUE les personnes suivantes soient nommées de nouveau membres du Tribunal administratif du travail pour un mandat de cinq ans à compter du 19 novembre 2022 :

- monsieur Réjean Bernard;
- madame Claire Burdett;
- madame Isabelle Piché;
- monsieur Daniel Therrien;

QUE madame Julie Ladouceur soit nommée de nouveau membre du Tribunal administratif du travail pour un mandat de cinq ans à compter du 20 novembre 2022;

QUE les personnes suivantes soient nommées de nouveaux membres du Tribunal administratif du travail pour un mandat de cinq ans à compter du 25 novembre 2022 :

— monsieur Bernard Marceau;

— monsieur Jean Paquette;

QUE monsieur Yves Lemieux soit nommé de nouveau membre du Tribunal administratif du travail pour un mandat débutant le 26 janvier 2023 et se terminant le 5 janvier 2026;

QUE messieurs François Beaubien, Réjean Bernard, Guy Blanchet, Daniel Blouin, Simon Corbeil, François Demers, Jason Wayne Downey, Jean-François Dufour, Henrik Ellefsen, Dominic Fiset, Guy Grantham, Gaétan Guérard, Yves Lemieux, Hugues Magnan, Bernard Marceau, Jean Paquette et Daniel Therrien ainsi que mesdames Yolande Bernier, Claire Burdett, Martine Desroches, Nathalie Gélinas, Chantale Girardin, Julie Ladouceur, Marie-Eve Legault, Émilie Lessard, Josée Picard, Isabelle Piché, Julie Rancourt, Isabelle Robitaille, Julie Samson et Karine Savard continuent de bénéficier des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1, r. 2);

QUE messieurs François Beaubien, Réjean Bernard, Hugues Magnan et Bernard Marceau ainsi que mesdames Nathalie Gélinas, Émilie Lessard, Josée Picard, Isabelle Piché, Julie Rancourt, Isabelle Robitaille, Karine Savard continuent d'être en congé sans solde total du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77553



## Arrêtés ministériels

**A.M., 2022**

**Arrêté numéro 2022-02 du ministre de la  
Cybersécurité et du Numérique en date  
du 17 juin 2022**

Loi sur le ministère de la Cybersécurité  
et du Numérique  
(chapitre M-17.1.1, a. 9)

CONCERNANT la constitution d'un comité d'experts  
afin de conseiller le ministre de la Cybersécurité et  
du Numérique

LE MINISTRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE,

VU le premier alinéa de l'article 9 de la Loi sur le  
ministère de la Cybersécurité et du Numérique (chapitre  
M-17.1.1) suivant lequel le ministre de la Cybersécurité et  
du Numérique peut, s'il le juge opportun, constituer un  
comité d'experts afin de le conseiller dans le domaine de  
la cybersécurité ou dans celui du numérique;

VU les enjeux liés à la transformation numérique, à la  
cybersécurité et à la protection des ressources informa-  
tionnelles ou de l'information détenus par les organismes  
publics pour réduire les risques d'atteinte ou en corriger  
les impacts;

VU l'évolution rapide des tendances relatives aux  
technologies de l'information et l'intérêt de bénéficier de  
l'expertise de l'écosystème québécois dans le domaine de  
la cybersécurité et dans celui du numérique;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre sur pied un  
tel comité d'experts pour conseiller le ministre de la  
Cybersécurité et du Numérique dans le domaine de la  
cybersécurité ou dans celui du numérique;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

CONSTITUE un comité composé de 12 membres ayant  
pour mandat de conseiller le ministre de la Cybersécurité  
et du Numérique dans le domaine de la cybersécurité ou  
dans celui du numérique, lorsqu'il le juge nécessaire,  
notamment sur les sujets suivants :

— l'offre de services du ministre de la Cybersécurité  
et du Numérique et les possibilités pour son évolution;

— des orientations en vue de politiques ou de stratégies  
dans l'un ou l'autre de tels domaines;

— tout projet en matière de ressources informa-  
tionnelles pour l'administration publique;

— les tendances émergentes de l'industrie et les oppor-  
tunités qui peuvent présenter un intérêt pour l'adminis-  
tration publique.

NOMME membres de ce comité :

— Monsieur Patrick Mathieu, co-fondateur, Hackfest;

— Madame Vanessa Henri, avocate et co-fondatrice,  
Henri & Wolf Inc.;

— Monsieur Claude A. Sarrazin, président, SIRCO;

— Monsieur Nicolas Vermeys, vice-doyen de la Faculté  
de droit, Université de Montréal;

— Madame Nora Boulahia Cuppens, professeure  
titulaire, Polytechnique Montréal;

— Monsieur Mourad Debbabi, doyen et professeur  
titulaire, Université Concordia;

— Monsieur Alain Bergeron, vice-président principal,  
technologies de l'information, Industrielle Alliance;

— Monsieur Michel Dubois, directeur des parte-  
nariats, MILA;

— Madame Ravy Por, directrice exécutive – intelligence  
artificielle et technologies émergentes, KPMG;

— Monsieur Christian Sarra-Bournet, directeur exé-  
cutif, Institut quantique, Université de Sherbrooke;

— Madame Lyse Langlois, directrice générale,  
Observatoire international sur les impacts sociétaux de  
l'intelligence artificielle et du numérique;

— Madame Marie-Josée Turgeon, présidente-directrice  
générale, Centre de Collaboration MiQro Innovation.

PRÉVOIT que le financement de ce comité soit assumé  
par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique;

FIXE au 17 juin 2024 la date de fin du mandat de ce comité.

Québec, le 17 juin 2022

*Le ministre de la Cybersécurité et du Numérique,*  
ÉRIC CAIRE

77733

## A.M., 2022

### Arrêté 0027-2022 de la ministre de la Sécurité publique en date du 14 juin 2022

CONCERNANT l'élargissement du territoire d'application du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU l'arrêté numéro AM 0020-2022 du 5 avril 2022 par lequel la ministre de la Sécurité publique a mis en œuvre le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents au bénéfice de onze municipalités qui ont dû engager des dépenses additionnelles à leurs dépenses courantes pour des travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 31 mars 2022;

VU l'annexe jointe à cet arrêté du 5 avril 2022 qui énumère les municipalités pouvant bénéficier de ce programme;

VU l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) qui permet, au besoin, à la ministre responsable de l'application d'un programme d'en élargir le territoire concerné et d'en prolonger la période d'application;

CONSIDÉRANT que des municipalités, dont les territoires n'ont pas été désignés à l'arrêté précité, ont dû réaliser des travaux de bris de couvert de glace du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 31 mars 2022, aux fins de sécurité publique;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à ces municipalités, si elles sont admissibles, de bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre par l'arrêté numéro AM 0020-2022 du 5 avril 2022 relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec, est élargi afin de comprendre les municipalités énumérées à l'annexe jointe au présent arrêté.

Québec, le 14 juin 2022

*La ministre de la Sécurité publique,*  
GENEVIÈVE GUILBAULT

## ANNEXE

Municipalité	Désignation
--------------	-------------

### Région 01 - Bas-Saint-Laurent

Matane	Ville
--------	-------

### Région 05 - Estrie

Magog	Ville
-------	-------

### Région 12 - Chaudière-Appalaches

Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	Paroisse
-------------------------------------	----------

Saint-Malachie	Paroisse
----------------	----------

### Région 16 - Montérégie

Coteau-du-Lac	Ville
---------------	-------

Les Coteaux	Municipalité
-------------	--------------

Saint-Bernard-de-Michaudville	Municipalité
-------------------------------	--------------

77586